



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 02/06/2020

N° : 2020/166

SOMMAIRE

↳ **Conseil de Territoire du 12 novembre 2019** page 3

↳ **Conseil de Territoire du 17 décembre 2019** page 6

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 12 NOVEMBRE 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

12 NOVEMBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Nicole BOUILLOT - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Gérard CHENOZ - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Monique DAUBET-GRUNDLER - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Marie-Madeleine GEIER-GHIO - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Marc LOPEZ - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Florence MASSE - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Isabelle SAVON - Emmanuelle SINOPOLI - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

René AMODRU représenté par Jocelyne TRANI - Marie-Josée BATTISTA représentée par René BACCINO - Sabine BERNASCONI représentée par Laure-Agnès CARADEC - Jean-Louis BONAN représenté par Annie GRIGORIAN - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Frédéric BOUSQUET représenté par Albert LAPEYRE - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Catherine CHAZEAU représentée par Christian AMIRATY - Alain CHOPIN représenté par Nicole

BOUILLOT - Sandra DALBIN représentée par Josette VENTRE - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Jean-Claude DELAGE représenté par Richard FINDYKIAN - Pierre DJIANE représenté par Martine RENAUD - Michèle EMERY représentée par Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Catherine PILA - Arlette FRUCTUS représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Josette FURACE représentée par Louisa HAMMOUCHE - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAIN - Bruno GILLES représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Eric LE DISSES représenté par Véronique PRADEL - Marie-Louise LOTA représentée par Solange BIAGGI - Laurence LUCCIONI représentée par Xavier MERY - Patrick MAGRO représenté par Sophie CELTON - Bernard MARANDAT représenté par Jacques BESNAÏNOU - Bernard MARTY représenté par Marc LOPEZ - Janine MARY représentée par Christian JAILLE - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Guy MATTEONI représenté par Martine GOELZER - Richard MIRON représenté par Marie-Madeleine GEIER-GHIO - Claudette MOMPRIVE représentée par Grégory PANAGOUDIS - Virginie MONNET-CORTI représentée par Isabelle SAVON - Didier PARAKIAN représenté par Gérard CHENOZ - Gérard POLIZZI représenté par Stéphane MARI - Marine PUSTORINO-DURAND représentée par Michel AZOULAI - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Nathalie FEDI - Roger RUZE représenté par Roland CAZZOLA - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Maxime TOMMASINI représenté par Monique CORDIER - Cédric URIOS représenté par Roland MOUREN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Sandrine D'ANGIO - Dominique DELOURS - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Fabrice JULLIEN-FIORI - Laurent LAVIE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Antoine MAGGIO - Martine MATTEI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Muriel PRISCO - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Eric SCOTTO - Nathalie SUCCAMIELE - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-651/19/CT

■ CT1 - Budget 2020 - Approbation de l'Etat
Spécial de Territoire
DBP 19/18118/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence sur proposition du Président
délégué de Commission soumet au Conseil de
Territoire le rapport suivant :

Par courrier en date du 28 octobre 2019, Madame
la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-
Provence a notifié à Monsieur le Président du
Territoire Marseille Provence les montants des
dotations de gestion attribuées au Territoire pour
l'élaboration du Budget primitif 2020 :

- Au titre de la dotation de fonctionnement :
89 653 451,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement :
145 295 000,00 euros

Toutefois, depuis l'envoi du courrier de notification,
le montant de la dotation de gestion en
fonctionnement a été revu à la baisse de
1 262 000,00 euros, correspondant à la
centralisation sur le Budget Principal de la
Métropole, des primes d'assurance pour
1 250 000,00 euros et des conventions de gestion
de l'éclairage public pour la part des ressources
humaines à rembourser aux communes (chapitre
012) pour 12 000,00 euros.

Les montants des dotations de gestion ainsi
attribuées au Territoire pour l'élaboration du Budget
Primitif 2020 sont les suivantes :

- Au titre de la dotation de fonctionnement :
88 391 451,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement :
145 295 000,00 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est
proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial de
Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2020
en dépenses et recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer
au Conseil de Territoire de prendre la délibération
ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de
Modernisation de l'Action Publique
Territoriale et d'Affirmation des
Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant
Nouvelle Organisation Territoriale de la
République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015
portant création de la Métropole Aix-
Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre
2015 portant fixation des limites des
territoires de la Métropole Aix-Marseille-
Provence ;
- Le Code Général des Collectivités
Territoriales et notamment l'article L. 5218-
7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur
Jean MONTAGNAC en qualité de
Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole
Aix-Marseille-Provence n° HN 056-
187/16/CM
du 28 avril 2016 portant délégation de
compétences du Conseil de la Métropole
au Conseil de Territoire Marseille
Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article unique :

L'Etat Spécial de Territoire de Marseille Provence
arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du
Budget Primitif 2020 est approuvé. Il s'équilibre en
dépenses et recettes comme indiqué ci- après :

Section de fonctionnement : 101 509 634,00 euros

Section d'investissement : 145 295 000,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 17 DÉCEMBRE 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

17 DÉCEMBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandra DALBIN - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROUPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Marie-Madeleine GEIER-GHIO - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Andrée GROS - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Yves BEAUVAL représenté par Gisèle LELOUIS - Mireille BENEDETTI représentée par Georges GOMEZ - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Valérie BOYER représentée par Isabelle SAVON - Marie-

Arlette CARLOTTI représentée par Garo HOVSEPIAN - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par René BACCINO - Jean-Claude GAUDIN représenté par Gérard CHENOZ - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Annie GRIGORIAN représentée par Lionel VALERI - Nathalie LAINE représentée par André GLINKA-HECQUET - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Hélène MARCHETTI représentée par Roland GIBERTI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Claudette MOMPRIVE représentée par Martine GOELZER - Virginie MONNET-CORTI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Véronique PRADEL représentée par Grégory PANAGOUDIS - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Muriel PRISCO représentée par Marc LOPEZ - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Michèle EMERY - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Jean-Pierre BERTRAND - Jean-Louis BONAN - Nicole BOUILLOT - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Catherine CHAZEAU - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Anne DAURES - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Nouriaty DJAMBAE - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Samia GHALI - Bruno GILLES - Vincent GOMEZ - Albert GUIGUI - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Dany LAMY - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Janine MARY - Guy MATTEONI - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Eric SCOTTO - Nathalie SUCCAMIELE - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-652/19/CT

■ **CT1- Etat Spécial de Territoire Marseille - Provence - Adoption de la décision modificative n° 3 de l'exercice 2019**

DBP 19/18166/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 13 novembre 2018 par délibération n° FCT 001-359/18/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence et le 13 décembre 2018 par l'adoption du budget primitif 2019 par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. La décision modificative n°3 a pour finalité de procéder à des ajustements de crédits, tenant compte de l'évolution de la gestion en cours d'exercice, qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote de la Décision Modificative n°3 du prochain Conseil de la Métropole.

La décision modificative n°3 de l'exercice 2019 de L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 7 457 217,00 euros
Section d'Investissement 513 825,00 euros

Après les ajustements relatifs à la Décision modificative n° 3, le montant de la dotation de gestion attribué au Territoire Marseille-Provence pour l'exercice 2019 s'élèvera à :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 85 947 546,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 259 547 996,60 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2019 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la décision modificative n°3 de l'exercice 2019 de L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêtée aux montants inscrits à la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 7 457 217,00 euros
Section d'Investissement 513 825,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 002-653/19/CT

■ **CT1 - Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Adoption de la Décision Modificative n°3 de l'exercice 2019**

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 19/18167/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la décision modificative n° 3 est établie :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

A l'identique du budget primitif, les décisions modificatives sont présentées par nature avec présentation fonctionnelle et sont votées par chapitres.

Est présenté ci-après l'équilibre de la décision modificative n° 3 de l'exercice 2019 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets ». Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Crématorium », « Ports de Plaisance », « Opérations d'aménagement » ne font pas l'objet de décision modificative.

Equilibre de la Décision Modificative n° 3 de l'exercice 2019 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
3 500 000,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
00,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption de la décision modificative n°3 de l'exercice 2019 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » du Territoire Marseille-Provence, arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 003-654/19/CT

■ CT1 - Budgets annexes du Territoire Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2020

Avis du Conseil de Territoire DBP 19/18168/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du territoire Marseille-Provence pour l'exercice 2020. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagements » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2020 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 230 330 608,28

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 29 272 836,67 euros

Equilibre du Budget Primitif 2020 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 21 788 666,89 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 23 974 691,95 euros

Equilibre du Budget Primitif 2020 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 32 599 753,98 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 28 801 429,92 euros

Equilibre du Budget Primitif 2020 du budget annexe « Ports de plaisance » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 10 837 259,29 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 4 990 403,00 euros

Equilibre du Budget Primitif 2020 du budget annexe « Crématorium » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 2 027 626,55 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 948 681,35 euros

Equilibre du Budget Primitif 2020 du budget annexe « Opérations d'aménagement »

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 76 786 705,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 80 986 415,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation par la Métropole Aix Marseille Provence des Budgets Primitifs 2020 des Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 004-655/19/CT

■ CT1 - Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative aux travaux de réfection des fours et équipements annexes du Crématorium Saint-Pierre et de son affectation

**Information du Conseil de Territoire
DGEDPSV 19/18053/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Crématorium assure plus de 4 000 crémations par an, entraînant annuellement une usure de ses

équipements. Dans ce cadre, il est nécessaire de maintenir les équipements de crémation en bon état de fonctionnement et de pouvoir réaliser les travaux sur les fours (rebriquetages, remplacement des sols, remplacement éventuel d'un four...), les travaux relatifs au système de filtration ainsi que tous travaux de filtration. En 2018 lors de l'entretien annuel des fours il a été impératif de procéder au rebriquetage complet des 2 fours ATI (côté nouveau). De plus, les 2 puits de cheminée seront à reprendre en 2020.

L'opération d'investissement n°2015108900, « Travaux de réfection des fours et équipements annexes du Crématorium Saint-Pierre », et d'un montant 425 847,22 euros HT inscrite au budget annexe du Crématorium Saint-Pierre enregistrée dans l'opération de programme n°151150CR de la Métropole doit être révisée pour un montant de 200 000 euros HT selon le Budget Annexe du Crématorium.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2015108900 de 625 847.22 euros H.T à 825 847.22 euros H.T

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision de l'opération d'investissement n° 2015108900 relative aux travaux de réfection des fours et équipements annexes du Crématorium Saint-Pierre et de son affectation pour un montant de 200 000 euros HT.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relative à l'approbation de la révision de l'opération d'investissement n° 2015108900 relative aux travaux de réfection des fours et équipements annexes du Crématorium Saint-Pierre et de son affectation pour un montant de 200 000 euros HT.

FCT 005-656/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Travaux d'aménagement et de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain d'aménagement et de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 19/17972/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Travaux d'aménagement et de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain » » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessite d'être maintenu dans un état satisfaisant permettant un fonctionnement normal au regard des règles de sécurité, d'hygiène et de confort pour les utilisateurs et le public.

Dans ce cadre, le patrimoine doit pouvoir faire l'objet de travaux de réhabilitation et d'aménagements tous corps d'état permettant de répondre à la fois aux nécessités d'aménagements et au gros entretien et renouvellement des installations techniques.

L'opération d'investissement n°2020102300, « Travaux d'aménagement et de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain », d'un montant de 11 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 201011BP du programme 01, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Travaux d'aménagement et de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Travaux d'aménagement et de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Travaux d'aménagement et de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 006-657/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec la commune de Marignane relative à la gestion et à l'animation de la base des sports et de loisirs de l'Esteou

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 19/18128/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La base des sports et de loisirs de l'Esteou a été réalisée en 2016 par la Communauté urbaine

Marseille Provence Métropole. Par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du 14 décembre 2017, cet équipement a été déclaré d'intérêt métropolitain par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Base des sports et de loisirs, situé sur un terrain de près de 6 hectares comprend notamment un Skate-Park de dimension européenne, un bâtiment d'accueil et des cheminements piétons et cyclables.

Il s'agit d'un équipement sportif majeur avec une double vocation, celle de donner aux familles un lieu de détente et de pratique sportive mais aussi celle de mettre à disposition des équipements qui permettront aux clubs, ou associations locales de s'y entraîner et d'y organiser des compétitions locales et régionales.

Compte tenu des compétences de la Ville de Marignane dans la gestion d'équipements sportifs, il a été décidé en 2015 de confier la gestion de la base des sports et de loisirs de l'Esteou à la Ville de Marignane. Une convention a été signée dans ce sens en octobre 2016 pour une durée de 3 ans. Il est proposé de poursuivre la gestion de cet équipement sous la même forme, et dans les conditions prévues par la présente convention.

Dans ce cadre, la commune de Marignane prendra en charge l'ensemble des dépenses nécessaires au fonctionnement de l'équipement et sera remboursée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 200 000 € TTC par an au titre de l'exécution de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention avec la commune de Marignane relative à la gestion et à l'animation de la base des sports et de loisirs de l'Esteou

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relative à l'approbation d'une convention avec la commune de Marignane relative à la gestion et à l'animation de la base des sports et de loisirs de l'Esteou.

FCT 007-658/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités 2018 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 19/18028/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen du rapport 2018 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains, dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 décembre 2019 ;
- La synthèse jointe en annexe ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2018 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2018 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

FCT 008-659/19/CT

■ CT1 - Délégations de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/18159/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence, soumis pour avis au Conseil de Territoire et présenté ci - après :

I) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires, dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concédante de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L.

2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération n° HN 143-274/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sur la base des articles L. 5218-7 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette délégation de compétences au profit du Conseil de Territoire s'étend jusqu'à la fin de l'année 2019.

En effet, les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui dispose particulièrement que :

le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque Conseil de territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par les communes membres, à l'exception des compétences en matières de... » :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux Vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

II) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir les modalités de déconcentration optimales des prérogatives au profit des conseils de territoire, en vue de garantir continuité et proximité de l'action publique intercommunale dans les périmètres, devenus territoires, de chacun des anciennes EPCI, la Métropole a mis en œuvre un dispositif transitoire.

Ce dispositif, conformément à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales, a permis d'établir une délégation de compétences au profit des Conseils de Territoires durant la phase transitoire de 2016 à 2019.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées en stricte conformité avec les orientations et objectifs fixées à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales, disposant que « A compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II », il est nécessaire de renouveler ces délégations.

Compte tenu du calendrier électoral et jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est acté de la reconduction à l'identique des compétences déléguées, à l'exception des compétences restituées aux communes en 2017 et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000€ HT ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

La délibération précitée arrivant à échéance le 31 décembre 2019, il est proposé de délibérer pour prolonger les délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux profits du Conseil de Territoire Marseille-Provence jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la

compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;

- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
- La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération

cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délibération n° HN 056-187/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, prise sur la base de l'article L. 5218-7, approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence arrive à échéance le 31 décembre 2019 ;
- Qu'afin d'assurer la continuité des missions de service public consenties par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit du Conseil de Territoire Marseille Provence, il convient de délibérer pour approuver la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération ci-annexé portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire à compter du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 009-660/19/CT

■ CT1 - Délégations du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président DAJA 19/18156/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les termes de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque Conseil de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par les communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aide aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain. »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux Vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération ci-annexé portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire à compter du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 009-660/19/CT

■ CT1 - Délégations du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président

DAJA 19/18156/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les termes de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque Conseil de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par les communes membres, à l'exception des compétences en matière de :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aide aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain. »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux Vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité;

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Par ailleurs, l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales dispose :

« à compter du 1^{er} janvier 2020, le Conseil de la métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de Territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II ».

Sur le fondement des dispositions qui précèdent, par délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Par délibérations FCT 002-057/18/CT du 20 mars 2018 et FCT 006-118/18/CT du 15 mai 2018, le Conseil de Territoire Marseille Provence a délégué à son Président l'exercice de certaines attributions.

La délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire venant à échéance le 31 décembre 2019, la délégation donnée au Président du Conseil de Territoire prendra fin à la même date.

Afin d'assurer la continuité des missions exercées par le Conseil de Territoire Marseille Provence, le Conseil de la Métropole sera saisi lors de sa prochaine séance du projet de délibération relatif à la délégation de compétences au Conseil de Territoire Marseille Provence, à compter du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au renouvellement du Conseil de la Métropole.

Ce projet de délibération est soumis pour avis au Conseil de Territoire.

Compte tenu du calendrier électoral et jusqu'au prochain renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est acté, dans ce projet de délibération, de la reconduction à l'identique des compétences déléguées au Conseil de Territoire, à l'exception des compétences restituées aux communes en 2017 et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Par ailleurs, pour l'exercice des compétences déléguées, il est également acté aux termes de ce projet de délibération, de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000€ HT ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées de service public, le projet de délibération autorise le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Pour la mise en œuvre des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions , sous réserve de l'approbation par le Conseil de Métropole de la délégation de compétences au Conseil de Territoire Marseille Provence, il est proposé au Conseil de Territoire d'approuver la délégation au Président de ses attributions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.
- La délibération n° FCT 002-057/18/CT du Conseil de Territoire du 20 mars 2018 portant délégation d'attributions au Président ;
- La délibération n° FCT 006-118/18/CT du Conseil de Territoire du 15 mai 2018 portant délégation d'attributions au Président ;
- Le projet de délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 portant délégation de compétences de la Métropole Aix - Marseille - Provence au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence approuvée par délibération du 28 avril 2016 arrive à échéance le 31 décembre 2019 et que la délégation confiée au Président du Conseil de Territoire sur son fondement prend fin à la même date ;
- Que le Conseil de Métropole est saisi pour délibérer sur la délégation de compétences au Conseil de Territoire Marseille Provence à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- Qu'afin d'assurer la mise en œuvre et la continuité des missions confiées par la Métropole au Conseil de Territoire, il convient d'ores et déjà, sous réserve de l'approbation par le Conseil de Métropole de la délégation de compétences au Conseil de Territoire, de délibérer sur la délégation d'attributions au Président du Conseil de Territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence reçoit délégation du Conseil de Territoire pour :

- préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :
 - pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;
 - pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT ;
- délivrer les autorisations de branchement aux réseaux d'eau potable;
- délivrer les autorisations de raccordement aux réseaux d'assainissement;
- conclure, réviser, résilier les conventions spéciales de déversement ;
- délivrer les autorisations de déversement ;
- décider des exonérations temporaires à l'obligation de raccordement aux réseaux d'assainissement ;
- décider des intégrations d'ouvrages dans le périmètre des délégations de service public de l'eau et de l'assainissement ;
- délivrer les permissions de voirie, instruire les demandes et délivrer les autorisations de travaux relatives aux interventions sur la voirie sur le périmètre du Territoire; délivrer les mises en demeure ; décider des retraits d'autorisation ;

- délivrer les avis sur les permis de construire ;

- fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme sur le Territoire Marseille Provence ;

- conclure, réviser, résilier les conventions de redevance spéciale relatives à la collecte des déchets ;

- conclure les conventions de partenariat avec les organismes d'habitat collectif relatives à la gestion des déchets.

- décider de la délivrance et de la reprise des concessions dans les cimetières du territoire Marseille Provence ;

- attribuer par délégation les aides financières affectées par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le logement social, sur le périmètre du territoire Marseille Provence aux ouvrages de ces opérations dans la limite de l'autorisation de programme approuvée par le Conseil de la Métropole et les notifier à leurs bénéficiaires ;

- agréer les dispositifs spécifiques en faveur du logement social non assortis d'aides financières ;

- signer les conventions ouvrant droit à l'Aide Personnalisée au Logement.

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à subdéléguer par arrêté aux vice-présidents les attributions qui lui sont confiées par le Conseil de Territoire. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Article 3 :

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 :

La présente délibération prendra effet à la date de prise d'effet de la délibération portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-661/19/CT

■ CT1 - Approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18084/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités qui constituent les six Conseils de Territoire : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

La procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence a été menée conformément à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire arrêtée par la délibération n° MET 18/6643/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération-cadre).

Cette dernière répartit les compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

C'est dans ce contexte que la Métropole a poursuivi l'élaboration du PLUi sur le Conseil de Territoire Marseille Provence, engagée précédemment par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

Par délibération du 22 mai 2015, MPM a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation

avec le public défini en application de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération préalable adoptée le même jour, Marseille Provence Métropole a également défini les modalités de collaboration avec les communes membres pour cette procédure.

Au-delà de l'intégration du nouveau cadre législatif et de la mise en compatibilité avec les documents supérieurs, notamment le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé en 2012, le PLUi poursuit les objectifs suivants organisés en 3 axes :

1. Une ambition métropolitaine et euro-méditerranéenne, sous le signe du développement durable

Elle repose sur :

- L'affirmation et la valorisation d'une identité maritime forte dans toutes ses composantes : économique (Grand Port Maritime de Marseille, port de La Ciotat) ; patrimonial (protection des grands espaces littoraux tels le Parc Marin de la Côte-Bleue et le Parc National des Calanques, valorisation des étangs de Berre et de Bolmon, ...), touristique (renforcement des atouts liés à la plaisance et au nautisme, ...) ;
- Son positionnement euro-méditerranéen historique et sa place de cœur de métropole. Avec ce double positionnement, la grande accessibilité constitue un enjeu majeur (Aéroport Marseille-Provence, gare Saint-Charles, autoroutes, ...) ;
- Sur une stratégie d'aménagement du territoire exemplaire en matière de développement durable. C'est une des clés de son rayonnement métropolitain et euro-méditerranéen.

2. Un développement urbain équilibré et fondé sur la préservation de l'environnement et la cohérence urbanisme-transports :

Il se décline en plusieurs orientations :

- La valorisation des espaces agricoles (plaine de Châteauneuf-les-Martigues et de Gignac-la-Nerthe, ...), la préservation des paysages emblématiques, socle patrimonial commun (paysages viticoles cassidains, chaînes de la Nerthe et de l'Etoile, ...) ;
- Un développement adapté au contexte, aux identités urbaines et potentialités

communales et dont la répartition repose sur des centralités ;

- L'articulation entre le développement urbain et la politique des déplacements ;
- Une réponse diversifiée aux besoins en matière d'habitat et de logements accompagnée de réponses foncières et réglementaires qui facilitent un développement économique respectueux et créateur d'emplois ;

3. La qualité du cadre de vie en milieu urbain, du développement de la nature en ville à l'aménagement des zones d'activités.

- L'amélioration de la qualité de vie concerne toutes les composantes de la ville : le développement et l'accessibilité de la nature de la ville et des espaces publics ;
- La mise à disposition d'espaces dédiés aux activités économiques suffisants, diversifiés et bien intégrés à l'environnement urbain ;
- Le renforcement de la prise en compte de la santé, de la sécurité et du bien-être des populations dans l'organisation du développement urbain au regard des risques et des pollutions.

LES GRANDES ORIENTATIONS DU PLUi

Ces ambitions ont été traduites dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), pièce essentielle du PLUi.

Il définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Il fixe également les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Au regard des objectifs poursuivis et des enjeux identifiés aux étapes de diagnostic, des orientations ont été définies. Elles s'inscrivent en cohérence avec les documents-cadre existants.

Débatues lors du Conseil de Territoire du 14 décembre 2016, après la tenue d'une Conférence intercommunale des Maires et des débats dans chacun des conseils municipaux des Communes concernées, les orientations du PADD sont déclinées par un cahier global concernant l'ensemble du Territoire Marseille Provence et par 18 cahiers communaux.

Le cahier global s'articule autour de 4 axes principaux :

- **Pour une ambition et un positionnement métropolitains ;**
- **Pour un écrin vert et bleu préservant le cadre de vie ;**
- **Pour une organisation structurée du développement ;**
- **Pour un urbanisme raisonné et durable.**

Les cahiers communaux précisent, à l'échelle des 18 communes, les orientations générales et les objectifs définis pour l'ensemble du territoire tout en prenant en compte les spécificités de chaque commune.

UN PLUi NOVATEUR : DE NOUVEAUX OUTILS D'URBANISME UTILISES

Fil directeur du projet de PLUi, l'adaptation du développement urbain au contexte local, avec toutes ses particularités et contraintes, est traduite au plan réglementaire par des outils novateurs et pédagogiques dont l'objectif est de garantir la qualité des projets et leur insertion dans l'environnement :

- Un règlement écrit, largement illustré pour faciliter la compréhension et l'appropriation du document par le plus grand nombre ;
- 53 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles pour favoriser des projets urbains d'ensemble qui améliorent le cadre de vie et évitent l'urbanisation au gré des opportunités ;
- Une OAP Qualité d'Aménagement et Formes Urbaines (QAFU) articulée au règlement, qui fixe les objectifs qualitatifs que les porteurs de projet doivent atteindre pour assurer la bonne intégration des projets dans leur contexte architectural, paysager, urbain ;
- L'OAP Cohérence Urbanisme/Transport (CUT) qui définit les bases d'une urbanisation raisonnée le long des transports en commun en site propre existants et programmés.

UNE PLUS-VALUE ENVIRONNEMENTALE

Apporter une plus-value environnementale importante au territoire est une ambition clé du PLUi.

Dans cette perspective, ce dernier propose des réponses et améliorations à la hauteur des enjeux identifiés par l'Etat Initial de l'Environnement (EIE) : paysage et patrimoine, climat et changement climatique, richesse écologique, ressources naturelles, agriculture.

Réalisée par un bureau d'études spécialisé et indépendant, le PLUi a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Celle-ci s'est attachée à préciser les effets attendus des orientations du PLUi sur l'ensemble des enjeux identifiés par l'EIE.

L'évaluation environnementale met en lumière la volonté du document d'urbanisme de concilier le développement du territoire et la limitation de l'étalement urbain.

En outre, l'objectif fixé par le PLUi d'accueillir 55 000 nouveaux habitants d'ici 2030 et d'être en capacité « d'accueillir » 65 000 nouveaux emplois sera mis en œuvre avec une consommation d'espace limitée par un processus de densification du territoire.

Dans ce cadre, le PLUi veille à la conservation des espaces naturels et agricoles du territoire et au maintien de leur diversité, grâce à un ensemble de mesures complémentaires portant à la fois sur la protection de ces espaces et sur le maintien de leurs fonctionnalités écologiques.

A titre d'exemple, la Trame Verte et Bleue (TVB) mise en œuvre par le règlement protège plus de 99% des cœurs de nature et plus de 90 % des axes de déplacements de la faune identifiés par l'Etat Initial de l'Environnement.

Le PLUi œuvre également à la réduction des Gaz à Effet de Serre (GES) grâce à l'OAP Cohérence Urbanisme Transport. Celle-ci, d'une part, en définissant les densités de logements plus importante lorsqu'existe une desserte en transports collectifs (TC), et d'autre part, en limitant l'usage de la voiture en centre-ville et dans les zones de bonne desserte par des mesures telles que la réduction de l'offre de stationnement.

Enfin, le PLUi met en place un ensemble d'outils (règlement et OAP) qui permettront de protéger les paysages et le patrimoine, qu'ils soient d'intérêt local ou de caractère plus emblématique :

- En assurant la protection des paysages et l'insertion harmonieuse des nouvelles constructions, avec l'OAP Qualité d'Aménagement et Formes Urbaines ;
- En visant la protection des éléments patrimoniaux forts et la mise en valeur des cœurs d'îlots non-bâtis et en pleine terre ;
- En participant au développement de la "nature en ville" et contribuant à la

diminution des ilots de chaleur et de l'imperméabilisation des sols.

UNE LARGE CONCERTATION

Conformément aux objectifs poursuivis et aux modalités définies dans la délibération du 22 mai 2015, la concertation a débuté au mois de juin 2015 et s'est arrêtée le 1er juin 2018 en vue de l'arrêt du projet du PLU intercommunal.

Elle s'est adressée à tout public, notamment les habitants, les Comités d'Intérêt de Quartier (CIQ), les associations, les partenaires institutionnels (communes, Conseils Régional et Départemental, Chambres Consulaires, services de l'Etat...).

Tous ont été des partenaires importants tout au long de la démarche à travers leurs avis et remarques, ainsi que dans le cadre de nombreuses rencontres.

Une cinquantaine de réunions avec les Personnes Publiques Associées et Consultées (PPA/PPC) ont été réalisées soit en bilatéral soit de manière collective. Une vingtaine d'association et Comité d'Intérêt de Quartier a été reçu.

Le PLUi est donc le fruit d'une construction multi-partenaire.

Cette co-construction a été rendue possible par des outils d'information (kit et panneaux de concertation, 32 réunions publiques, une information mise à jour sur le site internet du Territoire Marseille Provence et de la Métropole Aix-Marseille-Provence) et des outils d'expression variés.

Ainsi, une forte mobilisation du public a été constatée : environ 3 500 personnes recensées lors des 32 réunions publiques (5 lors de l'élaboration du PADD/ 27 lors de l'arrêt du projet) et plus de 1 000 requêtes lors de la concertation ont été reçues (emails-courriers) ou recensées dans les différents registres mis à la disposition du public.

Le bilan de la concertation a été arrêté par délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 suivi le même jour de l'arrêt du projet PLUi.

UNE COLLABORATION CONSTANTE AVEC LES COMMUNES

En ce qui concerne la collaboration avec les communes, 5 Conférences Intercommunales (maires des 18 communes du Territoire), et 26 « Groupes de travail PLUi » rassemblant les maires, élus et techniciens, se sont également tenus tout au long de la procédure, leur permettant de travailler sur un même document, à un même rythme, avec une même ambition et dans le cadre d'une même procédure.

A cela s'ajoute plus de 300 réunions en commune (et mairies de secteurs).

Conformément à la délibération du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes, et à la délibération du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018, le projet de PLUi a été présenté par le Président du Conseil de Territoire aux Maires des 18 communes lors de la conférence intercommunale des maires du 20 avril 2018.

Par ailleurs, les différents conseils municipaux (et mairies de secteur sur Marseille) ont pu donner leur avis à chaque étape de la procédure.

UNE IMPORTANTE CONSULTATION DES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS SUR LE PROJET DU PLUI ARRÊTÉ

Le projet de PLUi arrêté au Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 a été soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Personnes Publiques Consultées (PPC), aux communes limitrophes, et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui disposaient d'un délai de trois mois pour rendre leur avis.

Les communes du Territoire Marseille Provence ont également eu trois mois après la réception du dossier pour exprimer leur avis.

En outre, le projet de PLUi arrêté a fait l'objet d'un examen par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) et par la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

Au total, ce sont 114 consultations qui ont été réalisées.

Il a été envoyé pour avis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe). La MRAe a émis son avis assorti de recommandations dans les 3 mois.

Un mémoire en réponse a été joint au dossier d'enquête publique. Une note en annexe de la présente délibération précise la manière dont la Métropole tient compte de l'avis de la MRAe.

Le projet de PLUi arrêté a aussi fait l'objet d'un envoi auprès du Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au titre des Personnes Publiques Associées (PPA), 9 avis ont été reçus dans les 3 mois suivants la notification : Préfecture avec 2 avis annexés (Agence Régionale de Santé et Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine), Chambre de l'Agriculture, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMAR), Conseil Départemental, Conseil Régional, Parc National des Calanques, Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume, Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Au titre des Personnes Publiques Consultées (PPC), 11 avis ont été reçus : Bataillon de Marins- Pompiers de Marseille, Centre Régional de la Propriété Forestière, Conseil de Développement, Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), commune de Mérindol, Office National des Forêts (ONF), Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Parc Naturel Régional de Camargue, commune de Roquevaire, et Syndicat Mixte du SCOT Provence Méditerranée.

L'AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES : POINTS FORTS ET AXES D'AMELIORATION

De façon générale, le projet de PLUi a été bien accueilli par l'ensemble des personnes publiques.

Le Préfet, dans son avis, a notamment souligné l'ambition du projet de PLUi, 1er du département, pour lequel le choix a été fait d'un « *contenu modernisé en faveur d'un urbanisme de projet dont ce territoire a besoin* ».

Il insiste également sur « *le traitement qualitatif de nombreux points : intégration des projets de renouvellement urbain, la sobriété foncière, le traitement du patrimoine* ».

Pour conclure le Préfet souligne : « *Le résultat est un projet de PLUi de grande qualité eu égard, d'une part à la nouveauté de l'exercice et, d'autre part à la difficulté d'organiser la planification sur un territoire aussi vaste, peuplé d'un million d'habitants, très contrasté et porteur d'enjeux métropolitains* ».

En outre, les avis des autres PPA ont été, dans leur majorité, positifs vis-à-vis de la démarche. Parmi les points forts relevés :

- La priorité donnée au renouvellement urbain et à la densification des dents creuses ;
- La réduction générale des zones d'extension de l'urbanisation ainsi que la réduction des droits à construire dans les zones de frange ;
- L'effort important consenti pour rééquilibrer les activités économiques en valorisant les zones d'activités productives, en limitant le développement des zones commerciales et en protégeant de nombreux linéaires commerciaux dans les centres anciens,
- La sensible amélioration, par rapport aux POS/PLU en vigueur, de la prise en compte des risques et tout particulièrement du risque feu de forêt.

Les Personnes Publiques Associées relèvent également des axes d'amélioration :

- Une meilleure justification de certaines zones d'extension de l'urbanisation qui pourraient être reconsidérées ;
- Une meilleure lisibilité des risques naturels dans les OAP sectorielles afin que les projets urbains les prennent bien en compte ;
- Les corrections graphiques sur les contraintes liées aux risques qui doivent être apportées sur certains sites ;
- Une meilleure utilisation des outils réglementaires pour favoriser le logement social ;
- Les mises à jour de données et d'études récentes pour que le dossier approuvé soit le plus complet possible : différentes Servitudes d'Utilité Publiques (protection de captage, Plan de Protection des Risques...), des éléments tant quantitatifs que qualitatifs dans le rapport de présentation (qualité de rejet des stations d'épuration...), de nouveaux rendus d'études sur les risques.

L'ENQUETE PUBLIQUE : UN DISPOSITIF INEDIT

Après l'arrêt du projet et conformément aux articles L.153-19 et R.153-8 du Code de l'Urbanisme et R123-9 du Code de l'Environnement, le projet de PLUi a été soumis à enquête publique.

De par les dispositions législatives qui l'imposaient, il a été procédé à une enquête publique unique portant à la fois sur :

- Le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les propositions de Périmètres Délimités des Abords (PDA) de monuments historiques, situés sur les communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons portés par le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il s'est agi d'une enquête publique d'une ampleur inédite dont l'objectif était de permettre au plus grand nombre d'administrés de prendre connaissance du

projet et d'exprimer leur avis.

L'enquête publique unique s'est déroulée durant 50 jours consécutifs, du lundi 14 janvier 2019 à 9h00 au lundi 4 mars 2019 à 17h00, soit sur une durée supérieure au mois requis légalement pour ce type d'enquête.

Par décision de Madame la Présidente du tribunal administratif de Marseille n° E18000058/13 du 19 octobre 2018, une commission d'enquête publique a été constituée et présidée par Monsieur François COLETTI et désignant 18 membres titulaires et 4 suppléants.

Cette commission a tenu 161 permanences sur 27 lieux d'enquête différents (le Siège de la Métropole, les 18 communes du Territoire Marseille Provence, et les 8 mairies de secteurs de la Ville de Marseille).

Répondant aux dispositions de l'article R.123-11 du code de l'environnement, la publicité réglementaire a été réalisée, mais elle a également été complétée par un dispositif de communication étoffé (réseaux sociaux, affichage sur mobiliers urbains, campagne d'information dans la presse locale, revues municipales).

Un guide de l'enquête publique ainsi qu'un dépliant récapitulant les 161 permanences ont été largement diffusés sur les 27 lieux d'enquête.

Le dossier d'enquête publique a été mis à disposition du public sous forme dématérialisée (dossier numérique), et sous format papier.

Pendant la durée de l'enquête, le public a pu formuler ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique par courrier électronique, sur les registres d'enquête mis à disposition dans les 27 lieux d'enquête ou bien encore par courrier adressé au Président de la Commission d'Enquête.

Le dossier d'enquête publique était constitué :

- Des pièces administratives liées à l'enquête publique (notamment les délibérations et arrêtés liés à cette procédure) ;
- Du projet de PLUi arrêté par le Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 ;
- Des avis émis par les personnes publiques associées (PPA) ou simplement consultées (PPC), par le Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE), par la Commission Départementale de la

Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), par la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ;

- Du projet des Périmètres Délimités des Abords des monuments historiques ;
- De fascicules d'information complémentaire sur les Servitudes d'Utilité Publique approuvées après arrêt du projet de PLUi (AVAP de Marseille, PPRIF de Marseille, Cassis et Allauch),

Aux termes de l'enquête, la commission d'enquête a dressé un procès-verbal de synthèse des observations en date du 25 mars 2019. Le mémoire en réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été adressé au Président de la commission d'enquête par courrier en date du 19 avril 2019.

La commission a remis, le 13 mai 2019, un rapport unique pour les deux dossiers soumis à enquête publique unique (PDA et PLUi). Le rapport relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Elle a consigné dans deux documents distincts, pour chacun des objets de l'enquête publique unique (PLUi et PDA), ses conclusions motivées.

Ces documents ont été mis à la disposition du public, et ce pour un an, sur le site internet : <https://registre-numerique.fr/plui-pda-marseille-provence> et sur le site www.marseille-provence.fr.

Une copie en a été adressée aux 18 communes, aux 8 mairies de secteur de la Ville de Marseille et au Préfet pour être tenue à disposition du public.

Dans son rapport, la Commission d'Enquête a considéré que le PLUi présentait « *un projet d'aménagement du territoire plus ambitieux et plus cohérent que celui qui résultait de la simple juxtaposition des documents d'urbanisme communaux précédents.*

Premier PLUi sur le territoire métropolitain, il développe des projets de grande envergure, avec les moyens, le soutien et l'appui des solidarités intercommunales.

Il donne une vision d'ensemble cohérente des perspectives d'évolution des grandes infrastructures, des transports et de la répartition géographique des pôles de développement économique.

A l'appui d'études plus détaillées sur les données de l'environnement, il met en place des mesures de protection qui trouvent leur pleine justification à l'échelle du territoire (réservoirs de biodiversité et continuités écologiques ».

La Commission d'Enquête salue également le projet de territoire qui « *s'appuie sur une analyse*

approfondie de la situation actuelle...Et dont le PADD est à la fois très clair, synthétique, et accessible à tous...L'examen de toutes ces pièces montre que le dossier de PLUi dans sa démarche d'ensemble, répond aux exigences réglementaires, par sa composition et par sa forme. Il a fait l'objet d'un travail important de présentation et d'accessibilité aux diverses étapes de sa démarche, argumentée et étayée ».

En outre, au regard du dispositif déployé et du « *temps d'expression* » proposé, elle fait remarquer, que l'enquête s'est déroulée dans une bonne ambiance et sans incident dans tous les lieux de permanence.

Elle note que les moyens mis en œuvre par la Métropole (guide d'utilisation, supports de publicités divers, vacataires recevant et informant le public, ...) se sont « *avérés particulièrement adaptés et utiles à l'information des habitants* » et ce, grâce notamment à « *une liste constitutive des pièces du dossier impressionnante* ».

Au-delà du temps de l'enquête publique, la commission d'enquête considère aussi que « *l'ensemble de la procédure d'élaboration du PLUi depuis 2015 s'est déroulée dans le cadre d'une concertation renforcée et itérative avec l'ensemble des communes, des institutions* ».

Elle précise que les Personnes Publiques Associées (PPA) ainsi que la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) ont été associées pendant toute l'élaboration du projet.

Au total, la Commission d'Enquête a dénombré 5410 observations (ventilées en 7 787 requêtes) : 82% émanent de particuliers et 18% des Comités d'Intérêt de Quartier (CIQ), des Associations et représentants de la société civile, mais également des communes du Territoire de Marseille Provence.

Pour la première fois, les administrés ont pu s'exprimer (53%) à partir d'un registre dématérialisé mis à leur disposition. Le site internet dédié a enregistré 27 500 connexions durant l'enquête publique et 31 500 téléchargements de documents ont été recensés.

Les autres modes d'expressions ont également été utilisés : registres papiers disponibles dans les lieux d'enquête (23% des observations), courriers à l'attention du Président de la commission d'enquête (13%), et email (11%).

Toutes les observations et avis (PPA et PPC) recueillis ont été étudiés par la commission d'enquête.

A la lecture des 5 410 observations, et des divers avis, la commission a identifié 11 thématiques récurrentes : (1) Agriculture, (2) Eau/Assainissement/Pluvial, (3) Economie/Tourisme, (4) Equipements, (5) Logement/Habitat, (6)

Patrimoine urbain, (7) Protection de l'environnement, (8) Risques, (9) Urbanisme général, (10) Urbanisme opérationnel, (11) Voirie/mobilité.

Ces thématiques couvrent l'ensemble des problématiques soulevées lors de l'enquête publique (ensemble des avis joints au dossier d'enquête, observations du public, des associations, et des CIQ notamment).

Pour chacune d'entre elles, la commission d'enquête donne une appréciation argumentée qui peut être générale à la thématique, et parfois spécifique à un projet, à un secteur d'une commune, à un bassin de vie et/ou à une modification d'une des « pièces » composant le PLUi.

Au regard de ces éléments « contextuels », des observations relevées au cours de l'enquête publique, de l'avis des PPA et de la MRAe, des différents échanges avec la maîtrise d'ouvrage - notamment le mémoire en réponse du Territoire Marseille Provence au procès-verbal de synthèse -, la commission d'enquête s'est forgé un avis.

Dans son rapport et ses conclusions motivées, elle donne :

Un avis favorable à l'unanimité sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille Provence.

Cet avis est accompagné de 18 réserves et de 32 recommandations.

Selon la méthodologie retenue par la commission, ces réserves et recommandations sont formulées par thématique.

LA PRISE EN COMPTE DES RESERVES

La Métropole Aix-Marseille-Provence a examiné chacune des réserves et des recommandations au prisme de deux objectifs, à garantir : l'équité entre les situations et une cohérence d'ensemble, et le respect de l'économie générale du PLUi.

LES ESPACE AGRICOLES ET NATURELS

Réserve 1 : La commission d'enquête rappelle qu'elle est hostile à la diminution des espaces agricoles et naturels indiqués dans le projet du PLUi et donc, notamment, dans la zone de l'OAP des Beugons à Marignane. Cependant, elle n'est pas hostile à la prise en compte de la demande de la Chambre d'Agriculture (augmentation de la surface des bâtiments d'exploitation) uniquement sur la zone A2 puisque la zone A1 résulte des principes de la loi « Littoral » notamment dans les espaces proches du rivage.

Il est proposé de lever la réserve 1 :

- En augmentant globalement à l'échelle du PLUi, dans le cadre de l'ensemble des modifications de zonage réalisées à la suite de l'enquête publique, la surface des zones A et N de 19 et 10 hectares nets. Les ajustements ponctuels de zonage sont ainsi plus que compensés. Le classement de la zone de l'OAP des Beugons à Marignane demeure conforme au projet arrêté.
- En adaptant la surface autorisée aux besoins des exploitations uniquement en zone A2 dans l'article 4 du règlement.

Reflet de la politique volontariste du Territoire Marseille Provence, cette protection renforcée des espaces agricoles et naturels s'inscrit dans la continuité des orientations traduites dans le PLUi arrêté. En effet, les surfaces dédiées aux espaces agricoles et naturels ont augmenté de façon significative entre les POS-PLU en vigueur dans le nouveau document d'urbanisme pour atteindre respectivement 2866 ha (auparavant 2537 ha) et 35 589 ha (34 916 ha auparavant).

LE COMMERCE

Réserve 2 : Au regard de la saturation commerciale observée sur le territoire métropolitain, la forte densité des grandes et moyennes surfaces (diagnostic du Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial en 2019) ainsi que le déficit d'attractivité des centres villes de la Métropole, il apparaît indispensable de stabiliser les surfaces et les polarités commerciales, jusqu'à ce que les règles devant régir l'implantation de grandes surfaces commerciales aient été précisées par le Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial Métropolitain, en cours d'élaboration.

Il est proposé de lever la réserve 2 :

- En ne créant pas de nouvelles surfaces et polarités commerciales ;
- En interdisant ou en limitant dans le zonage, sous forme de pôle de vie, les surfaces commerciales dans les zones économiques dédiées à l'activité productive.

Cette stabilisation des surfaces et polarités commerciales est un principe majeur du PLUi.

LE LOGEMENT SOCIAL

Réserve 3 : Modifier l'article 4.4 du règlement concernant les logements sociaux, pour la partie

concernant la ville de Marseille, par un abaissement substantiel du seuil de 100 logements.

Il est proposé de lever la réserve 3 :

- En modifiant l'article 4.4 des dispositions générales du règlement concernant les logements sociaux pour Marseille en imposant de réaliser 30% de logements sociaux pour toute opération égale ou supérieure à 80 logements.

Par ailleurs, le seuil de 80 logements garantit une production minimale d'une vingtaine de logements sociaux par opération. Ce faisant, il constitue un effet levier significatif en volume et assure aussi aux bailleurs sociaux une facilité de gestion des logements au sein de chaque opération concernée. Enfin, il permet aux bailleurs une implantation significative dans de nouveaux secteurs de Marseille.

Outre ces dispositions inscrites dans les dispositions générales du règlement, la dynamisation de la production de logements sociaux s'appuie sur deux autres outils que sont les Secteurs de Mixité Sociale et les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

LE PATRIMOINE URBAIN

Réserve 4 : Poursuivre l'effort entrepris de l'inventaire du patrimoine urbain en vue de compléter le document « Règlement – Pièces écrites /N Règlement : volet patrimonial » pour éviter les dégradations intempestives ou dues à l'usure du temps.

Il est proposé de lever la réserve 4 en complétant l'inventaire du patrimoine urbain par l'identification de nouveaux éléments ou ensembles bâtis remarquables devant faire l'objet de protections spécifiques.

De plus, lors de procédures de modifications ultérieures, cet inventaire pourra être à nouveau complété.

Il est à noter qu'un accroissement significatif des protections des éléments ou ensembles bâtis remarquables a été opéré entre les documents en vigueur et le PLUi.

En effet, afin d'homogénéiser et d'accroître le recensement d'ensembles bâtis remarquables, 225 fiches ont été créées pour les communes hors Marseille. Pour la commune de Marseille, 230 fiches supplémentaires complètent celles qui existent dans le PLU de Marseille en vigueur.

C'est donc un total de 455 fiches créées au sein du règlement du PLUi de Marseille Provence toutes communes confondues.

Ces mesures complètent d'autres dispositifs tels que l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine/Site Patrimonial Remarquable sur le centre-ville de Marseille, et les monuments classés ou inscrits au titre des monuments historiques.

Réserve 5 : Pour le couvent des Sœurs Franciscaines surplombant la rue Breteuil – Marseille 6 – Rétablir la servitude « Balcon remarquable » et, si possible, passer en zonage UCt2 (10 m). Réajuster les Espaces Boisés Classés (EBC) et inscrire un arbre remarquable, supprimer le linéaire de hauteur de la rue Breteuil au droit de ce domaine.

Il est proposé de lever la réserve 5 :

- En rajoutant de nouveaux Espaces Boisés Classés sur des parties boisées du site situé à proximité du bâtiment principal et le long de la rue Breteuil ;
- En inscrivant un arbre remarquable ;
- En incluant ce site dans les « Quartiers en Balcon Remarquable » faisant l'objet de protections spécifiques dans le règlement du PLUi (tome N3) ;
- En supprimant le linéaire de hauteur de la rue Breteuil au droit de ce domaine.

Le site est maintenu en zone UC1 afin de ne pas obérer des extensions ou réhabilitations des bâtiments existants destinés à l'accueil d'équipement public ou socio-culturel.

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Réserve 6 : Maintien de la protection stricte des grands parcs publics en UV et en trame verte adaptée.

Il est proposé de lever la réserve 6 en maintenant la protection stricte des grands parcs publics en UV et en maintenant les outils EBC/EVP existants.

La levée de cette réserve s'inscrit dans la continuité des ambitions portées par le Territoire Marseille Provence. Elles se traduisent par une extension très significative des zonages (UV) dédiés aux Parcs et Jardins. Ceux-ci sont passés de 315 hectares dans les documents d'urbanisme en vigueur (POS/PLU) à 695 hectares dans le PLUi.

Réserve 7 : Modifier le classement de UQP en UV de l'ensemble du parc Longchamp et étendre les EBC. Supprimer l'ER (P051) prévu pour le parking de proximité du parc Longchamp.

Il est proposé de lever la réserve 7 :

- En supprimant l'emplacement réservé (P051) dédié au projet de parking ;
- En classant l'ensemble du parc Longchamp en zone UV2 (ce qui correspond à environ plus de 6 hectares) ;
- En étendant de près d'1ha les Espaces Boisés Classés.

De plus, il est à noter que plus de 1 ha d'Espace Vert Protégé (EVP) est aussi créé sur ce site.

Réserve 8 : Maintien en zonage UV des bâtiments du Parc Borely et des tribunes de l'Hippodrome Borely.

Il est proposé de lever la réserve 8 en maintenant le zonage UV des bâtiments du Parc Borély et des tribunes de l'Hippodrome Borély

Réserve 9 : Extension des EBC du parc Pastré sur sa limite Nord.

Il est proposé de lever la réserve 9 en ajoutant des espaces boisés classés (EBC) de façon significative sur la limite nord du Parc Pastré, sans pour autant couvrir la piste existante qui permet un 2ème accès au parc tant pour les utilisateurs que pour les secours.

La surface totale des EBC sur le Parc Pastré est ainsi accrue d'environ 4 000 m².

Réserve 10 : Dans la zone Nt du Mont Rose, ne pas créer de nouveaux droits.

Il est proposé de lever la réserve 10 en instaurant sur le Mont Rose, en lieu et place du zonage Nt, un zonage Ns plus restrictif n'autorisant aucun droit à construire supplémentaire.

De plus, un zonage UM1 autorisant uniquement les constructions existantes est délimité en lieu et place d'un zonage de type UP.

Réserve 11 : Renforcer les EBC et les EVP sur les parties boisées des collines de Perier et du Roucas Blanc pour une meilleure protection de la TVB et des grands paysages de Marseille.

Il est proposé de lever la réserve 11 en ajoutant 2,4 hectares d'Espaces Boisés Classés (protection plus forte que les Espaces Verts Protégés) en différents endroits de la Colline Perier et du Roucas Blanc, déjà très largement protégés dans le projet de PLUi arrêté.

Cette extension des protections sur le site du Roucas Blanc participe aux ambitions portées par la Collectivité. Elles se traduisent, notamment, par une extension très significative des Espaces Verts

Protégés. Ceux-ci sont passés de 725 hectares dans les documents d'urbanisme en vigueur (POS/PLU) à 1 023 ha dans le PLUi.

LE RISQUE INCENDIE

Réserve 12 : Les secteurs des ex campings Lou Pantail et Castel Joli de La Ciotat doivent changer de zonage pour être inconstructibles comme l'exigent les services de l'Etat. La commune a tout mis en œuvre pour sécuriser les lieux. Mais ces secteurs soumis au risque incendie, mal desservis et avec des réseaux insuffisants, n'ont pas vocation à être davantage urbanisés. Ils doivent donc être classés en zonage Nh, comme aux alentours.

Il est proposé de lever la réserve 12 en classant en zone Nh les secteurs des ex campings n'autorisant pas de droit à construire supplémentaire.

Cette mesure est cohérente, compte tenu du zonage alentour, et répond également à la demande formulée par les services de l'Etat relative au risque incendie.

L'URBANISME GENERAL

Réserve 13 : La commission demande qu'aucun droit nouveau à construire dérogatoire ne soit donné à travers la création de STECAL dans les secteurs d'interface ville-nature, dans les cœurs de massifs et sur les zones agricoles productives.

Il est proposé de lever la réserve 13 en ne créant aucun nouveau Secteur de Taille Et Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) par rapport au projet de PLUi arrêté pour des constructions en zone naturelle et agricole sur l'ensemble du territoire. Cette mesure s'inscrit dans le prolongement de la réserve 1 puisqu'elle maintient l'intégrité des espaces agricoles et naturels.

L'URBANISME OPERATIONNEL

Réserve 14 : Pour l'OAP de la Cité Radieuse : Instaurer un périmètre d'attente sur le secteur de la cité Radieuse pour laisser le temps de la réflexion pour des études nouvelles et complémentaires et d'engager une large concertation avec la population, l'UDAP, le CIQ Saint-Anne / Saint Giniez, les riverains, les représentants de l'UNESCO, les Conseils syndicaux de la Cité du Corbusier et du Brasilia pour aboutir à un projet partagé.

1- Modifier le zonage actuel de la Cité Radieuse en zonage UC6. Supprimer les zones sUCm1 et sUCm2 qui instaurent sur un secteur restreint des règles en rupture avec les tissus environnants (grande hauteur, forte emprise au sol, peu d'espaces verts) et supprimer les emplacements réservés prélevés, sans compensation, sur les zones de stationnement des copropriétés privées voisines (avenue Guy de Maupassant, impasse Marie de Sormiou). Cette concertation sera l'occasion de

compléter le dossier du PLUi sur le patrimoine classé du Corbusier et plus récemment du Brasilia. La Cité Radieuse est le 3ème monument le plus visité de Marseille. Le plan de gestion doit être annexé au PLUi.

Il est proposé de lever la réserve 14 :

- En instaurant une servitude de périmètre d'attente pour un délai de cinq ans (art L151-41 5° du Code de l'Urbanisme) sur le site couvert par l'OAP ;
- En remplaçant l'OAP de composition Michelet telle que figurant au projet de PLUi arrêté (cadrage précis du projet : implantation, hauteur des bâtiments...), par une nouvelle OAP. Cette dernière contient quelques grandes intentions d'aménagement dont l'objectif est de guider les futures réflexions qui seront engagées sur le secteur en vue de l'élaboration d'un projet d'aménagement global qui fera l'objet d'une concertation ;
- En supprimant le zonage spécifique (sUCm1 et sUCm2) et en instaurant le zonage UC6 ;
- En supprimant les emplacements réservés, notamment ceux de l'impasse Marie de Sormiou et Guy de Maupassant ;
- En intégrant le plan de gestion en annexe du PLUi.

Réserve 15 : Retrait de l'OAP de Roquebarbe au Rove et restitution des terres aux zones naturelles.

Il est proposé de lever la réserve 15 :

- En reclassant ce secteur en zone N eu égard au risque inondation ;
- En supprimant l'OAP de Roquebarbe au Rove ;
- En ajoutant 4 hectares d'EBC sur une partie du site.

De plus, cette mesure répond à la demande formulée par les services de l'Etat.

Réserve 16 : Retrait de l'OAP des Barbières à Saint Victoret et restitution des terres aux zones agricoles.

Il est proposé de lever la réserve 16 en supprimant l'OAP des Barbières à Saint-Victoret et en reclassant la zone correspondant à cette ancienne OAP de AUE en A2 (à vocation agricole) soit 7 ha.

Réserve 17 : En ce qui concerne l'OAP du Bestouan à Cassis, la Métropole indique qu'à la demande de la CDNPS le projet sera complété par des précisions sur la prise en compte du risque incendie (prolongement mis en œuvre à terme après l'aire de retournement de la voie pompier afin de relier la résidence Villa-Bestouan située au-dessus du projet et, accessible uniquement aux personnels et moyens de secours), du risque de ruissellement (une étude hydraulique démontrant qu'il est possible de réaliser des ouvrages permettant de recueillir les eaux de ruissellement sur site et d'éviter tout rejet sur les milieux extérieurs sera imposée au travers de l'OAP), de l'intégration dans l'environnement immédiat (des études d'intégration ont été réalisées depuis que le PLUi a été arrêté aussi bien au regard de la densité des constructions projetées par rapport aux quartiers qui l'entourent, que sur leur impact visuel, ou sur le traitement des surfaces et seront intégrées à l'OAP). En sus de ces engagements prévoir, un dispositif garantissant la sécurité des piétons pour l'accès de l'avenue Ganteaume et interdire cette voie aux véhicules du chantier au minimum pendant les mois de juillet et août.

Il est proposé de lever la réserve 17 en complétant l'OAP du Bestouan à Cassis de la manière suivante :

- Concernant la prise en compte du risque incendie, en indiquant le prolongement, à terme, de la voie pompier après l'aire de retournement, jusqu'à la « Villa Bestouan », et accessible uniquement aux personnels et moyens de secours ;
- Concernant le traitement des eaux de ruissellement, en indiquant qu'une étude hydraulique devra définir les moyens d'assurer leur gestion sur site, par infiltration dans un bassin, afin de préserver la qualité des milieux extérieurs ;
- En ajoutant un complément d'étude sur la densité des constructions projetées par rapport aux quartiers qui l'entourent, et sur leur impact visuel ;
- En ajoutant une notice des intentions et ambiances en matière d'aménagement paysager du site, qui qualifie notamment le traitement des surfaces ;
- En indiquant les moyens garantissant la sécurité des piétons sur l'avenue Ganteaume. La disposition préconisant que la circulation des véhicules de chantier sur cette voie sera interdite durant les mois de juillet et août, ne relève pas du PLUi, mais de mesures locales de police.

Réserve 18 : L'enquête publique de procédure de mise en compatibilité du PLU de Marseille (octobre 2018) concernant le projet de l'hôpital privé Marseille (13012) avait conclu à un avis défavorable. La présente commission d'enquête prend acte que, par courrier du 22 novembre 2018 adressé au président de la commission d'enquête, la Métropole s'est engagée à revenir sur les règles de la zone et en particulier sur la hauteur à 25 mètres, puis en réponse au PV de synthèse, a émis un avis favorable au projet d'hôpital privé à condition que soient respectées les conditions suivantes : suppression d'1 des 2 bâtiments (et donc de la passerelle qui n'est plus nécessaire), réduction du gabarit et de la hauteur du bâtiment principal, suppression de l'héliport et aménagement d'un espace vert/public en lieu et place du bâtiment supprimé.

Il est proposé de lever la réserve 18 :

- En instaurant une servitude pour la hauteur de façade de 97 mètres NGF (équivalent à une hauteur de façade de 25 mètres au lieu de 30 dans le PLUi arrêté) ;
- En instaurant une marge de recul positionnée le long du boulevard Louis Armand afin de garantir un recul de 8 m par rapport à la voie actuelle ;
- En supprimant le polygone constructible et le pôle de vie sur le terrain à l'est du boulevard Louis Armand et en instituant, en lieu et place, un espace vert protégé (EVP de catégorie 4) couplé à une prescription graphique de hauteur et une marge de recul qui ne permettent qu'une légère émergence pour un futur parking sous-terrain ;
- En interdisant les hélistations dans la zone UQM2 de Louis Armand.

LE TRAITEMENT DES RECOMMANDATIONS

Sur les 32 recommandations formulées par la commission d'enquête :

- 19 sont totalement suivies ;
- 1 est partiellement suivie ;
- 5 avaient déjà été prises en compte dans le projet arrêté ;
- 7 ne pourront être suivies.

Comme précisé par la commission d'enquête dans ses conclusions motivées, certaines recommandations ne relèvent pas de transpositions

immédiates dans ce PLUi puisqu'elles nécessitent des études complémentaires ou des réflexions qui s'inscrivent dans le moyen terme. Ces recommandations pourront éventuellement être effectives lors d'une prochaine modification du PLUi.

L'ASSAINISSEMENT

- Recommandation 1 : Compléter l'état initial relatif à l'assainissement avec les données chiffrées de l'évolution de la qualité des rejets et de la conformité des systèmes d'assainissement actualisés

Il est proposé de suivre la recommandation 1. Les données concernant les Stations d'Épuration des eaux usées (STEP) ont été mises à jour dans l'Etat Initial de l'Environnement. De même, ce document a été complété avec les dernières études sur la qualité des rejets d'assainissement.

LE LOGEMENT SOCIAL

- Recommandation 2 : Ne pas attendre l'approbation du PLH métropolitain, pour agir en matière de logements sociaux. Initier la mise en œuvre des rééquilibrages par arrondissement sur Marseille.

Il est proposé de suivre la recommandation 2. La mesure proposée pour lever la réserve n°3 contribue au rééquilibrage par arrondissement sur Marseille. Ce rééquilibrage est favorisé également par l'élargissement du territoire d'application de l'article 4.4 des dispositions générales aux zones sUA, sUC (secteurs et projets particuliers en milieu urbain). De plus, il est ajouté sur les planches graphiques des Secteurs de Mixité Sociale (SMS) sur plusieurs parcelles, avec un objectif de production de logements locatifs sociaux de 100%. Ces SMS sont répartis sur plusieurs arrondissements notamment dans ceux du centre-ville.

LE PATRIMOINE URBAIN

- Recommandation 3 : Intégrer au règlement des dispositions sur la protection des sites archéologiques comme demandé par le service régional de l'archéologie.

Cette recommandation 3 est déjà prise en compte dans le PLUi arrêté. Le règlement intègre un article dédié aux sites et vestiges archéologiques dans les Dispositions Générales (article 5.6).

- Recommandation 4 : Mettre en annexe des cartes de sensibilités archéologiques comme demandé par le service régional de l'archéologie.

Il est proposé de ne pas suivre la recommandation 4. Les cartes des sensibilités archéologiques ne font pas partie des annexes réglementées par le Code de l'Urbanisme.

- Recommandation 5 : Introduire dans le règlement une procédure de déclaration préalable aux travaux sur les sites figurant à l'inventaire du petit patrimoine.

Cette recommandation 5 est déjà prise en compte dans le PLUi arrêté. Le Tome N du règlement (page 43) précise que "Tous travaux non soumis à un permis de construire sur ces éléments [remarquables qui sont protégés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme] doivent être précédés d'une déclaration préalable".

De plus, il prévoit également une obligation de déposer un permis de démolir sur les éléments protégés.

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Recommandation 6 : Revoir la cohérence des EBC et EVP, et instruire les demandes de modification de trame verte au plus près de la réalité de terrain.

Il est proposé de ne pas suivre la recommandation 6. Sans remettre en cause la trame globale de protection à l'échelle du territoire qui a fait l'objet d'études lors de l'élaboration du document, il est proposé des adaptations ponctuelles des EBC/EVP résultant de l'enquête publique.

Ces adaptations répondent d'une part à la nécessité de protéger les entités significatives (notamment Bois de la Marcouline à Cassis, ripisylve, parcs urbains, préservation de la qualité de vie dans certains quartiers...) et d'autre part qui prennent en compte la réalité de terrain.

Au total 52 Ha, de protection supplémentaire (EVP /EBC) sont ajoutées.

- Recommandation 7 : Établissement d'une cartographie détaillée regroupant les données de l'environnement sur l'ensemble du territoire, pour pouvoir apprécier l'efficacité des mesures ERC et comme point de référence des évolutions à venir. Ce document devra être actualisé et accessible au public.

Il est proposé de suivre la recommandation 7. Cette cartographie existe déjà dans le rapport de présentation dans le tome « D3 - explications de choix retenus dans le règlement ». Cependant, afin de faciliter la lecture des choix réalisés en faveur de la protection de l'environnement, un tome supplémentaire nommé « D6 – explications des choix environnementaux et de la trame verte et bleue » a été créée.

- Recommandation 8 : Étudier les possibilités de classement en zone N des parties boisées de grande étendue des collines du Roucas Blanc et de Perier.

Il est proposé de ne pas suivre la recommandation 8. Il apparaît clairement que Le Roucas et la Colline Perier sont très urbanisés. Un classement en zone N de ces secteurs ne serait donc pas adapté, et relèverait d'une erreur manifeste d'appréciation au regard des critères du Code de l'Urbanisme. Néanmoins, des protections supplémentaires sont instaurées sous forme d'EBC (2,4 hectares).

- Recommandation 9 : Définir les modalités de protection des cours d'eau : ruisseau de la Fauge, continuité de la trame verte et bleue le long de la rivière de la Cadière, zone humide et ruisseau de la Caravelle.

Il est proposé de suivre la recommandation 9. Il est institué un EVP de catégorie 1 sur les cours d'eau de la Fauge et la Cadière. De plus, cet ajout a également été fait sur les cours d'eau du Raumartin et de la Maïre.

Concernant la Caravelle, les modalités de protection existent déjà dans le projet de PLUi arrêté.

- Recommandation 10 : Conserver à La Ciotat un velum de 4 m sur le secteur du camping Santa Gusta (Arènes Cros).

Il est proposé de ne pas suivre la recommandation 10. La commune souhaite développer sur le site un programme qualitatif orienté sur de l'activité balnéaire et de thalassothérapie. Pour permettre à la fois la déclinaison du projet, et conserver le cône de visibilité du secteur du Camping Santa Gusta situé en espace proche du rivage, le vélum est porté à 7m.

LES RISQUES ET NUISANCES

- Recommandation 11 : Améliorer la lisibilité de la cartographie des risques dans les documents d'urbanisme.

Il est proposé de suivre la recommandation 11. Dans le projet de PLUi arrêté, il avait été fait le choix de ne pas surcharger les planches graphiques par les aléas afférents au PPR (consultables en annexe). Néanmoins, pour améliorer la lisibilité de la cartographie des risques, la représentation des périmètres concernés par un PPR inondation est affinée par rapport au projet de PLUi arrêté.

Par ailleurs, la légende au PLUi arrêté prévoit déjà une classification par catégorie de risque et une sous classification en fonction du niveau de l'aléa.

Une attention a déjà été portée pour éviter les confusions dans les diverses trames et pictogrammes.

- Recommandation 12 : Intégrer le règlement de Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI)

Il est proposé de suivre la recommandation 12. L'article 13 de chaque zone dans le règlement est complété par la phrase suivantes : « Les

constructions doivent être desservies par des équipements conformes aux exigences fixées par le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie des Bouches-du-Rhône » (RDDECI 13).

- Recommandation 13 : Mettre en adéquation à l'avenir dans le zonage du risque inondation, réalisé hors PPRI à partir d'études ayant défini l'aléa de référence, la grille d'établissement de l'aléa qui croise les hauteurs d'écoulement des eaux et les vitesses avec la grille en vigueur dans le PPRI du département concerné, ce qui amènera inévitablement à redéfinir le niveau de l'aléa et donc le zonage dans certains secteurs du Territoire.

Il est proposé de suivre la recommandation 13. Les prochaines études hydrauliques devront respecter un cahier des charges précis basé sur la définition en vigueur des aléas stabilisés. Ces études seront intégrées au PLUi au fur à mesure de leur transmission à la Métropole.

- Recommandation 14 : Dans les zones actuellement peu ou pas urbanisées, la règle générale doit être l'interdiction d'implantation de nouveaux enjeux dans les zones inondables et cette inconstructibilité doit être transcrite dans les zonages de prévention. Dans les zones cependant ouvertes à l'urbanisation (AU strictes comme ouvertes) l'ouverture à l'urbanisation devra intégrer des conditionnalités relatives au risque inondation qui comprendront notamment une étude hydraulique précise de l'aléa (si ce dernier n'est pas connu) et, la réalisation des aménagements et ouvrages hydrauliques nécessaires.

Il est proposé de suivre la recommandation 14. Dans les OAP sectorielles, le principe d'une non constructibilité des zones d'expansion de crues est conforté par une amélioration du texte et des cartographies.

Par ailleurs, le règlement intègre désormais pour les zones AU, l'obligation de réaliser une étude inondation afin de mieux anticiper l'impact du risque sur le projet urbain.

- Recommandation 15 : Les OAP devront intégrer les risques.

Il est proposé de suivre la recommandation 15. Les OAP soumises au risque tant inondation qu'incendie ont fait l'objet d'améliorations dans leur prescription et leur justification.

- Recommandation 16 : Dans les « vallats » ou vallons extrêmement nombreux sur le Territoire, associés à des petits bassins versants, qui sont très réactifs en cas de fortes pluies, et qui ont fait l'objet notamment de « PAC » de l'Etat, la bande d'inconstructibilité de 5 m, de part et d'autre de l'axe

d'écoulement des eaux, repérés sur le règlement graphique et physiquement identifiables sur le terrain (fossés, ruisseaux, vallons le plus souvent à sec etc...) est insuffisante au regard de leur dangerosité avérée en maintes circonstances dans la région méditerranéenne et doit être réévaluée substantiellement.

Il est proposé de suivre la recommandation 16. La réglementation sur la protection de l'axe d'écoulements des fonds de vallon est revue afin d'augmenter la bande inconstructible. En conséquence, l'article 6.1 des dispositions générales du règlement est modifié et la bande inconstructible est portée à 8 m de part et d'autre de l'axe du fond de vallon.

- Recommandation 17 : Ceyreste : Reclasser en Ns le secteur Ne du projet de parc photovoltaïque

Il est proposé de suivre la recommandation 17. La zone Ne dédiée à un parc photovoltaïque sur la commune de Ceyreste, le long du chemin du Réservoir, est abandonnée, compte-tenu de la sensibilité patrimoniale du site naturel, identifiée dans la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des BdR. En conséquence, il est reclassé la zone Ne en Ns.

- Recommandation 18 : Incrire sur le plan graphique, pour la rivière "La Cadière", les contraintes fixées dans le cadre d'une zone naturelle par le PPRI, en respectant une bande de protection.

Il est proposé de suivre la recommandation 18. La marge de recul située de part et d'autre de l'axe de la Cadière est harmonisée à 20 mètres.

- Recommandation 19 : Promouvoir la prise en compte des nuisances sonores dans les secteurs de projets par des mesures réglementaires d'accompagnement.

Il est proposé de suivre la recommandation 19. Les périmètres de secteurs affectés par le bruit ainsi que les prescriptions d'isolement acoustique sont annexés au PLUi. (Plan d'Exposition au Bruit lié à l'Aéroport Marseille Provence ainsi que les arrêtés préfectoraux relatifs aux voies bruyantes terrestres et ferroviaires).

Au-delà du classement sonore des voies et des prescriptions afférentes, les implantations des constructions, envisagées dans le cadre des OAP d'intention, pourront être adaptées, lors des études pré-opérationnelles, pour mieux en prendre en compte les nuisances dès lors qu'elles sont avérées.

- Recommandation 20 : Donner des indicateurs chiffrés de la qualité de l'air.

Il est proposé de ne pas suivre la recommandation 20. Le PLUi n'a pas vocation à se substituer aux études et documents adaptés pour traiter cette thématique et notamment le Plan Climat Air Energie approuvé par la Métropole en octobre 2019.

Néanmoins, le PLUi participe à l'amélioration de la qualité de l'air par des mesures telles que l'obligation de réaliser des quotas d'espaces verts dans la plupart des zones urbaines et à urbaniser, ainsi que la protection des espaces végétalisés existants (EBC/EVP).

Le PLUi prévoit des réservations pour des cheminements piétons, des voies douces.

LES REGLEMENTS GRAPHIQUE ET ECRIT

- Recommandation 21 : Le règlement appelle une simplification supplémentaire, nonobstant l'important travail déjà effectué, en ce qui concerne les zonages d'UA à UEt dont la complexité, associée à l'OAP QAFU, autorise des interprétations contradictoires qui peuvent être contraires aux objectifs du PADD.

Il est proposé de suivre la recommandation 21. Plusieurs modifications sont apportées au règlement pour simplifier sa compréhension et réduire les marges d'interprétation.

Il s'agit notamment de reformulations, d'améliorations apportées aux illustrations ou encore de compléments dans le lexique. Ces modifications n'entraînent toutefois pas de changement de fond.

- Recommandation 22 : Préciser dans l'article 13 b du règlement qui autorise la construction dans des zones non raccordées au réseau d'assainissement et qui laisse des interrogations sur l'interprétation possible du règlement au regard de la qualité sanitaire des dispositifs individuels d'assainissement que les autorisations seront étudiées au cas par cas.

Cette recommandation 22 est déjà prise en compte dans le PLUi arrêté puisque l'article 13b de chaque zone du règlement prévoit que la demande d'occupation du sol soit accompagnée d'une autorisation délivrée par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) attestant de la qualité du dispositif et de sa conformité à la réglementation en vigueur.

- Recommandation 23 : Compléter le règlement par des règles permettant aux communes de réguler et maîtriser l'implantation d'antennes sur pylônes, toitures ou façades.

Il est proposé de suivre la recommandation 23. Un article 3.9 a été créé dans les Dispositions Générales du règlement.

Il interdit les pylônes et mats pour antennes-relais dans les zones UBp (zone notamment dédiée à la préservation et valorisation de tissus historiques et patrimoniaux de centre).

Il les admet sous conditions dans les autres zones.

L'URBANISME OPERATIONNEL

- Recommandation 24 : Approfondir les évaluations environnementales des OAP.

Cette recommandation 24 est déjà prise en compte dans le PLUi arrêté. Le contenu de l'évaluation environnementale des OAP sectorielles répond aux exigences de l'article L104-5 du Code de l'Urbanisme :

- L'ensemble des thématiques et des enjeux identifiés par l'état initial de l'environnement est abordé ;
- Chaque OAP sectorielles a fait l'objet de plusieurs visites de terrain, permettant d'identifier les enjeux (notamment écologiques) et de définir les mesures d'évitement/réduction ;
- Chaque secteur d'OAP a fait l'objet d'un pré-cadrage, ayant permis d'intégrer dès l'amont du projet l'ensemble des enjeux environnementaux locaux. Une analyse itérative des incidences a été réalisée. Ces mesures ont permis de limiter au maximum les incidences potentielles négatives attendues à la mise en œuvre de l'OAP.
- Cette analyse est d'ailleurs proportionnée au niveau de précision des OAP sectorielles. Plus l'OAP est précise dans son contenu, plus le niveau d'investigation terrain et l'analyse des incidences ont pu l'être.

L'évaluation environnementale n'a pas vocation à se substituer aux études d'impact à venir des futurs projets. Des analyses plus précises seront ainsi réalisées si nécessaire dans le cadre de ces futures études.

- Recommandation 25 : Inscrire dans les OAP : l'état des risques, des nuisances et des pollutions, et les mesures de prévention et de réduction.

Il est proposé de suivre la recommandation 25. L'état des risques, des nuisances et des pollutions, ont été inscrits dans les OAP lors cela a été possible ainsi que leurs mesures de prévention et de réduction le cas échéant.

- Recommandation 26 : S'appuyer sur les OAP pour développer la mixité sociale. Utiliser les ER pour mixité sociale.

Il est proposé de suivre la recommandation 26 avec l'ajout d'un objectif de production de logements locatifs sociaux dans les OAP concernées par des projets d'habitat. Pour une meilleure portée opérationnelle, l'outil de SMS a été préféré à l'ER pour mixité sociale.

- Recommandation 27 : Projet hôtel - Sausset les pins - prévoir un partage d'informations sur le projet avec les riverains proches et examiner l'ensemble des mesures permettant une parfaite cohabitation entre le projet et le voisinage. La commission d'enquête recommande de respecter la hauteur, l'emprise au sol fixée à 20% et la qualité paysagère de la parcelle.

Il est proposé de suivre partiellement la recommandation 27. La commune souhaite développer l'activité touristique par la création d'hôtellerie et d'activités complémentaires en bord de mer. Il est prévu de conserver le zonage UET1 avec une emprise à 30% ce qui correspond à l'affectation économique hôtelière. Néanmoins pour opérer une meilleure intégration du projet dans le tissu urbain pavillonnaire alentour, il est créé un vélum qui limitera la hauteur des constructions à 7m.

LA VOIRIE – MOBILITE

- Recommandation 28 : Engager une étude pour le toilettage des ER tant quantitativement que qualitativement, et indiquer l'affectation prévue. Revoir l'opportunité de maintenir, notamment, les ER de l'allée Callelongue, de l'avenue des Platanes, du boulevard Larrat et de la Belle de Mai.

Il est proposé de suivre la recommandation 28. Une telle étude, longue et complexe, doit croiser enjeux de développement urbain et problématiques de déplacements.

Elle sera engagée par les services de la Métropole et sera intégrée au PLUi par voie de modification.

L'ER de l'allée Callelongue est maintenu car indispensable à l'amélioration du maillage de ce quartier en plein développement. L'ER de la Belle-de-Mai est maintenu. Il traduit les objectifs du grand projet urbain Quartiers Libres.

Les ER de l'avenue des Platanes et du boulevard Larrat sont supprimés.

- Recommandation 29 : Réexaminer les caractéristiques de l'OAP Cohérence Urbanisme Transport qui n'apparaît en l'état que comme la justification de l'objectif du PADD (Articuler le développement urbain et les conditions de mobilité), sans réel impact opérationnel compte-tenu de sa conjugaison avec l'OAP Qualité et Formes Urbaines et la protection du patrimoine.

Cette recommandation 29 est déjà prise en compte dans le PLUi arrêté. Elle définit des densités

minimales de constructions et a donc une portée opérationnelle.

Cette OAP évoluera au fur et à mesure de l'amélioration de l'offre TC avec l'intégration de secteurs qui pourront être densifiés au regard de leur potentiel de développement urbain.

- Recommandation 30 : Ajouter une hiérarchisation du réseau viaire dans le PLUi.

Il est proposé de ne pas suivre la recommandation 30

Cette hiérarchisation ne relève pas du PLUi mais du PDU. Cette hiérarchisation pourra se faire dans le cadre des études liées aux emplacements réservés (recommandation 28).

- Recommandation 31 : Indiquer les précisions particulières retenues en faveur des personnes à mobilité réduite.

Il est proposé de suivre la recommandation 31. Le PLUi n'a qu'une portée très limitée pour définir des dispositions relatives aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR). Toutefois, l'article 2.2 des Dispositions Générales est adapté et renommé "Adaptations rendant une construction non-conforme" pour faciliter, par exemple, l'aménagement de rampes d'accès pour les personnes à mobilité réduite.

- Recommandation 32 : Mener une réflexion globale pour le réaménagement de la rue Chape dans le 4ème arrondissement, afin de la rendre piétonne sur certaines parties et/ou de créer des trottoirs inexistants ou à élargir pour d'autres portions. Il est à souligner que de nombreux Etablissements Recevant du Public (école maternelle, collège, établissement d'accueil des jeunes, établissement médicalisé ...) sont présents dans cette rue. Il est indispensable d'apaiser la circulation et sécuriser le cheminement piéton.

Il est proposé de ne pas suivre la recommandation 32. La problématique de sécurisation de la rue Chape relève du domaine de la gestion urbaine et non de la planification.

LES EVOLUTIONS DU DOSSIER APRES L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Conformément à l'article L153-21 du Code de l'Urbanisme, les avis joints au dossier d'enquête, les observations du public et le rapport et les conclusions de la Commission d'Enquête ont été présentés lors d'une Conférence Intercommunale des Maires le 4 juin 2019.

De manière générale, les réserves et recommandations font écho aux axes d'amélioration pointés par les Personnes Publiques Associées. Ce faisant, les réponses positives apportées par la

Métropole aux réserves et recommandations formulées par la Commission d'Enquête vont dans le sens des améliorations souhaitées par les Personnes Publiques Associées.

En particulier concernant les risques :

- Sur les zones de projet couvertes par des OAP, celles-ci ont été complétées pour faire le lien entre le projet urbain proposé et les impératifs de prise en compte des risques (espace d'expansion des crues, piste d'accès au massif forestier...);
- Sur le zonage, la délimitation des zones inconstructibles et à prescriptions a été retravaillée sur quelques secteurs spécifiquement identifiés à l'enquête afin d'améliorer la concordance entre le niveau de risque et l'urbanisation possible. Les dernières données, issues d'études qui étaient en cours lors de l'arrêt du projet de PLUi ont été intégrées afin d'adapter le document à la connaissance du risque la plus récente (intégration des PPR approuvés, prise en compte des nouveaux « portés à connaissance », délimitation affinée de zones inondables sur plusieurs vallons marseillais après enquête publique et dans information du public...);
- Concernant les extensions de l'urbanisation, certains secteurs ont été abandonnés ou adaptés au profit de la zone naturelle ou agricole après avoir vérifié que cette évolution ne remettait pas en cause les orientations générales du PADD;
- Des secteurs de Mixité Sociale ont été ajoutées et les dispositions générales relatives aux logements sociaux sur Marseille ont été améliorées. Les Servitudes d'utilité publiques ont été mises à jour.

Au-delà des modifications issues des réserves et recommandations, il est proposé d'apporter d'autres évolutions au projet de PLUi arrêté pour tenir compte des différents avis recueillis, des observations formulées à l'enquête publique ainsi que du rapport et des conclusions de la commission d'enquête.

De plus, des erreurs matérielles avérées par le biais de l'enquête publique ont nécessité des corrections. Des ajustements mineurs participant notamment à l'amélioration de la lisibilité et de la compréhension du document ont été effectués.

En outre, les annexes du dossier PLUi exigées par les articles R151-51 à 151-53 du Code de l'Urbanisme ont été également actualisées en prenant en compte les évolutions de celles-ci depuis la version arrêtée du projet.

Enfin, les fascicules complémentaires d'information présentés à l'enquête publique, qui constituaient des annexes non approuvées à la date d'arrêt du projet de PLUi, (l'Aire de mise en Valeur de L'architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille et les Plans de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt (PPRIF) de Marseille, de Cassis et d'Allauch) ont été intégrés aux annexes du dossier d'approbation en tant que Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

Pour mettre en exergue l'ensemble des modifications proposées, un document en annexe de la délibération inscrite en Conseil de Métropole les détaille par pièce du PLUi. Pour une meilleure lisibilité, les modifications des planches graphiques sont traitées par Commune.

L'ensemble des adaptations ne modifient pas l'économie générale du projet de PLUi tel qu'arrêté par le Conseil de la Métropole le 28 juin 2018.

LES AVIS DES COMMUNES

Conformément aux modalités de collaboration avec les communes membres définies dans la délibération d'engagement en date du 22 mai 2015, une nouvelle et dernière conférence intercommunale des maires s'est tenue le 1^{er} octobre 2019 ayant pour objet la présentation du PLUi tel que modifié après enquête publique.

Pareillement, les conseils municipaux ont été appelés à émettre un avis sur le projet de PLUi prêt à être soumis au Conseil de Métropole. Le projet de PLUi a donc été soumis pour avis aux conseils municipaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants, L. 134-11 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le Schéma de Cohérence Territorial du Territoire Marseille Provence approuvé par délibération de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 12 juin 2012,
- La délibération n° AEC 001-1009/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;
- La délibération n° AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs et les modalités de la concertation,
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 077-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 prescrivant la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération cadre) relative à la répartition des compétences et à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération-cadre n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016.
- La délibération n° 006-1086/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole optant pour l'application du décret du 28 décembre 2015 réformant le code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° 021-359/16/CT du 14 décembre 2016 du Conseil de Territoire Marseille Provence prenant acte du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi,
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 arrêtant le bilan de la concertation ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 qui arrête le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- Le rapport et les conclusions de la Commission d'Enquête remis à la Métropole le 13 mai 2019
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 1^{er} octobre 2019, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- Les avis des Conseils Municipaux

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport et les conclusions motivées de la Commission d'Enquête sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- L'avis favorable de la Commission d'Enquête, émis à l'unanimité sur le projet de PLUi du Territoire Marseille Provence Métropole, assorti de 18 réserves et 32 recommandations ;
- Les modifications apportées au document pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-662/19/CT

■ CT1 - Instauration du Droit de Prémption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17992/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution du Droit de Prémption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé des délégations de ses compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire et « d'instaurer et définir le périmètre de droit de préemption et droits de préemptions renforcés.... ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L.5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole. Lors de la séance du 19 décembre 2019, le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi de l'approbation du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du Territoire Marseille Provence.

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur le territoire Marseille Provence nécessite l'institution d'un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain.
Il s'agit :

- D'instaurer un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U), à urbaniser (AU) et les zones urbaines spéciales (US) au Plan local d'urbanisme intercommunal en vigueur et ce sur les 18 communes qui composent le territoire Marseille Provence.

Les délégations susceptibles d'intervenir seront définies dans une délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération l'institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire Marseille Provence ;
- Que l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal sur le territoire Marseille Provence nécessite l'institution du Droit de Préemption Urbain sur ledit territoire ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution du Droit de Prémption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ CT1 - Instauration du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille-Provence, à l'exception de la ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17993/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Instauration du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille-Provence, à l'exception de la ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1^{er} janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

formant notre territoire, dont la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, antérieurement compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par application combinée des dispositions de l'article L 5217-2 (I 2^a) et de l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente depuis sa création en matière de PLU sur le Territoire Marseille Provence, dont le Territoire de la ville de Marseille.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé des délégations de ses compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire et « *d'instaurer et définir le périmètre de Droit de Prémption et Droits de Prémptions Renforcés,* ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi le 19 décembre 2019 de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

L'adoption d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme intercommunal nécessite l'instauration de nouveaux périmètres de Droit de Prémption Urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence à l'exception de la ville de Marseille.

Le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cependant, l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ

d'application du Droit de Préemption Urbain, notamment :

- l'aliénation de lots constitués par un local d'habitation, professionnel ou mixte, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans,
- la cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte assortis de locaux accessoires,
- l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant 10 ans à compter de son achèvement.

L'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé, en incluant dans le champ d'application du Droit de Préemption Urbain, les biens ci-dessus visés qui en sont normalement exclus, permettra de poursuivre plusieurs objectifs sur des secteurs à fort enjeu de recomposition urbaine, de revitalisation et renouveau urbain, conformément à ce qui est préconisé dans la Loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique :

- apporter une connaissance élargie du marché des mutations immobilières,
- mettre à disposition de la collectivité un outil plus complet de la maîtrise foncière,
- restreindre les aliénations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption.

Il s'agit donc :

- D'instaurer un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur des périmètres définis suite à l'adoption du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire de Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille-Provence, à l'exception de la ville de Marseille ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en Conseil Métropolitain de décembre 2019 nécessite l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire Marseille Provence (à l'exception de la ville de Marseille) ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille-Provence, à l'exception de la ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 004-664/19/CT

■ CT1 - Instauration du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la ville de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17995/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le projet suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution du droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé des délégations de

ses compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire et « d'instaurer et définir le périmètre de Droit de prémption et Droits de Prémptions Renforcés....».

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi le 19 décembre 2019 de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille-Provence.

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme intercommunal nécessite l'instauration de nouveaux périmètres de Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille.

Le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cependant, l'article L. 211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ d'application du Droit de Prémption Urbain, notamment :

- l'aliénation de lots constitués par un local d'habitation, professionnel ou mixte, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans,
- la cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte assortis de locaux accessoires,

- l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant 10 ans à compter de son achèvement.

L'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé, en incluant au champ d'application du Droit de Préemption Urbain, les exemptions ci-dessus visées, permettra de poursuivre plusieurs objectifs sur des secteurs à fort enjeu de recomposition urbaine, de revitalisation et renouveau urbain, conformément à ce qui est préconisé dans la Loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique :

- Apporter une connaissance élargie du marché des mutations immobilières ;

- Mettre à disposition de la collectivité un outil plus complet de la maîtrise foncière ;

- Restreindre les aliénations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption ;

-Lutte de l'habitat indigne et insalubre notamment avec la création des PPA.

Il s'agit donc :

-D'instaurer un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur des périmètres définis suite à l'adoption du Plan local d'Urbanisme intercommunal et ce pour le territoire de la ville de Marseille.

Les délégations globales des périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé seront définies une délibération du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Institution du droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la ville de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en Conseil métropolitain de décembre 2019 nécessite l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la ville de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la ville de Marseille.

Cette proposition mis aux voix est adoptée.

VU 005-665/19/CT

■ CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17997/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré pour déléguer des compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire : *« d'instaurer et définir le périmètre de Droit de Préemption et Droits de Préemptions Renforcés, »*.

Par délibération en date du 26 septembre 2019, le Conseil Métropolitain a délibéré en vue de déléguer le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la ville de Marseille ce qui a permis également de mettre en cohérence la délégation générale dont bénéficie la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de délégation aux tiers de l'exercice du Droit de Préemption.

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi le 19 décembre 2019 afin de délibérer en vue :

- D'instaurer le Droit de Préemption Urbain sur le territoire Marseille Provence ;
- D'instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la Commune de Marseille ;
- D'instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille ;

Compte tenu de l'approbation du PLUI sur le territoire de Marseille Provence en Conseil Métropolitain.

En vue de simplifier les acquisitions foncières par préemption et de rationaliser les interventions foncières des différents acteurs opérationnels (Métropole Aix-Marseille-Provence, Villes, aménageurs, Etablissement Public Foncier

Provence-Alpes-Côte d'Azur, bailleurs sociaux), il convient de définir les délégations aux tiers afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire Marseille Provence.

Il s'agit :

- De réserver la possibilité pour le Conseil de la Métropole de donner délégation au Président de la Métropole dans les conditions qu'il fixe, pour que soit délégué à titre ponctuel à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, selon les dispositions de l'article L213-3 du Code de l'urbanisme, l'exercice des Droits de Préemption sur le territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre en compte les nouveaux zonages issus du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Marseille Provence impactant les périmètres de Droit de Préemption Urbain et de Droit de Préemption Urbain Renforcé.
- Qu'il convient d'autoriser et de définir les délégations de Droit de Préemption Urbain et de Droit de Préemption Urbain Renforcé.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 006-666/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17877/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

Au titre de ses compétences en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une politique foncière volontariste transversale et partenariale pour répondre à des enjeux de renouvellement urbain sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée, afin de contribuer aux besoins de l'agglomération en logements et conforter les activités productives et logistique sur la ville centre.

Dans la continuité d'une démarche partenariale engagée depuis 2011, le Bureau de la Métropole, par délibération URB 007-3552/18/BM du 15 décembre 2018, a approuvé une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée en phase impulsion.

Grâce à l'ingénierie foncière engagée sur ce secteur, l'EPF a maîtrisé d'importants tènements notamment à vocation économique permettant l'émergence de projets structurants pour le territoire.

Néanmoins, il apparaît aujourd'hui nécessaire, pour mener l'opération de maîtrise foncière à son terme, de poursuivre et d'intensifier les acquisitions foncières sur la partie Nord-Est de l'extension de l'OIN, en limite du futur parc des Aigalades dont les travaux devraient débuter en 2023.

Aussi, il convient de redéfinir le rôle des quatre partenaires avec une action différenciée selon les secteurs opérationnels et préciser les modalités de pilotage.

En conséquence, cet avenant a pour objet d'augmenter le montant de la convention de 20 millions d'euros pour porter l'engagement financier

global à 110 millions d'euros afin d'optimiser l'action foncière sur ce secteur.

Par ailleurs, en termes de modalités de gestion des biens, l'EPAEM, dans le cadre de son champ de compétences, souhaite être substitué à la ville de Ville de Marseille et assurer la gestion courante de l'ensemble des biens déjà acquis et à acquérir par l'EPF PACA.

Aussi, il est nécessaire d'adapter ce dispositif par le biais d'un avenant qu'il est proposé d'approuver.

Cet avenant doit faire l'objet d'une délibération concomitante du Conseil Municipal de la Ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;

- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 007-3552/18/BM du 22 mars 2018 approuvant une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension méditerranée ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'opération d'intérêt national d'Euroméditerranée constitue un vecteur de l'attractivité et du développement économique du territoire ;
- Qu'il convient de poursuivre et d'optimiser l'action foncière partenariale sur ce secteur ;
- Qu'il est nécessaire de redéfinir le rôle des partenaires et ajuster les modalités d'exécution de la convention.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public, l'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 007-667/19/CT

■ CT1 - Approbation du dispositif de minoration foncière en faveur de l'économie productive

Information du Conseil de Territoire DUFSV 19/17880/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Au titre de sa compétence aménagement de l'espace métropolitain et dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvée par délibération URB 002-1406/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 Décembre 2016 la mise en œuvre du Plan d'actions foncières du territoire de Marseille Provence dont l'ambition est :

- D'asseoir une stratégie foncière et positionner l'institution face aux partenaires ;
- De rassembler les informations éparses pour constituer un gisement foncier ;
- De définir des filières d'outils de mobilisation ;
- De clarifier la situation foncière de chaque site pour accélérer la prise de décision ;
- De proposer une organisation permettant la mise en œuvre du plan.

C'est dans ce cadre, et pour permettre le développement des activités productives et logistiques sur le territoire, que la Métropole a souhaité, en parallèle, lancer des études et démarches nécessaires à la constitution et à la mise en œuvre d'un fonds de minoration foncière partenarial.

Ce Dispositif de Minoration Foncière partenarial était défini, dans la délibération URB 002-1406/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 Décembre 2016, comme visant à « compenser le déséquilibre financier prévisionnel d'opérations d'aménagement à vocation d'activité, d'industrie ou d'entrepôt, afin de remettre sur le marché du foncier économique adapté à la demande, nécessaire à l'économie urbaine et à l'emploi local ».

Le projet de plan pluriannuel d'investissement, rappelé dans la délibération URB 002-1406/16/CM prévoyait également une enveloppe de 10 000 000 euros affectés sur le fonds de minoration foncière.

Il est également rappelé que par délibération ECO 001-5077/18/CM du 1 décembre 2018, la Métropole a adopté le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives pour les quinze prochaines années avec pour objectif de produire 1 450 hectares de foncier pour les entreprises.

Ainsi, les réflexions sur la mise en place d'un Dispositif de Minoration Foncière ont été étendues à l'ensemble du territoire métropolitain et doivent contribuer sur des sites stratégiques et selon des critères économiques à réaliser cet objectif.

Le territoire métropolitain souffre d'une carence en foncier dédié à l'économie productive (artisanat, industrie et logistique). Soumis à une forte concurrence, le foncier pour ce type de destination sort avec un prix élevé, souvent supérieur aux

références acceptables pour les entreprises à vocation artisanale ou productive.

Dans ces conditions, l'impulsion publique est nécessaire pour proposer des terrains aménagés à des prix acceptables pour les entreprises productives (références de prix acceptables de l'ordre de 45 à 90 € par m² de terrain aménagé alors que les prix de marché sur des terrains privés sont très largement supérieurs, notamment sur des secteurs tendus).

Le dispositif proposé répond à plusieurs exigences :

- Il est adaptable en fonction des caractéristiques des sites identifiés et articule différents outils de l'aménagement; il peut se combiner par ailleurs avec les aides aux entreprises et certaines exonérations fiscales.
- Il est étroitement articulé avec le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives et flèche des sites prioritaires de ce dernier. Il est ici précisé que certains sites en renouvellement urbain ou en friches, non identifiés dans le DOFIE, pourront être étudiés.
- Le Dispositif de Minoration Foncière doit contribuer à rationaliser l'effort porté par la Métropole en faveur de l'aménagement de foncier économique : en ce sens, il intègre des mécanismes déjà mis en œuvre (ex : la participation en ZAC) et des dispositions nouvelles ; l'objectif étant de disposer d'une vision territoriale de la contribution publique aux opérations

Il s'adosse à deux grandes natures d'outils :

Les outils impliquant la mobilisation de fonds publics :

Les outils suivants peuvent être utilisés alternativement ou cumulativement pour abaisser le coût du foncier pour les entreprises productives :

- La non-réperçution des coûts de remise au propre du foncier (terrassement, décontamination, démolition, désamiantage, et viabilisation de terrains publics) : ce mécanisme peut être activé sur les terrains maîtrisés par la puissance publique (EPF, commune ou métropole en direct) ;
- La participation dans le bilan des ZAC : déjà pratiquée par la Métropole, la participation des collectivités locales aux opérations d'aménagement constitue un moyen de financer un déficit d'opération et donc, mécaniquement, d'abaisser le coût d'accès au foncier aménagé pour les entreprises qui

s'implantent ; dans le cadre d'un comité de pilotage des critères de sélection et des grilles de prix peuvent être précisées avant commercialisation et participer ainsi à la régulation des prix ;

- Le versement d'aides aux entreprises : aujourd'hui pratiqué par la Métropole, majoritairement sur des projets d'investissement sur des terrains privés, le versement d'aide aux entreprises peut s'appliquer sur des secteurs stratégiques avec un foncier maîtrisé par la puissance publique ;
- Les leviers fiscaux : de manière ciblée, des exonérations peuvent être pratiquées par la Métropole en matière de fiscalité locale notamment en matière de Cotisation Foncière des Entreprises pour les entreprises nouvelles.

Le levier fiscal n'est pas prioritaire au regard de son incidence pour l'entreprise (action en période d'exploitation et non en phase d'investissement) et pour la métropole.

Les outils n'impliquant pas la mobilisation de fonds publics :

En accompagnement ou en préalable des outils listés ci-dessus, des outils de régulation et garantissant la sécurité juridique de la minoration peuvent être mis en œuvre :

- La régulation des prix par la planification : zonage mais également emplacements réservés, orientations d'aménagement et de programmation ; et par la constitution de réserves foncières (ZAD) ;
- L'appel à projets qui permet la mise en concurrence d'acquéreurs-porteurs de projet en fonction de critères d'attribution. Il doit permettre de sélectionner des projets d'implantation économique répondant à des exigences d'impact économique pour le territoire et de bonne utilisation du foncier aménagé ;
- La cession avec charges : souvent pratiquée dans le cadre des appels à projet, la cession avec charges impose des conditions à l'acquéreur (durée de détention, clause de retour à bonne fortune) ;
- La cession à un prix inférieur au marché libre : la cession à un prix minoré est admise lorsque la cession est justifiée par des motifs d'intérêt général et moyennant des contreparties suffisantes (conditions cumulatives).

Le Dispositif doit répondre à un certain nombre de critères en lien avec :

- Le foncier : le site doit être localisé dans un secteur stratégique, notamment au vu du dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives. Il peut également s'agir d'une opération de renouvellement urbain (résorption de friche) ou concerner des zones en déficit de potentiel de développement ainsi que des friches. Le foncier doit également être maîtrisé par la personne publique (AMP, commune, EPF...) ou en cours d'acquisition. En effet, le Dispositif de Minoration Foncière n'a pas pour vocation à s'appliquer sur du foncier privé ;
- La destination : le Dispositif de Minoration Foncière doit permettre de favoriser les opérations ayant pour destination des projets d'économie productive ; à savoir : Industrie, Artisanat, Logistique. Toutefois, cette définition n'exclut pas des opérations mixtes prévoyant à la marge des surfaces de tertiaire ou espaces de vente type show-room qui viennent alors en accompagnement des projets d'économie productive ;
- Le projet : Ce critère permet de favoriser les projets qualitatifs et aboutis. Ainsi, pourront être pris en compte :
- La densité du projet qui devra être optimisée, dans une logique de bonne utilisation du foncier aménagé ;
- La qualité environnementale du projet, l'insertion paysagère et architecturale des projets.
- L'impact pour le territoire : Les opérations devront s'inscrire en cohérence avec les enjeux et les flux métropolitains. L'impact économique des projets évalués en fonction du nombre d'emplois créés, ainsi que de la fiscalité locale induite pour le territoire seront tout particulièrement pris en compte.

Piloté par la Métropole d'Aix Marseille Provence, le Dispositif de Minoration pourra associer d'autres partenaires (collectivités locales, EPF).

Il fera l'objet d'un comité de pilotage chargé de valider les projets donnant lieu à minoration foncière, de proposer les outils et les montants d'abondement à mettre en œuvre, et de suivre les projets, les enveloppes et plus généralement le pilotage des fonds mobilisés.

Le Conseil de la Métropole va approuver les objectifs poursuivis par le Dispositif de Minoration Foncière ainsi que son fonctionnement de principe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code général des impôts ;
- Le Code général de la propriété des personnes publiques,
- La délibération FAG 007-489/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'instauration d'une politique métropolitaine d'exonération facultatives permanentes de cotisations foncières des entreprises ;
- La délibération FAG 008-490/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'instauration d'une politique métropolitaine d'exonérations facultatives temporaires de cotisations foncières des entreprises ;
- La délibération URB 002-1406/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 Décembre 2016 approuvant le Plan d'actions foncières du territoire de Marseille Provence et sa mise en œuvre ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions

d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;

- La délibération ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole (2018-2032) ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du dispositif de minoration foncière en faveur de l'économie productive .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le développement économique et l'offre de foncier à vocation d'économie productive, artisanale et logistique constitue un enjeu majeur pour l'emploi local, le développement et le maintien de ces filières d'activité ;
- Que les enjeux et ambitions en termes de production de foncier à vocation d'économie productive doivent s'accompagner d'actions publiques volontaristes ;
- Que le Dispositif de Minoration Foncière tel qu'il est décrit a pour finalité de réduire le prix de revient du foncier à vocation d'économie productive, artisanale et logistique en actionnant et en coordonnant divers leviers : planification urbaine, recyclage foncier, aides économiques... ;
- Que les critères d'application du Dispositif de Minoration Foncière s'inscrivent dans la politique métropolitaine en termes d'aménagement et de renouvellement urbain, de flux, de développement de l'emploi.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération concernant l'approbation du Dispositif de Minoration Foncière en faveur de l'économie productive.

VU 008-668/19/CT

■ CT1 - Création d'une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Cassis sur le périmètre de la carrière Lafarge

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 19/17909/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Création d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) – sur la commune de Cassis sur le périmètre de la carrière Lafarge » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La carrière de calcaires de Cassis, également communément appelée « carrière Lafarge » du nom de son propriétaire exploitant, située dans le quartier du Brégadan, est exploitée depuis 1920 par la société Lafarge et ses prédécesseurs.

Cette carrière, située en zonage NCa, ND et NAE3 du POS de la commune, s'étend sur 22 Hectares au Nord de la commune, à proximité immédiate de la gare SNCF.

S'agissant de l'activité, l'arrêté préfectoral du 15 février 2010 autorise la poursuite d'exploitation de la carrière et fixe une date de fin d'exploitation au 31 décembre 2023, comprenant une durée de 2 ans pour terminer la remise en état du site.

En termes de disponibilité foncière, la commune souffre d'une pénurie de foncier pour son développement futur or le site de la carrière Lafarge offre des perspectives réelles à l'ambition communale et métropolitaine de participer au recyclage de ce foncier post exploitation industrielle.

La surface et la localisation de la carrière représentent une opportunité foncière qu'il convient de préserver et d'anticiper pour permettre le développement futur de la commune.

Le potentiel foncier de ce site a été confirmé par les documents stratégiques de planification tels que le PLUi ou le SCOT de l'ex communauté urbaine Marseille Provence.

En phase avec les objectifs poursuivis par les documents de planification, il est nécessaire d'envisager dès à présent les perspectives d'évolution à long terme du site Lafarge à l'issue de son exploitation en poursuivant l'objectif de réhabilitation de la carrière pour la réintégrer dans son environnement.

La réalisation de ces objectifs sera facilitée par une maîtrise foncière et la définition d'un projet d'aménagement pour définir l'avenir du site.

Par ailleurs, même si l'affectation définitive de ce tènement foncier n'est pas encore arrêtée, la commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont pour ambition de réaliser sur une partie du site une opération de logements à coûts maîtrisés.

Le site se situe aujourd'hui en dehors de tout périmètre de droit de préemption. Dans ces conditions, il convient d'anticiper d'ores et déjà les actions foncières à mettre en œuvre pour assurer la réalisation future d'un projet d'aménagement.

La loi ALUR du 24 mars 2014 apporte de nouvelles possibilités en terme de création de zone d'aménagement différé et ouvre le droit à l'organe délibérant de l'établissement de coopération intercommunale de créer une Zone d'aménagement différé.

La Zone d'aménagement différé est un outil d'aménagement foncier qui instaure un périmètre de préemption permettant aux collectivités d'acquérir prioritairement des terrains situés dans son périmètre en vue de la réalisation d'une action ou d'une opération d'aménagement visée par l'article L300-1 du code de l'urbanisme, pour une durée de six ans renouvelables.

Par l'instauration d'un droit de préemption, la Zone d'aménagement différé permet par ailleurs de s'assurer de la maîtrise foncière des terrains en cas de vente, et de prévenir la hausse de prix pressentie

par le jeu de la spéculation que peut entraîner l'annonce d'un projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération de la Ville de Cassis en date du 19 novembre 2019 portant demande de création d'une Zone d'Aménagement Différé sur le périmètre de la carrière Lafarge.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'échéance prévue pour le 31 décembre 2023 de l'exploitation de la carrière de calcaire Lafarge ;
- La pénurie de foncier sur la commune de Cassis pour le développement des futurs projets d'aménagement de la commune ;
- La compétence de la Métropole en matière de création de zone d'aménagement différé ;
- Qu'il apparaît opportun de créer une zone d'aménagement différé sur le périmètre de la carrière Lafarge, délimité en annexe, afin

d'assurer et d'anticiper la maîtrise foncière
dur site et de prévenir la hausse des prix du
foncier.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur la commune de Cassis sur le périmètre de la carrière Lafarge.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 009-669/19/CT

■ CT1 - Renouvellement d'une Zone d'Aménagement Différé à Château-Gombert Marseille - 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17879/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Renouvellement de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) à Château-Gombert Marseille 13ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Technopôle de Château-Gombert, créée par

délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 28 avril 1986, a permis d'orienter l'aménagement d'un secteur de 180 hectares vers une vocation de mixité entre infrastructures de recherche, entreprises et habitat.

Au regard des réserves foncières restantes sur le périmètre de cette ZAC et des enjeux de maîtrise du développement urbain, il est apparu nécessaire de proposer un secteur d'aménagement situé entre le technopôle et le village, approximativement limité à l'ouest par l'avenue de Château Gombert, au sud par la future voie départementale LINEA et au nord par le boulevard Bara.

Dans le cadre de cette démarche et compte tenu des tensions foncières persistantes sur ce territoire, il convient en effet de pérenniser les stratégies foncières fondées sur de la veille et de l'anticipation autour des périmètres à enjeux identifiés sur le secteur de Château-Gombert.

A ce titre, par délibération du 17 juin 2013 de la Ville de Marseille et par délibération du 28 juin 2013 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les collectivités ont émis la demande de création d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le secteur de Château-Gombert par Monsieur le Préfet de Région.

La préfecture des Bouches-du-Rhône a ainsi instauré un périmètre provisoire par arrêté du 18 avril 2014 avant de créer définitivement la ZAD par arrêté du 18 octobre 2016, permettant de préparer par anticipation les conditions de mise en œuvre de futurs projets d'aménagement sur ce secteur de la Ville, dans l'optique d'y réaliser des programmes comprenant habitat mixte, activités et équipements publics.

Depuis sa création, cette ZAD a permis :

- De stabiliser les prix du marché foncier et de préserver l'aménagement futur du secteur ;
- De constituer une réserve foncière de 9 hectares grâce à l'action partenariale menée avec l'EPF PACA, soit un tiers de la surface de l'opération d'aménagement envisagée ;
- D'engager une véritable stratégie foncière en lien avec le projet de LINEA.

La Zone d'Aménagement Différé a une durée de validité de 6 ans renouvelable. Ainsi, au regard des résultats déjà apportés par cet outil d'aménagement et de la nécessité de constituer de nouvelles réserves foncières pour poursuivre l'action menée jusqu'à présent qui permettra d'accueillir la future opération d'aménagement, la ZAD de Château Gombert doit être renouvelée avec un périmètre inchangé. Ce renouvellement est essentiel en

attendant que l'opération d'aménagement puisse être créée dès que la voie LINEA, ou toute autre desserte appropriée, sera programmée dans ses études et ses travaux. Le renouvellement de cette ZAD est donc une étape nécessaire qui doit permettre de finaliser la maîtrise foncière du périmètre et compléter les 9 hectares déjà maîtrisés. A terme, une Zone d'Aménagement Concerté sera créée et un opérateur d'aménagement sera désigné. La Métropole Aix-Marseille-Provence est actuellement titulaire de plein droit du droit de préemption sur ce secteur. Le choix avait été fait lors de la création de la Zone d'Aménagement Différé de déléguer ce droit à la Ville de Marseille. Il est proposé de ne pas renouveler ce choix car l'opération d'aménagement future sera mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ainsi la Métropole doit rester titulaire du droit de préemption dans le cadre du renouvellement de la ZAD.

Dans ce cadre il convient de saisir Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône afin de renouveler cette Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le périmètre initial localisé sur le plan annexé au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC n°009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 juin 2013 de la Ville de Marseille portant sur la demande de création d'une Zone d'Aménagement Différé sur le territoire de Château-Gombert ;
- La délibération n°008-384/13 du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 28 juin 2013 portant demande de création d'une Zone d'Aménagement Différé ;
- L'arrêté préfectoral du 18 avril 2014 instaurant un périmètre provisoire de Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 portant création du périmètre définitif d'une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Marseille – Quartier de Château-Gombert ;
- La délibération du 25 novembre 2019 de la Ville de Marseille portant sur la demande de renouvellement de la ZAD Château-Gombert ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur renouvellement d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) à Château-Gombert 13ème arrondissement de Marseille.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il apparaît opportun de demander à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, le renouvellement de la Zone d'Aménagement Différé sur le secteur de Château-Gombert au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'instituer cette dernière titulaire du Droit de Préemption Urbain sur ce périmètre afin de permettre la maîtrise du développement urbain de ce secteur.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le renouvellement d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) à Château-Gombert Marseille 13^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 010-670/19/CT

■ **CT1 - ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement. Approbation de la modification du programme des équipements publics en vue de la réalisation par SOLEAM d'une médiathèque et d'une maison de quartier**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17916/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement. – Approbation de la modification du programme des équipements publics en vue de la réalisation par SOLEAM d'une médiathèque et d'une maison de quartier » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Situé dans le 9^{ème} arrondissement, le secteur de Vallon Régny constitue l'une des dernières grandes réserves foncières sur le tracé du Boulevard Urbain

Sud, futur axe de liaison entre le carrefour Florian et la Pointe Rouge et axe de désenclavement des quartiers du sud de la Ville.

La ZAC de Vallon Régny dont la création a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, a pour vocation d'accompagner l'arrivée du Boulevard Urbain Sud, de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat et d'assurer la couture urbaine d'un territoire restant à aménager mais situé au cœur d'un tissu urbain constitué.

Le programme des équipements publics du dossier de réalisation approuvé au Conseil Communautaire du 12 février 2007 et au Conseil Municipal du 19 mars 2007 identifie les équipements publics nécessaires au projet, en précise la maîtrise d'ouvrage, leurs modalités de financement et leurs gestionnaires.

La mise en œuvre opérationnelle de la ZAC a été retardée plusieurs années du fait de la volonté politique de ne pas engager la réalisation d'un nouveau quartier sans l'axe structurant majeur que constitue le BUS.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Une refonte du projet initial, qui ne correspondait plus aux ambitions des collectivités a été envisagée dès 2015. Le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo a été retenu en 2016 pour réinterroger le projet de ZAC. Cette démarche a abouti à la conception d'un nouveau plan de masse.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de mettre à jour le Programme des Équipements Publics de la ZAC afin de tenir compte notamment :

- des changements de maîtrise d'ouvrage liés au transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,

- de l'ajustement de l'estimation du coût des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,

- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la ville de Marseille, la Soleam et la Métropole,

- des besoins en équipements publics suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé, pour ce qui le concerne, par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 3 octobre 2016 et par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

De plus, le Conseil municipal de la ville de Marseille du 17 juin 2019 a approuvé une modification de ce programme pour intégrer la réalisation d'un équipement sportif municipal à réaliser par l'aménageur, constitué de 5 courts de tennis et d'un club house, qui viendra pérenniser cette offre sportive pour le quartier ; en effet, les 4 courts de tennis actuels sont situés sur l'emprise du futur groupe scolaire à réaliser par SOLEAM sur l'îlot T1 du nouveau plan d'aménagement de la ZAC et doivent être déplacés. Ce programme des équipements publics modifié a été approuvé par le Conseil de la Métropole par délibération n°URB 025-644/19/CM du 20 juin 2019.

Au regard de la centralité urbaine générée par ce nouveau quartier et du potentiel de nouveaux habitants, la Ville de Marseille a souhaité renforcer les équipements publics dont le financement et la gestion seront de son ressort. Etaient déjà envisagés au programme des équipements publics de la ZAC les équipements municipaux suivants :

- Une école primaire de 6 classes maternelles et de 10 classes élémentaires à réaliser par SOLEAM pour la rentrée scolaire 2021 à proximité du collège Gyptis,
- Des équipements sportifs constitués de cinq terrains de tennis et d'un club house qui viendront reconstituer et augmenter les équipements de tennis existants situés sur l'assiette foncière de la future école, qui sont à déplacer,
- Une maison de quartier de 500 m2.

La Ville de Marseille estime en effet opportun aujourd'hui de prévoir la création d'une médiathèque d'une surface utile d'environ 800 m2 qui s'inscrira dans un bâtiment accueillant également la maison de quartier, dont la surface utile est portée à 750 m2, sur un terrain situé dans le secteur Nord Est de la ZAC. Ce terrain constitue l'îlot BE1. Ce bâtiment sera implanté en bordure du Boulevard Urbain Sud et du principal mail piéton du nouveau quartier lui conférant ainsi une très bonne visibilité. Il jouxtera la future école primaire, la zone de stationnement de l'Allée Didier Garnier, le collège Gyptis et la future crèche privée.

La maison de quartier et la médiathèque seront réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la SOLEAM, aménageur de la ZAC.

Le coût de ces équipements qui sera pris en charge par la Ville de Marseille est estimé à :

3 600 000 euros HT pour la Médiathèque

3 400 000 euros HT pour la Maison de Quartier

Soit un total de 7 000 000 euros HT auquel s'ajoutera le prix du foncier selon l'estimation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat. Le versement de la participation de la Ville pour la réalisation de ces deux équipements fera l'objet d'une convention financière spécifique avec la Ville de Marseille et la SOLEAM qui sera soumise au Conseil de Métropole ultérieurement après que les coûts et le calendrier de construction des équipements auront été précisés.

La Ville de Marseille a approuvé cette modification du programme des équipements publics de la ZAC par délibération du Conseil Municipal du 25 novembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du

Conseil de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement. – Approbation de la modification du programme des équipements publics en vue de la réalisation par SOLEAM d'une médiathèque et d'une maison de quartier.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement. – Approbation de la modification du programme des équipements publics en vue de la réalisation par SOLEAM d'une médiathèque et d'une maison de quartier ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement. – Approbation de la modification du programme des équipements publics en vue de la réalisation par SOLEAM d'une médiathèque et d'une maison de quartier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 011-671/19/CT

■ CT1 - Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17917/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit "Vallon de Régný" à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de deux conventions avec la SCCV MARSEILLE SAINTE MARGUERITE et la SCCV MARSEILLE U522 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Situé dans le 9ème arrondissement, le secteur de Vallon Régný constitue l'une des dernières grandes réserves foncières sur le tracé du Boulevard Urbain Sud, futur axe de liaison entre le carrefour Florian et la Pointe Rouge et axe de désenclavement des quartiers du sud de la Ville.

La ZAC de Vallon Régný dont la création a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, a pour vocation d'accompagner l'arrivée du Boulevard Urbain Sud, de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat et d'assurer la couture urbaine d'un territoire restant à aménager mais situé au cœur d'un tissu urbain constitué.

Le programme des équipements publics du dossier de réalisation approuvé au Conseil Communautaire du 12 février 2007 et au Conseil Municipal du 19 mars 2007 identifie les équipements publics nécessaires au projet, en précise la maîtrise d'ouvrage, leurs modalités de financement et leurs gestionnaires.

La mise en œuvre opérationnelle de la ZAC a été retardée plusieurs années du fait de la volonté politique de ne pas engager la réalisation d'un

nouveau quartier sans l'axe structurant majeur que constitue le BUS.

Aussi, depuis l'approbation de ce programme des équipements publics, plusieurs évolutions se sont produites :

- la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant de la ZAC de Vallon Régny. Un avenant n° 9 à la concession d'aménagement n° T 1600916C0 du 17 juin 2016 a été approuvé en ce sens.

- une pression immobilière s'exerce sur des îlots situés en frange de la ZAC où des opérations de logements, d'initiatives privées, sont désormais projetées.

En 2016, les constructeurs VINCI Immobilier et COFFIM qui envisagent la réalisation d'un programme de construction de 21 450 m² en logement et 1 733 m² en commerce sur une emprise foncière, appartenant à l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (APHM), située entre le Bd Sainte Marguerite et le Bd Roux au sein du 9^{ème} arrondissement de Marseille, ont communiqué leur projet à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, leur programme doit être desservi par des équipements publics réalisés dans le cadre de la ZAC de Vallon Régny : la voie U 522 prévue au PLUi ainsi que ses maillages sur le réseau public viaire dont la réalisation sera effectuée par SOLEAM, aménageur de la ZAC.

Aussi, en application des articles L. 332.11.3 et 332.11.4 et R 332.25-1 et R.332-25-3 du Code de l'urbanisme les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM ainsi que la Métropole, compétente en la matière, se sont rapprochées afin de définir les conditions de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant d'adapter le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements publics nécessaires pour l'accueil des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier.

Après avoir pris connaissance d'autres opérations de constructions susceptibles de se développer aux limites de la ZAC de Vallon de Regny, la Métropole a défini un périmètre de PUP portant sur l'aménagement d'un secteur de 379 700 m² dont l'emprise foncière englobe la ZAC de Vallon Régny et plusieurs fonciers de futures opérations situées en franges et bénéficiant des équipements publics à réaliser.

Il a fait l'objet d'une approbation par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016 par délibération n° URB 033-1113/16/CM. Il s'est traduit par la signature

d'une première convention de PUP entre COFFIM/VINCI, la Métropole et SOLEAM le 25 avril 2017 relative à un programme de 23 183 m² de planchers répartis selon 21 450 m² en logements et 1 733 m² en commerces.

Par cette même délibération, le Conseil de la Métropole a également approuvé l'adaptation du Programme des Equipements Publics de la ZAC afin d'acter :

- une nouvelle répartition de la prise en charge financière des équipements entre, l'Aménageur, la Ville de Marseille et la Métropole, induite par la prise de compétence de la Métropole,

- l'actualisation du chiffrage des équipements publics,

- les adaptations aux besoins générés par les projets de constructions localisés aux franges extérieures de la ZAC.

Ce programme des équipements publics modifié avait été préalablement approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 3 octobre 2016.

Cependant par délibération n°URB 044-4202/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a pris en compte le fait que la convention de PUP précitée est devenue caduque le 25 avril 2018 du fait de la non réalisation d'une clause qui prévoyait l'acquisition du foncier auprès de l'APHM, propriétaire du terrain, par les constructeurs dans un délai d'un an. De plus il a été intégré que l'opération de COFFIM/VINCI se décline désormais en deux opérations réalisées par la SCCV MARSEILLE SAINTE MARGUERITE et la SCCV MARSEILLE U522, chacune faisant l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme distincte.

Ainsi, le projet développé par la SCCV MARSEILLE SAINTE MARGUERITE s'établit sur une assiette foncière de 14 860 m². Il prévoit une surface de plancher de 13 915 m² dont 11 913 m² affectés à du logement, soit 201 logements et 2 002 m² affectés à de l'activité. Il a fait l'objet d'un permis de construire n°13055 1701032 PO délivré le 07 août 2018.

Le projet développé par la SCCV MARSEILLE U522 s'établit sur une assiette foncière de 9 827 m². Il prévoit une surface de plancher de 9 332 m² affectés à du logement, soit 155 logements. Il a fait l'objet d'un permis de construire n°13055 16 01008 PO délivré le 22/03/17 et d'un permis modificatif délivré le 19/07/18.

Par la même délibération, le Conseil de Métropole a approuvé ces évolutions par le biais de l'approbation de deux conventions spécifiques avec la SCCV MARSEILLE SAINTE MARGUERITE et la SCCV MARSEILLE U522, ces dernières ont été signées le 17 juillet 2018 et notifiées respectivement le 26 septembre et le 6 août 2018.

Or, ces deux conventions sont devenues caduques le 17 juillet 2019, du fait de la non réalisation de l'acquisition du foncier par le promoteur dans le délai imparti par la convention. Cette acquisition s'est toutefois effectuée le 22 juillet 2019.

Au titre du présent rapport, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence :

- d'instituer un périmètre de PUP dénommé «Vallon de Regny » pour une durée de quinze ans. Ce périmètre d'une emprise de 379 700 m² inclut les parcelles situées dans le périmètre de la ZAC Regny ainsi que les parcelles cadastrées n°209853 L0021, 209853 L0015, 209853 L0016, 209853 L0021, 209847 D004, 209847 D0083, 209847 D193, 209847 B218 (partielle) 209847 B219, 210859 D0114, 210 859 D130, 210859 D134, 209847 D0056, 209847 D0231, 209847 D0232. Ce périmètre figure en annexe 1. Il est identique à celui du PUP institué précédemment par délibération URB 033-1113/16/CM du 17/10/16. La mise en œuvre de l'urbanisation se déroulera en plusieurs phases avec différents opérateurs et fera l'objet de demandes d'autorisations d'urbanisme distinctes. Dès lors, les projets de construction compris dans le périmètre du PUP de Vallon de Regny donneront lieu à plusieurs conventions de Projet Urbain Partenarial qui seront conclues avec les opérateurs portant un projet dans cette zone.
- d'approuver la conclusion de deux nouvelles conventions avec les deux SCCV, jointes en annexe, relatives au permis de construire accordés et détaillés ci-dessus, et d'y intégrer des évolutions liées aux caractéristiques et au coût des équipements publics rendus nécessaires par ces opérations immobilières ainsi que le fait que SOLEAM, aménageur de la ZAC, chargé de réaliser ces équipements percevra directement les participations des promoteurs. Conformément aux dispositions de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, il est proposé de fixer à dix ans la durée pendant laquelle les constructeurs signataires de chaque convention de PUP seront exonérés de la part intercommunale de taxe d'aménagement pour les constructions à établir au sein du périmètre en cause. Le point de départ de cette durée d'exonération s'entend de la date d'entrée en vigueur de la convention de PUP à laquelle la ou les constructions ou les aménagements en cause se rattachent.

Les équipements publics qui sont en tout ou partie nécessaires au développement des opérations situées en limite extérieure de la ZAC sont constitués par :

- les aménagements de voirie identifiés dans les deux précédentes conventions approuvées au Conseil de Métropole du 28 juin 2018.

Ont été ajoutés à ces aménagements :

- le traitement du carrefour de la voie U522 avec le Bd de Ste Marguerite ;

- le traitement d'une portion du Bd de Ste Marguerite au droit de l'opération de la SCCV Marseille Ste Marguerite ;

- l'élargissement et le réaménagement de l'ancien chemin de Cassis entre la U522 Sud et le Boulevard Urbain Sud en substitution de l'élargissement et du réaménagement de la traverse Regny ;

- un groupe scolaire constitué de six classes maternelles et dix élémentaires.

La localisation de ces équipements est jointe en annexe 2.

La majorité des équipements visés ci-dessous seront réalisés par la SOLEAM aménageur de la ZAC au titre de la convention de concession passée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le programme des Equipements Publics fera l'objet d'une mise à jour dans ce sens.

Le coût prévisionnel du programme des équipements publics financé au moyen du PUP, joint en annexe 3, est estimé à :

17 137 956 euros HT, dont 5 027 314 euros, soit 30%, seront financés par les participations des constructeurs hors ZAC.

L'annexe 4 précise le coût de ces équipements, les modalités de partage des coûts entre les collectivités, la ZAC et les autres opérations du PUP.

Compte tenu du coût des équipements publics destinés à satisfaire les besoins des usagers et habitants des constructions envisagées et du ratio de participation, arrêté sur la base du bénéfice respectif de ces équipements pour les usagers et les habitants, le montant de la participation du constructeur est arrêté à 137 euros par m² de surface de plancher.

Au regard de la surface de 13 915 m² de planchers envisagée par la SCCV Marseille Sainte Marguerite, cette dernière accepte de participer financièrement à ces équipements publics par le versement d'une

contribution de 1 717 542 euros. De la même façon, au regard de la surface de 9 332 m² de planchers envisagée, la SCCV Marseille U522, accepte le versement d'une contribution de 1 284 669 euros.

Les conventions de PUP devant intervenir entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCCV MARSEILLE SAINTE MARGUERITE et la SCCV MARSEILLE U522 en présence de la Ville de Marseille et de la SOLEAM sont jointes en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit "Vallon de Régný" à Marseille 9^{ème} arrondissement - Approbation de deux conventions avec la SCCV MARSEILLE SAINTE MARGUERITE et la SCCV MARSEILLE U522.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit "Vallon de Régný" à Marseille 9^{ème} arrondissement - Approbation de deux conventions avec la SCCV MARSEILLE SAINTE MARGUERITE et la SCCV MARSEILLE U522.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit Vallon de Régný à Marseille 9^{ème} arrondissement - Approbation de conventions avec la SCCV MARSEILLE SAINTE MARGUERITE et la SCCV MARSEILLE U522.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 012-672/19/CT

■ CT1 - Déclaration de projet dans le cadre de la DUP relative aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain de la ZAC de la Jarre à Marseille - 9^{ème} arrondissement

Avis au Conseil de Territoire DUFSV 19/17919/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Déclaration de projet dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain de la zone d'aménagement concerté de la Jarre à Marseille – 9^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement, devenue depuis SOLEAM, la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Équipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc public d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison

favorisant les modes doux traversant l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Ce programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec les orientations définies dans le PLU, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé pour ce qui la concerne par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation et le programme des équipements publics.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagée dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Ecoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En décembre 2018, l'étape 3 du label « Ecoquartier livré » a été franchie et décernée à la Ville de Marseille et à la Métropole.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, l'objet de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre relevait dès lors de la compétence de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, cette compétence a été reconnue par le Conseil Municipal de Marseille et suite au porter à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé le transfert de l'opération par délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ; elle se substitue à cette

dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par délibération n°URB 008-2078/17/CM du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également autorisé le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe, au profit de SOLEAM concessionnaire de la ZAC. Cette demande a été formalisée par courrier du 6 septembre 2018.

L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire conjointe concernent le foncier nécessaire à la réalisation : de la deuxième tranche du Parc de la Jarre, de l'Allée des Calanques et du bouclage de l'actuelle impasse Karabdjakian sur le chemin du Roy d'Espagne.

Le dossier a été déposé à la Préfecture des Bouches du Rhône par SOLEAM, le 29 novembre 2017.

Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prescrit, par arrêté n°2019-20 du 14 mai 2019, l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur l'utilité publique et le parcellaire, en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre.

Cette enquête s'est déroulée du 12 juin au 12 juillet 2019 inclus.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a établi un rapport et rédigé des conclusions que Monsieur le Préfet a transmis à la SOLEAM par courrier du 19 août 2019.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur l'utilité publique de ce projet, un avis favorable sur le parcellaire, assorti de recommandations portant sur la poursuite de la concertation en cours et le maintien de la recherche de solutions par voie amiable avec les différents propriétaires concernés par le projet d'aménagement.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite poursuivre l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre et la procédure engagée. Aussi elle doit se prononcer par une déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération en application de l'article L126-1 du Code de l'Environnement.

Cette déclaration sera ensuite transmise à Monsieur le Préfet afin de lui permettre de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique.

La Métropole prend en considération : l'étude d'impact présente dans le dossier qui a été soumis à enquête publique, l'avis de l'Autorité environnementale du 09 avril 2015 sur l'étude d'impact et le mémoire en réponse de septembre 2015 fourni par SOLEAM, ainsi que l'absence d'observations de l'Autorité environnementale sur le dossier soumis à enquête publique suite à la saisine du Préfet par courrier du 30 janvier 2019.

Par ailleurs, la Métropole considère que les motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général de l'opération d'aménagement sont les suivants :

- La réalisation du Parc de la Jarre, dont la première tranche est actuellement en travaux, permettra de constituer un nouveau lieu de centralité pour les habitants actuels et futurs du quartier participant à l'amélioration du cadre de vie,
- La réalisation de la portion de l'Allée des Calanques sur le périmètre de la ZAC de la Jarre impactera l'Avenue de la Jarre et la traverse Valette. Elle aura pour effet de requalifier les espaces publics de ces voies en sécurisant les déplacements des piétons, des cycles et des automobiles ainsi qu'en végétalisant ces espaces. Elle permettra notamment de desservir le Parc de la Jarre et de promouvoir les déplacements en mode doux sur un territoire où les trajets en automobile sont majoritaires. L'aménagement de cette Allée se fera dans la continuité des traitements déjà effectués au Nord sur le secteur de la Soude et au Sud sur le secteur du Baou de Sormiou/La Cayolle,
- La connexion de l'actuelle impasse Karabdjakian (V3) sur le chemin du Roy d'Espagne permettra de fluidifier la circulation de cette voie qui contribue à la desserte de logements collectifs ainsi qu'à l'accès à une déchetterie publique. Les travaux de connexion seront accompagnés également d'un réaménagement de la totalité de la voie qui permettra de réduire la vitesse des véhicules, d'intégrer des places de stationnement et une piste cyclable bidirectionnelle séparée de la chaussée, de créer de chaque côté de la voie des trottoirs aux normes, de planter des arbres d'alignements et de moderniser l'éclairage public pour le confort et la sécurité des usagers.

Il résulte que compte tenu des objectifs de ces aménagements et des avantages qu'ils représentent eu égard au caractère limité de ses inconvénients, ce projet est d'intérêt général et répond aux exigences requises pour être déclaré d'utilité publique.

Par le présent rapport valant déclaration de projet, conformément à l'article L126-1 du Code de l'Environnement, la Métropole Aix-Marseille Provence exprime son souhait de poursuivre l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre et la procédure engagée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur déclaration de projet dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain de la zone d'aménagement concerté de la Jarre à Marseille – 9^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la déclaration de projet dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain de la zone d'aménagement concerté de la Jarre à Marseille – 9^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la déclaration de projet dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain de la zone d'aménagement concerté de la Jarre à Marseille – 9^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VU 013-673/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté de Saumaty-Séon à Marseille - 16ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17920/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf

urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative « Approbation de la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté de Saumaty-Séon à Marseille - 16ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

La ZAC de Saumaty-Séon a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par délibération du Conseil Municipal n° 87/398/UCV du 10 juillet 1987.

Son dossier de réalisation a été approuvé le 11 mars 1988 par délibération du Conseil Municipal n° 88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été concédée à la SOMICA, devenue depuis Marseille Aménagement puis SOLEAM, par délibération du Conseil Municipal n° 88/598/UCV du 08 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des cessions) n° 89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention, notifié le 14 mars 2014, a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine MPM s'est substituée à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty-Séon, qui s'étend sur 60 hectares dans les quartiers Nord de Marseille (16^{ème} arrdt), avait pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords

des noyaux villageois de St André, St Henri et l'Estaque, tout en permettant une production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

La durée initiale de la concession d'aménagement était de 15 années à compter de la date d'approbation du traité de concession, son terme étant fixé au 13 janvier 2004.

EVOLUTIONS :

La convention de concession :

Elle a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée principalement justifiées par les délais qui ont été nécessaires pour la commercialisation et la viabilisation des terrains ainsi que la mise en œuvre du programme des équipements publics. La prise en compte des évolutions du contexte économique et urbain du secteur et les ajustements successifs des tracés et des emprises des voies de desserte ont également été des facteurs de retard dans le déroulement de cette opération. Ces prorogations totalisent 17 années et ont ainsi reporté le terme de la concession au 13 janvier 2021. Elles sont intervenues dans le cadre de huit avenants à la convention de concession :

- avenant n°4 approuvé par délibération n°03/1051/TUGE du 15 décembre 2003 (prorogation de 2 ans),

- avenant n°6 approuvé par délibération n°05/0708/TUGE du 18 juillet 2005 (prorogation de 3 ans),

- avenant n°9 approuvé par délibération n°08/1242/DEVD du 15 décembre 2008 (prorogation de 2 ans),

- avenant n°10 approuvé par délibération n°09/0983/DEVD du 5 octobre 2009 (prorogation de 2 ans),

- avenant n°12 approuvée par délibération n°11/0861/DEVD du 17/10/2011 (prorogation de 3 ans),

- avenant n°17 approuvé par délibération n°15/0477/UAGP du 29/06/2015 (prorogation de 2 ans),

- avenant n°19 approuvé par délibération n°URB017-1421/16/CM du 15/12/2016 (prorogation de 1 an),

- et avenant n°20 approuvé par délibération n°URB020-4638/18/CM du 18/10/2018 (prorogation de 2 ans),

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) :

Il a été modifié à 3 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°91/519/U du 30 septembre 1991, n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du

Conseil de la Communauté Urbaine MPM n° AEC 003-482/11/CC du 08 juillet 2011.

Ces modifications du PAZ ont principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces et voiries publics et d'adapter les zonages de plusieurs terrains aux évolutions du projet.

Elles ont également permis de porter de 50 000m² à 60 000m² la surface de plancher autorisée en zonages UC à dominante de Logement et de ramener de 150 000 m² à 140 000m² la surface de plancher autorisée en zonages UE dédié à l'Activité. Cette nouvelle répartition de la surface de plancher autorisée entre les zonages UC et UE est intervenue sans modifier la surface de plancher globale de 200 000m² initialement fixée au programme de construction de la ZAC.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU (Plan local d'Urbanisme) dont la révision a été approuvée par délibération n° AEC 001-377/13/CCV du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. A cette occasion, les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU les plus similaires.

BILAN SUR LA REALISATION DE LA ZAC :

Maîtrise foncière nécessaire à la ZAC :

Aucune nouvelle acquisition nécessaire à la ZAC n'est envisagée (seule une procédure judiciaire de résolution de la vente à la SCI AWAL du 63-65 rue Condorcet avec retour du bien à l'aménageur, reste en cours).

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies et espaces publics qui ont été aménagés dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédés à la Métropole. La régularisation foncière de ces emprises sera réalisée par la SOLEAM dans le cadre de la concession d'aménagement qui n'est pas clôturée.

- à 3 400m² de terrains à bâtir répartis sur plusieurs sites et que la SOLEAM n'est pas encore parvenue à commercialiser. Leur constructibilité potentielle est estimée à environ 2 700m² de surface de plancher.

Programme global de constructions :

- Locaux d'activités :

Les objectifs ont été partiellement atteints avec la production d'environ 113 000 m² de surface de plancher de locaux d'Activité (pour un objectif de 140 000 m² actualisé dans le cadre de la dernière

modification du PAZ). Ce léger déficit par rapport aux objectifs (-19%) s'explique par une surestimation du potentiel constructible de la ZAC.

- Logement :

Les objectifs ont été atteints avec la production d'environ 60 000 m² de surface de plancher de Logement (pour un objectif de 60 000 m² actualisé dans le cadre de la dernière modification du PAZ).

Soit au global une production d'environ 173 000 m² de surface de plancher (Activité et Logement confondus) représentant plus de 86% de l'objectif de 200 000 m² de la ZAC.

Programme des équipements publics :

- *Les équipements publics en superstructure :*

La plupart des équipements en superstructure ont été réalisés : Maison pour Tous de l'Estaque, extension de l'Alhambra, stade et parc public de Saumaty.

Les classes supplémentaires, potentiellement envisagées pour augmenter les capacités d'accueil des groupes scolaires existants sur le secteur, ne se sont pas avérées nécessaires et n'ont donc pas été réalisées.

Le projet de parc public initialement prévu dans le secteur de Séon, a également été abandonné en raison de son inadéquation au contexte urbain.

Il n'est pas prévu de réaliser de nouveaux équipements de superstructure.

- *Les équipements publics en infrastructure :*

Le programme des équipements de la zone prévoyait principalement l'aménagement des voies et des espaces publics nécessaires à la desserte et au fonctionnement de la ZAC.

La quasi-totalité de ces ouvrages ainsi que des réseaux de viabilisation associés (EU, AEP, EP, Electrique, Télécommunication,...) a été réalisée.

PERSPECTIVES:

Achèvement des commercialisations de terrains à bâtir :

La SOLEAM a pour objectif de commercialiser d'ici janvier 2021 les derniers terrains à bâtir (3 400 m² répartis sur plusieurs sites) dans le cadre de la concession d'aménagement qui est maintenue.

Achèvement des équipements publics :

Il reste à:

- définir et réaliser les travaux de parachèvement de voiries et d'espaces publics déjà aménagés, préalablement à leur remise en gestion à la Métropole

- finaliser les études et lancer les travaux d'aménagement des dernières voies nécessaires à l'amélioration de la trame circulatoire du secteur : parachèvement de la rue de frères Henri et Antoine Maurras et son bouclage avec la contre-allée de l'avenue André Roussin, élargissement du trottoir au niveau du carrefour Rabelais/Pelas au droit du n°1 impasse Guichard.

SUPPRESSION DE LA ZAC :

Les objectifs de la ZAC de Saumaty-Séon ont donc été globalement atteints.

Il n'est plus attendu de participations des constructeurs dans le cadre de l'article L 311- 4 du Code de l'Urbanisme dans la mesure où les terrains n'ayant pas été cédés par l'aménageur ont tous déjà participé au financement des équipements publics.

Les recettes de commercialisation des terrains encore détenus par l'aménageur seront affectées au bilan de l'opération d'aménagement.

Aussi, sur la base du rapport de présentation joint en annexe, il est proposé à notre assemblée d'approuver la suppression de la ZAC de Saumaty-séon conformément à l'article R311-12 du Code de l'Urbanisme.

La suppression de la ZAC aura pour conséquence de rétablir le régime fiscal de la Taxe d'Aménagement.

La ZAC est supprimée en tant que procédure d'urbanisme.

L'opération d'aménagement de Saumaty-Séon est quant à elle maintenue pour permettre d'achever le programme initialement fixé avec principalement :

- L'aménagement des derniers équipements publics,
- La commercialisation des derniers terrains à bâtir,
- La démolition de deux constructions (1 impasse Guichard et 63-65 rue Condorcet),
- La poursuite des procédures en contentieux engagées par la SOLEAM (résolution de la

vente du 63-65 rue Condorcet à la SCI AWAL et expulsion de l'association « Tapis Vert » occupant sans droit ni titre le n°1 impasse Guichard).

Sa réalisation sera poursuivie par le concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues par le Code de l'Urbanisme.

Pour ce faire, il sera proposé à notre assemblée d'approuver un avenant à la convention de concession d'aménagement définissant les nouvelles conditions d'intervention de la SOLEAM pour poursuivre la mise en œuvre de l'opération d'aménagement de Saumaty-Séon après la suppression de la procédure de ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté de Saumaty-Séon à Marseille - 16ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 014-674/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant 18 à la concession d'aménagement avec la SOLEAM pour la restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17934/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant N°18 à la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

La Ville de la Ciotat s'est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH.

En 2001, la Ville de la Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation.

A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du code de l'Urbanisme.

Par délibération du 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n° FAG 5/5/19/CC et FCT008-1420/15CC, le Conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte-tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de la concession d'aménagement – opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération n°10 du 6 Juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat a approuvé en application de l'article L 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevant de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 Décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 Décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 Décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°11 à la concession d'aménagement en date du 3 Juillet 2015 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de La Ciotat en qualité de concédant.

L'évolution de l'opération :

Les missions de l'opérateur et les paramètres de l'opération ont été ajustés à l'occasion des divers comptes rendu annuels et par avenants : n°9, 10, 11, 12, 13 et 14.

L'avenant n°15 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 19 octobre 2017 a redéfini les missions jusqu'à la fin de la concession prorogée à cette occasion jusqu'au 31 décembre 2021. Cet avenant prévoit :

- **Sur le plan opérationnel** d'assurer la sortie opérationnelle sur les ilots :
 - CASTEL : Démolition de l'ilot et cession à un opérateur pour la réalisation d'un programme de 14 logements ;
 - RENAN et Porte des temps : Créer une nouvelle perméabilité entre le Vieux Port, le quartier à damier et la rue des Poilus. Recomposition des ilots avec réhabilitation de bâtis et construction neuves qui sera confiée à un opérateur désigné suite à un appel à projets. Réalisation par la SOLEAM des démolitions, de l'aménagement de la place publique sur une partie de l'ilot RENAN et de l'aménagement du passage sous porche sur l'ilot Portes des Temps.

- **D'actualiser le montant et le versement de la participation à l'équilibre**

Compte tenu de ces nouvelles opérations dans le périmètre du centre ancien de la Ciotat, le montant de la participation à l'équilibre de la Métropole, collectivité concédant, est porté de 413 721 euros à 2 953 194 euros. Les dépenses relatives aux interventions d'aménagement sur les ilots Renan et Portes du temps sont couvertes par une participation de la Métropole aux équipements d'un montant de 1 102 000 euros HT repartit sur la durée de la concession.

L'avenant n°16 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 18 octobre 2018 a :

- Modifié le montant de la subvention d'équilibre d'un montant global de 2 733 646 euros et précisé l'échéancier du versement 409 986 euros versé en 2017 et le solde qui sera perçu en 2018 pour 1 400 000 euros et 2019 pour 923 660 euros.
- Modifié le montant de la participation aux équipements publics d'un montant de 2 195 386 euros et précisé l'échéancier du versement qui sera versé en 2019 pour

332 655 euros en 2020 pour 1 397 046 euros et 2021 pour 465 685 euros.

- Ajusté de la rémunération prévue pour la réalisation des équipements publics sur la base de 5% du montant HT des dépenses pour les missions de réalisation de l'équipement public, du fait de l'ajout de l'aménagement du passage sous porche de l'ilot portes du Temps.

L'avenant n°17 (19/0626) notifié le 3 septembre 2019, le compte rendu d'avancement au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération n° URB 036-6458/19/CM. Ce compte rendu précise :

- La modification du montant et de l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre et de la participation aux équipements par le concédant

Aujourd'hui, il s'agit de mettre en place les conditions pour permettre de mener à terme les opérations de cette concession.

En effet, la Ville de la Ciotat a confié à l'EPF la mission de maîtrise foncière des ilots Porte des temps et Renan. Cette mission s'achève fin 2019 et il est demandé à SOLEAM d'assurer le portage foncier (mission de veille, entretien et confortement du foncier acquis) et de reprendre les procédures et négociations amiables nécessaires à la finalisation des acquisitions.

L'objectif est de déposer un dossier de demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'opération pour procéder aux dernières acquisitions foncières permettant l'aménagement de l'ilot Renan et d'aboutir au lancement d'un appel à projet sur les 2 ilots.

Ainsi 3 missions complémentaires sont confiées à la SOLEAM sous forme de forfait :

- Une mission de portage foncier : 5 000euros/an sur 2 ans soit 10 000 euros
- Une mission foncière : DUP/acquisitions : 15 000euros/an sur 2 ans soit 30 000 euros
- Une mission de réalisation d'appel à projet sous forme de marché public : 20 000 euros (sur 1 an)

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole l'avenant N° 18 à la concession d'aménagement « opération de restauration immobilière du Centre-ville de La Ciotat » conclue avec la SOLEAM et de modifier les modalités de rémunération du concessionnaire.

Cette rémunération ne nécessite pas une augmentation de l'affectation d'autorisation de

programme et n'impactera pas le versement 2020 plafonné à 1,7 millions euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant N° 18 à la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS, Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant N° 18 à la concession d'aménagement pour la restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant N° 18 à la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 015-675/19/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement Grand Centre-Ville à Marseille -Approbation de l'avenant 10 à la concession

Avis du conseil de Territoire DUFSV 19/17921/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant 10 à la concession d'aménagement Grand Centre-Ville à Marseille – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre-Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,

- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016 sous numéro de contrat n°T1600914CO.

Depuis le début de l'opération, les Comptes Rendus Annuels au concédant (CRAC) ont été

régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes :

- par délibérations du Conseil Municipal de Marseille pour les exercices 2011, 2012, 2013,

- par délibération du Conseil Communautaire Marseille Provence Métropole pour l'exercice 2014,

- par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 a été approuvé, conjointement au compte rendu annuel pour 2016, l'avenant 7 à la concession d'aménagement n°T1600914CO qui a repris les objectifs ajustés sur 25 pôles de projet prioritaires :

Produire 1 400 logements nouveaux ou restructurés locatifs et en accession à la propriété, Produire de 11 600 m² locaux d'activité ou commerce et 9 000 m² d'équipements,

Améliorer 2 000 logements par une incitation des propriétaires grâce à un système d'aides aux travaux,

Ravaler 1 000 immeubles le long des axes emblématiques du centre-ville,

Créer et améliorer 47 000m² de voiries et d'espace public pour renouveler l'attractivité résidentielle et commerciale des quartiers centraux.

- par délibération URB 002-3276/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a été approuvé, conjointement au compte rendu annuel pour 2016, l'avenant n°8 à la concession d'aménagement n°T1600914CO prorogeant la concession jusqu'au 31 décembre 2025 compte tenu du délai des procédures d'urbanisme nécessaires à la mise en œuvre des opérations engagées.

- par délibération URB 049-5180/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 ont été approuvés le compte rendu annuel pour l'exercice 2017 et l'avenant n°9 à ladite concession. Ont également été conjointement approuvés une convention au titre des articles L5215-27 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, afférente au programme des équipements municipaux et à la gestion de services inscrits à opération « Grand Centre-Ville » ainsi que l'avenant n°2 à la convention financière tripartite n°2017-81192 entre la Métropole, la ville de Marseille et la SOLEAM actualisant la participation globale de la ville de Marseille à la concession d'aménagement « Grand Centre-Ville » au montant global de 31 429 665 euros TTC,

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole :

-le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la concession « Grand Centre-Ville »,

-l'avenant n°10 à la dite concession actualisant l'échéancier de versement des participations.

Il est rappelé que par délibération du 11 décembre 2016 ont été approuvés le principe du recours à la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) pour le pôle Flammarion, et les modalités de la concertation publique qui a ainsi pu se dérouler du 21 juin au 21 juillet 2017 et dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole 10 octobre 2017.

Par délibération URB 057-5188/18/CM du 13 décembre 2018 ont été approuvés la création de la ZAC « Flammarion » et le dossier de création afférent dont le programme prévoit environ 300 logements, 800 m2 SDP d'activités, une crèche, un groupe scolaire et un équipement de proximité.

Il est prévu que cette opération soit concédée à la SOLEAM dans le cadre de la concession d'aménagement « Grand Centre-Ville » T1600914CO dont le bilan global intègre un sous-bilan prévisionnel en dépenses et recettes sur le pôle Flammarion qui provisionne les participations de la Métropole et de la ville de Marseille.

Tel est le contexte dans lequel ont été examinés les équilibres opérationnels du bilan de la concession « Grand Centre-Ville », qui évoluent de la manière suivante :

-Le montant total des dépenses passe de 235 289 133 euros à 235 886 610 euros, dont 8 396 942 euros de TVA versée,

-Le montant total des recettes privées et subventions passe de 91 862 230 euros à 92 589 845 euros,

Les participations publiques au financement de l'opération évoluent de manière suivante :

-La participation d'équilibre passe de 60 700 747 euros à 61 348 623 euros, dont 46 208 624 euros à la charge de la Métropole et 15 140 000 euros déjà acquittés par la ville de Marseille,

-La participation aux aménagements métropolitains passe de 47 552 436 euros à 46 774 977 euros sur lesquels la TVA est récupérable,

-La contribution de la ville de Marseille pour le financement du programme des équipements

municipaux et à la gestion de services inscrits à opération demeure à 31 429 717 euros TTC, pour partie en participation et pour partie en acquisition in fine.

-L'apport en nature de foncier gratuit reste valorisé à 3 743 500 euros.

Le Compte Rendu Annuel pour l'exercice 2018 affiche par poste les variations suivantes :

DEPENSES :

*Etudes :

La dépense cumulée à fin 2018 s'établit à 2 185 062 euros, études sur l'habitat privé comprises.

Globalement, sur la durée de la concession ce poste, passe de 4 018 406 euros TTC, hors études habitat privé, à 4 525 851 euros TTC ; cette augmentation est liée aux procédures favorisant le traitement de l'habitat privé dégradé et son financement (restauration immobilière et traitement de l'habitat indigne).

Il est prévu un budget de 957 235 euros pour l'exercice. 2019. *Acquisitions foncières, gestion et relogements :

La dépense cumulée depuis le début de l'opération passe de 21,4 millions d'euros (dont 19,8 millions de foncier) à 23 millions d'euros.

Globalement, sur la durée de la concession, la dépense passe de 102 489 230 euros à 101 114 402 euros TTC.

Il est prévu sur ces postes un budget de 8 851 209 euros (dont 8 045 598 euros de fonder) pour l'exercice 2019.

*Travaux :

Ces dépenses comprennent à la fois les travaux conservatoires et préparatoires sur le foncier acquis, y compris démolitions, mais aussi les travaux de réalisation des programmes d'habitat, d'équipements et d'aménagement publics dont la SOLEAM s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage, ainsi que la maîtrise d'œuvre.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération passe de 6,5 à 9,7 millions d'euros TTC. Il est prévu un budget de 12 481 064 euros pour l'exercice 2019.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 80 893 882 euros programmés à 84 246 406 euros TTC (hors reste à programmer).

Cette hausse de 3,35 millions d'euros s'explique d'une part par les surcoûts constatés dans les opérations complexes d'équipement ou d'aménagement, d'autre part par des évolutions ou compléments de programme.

***TVA reversée :**

Le montant total de la TVA reversée passe globalement de 8 717 653 euros à 8 396 942 euros.

RECETTES :

***Cessions foncières :**

Depuis le début de la concession la recette foncière encaissée passe de 3 635 759 euros à 3 765 351 euros à fin 2018.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 94 279 413 euros à 93 868 031 euros, dont 11 004 852 euros de cession à la ville de Marseille de trois équipements publics.

Une recette foncière de 7 756 647 euros est prévue pour l'exercice 2019.

***Subventions :**

Dans le cadre de ses missions la SOLEAM est appelée à être maître d'ouvrage d'opérations subventionnées. Il s'agit des subventions mobilisées auprès de la Région, du Département, de l'ANRU, dont en particulier :

- Le déficit d'îlot Abadie, dans le quartier du Panier,
- Le déficit d'îlot Korsec dans le quartier Belsunce,
- L'aménagement de la place Fare Petites Maries, mitoyenne de l'îlot Korsec.

La SOLEAM a par ailleurs sollicité et obtenu des subventions nouvelles pour les aménagements métropolitains dont elle assure la maîtrise d'ouvrages, notamment auprès du Conseil Régional qui a engagé 3 827 000 euros pour l'aménagement de la Place Jean Jaurès et 480 000 euros pour la requalification des rues Théâtre & Mazagran - Place du Lycée en lien avec la réfection du cours Lieutaud conduite par la Métropole.

Globalement le montant des subventions passe ainsi de 3 286 440 euros à 7 168 440 euros. Depuis le début de l'opération SOLEAM a encaissé 746 383 euros de subvention à fin 2018.

Le montant prévisionnel d'encaissement est de 2 123 224 euros en 2019.

Les participations publiques au bilan de concession

se répartissent comme suit :

Participation .aux. équipements. publics métropolitains :

Le programme actualisé des aménagements publics métropolitains concédés dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain concerne :

- Pôle Mazagran : requalification des rues du Théâtre & Mazagran - Place du Lycée,
- Pôle Korsec : aménagement de la Place Fare Petites Maries,
- Pôle Flammarion : réalisation d'une trame viaire pour désenclaver des friches mutables.
- Pôles Trois Rois / Curiol / Olivier / Nau : requalification de la Place Jean Jaurès,
- Pôle Nationale-Providence : aménagement de la Place de la Providence,
- Pôles Noailles : piétonisation.

Ce programme, détaillé en annexe de l'avenant 10, correspond à une surface créée ou requalifiée de 50 650 m².

Le budget global de ce programme est ajusté de 47 552 435 euros à 46 774 977 euros TTC. Des versements à hauteur de 6 974 489 euros ont été faits de 2016 à fin 2018.

La participation prévue pour l'année 2019 est de 8 188 551 euros compte tenu de l'avancement du chantier de la Place Jean Jaurès.

Participation numéraire du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre passe de 60 700 747 euros à 61 348 623 euros, dont :

.15 140 000 euros versés par la Ville de Marseille lorsqu'elle était concédante.

.46 208 624 euros à la charge de la Métropole concédante qui a déjà versé 14 500 000 euros à fin 2017.

Il n'était pas prévu de versement en 2018, il n'en sera pas pour 2019, la trésorerie de l'opération étant suffisante grâce aux versements des participations pour les aménagements publics et les équipements.

***Participation aux équipements municipaux :**

Le programme actualisé des équipements municipaux et prestations réalisés dans le cadre de l'opération, objet la convention de création et de service n°2019-80198 signée entre la Ville et la Métropole et de la convention financière tripartite

associée n°2017-81192, comprend :

Equipements achetés *in fine* à prix coûtant TTC par la Ville :

Pôles Noailles : équipement intergénérationnel
Domaine Ventre

Pôles Noailles : équipement jeunesse 44 Aubagne

Pôle Nationale-Providence : équipement péri-scolaire

Les lignes sont inscrites au bilan en recette de cession publique pour 11 004 852 euros TTC

Equipements financés par une participation au reste à charge : 19 999 420 euros TTC

Pôle Korsec : les équipements sportifs et associatifs Korsec,

Pôle Nadar-Pouillon : le Jardin des Récollettes,

Pôle Folies Bergères : la requalification du passage,

Pôle Opéra : l'annexe de l'Opéra Municipal 3-5, rue Molière

Pôle Flammarion : la création du groupe scolaire 8 classes

Pôle Flammarion : la provision pour équipement de proximité

Prestations concernant la mission d'aide aux ravalements de façades : 425 393 euros TTC.

La mission imputable à la concession a été clôturée à fin 2017 au profit d'un mandat spécifique passé par la ville de Marseille avec la SOLEAM à compter de 2018.

Le programme global, détaillé en annexe de l'avenant 10, prévoit une surface d'équipement de 9 552m².

Sont montant de 31 429 665 euros TTC, versé de la ville de Marseille à la concession, est inchangé.

*Apport en nature :

Les apports en nature par la ville de Marseille, réalisés ou transférés à la concession, sont valorisés à hauteur de 3 743 500 euros détaillé en annexe à l'avenant 10.

Concernant la trésorerie de l'opération, un emprunt de 2 000 000 euros a été contracté sur l'exercice 2012. Au 31 décembre 2016 il est entièrement remboursé.

Le remboursement de l'avance de 2 000 000 euros a été reporté à échéance de la concession.

Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2018 est de -254 143 euros. La SOLEAM prévoit de contracter en 2019 un emprunt de 10 000 000

euros remboursé sur 6 ans pour faire face au pic de dépenses de travaux notamment sur les exercices 2020-2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 10 à la concession d'aménagement Grand Centre-Ville à Marseille et l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant 10 à la concession d'aménagement Grand Centre-Ville à Marseille et l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 10 à la concession d'aménagement Grand Centre-Ville à Marseille et l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 016-676/19/CT

■ **CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 14 à la concession**

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/18195/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018

de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 14 à la concession - Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le périmètre de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90 logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006.

Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,

- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Il est rappelé que les missions dévolues à SOLEAM sont notamment :

- les acquisitions amiables ou par voie d'expropriation,

- la gestion transitoire des biens acquis,

- le relogement et l'accompagnement des ménages,

- les études techniques nécessaires à la réalisation du projet,

- la démolition et la mise en état des sols,

- l'aménagement des dessertes des futures constructions,

- l'obtention de financements auprès de l'État (circulaire RHI du 5 mai 2003), de l'ANRU et des collectivités,

- l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

- **Rappel Historique**

- L'opération a été confiée en concession à Marseille Aménagement par la Ville de Marseille après consultation, conformément aux articles L300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme. La convention

publique d'aménagement a été notifiée le 30 octobre 2006.

- La fusion absorption de la SEM Marseille Aménagement par la SPL SOLEAM a été approuvée par délibération n° 13/0674/FEAM du 17 juin 2013 du conseil municipal et le transfert à la SOLEAM de tous les contrats de concession et de mandat octroyés à Marseille Aménagement a été approuvé par délibération n° 13/1077/FEAM du 7 octobre 2013 du conseil municipal.

- Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 11 à la convention de concession d'aménagement N° T1600907CO (N° Ville 06/1405) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

-L'opération inscrite en ZUS a permis la contractualisation dans le cadre du PRU Saint Mauront du financement de la voirie de desserte de l'opération par l'ANRU au bénéfice du concessionnaire aménageur.

- L'avenant 1 a permis d'ajuster la participation de la Collectivité à l'équilibre de l'opération, et l'avenant n°2 a permis de gérer le versement d'une avance remboursable au démarrage de l'opération.

- Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2007 et son avenant n°1 approuvés par délibération n°08/0513/SOSP du 30 juin 2008 ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 6 857 815 euros TTC à 7 386 903 euros TTC et ramené la participation d'équilibre de la Ville à 1 522 085 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2008 et son avenant n°3, approuvés par délibération n°09/1274/SOSP du 14 décembre 2009, ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 7 380 584 euros TTC à 8 030 608 euros TTC suite à l'ajustement des dépenses et à une forte augmentation du poste TVA résiduelle. La participation prévisionnelle de l'État a été fortement réduite. En conséquence la participation d'équilibre

de la Ville a été portée de 1 522 085 à 3 012 014 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2009 et son avenant n°4, approuvés par délibération n°10/1021/SOSP du 25 octobre 2010, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2014 et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 3 559 149 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010 et son avenant n°5, approuvés par délibération n°11/0643/SOSP du 27 juin 2011, ont précisé l'extension du périmètre et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 181 537 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2011 et son avenant n°6, approuvés par délibération n°12/0632/SOSP du 25 juin 2012, a porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 671 310 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2012 son avenant n°7, approuvés par délibération n°13/0578/SOSP du 17 juin 2013, ont prorogé la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2017 afin de permettre l'aboutissement d'une DUP d'aménagement nécessaire pour finaliser la maîtrise foncière, porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 5 340 713 euros et validé une avance de trésorerie de 1 000 000 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2013 et son avenant n°9, approuvés par délibération n°14/0618/SOSP du 10 octobre 2014, ont validé l'extension du périmètre pour améliorer les accessibilités Nord et Sud et désenclaver le cœur du secteur ainsi que les nouveaux aménagements à créer (placette et escalier) et acté la prorogation de la concession d'une durée de 2 ans jusqu'au 30 octobre 2019. En conséquence le budget prévisionnel global de la concession a été porté à 11 897 909 euros TTC et le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 6 199 046 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014 et son avenant n°10, approuvés par délibération n°14/0488/UAGP du 29 juin 2015, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 octobre 2020.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015 et son avenant n°12, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 004-1118/16/CM du 17 Octobre 2016, ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 283 920 euros TTC, arrêté le

montant de la participation déjà versée par la Ville à 4 914 000 euros et fixé le montant prévisionnel de la participation de la Métropole à 1 602 036 euros totalisant une participation des collectivités à l'équilibre d'un montant de 6 516 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 010-2391/17/CM du 28 Juin 2017 a ramené le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 241 031 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 et son avenant n°13, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 002-4664/18/CM du 18 Octobre 2018 ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 432 051 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros.

Il est aujourd'hui proposé d'examiner le compte rendu annuel de l'opération au 31 décembre 2018, qui est issu des échanges entre le concédant et le concessionnaire :

Avancement de l'opération :

- Maitrise foncière : L'opération en partie nord est achevée dans son volet Foncier. Pour la partie sud, l'année 2018 est marquée par l'aboutissement du processus d'expropriation (DUP d'aménagement) et la consignation des indemnités d'éviction initialement prévues en 2019 ainsi que par la signature du dernier protocole foncier avec la Ville pour acquérir les 4 derniers lots encore propriété de la collectivité.

- Subventions : Pour la voirie et les placettes (PRU St Mauront), un acompte de 59 389,95a été versé par MRU (CG, CR, VDM) le 03 aout 2018. 553 908 euros d'acompte ont donc déjà été perçus de 2012 à 2018 (ANRU, MRU) sur un total de 1 168 004 euros, soit 47 %.

Pour le déficit foncier, l'Etat a versé 243 310 euros le 27 mars 2018 (acompte n°2 subvention pré opérationnelle). 1 461 889 euros a déjà été versé de 2014 à 2018 par l'Etat sur un total attendu de 2 782 509 Euros soit 53 %. Un acompte de 42 276,35 euros a été versé par la Région en mai 2016 sur un total attendu de 198 845 euros soit 21%. Le deuxième acompte de 62 593 euros n'a pas été demandé en 2018.

- Social et logement : 59 ménages ont été suivis dont 6 ont intégré le plan de logement en 2018 suite à l'issue de la procédure de DUP. 50 sont maintenant relogés définitivement dont 25 sur site (14 dans la résidence Gaillard livrée en 2011 et 11 dans la résidence Amidonnerie livrée en 2015), 25 hors site (dont 3 en logement autonome dans le parc social toujours en attente de l'application du droit de

priorité au retour sur site). 9 ménages sont actuellement relogés de façon temporaire dont 5 en résidence Adoma et 4 en résidence hôtelière. Il reste donc 12 ménages en plan de logement susceptibles d'exercer leur droit de priorité au retour sur le site dans la future résidence Bons Voisins.

- Etudes techniques et travaux : les travaux de démolition de la phase 1 (2-6-8-10A-12 rue Gaillard) programmés au dernier trimestre 2018 ont dû être décalés à début 2019, l'aménageur n'ayant pu prendre possession des lots qu'en toute fin d'année 2018, à l'issue de la procédure d'expropriation.

- Aménagements transitoires : la gestion par la Maison pour Tous du « passage jardinier » et ses jardins partagés créée en 2014 est toujours très satisfaisante et l'expérience est concluante. Ce jardin constitue un véritable espace de convivialité dans le quartier et de nombreuses familles s'y sont investies. Cette activité a été maintenue tout le long de l'année 2018 et sera déplacée en 2019 sur un autre site à proximité de la place Arzial avant le démarrage des travaux de démolition partie sud, permettant une transition dans de bonnes conditions.

- Cession : Il n'y a pas eu de cession en 2018.

- Sur les 2 ans à venir, l'activité prévisible est la suivante :

- Maitrise foncière : L'acquisition du 10 Gaillard reste toujours conditionnée à la relocalisation de la mosquée prévue sur une emprise communale au 27 rue Auphan. Une cession de cette emprise par la Ville aux associations comoriennes a été signée en février 2019, ce qui pourrait débloquent la situation. Concernant la DUP d'aménagement, une prise de possession totale de Soléam s'est achevée en mars 2019.

- Subventions : des versements d'acomptes et de soldes par l'ANRU et les Collectivités locales pour les aménagements et par l'Etat et la Région pour le déficit foncier sont attendus. Concernant les subventions ANRU, les demandes de solde seront à adresser impérativement avant le 31/12/2020.

- Social et logement : accompagnement des 9 ménages encore en logement temporaire.

- Etudes techniques et travaux : concernant les 2- 6-8-10-12 Gaillard, les démolitions ont été réalisées début 2019. Concernant les immeubles de la rue Guichard, le début des travaux est programmé pendant l'été 2019. Les travaux de VRD partie sud débiteront au dernier trimestre 2019 pour une durée de 12 mois.

- Espaces publics transitoires : le « passage jardinier » a été déplacé sur l'espace dédié place

Arzial à l'angle du boulevard National et de la rue Felix Pyat au printemps 2019.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 qui s'établit comme suit :

- Dépenses :

- Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 640 634 euros, soit une augmentation de 174 217 euros (+37%) par rapport aux prévisions annoncées au CRAC précédent. Cet écart s'explique principalement par :

- une augmentation des dépenses foncières (+ 251 751 euros) résultant essentiellement de l'aboutissement en 2018 du processus d'expropriation dans le cadre de la DUP d'aménagement et de la consignation des indemnités d'éviction pour un montant de 206 276 euros initialement prévue en 2019.

- une diminution des études et travaux (- 93 847 euros) essentiellement lié au décalage à 2019 des travaux de démolition des immeubles de la phase 1 (-74 085 euros).

- une augmentation des dépenses annexes (+ 7 328 euros) liée à la prise en charge de relogements en urgence suite à un arrêté de péril de 3 locataires d'un propriétaire privé.

- Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des dépenses s'élève à 9 781 193 euros soit 74 % des dépenses prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes fonciers (4 669 898 euros soit 96% des dépenses prévisionnelles), travaux (2 697 857 soit 50% des dépenses prévisionnelles), dépenses annexes (1 049 767 euros soit 83% des dépenses prévisionnelles), frais de relogement (121 196 euros soit 94% des dépenses prévisionnelles), frais financiers (352 739 euros soit 100% des dépenses prévisionnelles) et rémunération de l'aménageur (889 736 euros soit 78% des dépenses prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses passe de 12 432 052 à 13 179 922 euros, soit une augmentation de 747 870 euros (6,02 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2017 s'expliquant essentiellement par l'augmentation du budget travaux notamment à cause des travaux de démolition (+463 838 euros) qui doivent se faire en condition amiante compte tenu de l'état de dégradation extrême des immeubles présentant un risque important pour les opérateurs de repérage amiante. Les travaux de VRD sont aussi en augmentation (+241 897 euros) pour prendre en

compte la construction d'une paroi de soutènement sur la partie ouest de la rue Gaillard. Initialement, il était imaginé que l'immeuble de logement social soit construit avant la voie et soutienne cette dernière. Compte tenu du retard pris par le bailleur social, la voie sera construite avant le bâtiment afin de ne pas bloquer l'opération RHI et respecter le calendrier de l'ANRU pour lequel la date limite de perception des subventions est fixée au 31 décembre 2020.

Il se répartit entre budget foncier (4 989 817 euros soit 38 %), travaux (5 301 195 euros soit 40 %), dépenses annexes (1 260 484 euros soit 10 %), les frais de relogement (129 002 euros soit 1 %), frais financiers (352 737 euros soit 3 %) et rémunération de l'aménageur (1 146 687 euros soit 9%). Cette répartition est proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

- Recettes :

- Sur l'exercice 2018, les recettes s'élèvent à 460 996 euros, montant inférieur de 38 % au prévisionnel, essentiellement car les montants d'acomptes escomptés pour les subventions voiries et placettes des collectivités et réglés par MRU ont été inférieurs au prévisionnel. Ce delta est lié à la méthode de calcul de MRU et devrait être récupéré lors de la demande de solde.

- Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes (hors participation du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 2 549 496 euros soit 46 % des recettes prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre recettes de cession (352 067 euros soit 34 % des recettes prévisionnelles), subventions/participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics de l'ANRU (640 177 euros soit 45% des recettes prévisionnelles), subventions de l'Etat et de la Région au déficit foncier (1 504 164 euros soit 50 % des recettes prévisionnelles) ainsi que produits financiers et de gestion (53 088 euros soit 91 % des recettes prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes hors tva passe de 5 643 069 à 5 501 624 euros (hors participation d'équilibre), soit une baisse de 141 445 euros (-2,5 %) au regard du bilan approuvé en 2017 s'expliquant par une révision à la baisse du prix de cession du terrain de l'ilot Bons Voisins. En effet, compte tenu de la baisse du financement du logement social, le bailleur a refusé l'acquisition au prix initial qui compromettrait l'équilibre de son opération. Les recettes se répartissent principalement entre cessions de charges foncières (1 050 395 euros soit 19 %), subventions/ participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (1 411 606 euros soit 26 %), subventions de l'Etat et de la Région au déficit foncier (2 981 354 euros soit 54 %) le reste du chiffre d'affaires (58 269 euros soit

1 %) provenant de produits financiers et produits divers.

Ainsi le bilan global de l'opération à terme évolue comme suit :

- les dépenses augmentent de 747 870 euros, passant de 12 432 052 à 13 179 922 euros
- les recettes diminuent de 141 445 euros, passant de 5 643 069 à 5 501 624 euros

Soit un déficit global de 7 678 298 comprenant 392 998 de TVA reversée et 7 285 300 euros de participation à l'équilibre des concédants.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 7 285 300 euros, en augmentation de 769 264 euros par rapport au CRAC au 31 décembre 2017 en lien avec l'augmentation du budget travaux et la diminution du prix des cessions ci-dessus expliqués. Suivant ces explications, cette augmentation de participation est incontournable pour ne pas bloquer l'opération et la finaliser dans les délais impartis.

4 914 000 euros ont déjà été payés par la Ville au 31 décembre 2015, avant le transfert de l'opération à la Métropole. 1 117 704 euros ont été payés par la Métropole au 31 décembre 2018.

Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 1 253 596 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

155 055 euros en 2019

627 510 euros en 2020

471 031 euros en 2021

- Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2018 est positif de 205 979 euros, en diminution par rapport aux prévisions du bilan précédent à 608 059, essentiellement lié à une augmentation des dépenses et à la diminution des recettes en 2018 par rapport au prévisionnel. Au 31 décembre 2019, SOLEAM prévoit une trésorerie cumulée positive de 176 004 euros. Le remboursement de l'avance de 1 000 000 euros est toujours prévu en fin d'opération.

- Participation de la Métropole aux équipements publics dans le cadre du PRU Saint Mauront

La Métropole participe financièrement aux voiries primaires et les placettes réalisées par la Soléam

dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de saint Mauront à hauteur de 243 602 euros. A ce jour, 86 269 euros ont déjà été versés. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 157 333 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

129 403 euros en 2019

27 930 euros en 2020

- Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie de 1 million d'euros a été versée par la Ville en 2014 afin d'éviter un nouvel emprunt.

Un avenant n°1 a acté en 2014 le versement de cette avance à SOLEAM après fusion- absorption de Marseille Aménagement.

Un avenant n°2 a permis de différer le remboursement de l'avance au terme de la concession prorogée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur l'Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 14 à la concession et l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et l'approbation de l'avenant 14 à la convention de concession.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 14 à la concession et l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et l'approbation de l'avenant 14 à la convention de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 14 à la concession et l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et l'approbation de l'avenant 14 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 017-677/19/CT

■ CT1 - Approbation du mandat SOLEAM - Zone d'Aménagement Concerté des Florides - Commune de Marignane

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17832/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du mandat SOLEAM - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides, située principalement sur la commune de Marignane a été créée par délibération n° URB 4/259/CC du Conseil de Communauté du 30 mars 2006. Cette ZAC à vocation économique, est destinée à l'accueil d'activités tertiaires et industrielles sur une superficie de 87 hectares dont 60 sont cessibles.

Le dossier de réalisation de la ZAC des Florides a été approuvé par délibération du Conseil de Communauté n° DEV 008-910/08/CC en date du 9 janvier 2009. A ce titre, le programme des équipements publics de la ZAC a été validé.

L'aménagement de cette zone réalisé en régie directe par la Communauté Urbaine puis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est articulé en 2 phases :

- La première, réalisée à partir de 2009, comprend un giratoire d'accès Nord à la zone d'activités via la RD9 et les VRD internes permettant la viabilisation d'une première tranche d'environ 15 hectares favorisant l'accueil d'entreprises structurantes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, caractérisées par une forte croissance. A été comptabilisé à ce jour, plus de 1 300 salariés sur la zone.
- Une partie des travaux de la deuxième phase d'aménagement, ont été engagés en 2015 sur un périmètre de 36 hectares et ont été réceptionnés au cours de l'année 2017. Ces travaux ont permis la viabilisation d'une quinzaine de macro lots dont la commercialisation est en cours.

Depuis la réception des ouvrages en 2017 par la Métropole, de nombreuses dégradations ont été constatées sur la tranche 2 de la ZAC sur du mobilier urbain, des postes électriques, des espaces verts, et des vols commis sur des câblages du réseau d'éclairage public, et des dispositifs de fonte de voirie.

Ainsi, afin de permettre la poursuite de la commercialisation des lots encore disponibles dans la ZAC, il est nécessaire de reprendre les dégradations d'équipements publics et de poursuivre la troisième et dernière tranche de travaux, concernant notamment :

- L'aménagement d'un giratoire sur la route départementale n°368, afin de créer une deuxième entrée/sortie dans la ZAC ;
- La réalisation de la voie de liaison entre les tranches 1 et 2 avec maillage du réseau des eaux usées ;
- La démolition de bâtiments présents sur quelques lots à aménager ;
- La reprise partielle des réseaux et de la voie située sur la tranche 2 suite aux dégradations ;
- L'évacuation totale de merlons de terres sur quelques macro lots pour favoriser leurs commercialisations.

Pour ce faire, il est proposé de confier un mandat d'aménagement à la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du mandat SOLEAM – Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant du Mandat SOLEAM – Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de l'avenant du mandat SOLEAM – Zone d'aménagement Concerté (ZAC) des Florides.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 018-678/19/CT

**■ CT1 - Approbation du budget annexe modifié de la ZAC des Florides sur la commune de Marignane
DUFSV 19/17833/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire nord-ouest, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides, située sur la commune de Marignane a été créée par délibération n° URB 4/259/CC du Conseil de Communauté du 30 mars 2006 puis modifiée par délibération URB 007-299/08/CC le 8 février 2008. Cette ZAC d'intérêt communautaire à vocation d'activités, est destinée à l'accueil d'activités tertiaires et industrielles sur une superficie totale de 87 hectares dont 60 cessibles.

Le dossier de réalisation de la ZAC des Florides a été approuvé par délibération du conseil de communauté n° DEV 008-910/08/CC en date du 9 janvier 2009. A ce titre, le programme des équipements publics de la ZAC a été validé.

L'aménagement de cette zone a été réalisé en régie directe par la Communauté Urbaine puis par La Métropole Aix-Marseille Provence et s'est articulé en 2 phases. La première a été réalisée en 2009, comprenant un giratoire d'accès Nord à la zone d'activités via la RD9 et les VRD internes permettant la viabilisation d'une première tranche d'environ 15 hectares favorisant l'accueil d'entreprises structurantes de la région PACA. Les travaux de la deuxième phase d'aménagement, ont été engagés en 2015 sur un périmètre de 36 hectares permettant la viabilisation d'une quinzaine de macro lots qui ont été réceptionnés en fin d'année 2017.

Le plan de financement initial de l'opération réalisé à l'appui du dossier de réalisation de la ZAC, a fixé le montant total des dépenses à 35 794 367,32 euros et le montant des recettes prévisionnelles à la somme de 35 794 367,32 euros HT, dont 3 498 872,32 euros de subvention exceptionnelle du budget principal afin d'équilibrer l'opération.

Bilan réalisé au 30 septembre 2019 :

L'état des dépenses réalisées au 30 septembre 2019, auquel s'ajoute les dépenses engagées jusqu'à la fin de l'année 2019, s'élève à la somme de 33 519 631,77 euros HT dont 3 143 044,32 euros de charges financières.

Les recettes des cessions réalisées à ce jour s'élèvent à la somme de 4 551 924,10 euros HT.

Dépenses prévisionnelles :

Depuis la réception des ouvrages en 2017 par la Métropole, de nombreuses dégradations ont été constatées sur les ouvrages publics situés sur la tranche 2 de la ZAC, telles que les vols de câblages du réseau d'éclairage public, les dispositifs de fonte de voirie, la dégradation du mobilier urbain, de postes électriques...

Ainsi, afin de permettre la poursuite de la commercialisation des lots encore disponibles dans la ZAC, il est nécessaire d'une part, de reprendre les dégradations d'équipements publics et d'autre part, de mettre en œuvre la troisième et dernière tranche de travaux. Cette dernière tranche de travaux sera réalisée dans le cadre d'un mandat d'aménagement avec la SOLEAM, qui débutera au premier trimestre 2020 pour une durée de sept ans et pour un montant estimé à 13 584 000,00 euros HT, soit 16 300 800,00 euros TTC.

Ces travaux concerneront notamment :

- l'aménagement d'un giratoire sur la route départementale n°368, afin de créer une deuxième entrée/sortie dans la ZAC,
- la réalisation de la voie de liaison entre les tranches 1 et 2 avec maillage des eaux usées,
- la démolition de bâtiments présents sur quelque lot.

Sur ces 13 584 000,00 euros HT de dépenses prévisionnelles, 6 532 000,00 euros correspondent aux dépenses reportées des tranches de travaux antérieures précitées ci-dessus, auxquels s'ajouteront 7 052 000,00 euros de dépenses nouvelles, à savoir :

- la reprise partielle des réseaux et la voie située sur la tranche 2 suite aux dégradations,,
- l'évacuation totale des merlons de terre (sur les lots 25, 26 et 1.3).

Dans le cadre de ce mandat de travaux, il convient d'ajouter les frais liés aux études techniques, à l'assistance à maîtrise d'ouvrage ainsi que les honoraires de la SOLEAM, pour un montant global estimé à 2 038 020,00 euros HT.

En complément du montant des travaux liés au mandat, il convient également de fixer une enveloppe financière relative à l'entretien des espaces verts et au gardiennage de la ZAC, pour un montant estimé à 2 000 000,00 euros HT.

Ainsi, le total des dépenses prévisionnelles nécessaires à la poursuite de l'aménagement, s'élève à la somme de 18 622 020,00 euros HT (dont 680 750,00 euros de frais financiers). Ce montant vient en augmentation du budget total des dépenses de la ZAC, qui s'élève désormais à 52 141 651,77 euros HT à horizon 2026, date prévisionnelle de fin de l'opération.

Recettes prévisionnelles :

Compte tenu des dépenses prévisionnelles susvisées, il convient également d'actualiser le poste des recettes en ajustant les prix de cession des terrains restant à commercialiser, en cohérence avec les prix du marché actuel.

A ce titre, il est proposé de réévaluer à la hausse la grille de prix des terrains selon les typologies d'activités suivantes :

- 77€ /m² de terrain pour les activités industrielles et logistiques (initialement à 67€ /m² de terrain),
- 97€ /m² de terrain pour les activités mixtes, bureaux et industries du futur (initialement à 77€ /m² de terrain).

Sur la base de cette nouvelle grille de prix, le montant des recettes prévisionnelles s'établit désormais à la somme de 39 717 670,11 euros HT (ventes réalisées incluses).

Participation Métropolitaine :

Au vu des dépenses et des recettes prévisionnelles ainsi exposées, une actualisation de la subvention exceptionnelle versée par le budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence est nécessaire afin d'équilibrer la Balance Générale du Budget Annexe Opération d'Aménagement de la ZAC des Florides, pour un montant estimé à 12 423 981,66 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La délibération URB 3/564/CC du 10 octobre 2003 approuvant les principes directeurs d'aménagement d'un pôle d'activités situés sur le secteur Nord-Ouest ;
- La délibération URB 007-299/08/CC du 8 février 2008 approuvant la Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane ;
- La délibération DEV 008-910/08/CC du 9 janvier 2009 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Florides ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de la dernière tranche de travaux de la ZAC des Florides sur la commune de Marignane ;
- Qu'il convient de délibérer sur le nouveau budget annexe de cette opération.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le bilan actualisé du budget annexe de la ZAC des Florides du Territoire Marseille Provence joint en annexe et suivant les dispositions ci-après :

- Le montant des dépenses est estimé à 52 141 651,77 euros HT (cinquante-deux millions cent quarante et un mille six cent cinquante et un euros et soixante-dix-sept centimes).
- Le montant des recettes est estimé à 39 717 670,11 euros (trente-neuf millions sept cent dix-sept mille six cent soixante-dix euros et onze centimes).

Article 2 :

Sont approuvés les nouveaux prix de vente des terrains, établis comme suit :

- 77€ /m² de terrain pour les activités industrielles et logistiques,
- 97€ /m² de terrain pour les activités mixtes, bureaux et industries du futur.

Article 3 :

Est approuvée la participation publique par la Métropole Aix-Marseille Provence, au Budget Annexe Opérations d'Aménagement de la ZAC des Florides, pour un montant prévisionnel de 12 423 981,66 euros HT (Douze millions quatre cent vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-un euros et soixante-six centimes).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget annexe Opérations Aménagement 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 019-679/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention de mandat avec la SOLEAM, sur le périmètre de la zone d'Aménagement concerté Athélia V Commune de La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17873/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Approbation d'un Mandat d'Aménagement confié à la SOLEAM, sur le périmètre de la zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, situé sur la commune de la Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire Est, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, située sur la commune de La Ciotat a été créée par délibération n°URB-001-1021/07/CC du 19 novembre 2007. Cette ZAC d'intérêt communautaire d'une superficie de 63 hectares à vocation d'activités, est destinée à l'accueil d'activités tertiaires et de petite industrie de pointe.

Le dossier de réalisation de la ZAC Athélia V a été approuvé par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) n°AEC-9203/CC du 15 février 2013. A ce titre, le programme des équipements publics de la ZAC a été validé.

L'aménagement de cette zone a été réalisé en régie directe par la Communauté Urbaine MPM puis par La Métropole Aix-Marseille-Provence. Ces travaux ont permis d'aménager cinq hectares d'espaces publics et de viabiliser une quarantaine de lots, soit 24 hectares cessibles, dont la commercialisation est en cours.

Depuis la réception des ouvrages en mars 2017 par la Métropole, de nombreuses dégradations ont été constatées sur l'ensemble de la ZAC, telles que les vols de câblages du réseau d'éclairage public, les dégradations d'espaces verts et du mobilier urbain. Les dépôts sauvages de déchets et d'encombrants génèrent des nuisances auprès des occupants de la zone et empêche l'entretien des espaces verts. De plus, suite à la commercialisation des premiers lots, il a été constaté par les services de la Métropole, des remblais sur différents lots de la ZAC.

Ainsi, afin de permettre la poursuite de la commercialisation des lots encore disponibles, il est nécessaire de reprendre les ouvrages dégradés (éclairage public, mobilier urbain...), d'ajuster les

raccordements ou les accès à des lots au regard de la commercialisation en cours et aux appels à projets à venir et de traiter les remblais présents sur les lots notamment 1, 2, 47 et 48 de la ZAC.

De plus, il conviendra d'engager des études liées au renouvellement d'un arrêté de défrichement sur la globalité de la ZAC.

Pour toutes ces raisons précitées, il convient d'engager des travaux d'aménagement, objet principal du présent Mandat d'Aménagement entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la SOLEAM.

Les dépenses prévisionnelles liées à ce mandat s'élèvent à la somme de 2 531 645,00 euros HT, celles-ci sont décomposées de la manière suivante :

- L'enveloppe financière des dépenses en travaux est estimée à 1 976 306,00€ HT ;
- Le montant des dépenses en études est estimé à 412 038,00 euros HT ;
- La rémunération de La SOLEAM est évaluée à 143 301,00 euros HT.

La durée du Mandat d'Aménagement est fixée à six ans, soit une fin prévisionnelle le 19 décembre 2025.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;

- La Délibération n°URB 6/261/CC du Conseil communautaire du 30 mars 2006 par laquelle la Communauté Urbaine a reconnu l'intérêt communautaire de la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V sur la Commune de La Ciotat ;
- La délibération n° URB -001-1020/07/CC exécutoire le 12 octobre 2010 approuvant la création de la ZAC Athélia V ;
- La délibération AEC-004-483/11/CC du 8 juillet 2011 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, modifié le 15 février 2013 par délibération AEC 9203/CC ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un Mandat d'Aménagement confié à la SOLEAM, sur le périmètre de la zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, situé sur la commune de la Ciotat ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le Mandat d'Aménagement confié à la SOLEAM, sur le périmètre de la zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, situé sur la commune de la Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de mandat d'aménagement confié à la SOLEAM, sur le périmètre de la zone d'Aménagement Concerté Athélia V, situé sur la commune de la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 020-680/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la qualification de Grande Opération d'Urbanisme sur le périmètre Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai - Noailles - Opéra - Thiers - Belsunce - Chapitre- à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17930/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - Approbation de la qualification de Grande Opération d'Urbanisme sur le périmètre Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai - Noailles - Opéra - Thiers - Belsunce - Chapitre - à Marseille ».

Avis du Conseil de Territoire ».

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 20 juin 2019, la métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé sa Présidente à signer le contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille. Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager.

Les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, véritable ambition pour le centre ancien de Marseille en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie.

Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU). La GOU devra traduire en termes opérationnels la stratégie de développement du centre-ville initiée dans le cadre du PPA sur le périmètre retenu pour sa mise en œuvre, principalement en vue de traiter la question du mal-logement de manière intégrée, dans une démarche de projet urbain global apportant également des réponses en termes d'attractivité résidentielle, de

mobilité, de développement économique et commercial et d'offre en équipements publics de proximité. La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du code de l'urbanisme. Elle consiste dans l'instauration d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-contractants du PPA, au titre desquels la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogatoires. La loi prévoit ainsi des effets juridiques attachés au périmètre de GOU, prévus notamment aux articles L.312-5 et L.312-6, et expressément rappelés à présent :

- L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, et donc ici potentiellement le Président de la métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'intercommunalité co-contractante, et donc ici la métropole Aix-Marseille-Provence, sera potentiellement compétente pendant toute la durée de la GOU pour la réalisation, la construction, l'adaptation ou la gestion d'équipements publics relevant de la compétence de la commune de Marseille, nécessaires à la GOU et identifiés et localisés dans l'acte de qualification mentionné au même article L. 312-4. La métropole Aix-Marseille-Provence assurant alors la maîtrise d'ouvrage de ces équipements ;

- L'intercommunalité co-contractante, et donc ici la métropole Aix-Marseille-Provence, sera seule compétente pour conclure, par décision de son organe délibérant, une ou plusieurs conventions de projet urbain partenarial dans le périmètre de la GOU ;

- Le permis d'innover, prévu par l'article 88 II de la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine de juillet 2016, peut être utilisé pour déroger à des règles s'opposant à la réalisation des projets, sans qu'il soit pour autant porté atteinte aux objectifs poursuivis par les législations concernées ;

- Une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) particulière d'une durée exceptionnelle de 10 ans peut être instaurée sur tout ou partie du périmètre de la GOU ;

- Les Etablissements Publics d'Aménagement (EPA) de l'État peuvent être autorisés, après avis conforme de l'intercommunalité ayant décidé de la qualification de GOU, et donc ici la métropole Aix-Marseille-Provence, et avis conforme de la commune, à réaliser des opérations d'aménagement, ainsi que les acquisitions foncières nécessaires à ces opérations, dès lors qu'ils seront titulaires d'une concession d'aménagement ;

- La procédure intégrée prévue à l'article L.300-6-1 du code de l'urbanisme peut être utilisée pour mettre en compatibilité les documents de planification ou schémas avec les opérations présentant un caractère d'intérêt général menées.

La GOU entraînera principalement des effets juridiques relatifs au transfert à la Métropole de la compétence droit des sols sur le périmètre retenu et au transfert de la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de compétence municipale nécessaires à la GOU.

Par délibération en date du 24 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avant-projet de GOU pour le centre-ville de Marseille sur le périmètre Quartiers Libres Saint Charles - Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce – Chapitre, précisé en annexe 1 de la délibération susvisée.

Par cette délibération, le Conseil de la Métropole a ainsi proposé à la ville de Marseille :

- De qualifier l'opération Quartiers Libres Saint Charles - Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce – Chapitre, dont le périmètre était précisé en annexe 1, de Grande Opération d'Urbanisme (GOU), en application de l'article L.312-4 du code de l'urbanisme

- Que la Grande Opération d'Urbanisme ait une durée de 15 ans ;

- Que les équipements publics nécessaires à la GOU et identifiés en annexe 2 de la délibération susvisée soient, selon les cas, réalisés, construits ou adaptés par la métropole Aix-Marseille-Provence, qui en sera le maître d'ouvrage pendant la durée de la GOU ;

- Que le personnel en charge de l'instruction des autorisations droit des sols de la ville de Marseille soit mis à disposition de la métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des permis de construire, de démolir, déclaration préalable de travaux déposés dans le périmètre de la GOU proposé, dans les conditions proposées par un projet de convention de mutualisation de services travaillé avec la ville de Marseille en vue de la qualification définitive de la GOU.

Par cette même délibération, le Conseil de la Métropole a autorisé la Présidente à saisir la ville de Marseille et Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône, sur le fondement des articles L. 312-7 et L. 312-4 du code de l'urbanisme, afin qu'ils

puissent donner leur avis sur l'avant-projet de Grande Opération d'Urbanisme.

Par délibération n°19/1276 UAGP du conseil municipal en date du 25 novembre 2019, la ville de Marseille a rendu un avis favorable avec prescriptions sur l'avant-projet d'acte de qualification de la Grande Opération d'Urbanisme Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce – Chapitre.

Par arrêté en date du *****, Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône a approuvé l'avant-projet d'acte de qualification de la Grande Opération d'Urbanisme Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce – Chapitre ainsi que les prescriptions émises par le conseil municipal sur cet avant-projet par délibération du 25 novembre 2019.

Suite à la réception de ces avis, le présent rapport a pour objet de faire approuver par le Conseil de Métropole le projet d'acte de qualification de GOU, dont les éléments constitutifs sont rappelés ci-après.

Périmètre arrêté (annexe 1) : Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce - Chapitre

La complexité et les grands enjeux urbains attachés au projet urbain Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai et aux secteurs Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce - Chapitre justifient leur intégration dans un périmètre de GOU afin de répondre aux besoins de ces quartiers prioritaires de centre-ville.

Le périmètre proposé englobe ainsi des secteurs fortement touchés par la problématique de l'habitat indigne et dégradé, dont les 3 îlots situés dans les secteurs de Noailles et Belle de Mai et décrits au PPA, et l'élargit aux emprises des quartiers ou opérations d'ensemble dans lesquels ils se situent afin d'assurer la cohérence territoriale des interventions à venir.

Les interventions projetées sur les premiers îlots auront pour but de préfigurer les actions de plus long terme, décrites dans le contrat de PPA. Ces îlots feront l'objet d'un projet urbain ambitieux et multithématique et proposeront des solutions innovantes (bâtiment zéro charge, bail réel solidaire...) visant à l'amélioration du cadre de vie dans le centre-ville. Les interventions se feront en priorité sur la thématique de l'habitat indigne et dégradé, mais également sur l'offre et la qualité des équipements publics (écoles, crèches, centres-sociaux, médiathèques, espaces publics et de loisirs), l'animation et l'attractivité commerciale, l'amélioration de la gestion urbaine de proximité, ou encore le confort urbain et la lutte contre les îlots de chaleur urbaine.

Le quatrième et dernier îlot décrit dans le contrat de PPA, intitulé Hoche-Versailles, situé dans le secteur d'aménagement Euroméditerranée, sera réalisé sous

maîtrise d'ouvrage de l'EPAEM, hors périmètre de la GOU.

Ces secteurs, compris dans le périmètre proposé pour la GOU ont des caractéristiques et enjeux communs. Quartiers denses et contraints générant souvent des conditions d'habitat difficile, ils sont marqués par une forte vacance et dégradation du bâti ancien.

L'amélioration de l'habitat, de l'animation et l'attractivité commerciale, de la gestion urbaine de proximité (livraisons/logistique urbaine, gestion et valorisation des déchets, circulation, stationnement, modes de déplacements, nettoyage, sécurité, gestion des espaces verts, mobilier urbain, etc.), du confort urbain et de lutte contre les îlots de chaleur (végétalisation, espaces de pleine terre, perméabilisation des sols, etc.) doivent être le vecteur prioritaire des projets d'aménagement à engager. Dans un souci de partage et d'association des habitants, des usagers et acteurs locaux, une démarche de concertation sera menée tout au long du projet. A travers la concertation, l'objectif est de partager la compréhension des enjeux du centre-ville et des contraintes de l'action publique locale en favorisant les coopérations et les solidarités entre habitants et acteurs.

Ces secteurs sont par ailleurs particulièrement concernés par un déficit d'équipements publics et de loisirs, notamment à destination des enfants et des jeunes (écoles, crèches, centres-sociaux, espaces publics et de loisirs), qui affecte leur cadre de vie.

Secteur Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai

Depuis 2015, la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille se sont engagées dans un projet ambitieux de transformation urbaine baptisé « Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai ». Il inclut dans son périmètre le projet de doublement de la gare Saint-Charles et 140 hectares des quartiers environnants, marquant ainsi la volonté de poursuivre le développement de ce secteur de centre-ville. L'ambition du projet est de répondre aux grands objectifs suivants :

- Elargir le centre-ville marseillais et conforter l'entrée métropolitaine de Marseille Saint Charles autour des anciennes casernes et du pôle ferroviaire Saint Charles ;
- Innover l'architecture et l'urbanisme au service de la qualité de vie ;
- Pérenniser et valoriser la diversité ;
- Insuffler une nouvelle dynamique économique au service de l'emploi ;
- Structurer le territoire au profit de l'équité sociale.

Le site des 7 hectares d'anciennes friches militaires constitue aujourd'hui la première opération d'aménagement du secteur. Sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine, elle décline les ambitions et les enjeux du Plan Guide des 140 hectares.

Le projet urbain Quartiers Libres est un projet permanent mené depuis 2014 en concertation avec les habitants et acteurs du territoire. Ils sont associés en continu à la définition et à la mise en œuvre du projet sur l'ensemble des thématiques abordées : habitat, mobilité, espaces publics, équipements publics, stratégie environnementale ; et ce sous diverses formes (balades urbaines, exposition participative, journal du projet, ateliers de travail thématiques, réunions publiques, site internet dédié).

L'îlot Clovis Hugues - Belle de Mai, compris dans le périmètre de projet Quartiers Libres, concentre d'importantes difficultés caractéristiques du secteur et notamment une importante dégradation du bâti ancien. En 2017, une étude pré-opérationnelle pour la définition d'un dispositif d'intervention pour l'amélioration de l'habitat du quartier a permis d'identifier différentes pathologies du bâti résultant d'un manque d'entretien manifeste. Les interventions à venir sur cet îlot constitueront un des leviers de la dynamique de développement en accompagnement des actions plus globales en matière de mobilité, d'espaces publics et d'équipements publics menées à l'échelle du projet Quartiers Libres.

Il est par ailleurs à préciser que le périmètre proposé pour la future GOU sur ce secteur se superpose pour partie avec le périmètre de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Euroméditerranée. Pour assurer la cohérence d'intervention et faciliter la mise en œuvre opérationnelle de la future GOU, la métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'Etat pour l'obtention d'une réduction du périmètre de l'OIN.

Secteur Noailles - Opéra – Thiers – Belsunce - Chapitre

Le sud du périmètre de GOU proposé correspond aux limites élargies des quartiers administratifs Noailles, Opéra, Thiers, Belsunce et Chapitre situés dans le 1er arrondissement ainsi qu'une partie du 6^{ème} arrondissement de Marseille. Ces quartiers d'hyper-centre sont caractérisés par des conditions d'habitat difficiles principalement liées à la densité du bâti et aux interactions complexes avec une forte densité commerciale. Le patrimoine bâti de ces secteurs fait par ailleurs l'objet d'une protection au titre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), devenue « Site Patrimonial Remarquable » (SPR) suite à la promulgation de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Le quartier Noailles en particulier a déjà fait l'objet d'une étude urbaine multithématique, afin de définir des orientations d'intervention et d'identifier les leviers d'actions nécessaires à la requalification de ce quartier historique. La phase diagnostic de cette étude s'est appuyée sur une véritable démarche participative associant habitants du quartier, associations, commerçants et services techniques gestionnaires (forum ouvert et balades urbaines) qui a permis d'affiner le diagnostic et de faire évoluer les

propositions en concertation avec les habitants, les usagers et les services. Les grandes orientations de ce projet sont notamment d'améliorer la qualité de l'habitat, de requalifier, d'apaiser et de libérer l'espace public (principalement en réduisant à l'essentiel à la place de la voiture), de repenser la gestion urbaine de proximité (gestion des déchets et organisation des livraisons) et de doter le quartier d'équipements publics de proximité notamment à destination des enfants et des jeunes.

Les autres secteurs qui rencontrent des problématiques similaires, feront l'objet d'études à venir en concertation avec la population et les acteurs du territoire afin d'identifier les orientations d'intervention et les leviers d'actions nécessaires à la requalification de ces quartiers.

Sont compris dans ce périmètre :

- Les deux îlots de Noailles, décrits dans le PPA : l'îlot Noailles-Ventre (3 îlots bâtis –640 logements) et l'îlot Noailles-Delacroix (4 îlots bâtis– 320 logements)

- Le périmètre du permis de louer de Noailles, instauré par délibération du Conseil métropolitain du 28 février 2019 (autorisation préalable de mise en location sur le quartier, outil de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement), mis en application depuis le 15 octobre 2019.

Transfert et modalités de remise des équipements municipaux nécessaires à la GOU

Par délibération n°19/1276 UAGP du conseil municipal en date du 25 novembre 2019, et suite à l'examen de l'avant-projet d'acte de qualification de GOU, la ville de Marseille a rendu un avis favorable avec prescriptions sur le transfert à la métropole Aix-Marseille-Provence de la compétence de réalisation, de construction ou d'adaptation des équipements publics de compétence municipale nécessaires à la GOU. La liste de ces équipements est décrite en annexe de la délibération du conseil municipal.

Sont actées les prescriptions suivantes qui intègrent des changements de dénomination, des ajustements financiers et calendaires ainsi que l'ajout d'un équipement complémentaire :

- Le groupe scolaire Jobin est dénommé **Maternelle Jobin Cadenat (13003)** : construction d'un groupe scolaire en lieu et place de l'école existante, livraison prévisionnelle 2026 pour un montant prévisionnel de 7,5 millions d'Euros ;
- Le groupe scolaire Bernard Cadenat est dénommé **Elémentaire Bernard Cadenat (13003)** : restructuration et agrandissement de l'école existante, livraison prévisionnelle 2027 pour un montant global prévisionnel de 5,5 millions d'Euros ;
- Les groupes scolaires Pommier et National sont détaillés et individualisés :

- o **Maternelle Pommier (13003)** : restructuration de l'école existante en groupe scolaire, livraison prévisionnelle 2027 pour un montant prévisionnel de 6,5 millions d'Euros ;

- o **Elémentaire National (13003)** : restructuration et dédensification de l'école existante en groupe scolaire, livraison prévisionnelle 2025 pour un montant prévisionnel de 11 millions d'Euros ;

- **L'opération Busserade (13003)** est ajoutée à la liste et intègre le projet de gymnase initial : agrandissement du groupe scolaire temporaire existant afin de constituer une opération-tiroir permettant la reconfiguration des écoles du secteur en site libéré, notamment Pommier et National (travaux et livraison 2021-2028) ; à terme, construction d'un gymnase, réalisation prévisionnelle 2029 pour un montant prévisionnel total de l'opération Busserade de 10 millions d'Euros.

Ces prescriptions sont prises en compte dans l'acte de qualification de GOU. La liste arrêtée des équipements dont la maîtrise d'ouvrage est transférée à la Métropole est décrite en annexe 2 du présent rapport.

Il est précisé que le transfert concerne uniquement la réalisation, la construction ou l'adaptation de ces équipements. Les équipements restructurés ou créés par la Métropole feront ainsi l'objet d'une remise d'ouvrage systématique au profit de la Ville, qui en prendra alors la gestion.

Comme prévu par la loi (article L312-5 4° du code de l'urbanisme), le délai et les modalités de remise à la ville de Marseille des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est transférée à la métropole Aix-Marseille-Provence pendant toute la durée de la GOU doivent faire l'objet d'un accord entre la commune et la Métropole.

Il est précisé que ces équipements, qui seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ou de son opérateur dédié, seront financés par les partenaires du PPA avec une participation financière de la ville de Marseille, à fixer dans le cadre de conventions ultérieures organisant les modalités d'exercice de cette maîtrise d'ouvrage et qui seront prises dans le cadre des dispositions des articles L.5215-27 du code général des collectivités territoriales ou L.2422-12 du code de la commande publique.

Durée proposée

Eu égard aux enjeux précités, et au fait que leur déclinaison nécessite une compétence technique avérée du fait des multiples procédures pouvant être conduites, une ingénierie renforcée, des financements importants pour mobiliser le foncier ou sa requalification, et pour développer les

équipements publics nécessaires à l'accueil de nouvelles populations ou aux opérations de requalification, la Grande Opération d'Urbanisme est créée pour une durée de 15 ans, calée sur celle du contrat de PPA.

Il est à préciser que la future GOU pourra évoluer dans le temps, au fur et à mesure de l'avancée des études à venir pour s'adapter aux besoins des projets, mais également en fonction des besoins identifiés par les différents partenaires, notamment par la métropole Aix-Marseille-Provence au regard des enjeux décrits dans le contrat de PPA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la qualification de Grande Opération d'Urbanisme sur le périmètre Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai - Noailles - Opéra - Thiers - Belsunce - Chapitre- à Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la qualification de Grande Opération d'Urbanisme sur le périmètre Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai - Noailles - Opéra - Thiers - Belsunce - Chapitre- à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la qualification de Grande Opération d'Urbanisme sur le périmètre Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai - Noailles - Opéra - Thiers - Belsunce - Chapitre- à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 021-681/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention avec la ville de Marseille pour l'instruction des dossiers d'urbanisme déposés dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme - GOU**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/18150/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération relatif à la convention avec

la ville de Marseille pour l'instruction des permis dans le cadre de la GOU.

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Si les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé constituent le cœur du projet, le contrat de PPA prévoit qu'elles seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie.

Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme 6^{ème} action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU). La GOU devra traduire en termes opérationnels la stratégie de développement du centre-ville initiée dans le cadre du PPA sur le périmètre retenu pour sa mise en œuvre, principalement en vue de traiter la question du mal-logement de manière intégrée, dans une démarche de projet urbain global apportant également des réponses en termes d'attractivité résidentielle, de mobilité, de développement économique et commercial et d'offre en équipements publics de proximité.

La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain sectorisé. Dans le cadre de sa mise en œuvre, des études complémentaires devront être engagées sur le périmètre retenu en matière de stratégie foncière, de programmation habitat, d'équilibres résidentiels et de besoins en relogement, d'équipements publics, de commerce, de mobilité et de concertation avec les parties prenantes du projet.

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du Code de l'urbanisme. Elle consiste dans l'instauration d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-

contractants du PPA, au titre desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogatoires.

La loi prévoit en particulier que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le Président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, soit dans le cas présent, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette compétence transitoire, pour la durée de la GOU, a vocation à s'exercer sur un périmètre dans lequel elle est actuellement exercée par la Ville de Marseille, laquelle conserve par ailleurs cette même compétence sur le reste de son territoire.

Dans une perspective d'optimisation des moyens publics, il est donc apparu opportun que les agents de la Ville en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme puissent intervenir au bénéfice de la Métropole en vue de l'exercice par celle-ci, des compétences qui lui sont transitoirement transférées.

En effet, l'article R.423-15 du Code de l'urbanisme permet, expressément à l'autorité compétente de charger les services d'une commune de l'instruction des permis et déclarations.

Dans la mesure où la Ville de Marseille est compétente, sur son territoire, pour délivrer les autorisations d'urbanisme, elle dispose donc, à cet effet, des moyens matériels et humains pour exercer une telle mission. Compte tenu du caractère à la fois transitoire et circonscrit au périmètre de la GOU, de la compétence de la Métropole, celle-ci a sollicité la Ville afin que l'instruction des demandes d'urbanisme qui y sont déposés soit effectuée par les agents communaux affectés au Service des Autorisations d'Urbanisme.

La Ville a répondu favorablement à cette demande par délibération de son Conseil municipal en date du 25 novembre 2019.

Une convention de mise à disposition du Directeur adjoint de l'urbanisme pour 10% de son temps de travail sera par ailleurs conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole contre remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 312-5, R 423-14 et R. 423-15 ;
- La Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4246/18/CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération n° URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille ;
- La délibération n° du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre géographique de la GOU ;
- La délibération n° du Conseil Municipal de la Ville de Marseille en date du 25 novembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des demandes d'urbanisme déposées dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la convention entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des demandes d'urbanisme déposées dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 022-682/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention partenariale relative à l'aménagement du plateau de la Gare Saint-Charles dans le cadre du projet urbain Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DPV 19/18152/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à « l'approbation de la Convention partenariale relative à l'aménagement du plateau de la gare saint Charles à 360° dans le cadre du projet urbain « Quartiers libres » d'Aix-Marseille-Provence Métropole » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le projet « Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai » est le projet urbain de développement du centre-ville de Marseille qui s'étend sur 140 hectares autour de la gare Saint-Charles. Le périmètre du projet englobe la gare et son faisceau de voies ferrées jusqu'à la Friche Belle de Mai, et se déploie au Nord jusqu'au Boulevard de Plombières et à l'Ouest jusqu'au viaduc de l'A7.

La reconversion des anciennes casernes militaires au sein de la Belle de Mai, renforcée par le doublement futur de la gare Saint-Charles en souterrain sont les enjeux majeurs du projet urbain ambitieux de Quartiers Libres, qui répond aux cinq grands défis suivants :

- Améliorer la qualité et le cadre de vie des habitants et usagers des quartiers attenants,
- Faire du quartier de la Gare métropolitaine un nouveau lieu d'attractivité économique de la Ville,
- Ouvrir la gare à 360° en œuvrant notamment sur les espaces publics et les différents modes de déplacements,
- Créer un Laboratoire de Recherche de Développement Urbain sur les nouvelles façons de construire la ville avec les parties prenantes du projet,
- Assurer au projet une réussite sur une double échelle :
 - Le devenir à terme du centre-ville de Marseille voire de la Métropole,
 - Le développement dynamique du quartier de la Belle de Mai par les leviers socio-économiques et urbains.

L'aménagement du site ferroviaire de Marseille Saint-Charles par le réaménagement de la gare de surface et par la création d'une nouvelle gare souterraine sont des enjeux essentiels de la Ligne Nouvelle Provence Alpes Côtés d'Azur (LNPCA) et du rayonnement international de la métropole marseillaise aux échéances 2030 et 2050. L'objectif, en effet, est de désaturer le réseau pour accueillir 25 millions de voyageurs à horizon 2050 avec une meilleure accessibilité de la gare et la requalification de l'ensemble de ses fonctionnalités.

Cette opération s'inscrit dans une réflexion globale sur l'aménagement et la mobilité menée conjointement par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF, dont sont issus les projets d'intermodalité relatifs à la gare métropolitaine, le

métro, le tramway et la gare routière, et un schéma directeur pour améliorer le service ferroviaire régional, couvrant le site de la gare Marseille Saint-Charles, des Abeilles, de Guibal, d'Arenc et de Blancarde.

Pour permettre la réalisation de ces projets, la SNCF entreprend un schéma directeur Immobilier pour envisager les premières pistes de relogements en vue du phasage des chantiers ferroviaires.

L'objectif de la Métropole, via « Quartiers Libres », est d'engager en parallèle une dynamique de renouvellement et de valorisation de ce vaste secteur de gare, et tendre à la réalisation d'un pôle multimodal métropolitain ouvert sur toutes ses façades à 360°. L'espace central de la nouvelle Gare Saint-Charles devra ainsi combiner divers modes de transport, des offres en commerce, services, bureaux et logements, tout en préservant et développant la qualité de vie de ses habitants.

A travers ce projet urbain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en main le sujet de l'intégration urbaine de la gare. Cette dernière ne sera pas uniquement un projet fonctionnel ferroviaire, mais un véritable projet métropolitain et urbain.

Dans la perspective de partager une vision à échéance de la réalisation de la gare souterraine, la présente convention établit un partenariat sur trois ans entre les parties prenantes institutionnelles du projet.

Les partenaires associés dans le cadre de cette convention, réunis en comité de pilotage animé et présidé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sont les suivants :

- L'Etat (Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire), représenté par Monsieur Pierre DARTOUT, Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant;
- Le Conseil régional de Sud Provence Alpes Côte d'Azur, représenté par le Président du Conseil Régional, Monsieur Renaud MUSELIER, ou son représentant,
- Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, représenté par la Présidente du Conseil Départemental, Madame Martine VASSAL, ou son représentant,
- La Métropole d'Aix Marseille Provence, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, ou son représentant,
- La Ville de Marseille, représentée par son maire, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, ou son représentant,

- SNCF Réseau, Etablissement public industriel et commercial (EPIC), représenté par Monsieur Patrick JEANTET, Président Directeur Général de SNCF Réseau, ou son représentant,
- SNCF Mobilités, Etablissement public industriel et commercial (EPIC), représenté par Monsieur Patrick ROPERT, Directeur de Gares & Connexions, direction autonome des gares de SNCF Mobilités, ou son représentant,
- SNCF, Etablissement public industriel et commercial (EPIC), intervenant à la fois en tant que mandataire des EPIC SNCF Réseau et SNCF Mobilités en leur qualité de propriétaire, représenté par Monsieur Benoît QUIGNON, Directeur général de SNCF Immobilier, ou son représentant,

Les partenaires précités se donnent pour objectif de construire un projet partagé d'aménagement du plateau Saint-Charles et de son accessibilité sur le long-terme, selon plusieurs échéances, dont :

- L'échéance de la Coupe du monde de rugby de 2023 et des JOP de 2024,
- Les premières mises en œuvre de l'opération urbaine « Quartiers Libres » portés par la Métropole Aix Marseille Provence,
- L'échéancier proposé par le Conseil d'Orientations pour les Infrastructures (COI) concernant le volet du projet LNPCA qui intéresse la Métropole marseillaise.

Cette collaboration doit permettre la déclinaison d'une cohérence urbaine et programmatique du plan guide des 140 hectares et du plan d'aménagement des 7 hectares portés par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'échelle du secteur du plateau Saint-Charles. L'aménagement du site ferroviaire de Marseille Saint-Charles nécessite de mener une réflexion commune sur trois thèmes principaux identifiés par les partenaires :

1. La mise en valeur du quartier de la gare :
 - Le dialogue de la gare recomposée avec son quartier, notamment au moyen des espaces publics (gare à 360°)
 - La mutation foncière et l'insertion urbaine
 - La programmation urbaine (valorisation et services)
2. L'accessibilité tous modes de la gare à l'échelle métropolitaine et du quartier de la gare restructuré et l'intermodalité à l'échelle locale, dont :
 - La station du métropolitain

- Les TC de type TCSP, les bus avec leurs interfaces et la gare routière
- L'accessibilité VP et le stationnement
- L'accessibilité mobilité douce (cheminements piétons, cycles, stationnement, ...)
- Les autres modes et fonctions de gare, notamment les taxis, véhicules en libres services, dépose-minute

3. Le doublet gare existante-gare/souterraine en plusieurs phases d'aménagement et d'exploitation ainsi que le développement des services aux voyageurs lors des différentes phases de déploiement.

Chacun de ces thèmes se nourrit des données programmatiques et fonctionnelles des autres. Ces éléments seront susceptibles de nourrir les étapes de concertation publique afin de contextualiser le projet de la LNPCA. L'objectif partagé est d'offrir aux voyageurs et plus généralement aux habitants de la métropole, un pôle de transport multimodal moderne, accessible, performant et rayonnant, tout autant qu'aux résidents de proximité, une qualité de vie dans un quartier de gare accueillant et attractif.

En tant que maître d'ouvrage urbain, la Métropole Aix-Marseille-Provence aura un rôle prépondérant dans la démarche de gouvernance du projet. Il lui appartiendra ainsi de veiller à la mise en cohérence des études et programmations urbaines, et in fine, des documents d'urbanisme impactant le secteur d'études (PLUI, PDU, AVAP...).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de la convention partenariale relative à l'aménagement du plateau de la Gare Saint-Charles à 360 ° dans le cadre du projet urbain « Quartiers libres » d'Aix-Marseille-Provence Métropole ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet relatif à l'aménagement du plateau de la Gare Saint-Charles à 360° dans le cadre du projet urbain « Quartiers Libres » vise le développement et la valorisation d'un pôle métropolitain, tout en préservant et améliorant la qualité de vie dans ces quartiers, la qualité environnementale du site et la connexion de ce secteur au reste de la ville ;
- Qu'il convient d'encourager et poursuivre les initiatives partenariales entre les parties prenantes institutionnelles de ce projet urbain ;
- Que la bonne réalisation de cette opération urbaine partenariale est centrale, à la fois pour le projet « Quartiers Libres », que pour la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que des partenaires signataires de la convention ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la convention partenariale relative à l'aménagement du plateau de la Gare Saint-Charles à 360 ° dans le cadre du projet urbain Quartiers libres d'Aix-Marseille-Provence Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 023-683/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise AGAM pour l'année 2020, relative à l'attribution d'une subvention**

Avis du Conseil de Territoire DPAUCV 19/18047/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoires et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général.

Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux,
- la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressant directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées.

Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville de Marseille, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2020 une aide de 4013 000€ à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement.

Une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à

la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée couvre l'année 2020, mais sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention proposée par douzième avant le 31 décembre 2020 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole,

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général.

Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux,

-la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressant directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées.

Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville de Marseille, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général.

Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux,
- la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence

Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressant directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées.

Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville de Marseille, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2020 une aide de 4013 000€ à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement.

Une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée couvre l'année 2020, mais sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention proposée par douzième avant le 31 décembre 2020 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole,

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2020, relative à l'attribution d'une subvention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 024-684/19/CT

■ CT1 - Accord sur les projets de Périmètres des abords des monuments historiques Communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18064/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites des territoires et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La protection au titre des abords des immeubles classés ou inscrits monuments historiques s'applique actuellement à l'intérieur d'un cercle de 500 mètres de rayon centré sur les monuments concernés. L'Architecte des Bâtiments de France doit être saisi pour avis sur toutes les autorisations d'urbanisme déposées dans ce périmètre.

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Création, l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords des monuments historiques.

A ce titre, elle prévoit que les immeubles qui forment, avec un monument historique, un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou sa mise en valeur, sont protégés au titre des abords.

Ainsi, la protection au titre des abords s'applique aux immeubles situés dans un périmètre dit « délimité » c'est-à-dire un périmètre adapté aux enjeux spécifiques de chaque monument historique.

A défaut de périmètre délimité, la protection applicable à l'intérieur du cercle des 500 mètres ci avant évoquée demeure.

L'Article L621-31 du code du Patrimoine prévoit que le périmètre délimité des abords est créé par décision du Préfet, sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France, et après enquête publique.

Dès lors, en 2016, la Direction Régionale des Affaires Culturelles et l'Unité de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône sous la responsabilité de l'architecte des Bâtiments de France, ont engagé une étude en vue de proposer des périmètres délimités des abords (PDA) autour de certains monuments historiques situés au sein du Territoire Marseille Provence.

Cette étude a porté sur neuf monuments historiques situés :

Sur la Commune d'Allauch : Campagne Vallombert et Château Fontvieille

Sur la Commune de Marignane : l'Ancienne Chapelle Saint-Nicolas

Sur la Commune de Marseille : Oppidum de Verduron, Oppidum des Baou à Saint-Marcel, Château de la Reynarde, Château Régis, et Château de la Buzine

Sur la Commune de Septèmes-les-Vallons : Oppidum des Mayans

Conformément à l'article R621-93 du code du Patrimoine, et par courrier du 5 septembre 2017, Monsieur le Préfet a sollicité la Métropole pour avis en lui soumettant un dossier présentant et justifiant les propositions des périmètres délimités.

Par délibération URB 045-4203/18/CM, du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a émis un avis favorable sur les projets de périmètres des abords après consultations des communes concernées.

Dans ce cadre, elle précise que les périmètres des abords proposés sont cohérents avec les tissus urbains existants, la topographie du territoire et prennent mieux en compte le parcellaire. Ils contribuent ainsi à plus de cohérence dans l'application du droit des sols lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Bien que la procédure de création de ces périmètres relève de la compétence de l'Etat, le Code du Patrimoine prévoit que lorsque le projet de PDA est instruit concomitamment à l'élaboration d'un PLU, l'autorité compétente en la matière diligente une enquête publique unique.

Aussi, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, elle élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

A ce titre, elle poursuit depuis 2016, l'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence.

La Métropole a en conséquence organisé une enquête publique unique portant à la fois sur :

- Le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les propositions de Périmètres Délimités des Abords (PDA) de monuments historiques, situés sur les communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons portés par le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France.

Par arrêté 18/026/CT en date du 8 novembre 2018, la Métropole a procédé à l'ouverture de cette enquête publique unique qui s'est déroulée durant 50 jours consécutifs, du lundi 14 janvier 2019 à 9h00 au lundi 4 mars 2019 à 17h00.

La commission d'enquête a remis, le 13 mai 2019, un rapport unique pour les deux dossiers soumis à enquête publique unique (PDA et PLUi).

Elle a consigné ses conclusions motivées dans deux documents distincts, pour chacun des objets de l'enquête publique unique.

Elle a émis un avis favorable, à l'unanimité de ses membres, au projet de périmètres délimités des abords.

Les services de l'Etat n'ont donc apporté aucune modification au projet de périmètres délimités des abords. Néanmoins, conformément à l'article R621-93, la Métropole Aix-Marseille Provence est appelée à donner son accord sur ces périmètres.

Elle a donc été saisie en ce sens par Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, par courrier du 29 septembre 2019.

Il convient donc que la Métropole exprime son accord sur les projets des périmètres délimités des abords.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les périmètres adaptés de protection des abords des monuments historiques proposés par le préfet permettent de protéger les immeubles qui forment avec les monuments historiques concernés un ensemble cohérent et les immeubles qui

sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur ;

- Que les périmètres PDA ont été soumis à enquête publique unique portant à la fois sur les périmètres des PDA et de l'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence
- Que la commission d'enquête a émis un avis favorable sur le dossier PDA soumis à enquête
- Que la Métropole doit donner son accord suite à la saisine du Préfet en date du 26 septembre 2019
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'accord sur les projets de périmètres des abords des monuments historiques Communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 025-685/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site de Sainte Marguerite - Village de santé à Marseille 9ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18170/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site de Sainte-Marguerite – Village Santé à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer un village santé sur le territoire de la Ville de Marseille qui regrouperait sur un site unique des activités de recherche, d'incubation et d'accélération de start-ups de la santé et des biotechs pour créer un terreau fertile à l'innovation.

La filière santé constitue en effet le premier employeur de la Métropole. Sur son territoire, seul le technopôle de Luminy est dédié à la santé mais il est aujourd'hui complet ce qui limite les capacités de développement et l'installation de nouvelles structures. On constate une forte demande des entreprises de santé pour travailler en étroite partenariat avec les centres de recherche académiques et cliniques et avec une proximité géographique qui facilite la mise en réseau des acteurs et favorise la circulation des connaissances.

Par ailleurs, pour répondre aux enjeux de modernisation de ses différents sites hospitaliers, l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (APHM) s'est engagée dans un processus de valorisation de son patrimoine permettant de contribuer à son redressement financier en partenariat avec l'Etat.

Le site de Sainte Marguerite-village de santé à Marseille 9^{ème} arrondissement présente un potentiel pour permettre la création de ce village de santé à forte ambition et à vocation internationale.

Une étude de positionnement économique est lancée pour préciser les objectifs de la Métropole.

Dès lors la Métropole a souhaité en accord avec l'APHM par délibération du 16 mai 2019 acter de sa volonté de procéder à l'acquisition du site et a lancé dans la foulée plusieurs analyses pour évaluer plus précisément les montants prévisionnels inhérents à l'acquisition, au portage, et aux divers aménagements nécessaires (études, démolitions, restructurations, desserte et parking).

La réalisation de cette opération ambitieuse nécessite un investissement financier global conséquent et implique de concentrer l'effort financier de la Métropole sur des dépenses relatives au financement des études, des travaux VRD et des aménagements urbains, des travaux sur les bâtiments à conserver.

Ainsi, par délibération concomitante, la Métropole doit approuver l'affectation et la création d'une opération d'investissement « Sainte Marguerite Village santé » pour un montant de 5 000 000 € TTC (cinq millions d'euros).

Dans ce contexte, la Métropole a sollicité l'intervention de l'Etablissement Public Foncier PACA pour poursuivre et finaliser les négociations entamées avec l'Assistance Publiques Hôpitaux de Marseille et in fine acquérir :

- Une partie des bâtiments historiques de l'hôpital Sainte Marguerite représentant environ 22 500 m² de surface de plancher à dissocier des bâtiments qui seront conservés par l'APHM et à réaménager pour répondre aux besoins des entreprises qui s'y installeront.

- Des emprises actuellement occupées par des locaux techniques et un centre de pédo-psychiatrie, à libérer pour dégager un potentiel constructible de 9 000 à 10 000 m² de surfaces de plancher.

- Les terrains permettant de réaliser une nouvelle voie publique entre le Bd de Ste Marguerite et l'Avenue Viton.

- Les terrains situés à l'est du bâtiment historique, d'une superficie de 7 600 m² de foncier sur lesquels sont implantés des équipements ainsi qu'un bâtiment à usage de bureaux de 1 400 m² de surface de plancher (Pavillon 09) sur lesquels pourrait être aménagé un parking en silo.

- Potentiellement l'internat en fonction du projet et des besoins de relocalisation.

Compte-tenu de ces éléments, La Métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) ont ainsi convenu de s'associer pour conduire une mission spécifique de maîtrise foncière et de portage des biens susvisés compris dans le site Sainte Marguerite Village santé à Marseille, 9^{ème} arrondissement dans le cadre d'une convention en phase impulsion-réalisation.

La présente convention a pour objectif de définir aussi bien sur le plan technique que financier le partenariat entre la commune de Marseille, la Métropole AMP et l'EPF PACA.

Ainsi, en terme de principaux engagements précisés dans la convention ci-annexée, la Métropole sera en garantie de rachat, l'EPF PACA mènera les démarches nécessaires à l'acquisition et au portage et la Ville sera associée au pilotage de la convention.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à 17 000 000 € (dix-sept millions d'euros) au total dont un premier engagement de 7 000 000 € (sept millions d'euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération URB 011-5873/19/BM du 16 mai 2019 approuvant le principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille de bâtiments et d'emprises foncières

pour l'accueil d'activités liées au développement de la filière santé ;

- La Délibération du 19 décembre 2019 approuvant la création et l'affectation de l'opération « Sainte Marguerite- Village santé » pour un montant de 5 000 000[€] TTC L
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risque ;
- La convention d'intervention foncière ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site de Sainte Marguerite – Village de santé à Marseille 9^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'APHM s'est engagée dans un processus de valorisation de son patrimoine ;
- Que le site de l'Hôpital Sainte Marguerite présente un potentiel d'accueil pour développer la filière des activités de recherche, d'incubation et d'accélération de start-ups de la santé et des biotechs.
- Qu'il y a lieu de solliciter l'intervention de l'EPF PACA pour s'assurer de la maîtrise foncière du site

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la Convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur – Village de santé à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 026-686/19/CT

■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une partie de la rue Guichard - Quartier Saint Mauront à Marseille - 3ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DAEP 19/17655/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'opération de rénovation urbaine de Saint Mauront vise à insérer le quartier dans la dynamique du Grand Centre-Ville par l'amélioration de l'habitat social, la réhabilitation ou construction d'équipements destinés à accroître les services aux habitants et la création de voies nouvelles pour faciliter l'accessibilité du quartier.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre (R.H.I.) Saint Mauront-Gaillard, au bénéfice de la SOLEAM, ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 11 juillet 2017, suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 septembre au 19 octobre 2016; ces travaux nécessitent le déclassement d'une partie de la rue Guichard, à partir de la rue Félix Piat.

La R.H.I. Saint Mauront-Gaillard prévoit un programme de 38 logements, avec terrasses privatives et jardins résidentiels, entre la rue Guichard, vouée à disparaître partiellement, la rue Gaillard qui sera élargie et la rue Félix Pyat.

L'élargissement de la rue Gaillard, parallèle à la rue Guichard, compensera la suppression partielle de la rue Guichard.

Un cheminement piéton, constitué d'escalier en pas d'âne, sera créé entre le n°70 de la rue Félix Pyat et le lavoir situé dans la partie conservée de la rue Guichard. Une placette sera aménagée autour du lavoir.

La R.H.I. comprend également l'aménagement d'un nouvel accès à l'école élémentaire municipale Félix Pyat. Situé en retrait de la voie principale, l'entrée de l'école sera agrémentée par une placette.

Le bâti situé autour de la portion à déclasser ayant été démoli, la rue Guichard, pour sa partie basse n'assure plus aucune desserte.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain l'emprise désaffectée de la rue rue Guichard qui n'est plus accessible à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 586 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint et répartie comme suit :

- 37 m² environ, teinté en vert sur le plan, à céder à la Ville de Marseille (futur accès à l'école)
- 549 m² environ, teinté en orange, à céder à la SOLEAM

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le projet de Rénovation Urbaine de Saint Mauront ;
- L'utilité publique de l'opération d'aménagement Saint Mauront-Gaillard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion de la rue Guichard pour une superficie de 586 m² environ dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 027-687/19/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux au concessionnaire la Société ENSUA de parcelles de terrain situées dans la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17864/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux de parcelles de terrain situées dans la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne au concessionnaire la Société ENSUA » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° ECO 2/634 du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté Marseille Provence a approuvé le lancement d'une procédure de consultation en vue d'attribuer une concession d'aménagement à vocation économique sur le secteur des Aiguilles, suivant la procédure de ZAC et dont la quasi-totalité de son périmètre est située sur la commune d'Ensues-la-Redonne.

Par délibération n° DEV 001-500 du 8 juillet 2011, le Conseil de Communauté Marseille Provence a approuvé l'attribution de la concession d'aménagement pour la réalisation de cette ZAC à vocation de parc logistique, au concessionnaire BARJANE et à sa société dédiée ENSUA.

Un contrat de concession d'aménagement a été notifié le 12 septembre 2011 au concessionnaire BARJANE/ENSUA. Par ce contrat, le concessionnaire est chargé de réaliser un parc immobilier à vocation de logistique, d'activités et de services. Il assure le financement, la conception, la construction, l'entretien, et la gestion de ce parc logistique.

Le programme prévisionnel des constructions et des équipements publics a été approuvé dans le dossier de réalisation de la ZAC des Aiguilles, par délibération n° DEV 002-929 du 13 décembre 2013. Le programme prévisionnel des constructions porte sur une surface de plancher de 200 000 m² environ. L'opération et le programme des équipements sont financés par le concessionnaire ENSUA.

Conformément au traité de concession, le concessionnaire a donc mené les études pré-opérationnelles qui ont conduit à l'adaptation des documents de planification et d'urbanisme et aux différentes autorisations administratives, permettant notamment la mise en œuvre des modalités d'acquisition des emprises foncières incluses dans la ZAC, par voie d'expropriation. Au terme d'une longue procédure liée à l'expropriation d'une partie des terrains, les jugements fixant le montant des indemnités d'expropriation ont été prononcés au cours du troisième trimestre 2019.

Dans ce contexte et aux fins de permettre au concessionnaire ENSUA de poursuivre l'opération d'aménagement du parc des Aiguilles et notamment d'établir les études de pollution et le plan de gestion à l'échelle de la ZAC, il est proposé, conformément à l'article 10.1 du contrat, que la Métropole cède au concessionnaire les terrains dont elle est propriétaire sur le domaine privé pour une superficie totale de 275 450 m².

Sur la base du programme d'aménagement et de construction envisagé par le concessionnaire, un programme de travaux de dépollution sera réalisé, une quote-part du coût de ces dépollutions sera prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence,

conformément aux dispositions du contrat de concession d'aménagement et de son article 10.3. Ces dispositions financières feront l'objet d'une approbation par un avenant au contrat de concession d'aménagement.

Le prix de cession conformément à l'article 10.1 du contrat de concession confirmé par l'avis de France Domaine, est de 10,5 euros/m².

La société ENSUA a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente et en ce compris le montant de la TVA le cas échéant applicable ;
- le remboursement de taxe foncière ;

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Cession à titre onéreux de parcelles de terrain situées dans la ZAC des Aiguilles à

Ensuès-la-Redonne au concessionnaire la Société ENSUA ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que de nombreuses procédures administratives et autorisations ont été engagées et menées par le concessionnaire ENSUA depuis plusieurs années dont la procédure d'expropriation des terrains ;
- Que les terrains propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés dans le périmètre de la ZAC permettront au concessionnaire ENSUA de poursuivre l'opération d'aménagement du parc des Aiguilles ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Cession à titre onéreux de parcelles de terrain situées dans la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne au concessionnaire la Société ENSUA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 028-688/19/CT

■ CT1 - Cession à titre gratuit de la parcelle de terrain cadastrée AT 86 sise à Châteauneuf-les-Martigues, au bénéfice du Conservatoire du littoral

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17876/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel,

l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre gratuit de la parcelle de terrain cadastrée AT 86 sise à Châteauneuf-les-Martigues au bénéfice du Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La réalisation de la zone d'aménagement concerté à vocation économique des Florides, sur le territoire de la commune de Marignane, approuvée par délibérations successives URB 19/274/CC du 30 mars 2006, URB 12/867/CC du 9 octobre 2006 et DEV 009-911/08/CC du 19 décembre 2008 a donné lieu à des mesures compensatoires, liées à la destruction d'espèces végétales protégées et de zones humides, prescrites par deux arrêtés préfectoraux du préfet des Bouches-du-Rhône en date du 3 août 2009 et 15 octobre 2009.

Par délibérations DEV 003-1151/08/CC du 26 mars 2009 et DEV 001-2148/10/CC du 28 juin 2010, le principe et la mise en œuvre des mesures compensatoires ont été approuvés par le Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Ces mesures ont pris la forme d'acquisition de terrains, dont l'habitat était propice à la présence et à l'implantation desdites espèces, afin de les céder à titre gratuit au Conservatoire du littoral.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique agricole le dispositif foncier mis en place en partenariat avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) a conduit à la conclusion d'une convention d'intervention foncière (CIF) métropolitaine approuvée par délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 et puis d'une convention d'aménagement rural (CAR) dont l'avenant n° 2, approuvé par délibération VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018, a prorogé pour une nouvelle durée de trois ans la durée de validité de la CAR.

En vertu de ce dispositif la SAFER, à la demande de la Communauté Urbaine, a acquis par voie de préemption une parcelle sise à Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 6 008 m² cadastrée sous le n° 86 de la section AT, située en zone

agricole et au sein du périmètre autorisé du Conservatoire du littoral.

Par délibération DEV 005 – 372/14/BC du 9 octobre 2014, le Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé l'acquisition, auprès de la SAFER, de cette parcelle, en vue de sa mise à disposition au profit de Monsieur Michel TURC, viticulteur riverain et de sa cession à titre gratuit au Conservatoire du littoral, comme prévu par la convention tripartite approuvée par délibération DEV 001-2848/10/CC du 28 juin 2010, qui liait la Communauté Urbaine au Syndicat intercommunal du Bolmon et du Jaï (SIBOJAI) et au Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides.

Or, le viticulteur pressenti, en son temps, n'entend plus donner suite à ce projet compte-tenu de son âge et de l'absence de reprise familiale.

L'appel à candidature lancé par la SAFER a permis d'identifier deux nouveaux porteurs de projets.

Lors de la réunion du Comité de pilotage du 24 janvier 2019, instance qui définit les orientations stratégiques et procède aux arbitrages nécessaires, le projet de Monsieur Thibaud BEYSSON, arboriculteur, a recueilli l'assentiment général et a été validé par les élus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Les délibérations URB 19/274/CC du 30 mars 2006, URB 12/867/CC du 9 octobre 2006 et DEV 009-911/08/CC du 19 décembre 2008 approuvant la réalisation de la zone d'aménagement concerté à vocation économique des Florides sur le territoire de la commune de Marignane ;
- L'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 3 août 2009 prescrivant des mesures compensatoires liées à la destruction d'espèces végétales protégées ;
- L'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 15 octobre 2009 prescrivant des mesures compensatoires concernant la destruction des zones humides ;
- La délibération DEV 001-2148 du 21 juin 2010 approuvant la convention conclue entre le Conservatoire du littoral, le SIBOJAI et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DEV 005-372/14/BC du 9 octobre 2014 approuvant l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès de la SAFER à Châteauneuf-les-Martigues pour la ZAC des Florides ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC)
- La délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 approuvant la convention d'intervention foncière métropolitaine ;
- La délibération VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2016 approuvant l'avenant n° 2 prorogeant pour une nouvelle durée de trois ans la durée de validité de la convention d'aménagement rural conclue avec la SAFER ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « La cession à titre gratuit de la parcelle de terrain cadastrée AT 86 sise à Châteauneuf-les-Martigues, au bénéfice du Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Floride »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réalisation de la ZAC des Florides a donné lieu à des mesures compensatoires,

liées à la destructions d'espèces végétales protégées et de zones humides prescrites par deux arrêtés préfectoraux ;

- Que la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé le principe de la mise en œuvre de ces mesures compensatoires par délibérations du 26 mars 2009 et du 28 juin 2010 ;
- Qu'il y a lieu de céder à titre gratuit au Conservatoire du littoral la parcelle cadastrée sous le n° 86 de la section AT de la commune de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 6 008 m² ;
- Que les conditions d'occupation du bien ont été modifiées.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre gratuit de la parcelle de terrain cadastrée AT 86 sise à Châteauneuf-les-Martigues, au bénéfice du Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 029-689/19/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique à la SCI La Barjolaise d'une partie de la parcelle BV 14 sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17905/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à

compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle BV 0014 sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues et nécessaire à l'aménagement d'une voie verte » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement d'une voie verte le long du boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues. Ce projet, pour être mené à bien, requiert l'acquisition d'une bande de terrain qui empiète sur plusieurs parcelles dont 67m² environ qui sont à détacher de la parcelle cadastrée BV 0014 propriété de la SCI LA BARJOLAISE.

La SCI LA BARJOLAISE et la Métropole Aix-Marseille-Provence sont convenues d'un accord et le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière.

Celle-ci se réalise moyennant un euro symbolique et la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à reconstruire à l'identique les clôtures existantes au nouvel alignement.

Le protocole met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, ainsi que le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

A la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est entendu que la SCI LA BARJOLAISE mettrait à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'emprise nécessaire de façon anticipée au transfert de propriété.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de réaliser cette acquisition foncière au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'aménagement d'une voie verte le long du boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle BV 0014 sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues et nécessaire à l'aménagement d'une voie verte.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 030-690/19/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras à Marseille 2ème arrondissement Avis du conseil de territoire DUFSV 19/17899/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur « l'Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras d'une emprise foncière sise rue du Terras à Marseille 2ème arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une emprise foncière de 235 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 808 C n°37, sise rue du Terras à Marseille dans le 2^{ème} arrondissement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras, représenté par le Cabinet Steyer et Doriat en sa qualité de syndic.

En effet, la partie de parcelle précitée n'a pas vocation à rester dans le domaine privé : déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, elle constitue une partie de l'assiette foncière du trottoir de la rue du Terras ayant vocation à être intégrée dans le domaine public routier métropolitain.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, le syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras, représenté par le Cabinet Steyer et Doriat, accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'emprise foncière de 235 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 808 C n°37 identifiée ci-dessus.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Tous les frais et honoraires liés à l'acquisition et le remboursement de la taxe foncière sont à la charge de la Métropole.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras d'une emprise foncière sise rue du Terras à Marseille 2^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras d'une emprise foncière sise rue du Terras à Marseille 2^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras d'une emprise foncière sise rue du Terras à Marseille 2^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 031-692/19/CT

■ CT1 - Cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'un terrain dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Saumaty Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17967/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur

examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'un terrain nu à bâtir dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Saumaty Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du Conseil Municipal du 8 novembre 1988, la Ville de Marseille a confié l'aménagement de la ZAC de Saumaty Séon à la SOLEAM dans le cadre de la convention de concession n° 89/017.

En application de l'article L5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, 18 opérations d'aménagement de la Ville de Marseille dont la ZAC de Saumaty Séon ont été transférées à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016.

Dans ce cadre, la SOLEAM est propriétaire de divers terrains dans le périmètre de la ZAC de Saumaty Séon dont elle a reçu pour mission de les aménager et de les équiper en vue de leur cession à divers utilisateurs conformément au cahier des charges de cession des terrains.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de deux terrains cadastrés Section 911 H numéros 135 et 136 d'une superficie totale de 1 132 m2 environ, sis chemin de Saint Henri à Marseille 16^{ème} arrondissement dans le périmètre de la ZAC Saumaty Séon, par suite d'un transfert de propriété par la Ville de Marseille au titre de ses compétences transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces biens appartiennent au domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'il n'est ni affecté à l'usage direct du public ni à l'exercice d'une mission de service public. Il a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence par la Ville de Marseille par un acte authentique en date du 2 septembre 2019, après réduction de l'assiette foncière d'un bail à construction entre la Ville de Marseille et LOGIREM.

Les terrains en cause sont destinés à être commercialisés par la SOLEAM auprès d'un opérateur pour la construction d'un programme mixte de logements collectifs en accession sociale pour une surface de plancher de 1 580 m2 environ et de commerces et services pour une surface de plancher de 550m² environ.

Par un avis n° 2015-216V2006 du 3 août 2015, en cours d'actualisation, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ces terrains à 256 000 euros.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement et de son avenant n°18 en date du 28 avril 2016 ayant pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant, le protocole foncier objet des présentes a pour objet la cession sous la forme d'un apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM des terrains nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas rendu son avis.

Tous les frais, droits, honoraires et le remboursement de la taxe foncière sont à la charge de la SOLEAM.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'un terrain nu à bâtir dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'un terrain nu à bâtir dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'un terrain nu à bâtir dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 032-693/19/CT

■ **CT1 - Cession à l'euro symbolique à la Ville de Marseille d'une emprise foncière dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17979/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à l'euro symbolique au profit de la Ville de Marseille d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement, ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 11 juillet 2017. Ils portent notamment sur l'aménagement de l'îlot situé entre les rues Félix Pyat, Guichard et Gaillard, la réorganisation du schéma circulaire, la démolition du bâti dégradé et la réalisation de nouveaux logements sociaux.

Dans ce cadre, une partie de la rue Guichard n'a plus vocation à assurer ses fonctions de desserte et

de circulation publique. Sa suppression partielle étant compensée par l'élargissement de la rue Gaillard et la création d'un cheminement piéton en escaliers en pas d'âne.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'assiette foncière de la rue Guichard. Ce bien appartenait au domaine public routier métropolitain et le déclassement du domaine public d'une partie de ladite voie représentant une superficie de 586 m² environ est approuvé par une délibération concomitante du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019.

La Ville de Marseille s'est portée acquéreur d'une partie de l'emprise foncière ainsi déclassée du domaine public d'une superficie de 37 m² environ afin de réaliser le parvis d'accès à l'école municipale Félix Pyat à l'euro symbolique.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas rendu son avis.

L'ensemble des frais, droits et honoraires liés à la vente sont à la charge de la ville de Marseille

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Cession à l'euro symbolique au profit de la Ville de Marseille d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la cession à l'euro symbolique au profit de la Ville de Marseille d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à l'euro symbolique au profit de la Ville de Marseille d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 033-697/19/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux d'un foncier au profit de l'Etablissement Public Euroméditerranée situé 14 rue Allar à Marseille 15ème arrondissement nécessaire à l'aménagement de l'opération Les Fabriques de la Zac Littorale**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17994/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération cession à titre onéreux d'un foncier au profit de l'Etablissement Public Euroméditerranée situé 14 rue Allar à Marseille 15ème arrondissement, nécessaire à l'aménagement de l'opération Les Fabriques de la Zac Littorale satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par arrêté du 27 février 2017, Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, a déclaré d'utilité publique sur le territoire de la commune de Marseille et au bénéfice de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée les travaux d'aménagement nécessaires à la réalisation de la Zac Littorale et autorisant le maître d'ouvrage à procéder à l'acquisition, notamment par voie d'expropriation, des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération considérée.

En parallèle à cette DUP les négociations amiables sont menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de la Zac Littorale et en particulier pour l'aménagement de l'ilot XXL doit maîtriser un immeuble consistant en un terrain plat, clôturé, revêtu, avec réseaux, supportant un bâtiment élevé sur rez-de-chaussée, actuellement affecté à usage de bureaux, situé rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, cadastré 901 K 0046 pour une contenance de 29 319 m².

Ce bien appartient au domaine privé de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Aujourd'hui, ce terrain est occupé via deux baux par la Société ARNAL qui a une activité de réparation de containers et de garde meuble sur site.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, de la parcelle bâtie désignée ci-dessus d'une superficie de 29 319 m².

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 3 800 000 euros et a fixé une indemnité de remploi de 190 000 euros.

L'établissement Public d'Aménagement d'Aménagement Euroméditerranée a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;

- Le projet d'acte ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux d'une foncier au profit de l'Etablissement Public Euroméditerranée situé 14 rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à l'aménagement de l'opération Les Fabriques de la Zac Littorale.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession d'un terrain bâti d'une superficie de 29 319 m² situé sur Allard à Marseille 15^{ème} arrondissement, permettra à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de réaliser l'opération d'aménagement de l'opération les Fabriques de la ZAC Littorale ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux d'un foncier au profit de l'Etablissement Public Euroméditerranée situé 14 rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à l'aménagement de l'opération Les Fabriques de la Zac Littorale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 034-695/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès du syndicat des copropriétaires du Hameau de Val de Gray à Marseille 13^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17996/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès du syndicat des copropriétaires du « Hameau de Val de Gray » à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du PAE les Parankes / La Claire – Réalisation de la voie U372 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du développement urbain du 13^{ème} arrondissement de Marseille, le projet de voirie porte sur la desserte d'un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) relatif au secteur des PARANQUES / CLAIRE situé à l'Ouest de Plan-de-Cuques entre le boulevard Baral et l'avenue Dalbret. Le PAE vise à mettre en œuvre un programme d'habitats, regroupant au total environ 600 logements.

L'urbanisation de ce secteur nécessite au préalable la construction d'une voie de desserte inter (la « U372 » et la « U378 ») et l'aménagement du réseau viaire existant (élargissement du chemin de la Grave notamment) en vue de créer une liaison avec le réseau routier existant. La réalisation de cette voie et la mise en œuvre des réseaux (assainissement, eau potable, eaux pluviales...) sont un pré requis à la réalisation des différents programmes envisagés sur le secteur.

Ce programme d'aménagement comprend deux opérations qui seront échelonnées dans le temps :

- Opération n° 1 : réalisation de la « U372 » et de la liaison « U372 » / Chemin de la Grave ;

- Opération n° 2 : élargissement du chemin de la Grave et réalisation pour partie de la « U378 ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé une procédure d'expropriation et parallèlement à cette procédure elle continue à mener les négociations amiables.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès du syndicat des copropriétaires du Hameau du Val de Gray, représentée par Madame MARCHICA (syndic IPF IMMO) d'une emprise de terrain non bâtie de 132,5 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 0202, située boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes arrêté à 6 625 euros et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire au bornage ;
- Le remboursement de taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès du syndicat des copropriétaires du « Hameau de Val de Gray » à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du PAE les Parantes / La Claire – Réalisation de la voie U372 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires du « Hameau de Val de Gray » de cette emprise de terrain d'une superficie de 132,5 m² à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 0202 permettra dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) dans le secteur des Parantes/La Claire, la réalisation de la voie U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès du syndicat des copropriétaires du « Hameau de Val de Gray » à Marseille 13^{ème} arrondissement dans le cadre du PAE les Parantes / La Claire – Réalisation de la voie U372.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 035-699/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Promotion Résidentiel d'une parcelle de terrain située traverse de la Seigneurie à Marseille 8ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17998/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC PROMOTION RESIDENTIEL SAV d'une parcelle de terrain située traverse de la Seigneurie à Marseille 8^{ème} arrondissement pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n°2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'une emprise de terrain déjà aménagée comme de la voie publique

réservée au PLU de la ville de Marseille n° ER 09-164 pour élargissement de voie, cadastrée 846 C 242 d'une contenance de 192 m² environ, sise traverse de la Seigneurie à Marseille 8^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes arrêté à 1 euro symbolique sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant prévu pour l'acquisition, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- Le remboursement de taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC PROMOTION RESIDENTIEL SAV d'une parcelle de terrain située traverse de la Seigneurie à Marseille 8^{ème} arrondissement pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SNC PROMOTION RESIDENTIEL d'une parcelle de terrain déjà aménagée comme de la voie, de 192 m² environ cadastrée 846 C 0242 située traverse de la seigneurie à Marseille 8^{ème} arrondissement permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Promotion Résidentiel d'une parcelle de terrain située traverse de la Seigneurie à Marseille 8^{ème} arrondissement pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 036-696/19/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Bouygues Immobilier de parcelles de terrain situées avenue Maurice Chevalance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17999/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur

examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société BOUYGUES IMMOBILIER de parcelles de terrain situées avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n°215-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre, de la prise en gestion de l'avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'emprises de terrain la constituant.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SAS BOUYGUES IMMOBILIER, représentée par Monsieur Rémy COURTES, Directeur d'agence Région Arc Méditerranée) des parcelles de terrain non bâties de 540 m² environ cadastrée 905 D0092, 535 m² environ cadastrée 905 D0101, 358 m² environ cadastrée 905 D 0085 et 840 m² environ

cadastrée 905 D 0088 situées avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes arrêté à 1 euro symbolique et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- Le remboursement de taxe foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la

société BOUYGUES IMMOBILIER de parcelles de terrain situées avenue Maurice Chevalance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SA BOUYGUES IMMOBILIER des parcelles de terrain non bâties de 540 m² environ cadastrée 905 D0092, 535 m² environ cadastrée 905 D0101, 358 m² environ cadastrée 905 D 0085 et 840 m² environ cadastrée 905 D 0088 situées avenue Maurice Chevalance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement permettra l'intégration dans le domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'avenue Maurice Chevalance Bertin.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Bouygues Immobilier de parcelles de terrain situées avenue Maurice Chevalance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 037-698/19/CT

■ **CT1 - Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles situées rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18000/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de

délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15^{ème}, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC LITTORALE » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Eco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'Extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale nouvellement créée (l'îlot XXL).

La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000m² de SDP (le projet) porteuse d'une forte ambition en matière de développement durable et de qualité de vie, et d'engager une première phase opérationnelle significative à l'horizon 2017-2018.

Pour ce faire, EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner ensemble des candidats.

Par courrier en date du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues

Immobilier/Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'Eco Quartier méditerranéen, sur le périmètre reproductible dans la métropole marseillaise ;
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des puces sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants ;
- Mener, sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants ;
- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux ;
- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000m² de surface plancher.

Le foncier objet de la présente cession fait partie du tènement en passe de remembrement dit îlot phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon qui devrait accueillir une programmation de 48 000m² SDP.

Il s'agit des emprises nommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 (en cours de numérotation au cadastre) avec pour superficies respectives : 175m², 224m², 385m², 25m² et 19m² (voir plan ci-joint) déclassées du Domaine Public par délibération du 24/10/2019.

Cette cession est faite à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et le protocole opérationnel pour la phase 1 (2011-2020).

L'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le projet d'acte ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC LITTORALE ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession desdites parcelles par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'Etablissement Public Euroméditerranée d'engager la phase opérationnelle de l'îlot 4C1 et îlots 5C1, 5C2 et 5C3 ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la Zac Littorale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 038-700/19/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain située 193 boulevard Baille à Marseille 5ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17842/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain située 193 boulevard Baille à Marseille 6^{ème} arrondissement appartenant aux copropriétaires de l'immeuble « le Baille » » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la requalification de la rocade du Jarret dans les 4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a la nécessité d'acquérir une emprise de terrain d'environ 727 m² à détacher de la parcelle 819 A 114 d'une superficie de 5 357 m² située 193 boulevard Baille, appartenant aux copropriétaires de l'immeuble « le Baille ».

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet du présent arrêté à 1 euro HT et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de taxe foncière ;
- les frais d'assemblée générale de la copropriété « Le Baille » validant la cession à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain située 193 boulevard Baille à Marseille 5^{ème} arrondissement.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'acquérir une bande de terrain à détacher de la parcelle 819 A 114 afin de poursuivre la requalification de la rocade du Jarret dans les 4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain située 193 boulevard Baille à Marseille 5^{ème} arrondissement appartenant aux copropriétaires de l'immeuble le Baille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 039-701/19/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain à la Société Neurochlore en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotech IV à Marseille 9^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/18002/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain à la Société NEUROCHLORE en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotech IV à Marseille 9^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le site de Luminy est un site remarquable par son environnement et un pôle d'excellence dans les sciences du vivant qui fédère universités, chercheurs et entreprises de renom international.

La Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière de développement économique, soutient depuis sa création la dynamique entrepreneuriale de la filière santé-biotech sur ce site par la production d'une offre immobilière dédiée, le financement de structures d'accompagnement de la création d'entreprises et les projets de R&D.

En effet, très tôt, la Métropole a misé sur les biotechnologies en développant sur le Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) une offre de locaux dédiés dans le cadre du programme du Village d'entreprises de Luminy Biotech. Un soutien qui a notamment permis de développer, sur 3 500 m² la pépinière spécialisée Grand Luminy et d'accueillir sur 4 500 m² les entreprises Haliodx, Biotech Germande, Modul Bio, Syncrosome.

Aujourd'hui, pour continuer à répondre à la demande et au développement de nouvelles entreprises sur ce site, la Métropole s'est portée acquéreur auprès de l'Etat, en exerçant son droit de priorité, de la parcelle voisine dénommée Luminy Biotech IV cadastrée quartier Redon (851) section M numéro 66 d'une superficie de 17899 m² au prix de 1 000 000 euros.

La société Neurochlore, associés dans l'opération, souhaite construire sur un lot de terrain, un institut de recherche privé à but non lucratif dédié à la maternité et l'émergence de maladies neurologiques et psychiatriques et se sont donc manifestés auprès de la Métropole Aix-Marseille –Provence en vue d'acquérir une emprise de 7 094 m² à détacher de la parcelle cadastrée 851 M 66.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas émis d'observations sur le prix de cession envisagé dans le délai requis de trente jours, étant précisé ici que la Métropole Aix-Marseille-Provence avait proposé la cession sur la base du prix d'acquisition auprès de l'Etat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc proposé la vente au prix de 336 000 euros TTC. Le prix de vente par la Métropole étant identique à son prix d'acquisition, la marge est nulle et, en conséquence, le montant de la TVA est nul.

Ce prix a été arrêté sur la base de CENT EUROS (100 €) par mètre carré de surface de plancher pour un permis de construire autorisant la société Neurochlore, ou toute société qu'elle se substituerait, à édifier une surface de plancher de 3 360 m².

Il est prévue une clause de supplément de prix en cas de réalisation par la société Neurochlore et/ou ses ayants droits successifs d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher supérieure à 3 360 m². En ce cas, la société Neurochlore, ou toute société qu'elle se serait substituée, serait redevable envers la Métropole d'un supplément de prix de cent euros (100 €) par mètre carré de surface de plancher supplémentaire (SDP) au-delà de 3 360 m². Les conditions de cette clause sont détaillées sous l'article 17 du projet de promesse de vente ci-joint.

L'Institut IBEN et la société Neurochlore ont donné leur accord sur les modalités de la présente transaction foncière telles que mentionnées dans le protocole foncier ci-annexé, et notamment sur la prise en charge de tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ainsi que le remboursement de la taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession à la société Neurochlore d'une emprise de terrain non bâtie permettra de soutenir la dynamique scientifique, technologique et entrepreneuriale du Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTEL) à Marseille 9^{ème} arrondissement.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain à la Société NEUROCHLORE en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotechn IV à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 040-702/19/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain à la Société HALIOdX en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotech IV à Marseille 9^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18003/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain à la Société HALIOdX en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotech IV à Marseille 9^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le site de Luminy est un site remarquable par son environnement et un pôle d'excellence dans les sciences du vivant qui fédère universités, chercheurs et entreprises de renom international.

La Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière de développement économique, soutient depuis sa création la dynamique entrepreneuriale de la filière santé-biotech sur ce site par la production d'une offre immobilière dédiée, le financement de structures d'accompagnement de la création d'entreprises et les projets de R&D (recherche et développement).

En effet, très tôt, la Métropole a misé sur les biotechnologies en développant sur le Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) une offre de locaux dédiés dans le

cadre du programme du Village d'entreprises de Luminy Biotech. Un soutien qui a notamment permis de développer, sur 3 500 m² la pépinière spécialisée Grand Luminy et d'accueillir sur 4 500 m² les entreprises Haliodx, Biotech Germane, Modul Bio, Syncrosome.

Aujourd'hui, pour continuer à répondre à la demande et au développement de nouvelles entreprises sur ce site, la Métropole s'est portée acquéreur auprès de l'Etat, en exerçant son droit de priorité, de la parcelle voisine dénommée Luminy Biotech IV cadastrée quartier Redon (851) section M numéro 66 (issue de la division par document d'arpentage à publier à l'acte, de la parcelle cadastrée 851 M 51) d'une superficie de 17899 m² au prix de 1 000 000 euros.

La société Haliodx, société de diagnostic spécialisée en immuno-oncologie, souhaite construire sur un lot de terrain, un nouveau bâtiment lui permettant de répondre au développement de ses activités et à la forte croissance de ses effectifs.

Elle a donc manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, d'une emprise de 10805 m² à détacher de la parcelle 851 M 66.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas émis d'observations sur le prix de cession envisagé dans le délai requis de trente jours, étant précisé ici que la Métropole Aix-Marseille-Provence avait proposé la cession sur la base du prix d'acquisition auprès de l'Etat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc proposé la vente au prix de 664 000 euros. Le prix de vente par la Métropole étant identique à son prix d'acquisition, la marge est nulle et, en conséquence, le montant de la TVA est nul.

Ce prix a été arrêté sur la base de 100 euros par mètre carré de surface plancher pour un permis de construire autorisant la société HALIOdx, ou toute société qu'elle se substituerait, à édifier une surface plancher de 6 640 m²

Il est prévu une clause de supplément de prix en cas de réalisation par la société HALIOdx et/ou ses ayants droits successifs d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher supérieure à 6 640m². En ce cas, la société HALIOdx, ou toute société qu'elle se serait substituée, serait redevable envers la Métropole d'un supplément de 100 euros par mètre carré de surface de plancher supplémentaire (SDP) au-delà de 6 640 m². Les conditions de cette clause sont détaillées sous l'article 17 du projet de promesse de vente ci-joint.

La société HALIOdX a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière telles que mentionnées dans le protocole foncier ci-

annexé, et notamment sur la prise en charge de tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ainsi que le remboursement de la taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La saisine de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession à la société HALIOdX d'une emprise de terrain non bâtie permettra de soutenir la dynamique scientifique, technologique et entrepreneuriale du Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) à Marseille 9^{ème} arrondissement.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain à la Société HALIOdX en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activité sur le site de Luminy Biotech IV à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 041-694/19/CT

■ **CT1 - Cession sous la forme d'un apport foncier à la SOLEAM d'une emprise foncière dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18004/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption du l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du Conseil Municipal du 2 octobre 2006, la Ville de Marseille a confié l'aménagement de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre

Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement à la SOLEAM dans le cadre de la convention de concession n° 06/1405.

En application de l'article L5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, 18 opérations d'aménagement de la Ville de Marseille dont la RHI Saint-Mauront Gaillard ont été transférées à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016.

Les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération de RHI Saint-Mauront Gaillard ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 11 juillet 2017. Ils portent notamment sur l'aménagement de l'îlot situé entre les rues Félix Pyat, Guichard et Gaillard, la réorganisation du schéma circulaire, la démolition du bâti dégradé et la réalisation de nouveaux logements sociaux.

Dans ce cadre, une partie de la rue Guichard n'a plus vocation à assurer ses fonctions de desserte et de circulation publique. Sa suppression partielle étant compensée par l'élargissement de la rue Gaillard et la création d'un cheminement piéton en escaliers en pas d'âne.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'assiette foncière de la rue Guichard. Ce bien appartenait au domaine public routier métropolitain et le déclassement du domaine public d'une partie de ladite voie représentant une superficie de 586m² environ est approuvé par une délibération concomitante du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019.

La SOLEAM s'est portée acquéreur d'une partie de l'emprise foncière ainsi déclassée du domaine public d'une superficie de 549m² environ en vue son aménagement préalablement à sa commercialisation pour la réalisation d'un programme de 38 logements sociaux.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement et de son avenant n° 11 en date du 28 avril 2016 ayant pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant, il est proposé d'approuver la cession sous la forme d'un apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM de ce terrain nécessaire à la réalisation de cette opération d'aménagement.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas rendu son avis.

Tous les frais, droits, honoraires liés à la vente et le remboursement de la taxe foncière sont à la charge de la SOLEAM.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 042-691/19/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau de lots de volume et d'une emprise foncière situées boulevards Mirabeau et Euroméditerranée à Marseille 2ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUSFV 19/18006/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf

urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux au profit de la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE de deux lots de volume et d'une emprise foncière situés boulevards Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la tour Mirabeau à Marseille 2ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Compagnie Maritime d'Affrètement - Compagnie Générale Maritime (CMA-CGM) et la société Bouygues Immobilier vont implanter une tour à usage de bureaux de 85 mètres de hauteur au sein du périmètre Euroméditerranée.

Ce projet vient compléter une série de constructions qui dessine la « skyline » marseillaise dans le quartier d'affaire d'Arenc. La tour CMA-CGM, inaugurée en 2011, a été le premier gratte-ciel marseillais, suivi par la tour « La Marseillaise » en 2018.

La future tour se positionnera sur l'actuel emplacement du siège historique de la compagnie maritime CMA CGM. L'ancien immeuble « Le Mirabeau » sera démoli pour laisser place à la nouvelle tour Mirabeau.

La réalisation de ce projet contribuera à renforcer l'attractivité de Marseille auprès des entreprises nationales et internationales. Construite en front de mer, la tour Mirabeau offrira à ses futurs locataires un cadre unique pour développer leur activité et recruter les meilleurs collaborateurs.

D'une hauteur de 85 mètres (21 500 m2 sur 21 niveaux), elle sera labellisée Breeam avec le niveau « Very good » et Haute Qualité Environnementale.

La conception bioclimatique de l'enveloppe du bâtiment permettra de baisser de 40 % sa consommation énergétique et la connexion à la boucle d'eau de mer "Thassalia" utilisant l'énergie thermique marine réduira de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre. Au sous-sol, sept étages à vocation de parkings offriront un total de 170 places.

La conception architecturale du bâtiment, avec son container en avancée et ses terrasses, ainsi que l'obligation de réaliser une rampe pour les personnes à mobilité réduite, rendue obligatoire en raison des contraintes du Plan de Prévention des Risques Inondation nécessite la cession par la Métropole Aix-

Marseille-Provence d'une emprise foncière occupée par un ancien jardin clos ainsi que de deux lots de volume en surplomb s'étendant légèrement au-delà du jardin.

L'emprise foncière au sol d'une superficie de 90m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 807 D n° 136 et les lots de volumes numérotés 2 et 3 (dont le descriptif est détaillé ci-après) sont issus du domaine public routier métropolitain et ont fait l'objet d'un déclassement dudit domaine public approuvé par délibération du Bureau de la Métropole en date du 24 octobre 2019.

La Direction de l'Immobilier de l'Etat a été saisie régulièrement, l'avis portant sur la valeur vénale des biens cédés est en cours.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole a pour objet d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux au profit de la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE de deux lots

de volume et d'une emprise foncière situés boulevards Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la tour Mirabeau à Marseille 2ème arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la cession à titre onéreux au profit de la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE de deux lots de volume et d'une emprise foncière situés boulevards Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la tour Mirabeau à Marseille 2ème arrondissement;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux au profit de la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE de deux lots de volume et d'une emprise foncière situés boulevards Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la tour Mirabeau à Marseille 2ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 043-703/19/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux à la SCI COPMUT IMMO, d'un ensemble immobilier situé 500 avenue du Pic de Bretagne à Gémenos

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 19/17990/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux à la SCI COPMUT IMMO, d'un ensemble immobilier situé 500 avenue du Pic de Bretagne, à Gémenos » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

A la suite de la fermeture de la Société FRALIB, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est fortement impliquée dans le projet de revitalisation porté par la Société Coopérative Provençale de thé et infusions SCOPTI, au regard de l'enjeu économique et social pour le territoire.

Par acte du 5 septembre 2012, la Communauté Urbaine a donc acquis un ensemble immobilier situé à Gémenos, où est installée la Société SCOPTI, sous bail commercial, à savoir :

- Un bâtiment à usage d'activités, locaux, bureaux et services, édifiés sur la parcelle cadastrée AZ 189, d'une superficie de 16 644m² ;
- Un terrain à usage de parking cadastré AZ 109 et 161 d'une surface de 966 et 1 106m² ;
- Un bâtiment à usage de stockage auquel est adjoind un local administratif en rez-de-chaussée édifié sur les parcelles cadastrées AZ 48 : 1 724m² et AZ49 : 1 245m² ;
- Un bâtiment à usage de bureaux, en partie surélevé, édifié sur les parcelles cadastrées AZ 113 : 831m² et BE 151 : 2 115m².

Or, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a pas vocation à garder en patrimoine ce type de bien immobilier. Aussi, depuis janvier 2017, il a été convenu de travailler à une possibilité de cession de cet ensemble.

Par acte du 20 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc cédé deux parcelles cadastrées AZ 109 et 161 indépendantes du site principal qui, à l'origine, étaient à usage de parking. Les parcelles sont inconstructibles du fait du PPRI. L'acquéreur y a installé du matériel de BTP.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale des biens restants à

4 250 000,00 euros HT avec marge de 10%. Il est proposé de céder ce bien pour un montant de 3 825 000,00 euros HT au Groupement.

Cette position se justifie par les éléments suivants.

La SCI COPMUT IMMO, composée d'un ensemble de Mutuelles et par la SCOPTI, s'est engagée :

- A pérenniser l'activité de la SCOPTI par un bail avec un loyer modéré « solidaire », avec pour objectif de développer l'activité de la mise en sachets de thés et infusions MDD afin d'émerger sur le marché national ;
- A installer sur le site, également en location, des entreprises sociales et solidaires.

Ce projet aurait donc une importance économique et territoriale et générerait jusqu'à 60 emplois de plus sur le site.

De plus, un tel ensemble engendre des coûts d'entretien et de gestion qui risquent de s'alourdir avec le temps du fait de la dégradation du bâti.

Enfin, la clause de retour à meilleure fortune sur une durée de dix ans est imposée, ce qui signifie qu'en cas de revente desdits biens par l'acquéreur et d'une plus-value réalisée, la Métropole Aix-Marseille-Provence en percevra une partie.

L'acquéreur a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise en charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- le remboursement de la Taxe Foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La promesse de vente;
- L'avis de France Domaine en date du 2 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux à la SCI COPMUT IMMO, d'un ensemble immobilier situé 500 avenue du Pic de Bretagne, à Gémenos ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession de l'ensemble immobilier d'une superficie totale de 22 557m² sise 500 avenue du Pic de Bretagne, à Gémenos, doit permettre une redynamisation du site avec des Entreprises sociales et solidaires et de pérenniser l'activité de la SCOPTI locataire ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux à la SCI COPMUT IMMO, d'un ensemble immobilier situé 500 avenue du Pic de Bretagne, à Gémenos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 044-704/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique d'une partie de parcelle sise boulevard du Général Charles de Gaulle à Saint-Victoret**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 19/17955/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle AV 0014 sise boulevard du Général Charles de Gaulle à Saint-Victoret et nécessaire à l'aménagement d'un parking public » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement d'un parking public au niveau du boulevard du Général Charles de Gaulle à Saint-Victoret. Pour être mené à bien, ce projet, requiert l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 3 093m² à détacher de la parcelle cadastrée AV 0014, propriété de la ville de Saint-Victoret.

La Ville de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille-Provence sont convenues d'un accord et le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière. Celle-ci se réalise moyennant 1 euro symbolique.

Le protocole met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

La ville de Saint-Victoret prend en charge les frais liés au détachement parcellaire et au bornage.

A la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est entendu que la Ville de Saint-Victoret mettrait à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'emprise nécessaire de façon anticipée au transfert de propriété.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation de l'acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle AV 0014 sise boulevard du Général Charles de Gaulle à Saint-Victoret et nécessaire à l'aménagement d'un parking public ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Approbation de l'acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle AV 0014 sise boulevard du Général Charles de Gaulle à Saint-Victoret et nécessaire à l'aménagement d'un parking public ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle AV 0014 sise boulevard du Général Charles de Gaulle à Saint-Victoret et nécessaire à l'aménagement d'un parking public .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 045-705/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence Saint-Jean d'une emprise foncière sise avenue Emile Ripert à La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DUSV 19/17951/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence Saint-Jean d'une emprise foncière sise avenue Emile Ripert à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une emprise foncière de 551m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AY n°292, sise 723 avenue Emile Ripert à La Ciotat (13600), la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée du syndicat des copropriétaires de la Résidence Saint Jean représentée par son syndic Agimmo.

En effet, aménagée et affectée à l'usage de voirie, l'emprise foncière de 551m² constitue l'assiette foncière de la traverse Cantegrillet et a vocation à être intégrée dans le domaine public routier métropolitain.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, le syndicat des copropriétaires de la Résidence Saint Jean représentée par son syndic Agimmo, accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'emprise de 551m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AY n°292 identifiée ci-dessus.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Tous les frais et honoraires liés à l'acquisition et le remboursement de la taxe foncière sont à la charge de la Métropole.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence Saint-Jean d'une emprise foncière sise avenue Emile Ripert à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence Saint-Jean d'une emprise foncière sise avenue Emile Ripert à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence Saint-Jean d'une emprise foncière sise avenue Emile Ripert à La

Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 046-706/19/CT

■ CT1 - Engagement des procédures d'expropriation au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur - Immeubles de l'îlot Hoche - Versailles à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18110/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Engagement des procédures d'expropriation au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur - Immeubles de l'îlot Hoche - Versailles à Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, a été approuvée une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé. Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier. Pour mettre en œuvre cette stratégie, l'Etablissement

Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF) a été sollicité pour mener des actions foncières dans le but de maîtriser une cinquantaine d'immeubles, d'îlots où de tènements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé, notamment pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci tant par voie amiable, de préemption et d'expropriation impliquant la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique Logement social, Vivien et réserve foncière.

La stratégie de lutte contre l'habitat indigne sur le grand centre-ville de Marseille se décline aujourd'hui au travers du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) approuvé par délibération n°19/0558/UAGP du 17 juin 2019. Conclu pour une durée de 15 ans et portant sur un périmètre d'intervention de 1 000 hectares, il identifie 4 îlots opérationnels de première phase sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites prioritairement.

Parmi ces 4 îlots, figure le secteur Hoche-Versailles, incluant divers îlots en renouvellement urbain le long des rues Pottier, Hoche, Fourcroy et Versailles concentrant les difficultés urbaines.

En préalable, le 20 décembre 2016, il avait été signé entre l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et l'EPF une convention de financement pour des études pré-opérationnelles portant notamment sur les conditions de réhabilitation ou de démolition des copropriétés de l'îlot Hoche-Versailles. Ces études s'inscrivent dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) signé entre les collectivités locales, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ANAH en application du contrat de ville, le 17 juillet 2015, qui a identifié parmi les quartiers prioritaires, celui des copropriétés en question.

Pilotées par l'EPAEM, ces études ont pour objectifs de préfigurer une stratégie coordonnée d'intervention sur les copropriétés dégradées précitées et de définir les conditions de mobilisation tant opérationnelles que stratégiques de l'EPF, notamment pour les immeubles qui composent l'îlot Hoche-Versailles. Situé au sein du périmètre « Euroméditerranée 1 ».

Depuis le lancement du premier Programme National de Renouvellement Urbain développé sur la ZUS Centre-Nord par convention de juin 2010, l'EPAEM a initié ou lancé un nombre important d'opérations de requalification des abords de l'autoroute A7, depuis le Boulevard de Strasbourg jusqu'au collège Versailles. Certaines de ces opérations sont achevées, comme l'aménagement des places de Strasbourg et Joséphine Roussel ou la requalification de l'avenue Camille Pelletan avec l'intégration d'une voie de bus en site propre. Les plateaux sportifs Kléber ont été livrés en 2018 et le chantier de la Maison pour tous Kléber a été lancé. D'autres opérations sont en cours de réalisation, en particulier le programme immobilier Hoche-Caire qui comprend 95 logements et 4 500 m² de locaux d'activités. Pour sa part, le collège Versailles va être intégralement rénové et désenclavé. Les travaux débiteront au second trimestre 2019.

Enfin, le bailleur 1001 Vie Habitat a acquis un ensemble immobilier auprès de la Logirem le long de la rue Eugène Pottier et a lancé fin 2018 une consultation d'opérateurs en vue d'une requalification complète de ce parc.

Les études menées sur les rues Hoche et Versailles s'inscrivent dans cette dynamique et ont pour objectif de définir les conditions d'une intervention d'envergure destinée à éradiquer l'habitat particulièrement insalubre qui demeure sur ce secteur.

Ces études lancées en juillet 2018 devront aboutir à la mise en place d'un programme opérationnel validé par l'ensemble des partenaires et présenté par la Métropole à l'ANRU en vue d'un conventionnement au titre du QPV Grand Centre-Ville.

Ces actions, dans le cadre du Plan Initiative Copropriété, s'appuieront notamment sur les aides financières de l'ANAH, ainsi que sur celles de l'ANRU.

Dans ce cadre, l'EPF est engagé dans une convention d'intervention Foncière avec la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAEM, signée le 10 septembre 2019 par l'ensemble des partenaires, en vue en particulier d'exécuter sur le site Hoche-Versailles une mission de maîtrise foncière des îlots dégradés en phase d'impulsion réalisation dans l'objectif à terme de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble.

L'îlot Hoche-Versailles, le long de la rue Hoche et de la rue de Versailles, est constitué par un ensemble de 8 immeubles anciens dégradés, totalisant 132 logements et 6 locaux commerciaux, ainsi qu'une parcelle non bâtie, caractérisé par une concentration de difficultés, techniques, financières et sociales, comprenant des cas de péril et d'insalubrité avérés.

Il est proposé d'engager sur cet îlot les procédures d'expropriation nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. A cette fin il

s'agit d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des programmes de travaux suivant :

- 9 parcelles privées, dont un terrain communal non bâti, destinées à constituer une réserve foncière,

La liste de ces parcelles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et enquêtes parcellaires conjointes est annexée au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par l'EPF dès leur complétude.

Le coût prévisionnel de ces acquisitions est estimé à environ 10 millions d'euros. Une évaluation globale et forfaitaire de ces biens est en cours par France Domaine. Les indemnités d'expropriation et d'évictions seront portées par l'EPF PACA qui a provisionné la convention d'intervention foncière Hoche-Versailles approuvée par son conseil d'administration d'un budget de 12 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
Le projet de délibération portant sur l'Engagement des procédures d'expropriation au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur - Immeubles de l'îlot Hoche - Versailles à Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Engagement des procédures d'expropriation au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur - Immeubles de l'îlot Hoche - Versailles à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Engagement des procédures d'expropriation au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur - Immeubles de l'îlot Hoche - Versailles à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 047-707/19/CT

■ **CT1 - Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique confiée à l'Etablissement Public Foncier PACA, pour réserve foncière sur le site DUCLOS, à Septèmes-Les-Vallons. Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la DUP et Parcellaire**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17991/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique confiée à l'Etablissement Public Foncier PACA, pour réserve foncière sur le site historique DUCLOS à Septèmes-Les-Vallons. Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et Parcellaire » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ville de Septèmes-Les-Vallons, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier PACA mènent une action partenariale sur le secteur stratégique du centre-ville / Gare situé en continuité du noyau villageois, le long de l'avenue du 8 mai 1945, un des axes structurants de la commune proche du pôle d'échanges et de la gare.

Ce périmètre localisé au cœur de la démarche Eco Quartier, initiée par la commune, abrite un ancien site industriel « Duclos » d'environ 15 hectares qui représente un secteur d'enjeu important pour le développement urbain de la commune à l'horizon 2020-2030 et notamment dans le cadre de la loi SRU.

La problématique du logement sur le territoire de la commune est marquée par un marché immobilier tendu et un parc social existant insuffisant à renforcer en raison d'une demande croissante d'accès à un logement enregistrée par la commune.

Face à ce constat, la commune souhaite, dans le cadre de la requalification du centre-ville, supprimer l'industrie tout en maintenant la vocation économique du secteur et favoriser une mixité sociale et fonctionnelle par la réalisation d'environ 350

logements, en développant des commerces de proximité venant compléter l'offre commerciale existante.

Par ailleurs, la commune a également identifié la nécessité de créer un groupe scolaire afin de répondre aux besoins des futurs habitants du nouveau quartier.

Les réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du PLUI ont abouti à une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) d'intention qui concerne le secteur centre-ville gare d'environ 24 ha comprenant les terrains de la friche.

Par délibération du 21 décembre 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la convention d'intervention foncière en vue de la maîtrise foncière du site de la friche.

Les négociations engagées avec les propriétaires concernés, pour acquérir à l'amiable les parcelles identifiées comme nécessaires à cette opération d'aménagement stratégique pour la commune, n'ont pu aboutir, à ce jour.

C'est pourquoi, la maîtrise publique foncière pourra se faire par voie d'expropriation.

Aussi, il est nécessaire d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique dite réserve foncière en l'absence de justification de la réalité opérationnelle d'un projet d'aménagement bien arrêté. Sur le secteur stratégique Centre-Ville / Gare sur les parcelles de la friche industrielle historique (cadastrées AR0006, AP0165, AP0168, AP0169, AP0170, AP0014, AP0015 et AP0006).

Ce qui permettra à la collectivité de prévenir la pression foncière en acquérant les biens à leur valeur d'usage sans compromettre l'usage ultérieur envisagé, dans un souci de gain de temps.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique confiée à l'Etablissement Public Foncier PACA pour réserve foncière sur le site historique DUCLOS à Septèmes-les-Vallons ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ce périmètre représente un secteur d'enjeu important pour le développement urbain de la commune ;
- Que le lancement d'une déclaration d'utilité publique dite réserve foncière confiée à l'Etablissement Public Foncier PACA permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de prévenir la pénurie foncière ;
- Que ce projet s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre du centre-ville Nord de Septèmes-les-Vallons exécutoire à compter du 28 juillet 2016.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique confiée à l'Etablissement Public Foncier

PACA pour réserver foncière sur le site historique DUCLOS à Septèmes-les-Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 048-708/19/CT

■ **CT1 - Approbation du transfert de propriété par la Commune de Carry-le-Rouet à la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'assiette foncière du parking du Rouet**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/18117/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dument constatée par l'organe délibérant de la Métropole. A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération suivant.

La Métropole Aix-Marseille Provence a été créée par la LOI n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi Notre du 7 août 2015. Elle exerce de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place des Communautés d'agglomérations et Communauté Urbaine, les compétences énumérées à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public des Communes et des Communes membres et nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été affectés de plein droit à la Métropole, qui exerce ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire depuis le 1^{er} janvier 2016.

Par délibérations concordantes du 14 novembre 2001 pour le Conseil Municipal de Carry-le-Rouet et du 14 février 2003 pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les parcelles constituant l'assiette foncière du parking du Rouet ont fait l'objet d'un transfert en pleine propriété au profit de la Communauté Urbaine, dans le cadre de la compétence Parcs de Stationnement.

Les délibérations n'ont pas été traduites par un acte de transfert publié aux hypothèques.

Par délibérations concordantes du 28 janvier 2010 Conseil Municipal de Carry-le-Rouet et du 5 février 2010 pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le périmètre du bien transféré a été modifié afin que ne soit pas compris dans le transfert le tènement foncier correspondant à l'espace vert géré par la Ville et ne relevant pas des compétences de la Communauté Urbaine.

Les documents nécessaires au transfert effectif de propriété n'ont à nouveau pas été publiés et le foncier du parking reste à ce jour propriété de la Ville de Carry-le-Rouet.

Il convient donc de régulariser le transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, il est proposé une nouvelle fois de modifier le périmètre du bien transféré. Cette évolution a pour but de ne permettre que le transfert des tènements fonciers nécessaires à l'exercice des compétences relevant de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, un nouveau document d'arpentage est en cours d'élaboration et permettra de diviser la parcelle AY77 selon ce qui suit :

- Parcelle AY77p1 d'une superficie d'environ 12 605m², consistant en des places de stationnement ainsi que des caisses automatiques et barrières, transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Parcelles AY77p2 d'une superficie d'environ 2 375m², consistant en du terrain et des snacks et exclu du périmètre du parking, restant propriété de la Ville de Carry le Rouet.
- Parcelle AY77p3 d'une superficie de 5 315m², consistant en une salle de réception et une école de voile, restant propriété de la Ville de Carry le Rouet.

La parcelle AY75 de 285m², demeurant inchangée, est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération initiale du 14 février 2003 n°FAG 3/046/CC, portant transfert du parking du Rouet à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du 5 février 2010 n°FCT 004-1781/10/CC, approuvant la modification de sa délibération initiale du 14 février 2003 portant transfert des parcelles constituant l'assiette foncière du parking du Rouet à son profit.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole exerce la compétence « Parcs de stationnements » ;
- Que les biens faisant l'objet d'une délibération approuvant le transfert comporte un usage de parking mais également un usage de snacks, terrain nu, école de voile et salle de réception ;
- Qu'il y a donc lieu de modifier le périmètre des biens transférés afin de permettre un transfert effectif de la propriété relevant de la compétence de la Métropole, sis Route Bleue -13620 Carry-le-Rouet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert de propriété par la Commune de Carry-le-Rouet à la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'assiette foncière du parking du Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 049-709/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Etude schéma d'organisation secteur Nord Est La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17958/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Etude schéma d'organisation secteur Nord Est La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le secteur Nord Est de la Ville de la Ciotat a connu durant ces dernières années un fort développement

urbain souvent mal maîtrisé sur le plan du fonctionnement urbain.

Au contact direct des quartiers des « Abeilles » et des « Matagots », quartiers qui ont été profondément restructurés dans le cadre d'un PRU, le secteur Nord Est s'est développé depuis 2006 autour de nombreuses opérations immobilières, sans que soit intégré à ce développement urbain les problématiques d'équipements, de déplacements et de transports.

L'objectif est par conséquent d'élaborer un plan guide pour l'aménagement urbain du bassin nord-est de la Ciotat avec mise en œuvre d'une étude de schéma d'organisation urbaine sur ce secteur permettant d'intégrer l'ensemble des problématiques d'organisation urbaine et de définir à terme un ou plusieurs périmètres opérationnels correspondant à des Polarités de proximité.

Les périmètres définis dans le cadre de ce schéma d'organisation pourront faire l'objet d'études pré-opérationnelles sur les années suivantes.

L'opération d'investissement n°2020101700 « Etude schéma d'organisation secteur Nord Est La Ciotat », d'un montant de 300 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 201064BP du programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Etude schéma d'organisation secteur Nord Est La Ciotat ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Etude schéma d'organisation secteur Nord Est La Ciotat » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Etude schéma d'organisation secteur Nord Est La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 050-710/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Ilots Sauveur Tobelem

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17962/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Ilots Sauveur Tobelem » » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Suite à l'exercice de son droit de préemption urbain le 09 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a obtenu la totale maîtrise de 7 parcelles contiguës formant un ensemble de 1 298m² (surface au sol) sis 3-7 rue Sauveur Tobelem, 2-8 rue Pascal, 50 rue d'Endoume dans le 7^{ème} arrondissement de Marseille.

Ce tènement, constitué d'entrepôts de l'ancienne usine Piana (feronnerie), patrimoine témoin d'une période de l'histoire industrielle, est aujourd'hui à l'abandon et présente un potentiel foncier dans un centre-ville urbain et habité.

Il est également grevé d'un Emplacement Réservé pour Equipements Publics Divers dans le PLU.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et notamment de la création et l'entretien des parcs et aires de stationnement, la Métropole, avec la création d'une ligne de Tramway à proximité (tracé sur les avenues Pierre Puget et Avenue de la Corse) pour 2024, doit mener une réflexion globale sur le stationnement du secteur, à ce jour totalement saturé.

Au-delà de ce besoin avéré, ce foncier doit être réfléchi plus globalement en terme de développement urbain du quartier et plus largement du centre-ville de Marseille.

En effet, ce secteur est également inscrit dans le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille, signé le 15 juillet 2019 par le Ministre du logement, la Présidente de la

Métropole, le Maire de Marseille ainsi que les partenaires institutionnels associés.

Ce contrat permet de reprendre et renforcer les axes prioritaires d'intervention pour le renouvellement et le développement urbain du centre ancien de Marseille.

Cinq objectifs lui sont attachés :

- lutter contre l'habitat indigne
- améliorer l'attractivité et la qualité résidentielle
- permettre aux habitants de se maintenir dans leurs quartiers
- restaurer le patrimoine bâti
- redynamiser la fonction économique

Dans cette perspective et afin de cadrer au mieux l'action à mener ou à accompagner sur ce foncier, la Métropole doit engager des études préliminaires, visant à dessiner les potentialités de ce site en répondant aux besoins du quartier sur le court, moyen et long terme.

L'opération d'investissement n° 2020102000 « Ilot Sauveur Tobelem », d'un montant de 140 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 201101BP du programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Ilots Sauveur Tobelem ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Ilots Sauveur Tobelem » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Ilots Sauveur Tobelem ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 051-711/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Sainte-Marguerite - Village Santé Avis du Conseil de Territoire DGNU 19/17964/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement

économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Sainte Marguerite – Village Santé » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer un village santé sur le territoire de la Ville de Marseille qui regrouperait sur un site unique des activités de recherche, d'incubation et d'accélération de start-ups de la santé et des biotechs pour créer un terreau fertile à l'innovation.

La filière santé constitue le premier employeur de la Métropole. Sur son territoire, seul le technopôle de Luminy est dédié à la santé mais il est aujourd'hui complet ce qui limite les capacités de développement et l'installation de nouvelles structures. Par ailleurs, on constate une forte demande des entreprises de santé pour travailler en étroite partenariat avec les centres de recherche académiques et cliniques et avec une proximité géographique qui facilite la mise en réseau des acteurs et favorise la circulation des connaissances.

Pour répondre aux enjeux de modernisation de ses différents sites hospitaliers, l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (APHM) s'est engagée dans un processus de valorisation de son patrimoine permettant de contribuer à son redressement financier en partenariat avec l'Etat.

Dans ce contexte, afin de permettre la création de ce village de santé à forte ambition et à vocation internationale, la Métropole s'est positionnée pour acquérir :

- une partie des bâtiments historiques de l'hôpital Sainte Marguerite représentant environ 22 500 m² de surface de planchers à dissocier des bâtiments qui seront conservés par l'APHM et à réaménager pour répondre aux besoins des entreprises qui s'y installeront ;

- des emprises actuellement occupées par des locaux techniques et un centre de pédo- psychiatrie, à libérer pour dégager un potentiel constructible de 9 000 à 10 000 m² de surfaces de planchers ;
- les terrains permettant de réaliser une nouvelle voie publique entre le Bd de Ste Marguerite et l'Avenue Viton ;
- des emprises foncières pour environ 4 200 m² sur le site de l'hôpital Salvator afin de réaliser des cheminements piétons entre le Bd de Sainte Marguerite et l'ancien chemin de Cassis.

Outre les acquisitions, l'opération d'investissement porte sur les différentes études préalables nécessaires à la création de ce projet, aux travaux de création de la nouvelle voie et à ceux relatifs aux adaptations des locaux existants dans le bâtiment historique.

L'opération d'investissement n°2020000600 « Sainte Marguerite – Village Santé», d'un montant de 5 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 200064BP du programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Sainte Marguerite – Village Santé ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Sainte Marguerite – Village Santé » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Sainte Marguerite - Village Santé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 052-712/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Plan Partenarial d'Aménagement - Etudes de stratégie et de planification

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17965/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent

les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plan Partenarial d'Aménagement – Etudes de stratégie et de planification » » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Même si la ville de Marseille connaît un certain renouveau, son centre ancien nécessite une action renforcée pour relancer son attractivité économique et résidentielle, offrir des conditions de vie et d'habitat décentes et agréables, du niveau d'exigence de la deuxième ville de France tout en mettant en valeur son patrimoine historique remarquable.

À Marseille, comme dans la plupart des centres urbains, la ville historique constitue plus que jamais un enjeu de société.

L'investissement important engagé ces dernières années en matière d'équipements publics, de services publics, d'aménagement d'espaces urbains ainsi que la mise en œuvre de programmes d'actions volontaristes en matière d'habitat ont permis d'obtenir une amélioration mais encore insuffisante pour le centre ville de Marseille, cœur de la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une politique volontariste, durable et intégrée pour la requalification, dans un premier temps, du centre-ville de Marseille.

Cette volonté affirme l'importance d'agir vite et fort, de traiter non seulement l'urgence mais de s'inscrire dans la durée.

Le 15 juillet 2019, Madame la Présidente, autorisée par le Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, a signé le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille,

indispensable pour ce territoire, cœur de la Métropole.

Ce Projet Partenarial d'Aménagement est un engagement conjoint avec l'Etat et des partenaires locaux (Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'EPAEM, l'ANAH, l'ANRU, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'EPF PACA et l'AR HLM) afin d'acter une série d'engagements des parties prenantes, notamment financiers, pour conduire et réaliser un projet de développement sur les 1000 hectares du centre-ville durant les 15 prochaines années, poursuivant 5 objectifs :

- Lutter contre l'habitat indigne,
- Améliorer l'attractivité et la qualité résidentielle,
- Permettre aux habitants de se maintenir dans leurs quartiers,
- Restaurer le patrimoine bâti,
- Redynamiser la fonction économique.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Ce contrat de PPA prévoit que les interventions soient menées dans une démarche de développement urbain global, mettant donc en œuvre, de manière coordonnée, des actions en matière de développement économique, des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie, de la mobilité et bien évidemment dans le domaine de l'habitat privé ancien.

11 actions ont été édictées dans ce PPA :

- Compléter les études existantes pour construire le schéma d'orientations stratégiques d'une intervention globale sur le centre-ville de Marseille et définir les nouvelles opérations à conduire,
- Élaborer et mettre en œuvre un dispositif de concertation à l'échelle du PPA,
- Construire une stratégie pour le relogement et l'hébergement temporaire engageant les partenaires,
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie foncière à l'échelle du PPA,
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de redynamisation économique et commerciale,
- Instaurer une Grande Opération d'Urbanisme (prévue par la Loi Elan) au sein du périmètre du PPA
- Créer un nouvel outil d'aménagement, une Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National (prévue par l'article L327-3 du code l'urbanisme), dans un partenariat alliant la Métropole et l'État,

-Élaborer et mettre en œuvre plusieurs opérations d'aménagement dont en premier lieu 4 îlots prioritaires (l'îlot Clovis Hugues - Belle de Mai; îlot Noailles-Ventre, îlot Noailles-Delacroix, îlot Hoche-Versailles)

-Travailler sur des mesures dérogatoires ou faisant évoluer la réglementation nationale pour renforcer les outils de lutte contre l'habitat privé dégradé,

-Construire une organisation interne à la Métropole pour porter le projet global et réorganiser la police de l'habitat, avec constitution d'une équipe projet et création d'une direction déléguée de lutte contre l'habitat indigne.

-Établir et mettre en œuvre les modalités opérationnelles de prise en compte du patrimoine bâti dans les opérations.

Afin de permettre d'engager ces différentes études et actions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin de moyens financiers. C'est à ce titre qu'il est proposé de créer une autorisation de programme de 4 000 000 euros TTC pour le Plan Partenarial d'Aménagement, répartis en 1 000 000 euros par an pour les quatre prochaines années.

L'opération d'investissement n°2020000700, « Plan Partenarial d'Aménagement - Etudes de stratégie et de planification », d'un montant de 4 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme du programme 200064BP, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plan Partenarial d'Aménagement – Etudes de stratégie et de planification » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plan Partenarial d'Aménagement – Etudes de stratégie et de planification » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Plan Partenarial d'Aménagement – Etudes de stratégie et de planification.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 053-713/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Reconversion friches Quartiers Libres

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17939/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales

prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107200 – Reconversion friches Quartiers Libres » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis plusieurs années, la Métropole Aix-Marseille-Provence affirme sa volonté de mener une opération urbaine de grande ampleur sur le quartier de la Gare Saint-Charles.

Motivée par l'acquisition des casernes de la Belle de Mai et par les études engagées concernant le doublement de la gare Saint-Charles (dans le cadre de la Ligne Nouvelle Provence-Côte d'Azur), la Métropole Aix-Marseille-Provence pilote le projet urbain intitulé « Quartiers Libres Saint-Charles - Belle de Mai » sur 140 hectares.

Quartiers Libres ambitionne ainsi de faire du quartier de la gare métropolitaine un nouveau lieu d'attractivité profitant de la forte visibilité de ce territoire et sa gare Saint-Charles pour lui conférer un rayonnement national, tout en œuvrant à la création de richesse au cœur d'un quartier fortement défavorisé.

En 2016, suite à un processus d'association des acteurs locaux et différentes parties prenantes, une consultation urbaine (Dialogue Compétitif) a permis de choisir le projet lauréat. Il s'agit du groupement emmené par Güller&Güller (architecte-urbaniste mandataire) et TVK (architecte-urbaniste co-mandataire). Un Accord Cadre de maîtrise d'œuvre a été signé avec le groupement permettant ainsi la mise en œuvre du Plan Guide à l'échelle des 140 hectares mais également du Plan d'Aménagement

du site des anciennes casernes, intégrant la mission complète de maîtrise d'œuvre des espaces publics.

Quartiers Libres développe ainsi des stratégies et des actions dans différents champs en construisant une méthode nouvelle d'association des différentes parties prenantes et par un étroit pilotage des élus métropolitains et municipaux.

Ces sujets engagés sont notamment :

- la question de la mobilité à l'échelle du quartier,
- la gare ouverte sur ses 4 côtés permettant de créer un lieu « hybride » c'est-à-dire un nouveau site attractif du centre de la Métropole,
- la place des espaces publics sur les 140 hectares avec une mise en œuvre au cas par cas selon les usages ambitionnés,
- la réponse en matière d'habitat permettant de maintenir les habitants sur le quartier tout en attirant de nouveaux venus,
- la programmation et la réalisation d'équipements indispensables pour le rééquilibrage et le développement du quartier selon un mode concerté avec les acteurs du domaine,
- la stratégie en matière d'environnement pour développer de nouvelles pistes d'innovation et de résilience du projet urbain des 7 hectares d'anciennes casernes comme des 140 hectares du quartier de la gare,
- le développement économique comme outil de créateur de richesse sur un quartier en devenir (lien formation/emploi ; nouvelles technologies...),
- la reconversion du site des 7 hectares de casernes organisée autour d'espaces publics redonnant une véritable aménité urbaine à ce secteur.

Le dernier sujet des espaces publics des 7 hectares a fait l'objet d'études préliminaires en 2018.

En 2019, l'Avant-Projet a pu être étudié et dessiné en prenant en compte les considérations des services tout en développant les enjeux du projet urbain. 5 hectares d'espaces publics sont ainsi prévus au sein du site des casernes. Ils se déclinent en voies et places publiques reconfigurées, en mail piéton ou encore par un vaste espace public de type forêt urbaine de 2 hectares.

Il est maintenant nécessaire de poursuivre cette mission de réalisation des espaces publics et de permettre d'engager les phases opérationnelles de travaux.

C'est à ce titre qu'il est demandé une augmentation de l'autorisation de programme de 20 000 000 euros TTC pour porter le montant de l'opération à 24 400 000 euros TTC

L'opération d'investissement n°2018107200 inscrite au budget pour un montant de 4 400 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 20 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 24 400 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107200 « Reconversion friches Quartiers Libres » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de

l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107200 reconversion friches Quartiers Libres ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement reconversion friches Quartiers Libres.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 054-714/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Plan Partenarial d'Aménagement - Volet habitat

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17961/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plan Partenarial d'Aménagement – Volet Habitat »

satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le contrat Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille a été signé le 15 juillet 2019 par le Ministre du logement, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Maire de Marseille ainsi que les partenaires institutionnels associés.

Issu de la loi Elan, ce projet partenarial novateur et opérationnel concerne un parc de 1 829 logements situés dans plusieurs quartiers de l'hyper centre-ville dont le tissu bâti est en souffrance : l'îlot Clovis Hugues-Belle de Mai, l'îlot Noailles-Ventre, l'îlot Noailles-Delacroix) et l'îlot Hoche-Versailles.

Le PPA a une durée de 15 ans.

Ce contrat permet de reprendre et renforcer les axes prioritaires d'intervention pour le renouvellement et le développement urbain du centre ancien de Marseille. Cinq objectifs lui sont attachés :

- lutter contre l'habitat indigne
- améliorer l'attractivité et la qualité résidentielle
- permettre aux habitants de se maintenir dans leurs quartiers
- restaurer le patrimoine bâti
- redynamiser la fonction économique

Il décline les actions du type de celles engagées via Euroméditerranée, Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai, l'Opération Grand Centre-Ville et précise les actions à mettre en œuvre pour que le projet du centre-ville trouve sa cohérence dans toutes ses déclinaisons.

Le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement précise :

- Le périmètre d'intervention : 1000 hectares du centre-ville de Marseille avec un volet patrimonial ;
- Les orientations d'aménagement et objectifs de développement ainsi que les déclinaisons opérationnelles existantes ou à mener ;
- Les secteurs de première intervention au nombre de 4 ;
- Le pilotage et la gouvernance ;
- Les bilans et estimations financiers du projet avec engagement des parties ;
- Le calendrier d'exécution et de mise en œuvre opérationnel.

Il se décline en 11 actions prioritaires :

- 1/ Conduire des études et des réflexions complémentaires pour construire le schéma d'orientations stratégiques,
- 2/ Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de concertation à l'échelle du PPA,
- 3/ Construire une stratégie pour le relogement et l'hébergement temporaire pour les anticiper,

4/ Elaborer et mettre en œuvre une stratégie foncière à l'échelle du PPA,

5/ Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de redynamisation économique et commerciale,

6/ Mettre en place une grande opération d'urbanisme (GOU),

7/ Créer un nouvel outil d'aménagement : une Société Publique Locale d'Aménagement,

8/ Elaborer et mettre en œuvre des opérations d'aménagement,

9/ Travailler sur des mesures dérogatoires ou faisant évoluer la réglementation nationale pour renforcer les outils de lutte contre l'habitat privé dégradé,

10/ Construire une organisation des collectivités adaptée à une stratégie multidimensionnelle,

11/ Etablir et mettre en œuvre les modalités opérationnelles de prise en compte du patrimoine bâti dans les opérations.

La première phase opérationnelle de ce PPA s'accompagne d'une enveloppe de crédits que le Ministre souhaite voir engagée le plus rapidement possible car « l'urgence n'est pas terminée ».

Il convient de pouvoir engager dès 2019 le programmes d'études techniques et pré-opérationnelles objet de l'action 1/ ci-dessus pour mettre au point, chiffrer et programmer les opérations prioritaires sur les îlots de 1ère phase. Il est proposé de créer une première tranche de 1,5 Millions d'euros d'étude pré-opérationnelle jusqu'en 2022.

L'opération d'investissement n°2020000100, « Plan Partenarial d'Aménagement – Volet Habitat », d'un montant de 1 534 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 200092BP du programme 09, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plan Partenarial d'Aménagement – Volet Habitat ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plan Partenarial d'Aménagement - Volet Habitat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Plan Partenarial d'Aménagement - Volet Habitat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 055-715/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de coopération public avec le CEREMA relative aux mesures foncières de compensation

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17976/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de

Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de coopération public-public avec le CEREMA relative aux mesures foncières de compensation » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 24 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention cadre de partenariat avec le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

Le CEREMA est un établissement public de l'Etat à caractère administratif. Ses missions sont les suivantes:

- Promouvoir et faciliter des modes de gestion des territoires qui intègrent l'ensemble des facteurs environnementaux, économiques et sociaux;
- Accompagner les acteurs publics et privés dans la transition vers une économie sobre en ressources et décarbonée, respectueuse de l'environnement et équitable;
- Apporter à l'Etat et aux acteurs territoriaux un appui en termes d'ingénierie et d'expertise technique sur les projets d'aménagement nécessitant notamment une approche pluridisciplinaire ou impliquant un effort de solidarité;
- Assister les acteurs publics dans la gestion de leur patrimoine d'infrastructure, de transport et de leur patrimoine immobilier;
- Renforcer la capacité des acteurs territoriaux à faire face aux risques auxquels

sont soumis leurs territoires et leurs populations;

- Promouvoir aux échelons territoriaux, national et européen les règles de l'art et le savoir-faire développés dans le cadre de ses missions et en assurer la capitalisation.

La convention cadre signée entre le CEREMA et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période 2019-2021 permet de définir les modalités de collaboration entre les partenaires, telles qu'autorisées par les textes législatifs et réglementaires et notamment par le code de la commande publique, sur des activités relevant des politiques publiques portées par la Métropole Aix-Marseille-Provence et entrant dans le champ des compétences et des missions du CEREMA. Elle fait l'objet d'un programme annuel prévisionnel de collaboration établi entre les parties qui sera décliné au travers de l'établissement des conventions spécifiques de collaboration entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CEREMA sur chacune des thématiques envisagées

Figure parmi ces thématiques, en termes de développement urbain et de stratégie territoriale, la stratégie foncière et patrimoniale et notamment la prise en compte de l'enjeu foncier de compensation agricole et naturel.

Par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 15 décembre 2016, a été approuvé le lancement d'un Plan d'Action Foncière métropolitain. Ce Plan d'Action Foncière en cours d'élaboration a pour objectif de doter la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une stratégie foncière anticipatrice et transversale permettant de traduire en actions foncières les objectifs de développement du territoire métropolitain. En effet, dans un contexte de tension et de rareté du foncier, les perspectives liées notamment à l'accueil de nouveaux habitants et d'activités, à la protection des espaces agricoles et naturels, ainsi qu'à l'organisation des déplacements sur le territoire, nécessitent de préserver les ressources foncières et d'anticiper les besoins en matière foncière.

La Métropole Aix-Marseille-Métropole doit répondre à la démarche "Eviter Réduire Compenser" concernant les impacts de ses projets d'aménagement sur l'environnement. Cette notion introduite par la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la Nature s'est vue renforcée avec les lois Grenelle de 2009 et 2010 puis la loi dite biodiversité du 8 août 2016.

La séquence "ERC" s'applique dans son ordre d'énumération et impose au maître d'ouvrage en premier lieu d'éviter au maximum les impacts du projet d'aménagement sur l'environnement, puis de les réduire et enfin de les compenser. La mise en œuvre de la compensation doit garantir l'absence de toute perte nette de biodiversité ainsi que la

faisabilité des mesures préconisées qui doivent être opérationnelles et pérennes.

Par ailleurs, la loi d'avenir agricole du 13 octobre 2014 a créé la notion de compensation agricole avec un mécanisme basé sur le principe du triptyque ERC applicable en droit de l'environnement pour dédommager le préjudice subi par la perte de foncier agricole liée aux aménagements du territoire.

Le projet métropolitain approuvé par délibération du 29 juin 2018 retient parmi les leviers à actionner afin d'anticiper l'impact du changement climatique la nécessité de structurer une stratégie foncière en matière de mesures compensatoires.

Les travaux engagés au titre de l'élaboration du Plan d'Action Foncière métropolitain ont permis notamment d'identifier l'acquisition du foncier de compensation comme un des enjeux fonciers prégnants de la collectivité.

Le Plan d'Action Foncière n'a pas pour objectif de constituer des réserves foncières de biodiversité destinées à contourner les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur l'environnement.

Il doit permettre de disposer d'une vision d'ensemble de cette question en s'appuyant sur la connaissance du patrimoine naturel du territoire. A ce sujet, l'Atlas de la Biodiversité en cours de construction comprend une première phase d'état initial de la connaissance de la biodiversité sur le territoire métropolitain. La Mission Sites et Espaces Naturels mettra à disposition les résultats de l'Atlas et apportera son expertise pour leur interprétation.

A ce stade, il paraît nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de se doter d'un état des lieux des projets ayant abouti à la mise en place de mesures foncières compensatoires car il n'existe pas à ce jour de connaissance commune et exhaustive sur ce sujet. Cela permettrait d'une part, lors de prospections foncières, de ne pas envisager des projets sur des terrains qui sont mobilisés pour de la compensation et d'autre part, de constituer une base de données sur les types de projet ayant donné lieu à de la compensation foncière, de prendre du recul sur l'efficacité des mesures mises en place et de mieux anticiper les éventuels besoins de compensation future.

Le CEREMA, quant à lui, est intéressé par l'observation de la prise en compte des enjeux environnementaux par les acteurs territoriaux dans la mise en œuvre des politiques publiques relevant de leurs compétences.

Dans ce cadre, le CEREMA réalisera un recensement des projets ayant donné lieu à des mesures compensatoires environnementales sur le territoire de la Métropole et qualifiera ces mesures selon le guide d'aide à la définition des mesures

ERC. Il produira une cartographie de ces projets et mesures telles qu'elles ont été prescrites dans les autorisations administratives.

La Métropole Aix-Marseille-Provence fournira au CEREMA des analyses sur la biodiversité, des analyses foncières, ainsi que les grandes orientations sur les secteurs de développement qui découleront des documents de planification.

Ainsi, ces échanges doivent permettre à la Métropole et au CEREMA de renforcer un argumentaire de sensibilisation, d'anticipation et d'amélioration des pratiques en matière de prise en compte des enjeux environnementaux dans les documents de planification et les projets d'aménagement ainsi que la capitalisation des données relatives au patrimoine naturel. Et ce afin de favoriser le partage des connaissances.

Ce partenariat pourra également contribuer à améliorer le suivi des mesures qui s'inscrivent dans un temps très long, et à leur prise en compte par une retranscription dans la partie cartographique et réglementaire des documents de planification métropolitains.

C'est pourquoi Il est proposé de conclure une convention de coopération public-public avec le CEREMA pour constituer un état des lieux des mesures foncières de compensation environnementale mises en œuvre sur le territoire métropolitain. Le montant à charge de la Métropole est de 25 000 euros HT. Cette convention est conclue conformément aux dispositions de l'article L 2512-5 du code de la Commande Publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- La convention de coopération public-public relatives aux mesures foncières de compensation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de coopération public-public avec le CEREMA relative aux mesures foncières de compensation.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de coopération public-public avec le CEREMA relative aux mesures foncières de compensation ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation d'une convention de coopération public-public avec le CEREMA relative aux mesures foncières de compensation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 056-716/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec l'ONF pour la vente de bois suite au débroussaillage de la ZAC Athélia 5 Commune de la Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17841/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention avec l'Office National des Forêts (ONF) pour l'appui à la commercialisation de bois sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, sur la commune de la Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°URB-001-1021/07/CC du 19 novembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques Athélia V, située à l'Est du territoire métropolitain, sur la commune de La Ciotat.

Cette ZAC est située dans le prolongement nord-est des zones Athélia I, II, III et IV, qui regroupent environ 240 entreprises et totalisent près de 4 000 emplois, dans les secteurs d'activités scientifiques et techniques, de l'information-communication, de l'industrie de la santé et de la construction. Athélia V est accessible directement depuis l'échangeur n°9 sur l'autoroute A50, depuis l'avenue du Serpolet par Athélia II, puis Athélia IV.

La ZAC Athélia V d'une superficie totale de 63 hectares dont 32 hectares ont été aménagées en régie directe, a été développée en limite de la zone naturelle collinaire de la Ciotat, dans un contexte

environnemental à fort enjeux la ZAC Athélia V intègre les grands ensembles paysagers du secteur et leurs composantes écologiques particulièrement sensibles (zone limitrophe au Parc National des Calanques, du site Natura 2000, ZNIEFF).

Le dossier de réalisation, qui précise les principes d'aménagement de cette ZAC, a été approuvé par délibération par délibération du Conseil Communautaire n°AEC-004-483/11/CC du 8 juillet 2011, puis modifié et approuvé au Conseil Communautaire n°AEC-9203/CC du 15 février 2013.

Cette opération d'aménagement, qui intègre une partie du massif forestier, est soumise au risque feu de forêt. A ce titre l'Etat a officiellement porté à connaissance de la Ville de la Ciotat la carte d'aléas Feu de Forêt en Mai 2014. Cette carte a classé une majeure partie de la zone ATHELIA V en zone d'aléa très fort à exceptionnel.

Dans ce cadre, une analyse spécifique sur les conditions de défense risque incendie du site a été menée avec la contribution du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône, Etude qui a conclu à la formalisation de travaux forestiers pour renforcer la sécurisation de la ZAC et la capacité d'intervention des services chargés de la lutte incendie.

Pour mettre en œuvre ces travaux sur le massif forestier, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé par délibération n°URB 002-1672/17/BM en date du 30 mars 2017, une convention avec l'Office National des Forêts (ONF) relative à la gestion des espaces sensibles de la ZAC Athélia V.

Cette convention permet la mise en œuvre des missions d'obligations légales de débroussaillage, de reprise et création de pistes DFCI pour accéder au massif, de mise en place de citernes d'eau et de débroussaillage des lots à bâtir.

Au titre des missions de débroussaillage engagées depuis juin 2019 sur le site par l'ONF, il est programmé la coupe et l'abattage d'arbres pour éclaircir la végétation et assurer la protection du massif. Cette coupe d'arbres va générer un volume de bois qui sera stockées sur le périmètre d'intervention.

Il est ainsi proposé d'approuver une convention avec l'ONF pour l'appui à la commercialisation du bois issu des travaux de débroussaillage sur le périmètre de la ZAC Athélia V.

Le volume de bois à commercialisation estimé à 520 tonnes ou 540 m3 plein de bois. Il sera commercialisé après mise en concurrence auprès des Etablissements DOLZA au prix minima de 20 euros HT la tonne le m3 de bois plein.

L'ONF assurera les missions suivantes :

- Estimation de la ressource en bois à commercialiser et établissement des devis
- Préparation des opérations de livraison et de réception des bois

Pour cela, l'ONF sera rémunéré sur une base de 4€ HT/tonne le m3 de bois plein.

La vente du bois s'effectuera en direct entre la Métropole, propriétaire du bois, et DOLZA et les Etablissements DOLZA.

Cette convention permettrait à la Métropole de percevoir des recettes de gestion sur cette ZAC, qui pourrait présenter une recette nette en 2020 comprise entre 6 000 et 8 000€, selon le volume de bois réceptionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Code Forestier, notamment les articles L131-6-3°, L131-10 et suivants ;
- Code de l'Urbanisme, notamment l'article L130-1 ;
- L'arrêté préfectoral STS13086028 du 31/03/2014 portant autorisation de défrichement d'un bois de particulier ;
- Arrêté préfectoral n° 2014316-0054 du 12/11/2014 relatif au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé dans les

espaces exposés aux risques d'incendie de forêt dans le département des Bouches du Rhône ;

- La délibération AEC-004-483/11/CC du 8/07/2011, portant sur l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC Athélia V, dossier modifié et approuvé au Conseil Communautaire AEC-9203/CC du 15 février 2013 ;
- La délibération de la commune de la Ciotat du 11/02/2013 ;
- La délibération AEC 009-2305/10/CC du 01/10/2010 portant approbation du nouveau dossier de création de la zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques Athélia V de la Ciotat ;
- La délibération de la commune de La Ciotat du 6/06/2011 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation d'une convention avec l'Office National des Forêts (ONF) pour l'appui à la commercialisation de bois sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, sur la commune de la Ciotat ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention avec l'Office National des Forêts (ONF) pour l'appui à la commercialisation de bois sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, sur la commune de la Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande d'approbation de la convention avec l'Office National des Forêts (ONF) pour l'appui à la commercialisation de bois sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, sur la commune de la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 058-717/19/CT

**■ CT1 - Approbation de la programmation de l'appel à projets 2020 du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole
DPV 19/18097/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la Communauté Urbaine dans le Contrat de Ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,

- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain sont priorités.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 10 décembre 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

En l'absence de réunion de l'assemblée délibérante au premier trimestre 2020 et afin de ne pas fragiliser les porteurs de projets dont l'action s'inscrit sur plusieurs années, il convient d'approuver cette première série d'actions.

La participation de la Métropole correspond au financement de 424 actions pour un total de 3 074 661€ :

- 6 actions concernent la commune de La Ciotat pour un montant de 66 500 €,
- 410 actions concernent la commune de Marseille pour un montant de 2 970 161 €,
- 4 actions concernent la commune de Marignane pour un montant de 18 000 €,
- 4 actions concernent la commune de Septèmes-les-Vallons pour un montant de 20 000 €.

Cette participation financière couvre les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 100 actions pour un montant de 722 248 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 36 actions pour un montant de 258 256 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au

développement économique et de l'emploi ».

- 6 actions pour un montant de 17 000 euros qui ont pour objectif d'assurer une offre de logements améliorée et diversifiée dans les quartiers prioritaires et qui contribue à la remise en mouvement des parcours résidentiels des ménages.
- 10 actions pour un montant de 87 500 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés.
- 6 actions pour un montant de 51 900 euros qui ont pour objectif le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire.
- 196 actions pour un montant de 1 418 608 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.
- 28 actions pour un montant de 199 500 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts.
- 42 actions pour un montant de 319 649 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

Afin de garantir les financements sur des missions relevant de l'intérêt général dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine de la Politique de la Ville et permettre une inscription pluriannuelle des projets, le recours à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) s'impose comme une pratique adaptée.

Issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et inscrite dans l'avenant de prolongation de celui-ci approuvé lors du Bureau de la Métropole le 26 septembre 2019, la pluri annualisation répond également à une volonté de la gouvernance du Contrat de Ville de pouvoir inscrire des projets dans la durée et de proposer une

simplification des démarches administratives pour les associations.

Certaines de ces actions font donc l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs d'une durée maximale de 3 ans.

La validation de ces engagements pluriannuels est issue d'un travail d'instruction partenariale. Les conventions pluriannuelles d'objectifs représentent 209 actions pour un montant de 1 810 982 € en 2020.

Pour les années 2021 et 2022, les montants des contributions financières consenties par la Métropole seront notifiés aux bénéficiaires par voie d'avenant :

- Après examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.
- Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire
- Sous réserve de l'approbation du budget annuel par la Métropole et de vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la

Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subvention aux associations par les Conseils de territoire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 10 décembre 2019 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 424 projets émergeant de l'appel à projet Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 9 septembre 2019 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 10 décembre 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la première série d'actions annuelles de la programmation 2020 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence »

Article 2 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la première série de la programmation 2020 du Contrat de Ville relatives à des actions pluri annuelles décrites en annexe 2 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence »

Article 3 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 4 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention pluriannuelle d'objectifs de financement devra être conclue.

Article 5 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 6 :

Est approuvé le modèle de convention pluriannuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 7 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 8 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 9 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 10 :

Les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020. Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2020, soit 3 074 661 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 059-718/19/CT

■ **CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé - Concessions Eradication de l'Habitat Indigne - Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17924/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne satisfait les conditions de

l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pourvoir porter atteinte à la propriété privée. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

Sans attendre la mise en place du cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

Dans ce cas l'intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs les nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration les conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation.

Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conformes aux articles L. 103-2, L. 103-3 2° et L. 103-4 du code de l'urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit. Par délibérations du 28 février 2019, ces concessions métropolitaines ont été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs objectifs augmentés : il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires.

La cible principale de leur action est constituée par des immeubles isolés, ou solidaires dans les désordres, objets d'actes de polices de l'habitat révélant la carence des propriétaires privés, dont le traitement ponctuel ne remet pas en cause une restructuration à l'îlot, ou dont les désordres ne découlent pas d'une pathologie, d'ores et déjà identifiée, liée à la stabilité des sols sur un périmètre plus large.

La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Le conseil métropolitain a d'ores et déjà approuvé l'engagement de procédures d'expropriation sur 41 immeubles dégradés en juin et sur 27 immeubles dégradés en octobre dernier, soit 68 immeubles au total.

Aujourd'hui, une dernière vague de 19 immeubles est présentée pour engager les procédures d'expropriation nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. il s'agit d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des programmes de travaux sur les 19 immeubles destinés à la production de logements sociaux (locatif social ou accession sociale).

Pour rappel, établir le projet à déclarer d'utilité publique nécessite, pour chaque immeuble, une mise au point technique, juridique et financière : état des lieux, élaboration des faisabilités financières et opérationnelles, vérification des états de propriété, besoins en relogements, évaluation foncière par l'administration fiscale.

La liste de ces immeubles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et enquêtes parcellaires conjointes est annexée au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le

Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de ses concessionnaires, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquête publique et parcellaire seront transmis en Préfecture par Marseille Habitat et Urbanis Aménagement dès leur complétude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 19 immeubles sur le territoire Marseillais.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 19 immeubles sur le territoire Marseillais.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 060-719/19/CT

■ CT1 - Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat l'Indigne et Dégradé - Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne - Approbation des avenants 25 à la convention de concession avec Marseille Habitat et 23 à la convention de concession avec Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17925/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf

urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé – Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne – Approbation des avenants 25 à la convention de concession T1600918CO passée avec Marseille Habitat et 23 à la convention de concession T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement sur le Territoire de Marseille.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Ainsi, par délibérations du 28 février 2019, approuvant respectivement les avenants n°22 et 21, ces concessions métropolitaines avaient été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs champs d'intervention élargi à une liste d'immeubles dégradés supplémentaires parmi lesquels il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 d'entre eux par voie d'expropriation.

Par délibération DEVT 008-6814/19/CM du 26 septembre 2019 l'avenant 24 à la convention EHI lot 1 et par délibération DEVT 004-6462/19/CM du 20 juin 2019 l'avenant 22 à la convention EHI lot 2, ont permis également d'actualiser la liste des immeubles entrant dans le champ des deux concessions.

Afin de pouvoir engager toutes les procédures de droit nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne, il convient d'actualiser la liste des immeubles rentrant dans le champ de ces concessions d'aménagement.

Il convient également de modifier un article de la convention n° T1600919CO pour actualiser la rémunération d'urbanis Aménagement pour l'année de clôture de l'opération conformément au CRAC 2018 approuvé par le Conseil Métropolitain du 26 septembre dernier. Aussi, il est proposé par le présent rapport d'approuver l'avenant n°25 à la convention de concession n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat et l'avenant n°23 à la convention de concession n° T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement.

La procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour une dernière liste d'immeubles est engagée par rapport distinct au cours de la présente séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé – Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne – Approbation des avenants 25 à la convention de concession T1600918CO passée avec Marseille Habitat et 23 à la convention de concession T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement sur le Territoire de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé – Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne – Approbation des avenants 25 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat et 23 à la convention de concession passée avec Urbanis Aménagement sur le Territoire de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé – Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne – Approbation des avenants 25 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat et 23 à la convention de concession passée avec Urbanis Aménagement sur le Territoire de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 061-720/19/CT

■ **CT1 - Stratégie territoriale de lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Convention d'intervention foncière Noailles - Projets de Déclaration d'Utilité Publique réserve foncière en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation des numéros 65 à 83 de la rue d'Aubagne - Marseille 1er arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17929/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - Stratégie territoriale de lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Convention d'intervention foncière Noailles - Projets de Déclaration d'Utilité Publique réserve foncière en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation des numéros 65 à 83 de la rue d'Aubagne - Marseille 1er arrondissement

Avis du Conseil de Territoire» satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, a été approuvée une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé. Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier. Pour mettre en œuvre cette stratégie, l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF) a été sollicité pour mener des actions foncières dans le but de maîtriser une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tènements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé, notamment pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci tant par voie amiable, de préemption et d'expropriation impliquant la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique Logement social, Vivien et réserve foncière.

La stratégie de lutte contre l'habitat indigne sur le grand centre-ville de Marseille se décline aujourd'hui au travers du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) approuvé par délibération n°URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019. Conclu pour une durée de 15 ans et portant sur un périmètre d'intervention de 1 000 hectares, il identifie 4 îlots opérationnels de première phase sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites prioritairement.

Parmi ces 4 îlots, figure l'îlot Noailles-Ventre qui intègre les parcelles concernées par le sinistre de la rue d'Aubagne survenu le 5 novembre 2018 suite à l'effondrement des numéros 63, 65 et 67 de la rue.

Suite à la remise du rapport du collège d'experts de la rue d'Aubagne au Maire de Marseille, la ville de Marseille a annoncé par communiqué de presse du 1^{er} mars 2019 sa décision de maîtriser les immeubles compris entre les numéros 71 et 83, inclus, de la rue d'Aubagne.

Suite à cette décision, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n°URB 10899 en date du 24 octobre 2019 une convention d'intervention foncière, également délibérée par la ville de Marseille, afin de confier à l'Etablissement Public Foncier régional (EPF PACA) la mission de maîtriser l'intégralité des parcelles et immeubles compris entre les numéros 65 à 83 inclus de la rue d'Aubagne, les tènements des numéros 61 et 63 étant déjà maîtrisés.

Les immeubles concernés par la décision des pouvoirs publics sont totalement inoccupés. Les ménages qui en sont issus ont fait l'objet d'un accompagnement pour accélérer le processus de leur relogement définitif dès lors que le retour sur site n'est plus envisagé.

Début novembre 2019, sur les 68 ménages recensés, 42 ont d'ores et déjà été relogés définitivement et 26 sont relogés temporairement en attente d'un relogement définitif ; la plupart ayant déjà reçu une ou plusieurs propositions de relogement.

La Ville, l'Etat et la Métropole poursuivent un travail partenarial pour mener à bien, dans les meilleures conditions, cet accompagnement des occupants afin de leur garantir un accès à un logement correspondant à leurs besoins et attentes.

Le périmètre d'intervention est constitué par un ensemble de 10 parcelles comprises dans le périmètre de sécurité et d'interdiction d'occuper - rue d'Aubagne et rue Jean Roque, instauré par la ville de Marseille depuis le 11 novembre 2018 et actualisé par arrêté du 9 octobre 2019, incluant :

- les parcelles des immeubles effondrés des numéros 65 et 67, rue d'Aubagne ainsi que l'immeuble partiellement déconstruit du 69, rue d'Aubagne ;
- Les immeubles compris entre les numéros 71 à 83 rue d'Aubagne, concernés par des arrêtés de péril grave et imminent.

A ce jour, si une intervention publique sur ce site est certaine, aucun programme de travaux n'a été défini. L'article R.112-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit la possibilité de constituer un dossier « simplifié », lorsque la déclaration d'utilité publique (DUP) est demandée en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'urbanisme importante et qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition des immeubles avant que le projet n'ait été établi. Compte tenu de ces éléments et du constat des désordres dont les sources restent

à investiguer, l'acquisition rapide de ce foncier, avant que le projet ne soit établi, est absolument nécessaire.

Dans le cadre de la convention susvisée, il est proposé d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) « réserve foncière » sur ces parcelles, en vue de constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir après les études techniques nécessaires et en concertation. La liste des parcelles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et parcellaires conjointes et un plan de localisation sont annexés au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par l'EPF dès leur complétude.

Le coût prévisionnel de ces acquisitions est estimé à environ 4 millions d'euros. Une évaluation globale et forfaitaire de ces biens est en cours par France Domaine qui a visité les biens courant octobre 2019. Les indemnités d'expropriation et d'éviction seront portées par l'EPF PACA qui a provisionné la convention d'intervention foncière Noailles approuvée par son conseil d'administration d'un budget de 5 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
 - Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Convention d'intervention foncière Noailles - Projets de Déclaration d'Utilité Publique "réserve foncière" en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation des numéros 65 à 83 de la rue d'Aubagne - Marseille 1er arrondissement

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Convention d'intervention foncière Noailles - Projets de Déclaration d'Utilité Publique "réserve foncière" en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation des numéros 65 à 83 de la rue d'Aubagne - Marseille 1er arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Convention d'intervention foncière Noailles - Projets de Déclaration d'Utilité Publique "réserve foncière" en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation des numéros 65 à 83 de la rue d'Aubagne - Marseille 1er arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 062-721/19/CT

■ **CT1 - Plan de lutte contre l'habitat indigne. Approbation de la convention constitutive du groupement de commande avec la ville de Marseille, pour la passation d'un contrat relatif à une prestation d'assistance au relogement temporaire et définitif de ménages**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17931/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan de lutte contre l'habitat indigne. Approbation de la convention constitutive du groupement de commande avec la ville de Marseille, pour la passation d'un contrat relatif à une prestation d'assistance au relogement temporaire et définitif de ménages, dans le cadre d'évacuation d'immeubles interdits d'occupation ou d'opérations d'aménagement urbain » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Suite à l'effondrement de trois immeubles de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018 et à l'évacuation de nombreux immeubles ayant fait l'objet d'un signalement et potentiellement dangereux, les circonstances graves et urgentes de cette dernière année ont remis la question du logement indigne, et en particulier celle de l'hébergement temporaire et du relogement, au centre de la stratégie du développement urbain de Marseille.

Si les moyens de relogement existants et toutes les mesures prises par les services de la ville de Marseille, de l'Etat et de la Métropole, ont permis de structurer et organiser la gestion de crise, ce contexte a rendu saillant le besoin de développer un dispositif de relogement temporaire et définitif de manière partenariale, et appropriée aux besoins à court et moyen termes. Elaborer ce dispositif implique à la fois de stabiliser une réponse opérationnelle et réactive, tout en s'assurant d'une approche prospective, qui pourra prendre en compte, dans leur ensemble, les impératifs liés à la lutte contre l'habitat indigne et l'amélioration des conditions de vie.

Ces besoins en relogement peuvent s'identifier à partir de plusieurs origines :

- Relogements définitifs de ménages dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA), des programmes de rénovation urbaine (PRU) conventionnés avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), ou d'autres opérations d'aménagement.
Le protocole de préfiguration du nouveau programme national de rénovation urbaine prévoit à Marseille la démolition de 3 000 à 4 000 logements, à échéance 2025.
- Relogements définitifs des ménages logés dans des copropriétés dégradées, faisant l'objet d'interventions publiques.
10 ensembles résidentiels gérés sous le statut de copropriétés sont à ce jour retenues comme prioritaires.
- Relogements temporaires à la suite d'interdictions d'occupation d'immeubles et de l'évacuation des ménages, par arrêtés de périls ou d'insalubrité, d'insécurité des équipements communs, de police générale.
360 immeubles ont été évacués entre novembre 2018 et septembre 2019, dans la commune de Marseille.

Aussi, la Métropole AMP, la ville de Marseille, les bailleurs sociaux, l'Etablissement Public d'aménagement Euroméditerranée, les Sociétés d'aménagement concessionnaires des opérations d'aménagement, et l'Etablissement Public Foncier, rassemblent des besoins en relogement conséquents. De manière estimative, cela peut représenter plus de 7500 ménages à reloger sur la durée des programmes, de manière temporaire ou définitive, dans le parc social ou privé.

Plusieurs dispositifs de relogement existent ; l'expérience prouve leur intérêt et la justesse de leur fonctionnement, mais aussi leur limite en terme quantitatif.

En appui sur les possibilités d'actions apportées aux Collectivités publiques par la loi de Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, et à l'initiation du 1^{er} protocole de Lutte contre

l'habitat indigne signé avec l'Etat en 2002, la ville de Marseille s'est entre autre dotée en 2003 d'un parc de logement relais diffus, complété en 2008 par un ensemble de 50 logements, les Jardins de l'Espérance, puis de 10 logements diffus en résidences sociales, gérés par ADOMA. Ce parc relais est en occupation constante (taux de 73% en moyenne, 100% actuellement). Une réflexion est en cours, menée en partenariat entre la Métropole, la Ville, et l'Etat, afin d'étendre ce parc.

En ce qui concerne le relogement définitif, il est à noter qu'une majorité des ménages concernés nécessite d'être relogée dans le parc social. Aussi, en s'appuyant sur l'article L.521-3-3 du Code de la

Construction et de l'Habitation, il est indispensable que les réservataires mobilisent leur contingent et les bailleurs sociaux leur parc, en réponse à ce besoin.

Afin d'accélérer les relogements liés aux opérations conventionnées avec l'ANRU, une charte de mutualisation des contingents réservataires a été signée en 2012, réunissant la Ville, l'Etat, le Conseil Départemental, la Métropole, l'ANRU, Action Logement, et le Groupement d'intérêt public Marseille Rénovation Urbaine. Le GIP MRU, en convention avec la Ville pour l'animation de cette plate-forme relogement PRU, peut aujourd'hui dresser avec les partenaires un bilan global positif des 7 années de structuration et de développement du dispositif. En terme de besoins, la file active de la plate-forme se maintient autour de 150 ménages à reloger ; 628 relogements ont été réalisés via la plate-forme depuis son initiation.

Les bailleurs sociaux ont aussi été particulièrement impliqués, aux côtés de l'Association Régionale HLM, pour permettre la constitution rapide d'un parc relais diffus à partir de leurs parcs et ceux des réservataires, et pour rendre prioritaires les propositions de relogement des ménages évacués, suite aux récentes et nombreuses interdictions d'occupation d'immeubles.

L'ensemble de ces outils et mesures reste néanmoins insuffisant pour contenir tous les besoins en relogement, actuels et projetés. Notamment, sur certains secteurs, l'offre est limitée pour des relogements implantés à proximité du logement d'origine des ménages, comme par exemple en centre-ville. La mobilisation et la gestion d'un parc privé diffus sont essentielles, afin de compléter de façon appropriée la réponse aux besoins en relogement temporaire et définitif.

Dès décembre 2018, une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) a fait l'objet d'une convention entre la Ville, l'Etat et le prestataire, afin de faciliter le relogement des ménages hébergés suite aux interdictions d'occupation d'immeubles. La convention, et son avenant, ont porté à 500 prises à bail la mission de relogement temporaire, et à 200 logements celle du relogement définitif. Au 4 octobre 2019, 584 ménages évacués avaient été relogés par

la MOUS, dont 521 de façon temporaire et 63 définitivement ; 26 ménages avaient pu réintégrer leur logement d'origine.

Une nouvelle prestation d'assistance au relogement des ménages évacués mettra terme à cette convention dans le dernier trimestre 2019, par un contrat assurant la continuité des missions : reprise des baux en cours (l'objectif des 500 baux ayant été atteint), complétée de quelques prises à bail supplémentaires, et accompagnement vers le relogement définitif hors ou dans le logement d'origine. L'échéance de ce marché est fixée à décembre 2020, avec un objectif de 100 conventions d'occupation temporaire restantes.

Cette expérience, l'ensemble de ces indicateurs et ceux concernant les tendances en besoins globaux de relogements, font valoir la nécessité de construire un partenariat entre la Métropole AMP et la ville de Marseille afin d'opérer un groupement de commande, pour la passation d'un contrat qui permettra de consolider et élargir l'offre en relogements temporaire et définitif.

Les missions visent à assister :

- La Métropole dans le relogement de ménages occupant des immeubles dont elle ou les sociétés d'aménagements concessionnaires envisagent la maîtrise.
- La Ville dans le relogement des ménages évacués en cas d'interdiction d'occupation d'immeubles et lorsque le propriétaire est défaillant.

La Métropole et la Ville, en groupement de commande, pourront lancer une consultation pour la passation du contrat, et en définiront les modalités techniques et administratives. Elles détermineront ensemble une estimation budgétaire, et la répartition des responsabilités et prises en charge de chacune.

La Métropole sera coordonnateur du groupement, en charge du recensement et de la définition des besoins, de l'élaboration du dossier de consultation, de la mise en œuvre de toutes les étapes de passation du marché jusqu'à sa signature, de la représentation en justice du groupement le cas échéant, et d'une éventuelle reconduction du marché.

L'objectif est d'initier la prestation au 2^{ème} semestre 2020, pour une durée de 4 années. Le détail des missions et leurs objectifs de résultats seront fixés de manière partenariale entre la Métropole et la Ville, concernant :

- La prise à bail de nouveaux logements et engagement des conventions d'occupation temporaire ;
- La reprise des baux et conventions d'occupation temporaire à l'issue de la prestation actuellement en cours ;

- La gestion locative de ces logements ;
- La recherche de logements dans le parc privé afin d'opérer de l'intermédiation locative, ou pour élargir la réponse aux besoins en relogements définitifs ;
- L'accompagnement des ménages durant leur occupation temporaire, et pour leur relogement définitif hors ou dans leur logement d'origine ;
- L'accompagnement des ménages dans le cadre de l'intermédiation locative, et de la fin de l'intermédiation ;
- L'organisation des glissements de baux au profit des ménages ;
- L'assistance au pilotage de la prestation, avec production d'indicateurs et d'états aux partenaires.

L'engagement financier et les modalités de prises en charge des prestations, entre la ville de Marseille et la Métropole AMP, peuvent s'envisager comme suit :

- La Métropole et la Ville prennent en charge à parts égales les prestations liées au pilotage et à la production d'indicateurs et états ;
- La Métropole et la Ville prennent en charge les prestations de relogement à réaliser, au prorata des relogements qui concernent leurs opérations respectives : prises à bail de logements ou recherche de logements en intermédiation locative, accompagnement des ménages jusqu'à leur relogement définitif ;
- La Ville prend en charge les loyers, charges locatives et les frais d'assurance, pour les relogements temporaires qui concernent les ménages évacués de logements de la commune de Marseille, interdits d'occupation et dont le propriétaire est défaillant. Elle opérera les recouvrements des frais engagés auprès des propriétaires. Elle prendra en charge les coûts de la gestion locative de ces logements temporaires pré-cités.

A ce jour, une enveloppe budgétaire estimative globale de ce contrat peut s'évaluer :

- à une moyenne de 1 875 000 euros/année. Ce montant inclut les loyers, charges et frais d'assurance des logements à la charge de la Ville, représentant environ 855 000 euros par an (dépenses recouvrables) ;
- hors dépenses liées aux loyers, aux charges locatives et assurances, le budget estimé à une moyenne de 1 020 000 euros/an serait pris en charge à 51% par la Ville et 49% par la Métropole - soit une dépense pour la Métropole d'environ 500 000 euros/an.

La première étape pour la passation de ce marché nécessite désormais la constitution d'un groupement de commande entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille. La convention constitutive annexée précise l'objet et les modalités d'organisation de ce groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM ;
- du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le plan de lutte contre l'habitat indigne - Approbation de la convention constitutive du groupement de commande avec la ville de Marseille, pour la passation d'un contrat relatif à une prestation d'assistance au relogement temporaire et définitif de ménages, dans le cadre d'évacuation d'immeubles interdits d'occupation ou d'opérations d'aménagement urbain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au plan de lutte contre l'habitat indigne - Approbation de la convention constitutive du groupement de commande avec la ville de Marseille, pour la passation d'un contrat relatif à une prestation d'assistance au relogement temporaire et définitif de ménages, dans le cadre d'évacuation d'immeubles interdits d'occupation ou d'opérations d'aménagement urbain.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le plan de lutte contre l'habitat indigne - Approbation de la convention constitutive du groupement de commande avec la ville de Marseille, pour la passation d'un contrat relatif à une prestation d'assistance au relogement temporaire et définitif de ménages.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 063-722/19/CT

■ **CT1 - Projets de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 18, 20 et 22 rue Tapis Vert à Marseille - Opération Grand Centre-Ville - Pôle Nadar Pouillon**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17927/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projets de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 18 ; 20 et 22 rue Tapis Vert à Marseille - Opération Grand Centre-Ville - Pôle Nadar Pouillon » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre-Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016 sous numéro de contrat T1600914CO.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie

territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Cette stratégie nécessite d'intégrer les politiques de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pouvoir porter atteinte à la propriété privée. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

Sans attendre la mise en place du cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

Dans ce cas l'intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation.

Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conformes aux articles L. 103-2, L. 103-3 2° et L. 103-4 du code de l'urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise d'immeubles privés très dégradés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

Cette mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, à ses concessionnaires de lutte contre l'habitat indigne d'une part et SOLEAM dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » pour atteindre l'objectif de production de logements nouveaux ou restructurés d'autre part.

Le 1er arrondissement de Marseille, avec 15% de logements locatifs sociaux, présente un taux inférieur

au taux de 25 % imposé par la loi. Par délibération du 24 septembre 2019, relative à la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence, le conseil de territoire Marseille Provence a approuvé le principe d'adapter le régime d'aides sur fonds propres en faveur du logement social afin de le mettre en cohérence avec les enjeux actuels et d'accélérer la production de logements locatifs sociaux.

L'intervention sur le parc privé existant offre l'intérêt de recycler les logements dégradés et/ou vacants notoirement présents dans les centres-villes des communes de l'EPCI, en logements à loyers maîtrisés, sans augmentation significative du parc de résidences principales.

Par délibération n° URB 012-1817/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole avait approuvé la réalisation de deux opérations de restauration immobilière au titre de l'article L313-4 du Code de l'Urbanisme sur les immeubles à restructurer sis 20, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0174) et 22, rue Tapis vert (parcelle n°201801 D0290) – dans le quartier Belsunce, au cœur du 1^{er} arrondissement, pour obliger les propriétaires à réaliser un programme de travaux prescrits dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

Compte tenu de l'état dégradé des immeubles et de l'accélération des procédures de lutte contre l'habitat indigne, l'objet du présent rapport est de proposer de modifier ces procédures de DUP de Restauration immobilière portant sur deux immeubles (20 et 22, rue Tapis Vert) en procédures de DUP travaux en vue de produire du logement social au titre des articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation sur trois immeubles mitoyens: 18, 20 et 22, rue Tapis Vert - 13001.

Ces immeubles, dégradés depuis longtemps et en partie vacants, constituent de réelles opportunités foncières pour la création de logements locatifs sociaux dans un arrondissement déficitaire :

- L'immeuble sis 18, rue Tapis Vert (cadastré quartier Belsunce parcelle n°201801 D0175) est une propriété unique dans un état vétuste et médiocre d'entretien depuis plusieurs années. Le rez-de-chaussée commercial est loué (commerce de textile de gros), les étages sont également loués (4 logements) ;

- L'immeuble sis 20, rue Tapis vert (cadastré quartier Belsunce, parcelle n°201801 D0174) est une propriété unique dans un état très dégradé et non entretenu depuis plusieurs années. Le rez-de-chaussée commercial est loué (commerce de textile de gros), les étages le sont également au même locataire qui n'utilise que le rez-de-chaussée (3 plateaux vacants en l'état de ruine). L'accès aux

étages se fait par une échelle pour le 1^{er} niveau (la cage d'escaliers a été supprimée au profit du commerce, puis par des escaliers). Un avertissement avant péril imminent a été pris le 21 août dernier portant sur la dégradation généralisée de la façade, charpente et couverture ;

- L'immeuble sis 22, rue Tapis Vert (cadastré quartier Belsunce parcelle n°201801 D0290) est un immeuble dégradé en copropriété que ses copropriétaires n'ont pas réussi à réhabiliter de manière satisfaisante et pérenne malgré les incitations et les aides publiques proposées et le laissant périlcliter. Cette copropriété souffre visiblement d'une incapacité à engager des travaux de restauration à hauteur de ce que l'immeuble nécessite. Il s'agit d'un vestige de la constitution historique du quartier baroque de Belsunce, l'ancien couvent des Récollettes, situé en Site Patrimonial Remarquable qui a subi des dégradations du fait du manque d'entretien ou du non-respect du règlement de l'Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine en vigueur.

Il est mitoyen de deux tenements fonciers propriétés de la Ville de Marseille qui offrent l'opportunité d'une reconstitution des façades sur rue et sur cour de l'immeuble aujourd'hui complètement déstructurées, permettant d'offrir un front bâti de qualité sur la rue, mais également participant au réaménagement du cœur d'îlot des Récollettes dont les travaux pour prévoir l'extension du Mémorial de la Marseillaise devraient commencer début 2020.

La situation des biens est singulière puisqu'il s'agit d'immeubles qui se tournent le dos. Cet adossement les rend mono-orientés ce qui n'est pas idéal sous nos climats méditerranéens où nous recherchons à réaliser des logements traversant pour améliorer le confort thermique d'été.

Compte tenu du mauvais état de ces biens, de leur vacance totale ou partielle au sein d'un quartier où la demande en logements est forte, particulièrement en logements à loyer maîtrisé, il est proposé de poursuivre leur maîtrise foncière auprès de propriétaires ou copropriétaires qui n'ont pas eu la volonté ou la capacité d'engager les programmes de travaux complets et pérennes qui s'imposent.

Compte tenu de l'intérêt général que représente l'acquisition-amélioration de ces immeubles pour produire du logement social, il est proposé de recourir à une expropriation pour cause d'utilité publique répondant à cet objectif.

A cette fin, il est proposé d'habiliter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à Déclarations d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la SOLEAM agissant au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces trois

immeubles pour mettre en œuvre des opérations de logements sociaux.

Les dossiers d'enquêtes publique et parcellaire seront transmis en Préfecture par la SOLEAM dès leur complétude.

Le coût prévisionnel de ces acquisitions est estimé à environ 2 750 000 euros. Une évaluation globale et forfaitaire de ces biens est en cours par France Domaine. Les indemnités d'expropriation et d'évictions seront financés par la concession d'aménagement n°T1600914CO dotée d'un budget foncier de 38 000 000 d'euros d'acquisition foncière restant à engager dans l'objectif de produire 1 400 logements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur les Projets de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 18 ; 20 et 22 rue Tapis Vert à Marseille - Opération Grand Centre-Ville - Pôle Nadar Pouillon.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à les Projets de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 18 ; 20 et 22 rue Tapis Vert à Marseille - Opération Grand Centre-Ville - Pôle Nadar Pouillon ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur les Projets de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 18 ; 20 et 22 rue Tapis Vert à Marseille - Opération Grand Centre-Ville - Pôle Nadar Pouillon.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 064-723/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Résorption Habitat Insalubre Saint Mauront Gaillard - Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17932/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120500 – Résorption Habitat Insalubre Saint Mauront Gaillard Marseille - » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le périmètre de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90 logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006. Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,

- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses est en augmentation par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2017 s'expliquant essentiellement par l'augmentation du budget travaux notamment à cause des travaux de démolition qui doivent se faire en condition amiante compte tenu de l'état de dégradation extrême des immeubles présentant un risque important pour les opérateurs de repérage amiante. Les travaux de VRD sont aussi en augmentation pour prendre en compte la construction d'une paroi de soutènement sur la partie ouest de la rue Gaillard

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes est en baisse au regard du bilan approuvé en 2017 s'expliquant par une révision à la baisse du prix de cession du terrain de l'îlot Bons Voisins.

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes est ainsi en augmentation par rapport au CRAC au 31 décembre 2017 en lien avec l'augmentation du budget travaux et la

diminution du prix des cessions ci-dessus. Cette augmentation de participation est nécessaire pour ne pas bloquer l'opération et la finaliser dans les délais impartis.

Ainsi, l'opération d'investissement n°2015120500 inscrite au budget pour un montant de 2 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 1 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 3 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120500 « Résorption Habitat Insalubre Saint Mauront Gaillard - Marseille » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120500 « Résorption Habitat Insalubre Saint Mauront Gaillard - Marseille » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Résorption Habitat Insalubre Saint Mauront Gaillard - Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 065-724/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Travaux sur copropriétés dégradées

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17942/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux sur copropriétés dégradées » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées adopté le 30 mars 2017 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence permet d'arrêter des stratégies d'interventions sur une quinzaine de grandes copropriétés dégradées après réalisation d'études pré-opérationnelles.

Ces programmes reposent sur une diversité d'actions : redressement des comptes et suivi des contentieux pour impayés de charges, maîtrise des charges, accompagnement des occupants en difficulté, portage de lots, amélioration du fonctionnement des instances de gestion, et sur la réalisation de travaux par les syndicats de copropriétaires, subventionnés par l'ANAH, la Métropole et autres collectivités. Ces travaux sont souvent nécessaires, même s'ils ne sont pas suffisants, pour assurer la sécurité des occupants et la conservation des immeubles.

Au fur et à mesure de l'avancement des études, les programmes d'intervention se précisent et la Métropole doit mettre en place sa part de financement et l'ingénierie d'opération par phases successives en fonction de la priorisation des travaux à réaliser : sécurité, conservation, amélioration.

Les premières subventions ont été engagées pour les travaux urgents de la copropriété Plombières et une deuxième phase de confortement des façades est à engager.

Les travaux urgents du Parc Corot, de maîtrise d'œuvre des travaux urgents de Bellevue de la Maurelette et de Bel Horizon ont fait l'objet d'engagement de subventions dans le courant de l'année ou seront engagés en 2020.

Enfin les conventions de plans de sauvegarde de Kalliste, Corot et Bellevue seront proposées en début d'année 2020.

Les diagnostics pré-opérationnels ont été engagés au 1^{er} semestre 2019 sur les copropriétés du Mail, de l'Est marseillais et de la Maurelette.

Les autres expertises (Les Rosiers, La Granière, Consolat, Bel Ombre, La Mazenode et la Cravache) se dérouleront en fin d'année 2019 et en 2020 .

Les autorisations de programme doivent être réévaluées en fonction de l'avancement des études et du programme de travaux à mettre en œuvre.

Cette opération est programmée sur une durée minimale de 10 ans.

Au regard des études déjà conduites, des programmes de travaux déjà connus et expertises restant à lancer, il est proposé de réviser cette autorisation de programme.

L'opération d'investissement n°2016103800 inscrite au budget pour un montant de 7 128 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 161092BP du programme 09, doit être révisée à hauteur de 1 500 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 8 628 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux sur copropriétés dégradées ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 Travaux sur copropriétés dégradées ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Travaux sur copropriétés dégradées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 066-725/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Aides directes logements sociaux

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17943/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf

urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2010116600 « Aides directes logements sociaux » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social et de la réhabilitation de l'habitat privé. La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités. Elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012 et au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016.

Par délibération du 24 septembre 2019, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé la modification du Règlement des aides directes en faveur du logement social de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille Provence, afin le mettre en cohérence avec les enjeux actuels, dont, notamment, l'accélération de la production de logements sociaux, la stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé adoptée par le Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 et le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain approuvé par le Conseil de Métropole du 19 octobre 2017.

Les aides directes en faveur du logement social de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille Provence ont été engagées, depuis leur

mise en place fin 2009, à hauteur de 18 652 000 euros TTC.

Pour tenir compte de l'approbation de la modification du Règlement des aides directes en faveur du logement social et du niveau d'engagement financier constaté ci-dessus, l'opération d'investissement n°2010116600 inscrite au budget pour un montant de 26 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 141092BP du programme 09, doit être révisée à hauteur de 4 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 30 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2010116600 « Aides directes logements sociaux » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2010116600 « Aides directes logements sociaux » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement aides directes logements sociaux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 067-726/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Création d'aires d'accueil des gens du voyage

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17946/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement

n°2016104600 – Création aires d'accueil des gens du voyage » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n° 2000-614 du 5 Juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage dispose que « les Communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au Schéma départemental ».

Dans le département des Bouches-du-Rhône, le schéma d'accueil des Gens du Voyage élaboré pour répondre à la loi du 5 Juillet 2000 a été signé conjointement par le Préfet et Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône le 1er Mars 2002, puis révisé au 4 novembre 2016.

Les Métropoles, dont Aix-Marseille-Provence sont titulaires de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyages.

Ce schéma départemental fixe les obligations et quota sur certaines communes ou regroupements de communes. Sur le Territoire Marseille Provence, le schéma départemental nécessite la production de 190 places assortie d'une aire de grand passage.

Nous proposons d'engager l'aire prescrite sur Gignac d'une capacité de 45 places, dont le dossier de DUP a été constitué et de confier l'opération à la SPL SOLEAM.

De même, il convient d'engager les aires prescrites sur l'aire de Marseille-Allauch-Plan-de-Cuques d'une capacité de 40 places, sur la commune de Gémenos d'une capacité de 20/25 Places ainsi que l'aire de grand passage (4 ha) sur la commune de Marseille.

Ces trois derniers dossiers nécessiteront une phase de développement préalable avec des recherches foncières et des études de faisabilité.

Afin de pouvoir engager cette seconde tranche réalisations, il convient de réviser l'autorisation de Programme.

L'opération d'investissement n°2016104600 inscrite au budget pour un montant de 12 000 000 euros HT et enregistrée dans l'autorisation de programme 161093BP du programme 09, doit être révisée à hauteur de 3 200 000 euros HT, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 15 200 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016104600 « Création aires d'accueil des gens du voyage ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016104600 « Création aires d'accueil des gens du voyage » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016104600 ,création aires d'accueil des gens du voyage .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 068-727/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Ecrêtage Bâtiment B Bellevue - Transformation en logements sociaux

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17960/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Ecrêtage Bâtiment B Bellevue – Transformation en logements sociaux » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le bâtiment B de la copropriété Bellevue (Marseille – 3^{ème} arrondissement) est un immeuble de grande hauteur (IGH) d'habitation qui fait l'objet d'un avis

défavorable de la sous-commission départementale de sécurité pour le risque incendie. Il s'agit d'un immeuble en difficultés de gestion avec des impayés de charges et des dettes.

Une étude menée dans le cadre de la rénovation urbaine (PRU Saint Mauront) préconise la mise aux normes incendie par écrêtage des 2 derniers niveaux et la transformation totale des logements en logements sociaux de droit (2/3 des logements sont déjà la propriété d'un bailleur social).

Cette orientation a été validée par le comité stratégique du 24 mai 2018 de l'accord partenarial sur les copropriétés dégradées. L'outil retenu pour mener à bien ces transformations est celui de la concession d'aménagement avec pour principaux objets l'acquisition de logements privés (une cinquantaine sur 168), la réalisation de travaux sur les parties communes et la revente à un bailleur social.

L'opération d'investissement n°2020101900, « Ecrêtage Bâtiment B Bellevue – Transformation en logements sociaux », d'un montant de 5 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 201064BP du programme 09, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Ecrêtage Bâtiment B Bellevue – Transformation en logements sociaux ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Ecrêtage Bâtiment B Bellevue - Transformation en logements sociaux » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Ecrêtage Bâtiment B Bellevue – Transformation en logements sociaux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 069-728/19/CT

■ CT1 - Attribution de subventions aux propriétaires privés dans le cadre du Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux - OPAH RU de La Ciotat

DUFSV 19/18010/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides qu'il gère par délégations des aides à la pierre. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

-PIG « Habiter Mieux » :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016, a approuvée une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvée une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales. Par délibération du 24 octobre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé un avenant N°2 de prolongation de ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2020.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » de Marseille Provence sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI et la Région de primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

Il est proposé au conseil de subventionner dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » la réhabilitation de 128 logements pour un total de 140 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes), selon le tableau ci-annexé :

- 117 primes répondent à l'objectif de performance énergétique
- 7 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 16 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » s'élève à 192 547 euros dont 64 566 euros de subventions sur fonds

propres et 127 981 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 1 850 453 euros qui génèrent un montant de travaux global de 2,970 Millions d'euros HT.

- L'OPAH RU du Vieux La Ciotat

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubre
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Les objectifs quantitatifs de cette OPAH-RU sont les suivants :

L'ensemble des 5 pôles regroupent 1 700 logements privés.

Sur les cinq ans, ce sont 750 logements qui sont visés par la réhabilitation à travers l'opération :

- 95 immeubles réhabilités en parties communes, représentant en moyenne 5 logements soit 475 logements ;
- 275 logements traités en parties privatives dont 125 occupés par leur propriétaire et 150 appartenant à des bailleurs privés.

L'opération inscrit également dans ses objectifs la mise en œuvre de 10 baux à réhabilitation par une incitation financière spécifique.

Le taux de propriétaires occupants est très bas sur ce périmètre. Aussi, est instaurée une prime à l'accession à la propriété visant à aider des propriétaires occupants, s'engageant à réaliser des travaux d'amélioration globale de leur bien, et à résider sur le Vieux La Ciotat pendant au moins 6 ans.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat une copropriété réalisant une réhabilitation globale des parties communes pour un montant de 63 900 euros. L'aide apportée par l'Anah s'élève à 24 541 euros, l'aide de la métropole s'élève à 20% des travaux soit 12 780 euros. La Ville de La Ciotat apportant aussi une aide d'un montant de 4 000 euros.

- L'OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille Centre

La Ville de Marseille et la Métropole ont signé le 21 décembre 2017 avec l'Etat, l'Agence Nationale à la Rénovation Urbaine, le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), un accord partenarial pour une stratégie sur les copropriétés dégradées et un 3^{ème} protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne afin de poursuivre les efforts de traitement du mal logement concentré à Marseille.

A la suite des effondrements d'immeubles d'habitation privés survenus le 5 novembre 2018 rue d'Aubagne, la Métropole et la Ville de Marseille, pour faciliter la réhabilitation d'immeubles sous arrêts et la mise en place d'une rapide d'une OPAH-RU, ont sollicité le soutien d'urgence de l'Anah afin d'accélérer le traitement global des immeubles.

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

Cette convention, notifiée le 9 mai 2019, doit permettre de soutenir et accompagner les actions prioritaires :

- Sur le volet habitat par l'aide au traitement des situations d'urgence relevant de la maîtrise d'ouvrage privée et l'approfondissement de la connaissance du parc concerné
- Sur le volet social par l'aide aux dispositifs d'hébergement, de relogement et d'accompagnement mis en place par la Ville de Marseille
- Sur le volet spécifique par l'aide à l'ingénierie programmée ou mise en place par la Métropole, y compris le pilotage dédié.

Les objectifs quantitatifs globaux du volet habitat de cette OPAH RU transitoire sont évalués à 100 immeubles sur trois ans, soit une estimation d'environ 500 logements concernés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux copropriété relevant du Programme

Initiative Copropriétés (urgence) à hauteur de 100 % du HT ;

La Métropole Territoire Marseille Provence s'est engagée à accompagner sur ses fonds propres le dispositif des aides de l'Anah en complétant par une subvention des travaux et diagnostics à concurrence de 20% pour couvrir 100% des travaux urgents TTC réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de l'OPAH RU Transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille Centre » quatre copropriétés sous péril grave et imminent réalisant une réhabilitation globale des parties communes pour un montant de 1 771 534 euros de travaux subventionnables. L'aide apportée par l'Anah s'élève à 1 589 452 euros, l'aide de la métropole s'élève à 182 082 euros, soit à 20% du montant subventionnable plafonné au montant TTC des travaux. Ces aides sont accordées aux mêmes conditions que l'Anah.

La somme totale engagée par la Métropole s'élève à 387 409 euros dont 259 428 euros de subventions sur fonds propres et 127 981 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur d'environ 1 875 000 euros qui génèrent un montant de travaux global dépassant la somme de 3 Millions d'euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'Habitat ancien – Attribution de subventions aux propriétaires privés – Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux et OPAH RU Multisites Centre-ville de Marseille » ;
- La délibération HPV 006-479/14/CC du 09 octobre 2014 approuvant la convention avec l'Anah et le Conseil Régional PACA pour un programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et approbation de la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération HPV 005-1111/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant le dispositif des aides propres MPM Région et l'avenant N°1 à la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La convention du programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, signées le 15 décembre 2014.
- La convention du programme d'OPAH RU Multisites Centre-Ville de Marseille à volet Copropriétés dégradées, signée le 11 janvier 2016 ;
- La convention du programme d'OPAH RU du Vieux La Ciotat, signée le 28 novembre 2018 ;
- La délibération VU015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'ANAH facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités

d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée.

- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs prioritaires du PIG « Habiter Mieux » de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat et de l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille Centre »
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont les listes sont jointes en annexe :

Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » – OPAH RU du Vieux La Ciotat : bénéficiaires : 129 logements de propriétaires pour un montant engagé de 205 327 euros incluant 77 346 euros d'aides de la métropole et 127 981 euros d'aides de la Région.

Article 2 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 387 409

euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par la Région des avances faites par Marseille Provence sont inscrites sur le compte 7472.

Article 3 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah, pièce que l'Anah ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter les subventions de la Région, pour un montant de 127 981 euros tel que précisé dans l'annexe financière à la convention du PIG Habiter Mieux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 070-729/19/CT

■ CT1 - Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat DUFVS 19/17953/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation

de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Concernant les logements sociaux neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012. Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Enfin, par délibération du 24 septembre 2019, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence et adopté un nouveau règlement, afin d'accélérer la production de logements sociaux et de mettre en cohérence ce dispositif d'aides avec les enjeux actuels, dont, notamment : la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, le renouvellement urbain, l'aménagement durable, l'insertion sociale par le logement, le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Les critères d'attribution des aides métropolitaines directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence sont les suivants :

Pour les logements sociaux Prêt Locatif à Usage Social – PLUS et Prêt Locatif Aidé d'Intégration - PLAI :

- des forfaits de base PLUS et PLAI, différenciés selon 5 catégories de commune ou d'arrondissement classés selon les prix médians de vente au mètre carré des appartements, allant de 1 000 euros à 5 000 euros pour un logement PLUS et de 3 000 à 7 000 euros pour un logement PLAI.
- 4 primes, cumulables avec les forfaits, fondées sur les enjeux prioritaires actuels de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Marseille Provence :
 - pour performance énergétique et environnementale (1 000 euros par logement),
 - pour l'adaptation au handicap selon les préconisations du cahier des charges élaboré par l'association Handitoit Provence, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire (2 000 euros par logement),

- pour la réalisation de logements locatifs sociaux PLAI adaptés ou à loyer minoré (10 000 euros par logement),
- pour les opérations de logements réalisés en acquisition-amélioration, 4 niveaux de prime de 3 000 à 18 000 euros par logement voire au-delà selon le montant des travaux réalisés.
Exceptionnellement, pour les opérations comportant au moins 1 500 euros HT de travaux au m² de surface utile les plus difficiles à équilibrer, la prime au logement pourra être majorée au-delà de 18 000 euros. Cette décision sera proposée au vu de l'examen technique du dossier et des financements mobilisables.
Par ailleurs, lorsque la réhabilitation est rendue impossible et qu'il convient de démolir pour reconstruire, une prime spécifique en fonction de l'équilibre d'opération pourra être accordée dans la limite de 12 000 euros par logement.

Pour les logements sociaux Prêt Locatif Social – PLS :

Un forfait de 3 000 euros pour les logements étudiants réalisés en PLS à loyer et charges maîtrisés et pour les logements familiaux réalisés en PLS dans les communes ou arrondissements où le taux de logements sociaux est supérieur à 25 % et participant d'une démarche de renouvellement urbain, ce forfait étant conditionné à l'application d'un loyer PLS minoré.

Pour les réhabilitations de logements locatifs sociaux :

- un forfait de 2 000 euros par logement réhabilité si les logements atteignent un bon niveau de performance énergétique et environnementale,
- un forfait de 10 000 euros par logement restructuré, en cas de division de grands logements avec modification substantielle de la typologie et de la surface habitable.

Les aides directes concernent toutes les opérations de production nouvelle et de réhabilitation conduites par les bailleurs sociaux, qu'elles le soient dans le cadre de la délégation des aides à la pierre ou du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, voire d'un simple prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.

Il s'agit de montants maximaux de subventions. La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve la possibilité de plafonner les subventions, notamment en cas de montant de subvention à l'opération très important (au-delà de 500 000 euros).

Un logement sera réservé par la Métropole par tranche consommée de 50 000 euros de subvention attribuée, calculée hors des 4 primes prévus pour les logements PLUS-PLAI et hors logements-foyers et logements étudiants.

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport d'allouer des aides directes pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes :

Opération Panier Abadie – Tranche 2 - Marseille 2^{ème}, bailleur social CDC HABITAT SOCIAL

L'opération compte 22 logements sociaux en acquisition-amélioration (4 PLUS, 8 PLAI, 10 PLS), sur 5 bâtiments, Marseille 2^{ème} : 20-22 Montée des Accoules, 21 et 29-31 rue du Poirier, 6-8 rue de l'Hôtel-Dieu, 7-9 montée Saint Esprit. Les 12 logements PLUS et PLAI bénéficient d'un financement de l'ANRU et de subventions des collectivités locales. Le coût des travaux étant très élevé du fait d'une intervention sur plusieurs bâtiments étroits et très dégradés disséminés dans le quartier du Panier, la subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence est proposée à hauteur de 360 000 euros (majoration exceptionnelle de la prime travaux jusqu'à un financement de 30 000 euros par logement PLUS ou PLAI).

Opération Zoccola, Marseille 15^{ème}, bailleur social ADOMA

L'opération compte 170 logements sociaux PLAI neufs en résidence sociale, acquis en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement. Elle bénéficie d'un financement de l'Etat dans le cadre de la délégation des aides à la pierre et d'une subvention de la Ville de Marseille. Elle est située 56, traverse du Liban, Marseille 15^e, au sein du périmètre d'extension de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée et permettra notamment de reconstituer l'offre de logements démolis de la résidence sociale ADOMA située 54 avenue Félix Zoccola. La subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence est proposée à hauteur de 500 000 euros (3 000 euros par logement PLAI, subvention plafonnée à 500 000 euros).

Opération de réhabilitation La Blancarde, Marseille 12^{ème}, bailleur social Habitat Marseille Provence

Il s'agit d'une opération de réhabilitation de logements sociaux de 241 logements située 19 traverse de la Trévaresse, Marseille 12^{ème}. L'amélioration de la performance énergétique permettra l'atteinte du niveau Bâtiment Basse

Consommation - Rénovation hors panneaux photovoltaïque. La subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence est proposée à hauteur de 482 000 euros (2 000 euros par logement).

Les aides directes s'élèvent au montant total de 1 342 000 euros pour 3 opérations représentant 423 logements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La délibération VU 056-465/19/CT du 24 septembre 2019 relative à la modification des modalités d'attribution des aides directes pour

le logement social sur le territoire Marseille Provence ;

- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2017-2022 signée le 20 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence d'attribuer des aides directes pour le logement social et d'approuver les conventions de financement et de partenariat afférentes ;
- Que les priorités retenues sont, notamment : la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, le renouvellement urbain, l'aménagement durable, l'insertion sociale par le logement, le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les aides directes en faveur du logement social pour les 3 opérations suivantes :

CDC HABITAT SOCIAL

Opération Panier Abadie – Tranche 2, Marseille 2^e
360 000 euros

ADOMA

Opération Zoccola, Marseille 15^e
500 000 euros

HABITAT MARSEILLE PROVENCE

Opération de réhabilitation La Blancarde, Marseille 12^e
482 000 euros

Le montant total de ces aides s'élève à 1 342 000 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement et de partenariat afférentes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la

présente délibération et à signer les conventions afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2019 : Sous-politique D110, opération d'investissement n°2010116600, chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 071-730/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de financement pour des travaux d'urgence sur le bâtiment D avec le syndicat des copropriétaires du Parc Corot - Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17922/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Marseille 13ème arrondissement – Parc Corot – Approbation d'une convention de financement pour des travaux d'urgence sur le bâtiment D avec le syndicat des copropriétaires » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier

prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7 syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1ère commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Suite au diagnostic technique élaboré par Citémétrie pour le compte du GIP Marseille Rénovation Urbaine, et compte tenu de l'état de dégradation des parties communes, il est nécessaire de prévoir un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du Parc Corot à l'exception de l'immeuble « A » frappé d'un arrêté d'insécurité imminente des équipements communs en date du 23 novembre 2018 qui a

entraîné son évacuation et sa neutralisation. Ces travaux à mener d'urgence ont pour objectif de répondre aux désordres les plus criants en matière de protection de la santé et de la sécurité des habitants.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

L'assemblée délibérante a émis le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

L'atteinte des objectifs s'organise en deux temps :

- Tout d'abord, l'engagement de travaux d'urgence permettant d'assurer la sécurité des parties communes et des équipements communs des différents immeubles constitués en syndicats secondaires, ainsi que des travaux sur les parties communes générales gérées par le syndicat général, et ce, sur une durée de 18 à 30 mois. La Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Egalité des Chances en date du 19 mars 2019 a validé ce programme de travaux,

son estimation financière et son mode de financement.

Ces travaux et leur financement font l'objet d'une convention jointe en annexe, portant sur le bâtiment D, à conclure avec le syndicat concerné. L'assemblée générale de copropriété en date du 03 octobre 2019 a adopté le programme de travaux, son enveloppe financière et son mode de financement et donné mandat à son syndic pour prendre les dispositions nécessaires.

- Ensuite, une opération d'aménagement portée par la Métropole sera mise en place pour permettre la mise en œuvre :
 - d'une part, en collaboration avec le syndicat des copropriétaires, des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes, ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives dans l'immeuble ;
 - et, d'autre part d'assurer le recyclage d'autres immeubles du Parc Corot les plus dégradés.

Le montant des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah sont définies dans le tableau ci-après :

Répartition des financements	
ANAH	335 200 euros
MAMP	53 900 euros
TOTAL	389 100 euros

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », les travaux d'urgence pour le Parc Corot sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des travaux et des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux toutes taxes comprises, les honoraires techniques et l'assurance dommage ouvrage, à l'exception des honoraires de syndic.

Il convient de conclure une convention entre la Métropole et le Syndicat des copropriétaires du « Parc Corot » bâtiment D. Cette convention a pour objet le

financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ce bâtiment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention relative à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat copropriété du bâtiment D du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention relative à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat de copropriété du bâtiment D du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 072-731/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de préfinancement avec la SACICAP pour les travaux d'urgence du bâtiment D de la copropriété du Parc Corot à Marseille - 13ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 19/17923/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7 syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1ère commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de

mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Suite au diagnostic technique élaboré par Citémétrie pour le compte du GIP Marseille Rénovation Urbaine, et compte tenu de l'état de dégradation des parties communes, il est nécessaire de prévoir un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du Parc Corot à l'exception de l'immeuble « A » frappé d'un arrêté d'insécurité imminente des équipements communs en date du 23 novembre 2018 qui a entraîné son évacuation et sa neutralisation. Ces travaux à mener d'urgence ont pour objectif de répondre aux désordres les plus criants en matière de protection de la santé et de la sécurité des habitants.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

L'assemblée délibérante a émis le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

Par délibération précédemment adoptée lors de cette séance de notre bureau sous le n°XXXX, le Madame la Présidente ou son représentant, a été autorisée à signer avec le syndicat de copropriété du bâtiment D, représenté par son syndic la convention de financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ce bâtiment..

Cette convention précise le montant des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah comme indiqué dans le tableau ci-après :

Répartition des financements	
ANAH	335 200 euros
MAMP	53 900 euros
TOTAL	389 100 euros

Ce financement couvre la totalité du montant des travaux d'urgence, des honoraires techniques et de l'assurance dommage ouvrage.

La gestion des financements et les modalités de versement des subventions sont définies dans cette convention de financement.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence assurent conjointement le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux d'urgence de la copropriété Parc Corot sous forme de prêt sans intérêt.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement consiste à préfinancer les subventions de l'ANAH et des collectivités partenaires aux syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétés et peut couvrir jusqu'à 100% du coût des travaux.

Le préfinancement des aides attribuées par l'ANAH et par la Métropole au syndicat du bâtiment D du Parc Corot est décliné dans le cadre d'une convention fixant les modalités d'utilisation et de versement de ces aides. Les co-contractants sont l'ANAH, la Métropole, les SACICAP et le Syndicat secondaire du bâtiment D de la copropriété « Parc Corot ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'e l'accord partenarial, approuvé par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence du « Parc Corot » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Qu'il convient d'approuver une convention entre la Métropole, les SACICAP, l'Agence Nationale pour l'Habitat, ainsi que le syndicat des copropriétaires du « Parc Corot » pour les bâtiments D ayant pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments ainsi que des parties communes générales du Parc Corot.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de préfinancement avec la SACICAP pour les travaux d'urgence du bâtiment D de la copropriété du Parc Corot à Marseille - 13ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 073-732/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence - Approbation d'une convention de financement. Copropriété La Maurelette - Marseille 15ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17926/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Copropriété La Maurelette – Marseille 15^{ème} arrondissement – Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence – Approbation d'une convention de financement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La copropriété « la Maurelette » est un ensemble immobilier situé 182 rue le Châtelier/ Boulevard Simon

Bolivar dans le quartier la Delorme dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille. Elle se compose de 746 logements sur 70 entrées, 12 locaux commerciaux, 541 emplacements de parking, une bastide abritant un centre de formation et une ancienne maison de retraite désaffectée. La copropriété est gérée depuis 2018 par le syndic Immobilière Colapinto.

Cet ensemble immobilier, présentant une qualité paysagère remarquable, a été construit entre 1962 et 1964. Il est composé d'une juxtaposition de bâtiments de hauteurs différentes sur environ 12 hectares. Les bâtiments organisent par leur disposition une série de sous-ensembles disposés autour d'une dizaine de places. Les façades intègrent des panneaux revêtus de pâtes de verre colorées. Au regard de tous ces éléments, la résidence a été inscrite au patrimoine du XX^{ème} siècle en 2006.

La copropriété fait face depuis de nombreuses années à des difficultés de gestion (mise sous administration judiciaire et changements de syndics) et à des problèmes financiers (dette de charges de plus de 128% du budget et dette fournisseurs importante). Sur le plan technique, le bâti est vieillissant et souffre d'un manque d'entretien.

Le cumul de ces difficultés a conduit les pouvoirs publics à intégrer la Maurelette parmi les copropriétés du territoire marseillais pour lesquelles une intervention publique doit être envisagée. Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Cet accord recense notamment la Maurelette comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire. Ce protocole a été officiellement signé en décembre 2017.

En parallèle, la Ville de Marseille, sur sollicitation de la copropriété, a pris un arrêté de péril grave et imminent le 18 décembre 2018 portant sur des risques de chutes d'éléments de maçonnerie en façade. Par arrêté modificatif du 11 janvier 2019, la Ville de Marseille a complété son premier arrêté en demandant au syndicat des copropriétaires de faire réaliser un rapport sur l'état des bétons en façade et de procéder à la purge des éléments menaçant de tomber.

Les copropriétaires ont approuvé en assemblée générale du 7 février 2019 des devis pour un montant total de 486 736 euros. Ce vote n'a pas été suivi d'appels de fonds, la copropriété déjà fortement endettée souhaitant attendre des décisions concernant de potentiels financements publics à solliciter.

Aussi, compte tenu de la situation, Monsieur le Maire de Marseille a sollicité le 14 février 2019 Monsieur le

Préfet des Bouches du Rhône pour qu'une commission soit constituée afin d'entamer l'élaboration d'un plan de sauvegarde en faveur de cette copropriété.

Le 14 mai 2019, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté portant création de la commission chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété de la Maurelette.

La Métropole a mandaté courant juin 2019 un prestataire pour réaliser une expertise complète sur l'ensemble de la copropriété afin d'avoir une connaissance plus fine des dysfonctionnements et d'engager des actions visant au redressement de la copropriété. Dans le même temps, la Métropole a conclu avec CDC habitat social une convention de portage immobilier et foncier pour une intervention ciblée sur quelques copropriétés dégradées dont la Maurelette. Il s'agit de mettre en place une action foncière immédiate afin d'acquérir des lots de copropriétaires endettés ou vendeurs et permettre ainsi une rentrée de trésorerie dans les comptes de la copropriété et d'entrer dans la copropriété.

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », le financement des travaux d'urgence par l'ANAH dans les copropriétés en phase d'élaboration de plan de sauvegarde a été majoré à hauteur de 100 % du montant hors taxes des travaux et des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux toutes taxes comprises, les honoraires techniques et l'assurance dommage ouvrage, à l'exception des honoraires de syndic.

il est nécessaire de prévoir une première phase de travaux d'urgence sur la Maurelette permettant la réalisation des purges de façades et ainsi la levée de l'arrêté de péril grave et imminent (PGI). Une deuxième phase de travaux d'urgence répondant aux mesures conservatoires indiquées dans le PGI est également à prévoir (traitement des bétons et aciers, étanchéités...).

La 1^{ère} réunion de la commission d'élaboration du plan de sauvegarde qui s'est réunie le 7 novembre dernier a validé la réalisation de ce programme et son financement par l'ANAH et la Métropole.

Ces travaux sont évalués à 486 736 euros TTC. Ce montant sera affiné par le maître d'œuvre désigné par la copropriété.

Le montant prévisionnel de l'aide apportée par la Métropole en complément de la subvention de l'Anah est défini ci-après

Financement ANAH	442 488 euros
Financement MAMP	44 248 euros
Montant total travaux	486 736 euros

Afin d'acter cet engagement, Il convient de conclure une convention entre la Métropole et le Syndicat des copropriétaires de » la Maurelette ». Cette convention a pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de cet ensemble immobilier. Les modalités de versement de cette aide sont définies dans la convention de financement citée et jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la copropriété La Maurelette – Marseille 15^{ème} arrondissement – Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence – Approbation d'une convention de financement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la copropriété La Maurelette – Marseille 15^{ème} arrondissement – Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence – Approbation d'une convention de financement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la copropriété La Maurelette – Marseille 15^{ème} arrondissement – Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence – Approbation d'une convention de financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 075-733/19/CT

■ CT1 - Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine - Approbation de conventions de financement entre la Métropole et des maîtres d'ouvrage d'opérations dans le cadre du protocole de préfiguration

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17941/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine – Approbation de conventions de financement entre la Métropole et 5 maîtres d'ouvrage d'opérations dans le cadre du protocole de préfiguration et en anticipation des conventions pluri-annuelles de mise en œuvre des projets de renouvellement urbain à Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Conseil métropolitain a approuvé en séance du 19 octobre 2017 le projet de protocole de préfiguration du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) cofinancé par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour les 14 quartiers situés sur la commune de Marseille, 9 quartiers d'intérêt national et 5 d'intérêt régional. Signé le 21 décembre 2017, il permet de réaliser et financer les études urbaines, techniques, sociales et patrimoniales qui vont servir à élaborer les conventions pluri-annuelles de mise en œuvre des projets de renouvellement urbain sur les sites prioritaires, les budgets nécessaires, les opérations, les maîtres d'ouvrages à mobiliser. Il permet également d'engager les assistances à maîtrise d'ouvrages nécessaires pour la concertation/participation des habitants, la gestion urbaine de proximité, le développement durable, la prise en compte de la sécurité. Enfin, il a permis de définir les modalités de financement de plusieurs opérations à mettre en œuvre dès à présent et dans l'attente de la signature de conventions opérationnelles.

Le coût global de cette phase de préfiguration est de 62 208 000 euros hors TVA dont 40 770 000 euros hors TVA d'opérations pré-conventionnées.

Les principaux financeurs de ces actions de préfiguration sont l'ANRU à hauteur de 20 244 000 euros, les bailleurs sociaux à hauteur de 20 036 000 euros, la Métropole à hauteur de 8 477 000 euros, la Ville de Marseille à hauteur de 5 186 000 euros. ANAH, Département, Région, Caisse des Dépôts et Consignations viennent compléter le plan de financement.

Un examen de l'avancement du protocole en comité national de l'ANRU le 6 février 2019 a permis de réajuster à la marge le programme et le planning d'études et d'acter de nouvelles opérations pré-conventionnées à mettre en œuvre avant la signature des conventions pluri-annuelles de la Savine, la Castellane, Malpassé et Kalliste/Solidarité.

Du fait de l'évolution des modalités de contractualisation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, les partenaires du Comité d'Engagement ont proposé à la Métropole la contractualisation de ces décisions au travers :

- D'un avenant n°1 au protocole signé en 2017 pour les quartiers de Marseille, approuvé par délibération 009-6962/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, intégrant principalement les évolutions du programme d'études et de leur planning.

- D'une convention cadre Métropolitaine, approuvée par délibération 008-6961/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, intégrant la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer ;

- D'une intégration directe en Opérations Pré-Conventionnées (qui seront ultérieurement rattachées aux conventions opérationnelles en cours d'élaboration pour les différents quartiers éligibles) des nouvelles opérations d'investissement validées.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les conventions de financement entre la Métropole et les maîtres d'ouvrage Erilia, Habitat Marseille Provence, 13 Habitat, Logirem et l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée (EPAEM).

Afin de prendre en compte la temporalité des études et opérations, leur rattachement au protocole de préfiguration et son avenant 1 ou en anticipation de conventions pluri-annuelles à venir, il est proposé de traduire ces engagements dans 6 conventions financières : une avec chacun des 5 maîtres d'ouvrage au titre du protocole de préfiguration et son avenant 1, une spécifique avec la Logirem pour la démolition des bâtiments D, E et K en anticipation de la convention pluri-annuelle à venir sur le site de la Savine.

L'engagement total de la Métropole pour ces six conventions est de 3 957 805 euros sur une dépense subventionnable de 42 250 918 euros.

Il est par ailleurs proposé d'approuver une convention entre l'EPAEM, la Métropole et la Ville de Marseille pour la restructuration du noyau villageois des Crottes. Cette convention définit les modalités d'association de la Métropole et de la Ville à la conduite de ces aménagements dont l'EPAEM assure

la maîtrise d'ouvrage, ainsi que les modalités de remise des ouvrages relevant de leurs compétences respectives, à la Métropole et à la ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine – Approbation de conventions de financement entre la Métropole et 5 maîtres d'ouvrage d'opérations dans le cadre du protocole de préfiguration et en anticipation des conventions pluri-annuelles de mise en œuvre des projets de renouvellement urbain à Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine – Approbation de conventions de financement entre la

Métropole et 5 maîtres d'ouvrage d'opérations dans le cadre du protocole de préfiguration et en anticipation des conventions pluri-annuelles de mise en œuvre des projets de renouvellement urbain à Marseille.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de conventions de financement entre la Métropole et cinq maîtres d'ouvrage d'opérations dans le cadre du protocole de préfiguration.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 076-734/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant 1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain NPNRU de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional à Marseille - Abrogation de la délibération n° DEVT 009-6962/19/BM du 24 octobre 2019**

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/18198/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en

œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et assier les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel.

A Marseille, le premier programme national de rénovation urbaine aura permis d'intervenir, à hauteur de plus d'un milliard d'euros, sur 15 sites à travers 13 conventions signées avec l'ANRU entre 2005 et 2011 et un protocole de préfiguration d'un projet de renouvellement urbain pour la Castellane en 2015. Ce programme d'envergure aura permis le relogement de 2600 ménages et la démolition de près de 2700 logements sociaux vétustes et de 600 logements locatifs privés insalubres ou indignes, la production, en compensation, de plus de 3300 logements sociaux neufs ou acquis-améliorés, la réhabilitation et la résidentialisation de plus de 5700 logements sociaux, la diversification de l'offre de logements avec plus de 600 logements en accession et locatifs libres, la réalisation d'aménagements et d'équipements à hauteur respective de 162 et 100 millions d'euros.

Si ce programme n'est pas à ce jour totalement achevé, il a déjà permis d'engager des transformations très visibles et des résultats très positifs en matière :

- de diversification de l'offre de logements
- de mobilité résidentielle des ménages
- d'intégration d'une offre locative sociale par des opérations de taille acceptable bien insérées dans leur environnement urbain et mieux réparties sur le territoire
- de qualité et modernisation des équipements publics
- d'accueil d'activités et de services
- de désenclavement
- de démarches participatives des habitants et usagers.

Ces projets ont également permis de mettre en place de nouvelles pratiques entre les services des

collectivités, de la Métropole et de l'Etat au service des habitants et usagers et de la transformation de leurs quartiers.

Les enseignements tirés du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 ont conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à envisager un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain qui puisse se dérouler en deux temps :

- Un premier temps d'élaboration, à travers un protocole de préfiguration avec l'ANRU, des projets de renouvellement urbain, dont l'objectif est de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre, le programme d'études et les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.
- Un deuxième temps, permettra de décliner ces projets urbains dans des conventions pluriannuelles, également signées par l'ANRU.

La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Sur les 35 nouveaux Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Marseille, 14 sont éligibles au NPNRU (9 qualifiés d'intérêt national, et 5 d'intérêt régional) et seront donc couverts par le protocole de préfiguration de Marseille qui devra permettre d'aboutir aux conventionnements de ces quartiers avec l'ANRU.

A l'échelle de la Métropole, ce sont 21 quartiers, concernant 7 communes et 5 territoires, qui sont éligibles au NPNRU :

- 14 à Marseille (9 de priorité nationale et 5 de priorité régionale)
- 2 à Port-de-Bouc (1 de priorité nationale et 1 de priorité régionale)
- 1 à Martigues de priorité régionale)
- 1 à Miramas de priorité nationale et 5
- 1 à Salon-de-Provence de priorité régionale
- 1 à Aix-en-Provence de priorité nationale
- 1 à Vitrolles de priorité régionale

Les 14 quartiers de Marseille relèvent de 4 grands secteurs géographiques qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat, ces secteurs sont :

- L'arc Nord Est - L2
- Hôpital Nord - Saint Antoine - Mourepiane
- Grand Centre-Ville - Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune.

Le Conseil Métropolitain lors de sa séance du 19 octobre 2017 a approuvé le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain pour les 14 quartiers prioritaires situés sur le territoire de Marseille.

En application de l'article 12 dudit protocole, la Métropole a présenté devant le Comité d'Engagement de l'ANRU, le 6 février 2019, un état d'avancement de la mise en œuvre de ce protocole :

- Mise en œuvre du programme d'étude
- Structuration du portage métropolitain (mise en œuvre des instances et consolidation des moyens dédiés)
- Construction des documents et outils de politiques publiques structurantes, notamment en matière d'habitat.

Ce temps de revoyure a été l'occasion de présenter et débattre, avec les partenaires nationaux, de multiples ajustements et compléments au protocole présenté en 2016 et signé en 2017:

- Prolongation de la phase de préfiguration sur 2019 -2020 et cadencement de l'élaboration des futures conventions par projet – dites conventions opérationnelles – pour chacun des 21 quartiers éligibles que compte la Métropole;
- Redéfinition du programme d'étude et de leurs périmètres, avec notamment des études stratégiques et thématiques étant désormais dotée d'une portée métropolitaine ;
- Définition d'un cadre métropolitain harmonisé pour l'ensemble des instances de pilotage stratégique et opérationnel ;
- Dimensionnement et financement par l'ANRU des moyens dédiés nécessaires à la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain à l'échelle des 21 quartiers éligibles de la Métropole ;
- Dimensionnement, définition en termes de critères et financement par l'ANRU de la reconstitution de l'offre démolie ;

- Dimensionnement et financement par l'ANRU des relogements des ménages dans des logements sociaux neufs avec minoration de loyer ;
- Validation de nouvelles opérations d'investissements et de leur financement par l'ANRU.

Du fait de l'évolution des modalités de contractualisation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, les partenaires du Comité d'Engagement ont proposé à la Métropole la contractualisation de ces décisions au travers :

- D'un avenant n°1 au protocole n°322 signé en décembre 2017 pour les quartiers de Marseille, objet de la présente délibération, intégrant principalement les évolutions du programme d'étude ;
- D'une convention cadre Métropolitaine, objet de la délibération VU 076-734/19/CT, intégrant la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer ;
- D'une intégration directe en Opérations Pré-Conventionnées (qui seront ultérieurement rattachées aux conventions opérationnelles en cours d'élaboration pour les différents quartiers éligibles) des nouvelles opérations d'investissement validées.

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des études de cet avenant n°1 au protocole s'élève à 11 000 000 euros H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
11 000 000	3 190 000	879 000	965 000	0	200 000	787 000	1 340 000	3 450 000	191 000

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des Opérations Pré-conventionnées de ce

protocole s'élève à 40 770 000 euros H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
40 770 000	2 055 000	3 043 000	227 000	227 000	19 866 000	0	0	12 324 000	3 027 000

s'élève à 9 058 000 euros H.T. et se décompose comme suit :

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la conduite de projet de ce protocole (postes GIP MRU)

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
9 058 000	3 119 000	926 000	344 000	280 000	0	720 000	0	3 520 000	148 000

de 2019 le financement de ces postes étant intégré à la convention-cadre métropolitaine) s'élève à 920 000 euros H. T. et se décompose comme suit :

Par ailleurs, le financement prévisionnel qui sera nécessaire au pilotage thématique par la métropole pour quatre postes sur 2 ans (2017 – 2018, à compter

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
920 000	460 000	0	0	0	0	0	0	460 000	0

Il est donc proposé à la Métropole, en accord avec l'Etat et l'ANRU, de se prononcer sur l'approbation de l'avenant au protocole de préfiguration du NPNRU des quartiers Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine, La Cabucelle / Les Crottes, Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Lévêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation, situés sur la commune de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt pour ces 14 quartiers retenus par l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain dans le cadre du NPNRU de pouvoir développer des projets de renouvellement urbain ambitieux avec la participation financière de l'Agence ;
- Que suite aux échanges avec les services de l'Etat et de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine une modification administrative des documents contractuels est apparue nécessaire postérieurement à la signature de cette délibération métropolitaine ;
- Que cependant, cette modification n'a aucune incidence sur le montant de la participation de la Métropole au programme d'action conduit dans le cadre du protocole et de son avenant déjà délibéré.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation de l'avenant 1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain NPNRU de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional à Marseille - Abrogation de la délibération n° DEVT 009-6962/19/BM du 24 octobre 2019 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 077-735/19/CT

■ CT1 - Stratégie de Lutte contre l'Habitat Indigne - Approbation d'un protocole de coopération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le groupe Action Logement et l'Association Foncière Logement

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/18196/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'objet de l'Association Foncière Logement (AFL) est de réaliser des programmes de logements contribuant à la mixité sociale des villes et des quartiers. L'AFL intervient statutairement sur un spectre allant du

locatif conventionné PLAI au locatif intermédiaire ou libre. En complément et selon la demande des collectivités et l'appréciation de la demande locale, des programmes en accession libre peuvent aussi être déployés. Les logements sont destinés prioritairement aux salariés des entreprises.

L'Association Foncière Logement a manifesté son intérêt d'être un partenaire engagé aux côtés de la Métropole dans la mise en œuvre du plan stratégique de lutte contre l'habitat indigne et du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille.

Le groupe Action Logement engage un programme d'investissement volontaire en appui aux politiques publiques du logement et, dans ce cadre, mobilise un montant de 300 Million d'euros sur 5 ans en prêts et subventions pour la résorption de l'habitat indigne. Cette enveloppe est fléchée vers l'AFL pour lui permettre d'intervenir en tant qu'opérateur immobilier en aval du cycle (restructuration, démolition-reconstruction / réhabilitation des logements, puis exploitation et gestion locative) afin de faciliter la sortie des opérations et d'éviter le retour des marchands de sommeil. Les biens ne deviennent propriété de l'AFL qu'à la signature du CPI.

Grâce à l'apport du groupe Action Logement, l'AFL se réserve la possibilité de couvrir une partie du déficit de l'opération de recyclage foncier en s'acquittant d'une charge foncière à la cession des biens, sous réserve d'équilibre du modèle économique global de son intervention. L'AFL privilégie des interventions dans le cadre de dispositifs juridiques facilitant l'expropriation des immeubles insalubres ou frappés d'un arrêté de péril par la puissance publique ou l'aménageur concessionnaire, de telle sorte à sécuriser l'opération et à limiter le coût foncier amont.

En alignement avec ses principes directeurs, les produits de sortie des opérations de requalification de l'habitat indigne pourront comprendre jusqu'à 25% de logements conventionnés sur le modèle de répartition des trois tiers pour les niveaux de ressources et loyers (PLAI/PLUS/PLS), et au minimum 75% de logements libres loués au loyer de marché.

L'AFL conserve la maîtrise foncière et technique du patrimoine jusqu'à sa dévolution aux caisses de retraite et s'assure que la trésorerie du programme soit équilibrée à l'horizon du transfert. Dans le but d'optimiser quantitativement la production et en concertation avec AMP, des logements libres pourront être cédés dans la limite de 50% de chaque îlot ou immeuble, et sous réserve d'une durée minimale de détention de 10 ans. Le prix de vente est calculé sur la base de la valeur de marché.

La méthode d'intervention de l'AFL sera testée lors d'une première phase d'expérimentation portant sur un échantillon de 10 immeubles tests représentatifs

des différentes situations urbaines (localisation, immeuble isolé ou dans un îlot à restructurer) et juridiques (immeuble déjà acquis, immeuble en cours d'acquisition : amiable, confiscation, expropriation), immeuble prioritaire pour lequel la décision de faire dépend d'un engagement à prendre par un opérateur, parcelles nues (immeubles déjà démolis) auxquelles la Métropole et les parties prenantes pourraient être confrontées. Seront évaluées les possibilités de partage du risque de l'opération de maîtrise foncière entre la Métropole et l'AFL en fonction du coût de possession global des immeubles. Pour cela, il sera nécessaire de mener rapidement des études de calibrage afin d'estimer le coût des travaux immeuble par immeuble.

Suite à ces premiers travaux et en fonction du projet urbain qui sera défini en concertation avec les habitants, une convention d'engagement mutuelle fixera les perspectives de traitement d'immeubles, les conditions à réunir pour y parvenir et un programme pluriannuel d'investissement sur 3 à 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de mobiliser les capacités d'intervention de l'Association Foncière Logement pour contribuer à la production de logements de qualité en centre-ville de Marseille, et à la requalification du parc privé dégradé en une offre locative mixte ;
- Qu'il est nécessaire d'asseoir un large partenariat pour mettre en œuvre la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille en mobilisant des acteurs souhaitant investir pour la production d'une offre de logement adaptée et la résorption de l'habitat indigne ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Stratégie de Lutte contre l'Habitat Indigne - Approbation d'un protocole de coopération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le groupe Action Logement et l'Association Foncière Logement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 078-736/19/CT

■ CT1 - Stratégie intégrée de lutte contre l'Habitat Indigne - Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole et la Société d'Habitation à Loyer Modéré UNICIL

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18149/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de

la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne – Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole et la Société d'Habitation à Loyer Modéré UNICIL » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré UNICIL, filiale du groupe Action Logement, dispose d'un patrimoine de 28 000 logements en Région Sud, localisé à 88% dans le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence. Ses objectifs de développement sur la Région, à hauteur de 1 600 logements par an, sont ambitieux. Ils ont été atteints en 2018 et dépassés en 2019. Ils visent en particulier à satisfaire les besoins en logement des salariés d'entreprises et à développer une offre dans les secteurs tendus.

UNICIL a manifesté son intérêt d'être un partenaire engagé aux côtés de la Métropole dans la mise en œuvre du plan stratégique de lutte contre l'habitat indigne. Plusieurs pistes d'actions ont été conjointement explorées, que ce soit dans le cadre de la mise en œuvre des projets du contrat de Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) sur le centre-ville de Marseille, de l'intervention sur les immeubles dégradés du territoire ou dans les grandes copropriétés, dans le respect de l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées adopté par la Métropole en mars 2017 et du Plan Initiative copropriété adopté par l'Etat en fin d'année 2018.

Fort de son adossement à Action Logement qui vient de signer avec l'Etat un Plan d'Investissement Volontaire, dont un des axes d'intervention doté de 145 millions cible les grandes copropriétés dégradées, UNICIL propose de se porter acquéreur d'immeubles entiers ou d'assurer le portage de lots en diffus et permettre ainsi le redressement de la gestion des immeubles. Cette action sera financée sur fonds propres d'UNICIL et subventions d'Action Logement sans sollicitation de financements autres que ceux de droit commun auprès des collectivités, de l'Etat et de l'ANAH.

Par ailleurs, UNICIL dispose en son sein d'une activité de syndic de gestion de copropriétés, savoir-faire qui a été développé dans le cadre des cessions de logements aux locataires et avec la volonté de rester

présent dans des groupes où la majorité des lots reste propriété du bailleur. La compétence des syndicats étant essentielle dans la gestion des copropriétés, il est convenu qu'UNICIL s'engage dans la professionnalisation de cette activité au service des copropriétés à redresser et en recherche de syndicats disposant des compétences nécessaires. Une démarche de certification Quali-SR, initiée par l'association de même nom pour reconnaître la capacité de syndicats à conduire le redressement de copropriétés fragiles, attestant la capacité d'UNICIL à agir en tant que syndic de redressement, sera engagée durant la période du partenariat. Il est précisé que l'association Quali-SR a signé un partenariat avec l'ANAH sur la période 2019-2021 dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés.

Enfin, au titre de son projet de développement, en particulier d'une offre nouvelle en centre-ville, UNICIL s'engage à acquérir des lots diffus au sein de copropriétés où il est déjà co-propiétaire, ou à acquérir des immeubles destinés à la production de logements sociaux acquis par la Métropole ou ses aménageurs, en cohérence avec le patrimoine dont il dispose déjà.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie

intégrée de lutte contre l'habitat indigne – Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole et la Société d'Habitation à Loyer Modéré UNICIL.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne – Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole et la Société d'Habitation à Loyer Modéré UNICIL ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne – Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole et la Société d'Habitation à Loyer Modéré UNICIL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 079-737/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention de coopération entre les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les services de la ville de Marseille pour la prévention et la gestion des risques liées à l'habitat**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/18144/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique,

social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération relatif à la convention de coopération avec les services de la ville de Marseille pour la prévention des risques liés à l'habitat.

La prévention et la gestion des risques en matière d'habitat est une compétence que l'on pourrait qualifier de « partagée » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente de plein droit en matière d'habitat ; les communes, dans la mesure où les pouvoirs de police spéciale de l'habitat sont détenus par les Maires des communes membres de l'Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI), et l'Etat.

En effet, la Métropole, exerce de plein droit les compétences en matière d'habitat, et en particulier, l'amélioration du parc immobilier privé et la résorption de l'habitat insalubre. Le Maire, quant à lui, est l'autorité administrative au nom de la Commune. Il possède des pouvoirs de police lui permettant de mener des missions de sécurité, tranquillité et salubrité publique. En matière de sécurité des immeubles, le Maire est amené à prendre des arrêtés municipaux visant à garantir la sécurité des occupants et à prescrire à l'encontre des propriétaires des travaux pour faire cesser les désordres identifiés. Enfin, en matière d'hygiène et de salubrité des immeubles, c'est le Préfet qui prend les arrêtés nécessaires à la suppression des désordres constatés. Le Maire est toutefois l'autorité administrative compétente pour engager les travaux d'office en cas de défaillance des propriétaires et copropriétaires, conformément à l'article L.1331-29 du Code de la Santé publique.

La multiplicité des interlocuteurs institutionnels se retrouvent également en matière de relogement d'office dans la mesure où l'autorité compétente en cas de défaillance des propriétaires et copropriétaires peut être le Représentant de l'Etat – en cas d'insalubrité, le Maire – pour ce qui relève du péril et de l'insécurité des équipements publics et enfin, l'EPCI dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat ou d'opérations d'aménagement de sa compétence.

En conséquence, chacune des autorités compétentes s'est dotée en interne, de Directions compétentes en la matière.

Ainsi, par délibération n°19/ /0289/EFAG du 1er avril 2019 le Conseil municipal de la ville de Marseille a approuvé diverses modifications à l'organisation de ses services municipaux et, notamment la transformation du service de la Prévention et de la gestion des risques en Direction de la Prévention et de la Gestion des risques.

L'objectif de cette Direction est de superviser au mieux l'ensemble des dispositifs visant à garantir la sécurité de la population qui est une préoccupation prioritaire de la municipalité.

Cette direction a également intégré la subdivision Hygiène de l'Habitat relevant de la Division hygiène publique partie prenante du Service Communal d'Hygiène et de Santé, qui devient Service Hygiène de l'Habitat. Ces dispositions vont permettre de renforcer le pilotage de ces services, de favoriser une meilleure maîtrise des circuits et processus décisionnels et de rechercher la meilleure coordination des moyens.

Ce regroupement des polices de l'habitat sous une seule direction est propice à un rapprochement et à une coopération avec les services métropolitains en charge des programmes d'amélioration ou de rénovation de l'habitat privé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, quant à elle, compétente en matière de politique de l'habitat, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités territoriales et plus précisément en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre s'est dotée, suite à l'avis favorable du Comité technique en date du 12 mars 2019 d'une Direction déléguée en charge de la lutte contre l'habitat Indigne.

La lutte contre l'habitat indigne nécessite que la Direction en charge de cette thématique dispose de tous les leviers d'actions lui permettant de répondre aux situations qu'elle est amenée à gérer et participer au renouvellement urbain des territoires où prédominent le parc de logements privés dégradés. C'est pourquoi, cette nouvelle Direction sera renommée prochainement en Direction opérationnelle de l'Habitat. Elle travaille en transversalité avec la Direction de l'Habitat et de la Politique de la Ville métropolitaine en charge, elle, de manière globale, de la « stratégie » desdites politiques publiques.

La Direction opérationnelle de l'Habitat métropolitaine est composée de deux directions adjointes spécifiques et de deux services.

Parmi les Directions adjointes, on trouve :

- la Direction adjointe Opérations d'Habitat chargée de la mise en œuvre des dispositifs opérationnels d'amélioration de l'habitat au sein de projets de renouvellement urbain ;

- la Direction adjointe Hygiène et Sécurité de l'Habitat chargée de l'identification et du suivi des nuisances et risques liés à l'habitat sur le périmètre métropolitain.

Au regard de l'existence au sein de la ville de Marseille d'une Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques déjà constituée, des problématiques et enjeux liés à l'identification et au suivi des risques en matière d'habitat indispensables au renouvellement urbain de certains territoires et appelant à la cause diverses autorités administratives, la Ville et la Métropole se sont rapprochées aux fins d'organiser une coopération en la matière sur le périmètre de Marseille, dans les conditions définies dans la convention ci-jointe à la présente.

L'objectif de cette coopération transparente vise à atteindre des objectifs d'identification et de suivi des nuisances et risques liés à l'Habitat pouvant porter atteinte à la santé et à la sécurité de la population sur le territoire de la ville de Marseille, et à participer ainsi à la promotion d'un habitat digne au sein de projets de renouvellement urbain.

L'enjeu pour les institutions intervenant dans le domaine est de proposer une stratégie durable pour le traitement de l'habitat indigne, laquelle repose sur deux valeurs : la lutte contre l'inacceptable et le retour à l'ordre dans les meilleurs délais.

La Ville de Marseille et la Métropole acceptent qu'une partie du temps de travail du Directeur de la Direction de la Prévention et des Risques pour la Ville et du Directeur de la Direction opérationnelle de l'habitat pour la Métropole soit dédiée à la mise en œuvre de cette coopération.

Cette coopération se traduira, sur un aspect opérationnel, par l'interface assurée par le Directeur de la Direction de la Prévention et des Risques de la Ville auprès des agents communaux œuvrant au sein des services de cette Direction et les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence œuvrant dans le champ de l'habitat.

L'objectif étant que les actes des agents communaux en matière de polices de l'habitat concourent et contribuent aux missions métropolitaines mises en œuvre dans le cadre de sa compétence relative à l'amélioration du parc privé et résorption de l'habitat indigne.

Et, pour la Métropole, par l'interface assurée par le Directeur de la Direction opérationnelle de l'habitat auprès des agents œuvrant au sein de sa Direction et les services de la Ville notamment pour aboutir au traitement pérenne ou définitif des situations de mal logement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4246/18/CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de coopération entre les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les services de la ville de Marseille pour la prévention et la gestion des risques liés à l'habitat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la convention de coopération entre les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les services de la ville de Marseille pour la prévention et la gestion des risques liés à l'habitat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 080-738/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport annuel 2018 du délégataire de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Saint Menet et de Mazargues à Marseille

Information du Conseil de Territoire DAJA 19/18197/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM a conféré de nouvelles compétences obligatoires aux communautés urbaines dont la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » a été créée, au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La gestion des deux aires existantes sur le territoire de la ville de Marseille, sises à Saint-Menet et à Mazargues, a été transférée avec un contrat de Délégation de Service Public (DSP) attribué à la société « Vago » en 2013 par la ville de Marseille alors compétente et qui s'est terminé le 31 mars 2019.

Les caractéristiques de ces deux aires sont les suivantes :

- L'Aire de saint Menet comprend 24 emplacements famille correspondant à 48 places caravane au sens du schéma départemental des aires d'accueil des gens du voyage ainsi qu'un bâtiment administratif de 300 m2 environ satisfaisant aux conditions de gestion technique et sociale. Chaque emplacement dispose d'un bloc sanitaire et technique indépendants avec une gestion individualisée des fluides. Cette aire fera l'objet à terme et à l'issue de la DSP d'une réhabilitation et mises aux normes afin de pouvoir intégrer la nouvelle DSP Métropolitaine qui a pris effet au 1^{er} juin 2019.
- L'Aire de Mazargues comprend 40 places, un bâtiment administratif de 160 m2 environ et des blocs sanitaires collectifs. Elle correspond plus à la définition légale d'une Aire d'Accueil de passage compte tenu d'une sédentarisation des occupants depuis de très nombreuses années.

Conformément à l'article 8 de la convention de DSP, le délégataire a fourni en février 2019 son rapport annuel, lequel comporte un volet activité et un volet

comptable avec le compte d'exploitation de l'année concernée.

Compte d'Exploitation	2016 Total 2 aires	2017 Total 2 aires	2018 Total 2 aires
<u>total dépenses</u>	218 463,92	332 184,52	226 548,21
<u>Recettes</u>			
<i>loc emplacement</i>	33 773,74	26 038,17	31 709,54
<i>prépaiement Fluides</i>	8 846,05	1 865,27	12 782,47
<i>avenant travaux</i>	0,00	88 874,56	0,00
<i>sub div</i>	2 509,84	2 794,43	2 200,01
<i>ALT 2</i>	67 729,20	7 616,25	45 805,10
<i>Part métropole</i>	135 187,96	136 203,90	136 337,71
<u>total recettes</u>	248 046,79	263 392,58	228 834,83
<u>résultat</u>	29 582,87	-68 791,94	2 286,62

La comparaison avec l'année 2017 reste complexe puisque l'aire de saint Menet a fait l'objet d'une fermeture du 15 février 2017 au 16 avril 2018 compte tenu de l'état dégradé de l'équipement suite à des incivilités récurrentes et des travaux d'urgence à réaliser.

Par avenant n°1 approuvé le 17 mars 2017, la collectivité prenait en charge ces travaux de grosses réparations plafonnés à 89.000 euros HT. Ces derniers ont été réalisés par le délégataire à 90% en 2017.

Globalement les dépenses 2018 sont en rapport avec 2016. La légère diminution des recettes s'explique principalement par une reprise des activités le 16 avril 2018 et donc une baisse au prorata des recettes issues de la location des emplacements et le l'allocation aux logements temporaires. Néanmoins le site de saint Menet a fait l'objet en 2018 d'un fort taux de remplissage, de plus de 90%, sur les mois d'ouvertures restants permettant en léger bénéfice d'un montant de 2.286,62 euros.

La part métropolitaine d'un montant de 136.337,71 euros est conforme aux dispositions de la DSP. Concernant la Gestion technique, il est à noter quelques incivilités dont deux cambriolages sur le site de saint Menet. Le personnel sur place semble quelque peu démotivé face aux rapports de force quotidiens et sans véritable soutien de leur hiérarchie.

Il est important de noter que l'accompagnement social sur l'aire de saint Menet est pris en charge par l'association du « Centre de Culture Ouvrière » (CCO) agréé par la CAF comme centre social spécifique à

l'aire et aux quartiers environnants sur la thématique gens du voyage.

Le CCO poursuit leurs multiples missions auprès des voyageurs tout en assurant des relations constantes avec les services métropolitains du territoire de Marseille-Provence et les partenaires institutionnels.

Dans le domaine de la gestion sociale, les actions mises en œuvre sur le site de saint Menet sont notamment les suivantes :

- **Accueil et suivi des familles** : accompagnements socio-éducatifs et administratifs, domiciliations, instructions des dossiers RSA et des prestations sociales, accès à l'emploi et à la formation, etc.
- **Santé et prévention** : sensibilisation en faveur de l'hygiène et de l'éducation à la santé, etc.
- **Scolarisation et soutien scolaire** : inscriptions en établissements scolaires, cours de soutien, liaisons avec le CNED et le CASNAV, etc.
- **Animation et accès à la culture** : organisation d'ateliers ludiques, créatifs, éducatifs sportifs et culturels, organisation de sorties, développement de projets spécifiques.

Sur l'Aire de Mazargues le volet social est réalisé par le délégataire avec une personne à temps plein et qui comprend les thématiques : « accueil et suivi » et « soutien scolaire ».

Globalement et malgré l'état du site de saint Menet, les voyageurs sont satisfait d'avoir le maintien en activité de cette aire d'accueil et font part de leur

souhait d'avoir un équipement leur permettant de se sédentariser.

En perspective, la DSP s'est achevée fin mars 2019, il sera nécessaire de remettre l'équipement à niveau afin qu'elle puisse intégrer la nouvelle DSP Métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que conformément à l'article 8 de la convention de DSP, le délégataire a fourni en février 2019 son rapport annuel, lequel comporte un volet activité et un volet comptable avec le compte d'exploitation de l'année concernée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant la Présentation du rapport annuel 2018 du délégataire

de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Saint Menet et de Mazargues à Marseille.

VU 081-739/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport Politique de la Ville 2018

Information du Conseil de Territoire DPV 19/18169/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés sur le territoire de la Métropole au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Concernant la métropole Aix-Marseille-Provence, les quartiers ciblés par la politique de la ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants, auxquels se rattachent 19 Quartiers de Veille Active

38 QPV pour le Contrat de Ville Marseille Provence : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes Les-Vallons, soit 244 000 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

8 QPV pour le contrat de Ville du Pays d'Aix : 4 à Aix en Provence, 1 à Gardanne, 1 à Pertuis et 2 à Vitrolles, soit 23220 habitants.

4 QPV pour le Contrat de Ville du Pays Salonais : 2 à Berre -L'Etang et 2 à Salon de Provence, soit 8000 habitants. A ceux-ci s'ajoute 1 quartier de veille à Salon de Provence

1 QPV pour le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, situé à Aubagne et comptant 2300 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers de veille également à Aubagne.

3 pour le Contrat de Ville Istres Ouest Provence : 1 à Istres et 2 à Miramas, soit 10 400 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 7 quartiers dits de veille : 4 à Port Saint Louis du Rhône, 1 à Istres et 2 à Miramas.

5 pour le Contrat de Ville du Pays de Martigues : 3 à Martigues, 2 à Port de Bouc soit 11 800 habitants. A

ceux-ci s'ajoutent 5 quartiers de veille : 4 à Martigues et 1 à Port de Bouc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Dans sa rédaction issue de la loi n° 2014-173 , le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville prévu aux articles L1111-2 et L 1811-2 du code général des collectivités territoriales , paru au Journal Officiel du 5 septembre 2015 prévoit que

« Dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale(EPCI) signataires d'un Contrat de Ville, le Maire et la Présidente de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmation de nature à améliorer cette situation.

Ce rapport est débattu annuellement au sein du Conseil municipal et du Conseil de la Métropole.

Les conseils citoyens présents sur le territoire concerné sont consultés en amont sur le projet du rapport. Le présent décret précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport annuel »

Les six rapports ci-annexés sont relatifs à la mise en œuvre opérationnelle en 2018 des Contrats de Ville par la Métropole Aix- Marseille-Provence.

Ils décrivent notamment la mise en œuvre en 2018 des contrats de ville sur chaque Conseil de Territoire, l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires, l'articulation entre les actions menées au niveau des différents volets du contrat de ville, et s'il y a lieu avec les opérations d'aménagement au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, l'accompagnement des conseils citoyens et l'ingénierie mobilisée.

Ils ont été soumis à l'ensemble des conseils municipaux compétents dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Ils ont été présentés aux conseils citoyens existants sur les territoires concernés dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Le principe d'une évaluation à mi-parcours des contrats de ville a été validée à l'échelle de la Métropole par délibération du 13 juillet 2017 avec une seule évaluation pour les six territoires, co-pilotée par la Métropole et l'Etat, en associant l'ensemble des partenaires des contrats et les conseils citoyens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Les articles L1111-2 et L 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Contrat de Ville du Territoire de Marseille Provence signé le 15 juillet 2015
- Le Contrat de Ville du Pays d'Aix signé le 30 juin 2015
- Le Contrat de Ville du Territoire Pays Salonais signé le 3 Juillet 2015
- Le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'étoile signé le 6 octobre 2015
- Le contrat de Ville d'Istres-Ouest Provence signé le 23 octobre 2015
- Le Contrat de Ville du pays de Martigues signé le 25 septembre 2015
- Les avis des conseils municipaux des communes concernées ;
- Les avis des conseils citoyens des territoires concernés ;
- L'information aux Conseils de Territoire.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la

Métropole doit présenter annuellement un rapport sur la situation de l'intercommunalité en matière de politique de la Ville ;

- Qu'il est important de noter toutes les actions menées sur cette thématique transversale.

DELIBERE

Article unique:

Est pris acte de la présentation du rapport Politique de la Ville 2018 pour les quartiers prioritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

VU 082-740/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs pour 2020**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17952/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération satisfaisant les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'association HandiToit Provence créée en 2002 a pour objet de promouvoir le droit au logement des personnes handicapées, en facilitant le libre choix du logement pour la personne handicapée de vivre seule ou en famille dans un logement ordinaire adapté à son besoin et favorisant l'autonomie. Elle agit en

favorisant la concertation entre les différents organismes pour la conception, la mise en œuvre et l'attribution de logements adaptés.

HandiToit Provence a développé, sur les territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Plateforme Régionale du Logement Adapté, qui constitue une interface entre l'offre et la demande de logements des personnes en situation de handicap moteur. Cette démarche vise à répondre aux difficultés des personnes handicapées moteur d'accéder à un logement adapté.

Depuis plusieurs années l'association intervient sur le territoire de la Métropole et y développe les activités de la Plateforme Régionale du Logement Adapté. Handitoit a ainsi développé un partenariat avec les bailleurs sociaux présents sur le territoire et a signé des conventions avec 31 d'entre eux, dans l'objectif de développer des logements accessibles et adaptés et garantir la bonne adéquation entre la demande et l'offre produite.

Dans la continuité de ces actions, par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la Charte Régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie liée à l'âge en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qui vise notamment à développer l'offre de logements adaptés et à accompagner la prise en compte des besoins en logements des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie dans leur politique locales de l'habitat, de l'aménagement et du handicap.

Au vu de la demande de l'association pour l'année 2020, et de l'enjeu d'assurer la continuité du partenariat engagé et le développement de l'action d'Handitoit à l'échelle métropolitaine afin de mieux répondre aux besoins de logements accessibles et adaptés des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes vieillissantes en perte d'autonomie, il est proposé au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accorder une subvention de 37 000 euros à l'association Handitoit Provence pour la conduite de son action de « plateforme régionale du logement adapté », et la signature d'une convention d'objectifs pour l'année 2020.

La dépense en résultant serait imputée sur le budget de la Métropole qui présente les disponibilités nécessaires.

La mise en œuvre des activités de la plate-forme du logement adapté consiste à :

- encourager la production de logements adaptés à forte qualité d'usage aux personnes handicapées et vieillissantes dans le neuf comme dans la réhabilitation,

- organiser le recueil et le repérage des besoins et des demandes des personnes à mobilité réduite,
- participer au recensement de l'offre de logements adaptables, adaptés ou accessibles et assurer leur traçabilité,
- organiser la mise en relation entre l'offre et la demande ,
- orienter les demandes d'adaptation vers les opérateurs des Programmes d'Intérêt Général et autres dispositifs programmés mis en place par la Métropole et les Conseils de Territoire afin de favoriser l'adéquation entre la demande et l'offre de logement du parc privé conventionné.
- développer le partenariat en direction des collectivités qui ont en charge les questions sur l'habitat, l'accessibilité et les politiques sociales en faveur des personnes handicapées, notamment dans le cadre de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté.

Pour sa part, la Métropole s'engage à :

- soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs et des activités de la plate-forme du logement adapté pour l'année 2020 ;
- participer à la mise en œuvre des objectifs de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté dont elle est signataire ;
- poursuivre le soutien au développement de l'offre de logements sociaux sur son territoire et en particulier le développement de logements adaptés, conformément aux objectifs qui seront validés dans un futur PLH ;
- sensibiliser les bailleurs et les communes à l'enjeu de produire du logement adapté et les informer de la possibilité de prendre appui sur l'action d'Handitoit Provence telle que précisée dans la présente convention ;
- porter à la connaissance d'Handitoit les demandes de logements adaptés qu'elle aura identifiées sur son territoire.

Cette subvention sera attribuée après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs pour 2020.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs pour 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs pour 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 083-741/19/CT

■ CT1 - Accompagnement des ménages nouveaux entrants dans un logement social - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône DUFVS 19/17954/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 30 mars 2017, le bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un projet conjoint avec le Département des Bouches-du-Rhône portant sur l'accompagnement des ménages nouveaux entrants dans un nouveau logement social pour l'appropriation de leur environnement et l'apprentissage des éco-gestes sur la période 2017 à 2020 et validé la convention de fonds de concours afférente. Cette dernière a pour objet de définir les engagements respectifs de la Métropole et du Département et de formaliser les modalités de financement de ce projet.

Le projet d'accompagnement des « nouveaux entrants » poursuit trois objectifs de politique publique vis-à-vis des ménages qui entrent dans un nouveau logement social :

- l'insertion des familles dans leur nouveau cadre de vie : connaissance du quartier et de ses équipements, des règles de vie de l'immeuble, appropriation et respect des espaces collectifs,
- la formation aux éco-gestes : collecte sélective, prévention de la précarité énergétique : consommation d'énergie, de chauffage et d'eau,
- la prévention de l'endettement locatif et énergétique.

Le projet est copiloté par la Métropole et le Département.

Un appel à projet a été initié par le Département en 2017 qui a permis de retenir 5 opérateurs (ADAI, ACPM, ADRIM, Médiance 13, SOLIHA) pour la mise en œuvre de cette action sur les secteurs suivants : Marseille centre-ville (du 1^{er} au 6^{ème} arrondissement), les 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille, Marignane et La Ciotat. Chaque opérateur doit intervenir sur un secteur géographique et assurer l'accompagnement de 110 ménages « nouveaux entrants » pour une durée d'un à deux ans maximum.

Le montant de l'enveloppe financière validée pour cette action est de 160 000 euros par an, soit 640 000 euros sur 4 ans répartis à parité entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence. La Métropole a confié au Département par voie de convention les fonds

destinés à la mise en œuvre de ce projet, soit un montant annuel 80 000 euros pour un montant total de 320 000 euros sur 4 ans représentant 50 % du financement prévisionnel du projet. Chaque opérateur perçoit 32 000 euros par an soit un montant global de 160 000 euros pour les 5 opérateurs.

Après plus d'un an de mise en œuvre l'action est déployée sur 25 programmes de logements sociaux qui rassemblent plus de 1 150 logements. 8 bailleurs sociaux sont impliqués dans l'action (13 Habitat, Habitat Marseille Provence, Erilia, UNICIL, LOGIREM, CDC Habitat Social, ICF Sud Est Méditerranée et 3F Sud (issu de la fusion sur le territoire des bailleurs sociaux Immobilière Méditerranée, Logéo Méditerranée et Neolia)). Plus de 150 ménages sont actuellement suivis individuellement par les associations missionnées.

Les premiers éléments de bilan font apparaître qu'une part importante de l'action est tournée vers l'accompagnement collectif, en lien avec les besoins constatés sur le terrain. Des actions diversifiées ont été proposées aux habitants : ateliers de sensibilisation aux éco-gestes, ateliers jardinage collectif, moments conviviaux, fête des voisins, sortie culturelle partagée etc. Les associations et les bailleurs sociaux impliqués relèvent un fort besoin d'un travail de médiation sociale et d'animation collective lors de la livraison d'un nouvel immeuble.

Par ailleurs, les associations organisent de nombreuses réunions avec les bailleurs, les syndicats et autres partenaires pour organiser ces actions et faciliter la gestion des résidences. Un important travail est réalisé autour des liens de voisinage pour favoriser une vie sociale de proximité. De plus, l'intervention des opérateurs associatifs aide aussi à formaliser la remontée des informations vers les bailleurs (dysfonctionnements, ambiance...).

Enfin, les accompagnements individuels à l'entrée dans les lieux et dans les mois qui suivent sont utiles pour les ménages. Ils portent notamment sur l'accompagnement technique dans le nouveau logement (usage d'équipements complexes notamment chauffages et thermostats) et l'accès aux droits. Les associations sont parfois un relais pour faciliter la communication avec le bailleur en particuliers lorsqu'il existe des dysfonctionnements techniques, ainsi que sur l'explication des décomptes de charges, mais également avec les fournisseurs de fluide et d'énergie lorsque c'est nécessaire. Enfin et selon le sujet la présence des associations peut permettre la médiation entre voisins.

Les associations en lien avec les bailleurs sociaux ont créé des premiers outils pour accompagner les ménages dans la période cruciale que constitue l'entrée dans le logement. Les deux dernières années de l'action permettront de formaliser une

méthodologie partagée pour l'accompagnement de ces ménages.

Néanmoins, en octobre 2019 la convention avec l'association ADAI a été résiliée car cet opérateur n'était pas en mesure d'atteindre les objectifs fixés.

Le nombre de ménages accompagnés actuellement ainsi que les prévisions de livraison de logements sur le territoire concerné pendant la durée du projet étant faibles, il n'est pas envisagé de lancer un nouvel appel à projet. A partir de ce constat, seulement 4 opérateurs au lieu de 5 seront subventionnés pour les troisième et quatrième années de mise en œuvre du projet, pour un montant de 32 000 euros par an chacun.

Le coût global de l'action est donc diminué pour les troisième et quatrième années de mise en œuvre du projet à 128 000 euros par an au lieu de 160 000 euros répartis à parts égales entre la Métropole et le Département.

Le montant annuel de participation de chacune des parties fixé dans la convention de fonds de concours doit donc être révisé à la baisse.

Il est donc proposé d'approuver un avenant à la convention de fonds de concours afin de modifier le montant que la Métropole s'engage à verser au Département pour les troisième et quatrième années du projet, soit 64 000 euros par an au lieu de 80 000 euros par an initialement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Plan Local d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2016-2020 ;
- La convention de fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône concernant l'accompagnement des ménages « Nouveaux entrants » dans un logement social pour l'appropriation de leur environnement et l'apprentissage des écogestes n° 17/0870 signée le 28 juin 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de prendre en compte la diminution du montant de l'action pour les troisième et quatrième années du projet d'accompagnement des ménages nouveaux entrants dans un logement social.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de fonds de concours n°17/0870 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône visant à diminuer le montant à verser au Département par la Métropole de 64 000 euros par an au lieu de 80 000 euros par an pour les troisième et quatrième années d'action.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant à la convention de fonds de concours.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence, Sous-Politique D110, Nature 65748, Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 084-742/19/CT

■ CT1 - Adoption d'un plan Métropolitain de prévention et de lutte contre les discriminations

**Information du Conseil de Territoire
DAJA 19/18199/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Elle vient renforcer l'action publique en matière de prévention et lutte contre les discriminations en l'inscrivant comme axe transversal du contrat de ville et en instaurant la mise en place de plans territoriaux de prévention et de lutte contre les discriminations.

Depuis 2015, il est donc obligatoire pour les intercommunalités disposant de quartiers prioritaires de se doter d'un Plan de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille Provence doit porter une démarche métropolitaine qui fédère l'action des 6 contrats de ville territoriaux en matière de prévention et de lutte contre les discriminations, en lien avec les partenaires Etat, Conseil Départemental et Régional, Défenseurs des droits.

Il s'agit d'intervenir au plus près des besoins ressentis par les habitants, en particulier ceux issus des quartiers prioritaires, mais également de lever les obstacles à une égalité de traitement dans l'ensemble des politiques publiques qui relèvent de sa compétence. En ce sens, il s'agit d'une démarche intégrée qui concerne les 92 communes de la Métropole.

A compter du mois d'avril 2018, un travail partenarial a été effectué par les 6 conseils de territoire et 8 villes (Aix en Provence, Istres, La Ciotat, Marignane, Miramas, Pertuis, Salon de Provence, Vitrolles) disposant d'un Plan de prévention et de lutte contre les discriminations ou d'actions dans ce registre. Pour ce faire un état des lieux et des documents de synthèses ont été réalisés de façon collaborative par les différents territoires. Ils ont permis de définir les bases du Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations.

Ce plan métropolitain vise à prévenir et à lutter contre les inégalités de traitement illégales qui mettent à mal

la cohésion sociale. Les enjeux repérés sont de limiter les inégalités induites par « l'effet quartier » et les autres discriminations liées à l'origine, le genre, l'âge, le handicap ou l'orientation sexuelle, de contribuer à améliorer l'égalité des chances des populations discriminées et de donner une cohérence territoriale à la lutte contre les discriminations au niveau métropolitain.

Il est composé de deux orientations principales, la première vise à faire de notre métropole un territoire exemplaire, en interne, en matière de prévention et de lutte contre les discriminations, la seconde donne à la Métropole un rôle de tête de réseau, de lieu-ressource pour les territoires et acteurs concernés.

Dans un premier temps, la nécessité d'asseoir le PMLCD de façon transversale sera lancée par un moment d'ateliers de travail, du type workshop. Associant élus et directeurs généraux des secteurs concernés, il permettra de partager les grandes orientations de ce plan de lutte et de lancer officiellement la dynamique métropolitaine.

Dans un deuxième temps, les directions et les agents seront associés afin de développer le PMLCD de façon intégrée, par l'implication des différents secteurs concernés et la formation des agents à travers la mise en place :

- D'une conférence managériale autour des discriminations avec l'intervention de spécialistes et d'outils pertinents ;
- D'un plan de formation à destination des agents en lien avec les partenaires spécialistes de la thématique et de la formation ;
- La création d'un guide des bonnes pratiques à destination des agents sur la prévention des discriminations.

C'est aussi l'implication personnelle des agents qui sera proposée par l'accueil de stagiaires issus des quartiers prioritaire, en déficit de réseaux professionnels, à l'occasion de stages de 3^{ème} et des stages de 2^{ème} et 3^{ème} cycle universitaire, Elle proposera aussi aux agents volontaires la possibilité de parrainer des jeunes diplômés de 3^{ème} cycle pour faciliter leur insertion professionnelle et de valoriser leur implication lors d'une journée dédiée.

L'autre grand axe de ce plan métropolitain est à destination des collectivités et partenaires.

Différents territoires et communes de la Métropole (Aix en Provence, Istres, La Ciotat, Marignane, Miramas, Pertuis, Salon de Provence, Vitrolles) se sont engagés depuis plusieurs années, principalement dans le cadre de la politique de la Ville, sur des actions de prévention et de lutte contre les discriminations. Six communes et un conseil de territoire ont élargi leur engagement à travers la mise

en place d'un plan de prévention et de lutte contre les discriminations (la Ciotat, Vitrolles, Salon, Miramas, Pays de Martigues) ou d'un chargé de mission spécifique (Marseille et conseil de territoire du Pays de Martigues.)

Ces différentes actions et plans de prévention et de lutte ont des modalités d'organisation et d'intervention diverses et adaptés à leurs réalités territoriales. Ils visent la prévention des discriminations à travers des actions :

- De formation en direction des acteurs locaux (agents territoriaux, professionnels et bénévoles)
- De sensibilisation en direction du public (ateliers ou événements en direction des enfants, jeunes, adultes)
- De soutien aux victimes (écoute et expression des victimes, permanences juridiques) en lien avec les délégués locaux du Défenseur des droits.

Certaines communes ont développé des compétences spécifiques de prévention et de lutte contre les discriminations dans le domaine de l'emploi, du logement, ou de l'éducation.

Ces communes et territoires se sont engagés depuis plusieurs années, en lien avec les services de l'Etat, autour d'une dynamique partenariale favorisant le travail en réseau et l'échange de pratiques entre les différents agents communaux ou métropolitains en charge de cette thématique. Depuis 2018, ce partenariat s'est inscrit progressivement dans le cadre du travail métropolitain sur la prévention et la lutte contre les discriminations.

Afin de s'articuler avec les différentes dynamiques territoriales, la Métropole peut dans le cadre du plan métropolitain de prévention et de lutte contre les discriminations se positionner comme tête de réseau et proposer un espace ressources autour de la prévention et de la lutte contre les discriminations en appui aux territoires et aux professionnels.

La Métropole propose :

- La production d'un état des lieux de l'offre et d'une action de veille stratégique sur les actions innovantes et efficaces à l'échelle nationale ou internationale ;
- La création ou la valorisation des outils spécifiques ;
- Le développement d'une offre de formation externe au service des acteurs du territoire métropolitain ;
- Le soutien au travail en réseau des différents territoires sur cette thématique.

Afin de développer de nouvelles formes de réponses pour prévenir et lutter contre les discriminations à

l'échelle de la Métropole, des Conseils de territoires ou des Villes, la Métropole propose la création d'un Fond d'Initiative Annuel innovant qui visera à soutenir les plans locaux de prévention et de lutte contre les discriminations et à accompagner le développement d'actions sur les communes sans PLCD

La Métropole mettra en place un événement en mesure d'associer les habitants et de les sensibiliser à l'importance de la prévention des discriminations sous une forme festive, accompagnés de temps d'échanges d'expertises afin de donner de la visibilité au travail mené sur le territoire métropolitain.

Enfin dans une démarche de marketing territorial et pour mobiliser l'ensemble des habitants, des acteurs et des territoires sur l'enjeu de la prévention et la lutte contre les discriminations, la Métropole produira une campagne de communication annuelle pendant la semaine de prévention et de lutte contre les discriminations sur l'ensemble de la Métropole et soutiendra la visibilité des plans locaux de prévention et de lutte contre les discriminations sur l'ensemble de la Métropole et soutiendra la visibilité des plans locaux de prévention et de lutte contre les discriminations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les discriminations, en raison des inégalités de traitement qu'elles engendrent, nécessitent des corrections afin de développer l'inclusion et promouvoir l'égalité des chances ;
- Qu'il appartient à la Métropole Aix-Marseille Provence d'adopter un Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations au titre de la politique de la ville ;
- Qu'un travail d'élaboration associant les différents conseils de territoire et des communes a été mené depuis plus d'une année pour fonder l'architecture générale d'un Plan Métropolitain de Prévention et de Lutte Contre les Discriminations ;
- Qu'il appartient au secteur de la Cohésion sociale et de la politique de la ville de porter l'animation de ce Plan Métropolitain de Prévention et Lutte contre les Discriminations.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'adoption d'un plan Métropolitain de prévention et de lutte contre les discriminations.

VU 085-743/19/CT

■ CT1 - Autorisation de signer les Conventions d'Utilité Sociale CUS des bailleurs sociaux

Information du Conseil de Territoire DAJA 19/18200/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence :

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. La politique en faveur du logement social, qui en est un des volets, constitue un élément majeur pour le projet de

développement et de cohésion sociale du territoire métropolitain.

Depuis la prise de délégation des aides à la pierre en 2017, la Métropole a agréé plus de 7 500 logements sociaux. Le rythme des réhabilitations a également été soutenu tout particulièrement dans les opérations de renouvellement urbain.

Ces résultats découlent pour une large part des moyens importants et diversifiés (subventions aux opérations, maîtrise de fonciers, fléchage de programmes de logements sociaux dans les opérations d'aménagement publiques, investissement dans les quartiers ANRU) qui ont été consacrés pour soutenir l'effort de production et de requalification du patrimoine. Pour une autre part, ils reposent sur la mobilisation des bailleurs sociaux et la qualité du partenariat constitué autour des objectifs partagés lors de l'élaboration du Programme local de l'Habitat.

Les conventions d'utilité sociale (CUS) ont été rendues obligatoires pour tous les organismes d'habitations à loyer modéré par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion (MOLLE). Etablies sur la base des Plans Stratégiques de Patrimoine (PSP), ces conventions définissent, pour une période de 6 ans, des engagements, en matière de politique patrimoniale, de développement de l'offre, de politique sociale et de qualité du service rendu aux locataires. C'est dans cet esprit que la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et son décret d'application n°2017-922 du 9 mai 2017 ont considérablement simplifié le cadre réglementaire d'élaboration des nouvelles CUS, en réduisant le nombre d'engagements des organismes. Les engagements pris par l'organisme doivent aussi être cohérents avec les besoins des territoires, en particulier lorsqu'ils sont exprimés dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) ou le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

La CUS est le cadre de contractualisation des rapports entre l'Etat, les organismes HLM et les collectivités. Traduction du projet des organismes HLM, elles constituent une déclinaison locale des objectifs de la politique nationale du logement, que ce soit en termes de développement de l'offre et de la vente HLM, de transition énergétique, de mise en œuvre du droit au logement et de politique d'attribution des logements locatifs sociaux.

L'un des principaux enjeux est la définition d'une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs au titre de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) et besoins des ménages. En effet, le nouveau modèle économique des organismes HLM issu de la mise en application de la réduction du loyer de

solidarité (RLS) et de la loi ELAN, implique la définition d'une politique de vente ambitieuse qui se situe à la croisée de différentes politiques publiques. La CUS contient désormais un plan de vente HLM (liste de logements à vendre), qui vaut autorisation de vendre pour l'ensemble de la durée de la convention.

Les principaux enjeux, fixés par le Préfet de Région, qui devront être pris en compte par les organismes HLM, dans le cadre des CUS, sont les suivants :

- Poursuivre le développement d'une offre de logements durable, abordable et équilibrée sur les territoires ;
- Définir une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs SRU et besoins des ménages ;
- Maintenir un parc locatif social attractif et de qualité en veillant à la maîtrise des loyers et des charges ;
- Mettre en œuvre une politique d'attribution visant à favoriser les parcours résidentiels des ménages et favoriser le maintien et l'accès au logement des publics les plus défavorisés et prioritaires, tout en veillant à maintenir une mixité sociale ;
- Organiser la gouvernance et l'association des partenaires à l'élaboration de la convention d'utilité sociale.

Cette seconde génération de CUS qui porte sur 2019-2024 fera l'objet d'une évaluation à trois ans et d'une autre au terme de la convention. A l'initiative de l'organisme, elle pourra faire l'objet d'un avenant pour introduire la Nouvelle Politique de Loyer (NPL), qui s'appliquera alors jusqu'à la fin de la CUS. La NPL s'applique à compter du 1er janvier qui suit la signature de la convention ou de l'avenant.

La Métropole a déjà lancé de grands chantiers d'envergure tels que le Programme Local de l'Habitat, la prise de délégation des aides à la pierre, la Conférence Intercommunale du Logement et l'élaboration de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) et du Plan Partenarial de Gestion et d'Information des Demandeurs (PPGDID), la stratégie de lutte contre l'habitat indigne, la signature des protocoles NPNRU. Dans ce cadre, elle anime et met en œuvre une politique partenariale avec tous les acteurs de l'habitat pour répondre aux nombreux défis et pour construire une Métropole attractive solidaire et innovante.

La loi égalité et citoyenneté prévoit que les EPCI tenus de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) ou compétents en matière d'habitat avec au moins un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV), sont associés à l'élaboration des dispositions de la convention d'utilité sociale (CUS) relative aux immeubles situés sur leur territoire. À ce titre, en tant que personne publique, les EPCI concernés peuvent

décider d'être signataires des CUS conclues par les organismes HLM disposant d'un patrimoine sur leur territoire. À réception de la notification de la délibération d'engagement des organismes HLM dans la procédure d'élaboration de la CUS, les personnes publiques disposent d'un délai de 2 mois pour signifier si elles souhaitent être signataires de la CUS. À défaut de réponse ou en cas de refus, ces personnes publiques seront simplement associées à l'élaboration de la CUS relative aux immeubles situés sur leur territoire.

L'OPH 13 Habitat, les ESH UNICIL, la SFHE Arcade, Logis Méditerranée, ICF Habitat et la Coopérative d'HLM Poste Habitat Provence ont sollicité la Métropole pour être signataire de leur CUS 2019-2024.

Compte-tenu de la compétence de la Métropole en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du PLH et afin permettre d'engager un partenariat plus étroit avec les bailleurs sociaux présents sur le territoire, il est proposé de confirmer la volonté d'être signataire de la CUS de ces organismes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du programme local de l'Habitat ;
- Que la Métropole est compétente en matière de politique de la ville ;
- Que la Métropole s'est engagée dans des démarches partenariales en faveur de l'habitat et d'une attractivité durable du territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'autorisation de signer les Conventions d'Utilité Sociale CUS des bailleurs sociaux.

Commission "Proximité"

PROX 001-744/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études nécessaires à la réhabilitation digue Est du Frioul et création d'un ouvrage de protection à Marseille 7ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17693/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

Fort de ses 24 ports et de ses 8600 anneaux, la Métropole Aix-Marseille Provence constitue le premier pôle de plaisance de France et le deuxième d'Europe.

Le port du Frioul est organisé en deux bassins d'environ 11 ha, il dispose de 646 places permanentes et 100 places temporaires. Il accueille essentiellement des navires de plaisance, allant jusqu'à 30 m de long. Le bassin Est est composé d'une vingtaine d'appontements flottants de 46 à 143 m de long

partant d'un môle central enraciné sur le quai des pêcheurs, alors que le bassin ouest est pratiquement désert, 3 appontements de 70 à 190 m de long accueillent les navires de plaisance, en plus des bateaux amarrés à quai.

Le port du Frioul est construit entre les îles Pomègues et Rattonneau. Deux digues de protection constituent les principaux éléments de défense contre les houles du large qui atteignent le site, la digue Berry (rénovée en 1984) et la digue Est.

La digue Est présente depuis plusieurs années des désordres importants et son état de dégradation nécessite des travaux conséquents de réhabilitation.

Face à cette situation, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite lancer un marché de Maitrise d'œuvre pour concevoir et suivre les travaux de réhabilitation de cette digue.

La digue Est présente depuis plusieurs années des désordres importants et son état de dégradation nécessite des travaux conséquents de réhabilitation.

Le profil de la digue sera intégralement repris pour résister aux houles.

Les 320m de partie historique de la digue Est seront réaménagés de façon à créer une promenade basse le long du quai et une promenade haute, à la façon de la digue Berry.

Le quai coté intérieur sera réaménagé pour créer des postes à quai pour l'accueil des unités moyennes.

Les travaux concerneront la création du quai intérieur, le démontage du corps de digue, le reprofilage du talus et la pose du matériau de filtre, la pose de la carapace depuis la risberme jusqu'à l'axe général de l'ouvrage, la création du mur de digue, la fermeture de la carapace sur le mur de digue, la pose des réseaux et la réalisation du couronnement de quai et des dallages du quai.

Les matériaux de la digue existante seront triés et réutilisés dans l'ouvrage.

Dans le cadre de cette opération, il sera étudié également la protection globale du plan d'eau.

En effet, la moitié du plan d'eau est soumise aux houles venant du sud-est, ce qui le rend très vulnérable en cas de fort coup de vent.

Une digue nouvelle pourrait être mise en œuvre afin de fermer l'entrée du port à ces houles.

Le port, exposé aux houles d'est à sud-est, subit lors des tempêtes une agitation du plan d'eau pouvant dépasser un mètre d'amplitude. Dans ces conditions, toute la partie ouest du bassin est peu utilisable.

Le projet prévoit de sécuriser le port par la création d'un ouvrage de protection d'environ 100m de longueur implanté aux abords de la pointe d'Ouriou.

Ceci permettra de pérenniser les aménagements du Port réalisés, et plus particulièrement, protéger les quais des agressions maritimes de la houle.

Il convient donc de procéder à la création et à l'affectation de l'opération relative à la digue Est du Frioul pour un montant de 2 000 000€ afin de démarrer les études.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation digue Est du Frioul et création d'un ouvrage de protection à Marseille (7ème arrondissement) pour un montant de 2 000 000€ ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de rapport concernant l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation digue Est du Frioul et création d'un ouvrage de protection à Marseille 7ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 002-745/19/CT

■ CT1 - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études de la réalisation de l'axe Gèze à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/18024/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Le toboggan Gèze construit dans les années 1970, présente de fortes dégradations qui nécessitent de fréquentes interventions et à terme sa réhabilitation totale.

Il est situé dans le projet d'extension d'Euroméditerranée et notamment dans le périmètre de l'un des projets phare, la place de la Cabucelle, appelée à devenir une véritable centralité des quartiers Nord de la Ville. C'est pourquoi, afin de s'intégrer dans ce projet d'ensemble, le choix d'un espace public de qualité conduit à remplacer l'autopont existant.

Par délibération VOI 007-160/13/CC du 22 mars 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative aux études de la réalisation de la tranchée couverte Gèze à Marseille. Ces études étaient estimées à 3 000 000 d'euros. Les études de niveau AVP ont mis en évidence des difficultés majeures de réalisation de la tranchée couverte, notamment en terme d'altimétrie, qui ne permettaient plus de réaliser un aménagement urbain

satisfaisant, ainsi qu'une augmentation sensible du coût prévisionnel des travaux.

Il a donc été décidé, en lien avec Euroméditerranée qui a réalisé de son côté des études de trafic, de modifier le principe d'aménagement en conservant la voirie en surface. Ce projet est en interface directe avec l'aménagement de la ligne de BHNS B4. Ainsi une convention va être passée entre la Métropole et Euroméditerranée pour le portage des études sur ce périmètre dans le cadre de cette nouvelle orientation.

Dans tous les cas la démolition de la passerelle existante et la réalisation d'aménagements provisoires pour assurer un fonctionnement des carrefours sont à réaliser au préalable. Ces travaux sont portés par la Métropole.

Le coût des études et travaux pour la démolition et l'aménagement provisoire est évalué à 4 240 000 euros TTC.

La convention n°19/0585 signée le 31 Juillet 2019 avec l'Etablissement Public Euroméditerranée prévoyait une participation de la Métropole aux études EPR et AVP de l'aménagement définitif pour un montant de 1 440 000 euros.

L'article 8 de cette convention précise qu'au plus tard le 31/12/2019, l'enveloppe financière prévisionnelle globale de l'opération, ainsi que l'échéancier de financement post étude d'avant-projet (AVP) doivent faire l'objet d'une validation par avenant.

Cet avenant prévoit d'assurer le financement des études jusqu'en phase projet (PRO) sur les secteurs 1 à 4 jusqu'à l'assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) pour le secteur 2 (avenue Cap Pinède-boulevard Oddo) et des études (études préalables, d'avant-projet PRO) du bassin de rétention et des autres frais associés à l'opération.

Désormais, le montant de la participation financière de la Métropole est estimé à 5 400 000 euros HT environ.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 007/160/13/CC du 22 mars 2013 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 005-6512/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède/Capitaine Gèze, avec l'EPAEM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée pour le réaménagement de l'axe Cap Pinède – Capitaine Gèze ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation pour un montant de 7 400 000 euros de l'opération relative aux études de la réalisation de l'axe Gèze ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études de la réalisation de la tranchée couverte Gèze à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 003-746/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'entretien et la réparation des ouvrages d'art sur le Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 19/18026/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

Conformément à l'instruction du 16 février 2011 relative à la « Publication de la nouvelle instruction technique pour la surveillance en l'entretien des ouvrages d'art », le Territoire Marseille Provence à la charge d'assurer les visites périodiques et les travaux d'entretien des ouvrages d'art.

Sur 1052 ponts et tunnels recensés sur son territoire, le Territoire Marseille Provence gère un nombre de 509 ouvrages auxquels s'ajoutent les superstructures de 67 ponts pouvant appartenir à d'autres opérateurs tels que la SNCF.

Afin d'assurer la pérennité de ses ouvrages, le Territoire Marseille Provence s'est doté du logiciel informatique « OASIS » qui est un outil de gestion aidant à établir la programmation annuelle des visites périodiques et des travaux d'entretien et de réparation.

Pour se faire, des visites périodiques préalables sont réalisées par un bureau d'étude spécialisé dans le cadre d'un marché accord-cadre à bons de commande ; ces suivis font l'objet de notations de chaque partie structurelle de l'ouvrage incrémentés dans la base de données OASIS. Ces notations aident dans la priorisation des ouvrages à entretenir.

La périodicité de surveillance des ouvrages d'art de la Métropole se déroule de la manière suivante :

- Visite périodique (VP) : tous les 3 ans ;
- Inspection détaillée périodique (IDP) : tous les 9 ans pour les ponts d'ouverture supérieure à 10 mètres et tunnels.

Afin de pouvoir assurer l'entretien et la réparation des ouvrages d'art, il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'entretien et à la réparation des ouvrages d'art sur le Territoire Marseille-Provence pour un montant de 10 000 000 d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 10 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférent ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de

l'opération d'investissement relative à l'entretien et la réparation des ouvrages d'art sur le Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-747/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision d'opérations d'investissement du Pôle Voirie, Espace Public destinées aux opérations de voirie sur le Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18059/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre du Budget Primitif de l'année 2020, sont inscrites 7 opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs autorisations de programme.

Concernant l'opération n°2012113400 ayant pour objet « Marseille – Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou », l'AP initialement prévue n'est plus suffisante. En effet suite à des travaux de nuit, et à des contraintes techniques liées aux travaux de voirie en cours de réalisation (purges de réseaux, ajouts de fourreaux...), l'AP doit être revalorisée à hauteur de 2 750 000 euros TTC (soit + 350 000 euros TTC).

Pour l'opération n°2015118400 relative à « Marseille – Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseillevéyre », l'autorisation de programme initiale était de 850 000 € sur la base d'une première estimation. L'opération a donné lieu à une modification de programme portant notamment sur un élargissement du périmètre des travaux. De ce fait, il convient de revaloriser cette opération à hauteur de 1 200 000 € TTC (soit + 350 000 € TTC).

Pour l'opération n°2015114500 relative à la « Circulation, signalisation, tunnel », il convient de prendre en compte d'une part, la remise aux normes des plans de réseaux de classe A et, d'autre part, l'achat de matériels d'exploitation de trafic indispensables, dans les consultations qui vont être lancées courant 2020. Afin de permettre le lancement desdites consultations, une augmentation de 1 750 000 euros TTC de l'autorisation de programme est nécessaire.

Dans le cadre de l'opération n°2015108000, relative à « Marseille – Aménagement de la place Baverel à Saint Anne et réorganisation du stationnement », les marchés publics (Maîtrise d'œuvre, SPS, et travaux) ayant été attribués, le montant connu de ces contrats dépasse le montant de l'AP initiale, ceci en raison du choix d'un aménagement plus qualitatif des lieux (traitement total en pierres calcaires). Le montant de l'AP est donc revalorisé à hauteur de 910 000 euros TTC (+ 510 000 euros TTC).

L'opération n°2011111500 concernant « Saint-Victoret – Voies Jean Mermoz et Deloustal » doit être révisée à hauteur de 1 200 000 euros TTC. Ce montant correspondant à la prise en compte des travaux d'aménagement (+ 1 000 000 euros TTC ajouté à l'Autorisation de Programme d'étude).

L'opération n°2019103500 relative à « Marseille 13012 – Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise » comprend désormais un périmètre élargi à la rue Meisserel avec un traitement qualitatif supérieur à ce qui était prévu initialement (mise en place de pierres calcaires en lieu et place du béton désactivé sur la place du Caire). En conséquence, le volume de l'autorisation de programme doit être modifié (+ 900 000 euros TTC) et porté à 2 900 000 euros TTC.

Enfin, en raison de l'ajout de travaux d'éclairage public en sus des prescriptions techniques qui se sont rajoutées en cours d'exécution des travaux, au sein de l'opération n°2017106800 intitulée « Allauch – Aménagement accès du Lycée Enco de Botte », le montant de l'AP n'est plus suffisant pour réaliser la dite opération. Une revalorisation à hauteur de 6 000 000 euros TTC est nécessaire (+ 1 000 000 euros TTC sur le montant initial de l'opération).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence, Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision d'opérations d'investissement du pôle voirie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 005-748/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du chemin de Morgiou - Marseille 9ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18060/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du chemin de Morgiou à Marseille (13009).

Le projet consiste à réaménager le chemin de Morgiou en protégeant les cheminements piétons, à organiser et à créer des zones de stationnement, dans l'objectif d'apaiser les vitesses de circulation des véhicules. En outre un aménagement de pistes cyclables est prévu.

Afin de finaliser le projet, une étude générale du chemin est nécessaire.

A cet effet, l'opération d'investissement intitulée « MARSEILLE 13009 - Aménagement du chemin de Morgiou » pour un montant de 200 000 euros, inscrite au Budget Primitif de l'année 2020, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Marseille 13009 – Aménagement du chemin de Morgiou.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du chemin de Morgiou – Marseille 9eme arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 006-749/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Hangar à sel

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17971/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Hangar à sel satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le stockage du sel de route est actuellement entièrement concentré sur le site de Rivoire & Carret, pour toute la ville de Marseille. Son emplacement actuel a été choisi pour sa proximité avec l'autoroute et avec la L2, afin de desservir facilement toute la ville.

Dans le cadre des réhabilitations menées sur le site de l'ancienne usine Rivoire & Carret, le positionnement du stockage du sel de route est remis en question, car le site de l'ancienne usine de Rivoire & Carret est classé en zone fortement inondable : le PPRi de la zone interdit « tous dépôts de matériaux et conditionnements susceptibles d'être emportés, de gêner les écoulements ou de polluer les eaux en cas de crue » ; or il n'existe aujourd'hui aucun dispositif de retenue du sel en cas de crue de l'Huveaune, ce qui provoquerait donc une pollution de la rivière.

De plus, les routes à proximité du stockage ne doivent pas présenter de forte déclivité, afin d'éviter tout risque de glissement des camions transportant le sel en cas de gel. A compter de l'approbation du PPRi en 2017, la Métropole a 5 ans pour se mettre en conformité avec les prescriptions du PPRi. Cette mise en conformité est de l'entière responsabilité du maître d'ouvrage et le non-respect des dispositions du PPRi est puni des peines prévues à l'article L.562-5 du code de l'environnement

Il est prévu de construire le hangar à sel grâce au système de « Legioblock », qui permet un montage rapide par des blocs béton empilables, posés sur une dalle béton, particulièrement adapté pour le stockage du sel de route. Il est prévu de dimensionner le hangar pour stocker 2500 tonnes de sel, ce qui correspond au besoin maximum.

Le site d'implantation est en cours de définition avec pour objectif la valorisation d'un terrain propriété de la Métropole.

L'opération d'investissement n°2020102200, « Hangar à sel », d'un montant de 600 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 201011BP du programme 01, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Hangar à sel.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Hangar à sel ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Hangar à sel .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-750/19/CT

■ CT1 - Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille 10ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 19/17968/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

Par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille 8^{ème}, 9^{ème} et 10 arrondissements de Marseille).

Par arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016, le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique.

Depuis plusieurs années, la ville de Marseille a engagé une véritable mutation de ses infrastructures routières pour faire de son centre-ville un cadre apaisé, où voitures et modes doux de déplacements trouvent leur place aux côtés des piétons. Cet axe routier structurant, prolongé par la rocade L2, a pour objectif de contourner le centre-ville de Marseille et de faciliter la desserte des quartiers sud de Marseille pour une meilleure régulation du trafic routier.

Ce projet urbain ambitieux permettra conjointement d'améliorer l'accessibilité aux transports en commun, de rééquilibrer les différents modes de déplacements offrant des espaces de circulation apaisés avec des voies arborées pensées pour les transports en commun et les cyclistes, de favoriser le développement économique des quartiers sud mais également d'améliorer la qualité de vie des noyaux villageois en les requalifiant.

Les travaux d'aménagement de surface des tranchées couvertes, débuteront en mars 2020 entre le secteur Florian et la rue Verdillon. Ils dureront 12 mois et concerneront, entre autres, la rénovation des voiries existantes qui ont supporté un fort trafic pendant les travaux de creusement des tranchées couvertes, ainsi que l'aménagement de parcs urbains et paysagers comme la création d'une coulée verte entre le Boulevard Achille Marcel et la rue Verdillon.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques

subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée, d'une part, d'examiner les réclamations des entreprises riveraines situées sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que les travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille (10^{ème} arrondissement).

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux professionnels impactés, délimitant la zone des travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace, a été défini et joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- L'arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant d'Utilité Publique le projet du Boulevard Urbain Sud ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

• OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux d'aménagement de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille (10^{ème} arrondissement).
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin ;

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable

des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille 10^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 008-751/19/CT

■ **CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17966/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **05 novembre 2019**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des **15** demandes d'indemnisation suite aux travaux de

requalification du Port-Vieux La Ciotat, de la Place Jean Jaurès à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille, du Cours Lieutaud à Marseille ainsi que de la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2019/10/02 : PHARMACIE DE L'OPERA du 12/02/2019 au 12/10/2019,
 - CVM-2019/10/03 : LE MARENGO du 15/02/2019 au 15/10/2019,
 - CVM-2019/10/04 : BRASSERIE LES TEMPLIERS du 12/02/2019 au 12/10/2019,
 - CVM-2019/10/05 : MOORE du 01/04/2019 au 01/10/2019,
 - CVM-2019/10/06 : DELICE LAMARQUE du 12/02/2019 au 12/10/2019,
 - BHNS-2018/08/02-2 : LEONARD PARLI du 01/11/2018 au 02/07/2019,
 - BHNS-2018/10/08-2 : PLANET SUSHI du 01/12/2018 au 31/03/2019,
 - BHNS-2019/10/18 : AUTO ECOLE DES FACULTES du 10/01/2018 au 30/06/2019,
 - LTD-2019/10/01 : SJP du 11/03/2019 au 11/10/2019,
 - PJJLP-2019/10/11 : AU PETIT NICE du 15/10/2018 au 15/10/2019,
 - PJJLP-2019/10/12 : MARINA du 12/10/2018 au 12/10/2019,
 - CIO-2019/03/06-2 : LA MAISON DE LA PRESSE du 04/03/2019 au 21/06/2019,
 - CIO-2019/10/27 : EDEN DIVE du 03/09/2018 au 03/05/2019,
 - CIO-2019/03/08-2 : LA GROTTTE du 04/03/2019 au 21/06/2019,
 - MRGII-2019/10/03 : LE FOURNIL DE MARIGNANE du 01/10/2018 au 01/10/2019,
- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence, de la requalification du Port-Vieux de la Ciotat ainsi que celle de la Place de la République et Avenue Jean Jaurès à Marignane auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les

riverains de la voie publique sont tenus de **BHNS L'AIXPRESS**
supporter sans indemnité :

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2019/06/13	105 PLACE BIO	105, avenue de Brédasque 13090 Aix-en-Provence	10/01/18 au 02/07/19	28 350,00	17 010,00	8 251,00	25 261,00
TOTAL				28 350,00€	17 010,00€	8 251,00€	25 261,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	553 592,67€
Total général BHNS L'AIXPRESS	578 853,67€

Place de la République / Avenue J.Jaurès à Marignane

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
MRG 2019/06/01	MAISON JOSEPH	4, rue Maréchal Foch – 13700 Marignane	01/10/18 au 30/06/19	4 825,00	2 895,00	0,00	2 895,00
TOTAL				4 825,00€	2 895,00€	0,00€	2 895,00

Montant des indemnisations déjà accordées	0,00 €
Total général CHANTIER MARIGNANE II	2 895,00 €

PORT-VIEUX LA CIOTAT

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/05/12	LE BEST OF	5-6, Quai Général de Gaulle 13600 LA CIOTAT	03/09/18 au 31/05/19	28 532,00 €	17 119,00	0 ,00	17 119,00
CIO-2019/05/15	LE RED SEA	3, Quai Général de Gaulle 13600 LA CIOTAT	01/10/18 au 21/06/19	37 964,00 €	22 778,00	1 500,00	24 278,00
CIO-2019/06/19	LE FOURNIL DU PORT	22 Quai François Mitterrand 13600 La	01/10/18 au 21/06/19	9 350,00 €	5 610,00	200,00	5 810,00

		Ciotat					
CIO-2019/06/20	LE PHARE	11, Quai Général de Gaulle 13600 LA CIOTAT	01/10/18 au 21/06/19	37 627,00 €	22 576,00	1 000,00	23 576,00
CIO-2019/06/21	LE BAR DES GLACES	9, Quai Général de Gaulle 13600 LA CIOTAT	01/10/18 au 21/06/19	73 846,00 €	44 308,00	940,00	45 248,00
CIO-2019/08/23	LE TOTEM	14, Quai Général de Gaulle 13600 LA CIOTAT	01/10/18 au 21/06/19	31 989,00 €	19 193,00	704,00	19 897,00
TOTAL				219 308,00€	131 584,00€	4 344,00€	135 928,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	380 484,00€
Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT	516 412,00€

Par conséquent, il est proposé de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 15 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 08 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 05 novembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 009-752/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la rue Montaigne**

et de la Place Caire à Marseille 12ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/18015/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Par délibération FAG XXX-XXXX/19/BM séance du 24 octobre 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagement de la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Les travaux nécessaires à la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnités proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables

permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.

- La Ville de Marseille pour sa part poursuit sa rénovation urbaine. Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, créer une harmonie visuelle, améliorer le partage de l'espace public, créer, à court terme, un espace cohérent et propice à la déambulation, offrir une attractivité commerciale accrue au cœur du noyau villageois de Saint-Barnabé afin de renforcer et pérenniser le pôle économique du secteur, sécuriser les cheminements des piétons, tels sont les principaux objectifs de ces travaux de requalification.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers.
- de réceptionner les dossiers renseignés et complets des professionnels ainsi que de les transmettre à la Commission Métropolitaine

d'Indemnisation Amiable pour étude en recevabilité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le programme pour la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille ;
- La délibération FAG XXX-XXXX/19/CM du 24 octobre 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à la réalisation des travaux d'aménagement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille. Il a également été approuvé le périmètre relatif aux professionnels impactés par les travaux d'aménagement de la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille 12^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 010-753/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec l'INRAP pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive concernant la 2ème phase de requalification des espaces publics du centre-ville à Marseille**
Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 19/17895/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen au Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville», qui a pour objectif l'apaisement de l'hyper-centre à très court

terme avec un partage de l'espace public en faveur des piétons.

Cette opération se situe dans le périmètre de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

La maîtrise d'œuvre est assurée depuis février 2018 par le groupement INGEROP Conseil et Ingénierie (mandataire) /Michel DESVIGNE Paysagiste /TANGRAM Architectes.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Ce projet a fait l'objet d'un phasage opérationnel :

La première phase de réalisation s'achèvera entre fin 2019 et début 2020 ; elle porte en partie ou en totalité sur les secteurs suivants : Cours d'Estienne d'Orves, Cours Jean Ballard, Secteur Opéra, Vieux-Port, Place du général de Gaulle, Canebière, Place Gabriel Péri, rues des Fabres / Bir-Hakeim, Barbusse, rues Méry et Grand'Rue et rues Coutellerie/ Bonneterie.

La deuxième phase de réalisation à échéance de fin 2020 portera sur les secteurs suivants : Lulli, Grignan, Haxo, Saint-Ferréol, Vieux-Port (reprises ponctuelles sur le site classé liées au réaménagement des espaces connexes) et secteur Caisserie (rues Saint-Laurent et Saint-Jean).

De par sa nature, ce projet d'aménagement entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie.

Par arrêté du 20 septembre 2019, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur une partie du périmètre de la 2^{ème} phase du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Le diagnostic portera sur des parcelles situées dans les secteurs Grignan, Haxo et Saint-Ferréol, qui

représentent une surface totale à aménager de 36 400 m² et sur lesquels sont prévues la plantation d'arbres et l'implantation de conteneurs enterrés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver la convention ci-annexée avec l'INRAP afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté du 20 septembre 2019 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre de la 2^{ème} phase du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la 2^{ème} phase de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille, la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec l'INRAP ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de rapport concernant l'approbation d'une convention avec l'INRAP pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive concernant la 2^{ème} phase de requalification des espaces publics du centre-ville à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 011-754/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17900/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen au Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les travaux d'aménagements ont pour but d'améliorer le partage de l'espace public et de créer à terme un vaste espace cohérent et lisible d'environ 7 000m² dans l'hyper-centre de Marseille.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme synthétique de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-ville » et vise à poursuivre la requalification des espaces publics du centre-ville sur la base des éléments de programme suivants :

- Piétonniser la Canebière,
- Restructurer la gare de bus Bir-Hakeim dans la perspective d'accueillir un parc électrique,
- Mettre en œuvre une piétonisation progressive de l'hyper-centre,
- Améliorer la place accordée aux vélos au sein de l'espace public,
- Retrouver une unité d'ensemble et une cohérence de traitement des espaces publics,
- Envisager des plantations sur les nouveaux aménagements en s'adaptant aux contraintes et restaurer les espaces arborés.

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée depuis février 2018 par le groupement INGEROP Conseil et Ingénierie / Michel DESVIGNE Paysagiste / TANGRAM architectes.

Dans le secteur 14 (Bir-Hakeim) de la requalification du Centre-Ville, les travaux envisagés permettront à terme d'apaiser le trafic et de favoriser les cheminements piétons entre la gare de Bus Canebière Bourse et les abords du Centre Bourse. Le coût global de réalisation a été évalué à 3 752 068,80 € TTC.

Afin de disposer d'un aménagement qualitatif homogène dans l'ensemble du secteur, le projet prévoit une intervention jusqu'en limite de façade du Palais de la Bourse : ainsi une partie des travaux se situe sur l'emprise du Palais de la Bourse, dont le propriétaire est la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCI) ; la parcelle concernée se situant au 2, rue Bir Hakeim.

Ces travaux ont pour objet la pose de réseaux enterrés et de bornes, ainsi que le nivellement du sol entre le Palais de la Bourse et le Centre Bourse.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la CCI Marseille Provence, cette dernière et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera pour le compte de la CCI Marseille Provence les travaux de pose, de fournitures et de génie civil, des bornes avec son remboursement de la CCI Marseille Provence estimé à 123 182,40 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la CCI Marseille Provence et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le programme synthétique de l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille et l'affectation de l'opération d'investissement correspondante ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réalisation de travaux par la Métropole dans l'emprise du Palais de la Bourse, propriété de la CCI Marseille Provence, nécessite la passation d'une convention afin d'en fixer les modalités techniques et financières ;

- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante entre la CCI Marseille Provence et la Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 012-755/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille relatif à l'aménagement de la plaine des sports et des loisirs de la Busserine à Marseille 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17950/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen au Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis

Le quartier de la Busserine fait l'objet d'une importante transformation urbaine du fait de la rocade L2, de l'ensemble des aménagements de surface en accompagnement et des projets de renouvellement urbains portés par l'ANRU concernant l'habitat et la voirie.

Entre le pont SNCF Picon et le passage sous le dalle du Merlan, l'infrastructure L2 présente une forte déclivité, des dénivelées importantes entre la dalle haute et le terrain naturel (jusqu'à 15 m). L'ensemble du secteur compris entre le pied de talus et les espaces privatifs du bailleur social Logirem, ne rentrait pas dans le périmètre d'intervention de la Société de la Rocade L2, mais des collectivités. Sur la base d'études préalables initiées par Marseille Rénovation Urbaine, l'aménagement d'une plaine des sports et des loisirs est apparu pertinent. Cette opération figure dans la convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la rocade L2, signée le 27 février 2017 entre l'Etat et les collectivités.

La ville de Marseille, maître d'ouvrage de la plaine des sports et des loisirs, a poursuivi les études techniques avec son maître d'œuvre. Le projet proposé consiste en un aménagement paysager autour d'espaces sportifs et ludiques, maillés de cheminements doux. Il permet la liaison entre les espaces publics créés par plusieurs aménageurs, comme la démolition de la barre J par Logirem ou la réalisation des places de la gare et Mattéi par la Métropole. Il assure également l'accès au futur BHNS situé en partie haute de la dalle, par l'intermédiaire d'une passerelle piétonne reliant la place centrale au cheminement haut.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Métropole, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Ville de Marseille réalisera, pour le compte de la Métropole, la passerelle piétonne (structure et équipements de superstructure) qui relèvent d'une compétence métropolitaine, soit une participation financière de la Métropole estimée à 704 400 euros HT.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement entre la Ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement.

Il est ainsi proposé d'approuver cette délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du

Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville et de la Métropole au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage et de financement avec la ville de Marseille relatif à l'aménagement de la plaine des sports et des loisirs de la Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 013-756/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention complémentaire auprès du Conseil Départemental 13 pour l'aménagement de la Place Guy Durand à Marseille 10ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18072/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Parmi ces réalisations, la Métropole aménage la place Guy Durand sur la commune de Marseille.

Le projet s'étend sur une surface de 3 400m² et se situe au droit de l'église de Saint Loup, dans le 10ème Arrondissement.

Cette requalification porte sur un réaménagement de l'espace conforme aux normes pour personnes à mobilité réduite (cheminements, traversées piétonnes, quai bus). Le stationnement est conservé devant les commerces du noyau villageois.

Le traitement de surface de la place comprend l'utilisation de matériaux de qualité :

- Bordures, éléments structurants en pierre calcaire ;
- Revêtement du parvis en dallages calcaire ;
- Le mur de soutènement est ré-enduit avec une imitation parement en pierre et le garde-corps est remplacé.

Les voies circulées sont traitées en enrobé noir et les trottoirs du boulevard de Saint Loup, en béton désactivé clair. Le mobilier urbain est conforme à celui utilisé par la Ville de Marseille.

Le périmètre du projet prend en compte le réaménagement de la traverse de la roue avec création d'un parking. Les conteneurs de tri sélectif sont enterrés.

De plus entre les boulevards Auguste Comte et des Marronniers, la structure et le revêtement de la chaussée sont refaits.

Par délibération n°VOI 004-936/15/CC en date du 10 avril 2015, la convention de financement n°15/1388 qui concerne l'aménagement de la Place Guy Durand à Marseille (13010), avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a été approuvée.

Dans le cadre de cette convention, le montant de l'opération a été fixé prévisionnellement à 488 323,00 euros HT réparti en :

- Participation du Département : 244 162,00 euros HT
- Financement Métropole : 244 161,00 euros HT

Suite à des modifications dans les aménagements prévus initialement au marché de travaux, notamment liés à la reprise de la chaussée en mauvais état d'une partie du boulevard de Saint Loup (entre le boulevard Comte et le boulevard des Marronniers) et compte tenu de l'ajout de l'aménagement d'un parking avec reprise de la traverse de la Roue derrière l'Eglise, le montant des travaux liés à l'opération a sensiblement augmenté.

La présente délibération vise à approuver une demande de subvention complémentaire auprès du

Conseil Départemental et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé désormais à 850 000,00 euros HT (valeur juillet 2019). Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES [à décliner selon les organismes sollicités [Rappel : co-financement région-département interdit pour les opérations relevant d'une compétence à chef de file sauf en cas de CTEC ou CPER]	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Plan Quinquennal d'Investissement » Demande initiale	70,00 %	244 162,00 euros
Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Plan partenarial Métropolitain » Demande complémentaire		350 838,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	255 000,00 euros
TOTAL HT	100%	850 000,00 euros

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour l'aménagement de la place Guy Durand à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 014-757/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la réalisation et au financement de l'axe Cap-Pinède - Capitaine Gèze à Marseille

**Avis au Conseil de Territoire
DIFRA 19/18160/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Par délibération VOI 005-6512/19/CM, du 20 juin 2019 le conseil de la métropole a approuvé une convention relative à la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède/Capitaine Gèze, avec l'EPAEM. Cette convention enregistrée sous le numéro 19/0585 a été signée le 31 juillet 2019.

Par cette convention, l'EPAEM assurera la maîtrise d'ouvrage des études et des travaux de requalification de l'axe routier et des équipements attenants, entre le carrefour Cap Pinède et le franchissement de l'autoroute A7. Sur ces bases, le montant de la participation de la Métropole au titre des études préliminaires et d'AVP s'élève à 1,440 Millions d'euros HT.

L'article 8 de cette convention précise qu'au plus tard le 31/12/2019, l'enveloppe financière prévisionnelle globale de l'opération, ainsi que l'échéancier de financement post étude d'avant-projet (AVP) doivent faire l'objet d'une validation par avenant.

En vertu du protocole cadre de partenariat, l'axe Cap Pinède/Capitaine Gèze est identifié parmi les priorités stratégiques pour massifier et accélérer la réalisation de l'extension de l'opération d'intérêt national ; à ce titre, la participation financière de l'EPAEM est fixée à 24,6 Millions d'euros et fléchée sur la réalisation des études et travaux des secteurs 2 (avenue cap-pinède-boulevard Oddo) et 3 (carrefour rue de Lyon et place Gèze).

Par ailleurs, il résulte du projet de PLU-I en cours d'approbation par la Métropole, qu'un emplacement réservé tel que défini par l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme pour la réalisation d'un bassin de rétention obère significativement la constructibilité d'un secteur du projet des Fabriques dans la ZAC Littorale.

A la suite d'échanges avec l'EPAEM, la Métropole a accepté de lever cet emplacement réservé après avoir opté pour la réalisation d'un ouvrage d'une capacité de 18 000 m3 situé dans le secteur 3 défini par la convention, sous la place Gèze. Il en résulte cependant une imbrication complexe des travaux programmés sur et à proximité de la place Gèze, dont les conditions de réalisation doivent garantir la meilleure insertion du projet de bassin de rétention enterré en termes techniques. C'est pourquoi, les Parties ont convenu de confier la réalisation des

études et travaux relatifs à cet ouvrage à l'EPAEM, dans le cadre de la présente convention.

Enfin, il est apparu utile, sans changer les équilibres de financement concertés entre l'EPAEM et la Métropole (le bassin de rétention à réaliser étant totalement financé par cette dernière), de préciser la formulation de la clé de financement selon l'hypothèse d'un financement des études jusqu'en phase PRO pour l'ensemble des secteurs ACT pour le secteur 2 et des études (EPR-AVP-PRO) du bassin de rétention ;

L'avenant proposé a donc pour objet :

- De modifier le programme de l'opération intégrant le bassin de rétention sous la place Gèze et d'en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- De reformuler la clé de financement ;
- Intégrer les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- De déterminer l'échéancier de financement jusqu'en phase PRO et ACT pour le secteur 2 ;
- De renvoyer à la signature d'un avenant la poursuite de l'Opération en phase travaux ;
- Sur ces bases, le montant de la participation de la Métropole s'élève à 5 361 608 d'euros HT. La revalorisation et l'affectation de l'autorisation d'investissement correspondante est approuvée par ailleurs au Conseil de la Métropole de ce jour.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 005-6512/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède/Capitaine Gèze, avec l'EPAEM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée pour le réaménagement de l'axe Cap Pinède-Capitaine Gèze à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention n°19/0585 avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la réalisation et au financement de l'axe Cap-Pinède - Capitaine Gèze à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 015-758/19/CT

■ **CT1 - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/18157/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre », la Métropole réalise l'aménagement d'un carrefour à l'entrée du lycée : Tiboulen-Parangon-Corail.

L'aménagement consiste à améliorer les accès au lycée, réorganiser les voies de circulation piétonnes et véhicules, et à rassembler les poches de stationnements

La surface concernée est de 6 500m².

Le coût prévisionnel de cette opération est établi à 420 000 euros HT.

L'opération visée n°2015118400, a été créée pour un montant initial de 850 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Celle-ci annule et remplace la délibération PROX 018-311/19/CT approuvée au Conseil de Territoire du 18 juin 2019 dont le plan de financement comportait un montant total erroné.

Le nouveau Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	294 000,00 euros

Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	126 000,00 euros
TOTAL HT		420 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant « Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille – Aménagement des voies aux abords de l'accès du lycée de Marseilleveyre » - Abrogation de la délibération VOI 021-6248/19/BM du 20 juin 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la demande de subvention pour l'opération Marseille -

Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 016-759/19/CT

■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise de trottoir en retrait de l'alignement - Rue du Ventoux à Gignac-la-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DAEP 19/18115/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

En concertation avec la Mairie de la Ville de Gignac-la-Nerthe, il a été constaté que l'alignement, au droit de la parcelle AX 0311, présentait un retrait de 12 m².

Ce retrait provient de l'urbanisation de la commune qui a donné lieu à la création de la rue du Ventoux dans le prolongement de l'avenue Charles de Gaulle.

Au droit du numéro 19 du boulevard Victor Hugo, correspondant en partie à la rue du Ventoux et à l'avenue du Général Charles de Gaulle, il existe un renforcement du trottoir en rupture avec l'alignement de la rue de Ventoux.

Ce retrait du trottoir induit un stationnement illicite qui contraint les piétons à cheminer sur la chaussée.

De plus, à cet endroit, il existe un panneau stop qui ordonne aux usagers de la rue de Ventoux de céder le passage à ceux circulant sur l'avenue du Général de Gaulle.

Du fait du stationnement anarchique, les automobilistes sont obligés de marquer le stop au-delà de l'axe de la voie.

Aussi, il a été proposé aux époux Pires, propriétaires de la parcelle cadastrée section AX 0311, de se porter acquéreurs de l'emprise de trottoir implanté en retrait de l'alignement de la rue du Ventoux, supprimant ainsi

une dent creuse d'environ 12 m², matérialisée sur le plan de déclassement joint.

Un nouveau mur de clôture sera établi par les demandeurs conformément à l'alignement et au Code de l'Urbanisme.

La cession de cet espace ne gênera en aucune manière l'usager, car ce retrait de forme triangulaire ne présente aucun intérêt du point de vue de la circulation des piétons.

En effet, à cet endroit, le trottoir après déclassement aura la même largeur que celui de l'avenue du Ventoux. Le cheminement piéton sera conservé à l'identique et la suppression de la « dent creuse » limitera le stationnement sauvage sur le trottoir, ce qui sera bénéfique à la circulation piétonne et automobile.

En conséquence, il convient donc de déclasser du domaine public routier métropolitain, le décroché de trottoir situé au droit de la parcelle AX 0311, pour une superficie totale de 12 m² environ, délimité en vert sur le plan de déclassement au 1/500 joint.

Ce déclassement ne requiert pas d'enquête publique.

En effet, conformément au Code de la Voirie Routière, le domaine public routier peut être déclassé sans enquête publique, s'il n'y a pas de nuisance à la circulation.

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique ont été interrogés sur les contraintes que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces. Les servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La sécurité des usagers de la voie publique ;
- La rectification de l'alignement avec l'édification d'une nouvelle clôture par les propriétaires de la parcelle AX 0311.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une surlargeur de trottoir pour une superficie de 12 m² environ au droit de la parcelle AX 0311 à Gignac-la-Nerthe selon le plan joint.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 017-760/19/CT

■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain de la rue de la Pagode désaffectée à Marseille, 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DAEP 19/18124/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le secteur de la Savine, situé dans le quartier des Borels dans le 15^{ème} arrondissement, fait l'objet d'un vaste programme de rénovation urbaine pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics.

C'est un territoire prioritaire de la Politique de la ville qui comporte environ 780 logements pour 2500 habitants.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la Soleam par la Ville de Marseille. Cette concession a fait l'objet d'un avenant du 3 juin 2016 substituant la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille.

Le programme d'aménagement du secteur bas de la Savine doit venir compléter la recomposition urbaine de l'entrée de quartier par la création d'une nouvelle centralité comprenant logements sociaux et logements en accession, des commerces en pied d'immeubles, s'articulant autour d'espaces publics requalifiés, ainsi que la création du terminal du Bus à Haut Niveau de Service, reliant Bougainville à St-Antoine.

Dans la zone située entre le chemin du Vallon des Tuves, le boulevard de la Savine et la rue de la Pagode, le projet d'aménagement prévoit la construction d'environ 60 logements pour une surface de plancher de 4700 m² ainsi que 530 m² de locaux commerciaux en rez-de-chaussée (côté chemin du Vallon des Tuves), pour lesquels sont prévus des commerces de proximité et un local service/associatif.

Actuellement, la rue de la Pagode comporte deux parties :

- sa partie haute, positionnée Nord-Sud, est un cheminement pédestre qui n'a jamais été ni aménagé, ni entretenu. Depuis de nombreuses années, il est barré par des enrochements et aujourd'hui, il a quasiment disparu dans la végétation. L'ancien tracé du sentier se situe désormais derrière les clôtures du terrain à bâtir.
- sa partie basse, orientée Est-ouest, desservait des bâtiments situés dans la zone du projet immobilier et qui sont maintenant démolis ou condamnés. Sur cette partie basse, une aire de retournement a été prévue par la Soleam.

La réalisation de cette opération immobilière et des aménagements publics nécessitent le déclassement du domaine public routier métropolitain du sentier désaffecté depuis de nombreuses années et d'une surlargeur de chaussée issue de la partie basse de la rue de la Pagode.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La superficie totale à déclasser est de 760 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le programme de rénovation urbaine sur le secteur Savine Tuves ;
- La désaffectation de la rue de la Pagode pour sa partie concernée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain de la portion désaffectée de la rue de la Pagode et d'une surlargeur de chaussée pour une superficie totale de 760 m² environ dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille – quartier Les Borels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 018-761/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Hauteville Immobilier pour la mise en place de bornes escamotables sur entrée charretière située 228 boulevard National à Marseille 3ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/18074/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce des compétences sur le Territoire Marseille Provence, en matière de voirie et d'occupation du domaine public métropolitain.

Dans le cadre de ses compétences, elle permet l'occupation de son domaine public dans le cadre de conventions ou de permissions de voirie.

En raison de la réduction du nombre de places de parking, et compte tenu de l'augmentation des infractions pour stationnement gênant, les propriétaires sis au 228 boulevard National à Marseille 13 ème arrondissement rencontrent de grandes difficultés à accéder librement à leurs places de parking privatives.

A ce titre, la société Hauteville Immobilier représentant des propriétaires sis au 228 boulevard National a sollicité la Métropole Aix Marseille Provence pour la mise en place d'une (ou des) borne(s) escamotable(s) à cette même adresse.

Cette occupation sera réalisée par la société demanderesse, sous son entière responsabilité et sans participation financière de la Métropole. La convention est passée pour une durée de 12 ans renouvelable tacitement.

Dans le cadre d'une convention d'occupation préalable, la Métropole souhaite définir les conditions techniques, administratives et financières (une redevance d'occupation sera due) qui encadreront la permission de voirie qui sera émise après transmission du projet d'implantation par la société demanderesse et validation de ce projet par les services techniques de la Métropole.

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Hauteville immobilier pour la mise en place de bornes escamotables sur entrée charretière située 228 boulevard National à Marseille.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Hauteville Immobilier pour la mise en place de bornes escamotables sur entrée charretière située 228 boulevard National à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 019-762/19/CT

■ CT1 - Approbation de la convention entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre, l'hébergement et l'exploitation du dispositif de gestion des espaces bornés

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18075/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La dynamique de requalification du centre-ville de Marseille a véritablement été initiée avec le projet Vieux-Port mis en œuvre à partir de 2012. Plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hypercentre ont ensuite fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence souhaitent poursuivre la requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre- Ville ».

En effet, il s'agit d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

C'est dans le cadre d'une sécurisation des piétons (projet safecity) et d'une mise en valeur patrimoniale et architecturale, que s'inscrit le contrôle des accès du centre-ville par des bornes escamotables. Ces bornes permettent de filtrer la circulation dans l'hyper centre-ville de Marseille et encouragent le développement de modes alternatifs de déplacement (piétonisation des espaces publics, développement des modes doux).

Mises en place pour réguler le trafic routier, elles sont gérées actuellement par le Centre de Régulation Urbaine (Ville de Marseille) et par la Direction Gestion des Equipements de Trafic (Direction métropolitaine) pour ce qui est de la maintenance. Compte tenu de l'accélération de leur déploiement, de leur automatisation, il apparaît nécessaire d'établir une convention entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence afin de définir les compétences respectives de la ville de Marseille et de

la Métropole en matière de gestion de ces bornes : maintenance, entretien habituel, exploitation, et gestion courante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Bureau de la Métropole portant sur l'approbation de la convention entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre, l'hébergement et l'exploitation du dispositif de gestion des espaces bornés.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre, l'hébergement et l'exploitation du dispositif de gestion des espaces bornés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 020-763/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille en vue de la conception et mise en oeuvre d'une signalétique patrimoniale et touristique à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/18121/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen au Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville », qui a pour objectif l'apaisement de l'hyper-centre à très court terme avec un partage de l'espace public en faveur des piétons. Les travaux d'aménagements ont pour but d'améliorer le partage de l'espace public et de créer à terme un vaste espace cohérent et lisible d'environ 7 000m² dans l'hyper-centre de Marseille. Cette opération se situe dans le périmètre de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme synthétique de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

La réhabilitation du centre-ville se décline en plusieurs thématiques dont le volet « signalétique » qui est indissociable du projet global réunissant piétonisation, végétalisation et valorisation du patrimoine architectural. Le marché de conception d'une signalétique s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-ville »

La Métropole Aix Marseille Provence et la Ville de Marseille entendent valoriser leurs espaces urbains et naturels avec une signalétique claire et structurante.

Le coût global du marché de prestations intellectuelles incluant la fourniture et la pose de la signalétique touristique et patrimoniale a été évalué à 1 450 000 euros TTC.

Le suivi du marché de signalétique sera assuré par le Pôle Infrastructures de la Métropole Aix-Marseille-Provence et, à terme, l'ensemble du mobilier de signalisation intégrera le catalogue du mobilier urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La Ville de Marseille travaillera en partenariat avec la Métropole et le futur titulaire du marché de conception pour s'assurer de l'unité de l'ensemble des éléments constitutifs de la signalétique sur le territoire de la ville.

Ainsi, afin de réaliser les opérations d'achat dans un cadre unique, la Métropole et la Ville de Marseille ont souhaité convenir de l'organisation des procédures d'achat relatives à ce projet, suivant les articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique. La convention constitutive de groupement de commandes jointe en annexe en définit le régime. Cette convention s'applique à tous les achats qui seront passés pour la réalisation de ce marché de prestations intellectuelles et notamment pour les phases d'analyse, de conception et de mise en œuvre de la signalétique, quelle que soit l'entreprise concernée. La répartition financière du coût de l'opération sera définie au titre des compétences respectives de chaque collectivité et arrêtée à l'issue de la livraison des prestations du marché. Elle fera l'objet d'un avenant ultérieur à la convention.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée comme coordinateur et mandataire du groupement et à ce titre, la Ville de Marseille lui donne mandat pour exercer en son nom et pour son compte les prestations qui relèvent de sa compétence. La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera le suivi. Le paiement des dépenses incombant à la Ville de Marseille s'effectuera au moyen des avances consenties par celle-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que pour la conception et la réalisation de la signalétique patrimoniale et touristique, il y a juxtaposition des compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Ville de Marseille ;
- Qu’il convient d’approuver la convention constitutive de groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée comme coordinateur et mandataire du groupement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de rapport concernant l’approbation d’une convention constitutive d’un

groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille en vue de la conception et mise en œuvre d’une signalétique patrimoniale et touristique à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 021-764/19/CT

■ CT1 - Approbation des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille Provence pour l'année 2020

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18051/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Conformément à l’article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés.

Au 1er janvier 2016, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais substituée, était compétente en matière de « construction, aménagement, entretien de voirie et signalisation ».

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d’une personne publique donne lieu au paiement d’une redevance.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des droits d’occupation et des droits de voirie correspondant à des occupations permanentes ou temporaires par des ouvrages ou des travaux réalisés sur son domaine.

Conformément à l’article L. 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole détermine librement le tarif payé au titre de cette occupation et tient compte des avantages de toute nature procurés à l’occupant, qu’il soit ou non autorisé à occuper le domaine par un titre.

Champ d’application de la tarification

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération sont applicables aux occupations existantes au 1^{er} janvier 2020, y compris lorsqu'elles ont été autorisées par un titre antérieur, ou constatées à compter de cette date.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain du territoire Marseille Provence pour l'année 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation

temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 022-765/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18063/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

A la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le 1er janvier 2001, les communes membres avaient délégué à la communauté urbaine la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie ».

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, cette organisation a évolué depuis que le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, des conventions de gestion et de maîtrise d'ouvrage déléguée ont été prises afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Pour autant, la Métropole doit rembourser les communes gestionnaires de l'éclairage public sur leur territoire respectif.

A cet effet il est nécessaire de créer l'opération d'investissement n°2020 1 016 00 intitulée « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » pour un montant de 17 080 000 €, inscrite dans le Budget Primitif 2020, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur

l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 023-766/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18079/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de rapport ci-annexé, présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 105-3124/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 065-4117/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Marseille des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 020-5717/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Marseille qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de gestion entre la commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur

L'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 024-767/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Marignane**

Avis du Conseil de Territoire

DRM 19/18080/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport ci-annexé présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se

prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 117-3136/17/CM du 14 décembre 2017 et par délibération n° FAG 064-4116/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Marignane des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Politique de la Ville
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 017-5976/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Marignane qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune /

Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion de la commune de Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de Territoire Marseille Provence**,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur « l'Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Marignane ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenants n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 025-768/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Châteauneuf-les-Martigues**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/18085/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de rapport ci-annexé , présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences

prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 111-3130/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Châteauneuf-Les-Martigues une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération n° FAG 182-4999/18/CM du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 010-5969/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Châteauneuf-les-Martigues qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de «

l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de gestion entre la commune de Châteauneuf-les-Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues .

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur L'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 026-769/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Gignac La Nerthe**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18098/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 114-3133/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Gignac La Nerthe la convention de gestion portant sur le domaine suivant :

– compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an. La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 185-5002/18/CM du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 082-6389/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Gignac-La-Nerthe qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des

compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion de la commune de Gignac-La-Nerthe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gignac la Nerthe.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Gignac La Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 027-770/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Le Rove**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18086/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des

services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 116-3135/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune Le Rove une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

□□ compétence Défense Extérieure contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 170-4987/18/CM du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 078-6385/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Le Rove qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Le Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 028-771/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune d'Ensues la Redonne

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/18078/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur

confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 112-3131/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Ensues-La-Redonne une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

– compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 183-5000/18/CM du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 029-6766/19/CM du 26 septembre 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Ensues-la-Redonne qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion de la commune de Ensues-La-Redonne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur « l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune d'Ensues-la-Redonne ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ensues-La-Redonne.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune d'Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 029-772/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la commune d'Ensues la Redonne et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la réalisation d'opérations d'éclairage public

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18162/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :
Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune d'ENSUES-LA-REDONNE pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître

d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Lors du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'ENSUES-LA-REDONNE afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

Dans le cadre de cette convention, il s'agit de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et, ainsi, ne pas interrompre le service rendu aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant prévisionnel de ces travaux et de mettre en concordance ce montant avec les dépenses en matière d'éclairage public, objet de la convention de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensues la Redonne pour la réalisation d'opérations d'éclairage public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 030-773/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Sausset-Les-Pins**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18099/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations n° FAG 121-3140/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 066-4118/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Sausset-Les-Pins des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 015-5974/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Sausset-Les-Pins qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette

compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de gestion entre la commune de Sausset-les-Pins et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset-les-Pins .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Sausset-Les-Pins. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 031-774/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Carry-le-Rouet**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18094/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi du rapport présenté ci-après pour avis.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 108-3127/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 060-4112/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Carry-Le-Rouet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 008-5967/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Cassis qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de gestion entre la commune de Carry-le-Rouet et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de Carry-le-Rouet.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Carry-le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 032-775/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations d'éclairage public

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18134/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2001, les communes membres dont la commune de CARRY-LE-ROUET avaient délégué à la communauté la compétence relative à la création, aménagement et entretien de voirie.

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie.

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de CARRY-LE-ROUET a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux demeurant de la compétence de la Commune, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-1 du Code de la Commande Publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Carry-le-Rouet et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'opération d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Carry-le-Rouet et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'opération d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 033-776/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Septèmes les Vallons**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18090/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont

continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 1222-3141/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Septèmes Les Vallons des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 176-4993/18/CM du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 016-5975/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Septèmes les Vallons qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de gestion entre la commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le

territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Septèmes les Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 034-777/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Saint-Victoret**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18076/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 120-3139/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Victoret des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

compétence Défense Extérieure contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 174-4991/18/CM du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 014-5973/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Saint-Victoret qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les

compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de gestion entre la commune de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur L'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 035-778/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint Victoret pour la réalisation d'opérations d'éclairage public

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18158/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence. Lors du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Victoret afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

La conclusion d'une telle convention a été rendue nécessaire par les observations du contrôle de légalité qui avait rappelé que l'éclairage public, accessoire indissociable de la compétence voirie relevait du périmètre de compétence de la Métropole. Il s'agissait de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et, ainsi, ne pas interrompre le service rendu aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

L'avenant proposé vise à modifier le montant prévisionnel des dépenses liées à ces travaux mentionnés dans la convention (496 080 au lieu de 140 441 €) et de mettre en corrélation ce nouveau montant avec la liste des travaux envisagés, le plan de financement, et les modalités de compensation figurant dans les annexes 1, 2 et 3 de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la commune de Saint Victoret et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 036-779/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Plan de Cuques**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/18082/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 118-3137/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la

commune de Plan-de-Cuques des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- □ compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- □ compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 172-4989/18/CM du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 013-5972/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Plan de Cuques qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion de la commune de Plan de Cuques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de Territoire Marseille Provence**,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur « l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Plan de Cuques ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Plan de Cuques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Plan de Cuques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 037-780/19/CT

■ CT1 - Approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la

création d'offices de tourisme de la commune d'Allauch

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18137/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certaines équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 106-3125/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 059-4111/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune d'Allauch des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

La compétence « Services extérieurs défense contre incendie » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de cette compétence fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion de la commune d'Allauch.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur « l'approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune d'Allauch ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Allauch.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune d'Allauch .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 038-781/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Cassis**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18087/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 109-3128/17/CM du 14 décembre 2017 et par délibération n° FAG 061-411/18/CM du 26 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Cassis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenants approuvés par délibération du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 009-5968/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Cassis qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion de la commune de Cassis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur « l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont

la création d'offices de tourisme de la commune de Cassis ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 039-782/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18091/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibérations° FAG 115-3134/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 063-4115/18/CM du 28 juin 2018 la Métropole décidait de confier à la commune de La Ciotat une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 012-5971/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de La Ciotat qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 040-783/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Ceyreste

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18092/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :
Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions

en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de **70 000 € HT**, est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	21 000,00 euros
Conseil Régional PACA	20 %	14 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	35 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine :
Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de la métropole

marseillaise - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance de la Madrague de Gignac.

PROX 041-784/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Roquefort-la-Bédoule**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/18093/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 119-3138/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Roquefort-la-Bédoule des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de stationnement

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération FAG 173-4990/18/CM du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 081-6388/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Roquefort-La-Bédoule qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion de la commune de La Bédoule.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération au Conseil de la métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Roquefort-la-Beidoule.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquefort-la-Beidoule.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la

convention de gestion relative à la compétence Services extérieurs défense contre incendie de la commune de Roquefort-la-Beidoule.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 042-785/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Carnoux-en-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18095/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces

compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 107-3126/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Carnoux-en-Provence une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La convention relative à la compétence « Défense Extérieure Contre l'Incendie » a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par la délibération n° FAG 177-4994/18/CM du 13 décembre 2018 du 13 décembre 2018.

Par délibération n° FAG 080-6387/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Carnoux-en-Provence qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux, et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la commune de Carnoux-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 043-786/19/CT

■ **CT1 - Approbation des avenants n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et à la convention de gestion relative à la compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire et approbation des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion**

du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gémenos

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18096/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certaines équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 113-3132/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 062-4114/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Gémenos des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les conventions relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2019 par avenant approuvé par délibération par délibération du 13 décembre 2018.

La Métropole décidait de confier par délibération n° FAG 083-6390/19/CM du 20 juin 2019 à la commune de Gémenos une convention de gestion portant sur la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire».

La convention était conclue pour une durée de deux ans à compter du 1er janvier 2018.

Par délibération n° FAG 011-5970/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Carnoux-en-Provence qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique.

Les dernières compétences en cours de transfert sont, pour certaines, étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune /

Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2020, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à son exercice compte tenu du transfert différé des compétences communales relatives à la voirie.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Il est proposé d'approuver les avenants n°1 et n°2 aux conventions de gestion de la commune de Gémenos.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de gestion portant sur l'éclairage public et sur l'approbation des avenants 2 aux conventions de gestions relative aux compétences services extérieurs défense contre incendie et promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Gémenos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 044-788/19/CT

■ CT1 - Approbation de la convention cadre relative à l'implantation d'équipements hertziens pour des stations relais de radiotéléphonie dans les tunnels non concédés

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18057/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux « communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation » mentionne en son article 2 que :

Les exploitants des ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux doivent garantir aux services publics qui concourent aux missions de sécurité civile la continuité des communications radioélectriques avec les moyens propres à ces services en tout point de l'infrastructure.

Ces dispositions sont applicables :

- a) Pour le domaine routier, à tout ouvrage au stade des études dont le projet d'ouvrage d'art, pour le réseau routier national non concédé, ou dont l'avant-projet d'ouvrage d'art, pour les autoroutes concédées, n'a pas été approuvé à la date de publication du présent décret.

Les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux qui ne relèvent pas des catégories mentionnées ci-dessus

doivent se conformer à cette obligation dans un délai de trois ans à compter de la même date.

Les tunnels Vieux-Port, Major et Saint-Charles et Joliette sont dotés des équipements nécessaires à l'émission et la réception de réseaux de téléphonie mobile macro cellulaires pour les véhicules qui les empruntent.

Ces tunnels, gérés hors concession sur le territoire Marseille Provence de la Métropole génèrent un fort trafic automobile. Le tunnel du Vieux-Port accueille chaque jour environ 50 000 véhicules, celui de la Major environ 34 000, celui de Saint-Charles jusqu'à 20 000 et pour le tunnel Joliette, 42 000 véhicules transitent par cet ouvrage.

Outre l'aspect réglementaire lié aux évolutions techniques en matière de radio téléphonie, la continuité de l'émission et de réception de réseaux de téléphonie est aussi un gage de qualité et de confort.

Il est proposé d'approuver une convention cadre applicable aux opérateurs définissant les installations ainsi que les conditions d'entretien des ouvrages d'émission et de réception du réseau de téléphonie mobile macro cellulaire par ceux-ci, pour tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération au Bureau de Métropole concernant l'«approbation de la convention cadre relative à l'implantation d'équipements hertziens pour des stations relais de radiotéléphonie macro cellulaire dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix-Marseille-Provence – périmètre Territoire Marseille Provence ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver un modèle actualisé de convention cadre à conclure avec les opérateurs télécoms permettant l'émission et la réception des réseaux de téléphonie mobile macro cellulaire dans tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la convention cadre relative à l'implantation d'équipements hertziens pour des stations relais de radiotéléphonie dans les tunnels non concédés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 045-789/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18066/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole exerce la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. Celle-ci

a été transférée de droit à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} Janvier 2016.

A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur le territoire de la Commune de Marseille.

Afin d'assurer la fluidité du trafic et la sécurité des ouvrages, il est nécessaire de pouvoir enlever rapidement les véhicules en panne ou accidentés dans les tunnels routiers de la Major, du Vieux Port, de St Charles et de la Joliette.

Un contrat de délégation de service public a été confié à la société GIBBES PHARO, et notifié le 18 juillet 2018 pour une durée fixée à 5 ans à compter de la date de notification.

Ce dernier arrivera donc à échéance le 17 juillet 2023.

La Ville de Marseille a engagé une véritable mutation de ses infrastructures routières pour faire de son centre-ville un cadre de vie apaisé, où voitures et modes doux de déplacements trouvent leur place aux côtés des piétons.

Dans cette optique, le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016

Cet axe routier structurant, prolongé par la rocade L2, a pour objectif de contourner le centre-ville et de faciliter la desserte des quartiers sud de Marseille pour une meilleure régulation du trafic routier.

A l'horizon 2020, et suite à la mise en service de la tranche Florian / Sainte Marguerite, la Métropole devra prendre en charge l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés sur cette partie de tronçon.

Cette prestation sera étendue à l'ensemble des tranchées couvertes du Boulevard urbain Sud à compter de sa mise en service complète projetée en 2022.

Dans le cadre de la réalisation de ces infrastructures, le Préfet des Bouches du Rhône a souhaité que des réserves et mesures conservatoires soient prévues dans la conception des ouvrages, dans l'éventualité d'une future couverte complète. Que dans ce cadre, et alors même que la Métropole n'y était pas tenue en raison d'un linéaire inférieur à 300 mètres, et donc de l'absence de qualification de « tunnel », un dossier de sécurité réglementaire a été établi de manière à anticiper et à intervenir efficacement en cas d'évènement.

Le dossier de sécurité est composé d'un Plan d'intervention et de sécurité ayant pour objectif de définir les moyens de secours à mettre en place en cas d'incident, accident ou incendie.

Ce plan d'intervention et de sécurité prévoit un partage de la charge entre les moyens de l'Etat (DIRMed) et les moyens de la Métropole en matière d'enlèvement des véhicules légers et poids lourds accidentés.

A ce titre, une convention d'exploitation a été conclue entre la Métropole et la DIRMed pour organiser le partage des missions entre les deux entités sur le tronçon du Boulevard Urbain Sud situé entre le carrefour de Florian et la rue Verdillon à Marseille.

En vue de l'exécution de cette convention d'exploitation, la DIRMed rédige un avenant à sa propre Délégation de service public d'enlèvement des véhicules (poids lourds) afin d'inclure le périmètre du BUS concerné.

Afin de garantir la continuité du service public, de répondre aux exigences de rapidité, de sécurité et d'efficacité des interventions, la Métropole, au même titre que la DIRMed, propose par avenant, de modifier le périmètre d'intervention de sa dite délégation de service public, en y incorporant le tracé du futur boulevard urbain sud dans ses parties couvertes (linéaire de 866 mètres).

L'article 1 de l'avenant modifie les articles 1.1 et 1.3 du contrat pour intégrer les tranchées couvertes du BUS au périmètre de la délégation.

Il modifie également l'article 2.3 relatif aux conditions d'exécution pour tenir compte de l'éloignement des ouvrages. Ainsi, le délai entre l'appel du PC tunnels et l'arrivée du véhicule de remorquage sur le lieu de l'évacuation est porté à 45 minutes en cas d'intervention dans les tranchées couvertes du BUS.

Sont annexés à l'avenant un compte d'exploitation prévisionnel ainsi qu'un plan du BUS.

Cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat. Il a une incidence financière de +8,3% sur le chiffre d'affaires du délégataire, soit un montant de 12 536 euros HT, sur toute la durée du contrat, estimé initialement à 151 066 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la Délégation de Service Public n°18/02 pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille.
- L'avis de la Commission de Délégation de Services Publics du 14 novembre 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la Délégation de Service Public n°18/02 pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 046-790/19/CT

■ CT1 - Présentation des rapports annuels 2018 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DRM 19/18067/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin d'assurer la fluidité et la sécurité de la circulation dans les tunnels, il est nécessaire d'organiser dans les meilleurs délais l'enlèvement des véhicules en panne ou accidentés dans les ouvrages et leurs accès.

L'objet de la délégation gérée par la société Gibbes Pharo est l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, à savoir le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

Le contrat de délégation de service public n°12/087, modifié par un avenant du 30 juin 2017, a été notifié à la société Gibbes Pharo le 18 juillet 2012. Sa durée est de 6 ans à compter de la date de notification. Il est arrivé à échéance le 17 juillet 2018. Un nouveau contrat, n°T1802DSP, a été notifié au même délégataire, et est exécutoire à compter du 18 juillet 2018.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Compte tenu de l'exécution de deux contrats de délégation de service public durant l'année 2018, une synthèse des deux rapports du délégataire est jointe à la présente délibération.

A titre d'information, pour la période du 1er janvier au 17 juillet 2018, le nombre total d'intervention (108) dans les tunnels a été le suivant :

- Pour le tunnel de la Major : 16 interventions
- Pour le tunnel Joliette : 38 interventions
- Pour le tunnel Saint-Charles : 8 interventions
- Pour le tunnel du Vieux Port : 46 interventions.

Le compte d'exploitation sur cette période fait apparaître un chiffre d'affaires de 9 021,00 euros et des charges d'exploitation de 6 508,00 euros soit un bénéfice d'exploitation de 2 513,00 euros.

Sur la période du 18 juillet au 31 décembre 2018, le nombre total d'intervention (83) dans les tunnels a été le suivant :

- Pour le tunnel de la Major : 19 interventions
- Pour le tunnel Joliette : 19 interventions
- Pour le tunnel Saint-Charles : 4 interventions
- Pour le tunnel du Vieux Port : 41 interventions

Le compte d'exploitation sur cette période fait apparaître un chiffre d'affaires de 11 032,00 euros et des charges d'exploitation de 6 442,00 euros soit un bénéfice d'exploitation de 4 590,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation des rapports annuels 2018 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation des rapports annuels 2018 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille Provence.

PROX 047-791/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2018 du Délégué de Service Public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille

Information du Conseil de Territoire DIFRA 19/17837/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Maire de la Ville de Marseille, autorisé à signer par délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal, a conclu le contrat de concession de service public avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC), et confié à cette dernière le financement, la construction et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage pour une durée de 32 ans.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en application des règles relatives aux transferts de compétences, s'est substituée à la Ville de Marseille en 2003 et jusqu'au 31 décembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de ces mêmes règles, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Elle exerce, à ce jour, la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble du territoire Aix-Marseille (CT1). A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur ce même territoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit, chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre VII (articles 48 à 53 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2018 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, autorisant le Maire de Marseille à signer le contrat de concession du Tunnel Prado Carénage ;
- Le contrat de concession n°90-493 du 27 septembre 1990 dont est titulaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2018, produit par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2018 a été remis dans les délais impartis, par le concessionnaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport concernant la présentation du rapport d'activité 2018 du Déléataire de Service Public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille.

PROX 048-792/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2018 du Déléataire de Service Public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille 8ème et 10ème arrondissements

**Information du Conseil de Territoire
DIFRA 19/17839/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revenait la gestion des tunnels routiers sur le territoire communautaire.

Par délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008 ont été approuvés le choix du délégataire de service public (la Société Prado Sud) ainsi que le contrat de concession n° 08/030 relatif à la réalisation et à l'exploitation du Tunnel Prado sud.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des transferts de compétences, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.3 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2018, a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2018 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession de service public concernant le Tunnel Prado Sud à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;
- Le contrat de concession n°08/030 du 6 mars 2008, notifié au titulaire, la Société Prado Sud, le 14 mars 2008 ;
- Le rapport d’activité afférent à l’année 2018, produit par la Société Prado Sud ;
- La synthèse et l’analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d’activité 2018 a été remis dans les délais impartis par le concessionnaire, la Société Prado Sud, dans les délais impartis ;
- Que le Conseil de Territoire doit prendre acte de ce rapport.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport concernant la présentation du rapport 2018 d’activité du délégataire de service public relatif à l’exploitation du Tunnel Prado Sud à Marseille 8^{ème} et 10^{ème} arrondissements.

PROX 049-793/19/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJA 19/18133/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d’être engagée à l’égard des usagers dans le cadre de l’exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d’entretien d’un ouvrage public ou d’un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l’activité de la collectivité est établi.

Le contrat d’assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l’indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Vingt et un dossiers de réclamations dont le montant global s’établit à 46 480,80 euros (Quarante-six mille quatre cent quatre-vingt euros et quatre-vingt centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l’indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l’administration. Il s’agit des affaires suivantes :

- Mme Clémentine AMIELH – sinistre du 5 janvier 2018 – montant : 1 155,00 euros,
- M. Philippe MARECHAL – sinistre du 12 juillet 2018 – montant : 551,48 euros,
- Mme Margaret MARTINET – sinistre du 9 août 2018 – montant : 1 959,10 euros,
- M. Jean Louis FRERE – sinistre du 22 septembre 2018 – montant : 1 885,05 euros,
- M. Julien DIAZ – sinistre du 11 novembre 2018 – montant : 306,80 euros,

- M. Jacques ZAGURY– sinistre du 26 novembre 2018 – montant : 3 248,48 euros,
- Mme Anais POMPIDOU – sinistre du 14 janvier 2019 – montant : 587,52 euros,
- M. Michel FRAISSE– sinistre du 15 février 2019 – montant : 7 398,00 euros,
- M. Maxime SEILLIER– sinistre du 2 avril 2019 – montant : 150,00 euros,
- M. Laurent GIL– sinistre du 25 avril 2019 – montant : 1 096,36 euros,
- M. Malik SRAIEB – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 6 767,43 euros,
- Mme Jeanine DESBATS JEANNIN– sinistre du 5 mai 2019– montant : 2 034,00 euros,
- M. Lekhmissi BELDJEROU – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 2 000,00 euros,
- LA POSTE – sinistre du 6 mai 2019 – montant : 3 890,74 euros,
- Mme Laura BOTELLO – sinistre du 7 mai 2019 – montant : 1 786,44 euros,
- Mme Anne VANDENBORRE– sinistre du 15 mai 2019 – montant : 1 602,46 euros,
- M. Richard GIORDANO – sinistre du 16 mai 2019 – montant : 3 023,90 euros,
- NOE CONCEPT– sinistre du 3 juin 2019 – montant : 6 610,57 euros,
- M. Benoit COTREL – sinistre du 26 juin 2019 – montant : 351,02 euros,
- Mme Emy RODRIGUES – sinistre du 24 juillet 2019 – montant : 151,13 euros,
- M. Jean-Michel AYELA – sinistre du 12 septembre 2019 – montant : 425,32 euros.

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 050-794/19/CT

■ CT1 - Actualisation du règlement intérieur des déchèteries du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence

DTD 19/18109/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire de Marseille Provence (CT1) de la Métropole Aix-Marseille-Provence est doté d'un réseau de 17 déchèteries sur l'ensemble de la zone géographique. Ces installations ont un rôle essentiel dans la gestion des déchets ménagers et assimilés. Il s'agit d'équipements de proximité très utilisés par la population qui apporte sur les différents sites des déchets spécifiques occasionnels qui ne peuvent faire l'objet d'une collecte ordinaire en raison de leur nature, poids, quantités ou encombrement.

Les déchèteries sont des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et l'utilisateur est au cœur du dispositif de collecte et de valorisation des déchets. En 2018 la quantité de déchets apportés sur les différents sites, s'élève à plus de 100 000 tonnes, dont la majeure partie a été dirigée vers des filières de valorisation matière.

La définition des conditions d'application et de délimitation du périmètre du service de collecte des déchets ménagers et assimilés en déchèterie est essentielle et revient à l'autorité organisatrice du service. C'est l'objet principal du règlement intérieur des déchèteries.

Celui-ci a également pour vocation d'apporter une information la plus complète possible aux utilisateurs en y intégrant l'ensemble des droits et devoirs de l'Administration et des usagers.

Depuis la rédaction précédente (2012), des modifications ont été ou vont être apportées dans les conditions d'utilisation des installations. En conséquence, le règlement existant doit être réactualisé pour tenir compte des évolutions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'ensemble des sites.

Les principales modifications sont les suivantes :

- Interdiction des apports de déchets issus de l'activité des apporteurs professionnels, artisans et commerçants,
- Limitation du nombre des apports (36 passages annuels et 3 passages maximum par jour),
- Installation de lecteurs de plaques d'immatriculation pour le contrôle des usagers,
- Extension des plages horaires d'ouverture,
- Nouvelles modalités de tri des déchets (Déchets d'Éléments d'Ameublement),
- Acceptation de nouveaux déchets,
- Modification des quantités maximum autorisées par apport pour certains types de déchets.
-

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences

du Conseil de Métropole au Bureau de Métropole ;

- L'avis du Comité Technique en date du 3 décembre 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser le règlement des déchèteries du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin d'apporter à la connaissance de l'ensemble des utilisateurs la délimitation du périmètre de ce service public, ainsi que les modifications présentes et en projet concernant l'utilisation des sites.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le règlement des déchèteries du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le présent règlement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 051-795/19/CT

■ CT1 - Approbation du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 19/18113/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour compétence la gestion des Déchets Ménagers et Assimilés. L'exercice de cette compétence est assuré par chacun des six territoires constituant la Métropole.

Le 19 octobre 2017 par délibération n° DEA 018-2836/17/CM, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé son Schéma de gestion des déchets qui fixe les axes prioritaires et les futures orientations d'une politique de gestion des déchets

concertée et partagée par les six Territoires pour les dix prochaines années.

Il vise à constituer une réponse cohérente et concrète aux objectifs très ambitieux définis par la loi n°2015-992 « Transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015. Pour ce faire, il prévoit de revisiter les grands principes de la gestion des déchets en agissant sur la réduction des quantités tout en augmentant significativement le taux de valorisation Matière et Organique.

Le Schéma métropolitain s'inscrit dans le Plan régional de prévention et gestion des déchets, instauré par la Loi Notre et délibéré par la Région en juin 2019, qui fixe les moyens de réduction des déchets, de recyclage matière et organique et de traitement des déchets résiduels à l'échelle régionale aux horizons 2025 et 2031, conformément à l'article R. 541-16 du Code de l'environnement. Le Plan met notamment en exergue le risque de saturation des installations de stockage des déchets non dangereux dès 2019.

En complément du Schéma métropolitain, comme prévu à l'article L541-15-1 du code de l'environnement, la Métropole doit définir un programme de prévention des déchets ménagers et assimilés indiquant les objectifs quantitatifs de réduction et les mesures mises en place pour les atteindre, ce qui constitue le principal objet de la présente délibération.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'Agenda environnemental lancé conjointement par le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Principaux éléments du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Tous les conseils de territoires ont mis en place des actions de réduction à la source des déchets avec des démarches plus ou moins structurées.

L'objectif du Plan métropolitain est de définir un socle commun à tous les territoires, les objectifs, actions et moyens à déployer pour réduire les déchets produits sur la Métropole, pour les années 2019-2025, en accord avec les axes prioritaires du Schéma métropolitain et du Plan régional.

Ce plan s'inscrit dans un contexte régional sous tension pour le traitement des déchets avec un risque fort de saturation des installations régionales de stockage des déchets dès 2019 et une hausse programmée de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes, notamment sur le stockage, sur les prochaines années. La réduction des déchets induite par les actions prévues permettra d'apporter une première réponse à cette tension.

Le plan Métropolitain participe également à l'enjeu national à savoir, rompre le lien entre croissance économique et production des déchets, et à l'atteinte

de l'objectif de la loi de transition énergétique pour la croissance verte de réduction de 10 % du ratio de déchets ménagers et assimilés.

Une évaluation des gisements concernés au sein des déchets ménagers et assimilés met en exergue l'importance de travailler sur :

- Les déchets d'activités économiques, qui ne relèvent pas directement du service public de gestion des déchets, et qui représentent à minima 350 000 tonnes par an. Par ailleurs les professionnels sont soumis à plusieurs obligations de tri de leurs déchets.
- Les biodéchets estimés à 230 000 tonnes par an et constitués de matières valorisables.
- Les mobiliers, équipements électriques et électroniques, textiles qui représentent environ 100 000 tonnes par an.

Au terme d'une démarche structurée entre les territoires, et en accord avec le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés, le plan se structure autour de quatre axes stratégiques, déclinés en fiches actions avec les objectifs suivants :

1. Sensibiliser à la réduction des déchets afin de faire évoluer les comportements et ainsi réduire les déchets produits.

Il est proposé d'ici 2025 de :

- Réaliser des campagnes de communication, et des animations de proximité, auprès du public chaque année sur les bons gestes permettant de réduire les déchets.
- Distribuer des autocollants stop pub pour équiper des boîtes aux lettres du territoire.
- Développer l'éco-exemplarité de nos structures (Métropole, communes) afin de porter en interne les bons gestes promus auprès des habitants.

2. Etablir un niveau de services aux professionnels coordonné sur le territoire. Le niveau de service proposé actuellement aux professionnels est extrêmement fluctuant et seul deux territoires ont mis en place la redevance spéciale qui permet de faire payer aux professionnels (dont les administrations qui sont exonérées de Taxe Enlèvement Ordures Ménagères) le prix réel de leurs déchets.

Il est donc proposé de recentrer les moyens de la collectivité sur les déchets des ménages d'ici 2021 en :

- Interdisant l'accès des déchèteries publiques aux professionnels

- lorsqu'il y a une solution privée de remplacement ;
 - Limitant les déchets d'activités économiques, dont les déchets des établissements publics, pris en charge par le service public avec notamment l'arrêt de collecte des zones d'activités économique, mise en œuvre de la redevance spéciale forfaitaire avec plafonnement des volumes collectés ;
 - Accompagnant les services techniques des Mairies et associations de professionnels.
3. Valoriser la ressource biodéchets et lutter contre le gaspillage alimentaire en proposant des solutions de proximité qui permettront aux habitants d'adopter de nouveaux comportements.
- Il est proposé d'ici 2025 de :
- Promouvoir le compostage de proximité auprès des habitants ;
 - Lutter contre le gaspillage alimentaire en restauration collective et auprès des habitants ;
 - Accompagner les habitants dans une gestion autonome de leurs déchets verts par le broyage et paillage.
4. Donner une seconde vie aux produits et objets grâce à l'accompagnement de solutions locales de proximité.
- Il est proposé d'ici 2025 de :
- Mailler le territoire avec des points de réemploi/réutilisation ce qui facilitera ces nouvelles pratiques pour les habitants ;
 - Promouvoir la réparation en lien avec le label réparateurs développé par la chambre de Métiers et de l'Artisanat ;
 - Densifier les points de récupération des textiles et promouvoir les solutions de valorisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts ;
- Qu'il convient d'approuver le Plan Métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de l'approbation du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025, ci annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 052-796/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération Etudes et travaux ponctuels sur les déchèteries et Centres de Transfert sur le Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DTD 19/18103/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Direction de la Valorisation des Déchets assure, sur le Territoire Marseille Provence, la gestion de 18 déchèteries qui permettent aux usagers particuliers de déposer gratuitement leurs déchets ménagers assimilés, non collectés par les services classiques d'enlèvement des ordures ménagères, en vue de leur recyclage ou de leur valorisation.

Elle assure également la gestion de 4 Centres de Transfert (CT Nord /CT Sud/ CT d'Ensuès-la-Redonne et CT La Ciotat) qui prennent en charge les ordures ménagères collectées sur le Territoire Marseille Provence, pour les transférer vers le centre de traitement multi-filières de Fos-sur-Mer, par voie ferrée ou routière.

Ces différents sites, classés ICPE, font l'objet d'un programme de modernisation, d'entretien et de mises à niveau régulières pour respecter la réglementation, garantir la sécurité des usagers et des agents et limiter les nuisances pour les populations riveraines.

Pour cela, avaient été créées deux opérations :

- L'opération 2016104001 « Etudes et travaux ponctuels sur les déchèteries » pour un montant de 3 610 133, 23 euros ;
- L'opération 2014105001 « Etudes et travaux ponctuels sur les centres de transfert » pour un montant de 3 466 717,58 euros.

Aussi, afin de rendre plus lisibles les opérations d'investissement au sein de la Direction de la Valorisation des Déchets et d'assurer la poursuite des études et travaux de modernisation sur les déchèteries et Centres de Transfert, il est proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération « Etudes et travaux sur les déchèteries et centres de transfert », en remplacement des opérations 2016104001 et 2014105001.

L'opération d'investissement 2020100300, « Etudes et travaux sur les déchèteries et centres de transfert », d'un montant de 7 076 850 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 201160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant 7 076 850 euros TTC de l'opération d'investissement « Etudes et travaux sur les déchèteries et centres de transfert » et ce afin d'assurer les travaux de maintenance et de modernisation des 18 déchèteries et des 4 centres de transfert du territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020100300 Etudes et travaux sur les déchèteries et centres de transfert pour un montant de 7 076 850 euros TTC au budget CTD rattachée au programme 16 Déchets Code AP 201160CO.

PROX 053-797/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement**

"création d'un centre de tri et transfert de déchets sur la zone Nord"

Information du Conseil de Territoire DTD 19/18106/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin d'optimiser la gestion des déchets au sein du Territoire de Marseille Provence et atteindre les objectifs réglementaires issus de la Loi de Transition Energétique, repris par le Schéma Métropolitain des Déchets, il apparaît opportun de créer un centre de tri transfert de déchets sur le secteur Nord.

L'acquisition et l'aménagement d'un terrain sur ce secteur permettrait de créer :

- une plate-forme pour la réception, le tri des déchets des services techniques et la valorisation des encombrants ;
- une plate-forme pour regrouper et transférer, vers le futur centre de tri métropolitain, les déchets propres et secs issus des collectes sélectives du Nord du territoire Marseille Provence ;
-

L'opération d'investissement 2020100200 « Création d'un centre de tri transfert de déchets sur la zone Nord », d'un montant de 8 333 611 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 201160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 8 333 611 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020100200 « Création d'un centre de tri transfert de déchets sur la zone Nord », d'un montant de 8 333 611 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 201160CO.

PROX 054-798/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement création d'un centre de tri et transfert de déchets sur la zone Ouest

Information du Conseil de Territoire DTD 19/18108/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Direction de la Valorisation des Déchets assure, sur le conseil de Territoire Marseille Provence, la gestion du centre de transfert d'Ensues-la-Redonne, dont la mission est de prendre en charge les ordures ménagères résiduelles collectées sur les communes de Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet, Ensues-la-Redonne, le Rove, Gignac-la-Nerthe, Saint-Victoret, Marignane et Châteauneuf-les-Martigues et ce afin de les transférer vers le centre de traitement multi-filières de Fos-sur Mer (CTM).

Dans le cadre du nécessaire déménagement de ce centre de transfert, il est envisagé d'acquérir, sur la zone Ouest du territoire, un terrain afin d'y aménager un centre de tri transfert qui répondra aux objectifs réglementaires issus de la Loi Transition Énergétique repris par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et le Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets adopté le 19 octobre 2017.

L'acquisition et l'aménagement d'un terrain sur ce secteur permettrait, au-delà de l'accueil des OMr des communes précédemment citées, de créer :

- une plate-forme pour la réception et le tri des déchets des services techniques (encombrants) ;
- une plate-forme pour regrouper et transférer, vers le futur centre de tri métropolitain, les déchets propres et secs issus des collectes sélectives collectées sur les communes Ouest du territoire Marseille Provence.

L'opération d'investissement 2020100100 « Création d'un centre de tri transfert de déchets sur la zone Ouest », d'un montant de 8 333 611 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 201160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 8.333.611 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020100100 « Création d'un centre de tri transfert de déchets sur la zone Ouest » pour un montant de 8 333 611 euros TTC au budget CTD rattachée au programme 16 « Déchets » Code AP 201160CO.

PROX 055-799/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association Régionale des Ressourceries pour l'année 2020 - Approbation d'une convention**

DGPROP 19/18054/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020. Ce plan est renforcé par la loi n°2015-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » depuis 2017 avec la volonté d'accompagner les acteurs du territoire pour réduire et valoriser au mieux leurs déchets.

Dans ce cadre le Territoire finance depuis 2017 l'association régionale des ressourceries pour

communiquer et promouvoir le réemploi et la réutilisation auprès des habitants du Conseil de Territoire Marseille Provence. Ce partenariat s'est traduit par la réalisation de 39 actions dont

l'évènement annuel « Rien ne se perd » mené dans un centre commercial en partenariat avec la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat.

ANNEE	Nombre d'actions différentes réalisées	Nombre d'habitants sensibilisés par ces actions	Tonnage collecté dans le cadre de ces actions	Tonnage collecté par les Ressourceries de la Métropole AMP	Tonnage réemployé par les Ressourceries de la Métropole AMP
2017	14	1 520	2,40	260	155
2018	13	2 380	0,41	741	426
2019	12	1 415	0,50	1 781	543
TOTAL	39	5315	3,305	2782,2	1123,6

Présentation de l'action

L'Association Régionale des Ressourceries souhaite poursuivre sa démarche de promotion du réemploi auprès des habitants du territoire en :

- Mettant en place des actions pour mobiliser et sensibiliser les habitants et les collaborateurs au réemploi/ réutilisation des objets telles que l'organisation d'un temps fort dédié à la promotion du réemploi, réutilisation et réparation, la mise en œuvre

d'actions de collectes de proximité permettant de sensibiliser les habitants ;

- Consolidant les données des Ressourceries du territoire afin de faciliter l'accès à l'information, sur les solutions locales de réemploi pour les habitants.

Dans cette optique, l'association sollicite, le territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 15 000 euros.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	4 000 €	Autofinancement	8 000 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	22 500 €	Subvention d'exploitation	25 000 €
Autres services extérieurs	850 €	Dont Région	5 000 €
Charges de personnel	5 050 €	Dont Territoire de Marseille Provence	15 000 €
Charges fixes de fonctionnement	600 €	Dont ADEME PACA	5 000€
Total charges	33 000 €	Total Recettes	33 000 €

Par cette action l'association participe à l'objectif du territoire de réduction des déchets par le développement du réemploi et de la réutilisation.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la promotion du réemploi et de la réutilisation auprès des habitants du Conseil de Territoire Marseille Provence représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 euros à l'Association Régionale des Ressourceries.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Régionale des Ressourceries.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2020 du Conseil de Territoire Marseille Provence - Chapitre 65 - Nature 65748 - Sous-Politique G140 - Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 056-800/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association CPIE Côte Provençale pour l'année 2020 - Approbation d'une convention

DGPROP 19/18055/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020. Ce

plan est renforcé par la loi n°2015-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » depuis 2017 avec la volonté d'accompagner les acteurs du territoire pour réduire et valoriser au mieux leurs déchets.

Les déchets des activités économiques représentent une part importante des déchets collectés. Des solutions doivent être recherchées pour faire évoluer les comportements des professionnels.

L'Association CPIE Côte Provençale a pour objectif d'agir pour promouvoir des comportements de citoyens responsables, actifs et respectueux de leur cadre de vie.

Au cours de l'année 2019 elle a développé le projet « commerçants engagés pour des plages zéro déchet » en accompagnant les commerçants de deux plages de La Ciotat à réduire leur utilisation de vaisselle et ustensiles en plastique afin de limiter la production de déchets en mer. Dans le cadre de cet accompagnement, 5 commerçants se sont formellement engagés à adopter quelques éco gestes, ce qui a permis d'éviter la distribution de :

- 600 barquettes de frites en plastique remplacées par des barquettes en carton ;
- 1 000 boîtes polystyrène (burger, kebab, etc.) remplacées par des emballages en carton ;
- 1 000 emballages pour salade remplacés par des saladiers en cellulose ;
- 22 200 pailles en plastiques remplacées par des pailles en carton ;
- 1 500 boîtes de vente à emporter « doggy bag » ont été remplacées par des boîtes en carton.

Présentation de l'action

L'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale souhaite poursuivre ce projet en :

- renforçant l'accompagnement, et la recherche de solutions alternatives et innovantes à la vaisselle jetable, auprès des commerçants de plage sur la Ciotat ;
- incitant la ville à valoriser l'engagement de ses commerçants en s'engageant à son tour ;
- déployant cette démarche à de nouveaux restaurateurs et communes du territoire.

Concrètement, il s'agit d'accompagner 10 commerçants supplémentaires, situés à proximité des plages, à prévenir la production de déchets notamment plastiques (vaisselle jetable) dans le cadre de leur vente de boissons et nourriture aux usagers des plages. Les commerçants engagés dans la démarche en 2019 seront suivis par le CPIE afin

d'évaluer si les solutions alternatives mises en œuvre sont renouvelées, et trouver des solutions en cas de difficultés. A la fin de la saison estivale, une évaluation complète du projet sera présentée afin de déployer la

démarche auprès de nouveaux commerçants et villes de la Métropole.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	1 300 €	Autofinancement	1 500 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	160 €	Subvention d'exploitation	6 000 €
Personnel	4 396 €	Dont ville La Ciotat	1 500 €
Charges fixes de fonctionnement	1 644 €	Dont Territoire de Marseille Provence	4 500 €
Total charges	7 500 €	Total Recettes	7 500 €

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 4 500 euros. Cette actions s'inscrit dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Par cette action l'association participe à l'objectif du territoire d'accompagnement des professionnels pur réduire leurs déchets.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'accompagnement des professionnels sur des solutions de réduction des déchets, et sur la réduction de la pollution par les plastiques représente des enjeux pertinents pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 4 500 euros à l'Association CPIE Côte Provençale.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association CPIE Côte Provençale.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2020 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 65748 – Sous-Politique G140 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 057-801/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation du Salon Anti Gaspi en octobre 2020 - Approbation de la convention

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 19/18114/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Association Brigade Anti Gaspi organise la troisième édition du salon « Anti-Gaspi » en octobre 2020 sur Marseille.

Le bilan des éditions précédentes du salon est positif avec plus de 3 800 visiteurs accueillis en 2017 et 8 858 en 2018 rassemblant le grand public et les scolaires.

Le public présent, demandeur d'informations sur les bons gestes de l'anti-gaspi, a pu se renseigner auprès des stands présents, lors des différentes animations proposées et de trois tables rondes. Plusieurs élus de la Métropole ont participé à ces tables rondes afin de mettre en avant les actions d'Aix-Marseille-Provence Métropole.

Ces différents temps ont permis aux visiteurs d'apprendre, à travers les explications données, toute l'importance de l'Anti Gaspi et de découvrir, par les stands présents, des solutions simples et locales.

La troisième édition du salon « Anti-Gaspi » se déroulera en octobre 2020 sur Marseille, avec plus de 15 000 visiteurs attendus autour de tables rondes et ateliers mais également deux Climapéro, deux soirées festives et une soirée de gala durant laquelle sera remise la « coupe Anti-Gaspi ».

Ce Salon est la vitrine qui permettra de pérenniser les actions mises en place par l'association telles que les Marchés Anti-Gaspi en 2019 ou la participation à MPG 2019.

Ainsi, le projet de l'association Brigade Anti Gaspi de réalisation d'un salon 2020, présentant les solutions contre le gaspillage, participe aux objectifs de l'Agenda Environnementale de la Métropole et du Département et aux objectifs de la démarche zéro déchet zéro gaspillage du Territoire Marseille Provence.

Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole pour l'attribution d'une subvention de 20 000 euros (2020_00187 pour le CT1 et 2020_00188 pour le CT2).

Il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Brigade Anti Gaspi pour le salon « Anti-Gaspi » 2020 à hauteur de 18 000 euros. Pour le territoire Marseille Provence, cette opération s'inscrit dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Une convention d'objectifs est présentée pour la participation à l'organisation du Salon Anti-Gaspi. Les modalités prévoient la participation financière de la Direction Stratégie Environnementale de la Métropole pour 10 000 euros et du Conseil de Territoire de Marseille Provence pour 8 000 euros, soit un total de 18 000 euros sur un budget total de l'action de 210 000 euros, soit 8.60 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-5209/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'adoption Agenda Environnemental de la Métropole Aix Marseille Provence et du Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° ENV /19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 relative à l'adoption du projet Plan Climat Air Energie Métropolitain ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet de salon « Anti-Gaspi » 2020 représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et le territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport en vue de l'attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation de la troisième édition du salon « Anti-Gaspi » en octobre 2020 sur Marseille et pour l'approbation de la convention d'objectifs.

PROX 058-802/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour l'accompagnement des entreprises dans la démarche de réduction des déchets dans les zones d'activités**

Avis du Conseil de Territoire DVDPAG 19/18143/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 a pour objectif ambitieux la réduction à la source et le tri et la valorisation des déchets par :

- La réduction de 50 % en 10 ans des déchets mis en décharge (horizon 2025) ;
- La valorisation de 55 % des déchets non dangereux d'ici 2020 et 65 % d'ici 2025 ;
- Le recyclage de 70 % des déchets du BTP d'ici 2020.

Afin d'accompagner les Zones d'Activités (ZA) et les entreprises dans la réalisation de cet objectif, il a été

décidé en lien avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie Marseille Provence (CCIMP) :

- D'apporter une vision globale sur les sujets déchets, recyclage et économie circulaire ;
- D'assurer un « socle commun » de compétences à l'ensemble des ZA ;
- De faciliter la mutualisation des méthodes et outils entre les ZA ;
- De cartographier les différents dispositifs d'aide mobilisables ;
- De pouvoir communiquer le plus largement et simplement possible vers les entreprises ;
- D'animer des pilotes avec certaines ZA et groupes d'entreprises.

Ainsi, la CCIMP, dans ce processus d'accompagnement, devra identifier les entreprises localisées dans des ZA, au sein desquels il n'existe pas démarche de mutualisation dans le but de :

- Globaliser les flux
- Définir des bassins d'activité pertinents pour des collectes mutualisées
- Aider les entreprises à se regrouper

Il s'agira donc pour la Métropole d'apporter une aide à la CCIMP afin que celle-ci puisse assurer les rôles d'interlocuteur, d'accompagnement et de conseil auprès des entreprises durant cette phase de transition.

Ainsi, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole l'attribution d'une subvention d'accompagnement des entreprises impactées par l'arrêt de la collecte. Le montant total de cette prestation étant de 183 102,00 euros HT, le montant de la subvention métropolitaine sera de 80 000 euros HT, dont 50 % sera versé par le Conseil de Territoire Marseille Provence et 50 % par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'attribution d'une subvention d'accompagnement des entreprises impactées par l'arrêt de la collecte. Le montant total de cette prestation étant de 183 102,00 euros HT, le montant de la subvention métropolitaine sera de 80 000 euros HT, dont 50 % sera versé par le Conseil de Territoire Marseille Provence et 50 % par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'attribution d'une subvention à la CCIMP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 059-803/19/CT

■ **CT1 - Définition des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2019 à septembre 2020**

DTD 19/17875/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Emmaüs reçoit sur ses sites marseillais de la Pointe Rouge et de St Marcel des objets usagés issus des ménages. Les produits sont alors triés, réparés si nécessaire et pour une partie d'entre eux revendus. Par cette activité, l'association permet d'éviter que certains objets en fin de vie ne se

retrouvent dans le circuit de collecte des déchets ménagers.

Les textiles, cartons et articles ménagers qui ne sont pas vendus ou repris par des éco-organismes sont amenés sur les plateformes métropolitaines pour y être traités, la Métropole prenant en charge ce coût de traitement. Par délibération du 13 Novembre 2018, le Conseil de Territoire a accepté de prendre en charge à titre gratuit des cartons apportés en lots homogènes et 600 tonnes d'autres déchets de l'association Emmaüs sur les plateformes métropolitaines pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019.

Afin de s'inscrire dans les axes du schéma métropolitain de gestion des déchets approuvés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 19 octobre 2017, le territoire de Marseille Provence souhaite qu'Emmaüs Saint Marcel et Pointe Rouge s'associent à l'objectif commun d'améliorer encore plus la valorisation des produits récupérés et qui n'ont pas été vendus. Il s'agit de faire en sorte qu'à l'horizon 2022 aucun déchet issu de l'activité de l'association ne se retrouve dans le circuit de traitement des déchets ménagers et assimilés. Pour y parvenir et orienter les actions de valorisation à mettre en œuvre, des caractérisations des produits jetés seront réalisées par la collectivité et un plan d'action devra alors être développé par l'association.

Pour la période d'octobre 2019 à septembre 2020, il est proposé de n'accueillir gratuitement sur les plateformes gérées par la Métropole que 550 tonnes. Par contre, tous les cartons, flux entièrement valorisable, continueront à être accueillis gratuitement dans la mesure où ils seront amenés sur les sites en lots homogènes.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence Métropole d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2019 à septembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence DEA 018-2836/17/CM du 19 Octobre 2017 portant approbation des axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'améliorer la valorisation des déchets issus de l'activité de l'association Emmaüs ;
- Qu'il convient d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2019 à septembre 2020.

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la prise en charge par la Métropole du traitement à titre gratuit des cartons apportés en lots homogènes et de 550 tonnes d'autres déchets de l'association Emmaüs sur les plateformes métropolitaines pour la période d'octobre 2019 à septembre 2020. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 060-804/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec l'éco-organisme Eco-mobilier relative à la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublements collectés par la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17767/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information.

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) doit être assurée par les metteurs sur le marché et les distributeurs d'éléments d'ameublement. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément.

Ce dispositif a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets et, en amont de cette gestion, favoriser l'éco-conception des éléments d'ameublement.

L'État a agréé de nouveau le 26 décembre 2017 l'éco-organisme Eco-mobilier. Les enjeux du nouvel agrément s'inscrivent dans la continuité de Loi de Transition Energétique (LTE) d'août 2015.

Eco-mobilier a proposé aux collectivités un contrat type d'adhésion spécifique pour l'année 2018 afin de permettre la poursuite du versement des soutiens. Ce dernier est ainsi arrivé à échéance le 31 décembre 2018.

A compter du 1 janvier 2019 rentre en application le second cahier des charges de ce nouvel agrément relatif à la filière des DEA.

Ce contrat apportera à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des DEA collectés séparément, et le versement de soutiens financiers :

- pour les tonnages de DEA collectés séparément,
- pour les tonnages de DEA collectés non séparément (uniquement si la collecte séparée est impossible),
- pour une partie des tonnages d'encombrants collectés en porte à porte,
- pour certaines actions de communication.

Ces engagements couvrent la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Qu'afin de bénéficier de la prise en charge opérationnelle et des soutiens financiers apportés par l'éco-organisme agréé, il est nécessaire de conclure un contrat de gestion des DEA.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte d'une convention avec l'éco-organisme Eco-mobilier au titre de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA).

PROX 061-805/19/CT

■ CT1 - Cession à titre gratuit d'un véhicule de la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de l'Association Habitat Alternatif Social

Information du Conseil de Territoire DMTSV 19/18129/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses

compétences dans des domaines variés tels que la propreté urbaine, la collecte des déchets, la voirie et la circulation.

Par courrier en date du 23 août 2019, l'Association Habitat Alternatif Social a sollicité l'acquisition d'un véhicule à titre gracieux que la Métropole Aix-Marseille-Provence pourrait réformer. En effet, les moyens financiers de l'Association étant limités, ce don représenterait un apport matériel essentiel à la poursuite des missions quotidiennes auprès des plus démunis.

Compte tenu de l'ancienneté, du kilométrage important et des réparations à effectuer sur un plateau benne de type « Mascott » immatriculé EG-529-KM de 2008 affecté à la déchetterie du Territoire Marseille Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre à la réforme ce véhicule, devenu obsolète.

Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence est actuellement en mesure de pouvoir donner une suite favorable à la demande de l'association Habitat Alternatif Social en vue de la cession à titre gratuit d'un plateau benne de type « Mascott » de 200, immatriculé EG-529-KM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que compte tenu de l'ancienneté, du kilométrage et des réparations à effectuer, ce véhicule est mis à la réforme et peut être cédé en l'état au profit de l'association Habitat Alternatif Social.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la cession à titre gracieux du véhicule de type plateau benne « Mascott » de 2008, immatriculé EG-529-K au profit de l'Habitat Alternatif Social.

PROX 062-806/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Travaux sur les stations d'épuration 2015/2019 et son affectation

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 19/18056/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :
Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre du budget primitif 2020, il est proposé de réviser l'opération d'investissement « Travaux sur stations d'épuration 2015/2019 » de 1 100 000 euros HT afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Cette révision permet de couvrir la microprogrammation 2020. En effet, la validité de l'opération d'investissement est prolongée d'une année pour correspondre à la date de mise en place du nouveau SIF.

L'opération d'investissement 2015106500 relative aux travaux sur les stations d'épuration 2015/2019, d'un montant de 2 050 000 euros HT, inscrite au budget annexe de l'assainissement, enregistrée dans l'autorisation de programme 15112AS du programme assainissement de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1 100 000 euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération d'investissement 2015106500 de 2 050 000 euros HT à 3 150 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 026-710/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à l'épuration des eaux usées ;
- La délibération PEDD 034-717/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création d'opérations d'investissement pour le secteur centre travaux sur la STEP 2015-2019 et sur le secteur périphérie travaux sur les STEP 2015-2019 ;
- La délibération PEDD 008-1633/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'augmentation et l'affectation d'opérations existantes dans le cadre du budget assainissement 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 016-1469/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur l'ajustement des montants de plusieurs opérations d'investissement dans le cadre du budget primitif 2017 pour le Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement 2015106500 relative aux travaux sur les stations d'épuration

2015/2019 du budget annexe de l'assainissement
du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement 2015106500 relative aux travaux sur les stations d'épuration 2015/2019 dans le cadre du budget annexe de l'Assainissement - Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 063-807/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la rénovation du traitement de la station d'épuration de La Palun à Marignane

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17788/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

L'un des objectifs prioritaires du service d'assainissement est d'assurer une continuité du service afin de préserver la qualité et les usages du milieu récepteur des eaux usées traitées.

Pour cela, l'ensemble des ouvrages et équipements composant les systèmes d'assainissement doivent être suffisants et maintenus en bon état de fonctionnement.

La station d'épuration de La Palun à Marignane a été créée en 1982 (file 1) puis étendue à 3 trois files de traitement en 1993 (files 2 et 3). Les ouvrages de la file n°3 présentent un état de vétusté avancé et une conception non optimale amenant à des dysfonctionnements récurrents perturbant l'extraction des boues.

La rénovation améliorative des ouvrages constitutifs de la file n°3 de traitement de la station d'épuration de La Palun (fût central et radier du clarificateur, canalisations d'amenée et d'extraction des boues, pont clarificateur et alimentation électrique...) est aujourd'hui nécessaire afin d'éviter tout désordre conséquent qui pourrait impacter la qualité globale du traitement de la station d'épuration.

Dans le cadre du budget primitif 2020, il est proposé de créer une opération budgétaire conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de la procédure de commande ou d'appel d'offres de ces travaux.

L'opération d'investissement 2020100600 relative à la rénovation de la file n°3 de traitement de la station d'épuration de La Palun à Marignane, d'un montant de 500 000 euros HT, inscrite au Bduget Annexe Assainissement enregistrée dans l'autorisation de programme 201112AS du programme 11. Assainissement de la Métropole, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Métropole envisage d'approuver la délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération budgétaire relative à la rénovation de la file n°3 du traitement de la station d'épuration de la Palun à Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération budgétaire relative à la rénovation de la file n°3 du traitement de la station d'épuration de la Palun à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 064-808/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision de l'opération d'investissement de l'extension de la station d'épuration de la Palun commune de Marignane

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/18009/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La station d'épuration de la Palun traite les eaux usées des communes de Gignac-la-Nerthe, de Marignane et de Saint-Victoret. D'une capacité de 70 000 équivalents habitants, il s'agit de la deuxième plus grosse station du Territoire après Marseille.

Par délibération n° DEA 009-6482/19/CM du 20 juin 2019, une opération d'investissement d'un montant de 6 000 000 euros HT a été approuvée pour l'augmentation de la capacité de la station.

En lien avec une remise en cause des filières d'évacuation des boues de stations d'épuration, l'implantation d'un méthaniseur sur l'emprise de la station de la Palun a fait l'objet d'une étude préalable. Ce méthaniseur permettrait de valoriser les boues d'épuration provenant de diverses stations de la métropole en produisant du biogaz. Cette production s'accompagnerait d'une réduction du volume des boues de l'ordre de 30 % ce qui faciliterait leur gestion finale. Son coût est estimé à 15 000 000 euros HT.

Par ailleurs, la production de biométhane contribue à augmenter la part des énergies renouvelables dans le panel énergétique de la Métropole et peut faire l'objet de subventions spécifiques à demander dès l'origine du projet. Les conditions de son rachat doivent également faire l'objet de conventions avec GRDF et des industriels.

L'opération d'investissement 2019105300, extension de la station d'épuration de la Palun, de 6 millions

d'euros HT inscrite au budget assainissement, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 191112AS du programme de l'assainissement de la Métropole doit être révisée pour un montant de 15 millions d'euros HT, afin d'intégrer la construction d'un méthaniseur dans le process épuratoire de la station de Marignane.

Cette révision porte le montant de l'opération d'investissement n° 2019105300 de 6 millions d'euros HT à 21 millions d'euros HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Les délibérations PROX 073-18/06/19 CT et DEA 009-6482/19/CM du 20 juin 2019 de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour l'extension de la station d'épuration de La Palun – système d'assainissement des communes de Marignane, de Gignac-la-Nerthe et de Saint-Victoret.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement de l'extension de la station d'épuration de la Palun commune de Marignane et sur son affectation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement pour l'extension de la station d'épuration de La Palun - commune de Marignane et sur son affectation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 065-809/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la réalisation de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire dans la perspective d'accueil des Jeux Olympiques en 2024

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17911/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation. L'accueil des sportifs et des spectateurs, à l'occasion de la préparation et du déroulement de cet événement, créent de nouveaux besoins en termes d'assainissement sanitaire.

Par ailleurs, la Ville de Marseille inscrit l'accueil des Jeux Olympiques dans un projet de développement pérenne des activités nautiques sur le Parc balnéaire du Prado avec notamment l'organisation annuelle de la coupe du monde de voile.

Par conséquent, la réalisation d'études et de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire sera nécessaire afin de garantir une collecte satisfaisante des eaux générées et de protéger la qualité des eaux littorales.

Des superstructures événementielles et définitives seront accordées au réseau d'assainissement sanitaire. La capacité d'accueil et la situation de ces installations ne sont pas connues précisément à ce jour.

Les opérations pressenties pour la protection des eaux littorales concernent, pour leur part sanitaire :

- L'équipement des avaloirs (barreaudages,...) afin de piéger les déchets entraînés par le ruissellement sur voirie ;
- L'équipement du déversoir d'eau unitaire du Prado afin de faciliter son « nettoyage » après les pluies ;
- L'optimisation des ouvrages de déversements unitaires ayant un impact sur le parc balnéaire (déversoir Brossolette et Laser, collecteur 18 Bis,...) ;
- Renforcement et sécurisation des maillages du réseau pluvial vers le réseau sanitaire pour les eaux de lavage de voirie et les ruissellements de faibles pluies.

Une modélisation de traitement des odeurs et des études complémentaires ont démontré l'intérêt d'un déploiement d'équipements de traitement des odeurs (par la création de poste d'injection de nitrate de calcium et de cuves de stockage) sur les sites stratégiques du réseau d'assainissement de Marseille, visant ainsi de réduire efficacement les odeurs (production de sulfure) sur certains points de la Ville de Marseille.

Par délibération DEA041-5261/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil Métropolitain a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme pour une opération de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire dans la perspective des Jeux Olympiques 2024.

L'opération d'investissement 2019102300, « Réalisation des travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire dans la perspective des Jeux Olympiques en 2024 », d'un montant de 1,2 million d'euros HT inscrite au budget annexe d'assainissement enregistrée dans l'autorisation de programme n° 191110AS du programme assainissement de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1 million d'euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2019102300 de 1,2 million d'euros HT à 2,2 millions d'euros HT.

Le Conseil de Territoire doit être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 041-5261/18/CM du 13 décembre 2018 concernant l'approbation de la création et de l'affectation de programme relative la réalisation des travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire dans la perspective d'accueil des Jeux Olympiques en 2024 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais l'opération relative à une opération de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire dans la perspective des Jeux Olympiques 2024 ;
- Qu'il convient de revaloriser l'autorisation de programme DEA041-5261/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la réalisation de travaux sur le réseau d'assainissement sanitaire dans la perspective d'accueil des Jeux Olympiques en 2024 d'un montant passant de 1,2 Millions d'euros HT à 2,2 Millions d'euros HT ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement pour la réalisation de travaux sur le réseau d'assainissement

sanitaire dans la perspective d'accueil des Jeux Olympiques en 2024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 066-810/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation de l'émissaire en mer de Carry-Sausset

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/18022/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'ensemble des eaux usées de Carry le Rouet et de Sausset les Pins sont traitées par la station d'épuration intercommunale et rejetées en mer via un émissaire construit en 1984. Cet émissaire comprend une partie terrestre entre la station d'épuration et la plage des Baumettes et une partie maritime d'environ 500 mètres de long, qui permet de rejeter les effluents traités au large.

Suite à des travaux de voirie, des matériaux de remblais ont été introduits accidentellement dans l'émissaire et ont été entraînés dans la partie maritime de l'ouvrage, ce qui réduit la section hydraulique de celui-ci et donc sa capacité à évacuer les débits d'eau traitée par la station d'épuration.

Pour retrouver un fonctionnement normal du système d'assainissement de Carry-le-Rouet Sausset-les-Pins et éviter les rejets d'eaux usées non traitées à proximité des zones de baignade, il convient de réaliser des travaux de désobstruction et de décolmatage de l'émissaire. Ces travaux, qui nécessiteront notamment le démontage du diffuseur, devront être réalisés par une équipe de scaphandriers. Ils ne constituent pas une opération de maintenance ordinaire à la charge du délégataire. Ils doivent donc être pris en charge par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs, après nettoyage complet de l'ouvrage, il est envisagé d'augmenter sa capacité d'évacuation en faisant fonctionner la canalisation sous pression ce qui nécessitera de modifier les regards de la partie terrestre de l'émissaire.

Le montant prévisionnel de ces travaux est évalué à 600 000 euros HT.

L'opération d'investissement n° 2020100500 relative à la réhabilitation de l'émissaire en mer de Carry-Sausset pour un montant de 600 000 euros HT inscrite au budget assainissement enregistrée dans l'autorisation de programme n° 201111AS du programme assainissement de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement, d'un montant de 600 000 euros HT, sur le budget annexe assainissement Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d'études et de travaux concernant la réhabilitation de l'émissaire en mer de Carry-Sausset ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement, d'un montant de 600 000 euros HT, sur le budget annexe assainissement du Territoire Marseille Provence, destinée à la réalisation d'études et de travaux concernant la réhabilitation de l'émissaire en mer de Carry-Sausset.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 067-813/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Travaux résultant du Schéma Directeur des Eaux Pluviales

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17871/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire :

Le schéma directeur est un outil d'aide à la décision qui permet de proposer des travaux d'amélioration du réseau, hiérarchisés et planifiés, permettant de garantir à la population une gestion des eaux pluviales satisfaisante, limitant au mieux le ruissellement et les débordements.

Il permet notamment d'élaborer une programmation pluriannuelle de travaux d'amélioration et d'extension du réseau pluvial.

A ce titre, le schéma directeur est :

- un outil de programmation et de gestion pour la collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables à l'échelle métropolitaine
- un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain
- un outil permettant la gestion des problèmes à l'échelle de la métropole et des territoires
- un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la collectivité.

La délibération du 20 juin 2019 a notamment approuvé le principe de mise en place d'une stratégie d'investissement permettant d'améliorer le réseau et de réduire les points de dysfonctionnement sur le réseau pluvial, d'un programme hiérarchisé de travaux à engager sur vingt ans avec la mise en place d'un premier plan décennal. Pour cela, il a été acté que les crédits de paiement prévisionnels s'établiront sur la base d'un investissement moyen annuel, sur les dix

premières années du plan de travaux, de 8 455 000 euros HT soit 10 146 000 euros TTC.

Pour améliorer la lisibilité de l'exécution de la programmation des travaux issus du schéma directeur des eaux pluviales, il est proposé la création d'une opération générique dédiée. Pour l'année 2020, et dans l'attente d'une montée en puissance des moyens dédiés aux études et aux suivis des travaux, il est proposé la création d'une AP de 5 millions d'euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 015-6488/19/CM du 20 juin 2019 portant sur l'approbation du Schéma Directeur des Eaux Pluviales du Territoire de Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération

d'investissement « Travaux résultant du Schéma Directeur des Eaux Pluviales ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement Travaux résultant du Schéma Directeur des Eaux Pluviales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 068-814/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour l'aménagement pluvial du chemin de Vignon à Gignac

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/18011/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La requalification du chemin de Vignon à Gignac-la-Nerthe se présente comme suit :

- Elargissement du chemin ;
- Réalisation d'un trottoir ;
- Aménagement d'un parking en relation avec la construction d'un pôle éducatif (en cours de construction) ;
- Création de cheminements piétons pour personne à mobilité réduite (PMR).

Au vu des aménagements et constructions programmés, qui vont se traduire par une augmentation de l'imperméabilisation du secteur, il est nécessaire d'augmenter la capacité d'évacuation du réseau pluvial existant entre la place de Laure et l'avenue Georges Pompidou.

Le projet concerne la section située entre le chemin des Oliviers et l'avenue Georges Pompidou (RD568), la partie amont étant traitée dans le cadre du projet d'aménagement de la voirie. Il est prévu de procéder à la dilatation du réseau pluvial existant sur environ 180 ml.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 250 000 euros HT, soit 300 000 euros TTC.

L'opération d'investissement n° 2020101400 pour l'aménagement pluvial du chemin de Vignon à Gignac inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme n° 201190BP du programme pluvial de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d’adopter une délibération portant sur la création et l’affectation de l’opération d’investissement, d’un montant de 250 000,00 euros HT, sur le Budget Etat Spécial Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d’études et de travaux concernant la dilatation du réseau pluvial du chemin de Vignon – commune de Gignac-la-Nerthe ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l’affectation de l’opération d’investissement, d’un montant de 300 000,00 euros HT, sur le Budget Etat Spécial Territoire Marseille Provence, destinée à la réalisation d’études et de travaux concernant la dilatation du réseau pluvial du chemin de Vignon – commune de Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 087-815/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision de l'opération d'investissement, Eau adduction 2015/2019, et de son affectation

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 19/17872/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre du budget primitif 2020, il est proposé de réviser l’opération d’investissement « Eau adduction 2015/2019 » de 120 000 euros HT afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d’appel d’offres.

Cette révision permet de couvrir la microprogrammation 2020. En effet, la validité de l’opération d’investissement est prolongée d’une année pour correspondre à la date de mise en place du nouveau SIF.

L’opération d’investissement 2015100800, Eau adduction 2015/2019, d’un montant de 950 000 euros HT, inscrite au budget annexe de l’eau, enregistrée dans l’autorisation de programme 151122EA du programme eau de la Métropole doit être révisée pour un montant de 120 000 euros HT.

Cette révision porte le montant de l’opération 2015100800 de 950 000 euros HT à 1 070 000 euros HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération PEDD 038-721/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à l'adduction de l'eau potable ;
- La délibération PEDD 048-731/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de la création d'une opération d'investissement Eau – Adduction 2015/2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération PEDD 002-3650/18/CM du 22 mars 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement « Eau Adduction 2015/2019 » du budget annexe de l'eau du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement « Eau Adduction 2015/2019 » dans le cadre du budget annexe de l'Eau - Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 088-816/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision des opérations concernant la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes Mirabeau et l'usine de potabilisation du vallon Dol à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17881/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n°PEDD 063-745/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de Métropole a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 10 200 000 euros HT

Par délibération n° DEA 024-3332/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé la revalorisation de l'opération d'investissement ainsi que son affectation pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 13 500 000 euros HT

L'étude de faisabilité de la modernisation de l'usine de potabilisation des GIRAUDETS a mis en évidence la nécessité de :

- Abandonner et démolir les filières de production obsolètes ;
- Doubler la capacité de production de la filière existante en rive gauche du canal de Marseille (Densadeg®) ;
- Traiter les eaux de lavage des filtres avant recyclage ;
- Construire un réservoir de 9 000 m³ (prévu au Schéma Directeur D'alimentation en Eau Potable) afin d'optimiser la régulation de l'usine.

Or, en cours de l'étude d'Avant-Projet (AVP) :

- Les investigations géotechniques ont fait apparaître la nécessité de conforter la structure de la filière de production d'eau potable projetée et de la structure du réservoir 9 000 m³ ;
- Les prescriptions du PLUI imposent de réduire l'emprise au sol des ouvrages, ce qui complexifie leurs structures ;
- Les prescriptions de l'Agence Régionale de Santé imposent de dissocier les eaux de lavage, des eaux de rinçage des filtres et de procéder comme suit :
 - Les eaux de lavage doivent être traitées avant rejet au milieu naturel ;
 - Les eaux de rinçage peuvent être recyclées en tête de process.

En outre, l'AVP a fait apparaître la nécessité de :

- déplacer les équipements de déshydratation ;
- prévoir un poste de mise à l'équilibre calco carbonique et de neutralisation de l'eau traitée.

Tels sont les éléments qui motivent l'augmentation du coût des travaux de 3 500 000 € HT. L'opération d'investissement passe de 13 500 000 euros HT à 17 000 000 euros HT.

Cette augmentation sera compensée par la diminution de l'opération d'investissement relative à la modernisation et l'augmentation de capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol – Marseille 15^{ème}, qu'il convient de réduire de 3 500 000€ HT. L'opération d'investissement passe de 8 450 000 euros HT à 4 950 000 euros HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°PEDD 063-745/15/CC du 19 février 2015 approuvant l'affectation d'une autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération DEA 004-1457/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'affectation de l'opération pour la modernisation et l'augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol 13015 Marseille ;
- La délibération n° DEA 024-3332/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'engager dans les meilleurs délais l'opération pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau ;
- Qu'il convient de diminuer l'opération relative à la modernisation et l'augmentation de capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol – Marseille 15^{ème} de 3 500 000 euros HT ;
- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 4 950 000 euros HT selon le budget de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 3 500 000 euros HT selon le budget de l'opération d'investissement ;
- Qu'il est nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
 - Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'augmentation de l'autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets sur la commune des Pennes-Mirabeau, et la diminution de l'autorisation de programme pour la modernisation de l'usine de potabilisation de Vallon Dol à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 089-817/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la restauration de l'Aqueduc de Roquefavour, communes d'Aix-en-Provence et Ventabren

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 19/17956/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'Aqueduc de Roquefavour est l'ouvrage d'art emblématique du « Canal de Marseille » qui constitue l'adduction d'eau principale de l'agglomération. Cet ouvrage construit en maçonnerie de pierres de taille entre 1841 et 1847 permet le franchissement de la vallée de l'Arc. Long de 375 mètres et culminant en sa plus grande hauteur à 82 mètre, il est situé sur les communes d'Aix-en-Provence et de Ventabren.

De par ses caractéristiques dimensionnelles et architecturales exceptionnelles, l'Aqueduc de Roquefavour a été classé Monument Historique par l'Etat en mai 2005.

170 ans après sa construction, cet aqueduc est toujours en service et n'a jamais fait l'objet de travaux de rénovation importants. Aujourd'hui l'aqueduc souffre de l'érosion des pierres de taille. C'est pourquoi, en sa séance du 26 mars 2009, le Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 1 254 180,60 euros HT afin d'initier et tester les techniques de restauration. A l'avancement des études le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a revalorisé l'autorisation de programme à 14 800 000,00 euros HT.

A l'issue des études et afin de tenir compte des résultats de la consultation des entreprises il est nécessaire de porter l'opération d'investissement n° 2009101400 pour la restauration de l'aqueduc de Roquefavour communes d'Aix-en-Provence et Ventabren à 18 200 000,00 euros HT. Il convient de procéder à l'affectation de la révision de cette opération.

L'opération d'investissement n°200910400 pour la restauration de l'aqueduc de Roquefavour communes d'Aix-en-Provence et Ventabren d'un montant de 14 800 000 euros HT inscrite au budget Eau, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 141122EA du programme Eau de la Métropole doit être révisée pour un montant de 3 400 000 euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2009101400 à 18 200 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération portant approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la restauration de l'Aqueduc de Roquefavour, communes d'Aix-en-Provence et Ventabren et de son affectation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision de l'opération relative à la restauration de l'Aqueduc de Roquefavour, communes d'Aix en Provence et Ventabren et de son affectation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 090-818/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la modernisation de l'usine de potabilisation de Sainte Marthe Marseille**

**Avis au Conseil de Territoire
DEASV 19/18020/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le centre de production d'eau potable de Sainte Marthe est l'usine de potabilisation de la Métropole possédant la capacité la plus importante, estimée à 278 000 m³/j. Elle dessert une grande partie de la commune de Marseille, représentant environ 476 000 personnes. Elle peut également secourir, par l'intermédiaire de pompages et de maillage les secteurs desservis pas les deux autres usines de Marseille, Vallon Dol (capacité : 157 500 m³/j) et Saint-Barnabé (capacité : 95 500 m³/j), respectivement deuxième et troisième centre de potabilisation de la Métropole en termes de capacité.

Dans le cadre du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable du Territoire Marseille Provence, approuvé par la Collectivité le 25 septembre 2015, la Métropole a engagé une opération de sécurisation de l'alimentation en eau potable de l'ensemble des communes situées à l'ouest du Territoire Marseille Provence, et de certaines communes du Territoire du Pays d'Aix et du Pays de Martigues, à partir des installations situées sur la Ville de Marseille. Elle étudie également la possibilité d'assurer un secours similaire pour les communes situées à l'est du Territoire Marseille Provence.

L'usine de potabilisation de Sainte-Marthe est une installation ancienne, dont les premiers ouvrages datent de 1852. Elle a bénéficié de nombreuses opérations de mise à niveau, en particulier entre 1934 et 1981. La performance de l'usine est actuellement bonne. Néanmoins, en raison de l'âge de l'installation, le génie civil nécessite des interventions importantes de réhabilitation et de confortement. En outre, compte tenu de l'ancienneté de sa conception et du caractère successif de mise en œuvre de ses différentes étapes, la filière de traitement présente plusieurs points faibles.

Compte tenu du rôle majeur de cette usine de potabilisation, il est nécessaire d'engager une opération de grande envergure de modernisation du centre de production d'eau potable de Sainte-Marthe. Cette opération comprendra l'ensemble des études et travaux nécessaires à la pérennisation du génie civil des ouvrages, ainsi qu'à la sécurisation, à l'optimisation et à la rénovation de la filière de traitement.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 21 400 000,00 euros HT répartis sur les années 2020 à 2024.

L'opération d'investissement n°2020100800 relative à la modernisation de l'usine de potabilisation de Sainte Marthe, située dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille, d'un montant de 21 400 000,00 euros HT inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 201121EA du programme Eau de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 21 400 000,00 euros HT, sur le budget annexe de l'eau potable du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d'études et de travaux de modernisation de l'usine de production d'eau potable de Sainte-Marthe ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération

d'investissement d'un montant de 21 400 000,00 euros HT, sur le budget annexe de l'eau potable du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d'études et de travaux de modernisation de l'usine de production d'eau potable de Sainte-Marthe dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 091-819/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au confortement du Canal de Marseille dans le secteur des Cauvets - commune de Ventabren

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/18040/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le secteur dît des « Cauvets » du Canal de Marseille, d'une longueur d'environ 550 ml, est compris entre le débouché du souterrain de la vanne des Audrans et le chemin des Cauvets qui franchit le canal via un pont maçonné, sur la commune de Ventabren. L'ouvrage est environné de terres agricoles et d'habitations individuelles.

Le canal de Marseille est constitué d'une section hydraulique à surface libre de type trapézoïdal, d'environ 9 mètres de largeur en gueule et de 3,50 mètres de profondeur. Le canal est construit en remblai sur la majorité du secteur des Cauvets, il présente 2 passages inférieurs ainsi que des talus assez raides (> 45°) atteignant ponctuellement 10 mètres de dénivelé, colonisés par de très nombreux sujets de haute tiges (chênes, pins).

La Société des Eaux de Marseille Métropole a réalisé une inspection détaillée du secteur des Cauvets durant la période de chômage du Canal de Marseille en octobre 2017. De nombreuses dégradations du cuvelage intérieur de l'ouvrage (fissures longitudinales sur les piédroits et le radier), la déformation du couronnement et l'affaissement des berges sont révélateurs des déformations du remblai de fondation de l'ouvrage.

La SEMM a fait réaliser durant les chômages d'octobre 2018 et 2019 des travaux de traitement des fissures observées, pour limiter les débits de fuite dans le terrain sous-jacent et tenter de stabiliser les déformations.

Par ailleurs, par courrier du 21/08/2018, la SEMM a proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence que des travaux de confortement définitif soient entrepris par le Maître d'Ouvrage. Par voie de conséquence,

les services de la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial de la Métropole ont réalisé deux visites sur l'ouvrage, en juin et octobre 2019. Compte tenu de l'importance des dégradations constatées, un programme d'investissements géotechniques, d'études et travaux a été élaboré, en vue de conforter définitivement le Canal de Marseille dans ce secteur.

Le montant prévisionnel de cette opération d'études et travaux est estimé à 3 500 000,00 euros HT, répartis sur les années 2020 à 2023.

L'opération d'investissement 202010100 relative au confortement du Canal de Marseille dans le secteur des Cauvets, commune de Ventabren, s'élevant à 3 500 000,00 euros HT, inscrite au budget Eau enregistrée dans l'autorisation de programme 201122 EA du programme Eau de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, d'un montant de 3 500 000 euros HT, sur le budget Eau du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d'études et de travaux concernant le

confortement du Canal de Marseille dans le secteur des Cauvets à Ventabren ;

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une autorisation de programme, d'un montant de 3 500 000 euros HT, sur le budget annexe de l'Eau du Territoire Marseille Provence, destinée à la réalisation d'études et de travaux concernant le confortement du Canal de Marseille dans le secteur des Cauvets à Ventabren.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 092-820/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au confortement du Canal de Marseille dans le secteur Bidaine - Commune de Lambesc

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/18037/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le secteur dit « Bidaine » du Canal de Marseille, d'une longueur d'environ 450 ml, est compris entre le débouché du souterrain des Taillades et le passage inférieur sous le Chemin de Bidaine, à Lambesc. L'ouvrage est entouré d'espaces naturels et de terres agricoles.

A l'extrémité amont du secteur Bidaine, le canal est encaissé de près de 10 mètres dans le terrain naturel. Il se situe au niveau du terrain naturel à l'intersection avec le chemin de Bidaine, 450 ml en aval. Puis, il traverse la plaine ouest de Lambesc sur plus d'un kilomètre, en remblai de plusieurs mètres par rapport au terrain naturel.

Tout le long du tronçon Bidaine, l'ouvrage est longé en rive droite par un fossé pluvial, partiellement maçonné ou bétonné, qui collecte le ruissellement du bassin versant agricole de près de 450 hectares. En aval, ce fossé devient un talweg naturel qui rejoint le fossé d'eau pluviale de la RD15 (route de Pélissanne), puis le Valat de Bouléry. En cas de pluies importantes, ce fossé peut déborder dans le canal de Marseille en contrebas.

En 1986, des intempéries particulièrement violentes ont entraîné de très fortes intrusions d'eau de ruissellement dans le canal au droit du secteur Bidaine, qui ont eu pour conséquence la rupture du Canal de Marseille au niveau de la plaine ouest de Lambesc et la coupure temporaire de l'adduction en eau brute de l'agglomération marseillaise.

Dans une moindre mesure, les pluies d'octobre 2018 ont entraîné un glissement de terrain localisé de la rive droite du canal dans ce secteur. Cet incident a nécessité une intervention d'urgence de la Société des Eaux de Marseille Métropole, exploitant du canal, mais n'a pas eu de conséquence sur l'adduction en eau brute. Il a toutefois mis en évidence la fragilité du canal face à ce type d'événement.

Pour sécuriser l'alimentation en eau de l'agglomération marseillaise vis-à-vis du risque de rupture du canal, en cas de crue exceptionnelle du fossé pluvial, la Métropole doit prévoir la réalisation de travaux de confortement du secteur Bidaine.

L'opération d'investissement n° 2020100900 relative au confortement du canal de Marseille dans le secteur Bidaine commune de Lambesc, d'un montant de 3,3 millions d'euros HT, inscrite au budget Eau, enregistrée dans l'autorisation de programme 201122EA du programme 12 Eau de la Métropole, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, d'un montant de 3 300 000 euros HT, sur le budget Eau du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d'études et de travaux concernant le confortement du Canal de Marseille dans le secteur de Bidaine à Lambesc ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, d'un montant de 3 300 000 euros HT, sur le budget annexe de l'Eau du Territoire Marseille Provence, destinée à la réalisation d'études et de travaux concernant le confortement du Canal de Marseille dans le secteur de Bidaine à Lambesc.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 093-821/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au secours en eau potable des communes de l'Ouest du territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/18042/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Les communes de l'ouest du Territoire Marseille Provence sont alimentées en eau potable par les usines des Giraudets et Valtrède, qui traitent les eaux de la Durance apportées par le Canal de Marseille.

Afin de palier à une pollution de la ressource, une rupture du canal de Marseille, une défaillance de l'usine des Giraudets ou une casse de la canalisation principale entre l'usine et la station de pompage de Bastide Neuve, il est nécessaire de secourir en eau ces communes par la pose d'un feeder, issu de l'usine de production d'eau potable de Vallon Dol.

Afin de réaliser l'opération il est nécessaire de créer et d'affecter une opération d'investissement pour un montant de 35 000 000,00 € HT.

L'opération d'investissement n° 2020101100 relative au secours en eau potable des communes de l'Ouest du Territoire Marseille Provence, d'un montant de 35 000 000€ HT, inscrite au budget annexe de l'Eau enregistrée dans l'autorisation de programme 201123EA du programme de l'Eau de la Métropole, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 35 000 000 euros HT selon le budget de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour le secours en eau

potable des communes de l'ouest du Territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 094-822/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative aux opérations exceptionnelles bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité sur la réserve de Vallon Dol**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/18116/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Lors de la création de l'opération, le montant prévisionnel pour la période 2019-2020 de l'opération d'investissement 2019101900 relative aux opérations exceptionnelles 2019-2020 « bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité » sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol, a été estimé à 583 000 euros HT. Compte tenu de l'avancement des études et travaux menés par la Société du Canal de Provence, cette opération inscrite au budget annexe Eau enregistrée dans l'autorisation de programme 191122EA du programme EAU de la Métropole, doit être révisée pour un montant de 100 000 euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération 2019101900 de 583 000 euros HT à 683 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 003-54/19/BM du 28 février 2019 portant sur l'approbation et de l'affectation d'une opération pour les travaux « bâtiment, génie civil et renforcement de la sécurité » sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 100 000 euros HT selon le budget annexe EAU de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au rapport relatif à la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2019101900 pour les travaux de bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 095-823/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un avenant n°1 à une convention avec la Société Eau de Marseille Métropole pour les travaux d'extension du réseau FEEDER dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille 10ème arrondissement**

DIFRA 19/17918/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS) à Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage de l'opération à compter du 1er janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8ème, 9ème et 10ème arrondissements), et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception du projet, la Métropole, au titre de sa compétence Eau, et son délégataire la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), ont informé le maître d'œuvre du BUS que la création d'un FEEDER DN 600 mm était envisagée le long du tracé du B.U.S. en vue de la sécurisation de l'alimentation en eau potable de Marseille. En effet, conformément au Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable du Territoire Marseille Provence, la création d'un feeder DN 600 mm sur le tracé du BUS permettrait de renouveler les maillages anciens et sous dimensionnés des feeders de l'étage 1 Sud du réseau de distribution d'eau de Marseille.

Dès lors, il a été convenu que ces travaux seraient réalisés concomitamment à ceux de la voirie afin d'éviter la détérioration d'une chaussée récente. Les crédits d'investissement correspondant à ces travaux sont impactés sur le budget annexe de l'Eau de la Métropole. Ainsi, par délibération DEA 0143322/17/CM le Conseil de la Métropole dans sa séance du 14 décembre 2017 a approuvé la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour la pose d'un feeder sous le Boulevard Urbain Sud (BUS).

La pose du feeder DN 600 mm sera réalisée au fur et à mesure de l'avancement des travaux routiers. Elle est comprise dans le périmètre des marchés de Voirie et Réseaux Divers du BUS, selon la répartition suivante :

- Marché M3 : Ouvrage d'Art sur l'Huveaune (boulevard Mireille Lauze)
- Marché M1 : Secteur rue d'André Bardon / boulevard Romain Rolland
- Marché M6 : Secteur boulevard Romain Rolland / rue Verdillon
- Marché M4 : Secteur rue Verdillon /Chemin du Vallon de Toulouse
- Marché M5 : Secteur chemin du Vallon de Toulouse / boulevard Sainte Marguerite

Les réseaux d'eau créés seront intégrés au domaine public de la Métropole. Ainsi, conformément aux termes du contrat de Délégation du Service Public métropolitain de l'Eau Potable, une convention doit être établie entre le maître d'ouvrage et le Délégataire (SEMM) pour préciser les conditions techniques d'exécution des travaux, les modalités du contrôle exercé par la SEMM, et les modalités de raccordement aux réseaux publics existants réalisés exclusivement par le Délégataire aux frais du maître d'ouvrage.

Par délibération PROX 030-306/18/CT du 26 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention n°2017-351 et ses annexes avec la Société Eau de Marseille Métropole pour les travaux d'extension du réseau FEEDER d'eau potable DN 600 dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille 10ème arrondissement.

Cette convention concerne les réseaux neufs d'eau potable qui seront posés par la Métropole puis intégrés dans le domaine public communautaire au fur et à mesure de l'avancée de la section du BUS comprise entre le boulevard Mireille Lauze et le boulevard de Sainte Marguerite, à savoir la pose de 3000 ml de conduite fonte DN 600 mm.

Le présent avenant concerne le raccordement des réseaux neufs au réseau public existant par l'intermédiaire de 4 maillages et la pose de deux vannes motorisées.

Les conditions d'exécution des travaux sont identiques à celles décrites dans la convention n°2017-351.

Afin d'acter ces dispositions, il a été établi un avenant, ci-annexé, qui précise les modalités techniques, financières et de contrôle des travaux d'extension du réseau FEEDER d'eau potable DN 600 mm qui sera incorporé ultérieurement au service public délégué de l'eau.

Le montant total de ces travaux s'élèvent à 516 776,41 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L’Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant l’Utilité Publique de l’opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe de l’aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole approuvant la Déclaration de projet portant sur l’intérêt général de l’opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° DEA 014-3322/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole approuvant la création et l’affectation d’une opération d’investissement pour la pose d’un feeder sous le Boulevard Urbain Sud (BUS) ;
- La délibération PROX 030-306/18/CT du 26 juin 2018, portant approbation de la convention n°2017-351 et ses annexes avec la Société Eau de Marseille Métropole pour les travaux d’extension du réseau FEEDER d’eau potable DN 600 dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille 10ème arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sécurisation de l’alimentation en eau potable de Marseille nécessite la création d’un FEEDER DN 600 mm de maillage utilisant le tracé du B.U.S conformément au Schéma Directeur d’Alimentation en Eau Potable du Territoire Marseille Provence ;
- Que les travaux de création du FEEDER DN 600 mm sont intégrés aux marchés du BUS dont la maîtrise d’ouvrage est portée par la Métropole ;
- Que les nouveaux réseaux créés nécessitent la réalisation des maillages sur le réseau existant et la pose de vanne motorisées pour sécuriser le réseau ;
- L’ensemble de ces prestations seront intégrés au domaine public de la Métropole et incorporés dans le périmètre de la Délégation du Service Public de l’Eau Potable.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l’avenant n°1 à la convention n°2017-351 avec la Société Eau de Marseille Métropole pour les travaux d’extension du réseau FEEDER d’eau potable DN 600 dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille (10ème arrondissement), portant spécifiquement sur les raccordements du réseau FEEDER.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l’eau 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – sous politique F170 – natures 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 096-824/19/CT

■ **CT1 - Actualisation du montant des redevances de l’assainissement non collectif sur le Territoire Marseille Provence**

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 19/18100/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice du service public d'assainissement non collectif, doit disposer de ressources propres nécessaires pour financer les dépenses du service liées au volet assainissement non collectif pour les opérations suivantes :

- instruction des permis de construire
- contrôle des travaux réalisés
- contrôle de bon fonctionnement périodique
- contrôle ponctuel des installations existantes (vente immobilière)
- contrôle ponctuel des installations existantes de plus de 20EH

Le renouvellement du marché de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif du Territoire Marseille-Provence implique un renforcement des contrôles réglementaires qui entraîne une augmentation des coûts des prestations.

Ainsi, l'augmentation de ces coûts et l'obligation d'un équilibre budgétaire entraînent la revalorisation des 4 redevances afférentes aux missions du Service Public de l'Assainissement Non Collectif :

- instruction des permis de construire
- contrôle des travaux réalisés
- contrôle de bon fonctionnement périodique
- contrôle ponctuel des installations existantes (vente immobilière)
- contrôle ponctuel des installations existantes de plus de 20EH

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DPEA 14/196/CC du 30 mars 2006 approuvant la mise en place d'une redevance ;
- La délibération n° PEDD002-1289115/CC du 25 septembre 2015 relative à l'actualisation des tarifs ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de revaloriser le montant des redevances du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération portant sur l'actualisation du montant des redevances de l'assainissement non collectif sur le Territoire Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'actualisation du montant des redevances de l'assainissement non collectif sur le Territoire Marseille Provence à compter du 1er janvier 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 098-825/19/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies - Formule Cycle de l'Eau et paiement de la cotisation 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DGECE 19/17824/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2020 pour la formule « Cycle de l'Eau ».

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et de payer la cotisation 2020 pour la formule « Cycle de

l'Eau » d'un montant de
xxxx euros ;

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et sur le paiement de la cotisation 2020 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 650 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 099-826/19/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2020

Avis du Conseil de Territoire DGECE 19/17825/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

Le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales.

Le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie

de projets, recherches de financements, partenariats techniques...

La mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales.

La mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...

La mise en œuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers.

La valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds.

La fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales, et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix-Marseille Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui a toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et peut bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationales.

Depuis 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente à cette association.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2020 d'un montant de 5 000 euros.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à l'association « Territoires Solidaires » et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2020 d'un montant de 5 000 euros ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Territoires Solidaires » et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2020 d'un montant de 5 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 100-827/19/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2020

Avis du Conseil de Territoire

DGECE 19/17826/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,...) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Institut Méditerranéen de l'Eau par délibération n°DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la

Métropole du 30 mars 2017 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2020 à 10 800 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 101-829/19/CT

■ CT1 - Révision du programme de l'opération d'extension du tramway Nord-Sud - phase 1 - Approbation du programme du parking relais de la Gaye

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/18046/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine MPM a approuvé la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour les études de la première phase de l'extension du réseau de tramway axe Nord Sud, pour un montant de 14 100 000 euros hors taxes.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé le programme de l'opération première phase de l'extension du réseau de tramway, au Nord et jusqu'à la Gaye au Sud et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement « Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase » et de son affectation.

Par délibération n° TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019, le Bureau de la Métropole a autorisé le dépôt du dossier d'enquête publique en Préfecture pour l'opération « Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ».

Cette première phase d'extension comprend :

Au Nord, un prolongement du réseau de tramway de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze.

Au Sud, un prolongement du réseau de 4,2 km entre Castellane et La Gaye ainsi que la réalisation d'un

ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais ainsi qu'un centre de remisage des tramways.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres. Il contribue à créer une liaison de transport en commun en site propre sur un axe Nord-Sud à Marseille pour :

Connecter des quartiers denses ou en devenir (au Nord, sur le périmètre d'aménagement d'Euroméditerranée ; au Sud les quartiers du Rouet, La Capelette, Dromel, les hôpitaux et le pôle d'activités attenants).

Mailler le réseau de transport en commun en site propre avec la desserte des pôles d'échanges de Gèze, Castellane, Sainte Marguerite Dromel et La Gaye.

Cet investissement est inscrit au Plan de Déplacements Urbains 2013-2023 approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Il est inscrit comme un objectif prioritaire du programme d'investissements TCSP à l'horizon 2025 de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le conseil de Métropole en décembre 2016.

Le concours de maîtrise d'œuvre, dédié à cette opération, a été notifié le 9 octobre 2017 au groupement Egis Rail (mandataire) / Carta et Associés / Stoa. Les études d'Avant-Projet ayant été validées par le maître d'ouvrage, les études de niveau PROjet sont en cours d'élaboration par le maître d'œuvre.

Les études développées par la maîtrise d'œuvre et la concertation menée avec les services et les mairies de secteur concernées ont abouti à la nécessité de modifier le parking relais de la Gaye. Initialement prévu pour une capacité de 100 véhicules, il est nécessaire, à ce jour, d'étendre la capacité à 500 places, extensible à 1 000 places afin d'absorber les flux attendus. Ces flux sont notamment issus de la connexion au Boulevard Urbain Sud et, de ce fait, aux quartiers sud et au secteur de Cassis.

Pour ce faire, le programme du parking relais de la Gaye, tel qu'initialement intégré au programme de l'opération d'extension de la ligne T3 du tramway de Marseille, doit être réalisé en ouvrage, impactant dès lors la nature de l'ouvrage à réaliser.

Un nouveau programme spécifique de l'ouvrage à créer dans le cadre de l'opération est proposé. Les principales caractéristiques de ce programme sont les suivantes :

- Parking en ouvrage largement ventilé d'une capacité de 500 places,
- Prédilections permettant une extension à 1 000 places sans interruption de service,

- Parking Relais accessible aux usagers des TC uniquement,
- Mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques,
- Mise en place d'un local vélo d'environ 100 places.

Le montant de l'opération, affecté pour l'opération à hauteur de 320 000 000 euros hors taxes, comprend la réalisation de l'ensemble des études, des travaux, et des acquisitions foncières nécessaires, les coûts des déviations des réseaux à la charge du maître d'ouvrage, les frais de maîtrise d'ouvrage portant sur la phase étude et réalisation.

Il est donc proposé de réviser le programme de l'opération en modifiant la nature et les caractéristiques du parking relais de la Gaye suivant le nouveau programme proposé et d'approuver le programme du parking relais de la Gaye.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération n° DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour les études de la première phase de l'extension du réseau de tramway axe Nord Sud ;
- La délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, du Conseil de la Communauté

urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'à la Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron ;

- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement «Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase» et de son affectation ;
- La délibération n° TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorisant le dépôt du dossier d'enquête publique en Préfecture pour l'opération « Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase » ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à une révision du programme de l'opération d'extension du tramway nord sud phase 1 actant la modification de la nature et des caractéristiques du parking relais de la Gaye.
- Qu'il convient d'approuver le programme du parking relais de la Gaye.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant la révision du programme de l'opération d'extension du tramway Nord-Sud phase 1 et l'approbation du programme du parking relais de la Gaye.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 102-830/19/CT

■ **CT1 - Approbation du programme relatif à l'opération d'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille - Deuxième phase**

**Avis du Conseil de Territoire
DMET 19/17912/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix Marseille Provence envisage de prolonger le réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à La Castellane, au Sud jusqu'à La Rouvière.

Une première phase d'extension est programmée comprenant au Nord, un prolongement du réseau de tramway de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze et au Sud, un prolongement du réseau de 4,2 km entre Castellane et La Gaye ainsi que la réalisation d'un ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais et un centre de remisage des tramways. Le démarrage des travaux est prévu pour 2020.

La deuxième phase de ce projet d'extension consiste à prolonger le tramway de Marseille vers le Nord et vers le Sud sur une longueur entre 6,3 km et 7,1 selon la variante de tracé retenue dans les 15ème et 16ème arrondissements entre Gèze et La Castellane et de 1,5 km dans le 9ème arrondissement entre La Gaye et La Rouvière.

Par délibération n° TRA 011-6416/19/CM, le Conseil de la Métropole a approuvé le 20 juin 2019 la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la deuxième phase de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud, pour permettre la réalisation des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

La réalisation d'un grand axe Nord-Sud participe pleinement à l'atteinte des objectifs fixés par le PDU 2013-2023 et l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en matière de développement du réseau de TCSP. Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

En proposant une liaison efficace avec le centre-ville, l'extension du tramway permettra le désenclavement de nombreux quartiers prioritaires aujourd'hui peu accessibles en transports en commun (La Cabucelle, Campagne Lévêque, St André, Consolat - Ruisseau Mirabeau et Castellane - La Bricarde). L'extension permettra également la desserte de grands équipements (lycée St Exupéry, école de la deuxième chance, lycée professionnel La Calade, Institut de formation des aides-soignants (IRFSS Houphouët Boigny), la Mairie du XV/XVI (Parc F.Billoux).

L'aménagement du pôle d'échanges multimodal à St André (hors halte TER), couplé aux pôles d'échanges projetés de Gèze et La Gaye participeront largement au développement de l'intermodalité au profit des transports en commun

Le report modal et la réduction de la place de la voiture le long du tracé permettent une diminution des émissions de gaz à effet de serre et une réduction de la pollution atmosphérique.

L'extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de répondre à la demande estimée à la mise en service. De nouvelles rames seront à acquérir.

Afin de permettre leur remisage et limiter les impacts sur l'exploitation, il est nécessaire de réaliser un nouveau dépôt.

L'ensemble du projet est présenté dans le programme détaillé figurant en annexe et précisant le calendrier d'études et travaux envisagé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération TRA 011-6416/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension Nord - Sud du réseau de tramway de Marseille deuxième phase afin de permettre la réalisation des études ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le programme de réalisation de la deuxième phase des extensions du tramway : au Nord entre Gèze et La Castellane et au Sud entre La Gaye et la Rouvière ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation du programme de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille - deuxième phase.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 103-831/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase1)**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17981/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit

l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de Communauté a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Par délibération n°TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019, le bureau de la Métropole a approuvé le lancement de l'enquête publique et a autorisé, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation de cette opération.

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, il convient de vérifier tant le potentiel archéologique que la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés. Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit par arrêté n°209 du 10 janvier 2019 la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique devra être réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Pour ce faire, une convention doit être conclue avec l'INRAP en vue de préciser les modalités de réalisation du diagnostic archéologique. La convention dispose ainsi que l'intervention de l'INRAP sera réalisée en plusieurs tranches successives, adaptées au phasage prévisionnel des travaux. La présente convention définit les conditions d'intervention de la tranche n° 1. Les tranches suivantes feront l'objet d'avenants ultérieurs à la convention et préciseront les dates et délais d'intervention.

Il convient par conséquent d'approuver la convention ci-annexée à passer avec l'INRAP afin de fixer les

modalités de réalisation du diagnostic archéologique de la tranche n° 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code du Patrimoine ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux ;
- La délibération n° TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019 approuvant le lancement de l'enquête publique ;

- L'arrêté n°209 du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 10 janvier 2019 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'en amont de la réalisation des travaux liés aux extensions Nord et Sud du tramway de Marseille, première phase, la réalisation par l'INRAP d'un diagnostic d'archéologie préventive s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention idoine avec l'INRAP ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération présenté.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à la délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques préventives relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase1) vers le nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye et la création d'un site de Maintenance et de Remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 104-832/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée portant sur les aménagements de l'extension du réseau de tramway de Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17984/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de

Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de Communauté a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

L'extension Nord de cette opération se déroule au sein du périmètre d'aménagement d'Euroméditerranée. Sa mise en œuvre nécessite en conséquence une démarche concertée avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM).

Par délibération n° TRA 008-2161/17/BM du 13 juillet 2017, le bureau de la Métropole a approuvé une convention cadre avec l'EPAEM afin d'organiser la maîtrise d'ouvrage unique exercée par le Métropole Aix-Marseille-Provence pour les études et les travaux de réalisation des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM. Les modalités d'organisation et de réalisation des études de la maîtrise d'ouvrage sur le périmètre Nord du projet y sont détaillées.

La présente convention n°17/0818 a été notifiée à l'EPAEM le 15 novembre 2017.

Conformément à ses dispositions contractuelles, est prévue, en son article 7, une modification par avenant

à l'issue des études d'avant-projet pour définir le processus de suivi des travaux, le montant et la répartition des coûts post-AVP ainsi que les opérations de réception et de remise d'ouvrage.

Les études d'avant-projet ayant été approuvées par la Métropole, le présent avenant n°1 à ladite convention a pour objet d'entériner contractuellement les modalités de réalisation des travaux ainsi que la répartition financière du coût de l'opération entre la Métropole et l'EPAEM. Sont précisées également les conditions techniques et financières relatives aux emprises foncières d'assiette de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération TRA 008-2161/17/BM du 13 juillet 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la maîtrise d'ouvrage unique avec Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) portant sur les aménagements de l'extension du réseau de tramway jusqu'à Gèze ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la

révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux ;

- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Qu'une convention n°17/0818 a été conclue avec l'EPAEM relative à la maîtrise d'ouvrage unique à la Métropole des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM dans le cadre de l'opération de prolongement du tramway jusqu'à Gèze et fixant les modalités de réalisation des études ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à ladite convention en vue d'entériner les modalités de réalisation des travaux ainsi que la répartition financière du coût de l'opération tout en précisant les attributions de chacune des parties et les conditions techniques et financières relatives aux emprises foncières d'assiette de l'opération ;
- Que le conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée portant sur les aménagements de l'extension du réseau de tramway de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 105-833/19/CT

■ CT1 - Approbation de la convention relative aux études de déviation et protection des installations et réseaux enterrés CITY FAST pour l'opération d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille phase 1

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17913/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et, ce, de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunications, dont le réseau CITYFAST, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement du réseau CITYFAST.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société CITYFAST est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société CITYFAST fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés ;
- Que le Conseil de Territoire doit prendre acte du projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés City Fast.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 106-834/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ENEDIS pour l'opération d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille phase 1

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17914/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution d'électricité d'ENEDIS, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 003-2476/17/BM en date du 19 octobre 2017, la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité a été conclue avec ENEDIS le 23 avril 2017.

Il y a lieu d'établir une convention travaux afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des travaux de dévoiement anticipés des réseaux de distribution d'électricité d'ENEDIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM en date du 19 octobre 2017 approuvant la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille

première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société ENEDIS est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société ENEDIS fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux impactés ;
- Que le Conseil de Territoire doit prendre acte du projet de délibération présenté.

DELIBERE

Article unique:

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation de la convention relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés d'ENEDIS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 107-835/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec RTE relative à l'achat de câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux dans le cadre de l'extension du réseau de tramway de Marseille phase 1**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17982/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence. La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon.

Quatre stations sont impactées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés transport d'électricité de RTE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, par délibération n° TRA 003-5588/19/BM en date du 28 mars 2019, la convention n°19/0270 a été conclue avec RTE le 23 avril 2019.

Ladite convention fixait les modalités et les conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles par RTE et la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement des réseaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux ;
- La délibération n° TRA 003-5588/19/BM en date du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention avec RTE n° 19/0270 relative à l'achat des câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;

- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°19/0270 a été conclue avec RTE le 23 avril 2019 relative aux modalités et conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles et de la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement des réseaux ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à ladite convention en vue d'entériner les modifications liées au cheminement des déviations RTE au Nord par Cazemajou en lieu et place de Salengro et les renforcements du réseau RTE par des ouvrages de protection dits « cavaliers » ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération présenté.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation de l'avenant n°1 à la convention n°19/0270 relative à l'achat de câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés de RTE dans le cadre de l'extension du réseau de tramway de Marseille phase 1 et la création d'un site de Maintenance et de Remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 108-836/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel lié au marché de maîtrise d'œuvre lot 1 Infrastructure et systèmes de transport relatif au prolongement de la ligne de tramway Bougainville - Caillols et ligne du quatre septembre - La Blancarde à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/18017/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° 00/0751/EUGE du 17 juillet 2000, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre concernant les lignes de tramway Bougainville / Les Caillols et Quatre Septembre / Blancarde.

Le marché de maîtrise d'œuvre n° 02/011/ CUMPM, lot 1 « Infrastructures et systèmes de transports » a été notifié le 8 février 2002 au groupement conjoint SMM devenu EGIS RAIL Mandataire /SEMALY/INGEROP/BETEREM INFRA/STOA/A.PETER/C.VEZZONI et Associés/ CCD Architecture/ARGUMENTS pour un montant de 24 121 447 euros TTC.

La société VOSSLOH INFRASTRUCTURES SERVICES, désormais dénommée E UROVIA TRAVAUX FERROVIAIRES (ci-après « ETF »), a été désignée attributaire le 7 janvier 2015 du marché n° G 05-003 relatif à la modernisation et prolongement de la ligne 68 Noailles – Les Caillols, création des lignes Quatre Septembre – la Blancarde et Bougainville – Castellane.

Les travaux de la tranche ferme relatifs à l'ouvrage de voie ferrée de la ligne Les Caillols-Gantès et du dépôt de tramway, conclus pour un montant en euros HT de 25 541 619.90, ont été réceptionnés avec réserves le 15 février 2007, avec une date d'achèvement au 1^{er} février 2007. Les réserves ont été proposées par le maître d'œuvre le 12 juin 2007.

L'exploitation dudit ouvrage a été confiée à la REGIE DES TRANSPORTS METROPOLITAINS (ci-après « RTM ») le 19 juillet 2007.

Le 20 janvier 2011, la Métropole Aix Marseille Provence (ci- après dénommée MAMP) a informé la société ETF de l'apparition de désordres caractérisés par un affaissement des voies du tramway T1 situées sous l'ouvrage d'art Frangin et a sollicité la mise en place d'actions préventives et correctives. Ledit titulaire a proposé, à cette fin, des travaux provisoires de remise en état des voies, lesquels ont été refusés par la MAMP le 30 janvier 2011. C'est dans ces circonstances que le 11 juillet 2011, ETF a assigné en référé heure à heure la MAMP, la RTM et la société EGIS RAIL.

A l'issue, un expert judiciaire a été désigné le 27 juillet 2011. Dans son rapport, déposé en date du 16 septembre 2014, ledit expert a conclu que les désordres sont imputables principalement à la maîtrise d'œuvre au titre d'un défaut de conception de l'ouvrage, et, dans une moindre mesure, à ETF et à la RTM au titre de défauts d'exécution et d'entretien.

Par une requête enregistrée le 7 avril 2017 sous le n° 1702553-8, la MAMP a saisi le Tribunal administratif de Marseille aux fins d'obtenir la condamnation de la société EGIS RAIL à lui verser une somme de 310 481 euros HT, correspondant au montant des préjudices évalués par l'expert judiciaire.

Le même jour, la MAMP a formulé des demandes similaires devant le juge des référés du Tribunal

administratif de Marseille, par requête enregistrée sous le n° 1702554-3.

Lors des dernières écritures, le montant des préjudices matériels et immatériels demandés par la MAMP a été régularisé à hauteur de 337 038,30 euros HT.

La société EGIS Rail a attiré dans ces deux instances l'exploitant RTM, le titulaire du marché de travaux ETF et son sous-traitant, la société MULTISPE France. Lors des dernières écritures, ladite société fait valoir que les demandes formées à son encontre par la MAMP et la RTM seraient irrecevables et mal fondées.

Par une requête enregistrée le 4 octobre 2017 sous le n° 1705305-3, la société RTM a saisi le Tribunal administratif de Marseille aux fins d'obtenir la condamnation solidaire de la société EGIS RAIL à lui verser une somme de 42 881,14 euros HT en réparation des préjudices d'exploitation qu'elle aurait subis.

C'est dans ce contexte que les parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole ci-annexé dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction. Il en ressort que la société Egis Rail s'engage à payer à la Métropole Aix Marseille Provence la somme globale et forfaitaire de 170 000 euros (cent soixante-dix mille euros) TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°00/0751/EUGE du 17 juillet 2000 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre concernant les lignes de tramway Bougainville /Les Caillols et Quatre Septembre / Blancarde ;
- Le marché de maîtrise d'œuvre n° 02/011/CUMPM, lot 1 «Infrastructures et systèmes de transports» conclu avec le groupement conjoint SMM devenu EGIS RAIL(Mandataire) /SEMALY/INGEROP/BETEREM INFRA/STOA/A.PETER/C.VEZZONI et Associés/ CCD Architecture/ARGUMENTS.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu d'émettre un avis sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société EGIS RAIL(SA) relatif au marché de maîtrise d'œuvre n°02/011/CUMPM, lot n°1 « infrastructures et système de transports ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à la délibération concernant l'approbation d'un protocole transactionnel lié au marché de maîtrise d'œuvre relatif aux études et réalisation des ouvrages, aménagements, équipements et systèmes relatifs à la modernisation et au prolongement de la ligne de tramway 68 de Bougainville aux Caillols, création de la ligne du 4 septembre - La Blancarde et à la réalisation d'un nouvel atelier - Dépôt Saint-Pierre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 109-837/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Territoire relatif au marché de second œuvre pour la mise en accessibilité aux PMR de la station de métro Sainte Marguerite-Dromel de Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17980/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° DTM 006-322/14/CC en date du 18 juillet 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a voté une opération de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite de quatre stations du métro de Marseille à savoir la Timone, Vieux port, Castellane et Sainte- Marguerite-Dromel.

Pour cette dernière station, un marché de maîtrise d'œuvre a été lancé le 20 novembre 2014 et attribué le 1er juin 2015 au groupement ID&M INGENIERIE / ARCAN ARCHITECTURE sous le numéro 15/044. La Métropole Aix-Marseille Provence a lancé une consultation le 23 février 2017 relative aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Saint-Marguerite Dromel du réseau de métro de Marseille.

Le lot n°2 dudit marché de travaux « second œuvre » a été attribué à la Société TERRITOIRE SAS. Le marché a été notifié le 21 septembre 2017 sous le n° Z 17-081 pour un montant global et forfaitaire de 127 389,00 euros HT, soit 152 866,80 euros TTC.

La société TERRITOIRE SAS a présenté au maître d'œuvre le 20 février 2019 un mémoire en réclamation pour un montant de travaux supplémentaires de 25 655,10 euros HT, par ailleurs confirmé au projet de décompte final.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé de ramener le montant de la réclamation de 25 655,10 euros HT à 14 434,00 euros HT. La société TERRITOIRE SAS a accepté cette proposition transactionnelle.

Les Parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole transactionnel dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Par délibération n° DTM 006-322/14/CC en date du 18 juillet 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- Le marché n° Z 17-081 relatif aux travaux du Lot 2 « second-œuvre » de l’opération de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille ;
- La réclamation présentée le 20 février 2019 par la société TERRITOIRE SAS.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de se prononcer sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société TERRITOIRE SAS relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille concernant le marché ° Z 17-081 lot 2 second œuvre.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société TERRITOIRE SAS relatif au marché n° Z17/081 lot 2 second œuvre pour la mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 110-838/19/CT

■ CT1 - Bilan de la concertation du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18185/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La présente délibération porte sur le bilan de la concertation publique préalable à l'arrêt du projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'Agenda de la Mobilité, approuvé à l'unanimité des membres du conseil de la Métropole en décembre 2016 a permis de donner un premier élan aux ambitions de la Métropole en matière de mobilités. Par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole a approuvé le lancement de la procédure d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains (PDU), ainsi que les modalités de la démarche et de la concertation.

Le contexte :

L'article L.1214-14 du Code des transports, pose le principe d'une association avec certaines entités publiques tout au long de la phase d'élaboration du projet, ainsi que d'une consultation d'un certain nombre de personnes privées et publiques.

L'article 7 de la charte de l'environnement ainsi que les articles L. 121-15-1 et L 121-16 du Code de

l'environnement imposent pendant la durée de l'élaboration du PDU qu'une concertation associant le public soit réalisée.

Dans le respect de ce cadre légal, la Métropole Aix-Marseille-Provence a organisé une concertation avec tous les acteurs du territoire concernés par le PDU : les partenaires techniques, Personnes Publiques Associées et des représentants d'organismes, les habitants et usagers des transports du territoire.

Afin de conduire une concertation qui permette de prendre en compte les spécificités de la Métropole et de traiter l'ensemble du territoire de manière cohérente, le périmètre de la concertation a été divisé en 6 bassins de mobilité et 25 bassins de proximité. Cette approche multi-scalaire a permis de conduire la concertation au plus près des habitants, de leurs réalités quotidiennes en matière de déplacement et de faire émerger des avis et propositions d'actions territorialisées tout en gardant une vision globale des mobilités au sein de la Métropole.

Au préalable, une étude de contexte a été menée, via la réalisation de 18 entretiens individuels avec des élus, des représentants d'associations et d'institutions publiques afin de disposer d'une perception globale du territoire, de ses enjeux et des attentes en termes de mobilité existantes.

Les phases de la concertation :

Au regard de l'ampleur du territoire, de la variété des situations, du nombre et de la qualité des contributeurs, la Métropole a choisi de procéder avec une mobilisation progressive et concentrique en élargissant progressivement le nombre de personnes mobilisées.

Phase 1 : Mobilisation technique et co-élaboration de l'état des lieux des enjeux et des pistes d'actions.

Entre février et avril 2018, ont été réunis autour du projet de PDU l'ensemble des compétences techniques nécessaires, en sollicitant la désignation de référents par chaque institution publique concernée : Etat, Région, Département, communes, chambres consulaires, associations gestionnaires de zones d'activité, opérateurs de transports et gestionnaire d'autoroute. Ces référents ont été invités à 10 réunions techniques thématiques de partage et de co-élaboration de l'état des lieux ainsi que des propositions d'enjeux et des pistes d'actions.

Pendant la même période, pour développer la mobilisation des communes et de leurs référents communaux, acteurs de la co-élaboration du projet, un questionnaire leur a été adressé, afin de recueillir la perception de la mobilité au plus près des marseillais.

En juin/juillet 2018, l'ensemble de ces acteurs, auxquels sont joints des représentants associatifs sont invités à l'occasion de 3 réunions identiques, à

partager le diagnostic, à hiérarchiser les enjeux et à donner leur avis sur les pistes d'actions.

En août 2018, la Métropole publiait sur son site internet le lancement du projet de PDU et précisait les dates et modalités de la concertation à laquelle le public était invité à participer.

En décembre 2018, une conférence métropolitaine a ponctué cette phase du projet en présentant les éléments du diagnostic, les enjeux identifiés, ainsi que les principales pistes d'actions sous forme de levier.

Phase 2 : information du public et questionnaire « état des lieux ».

En janvier 2019, L'information du public est organisée par voie numérique à travers le registre de concertation, (<https://www.registre-numerique.fr/Concertation-PDU-AMP>). Le registre numérique a permis d'introduire la démarche PDU auprès du grand public, en sensibilisant les métropolitains aux questions de mobilité, et d'assurer une diffusion optimale de l'information afin de rassembler autour de la concertation du PDU, notamment pour les inscriptions aux futurs ateliers de concertation.

De janvier à avril 2019, le premier questionnaire « Racontez-nous vos mobilités » a également été un relais d'information et d'inscriptions aux ateliers de concertation.

Phase 3 : ateliers publics d'orientations territoriaux et thématiques.

Entre février et mars 2019, 6 ateliers, rassemblant habitants, élus, associations, institutionnels, ont repris de manière globale les enjeux et principes des problématiques de mobilités sur le territoire métropolitain. Les participants ont eu l'occasion de s'exprimer sur leur vision de ces éléments au travers de tables de travail accompagnées de supports cartographiques et textuels.

Les 6 ateliers territoriaux de la première série ont permis de travailler en groupes 12 actions structurantes, proposées pour le PDU :

- Créer un réseau cyclable continu, maillé et sécurisé ;
- Développer des services pour faciliter l'usage du vélo ;
- Créer un Réseau Express Métropolitain (REM) ;
- Créer 120 km de métro / tramway / bus + à haut niveau de service dans les pôles urbains ;
- Réduire la saturation routière des voitures et des poids lourds ;
- Diminuer la pollution, le bruit et les émissions GES de la circulation ;

- Aménager les espaces publics des centres-villes d'Aix et Marseille / des villes moyennes / des petites villes et villages (2 de ces 3 thèmes étaient présentés en fonction de la pertinence sur chaque bassin de mobilité) ;
- Améliorer la desserte et l'accessibilité des portes d'entrées de la métropole ;
- Créer un réseau de 90 PEM sur le territoire métropolitain ;
- Accompagner les changements de comportements par les services et outils d'aide) la mobilité ;
- Développer les partenariats avec les entreprises et grands générateurs de déplacements pour améliorer les mobilités.

Entre mars et mai 2019, 7 ateliers thématiques ont permis de travailler à l'échelle de la Métropole, sur les sujets suivants :

- Innovation ;
- Environnement, qualité de l'air, santé ;
- Cohésion sociale ;
- Financement de la politique mobilité ;
- Partage de l'espace public ;
- Grands générateurs de mobilité ;
- Plan Vélo.

Phase 4 : ateliers publics territoriaux actions et questionnaire « actions ».

Entre avril et juin 2019, Un second questionnaire en ligne « évaluez les propositions d'actions pour les mobilités », a permis aux métropolitains de s'exprimer concrètement sur des propositions d'actions du PDU, pour chaque levier.

Entre mars et avril 2019, une seconde série de 6 ateliers territoriaux, présentait les projets de mobilité par bassin de mobilité et les soumettait à l'évaluation des participants. Les participants ont pu prendre connaissance et critiquer, à partir de cartes par bassins de proximité et de mobilité, des propositions d'actions envisagées par le projet.

Phase 5 : restitution technique à l'Etat, à la région, au département, aux communes et aux territoires du projet de PDU

En septembre 2019, une série de 12 réunions ont permis de restituer aux communes territoires et institutions publiques le projet de PDU, permettant ainsi de s'assurer de la cohérence du projet avec les différents projets envisagés dans ces échelles territoriales.

En octobre 2019, une rencontre avec l'Etat, la région et le Département permettant de présenter le projet finalisé et de solliciter l'avis de nos partenaires.

Bilan des modalités d'informations

communications médias physiques et numériques (affiches, flyers, posters).

Afin d'assurer une communication efficace, la Métropole a conçu une charte à destination de Un plan media a été mis en place :

Titre	Visibilité	Nombre de parutions	Date parution	Format
TPBM	Site web	3	20/02 + 13/03 + 03/04	1/2 page
	Site web	6	Semaine du 18/02 ; 25/02 ; 11/03 ; 25/03 ; 08/04 ; 15/04	pavé haut 300*250 sur tpbm.com
M ADVERTISE - PACK LAGARDERE	TERRITOIRE METROPOLE Les Echos, France Bleu, France Inter, La Tribune, Investir, Challenges, La Provence et le Point	14 285 Clics garantis	du 11/02 AU 26/04 ; Les Lundis, Mardis, jeudis	Interstitial d'ouverture
FACEBOOK	TERRITOIRE METROPOLE			Sponsoring de post
JOURNAL DES ENTREPRISES		1	Mars	1/2 page
	Site web	1	Février du 18 au 24/02 ; mars du 4 au 10/03	Format Top Banner 970x250px
	Newsletter quotidienne	1	Février du 18 au 22/02 ; Mars du 18 au 22/03	Format Top banner 600x300px
BUSINESS	Site web	1	Février, mars, avril	Bannière – 1188 x 121 px
	Site web	2	Mars, avril	1/2 page

Le registre numérique a été alimenté tout au long de la concertation de l'ensemble documents soumis au public et des comptes rendus produits à l'issue des rencontres.

- Délibération – Lancement du PDU : élément d'ordre légal présentant le cadre réglementaire, les grandes orientations et le déroulé du PDU
- État des lieux de la mobilité : Présentation d'éléments de diagnostic thématiques sur les mobilités métropolitaines
 - Diagnostic général
 - Qualité de l'air et santé
 - Transports collectifs
 - Espace public et son usage
 - Trafic routier
 - Le vélo
 - Les déplacements dans les bassins de mobilité et proximité

- Les déplacements d'échelle métropolitaine

- Miroir de la concertation. Il s'agit de l'élément central de la partie documentaire ; les visiteurs pouvaient y retrouver l'ensemble des entrants des ateliers de concertation, ainsi que les productions des participants :
 - Calendrier de la concertation
 - Ateliers territoriaux : diaporamas de présentation et synthèses des 12 ateliers de concertation territoriaux par bassin de mobilité
 - Ateliers thématiques : diaporamas de présentation et synthèses des 6 ateliers de concertation thématiques réalisés sur l'ensemble du territoire métropolitain
 - Supports des ateliers territoriaux série 1 : mise à disposition des cartes, fiches actions et autres entrants utilisés par les participants lors de la première série d'ateliers territoriaux

- Supports des ateliers territoriaux série 2 : éléments cartographiques utilisés comme base du travail sur bassins de proximité réalisé lors de la deuxième série d'ateliers territoriaux
- Questionnaires mobilité métropolitaine : présentation et analyse synthétique des résultats des 2 questionnaires grand public diffusés tout au long du processus de concertation.

Bilan qualitatif

La concertation a apporté un certain nombre de réponses à des problématiques et questionnements concernant les mobilités métropolitaines. Ces éléments concernent chaque levier du PDU :

- **Un système vélo global**

Les attentes autour de ce levier sont fortes, et concernent l'ensemble des aspects du déplacement à vélo. La demande de sécurisation de ce mode de transport est centrale, les parkings à vélo sont trop peu nombreux et la continuité des axes est rarement assurée. Les services de location ou de facilitation de l'usage du vélo forment également une attente particulière des intéressés.

- **Un système de transports collectifs performant**

Les Métropolitains ont recours aux transports en commun pour leurs déplacements quotidiens, quand l'offre disponible le permet. En effet, la majorité d'entre eux souhaitent utiliser davantage le bus, le train le tram ou encore le métro, synonymes d'économies financières, écologiques ou encore de temps. L'efficacité des services est attendue par les usagers, qui estiment que l'offre n'est pas encore assez développée et fiable.

- **Un système routier réinventé**

La voiture est globalement le mode de transport privilégié par les métropolitains. Qu'il s'agisse d'un choix par défaut ou par habitude, les effets de cette utilisation ont des répercussions économiques (coût d'une voiture à l'année élevé), écologiques, ainsi que des pertes de temps dans les axes congestionnés.

La Métropole doit accompagner un changement de comportement vers de nouveaux modes de transports voulus par les participants à la concertation. De nombreuses incohérences routières ont été relevées, et dans certaines zones la cohabitation des travailleurs, résidents et poids lourds logistiques rend la circulation compliquée. Un espace routier partagé, composé de voies spécialisées, est notamment un levier identifié par les usagers.

- **Des espaces publics partagés et attractifs**

Le constat des participants vis-à-vis des espaces publics est négatif. L'omniprésence de la voiture, le

manque de cohérence et d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite sont des éléments récurrents lors de la concertation. L'attente se cristallise autour d'un partage entre les modes, via des Boulevards Urbains Multimodaux, des zones 30 ou encore des voies piétonnes. Ces centres-villes apaisés sont voulus par les participants, qui souhaitent également qu'une cohérence avec les autres programmes urbains soit respectée.

- **Un réseau hiérarchisé de Pôles d'Échanges Multimodaux**

Une forte demande d'un maillage cohérent de Parkings-Relais / Pôles d'Échanges Multimodaux (PEM) a été exprimée. Ceci permettrait de réaliser des déplacements intermodaux tout en sécurité. Les intéressés indiquent également que les PEM peuvent être le lieu de services pour les vélos : location, entretien ou vente. Diversifier les services au sein de ces infrastructures augmentera leur efficacité et incitera les usagers aux usages alternatifs à la voiture.

- **Des services de mobilité agiles et accessibles**

Les participants à la concertation souhaitent avoir accès à des mobilités « agiles », dans « l'air du temps », numériques et simples d'utilisation. Ils veulent une information complète qui intègre l'ensemble des informations liées à leurs déplacements et aux services complémentaires éventuellement disponibles. Certaines informations sont jugées encore trop « opaques », difficiles d'accès, pour les usagers.

- **Se donner les moyens de réussir**

Il existe une forte attente envers la Métropole, ses ambitions et les moyens mis en œuvre pour les réaliser. Les usagers souhaitent un PDU ambitieux mais réalisable, opérationnel et avec une hiérarchisation des actions. Les participants sont conscients qu'un certain retard en termes de mobilités a été pris et ils souhaitent que leur situation s'améliore de manière globale.

Les ateliers territoriaux ont permis de confronter le projet aux visions des métropolitains. Il a été tenu compte dans l'ensemble de la rédaction du document final des remarques formulées pendant les ateliers. Certaines actions ont plus spécifiquement été modifiées ou intégrées dans le projet à la suite de ces rencontres.

Bilan quantitatif

Registre numérique :

- 17 000 visiteurs et 23 000 accès ;
- 4 000 visualisations et 7 400 téléchargements de documents mis à disposition par la Métropole ;
- 116 contributions écrites.

Questionnaire en ligne :

- Questionnaire n°1 « Racontez-nous vos déplacements » : 1 300 réponses.
- Questionnaire n°2 « Évaluez les propositions d'action pour améliorer les mobilités » : plus de 1 600 réponses.

Ateliers de co-élaboration technique :

- Phase 1 et 6 : 520 participants à 25 ateliers.

Ateliers de concertation public et conférence :

- Phase 1 : 700 personnes ont été invitées à la conférence et 183 ont participé ;
- Phase 3 et 4 : 410 participants ont été enregistrés lors des deux séries d'ateliers.

Atelier	Participants
Bassin de Marseille n°2 – Tour la Marseillaise	55
Bassin de Marseille n°1 – Tour la Marseillaise	40
Bassin d'Aix-en-Provence n°2 – Meyreuil	32
Bassin d'Aix-en-Provence n°1 – Meyreuil	31
Thématique – Financements – Tour la Marseillaise	31
Bassin Sud-Est n°1 – Carnoux-en-Provence	28
Thématique – Innovation – Pertuis	27
Thématique – Environnement, qualité de l'air, santé – Martigues	23
Bassin Est Étang de Berre n°1 – Gignac-la-Nerthe	22
Bassin Est Étang de Berre n°2 – Rognac	20
Bassin Nord-Ouest n°2 – Mallemort	20
Bassin Sud-Est n°2 – La Destrousse	20
Bassin Ouest Étang de Berre n°1 – Miramas	16
Thématique – Cohésion sociale – Aix-en-Pce	13
Thématique – Générateurs de mobilité – Miramas	12
Bassin Ouest Étang de Berre n°2 – Miramas	12
Thématique – Espaces Publics – Saint-Mitre-les-Remparts	8

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur le Bilan de la concertation du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 111-839/19/CT

■ CT1 - Arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18186/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le contexte législatif et réglementaire :

Par délibération en date du 14 décembre 2017, le Conseil métropolitain a lancé la démarche du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole. Le PDU a pour objet de définir l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, sur une période de 10 ans. C'est une démarche de planification réglementaire imposant une coordination entre tous les acteurs concernés. Son élaboration s'inscrit dans la démarche stratégique métropolitaine.

Le PDU est compatible avec les SCOT en vigueur sur le périmètre métropolitain. Le PCAEM est rédigé en compatibilité avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité du Territoire (SRADDET) délibéré par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le 26 juin 2019 et le Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône (PPA), révisé en date du 17 mai 2013. A leur tour, les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) doivent être compatibles avec le PDU.

En s'appuyant sur la feuille de route définie par l'Agenda de la mobilité, voté par le Conseil métropolitain le 28 juin 2018, le PDU s'inscrit dans le cadre du Projet métropolitain, de l'Agenda économique voté le 30 mars 2017 et de l'Agenda environnemental de la Métropole et du Département des Bouches du Rhône, présenté au Conseil métropolitain du 13 décembre 2018. Le PDU est une première étape de mise en œuvre d'une stratégie de mobilité à l'horizon 2050. Il établit un plan d'actions sur 10 ans. Il sera ensuite décliné dans des Plans Locaux de Mobilité, qui préciseront localement, dans chaque bassin, chaque commune, les actions opérationnelles dans tous les domaines de la mobilité.

La présente délibération a pour objectif de :

- Statuer sur le Plan de Déplacements Urbains d'Aix-Marseille-Provence Métropole afin d'en arrêter le projet ;
- D'autoriser la poursuite de la procédure d'élaboration du Plan de Déplacements

Urbains, à savoir la consultation des personnes publiques associées puis l'enquête publique ;

La méthodologie d'élaboration et la gouvernance

L'élaboration du projet de PDU a été conduite selon une méthode itérative et participative avec l'ensemble des acteurs institutionnels concernés, ainsi qu'avec les principales associations et les habitants volontaires. Elle a eu pour objectif d'associer le maximum d'acteurs à la définition des contenus du projet. Cette méthode a été utilisée tout au long de la démarche, dès la première phase préparatoire, au cours de l'année 2018, plus technique et donc plus ciblée, et de façon plus large lors de la deuxième phase de concertation publique pendant l'année 2019.

La gouvernance du projet a été organisée autour de deux instances :

- Le Comité de Pilotage (COPIL) restreint regroupe les vice-présidents de la Métropole en charge de thématiques concernant directement le projet de PDU. Il a pour fonction d'orienter le projet et de prendre les décisions stratégiques.
- Le COPIL élargi associe l'ensemble des Personnes Publiques Associées (PPA), notamment, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les maires des communes membres de la Métropole, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), l'Aéroport de Marseille Provence (AMP), les chambres consulaires, les représentants d'associations qui ont manifesté leur intention de participer à l'élaboration du projet, les grands opérateurs de la mobilité, les intercommunalités et départements environnants, le Parc national des Calanques, les parcs naturels régionaux. Il a pour fonction de recueillir leurs avis et de valider les grandes étapes de la démarche.

Ces deux instances sont précédées de réunions des Comités Techniques (COTECH), en formation restreinte et élargie. Conformément aux dispositions institutionnelles métropolitaines, le Conseil de Développement de la Métropole a rendu un avis sur le projet de PDU le 4 novembre 2019. Le projet a également fait l'objet de travaux en groupe de travail « mobilité » de la Conférence métropolitaine des maires.

Conformément à la délibération de lancement de la démarche du 14 décembre 2017, la concertation préalable s'est déroulée entre décembre 2018 et avril 2019. Elle rassemble les personnes publiques associées, le tissu associatif représentant l'ensemble des usagers de la mobilité, ainsi que toutes les personnes intéressées sur inscription.

La concertation sur le projet

En 2018, la Métropole a mobilisé 300 référents mobilité au sein des différentes institutions concernées pour participer à 13 ateliers techniques de co-élaboration du projet de PDU. En août 2018, la Métropole a annoncé sur son site internet le lancement du projet. La concertation publique a été officiellement lancée en décembre 2018 à l'occasion d'une conférence à laquelle 700 représentants étaient invités.

En janvier 2019, le registre numérique de concertation du projet (<https://www.registre-numerique.fr/Concertation-PDU-AMP>) est devenu la seule entrée numérique de la démarche. Lors du 1^{er} semestre 2019, une large concertation publique a été menée reposant sur trois outils : 19 ateliers qui ont réuni 436 participants, deux enquêtes grand public en ligne, recueillant 3 000 réponses et un registre de concertation numérique, qui a permis à 17 000 visiteurs de prendre connaissance des 130 documents mis à disposition, issus des ateliers participatifs et composant le projet.

La Métropole a également reçu 116 contributions écrites (associations, particuliers, communes) en complément de celles apportées lors des ateliers ou des questionnaires. La concertation, conduite au fur et à mesure de l'élaboration du projet, a permis d'enrichir PDU et de donner une large place à l'avis de chacun.

Le processus s'est achevé en septembre 2019 avec la rencontre des communes et des territoires aux fins de mise en cohérence avec les Plan Locaux d'Urbanisme intercommunaux et les projets communaux.

Le bilan de la concertation est également proposé à la délibération du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2019.

L'état des lieux et les enjeux globaux

La mobilité est un enjeu majeur pour tous les habitants et visiteurs de la métropole, du point de vue de la qualité de vie et de la santé, de la lutte contre les pollutions et le changement climatique, de la transition énergétique, de l'attractivité du territoire. 1,8 million d'habitants réalisent chaque jour 6,5 millions de déplacements pour aller au travail, à l'école, à l'université, ou profiter des espaces naturels et touristiques, dans un territoire atypique par sa superficie et exceptionnel par la force de son relief et ses 180 kilomètres de littoral remarquables. Les caractéristiques du territoire ont favorisé un développement urbain résidentiel et économique autour d'un réseau routier et autoroutier partout où le relief le permettait, générant des centralités multiples et des déplacements tous azimuts, favorisant l'usage de la voiture. De plus, sa position de premier port de France confère à la logistique un poids particulièrement important (18,5% des flux métropolitains).

L'état des lieux dégagé pendant les travaux d'élaboration du projet de PDU a permis de dégager les 4 enjeux suivants :

- Une métropole polycentrique aux densités contrastées ;
- Un cadre de vie remarquable et respirable ;
- Une métropole attractive, fluide et accessible à tous ;
- Une combinaison de modes de déplacements accessible à tous ;

La réussite du projet repose sur une plus grande efficacité de la dépense publique en matière de mobilité, mais également sur la mobilisation et l'animation d'un partenariat de tous les acteurs de la mobilité, qu'ils soient institutionnels ou privés. Pour cela la Métropole s'est dotée d'une organisation visant à traiter les questions de mobilité aux différentes échelles et dans leurs différentes dimensions, tout en visant une meilleure cohérence entre transport et développement urbain.

L'ambition du projet de PDU

Pour élaborer les objectifs stratégiques du projet de PDU, la démarche tient compte des hypothèses suivantes, issues du diagnostic :

- La croissance démographique sera de 0,4% par an entre 2020 et 2030 ;
- La croissance des flux logistiques sera de 1,3% par an, calée sur la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) ;
- En 2030, la part des véhicules électriques immatriculés, y compris les Véhicules Utilitaires Légers (VUL) atteindra 10% ;
- Les Poids Lourds (PL) à faibles émissions (GNV et électriques) atteindront 25% du parc ;
- Il est attendu un doublement des volumes de flux logistiques issus du GPMM ;

Aux vus de ces éléments de contexte, le projet de PDU se donne pour objectifs stratégiques à l'horizon 2030 :

- Une diminution de 26% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) liées au trafic routier par rapport à 2012 ;
- Une diminution de 58% des oxydes d'azote liées au trafic routier par rapport à 2012 ;
- Une diminution de 50% des particules fines liées au trafic routier par rapport à 2012 ;
- Une diminution de la consommation d'énergie finale de 29% par rapport à 2012 ;
- Une réduction de la part modale de la voiture de 59% (référence 2017) à 47% ;
- Une augmentation de la part modale des transports collectifs de 9% (référence 2017) à 15% ;
- Une augmentation de la part modale du vélo de 1%(référence 2017) à 5% ;

- Une augmentation de la part modale de la marche de 31% (référence 2017) à 33%) ;
La stratégie du PDU métropolitain se décline selon 4 enjeux majeurs et 17 objectifs opérationnels :

« Une métropole polycentrique aux densités contrastées »

La Métropole s'organise de façon polycentrique autour de plusieurs centralités plus ou moins denses, qui nécessitent des réponses spécifiques. Il s'agit sur chacun de ces territoires de proposer aux métropolitains une solution de mobilité intermodale susceptible de représenter une alternative sérieuse à la voiture. L'objectif est de développer une mobilité adaptée aux typologies des communes et aux pôles stratégiques.

« Un cadre de vie remarquable et respirable »

Pour contribuer à la lutte contre le changement climatique, le PDU vise à réduire de 26% les émissions de gaz à effet de serre générées par la mobilité (hors navires et avions), et de 29% la consommation d'énergie finale (par rapport à 2012) tout en favorisant l'usage des énergies renouvelables. Pour réduire les impacts négatifs de la mobilité motorisée sur la santé, il convient de diminuer les émissions de NOX de 58% et de 50% celles de particules fines (par rapport à 2012). Enfin, l'engagement porte sur la lutte contre l'insécurité routière, ainsi que sur la limitation des effets directs et indirects des infrastructures de transports sur la consommation d'espaces naturels et agricoles.

« Une Métropole attractive, fluide et accessible à tous »

Cet enjeu ambitionne de rendre facilement accessibles les pôles urbains, économiques, universitaires et les portes d'entrée de la Métropole depuis les différents bassins de mobilité, notamment grâce à un rabattement efficace vers les pôles d'échanges multimodaux. Il vise à réduire les temps de déplacement, en stabilisant voire en réduisant la saturation routière dans un contexte de développement urbain et économique, à garantir un droit à la mobilité pour tous, à diminuer la part du budget des ménages consacrée à la mobilité quotidienne et à permettre l'accès aux transports collectifs depuis toutes les communes de la Métropole.

« Une combinaison de modes de déplacements »

Pour atteindre en 2030 moins de 50% de déplacements en voiture ou en moto, le PDU a pour ambition de réduire la part modale de l'automobile sans passager (l'autosolisme) de 32% à 23%, à travers notamment le développement du covoiturage. Pour ce faire, L'aménagement de l'espace public sera apaisé, en réduisant la place de la voiture dans les centres urbains, pour favoriser la marche, solution à privilégier pour les déplacements de courte distance

et multiplier par deux l'usage des transports collectifs urbains. Le vélo et, dans une moindre mesure, les autres EDP (Engins de Déplacements Personnels : trottinette, Hoverboard, ...) deviennent des solutions de mobilité du quotidien pour les courtes et moyennes distances, en complément avec les transports publics.

Enfin, le PDU se propose d'offrir à plus de 80% des métropolitains un accès au Réseau Express Métropolitain en moins de 10mn. 92 Pôles d'Echanges Multimodaux, proposant 10 000 places de stationnement supplémentaires en parking-relais permettront de diversifier et d'interconnecter les solutions de mobilité, pour offrir à tous les habitants au moins un service de mobilité alternatif à la voiture solo et deux services pour 50% d'entre eux. Le PDU vise à doubler l'usage des transports collectifs d'échelle métropolitaine, c'est-à-dire reliant deux bassins de mobilité.

Les leviers d'actions

Pour répondre à ces enjeux et objectifs stratégiques, la Métropole développe une large palette d'actions afin mettre en œuvre un système de mobilité global adapté aux spécificités du territoire. Ils s'organisent à travers 7 leviers d'actions, qui interagissent. Chaque levier décrit une stratégie générale puis un ensemble d'actions d'échelle métropolitaine.

1. Un système vélo global

Au même titre que les transports en commun ou la marche et à l'exemple d'un nombre croissant de métropoles européennes, le vélo a vocation à devenir un véritable mode de déplacement du quotidien pour de nombreux habitants. Pour atteindre 5% de part modale du vélo, selon les ratios observés ailleurs, il est nécessaire de réaliser 500 km d'aménagements cyclables structurants et 50 000 places de stationnement. La Métropole prévoit un ensemble d'actions cohérent pour bâtir un véritable système vélo global composé de deux volets : un réseau cyclable maillé et sécurisé et des services pour faciliter son usage. Pour les déplacements de longue distance, de plus de 30 mn, la Métropole accompagnera le développement des véloroutes et voies vertes. Ce maillage principal sera complété par un réseau secondaire, permettant la desserte des équipements de proximité. En parallèle, pour accompagner l'utilisation du vélo et en faire un mode facile d'accès, le PDU prévoit le déploiement de plusieurs services : stationnement, équipement, réparation, intermodalité, information, communication digitale ou non et sensibilisation.

2. Un système routier réinventé, innovant, efficace et durable

Dans ce contexte multimodal, l'usage de la route gagne à être mieux utilisé et réparti, car il présente des gains d'optimisation non négligeables par une plus grande part des modes collectifs et de l'usage collectif des véhicules particuliers. La stratégie pour

rendre le système routier plus durable et innovant se décline selon trois axes :

- Améliorer la santé et l'environnement en réduisant la circulation automobile, en restreignant les conditions d'accès des véhicules polluants aux secteurs les plus denses, en favorisant la transition vers les véhicules propres et en diminuant les nuisances sonores et l'accidentologie ;
- Optimiser le réseau routier en le hiérarchisant, en intégrant la multimodalité et en limitant son impact sur l'environnement. Appliquer les principes de multimodalité, d'insertion dans l'environnement aux voies nouvelles, lorsqu'elles sont indispensables au bon fonctionnement métropolitain, afin d'en limiter les nuisances ;
- Organiser un système logistique plus durable en améliorant sa qualité environnementale et en développant le report modal vers le fret ferroviaire.

3. Un système de transport collectif performant

Considérant les délais de réalisation des infrastructures ferroviaires (TER ou tramway et métro), le PDU inscrit le développement du réseau de transport à haut niveau de service (THNS) dans une stratégie à long terme qui vise à décliner dans notre métropole le concept de « RER métropolitain » récemment promu par la Ministre déléguée aux Transports. Le PDU porte une première étape de cette ambition, à l'horizon 2030, qui se décline selon trois axes :

- Débloquer le nœud de St-Charles, qui contraint le développement et la fiabilité du système ferroviaire, dans le cadre des phases 1 et 2 du projet de Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur : modernisation du plateau, traversée souterraine et nouvelle gare ouverte à 360° à Marseille-Saint-Charles ;
- Développer le Réseau Express Métropolitain : un réseau interurbain ferroviaire et routier rapide, fiable et à haut niveau de service ;
- Réaliser plus de 200 km de THNS urbains nouveaux, dans 14 communes, en métro, tramway, bus à haut niveau de service (Bus+) et transport par câble.

Pour garantir la performance des transports collectifs métropolitains, il est prévu :

- Pour les lignes routières à haut niveau de service du REM : la réalisation de 100 km de voies réservées aux transports en commun sur les portions stratégiques des autoroutes

et voies rapides de la métropole. Cette offre sera complétée par des lignes de maillage et de rabattement, souvent existantes mais à reconfigurer le cas échéant, soit pour organiser leur correspondance sur de nouveaux pôles d'échanges, soit pour créer de nouvelles dessertes.

- En milieu urbain très dense (Aix-en-Provence Marseille et villes moyennes), différents modes de transport à haut niveau de service (THNS) seront mis en service selon le potentiel d'usage : métro, tramway, Bus+ (ou BHNS), ou transport par câble quand des obstacles majeurs sont à franchir. Ces lignes sont interconnectées entre elles et au Réseau Express Métropolitain, par l'intermédiaire des pôles d'échanges multimodaux. De manière générale, la mise en place d'une armature de transports à haut niveau de service nécessite de réorganiser les lignes de proximité et d'accepter d'organiser des correspondances.

4. Des espaces publics partagés et attractifs

Des espaces publics confortables et accueillants sont une condition déterminante pour développer les modes actifs et ainsi améliorer le cadre de vie et la santé des métropolitains. La Zone 30 devient la référence métropolitaine en matière d'aménagement des voies locales notamment des centres-villes. En matière de livraisons, les communes de la Métropole devront harmoniser leur réglementation d'ici 2025. Le PDU organise la régulation du stationnement afin de contribuer au report modal vers les transports collectifs et les modes actifs, en contraignant le stationnement dans les centres-villes, en particulier celui des actifs sédentaires, et en le redéployant dans les parcs-relais.

5. Un réseau hiérarchisé de pôles multimodaux

Les pôles d'échanges multimodaux (PEM) sont au cœur des politiques de mobilité. Ils sont les garants de l'intermodalité, les pivots du système de mobilité métropolitain, le lieu où les usagers accèdent ou quittent le réseau métropolitain, où ils transitent pour prendre une correspondance. C'est pourquoi le réseau vélo et l'offre de rabattement ont été conçus pour desservir les PEM. Ils élargissent leur zone de pertinence depuis les communes périurbaines à travers les parcs-relais et la hiérarchisation de la voirie proposée dans le levier « système routier innovant, efficace et durable ». Dans les grandes et moyennes communes, les P+R et le report modal contribuent à une approche globale du stationnement et aux actions en faveur de l'espace public. Enfin, leur typologie a été conçue en lien avec la cohérence urbanisme-transport, soit en fonction du potentiel d'urbanisation, soit, au contraire, en fonction de la limitation de la consommation foncière pour les PEM éloignés des sites urbanisés.

Ils doivent offrir aux usagers services, sécurité et confort pour optimiser leur "expérience voyageur". Ils doivent s'inscrire dans leur environnement. Ce sont non seulement des objets de mobilité mais également des objets urbains et des lieux de vie à part entière, autour desquels s'articulent l'organisation et le développement des territoires

Ce levier est pleinement compatible avec la stratégie régionale, exprimée notamment dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et la stratégie régionale des gares.

6. Un service de mobilité simple, agile et accessible à tous

Ces services de mobilité répondront à trois principes :

- Ils seront rendus simples d'accès pour tous au travers de la tarification, de la facilité d'achat et de l'information ;
- Ils seront souples : la mobilité de demain intégrera un bouquet de services publics et privés, existants ou à inventer, démultipliant les choix et facilitant la multimodalité ;
- Ils seront inclusifs : le droit à la mobilité implique d'accompagner les publics les plus fragiles dans leurs pratiques et besoins, à travers des services dédiés et une tarification plus juste. Les collectivités, porteuses de l'intérêt public, doivent s'attacher à réguler les mobilités privées dans le sens de l'équité sociale et territoriale et de la protection de l'espace public. La Métropole et la Région, chef de file de l'intermodalité, travailleront en étroite collaboration sur ces sujets.

La mobilisation de tous les canaux de communication, en particulier digitaux et la création d'une Agence de la Mobilité en 2020 seront les outils privilégiés de cette ambition.

7. Se donner les moyens de réussir

La Métropole, en qualité de maître d'ouvrage et de pilote stratégique, a vocation à organiser, réaliser et coordonner la mise en place des actions du PDU en lien avec les différents partenaires impliqués. Elle élaborera notamment 6 schémas stratégiques à l'échelle métropolitaine, qui appliqueront les orientations et les objectifs du PDU et permettront d'établir un cadre et une vision à 2050 de la mobilité métropolitaine. Il s'agit des schémas de l'armature ferroviaire et de la voirie structurante, ainsi que des schémas thématiques sur le stationnement, les modes actifs, la logistique, le transport à haut niveau de service et les aires de covoiturage. La majorité d'entre eux seront engagés dès 2020.

Ces schémas alimenteront les Plan Locaux de Mobilité. Ces derniers seront réalisés par bassin de proximité. Ils permettront une déclinaison territoriale partagée du projet de mobilité de la Métropole tant au niveau des enjeux et objectifs communs que du plan d'actions. Ils devraient être conduits à raison de 5 plans par an sur 5 ans.

La Métropole se dotera par ailleurs des moyens d'ingénierie destinés à accompagner les entreprises, zones d'activités, établissements d'enseignement dans leurs actions en faveur des changements de comportement à travers les plans de mobilité en entreprise ou en établissement d'enseignement.

La nécessité d'un observatoire de la mobilité, partagé au niveau métropolitain, s'impose, aussi bien pour la connaissance fine et l'analyse du territoire que pour la définition des orientations stratégiques métropolitaines et l'évaluation des politiques de mobilité, à commencer par celle du PDU.

La stratégie financière doit permettre de dégager les ressources nécessaires à la mise en place des actions, en investissement mais aussi en fonctionnement.

L'évaluation du projet

Conformément aux obligations légales, et dans le but de répondre aux objectifs le PDU a fait l'objet d'une évaluation tout au long de son élaboration sur les points suivants : l'évolution des parts modales, le budget de la mobilité pour les habitants et les populations desservies par le projet ; l'environnement, qualité de l'air, santé publique (modes actifs), les GES, la consommation d'espace ; les modalités de financement investissements et fonctionnements. Cette évaluation montre que les objectifs sont globalement atteints.

La stratégie financière du projet :

La réalisation du présent projet de PDU suppose que des moyens financiers soient mis en place à la hauteur de ces besoins. Le programme d'investissements prévu par le projet de PDU en matière de transports reste, en rythme annuel, similaire à celui de l'Agenda, pour la part qui relève du budget de la Métropole.

leviers	Coût d'investissement total	Dont projets partenaires	Budget Métropole PDU 2020-2030	Budget Transport	Budget Principal	Autre
TOTAL	7 110	2 386	4 636	3538	1 098	88
Transports collectifs (TC et FER)	4 772	1331	3 418	3 353	65	23
<i>Dont LNPCA**</i>	548	548				
PEM (hors REM et gares)	56	-	56	40	16	0
Espaces publics partagés	343	-	343	3	340	-
Un système vélo global	185		120	50	70	65
Un système routier ré-inventé	1736	1055	681	74	607	-
Services	16	-	16	16	-	-
Se donnent les moyens de réussir	2		-	2	-	-

Un montant d'investissements compris entre 300 et 350 M€ par an se confirme comme indispensable à l'atteinte des objectifs de report modal, de réduction des pollutions et des émissions de gaz à effet de serre. Il faut noter que ce montant est comparable à celui que le Sytral, autorité organisatrice de l'aire urbaine lyonnaise a pu investir avec le concours des collectivités partenaires depuis une vingtaine d'années sur un périmètre comparable en taille et en population. Ce n'est donc pas un chiffre inatteignable. Avec ses ressources actuelles et le niveau d'endettement qu'il porte, le budget annexe des transports de la Métropole est capable de porter un montant annuel d'investissements compris entre 100 et 150 M€, subventions incluses. Il faut donc mobiliser des ressources supplémentaires à hauteur d'environ 200 M€ par an en moyenne. L'identification précise de ces ressources n'est pas possible dans le cadre du présent projet de PDU dans la mesure où elle est conditionnée par des mesures d'ordre législatif qui dépassent les compétences de la Métropole :

- Le vote définitif de la LOM et les mesures qui en résulteront (débat au Parlement et ordonnances de création d'un éventuel établissement public) ;
- L'évolution de l'organisation, du périmètre, des compétences, de la gouvernance et du financement de la Métropole Aix Marseille Provence, en particulier dans le cadre du

projet de loi dit « engagement et proximité » en cours de discussion au Parlement ;

- L'allocation par l'Etat de ressources spécifiques sous forme de dotation budgétaire ou de fiscalité dédiée

Pour ce qui dépend d'elle, la Métropole s'engage, à travers le vote du présent projet de PDU, à produire un effort budgétaire exceptionnel, dont l'ampleur dépend de discussions à venir avec l'Etat et dans le cadre de l'assemblée métropolitaine au début du prochain mandat.

S'agissant du fonctionnement, le PDU suppose également un effort important pour développer les services à hauteur des besoins. Le coût net de l'offre supplémentaire, lié principalement au Réseau Express Métropolitain et aux TCSP, est estimé à l'horizon 2030 à environ 100 Millions d'euros par an. L'objectif de la Métropole est de parvenir à financer cet effort par les moyens suivants :

- Stabilité du concours du budget général à hauteur de 120 Millions d'euros par an ; l'augmentation de ce montant, si elle devait être retenue dans le cadre du futur plan de mandat, devrait se faire en priorité au profit de la capacité d'autofinancement et donc des investissements, ce qui revient à dire que le déficit de fonctionnement des réseaux (coûts d'exploitation moins recettes commerciales et

- versement transport) doit être maintenu à son niveau actuel ;
- Progression des recettes à hauteur de 47 Millions d'euros par an, liée à une augmentation de la fréquentation des réseaux et à une stabilité en euros constants de la recette par usager ;
- Effort de maîtrise des coûts kilométriques et rationalisation des réseaux

Ainsi que l'a démontré le document discuté en Conseil de Métropole le 26 septembre 2019, la gratuité des transports de traduirait par un besoin de financement supplémentaire de l'ordre de 200 Millions d'euros. Le PDU n'a pas retenu cette hypothèse faute de pouvoir identifier les moyens de couvrir cette dépense supplémentaire.

Les approches territoriales et thématiques

La nature multipolaire et la très grande taille de la Métropole nécessitent de construire un projet à deux niveaux : la stratégie, la priorisation, la cohérence à l'échelle métropolitaine ; la proximité, la subsidiarité, l'appropriation par les habitants ou les communes à une échelle locale. Six bassins de mobilités ont donc été identifiés sur la base de différentes études et outils d'analyse territoriale. Ils ont été subdivisés par la suite en 25 bassins de proximité sur la base de critères de continuité, de cohérence, de densité. C'est sur ces périmètres que les actions du PDU seront déclinées, à l'issue de son approbation, dans le cadre des futurs plans locaux de mobilité. Ils déclineront un programme relativement précis tout en laissant aux acteurs locaux des marges de manœuvre à travailler avec eux.

L'approche par modes présentée précédemment, de même que l'approche par territoires évoquée ci-dessus doivent être complétées par une vision transversale mettant un accent particulier sur 7 thèmes à fort enjeux métropolitains : l'enseignement et la jeunesse, les zones d'activité et d'emploi, le tourisme, les loisirs et la vie la nuit, la cohésion sociale, la logistique et la cohérence entre urbanisme et transports.

L'annexe accessibilité

Les importants projets de développement et de rénovation du réseau vont permettre de finaliser la mise aux normes d'accessibilité du réseau et des points d'accès, notamment dans les PEM. Les services spécifiques qui seront développés, ainsi que la prise en compte du handicap dans tous les leviers, permettent d'intégrer les enjeux d'accessibilité au cœur des projets en vue de créer une Métropole pleinement accessible à tous.

Le rapport environnemental

Dans un souci de cohérence métropolitaine, l'état initial de l'environnement a fait l'objet d'une étude commune avec le PCAEM. Une méthode par indicateurs a permis d'apprécier l'impact des leviers du PDU sur l'environnement. La qualité de l'air, l'impact climatique et le bruit ont fait l'objet d'une modélisation par des opérateurs spécialisés. L'analyse environnementale du projet a été effectuée par leviers ainsi que par thématiques environnementales. La méthodologie retenue a permis d'évaluer l'impact environnemental potentiel pour chaque opération. Ainsi, le projet présente un impact globalement très positif sur l'environnement.

De l'arrêt du projet le 19 décembre 2019 à son approbation

A l'issue de l'arrêt du projet de PDU, l'ensemble du dossier sera transmis aux personnes publiques associées et à tous les autres organismes devant être consultés, notamment l'Autorité Environnementale, qui disposeront d'un délai de trois mois pour rendre leur avis. Le projet de PDU, tel qu'arrêté accompagné des avis personnes publiques associées et de l'autorité environnementale sera soumis à enquête publique avant d'être soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 112-840/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités des actions de l'agenda de la mobilité métropolitaine Année 2018 et 2019

Information du Conseil de Territoire DPMOD 19/18191/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'agenda de la mobilité est le premier document « politique » approuvé par le Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016. Il marque l'engagement des élus de la Métropole Aix-Marseille-Provence à agir efficacement et durablement pour résoudre le problème majeur concernant la mobilité de ce vaste territoire multipolaire.

Adopté à l'unanimité par les élus de la Métropole, l'agenda se décline en 4 priorités :

- 1- Doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et augmenter de 50% celui des transports locaux
- 2- Rendre tous les réseaux accessibles aux personnes à mobilité réduite
- 3- 3 habitants sur 4 seront à moins de 15 minutes d'un arrêt premium en 2025

- 4- Augmenter de 25% les déplacements actifs

Il prévoit ainsi toute une série d'opérations très diverses techniquement permettant d'améliorer toutes les composantes du système de mobilité depuis les outils numériques du système d'information voyageurs aux infrastructures de transports et Pôles d'échanges. L'ambition est d'encourager le report modal pour sortir du « tout-voiture », en offrant un système de mobilité performant, multimodal, innovant et propre au 1,8 million de métropolitains.

Le mot agenda a été choisi à dessein. Issu de la racine latine, « choses qui doivent être faites ». Ce document ne se contente pas d'annoncer des propositions et de lister des projets, il engage la Métropole sur un calendrier précis de réalisation, et se soumet à une règle vertueuse d'évaluation annuelle de la progression de la mise en œuvre de ce programme d'actions.

Le présent document se veut donc, au-delà d'un état d'avancement point par point des mesures de l'Agenda, une mise en perspective de l'action engagée depuis près de deux ans dans ce domaine ô combien stratégique de la construction d'un territoire attractif.

C'est la raison pour laquelle, il est proposé au conseil métropolitain un rapport d'activités des actions de cet agenda de la mobilité métropolitaine afin de faire le point sur des choses qui doivent être faites » et qui ont été réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du

Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activités.

PROX 113-841/19/CT

■ **CT1 - Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération - Amélioration de 10 lignes structurantes du réseau de la Régie des Transports Métropolitains - Phase 1 : Travaux Lignes 19, 18 et 15**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18187/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Afin d'améliorer l'offre de transports urbains, interurbains et scolaires pour la rendre plus attractive, la Métropole Aix-Marseille-Provence veut engager des études et des travaux d'aménagement sur les années à venir.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite ainsi améliorer la vitesse commerciale des 10 lignes de bus les plus fréquentées, dites lignes « structurantes », du réseau de la Régie des Transports Métropolitains

(RTM) : 15 - 18 - 19 - 25 - 31 - 32 - 70 - 72 - 89 - 81. Ces lignes transportent quotidiennement 132 000 personnes (soit le tiers de l'ensemble de la population qui utilise du réseau de bus marseillais).

Améliorer la vitesse commerciale d'en moyenne 2 kilomètre/heure induirait un gain de parcours de 5 à 10 minutes selon les lignes et permettrait donc de gagner en productivité.

La démarche engagée a pour finalité de :

- Favoriser l'usage des transports en commun et l'inter-modalité, en assurant le développement d'axes performants ;
- Améliorer la desserte de secteurs non directement desservis par le métro ou le tramway ;
- Optimiser le coût du transport, notamment en augmentant la vitesse commerciale des bus.

Il est prévu dès 2020, une première phase de travaux portant sur trois lignes 15 - 18 - 19

Les travaux porteront sur :

- La modification des trames circulatoires dans les secteurs congestionnés pour restituer l'espace aux piétons, aux vélos et aux transports en commun ;
- L'amélioration des sections courantes, pour faciliter la circulation des bus ;
- La priorisation des bus sur toutes les installations de feux tricolores (carrefours à feux et passages piétons gérés par feux) ;
- L'amélioration des carrefours et intersections, la création de section de couloirs de bus pour fluidifier la circulation et faciliter le passage des bus ;
- La modification ou le déplacement des points d'arrêt lorsque cela est nécessaire pour faciliter l'accès aux bus et améliorer la circulation des véhicules ;
- La modification et l'amélioration des zones de stationnement et des points de dépose minute, notamment aux abords des établissements publics et des lieux de vie ;
- La modification des terminus pour faciliter la manœuvre des véhicules ;
- La mise en accessibilité des points d'arrêt de ces lignes est prévue d'être faite de manière concomitante, en suivant la chronologie décrite dans l'agenda de mise en accessibilité des transports (Ad'Ap).

Cette première phase de travaux portant sur les trois lignes de bus 19, 18 et 15 se déroule selon le calendrier prévisionnel suivant :

- 2^{ème} trimestre 2020 : démarrage des travaux de la ligne 19

- 3^{ème} trimestre 2020 : démarrage des travaux des lignes 15 et 18

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention portant sur cette première phase de travaux auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.
Le coût prévisionnel du volet travaux de cette première phase est estimé à 12 000 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental 13 « Plan Mobilité »	50 %	6 000 000 euros
Etat « DSIL 2020 »	10 %	1 200 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	4 800 000 euros
TOTAL	100 %	12 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération - Amélioration de 10 lignes structurantes du réseau de la Régie des Transports Métropolitains - Phase 1 : Travaux Lignes 19, 18 et 15.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 114-842/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention passée entre la Région Sud et la Métropole pour le financement des renforts de services de transport routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence - 2e phase

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 19/18181/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Les travaux ferroviaires du projet MGA2 (Marseille-Gardanne-Aix phase 2), conduits par la Région Sud – Provence – Alpes – Côte d'Azur et programmés sur 4 ans (2018 / 2021), ont imposé en 2018 des interruptions de circulation des trains, pour une période de 2 mois (juillet / août), puis pour les années 2019-2020-2021 une interruption de circulation des trains pour une période de 4 mois (juillet / octobre).

Par ailleurs et pour faciliter la mobilité globale des voyageurs sur le territoire, une tarification combinée (Pass Intégral) a été mise en place à partir de février 2018 par la Région et la Métropole, intégrant l'ensemble des services de mobilité disponibles sur le territoire métropolitain, y compris les services TER. Indépendamment de la compétence des Autorités Organisatrices Région et Métropole ou des opérateurs, ces titres sont donc acceptés à bord des trains et des cars.

Dans un souci de garantie de la continuité du service public de transport offert, il a été proposé et approuvé en 2018 une convention par laquelle la Région subventionne les services supplémentaires mis en place par la Métropole au titre de sa compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Sont particulièrement visés les services réguliers commerciaux de cars opérés entre Aix-en-Provence et Marseille, mais également des lignes secondaires concernées par les travaux sur l'ensemble de l'itinéraire :

- Ligne 50 (Aix / Marseille, direct par autoroute), renforcée avec des véhicules double-étages,
- L51 (Aix / Marseille, par RD8N),
- L53 (Aix - La Duranne / Marseille),
- L49 (Aix - Jas de Bouffan / Marseille - Arenc),
- L64 (Trets / Gardanne / Marseille),
- Ligne Pays d'Aix Mobilité 100 (Pertuis / Aix).

La convention initiale portait sur une subvention de 15 810 euros HT au titre de l'année 2018, soit pour 2 mois de travaux, correspondant à des renforts limités sur la période estivale.

Pour les années 2019 à 2021, les travaux portant également sur les mois de septembre et octobre et compte tenu de l'augmentation des fréquentations constatée en 2019, supérieures en moyenne à 15% sur des périodes comparables, il a été prévu d'augmenter substantiellement l'offre de services et pour la Région de compenser la Métropole à hauteur de :

- 135 000 euros/HT pour la période de travaux (4 mois),
- 165 000 euros/HT pour la période hors travaux (8 mois).

Soit un montant forfaitaire annuel de 300 000 euros/HT au titre des années 2019, 2020 et 2021.

Au vu de l'exposé qui précède et de l'avenant à la convention annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°1 à la convention passée en 2018 entre la Région Sud – Provence – Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence, 2^e phase (MGA2) avec une subvention annuelle forfaitaire de 300 000 euros/HT pour les années 2019, 2020 et 2021 au bénéfice de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention passée entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transport routiers occasionnés par les travaux ferroviaires (MGA2) entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence – 2e phase.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 115-845/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 relatif à la convention conclue avec la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport aux sinistrés des logements évacués de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18182/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Ville de Marseille devant la mise en péril de certains bâtiments privés ou publics a pris la décision d'évacuer les personnes y habitant et de les reloger temporairement à ses frais.

Pour faciliter les déplacements dans la ville de ces personnes en grande difficulté, la Métropole a décidé de leur fournir gratuitement des titres de transport leur permettant ainsi, de réaliser plus aisément les démarches indispensables à leur

relogement et à la prise en charge de leurs différents dossiers administratifs.

Les bénéficiaires de ces titres de transport gratuits sont identifiés par la Ville de Marseille après l'instruction par ses services des dossiers de demande de titres gratuits.

Ainsi une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille définit ces modalités, celle-ci s'achève le 27 mai 2020.

A la demande de la Ville de Marseille, il est proposé de prolonger cette convention jusqu'au 31 décembre 2020 dans les mêmes conditions financières.

La Métropole prend en charge intégralement le coût lié à cette distribution de titres, laquelle est évaluée à 120 000 euros par trimestre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°1 relatif à la convention n° 19/0350 conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la distribution de titres de transport pour les sinistrés des logements évacués de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 116-846/19/CT

■ CT1 - Mise en œuvre d'une Zone à Faibles Emissions Mobilité sur le centre-ville élargi de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18190/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

I. Contexte

Après avoir engagé deux procédures précontentieuses à l'égard de la France pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et de dioxyde d'azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions en vue de réduire cette pollution chronique, la Commission européenne a engagé en mai 2018 une procédure contentieuse de recours en manquement pour non-respect des seuils de dioxyde d'azote (NO2).

Puis par arrêt du 24 octobre 2019, la Cour de Justice de l'Union Européenne a condamné la France « pour manquement aux obligations issues de la directive qualité de l'air ». La justice européenne estime que « la France a dépassé de manière systématique et persistante la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote (NO2), et ce depuis le 1er janvier 2010 ».

Douze agglomérations françaises sont concernées par ces dépassements principalement liés au trafic routier dont celle de Marseille-Aix. En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence (7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs situés à proximité des pôles industriels.

La pollution chronique correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentration sur une année. Il s'agit de niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

Un des axes majeurs de l'Agenda de la Mobilité, approuvé le 15 décembre 2016 par le Conseil Métropolitain, est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire.

La politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux de circulation routière et sur l'environnement, pour moins de congestion routière et moins de pollution sur son territoire.

Le 8 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée aux côtés de l'Etat, de France Urbaine et de quatorze autres territoires nationaux à déployer une première ZFEm.

Lors du Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018, la Métropole a formalisé cet engagement par l'approbation d'une délibération qui a permis d'engager une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une ZFEm notamment dans le centre de Marseille.

La mise en place d'une ZFEm est également actée dans de l'Agenda Environnemental, mis en œuvre conjointement par la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône.

Les Zones à Faibles Emissions mobilité sont des territoires sur lesquels est instaurée une restriction de la circulation avec :

- ✓ Un périmètre donné
- ✓ Des plages horaires ou de manière permanente
- ✓ Certaines catégories de véhicules, en fonction de leur vignette Crit'Air et donc de leur niveau de pollution.

Cette mesure vise à réduire la pollution chronique liée au trafic routier ainsi que le nombre d'habitants qui y sont exposés.

Portée lauréate le 16 avril 2019 de l'appel à projets national ADEME « Accompagnement pour

déployer des ZFEm en vue d'améliorer la qualité de l'air », au même titre que 18 autres territoires, la Métropole Aix-Marseille-Provence définit actuellement dans le cadre d'une étude de préfiguration la stratégie de mise en œuvre de cette future ZFEm, et en particulier :

- ✓ Son périmètre et les jours ou plages horaires sur lesquels elle sera appliquée
- ✓ Son évolutivité dans le temps en matière de restrictions par vignettes Crit'Air autorisées à circuler pour chaque catégorie de véhicules
- ✓ Les modalités des éventuelles dérogations
- ✓ Les mesures d'accompagnement.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre une ZFEm selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités, le gouvernement a proposé de remplacer ce terme par « Zone à Faibles Emissions mobilité », sans en modifier a priori le cadre réglementaire de mise en œuvre.

II. Le Calendrier du projet et des études

Les étapes obligatoires destinées à dimensionner une telle mesure aux enjeux locaux liés à la qualité de l'air du territoire sont les suivantes :

- ✓ Une étude de préfiguration
- ✓ La consultation réglementaire du public et des parties prenantes sur le projet
- ✓ Les travaux de voirie et de signalisation du périmètre.

Eu égard à la situation sanitaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager un calendrier ambitieux et très resserré des études, dans l'objectif de proposer dans les meilleurs délais des mesures favorables à une amélioration de la qualité de l'air pour les habitants de son territoire.

L'étude de préfiguration débutée en août 2019 et prévue sur une durée de 9 mois se décompose en trois phases.

La première phase prévoit de sélectionner le périmètre d'étude.

La deuxième phase permet ensuite d'étudier dans le détail trois scénarii différenciés pour les modalités de mise en œuvre, les impacts estimés sur l'émission de polluants et les impacts socio-économiques de la future ZFEm. Il s'agit aussi d'identifier les mesures d'accompagnement pour les publics les plus impactés.

Enfin la troisième phase de l'étude consiste à rédiger les documents réglementaires : rendu de l'étude de préfiguration et projet d'arrêté de

circulation pour la mise en œuvre de la future ZFEm.

La consultation réglementaire des parties prenantes (trois mois minimum) puis du public (trois mois minimum) sera ensuite menée sur la base des rendus de l'étude de préfiguration à partir de juillet 2020.

La préparation de la mise en œuvre de six mois comprend des travaux de voirie et de signalisation dédiée. Cette période de transition sera aussi l'occasion de lancer une campagne de communication auprès du public sur la ZFEm et de mettre en place les premières mesures d'accompagnement.

En conséquence, la mise en œuvre de la ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence est programmée pour juillet 2021.

III. Le portage partenarial et la gouvernance

Le portage partenarial du projet de ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence est constitué des représentants de la DREAL Paca, de la Préfecture des Bouches du Rhône, de l'ARS Paca, de l'ADEME Paca, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de la Ville de Marseille, de la Préfecture de Police des Bouches du Rhône, de la CCI Marseille Provence, de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise ainsi que d'AtmoSud qui est l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air du territoire régional.

Ces acteurs porteurs de la démarche sont mobilisés dans le cadre des différents groupes de travail ainsi que du Comité technique et ce pour chacune des deux premières phases de l'étude de préfiguration.

Le Comité de pilotage restreint est composé de trois élus de la Métropole Aix-Marseille-Provence, trois élus de la Ville de Marseille ainsi que d'un représentant de l'Etat.

IV. Le périmètre d'étude

La première ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernera le centre-ville élargi de Marseille, qui concentre la majorité des personnes exposées à une pollution chronique. Toutefois, les études en cours s'attachent à en étudier les impacts à l'échelle du territoire métropolitain. L'opportunité de création d'autres ZFEm sur le territoire métropolitain est d'autre part toujours étudiée.

La phase 1 de l'étude de préfiguration et dont l'objectif est le choix du périmètre d'étude a été menée d'août à octobre 2019.

La méthodologie utilisée repose sur différents critères d'évaluations appliquées à quatre périmètres étudiés : superficie totale, nombre d'habitants, nombre d'emploi, nombre de scolaires, populations exposés à la pollution actuelle (dioxyde d'azote et particules PM10), localisation de l'offre des lignes structurantes des transports en commun.

A l'issue de cette phase, les membres du Comité de pilotage du 21 octobre 2019 ont retenu un périmètre permettant d'engager la poursuite des études (scénarii de déploiement et étude des impacts sociologiques et économiques). Celui-ci présente le meilleur compromis entre efficacité environnementale et acceptabilité sociale de la future ZFEm.

Ce périmètre présente l'avantage d'être particulièrement lisible pour les usagers, puisqu'il correspond à l'intérieur des boulevards de ceinture : Littoral - Euroméditerranée 1 et 2 – Lesseps – Plombières – Jarret – Rabatau – Prado 2. Il coïncide à peu de choses près au périmètre retenu par le Préfet pour le dispositif d'urgence (circulation différenciée) en cas de pic de pollution et tel que défini par l'arrêté du 7 juin 2019. L'adaptation de ce périmètre de circulation différenciée avec le périmètre de la future ZFEm, lorsque celui-ci sera arrêté, sera proposée au Préfet pour une mise en cohérence des deux réglementations.

Il s'agit également d'une zone bien desservie par les transports en commun lourds (métro, tram, BHNS). De plus, la présence de nombreux parkings offre l'avantage de favoriser le report modal pour les usagers qui ne pourraient accéder à la future ZFEm. Même si sa superficie de 19,5 km² reste limitée au regard des périmètres ZFEm des autres grandes métropoles françaises déployant actuellement ce type de mesure, ce périmètre est très ambitieux en termes de population. En effet, 314 000 habitants résident sur ce territoire, qui comprend aussi 172 000 emplois et 42 000 scolaires. Cette zone englobe ainsi la grande majorité de la population exposée à une pollution chronique à Marseille (82% de la population de la Métropole Aix-Marseille-Provence exposée à une pollution chronique de dioxyde d'azote).

Voir la cartographie fournie en Annexe 1.

Ce périmètre d'étude reste susceptible d'être ajusté à l'issue des travaux menés.

V. La méthodologie pour l'élaboration du scénario

La phase 2 de l'étude de préfiguration se déroule de novembre 2019 à février 2020. Elle consiste à la comparaison de trois scénarii détaillés de mise en œuvre dans le temps de la ZFEm. De nombreux groupes de travail seront organisés avec les partenaires, les professionnels et les associations de la société civile pour évaluer les différents scénarii : plage horaire, catégories de véhicules impactées, vignettes crit'air concernées, dérogations, modalités de contrôle.

La computation d'éléments comparatifs permettant un choix éclairé de scénario sera aussi produite : estimation de la réduction des émissions de polluants et estimation des impacts sur les reports de trafic en dehors du périmètre retenu.

En complément et à la demande des élus, une étude complémentaire des impacts sociologiques et économiques de la mise en place de cette future ZFEm est aussi menée. Des enquêtes auprès des professionnels (artisans, commerçants, logisticiens et transporteurs), des acteurs du territoire ainsi que des habitants permettront de connaître les impacts de la future ZFEm et de cibler les mesures d'accompagnement pour favoriser son acceptabilité sociale.

La présente délibération vise à informer le Conseil Métropolitain du calendrier général, de la méthodologie ainsi que du périmètre d'étude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur la Mise en œuvre d'une Zone à Faibles Emissions mobilité sur le centre-ville élargi de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 117-847/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18183/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives.

Les questions d'accès à l'emploi en transports en commun, les services de Conseil en Mobilité spécifiques que requièrent les publics en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion, ainsi que les préoccupations des employeurs quant à l'attractivité des bassins dans lesquels ils pourvoient de l'emploi, constituent un des angles de prise en considération de ces enjeux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser la promotion de toutes les mobilités vers l'emploi, ainsi que le conseil et l'accompagnement nécessaire aux publics en recherche ou en

insertion, par la mise en place d'un soutien financier.

L'association La Maison de l'Emploi (MDE) créée en 2006, a pour objectif l'accompagnement vers l'emploi et l'insertion professionnelle. Dans le cadre de ses objectifs, elle porte depuis 2010 un ensemble d'actions tournées vers la mobilité durable, visant à promouvoir les mobilités à destination d'un public en recherche d'emploi ou d'insertion professionnelle, en se rapprochant des employeurs potentiels notamment par des démarches spécifiques à des filières ouvertes aux actions d'insertion de la MDE.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à l'usage de toutes les mobilités adaptées à son public, en pratiquant également un travail de cohésion entre différents acteurs et leurs services en matière de mobilité inclusive.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et multi partenariale, les actions de l'association soutenues au titre de la compétence Mobilité et Transports par la Métropole Aix-Marseille-Provence se répartissent et définissent comme suit :

- Management de la Mobilité (ou Action 1)
Impulser des actions de mobilité durable favorisant l'insertion sociale et professionnelle, à partir de temps d'échanges thématiques permettant la consultation des acteurs et la livraison de travaux thématiques auprès d'entreprises, de services de l'emploi, de formation et insertion.
Assurer l'animation d'événements répondant aux enjeux de sensibilisation à l'offre de services de mobilités alternatives et de l'Autorité Organisatrice des Mobilités.
Valoriser des actions favorisant les solutions de mobilité durable des partenaires et associations, fédération des acteurs et opérateurs de mobilité de la Métropole autour de réflexions thématiques (Meet-Up Mobilité, petits déjeuners mobilité, Villages de la Mobilité, entre autres...).
- Accompagner des recruteurs dans la prise en compte et l'intégration des problématiques liées à la mobilité des futurs salariés, publics en recherche d'emploi ou en insertion professionnelle, dans leurs plans de recrutement.
- Impulser des initiatives dans le domaine de la mobilité au sein des entreprises en fédérant des salariés autour d'un événement commun (ex. : trophées entreprises, jeux mobilité, kits entreprises).

- Accompagnement à la mobilité des habitants de St Mauront/Parc Bellevue/La Castellane/La Bricarde (ou Action 2)
Favoriser la mobilité alternative des QPV en accompagnant les populations fragiles par la recherche de solutions de mobilité et la sensibilisation à la mobilité durable, accompagner les projets de territoire sur la thématique de la mobilité, optimiser les aides de droit commun en garantissant une sortie de dispositif rapide et des solutions pérennes de mobilité liées à l'insertion et à l'emploi.
- Centrale de mobilité dédiée aux publics en insertion et aux salariés précaires (ou Action 3)
Valoriser les solutions de mobilité durable et mieux orienter les publics spécifiques de la Maison de l'Emploi par la mise à disposition d'un espace d'échanges, de formation et de dispositifs de levée des freins à la mobilité dans le cadre de parcours d'insertion de salariés précaires (diagnostics et aides matérielles).

Afin d'obtenir un soutien à ces actions, la Maison de l'Emploi a déposé une demande de subvention pour un montant total de 120 000 euros au titre du renouvellement et du renforcement des actions initiées l'année précédente.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des mobilités durables, afin de consolider et poursuivre le déploiement du plan d'actions en faveur de l'accès à l'emploi et d'une meilleure mobilité pour l'insertion professionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 95 000 euros à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 118-848/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association La Cité des Entrepreneurs - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/18184/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives.

Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air, constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal par l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » pour développer ou promouvoir les mobilités durables.

La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée, créée en 2000, met en place des actions destinées à faciliter les échanges, accueillir, informer, établir des passerelles entre les entreprises installées sur le périmètre d'Euroméditerranée ou attirées par ce grand projet de renouvellement urbain et de développement économique.

L'association œuvre en faveur de l'insertion, l'emploi, la formation, l'innovation, des enjeux de développement durable, de RSE et d'attractivité du territoire, mais également de la mobilité.

Malgré la présence d'une offre de mobilité exhaustive, la voiture personnelle reste l'un des moyens privilégiés pour se rendre sur le territoire d'Euroméditerranée, dans le cadre des déplacements domicile-travail.

Dans le cadre de son objet, l'association prévoit en 2020 de programmer une action spécifique dans le domaine de l'accompagnement de la Mobilité, portant sur l'accompagnement des entreprises sur les questions de mobilité.

Ainsi, elle entend aider les entreprises du territoire dans leurs démarches de mise en place de plans de mobilité, en proposant un interlocuteur neutre (le Conseiller Mobilité) qui pourra informer et accompagner les entreprises pour la mise en place des plans de mobilité, en intervenant auprès des salariés pour promouvoir les modes de déplacement alternatifs à l'autosolisme.

Les objectifs de son action sont de :

- Réduire la pollution et la congestion sur le territoire d'Euroméditerranée en favorisant le report vers des modes de déplacement alternatifs à l'autosolisme (autopartage, covoiturage, transport en commun, modes actifs) ;

- à terme, contribuer à l'amélioration du cadre de vie sur le territoire en faisant du périmètre Euroméditerranée une zone de circulation apaisée.

La Cité des Entrepreneurs a déposé une demande de subvention de 20 000 euros pour le financement de cette action. Le budget prévisionnel de l'action est fixé à 55 968 euros.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la mobilité et du développement des Plan de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, et afin de poursuivre le déploiement de PDM ET PDMIE (Plans de Mobilité et Plans de Mobilité Interentreprises) et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir l'association La Cité des Entrepreneurs en lui attribuant une subvention globale de 10 000 euros au titre de l'année 2020 pour l'action accompagnement des entreprises d'Euroméditerranée sur les questions de mobilité, soit 17,86 % du budget prévisionnel de l'action.

Les modalités de versement de la subvention, conformes au règlement budgétaire et financier de la Métropole, sont détaillées dans la convention jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'attribution d'une subvention à l'association La Cité des Entrepreneurs pour 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 119-849/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention pour l'année 2020 au profit de l'association Collectif Vélos en Ville - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18188/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'association Collectif Vélos en Ville - CVV - a pour objet de sensibiliser, de former et de faire participer le public le plus large possible au développement de la pratique du vélo en ville. L'association compte environ 200 bénévoles et 1600 adhérents et dispose d'un local sur Marseille centre-ville.

Outre l'animation d'un atelier de réparation solidaire, elle propose des vélos écoles adultes et des actions de sensibilisation à la pratique du vélo en ville auprès d'un large public. En parallèle, elle participe à des réunions régulières avec la Métropole sur la question des aménagements

cyclables et des services vélos en ville.

Au vu des objectifs et actions de l'association et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein du plan vélo métropolitain 2019-2024, il est proposé de soutenir cette association suivant des modalités définies dans la convention d'objectif ci-jointe pour l'année 2020.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 20 000 euros en fonctionnement global et de 20 000 euros en fonctionnement spécifique pour l'organisation de la fête du vélo 2020 à cette association, soit la somme de 40 000 euros, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'attribution d'une subvention à l'association Collectif Vélos en ville pour 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 120-850/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Ramdam

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18189/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'association Rassemblement d'Associations pour les Modes de Déplacements Alternatifs – RAMDAM - dans la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour objet d'être une force de propositions pour le développement du vélo, de la marche et des transports publics sur le territoire métropolitain. Elle coordonne six associations spécialisées dans la promotion des modes actifs (ADAVA- APROVEL- LVDE- Action vélo- Vélo sapiens et CVV).

L'association a déposé une demande de subvention pour deux actions spécifiques :

- 1- L'organisation d'une journée consacrée aux modes actifs, le 12 juin 2020.
- 2- Le développement d'une application web qui permet d'enregistrer, filtrer et transmettre les observations et des propositions liées aux aménagements cyclables.

Au vu des objectifs de l'action proposée d'organisation de la journée consacrée aux modes actifs par l'association RAMDAM et de sa cohérence avec les objectifs inscrits au sein du plan vélo métropolitain, il est proposé de soutenir l'association RAMDAM pour la réalisation de cette action.

Il est proposé d'accorder une aide d'un montant de 3200 euros TTC à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'attribution d'une subvention à l'association RAMDAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 121-851/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Etincelle 2000

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18192/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'association Etincelle 2000 sollicite une participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de pérenniser les actions en faveur des personnes en situation de handicap pour faciliter leur insertion sociale : aides administratives, service d'aide à la mobilité, sensibilisation au handicap, ateliers participatifs.

La Métropole a conforté son soutien à cette association en lui attribuant une subvention de 6 000 euros en 2016, de 7 000 euros en 2017, de 8 000 euros en 2018 et de 10 000 euros en 2019.

Pour l'année 2020, l'association sollicite une participation financière de la Métropole à hauteur de 10 000 euros pour lui permettre à la fois de pérenniser et développer ses actions en faveur de la mobilité pour tous.

L'association Etincelle 2000, association de type loi 1901 basée à Gardanne, existe depuis décembre 1999. Elle compte 232 adhérents en 2018 et 167 sur le premier semestre 2019, sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aix et plutôt sur le bassin minier de Provence ; elle intervient sur le périmètre du département des Bouches du Rhône.

Cette association propose aux personnes titulaires de la carte d'invalidité à 80 % résidant sur le Territoire du Pays d'Aix et adhérent de l'association, les services suivants :

- Aide administrative et aide de financement : 114 personnes ont pu bénéficier de ce service en 2018 (81 personnes recensées sur le premier semestre 2019).

- Sortie à thème et ateliers : 6 sorties à thème avec 27 personnes qui y ont participé et 23 ateliers ont été organisés en 2018 avec 10 adhérents qui y ont participé (11 sur le premier semestre 2019).

- Sensibilisation au handicap (déficience visuelle et personnes en fauteuil roulant) avec atelier adapté selon les publics : notamment, 15 interventions en milieu scolaire ainsi que des interventions grand public ont eu lieu en 2018 (16 sur le premier semestre 2019).

- Service d'aide à la mobilité : ce service fonctionne 7 jours sur 7 et est assuré par 4 chauffeurs accompagnateurs. Il assure des transports liés aux activités de loisirs, professionnelles et aux

démarches administratives (hors scolaire et médical) sur Gardanne et sur le bassin minier et par extension en direction de l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, voire départemental : 46 adhérents ont bénéficié du service d'accompagnement en 2018 et les déplacements professionnels quotidiens de 8 travailleurs handicapés ont pu être assurés. 3 032 accompagnements dont 317 le week-end ont été effectués en 2018 (2. 379 accompagnements sur le premier semestre 2019) et 49 267 kms parcourus en 2018 (42 397 kms sur le premier semestre 2019).

L'association Etincelle 2000 fonctionne sur la base du bénévolat (en dehors des conducteurs accompagnateurs salariés). Elle emploie également 6 salariés (dont 5 CDI et un contrat aidé répartis comme suit : 3 chauffeurs accompagnateurs, 1 secrétaire comptable, un directeur).

L'association est en contact avec d'autres associations comme le réseau PARCOURS et l'APAF (Association Provençale d'Aide Familiale) qui orientent vers elle, les personnes handicapées pour faciliter leur socialisation.

Au titre de l'année 2020, l'association a sollicité un montant total de financement de 133 877 euros (budget prévisionnel 2020) :

- la Métropole AMP 10 000 euros
- les communes 10 000 euros
- le Département 13 85 000 euros
- Agence de services et de paiement 4 173 euros
- Organismes sociaux 6 500 euros
- Autres établissements publics 18 204 euros

La demande de subvention auprès de la Métropole représente 7,469 % du budget prévisionnel 2020.

Il est proposé de soutenir l'association Etincelle 2000 au titre de ses actions menées en faveur de la mobilité dite « inclusive » auprès des personnes en situation de handicap, à hauteur de 10. 000 euros.

Les modalités de versement de la subvention, conformes au règlement budgétaire et financier de la Métropole, sont les suivantes :

- un acompte de 80 %

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la

signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'attribution d'une subvention à l'association Etincelle 2000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 122-853/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK FRANCE, et la Société ARTPLEXE, concernant la réalisation d'un complexe cinématographique Square Léon Blum à Marseille 1er arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17897/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de concession n° 91/354 du 02 avril 1991, le parking Gambetta sis allées Léon Gambetta à Marseille (1er arrondissement).

Par délibération TRA 011-3687/18/BM en date du 18 mai 2018 le Bureau de la Métropole a approuvé la convention d'intervention tripartite, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France et la Société ARTPLEXE qui entériné que la Société ARTPLEXE Canebière allait construire un parking au-dessus du parking GAMBETTA, aujourd'hui exploité par la société QPARK.

Dans le cadre de ce projet, la société ARTPLEXE doit réaliser des travaux de confortement et de renforcement très importants sur les 3 niveaux du parking.

Ces derniers induisent la suspension temporaire d'utilisation de places de stationnement, étant précisé que lesdits travaux seront réalisés par

phases entraînant la fermeture des différents niveaux du parking, ainsi que la perte définitive de places de stationnement.

C'est dans ce cadre et afin de respecter l'ensemble des contraintes techniques, économiques et de sécurité de cet établissement recevant du public «ERP de type Parc de Stationnement», que les parties se sont rapprochées afin de mettre en œuvre une convention d'intervention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le concessionnaire du parking Gambetta, QPARK France et la Société ARTPLEXE.

Depuis l'approbation de cette convention, la Société Artplexé a approfondi les études du cinéma et s'est trouvée dans l'obligation de modifier le système structurel qui va soutenir le cinéma.

Cette évolution a, par voie de conséquence, un impact sur le parking Gambetta situé en-dessous. Ainsi, le nombre de places supprimées initialement évalué à une dizaine dans la convention est passé à une cinquantaine.

Afin de ne pas entraver la réalisation de ce nouveau complexe cinématographique dans le cœur de Marseille, il est convenu d'établir un avenant à la convention tripartite initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le contrat de délégation de service public n° 91/354 du 2 avril 1991 et ses 4 avenants ;
- La délibération TRA 011-3687/18/BM du 18 mai 2018 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention tripartite ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'offre cinématographique présente dans le centre-ville de Marseille est insuffisante ;
- Que la Société ARTPLEXE Canebière a présenté un projet de réalisation d'un complexe cinématographique intéressant de la Ville de Marseille ;
- Que l'offre cinématographique présente dans le centre-ville de Marseille est insuffisante ;
- Que le futur ouvrage ARTPLEXE vient s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking public métropolitain «Gambetta» puisqu'il sera réalisé en partie, au-dessus de ce parking souterrain, concédé par la Métropole à la Société QPARK France, jusqu'au 2 décembre 2021 ;
- Qu'il convient donc de garantir la continuité du service public et la sécurité des usagers avant, pendant et après les travaux de réalisation du complexe cinématographique ARTPLEXE ;
- Que l'évolution du projet de structure du Cinéma rend nécessaire la suppression définitive de places de stationnement du parking GAMBETTA ;
- Que dans ce cadre il s'avère nécessaire d'établir un avenant à la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France et la Société ARTPLEXE.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération concernant l'approbation de l'avenant n°1 à la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France, et la Société ARTPLEXE, concernant la réalisation d'un complexe cinématographique Square Léon Blum à Marseille 1^{er} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 123-854/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 4 à la convention relative à la gestion du parking du Rouet avec la commune de Carry-le-Rouet

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18171/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est autorité organisatrice de stationnement depuis le 1^{er} janvier 2016.

Dans ce cadre elle gère l'ensemble des parcs de stationnement publics sur son territoire. Compte tenu des contraintes de fonctionnement particulières, dues essentiellement, à sa forte attractivité saisonnière, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au droit de laquelle, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016, et la Mairie de Carry-le-Rouet ont convenu par convention de juin 2013, qu'il était préférable de confier la gestion de proximité de cet équipement à la commune.

Dans ce cadre, la Ville de Carry-le-Rouet, entretient, exploite le parking et la Métropole assure la gestion de la régie financière, par ses propres moyens. Chaque année et au regard des justificatifs transmis, la Métropole rembourse à la Ville les frais de personnel et ceux inhérents à l'entretien de l'équipement et au gardiennage.

Les moyens humains déployés sur le site s'avèrent insuffisants et doivent être complétés par du personnel saisonnier que la Métropole Aix-Marseille-Provence devra affecter dès la saison payante 2020 (du 1^{er} mai au 30 septembre) pour assurer un fonctionnement optimal du parc, la

commune de Carry-le-Rouet ne disposant pas de ce type de personnel en interne.

Par ailleurs, le parking de Carry-le-Rouet est composé de deux parties dont une d'une capacité de 84 places environ, située en face de l'école de voile et de la salle communale polyvalente du « Grand Bleu » est accessible toute l'année, alors que la seconde partie (380 places) n'est ouverte que durant la période courant du 1^{er} mai au 30 septembre.

La commune connaît depuis trois ans, une recrudescence de manifestations sportives et culturelles nécessitant le stationnement de nombreux visiteurs. Dans ce cadre, la ville de Carry-le-Rouet a saisi la Métropole au mois de janvier 2019, afin de pouvoir bénéficier d'une autorisation d'occupation temporaire pour une durée de 12 ans, à compter du 1^{er} janvier 2020, moyennant le versement d'une redevance de 10 000 euros HT par an (valeur 2020) afin de pouvoir disposer d'un espace de 70 places situées en entrée du parc, durant toute l'année.

Cette partie était ouverte jusqu'à présent à tous les usagers du parc, y compris durant la période hivernale. Aussi et afin de pérenniser une offre de stationnement en dehors de la période estivale, cinquante places resteront disponibles et gratuites sur la partie B du parc.

Afin d'éviter tout acte de délinquance, cet espace de stationnement sera circonscrit par un dispositif adéquat que la commune sera chargée de déployer.

Enfin afin la convention actuelle doit s'achever le 28/09/2020. Afin de permettre à la collectivité de clôturer l'exercice inhérent à l'exploitation du site, il convient de prolonger la présente convention jusqu'au 30 novembre 2020.

Ainsi, il convient donc d'actualiser la convention de gestion du parking du Rouet n°13/1196, en intégrant l'ensemble des évolutions inhérentes à la gestion du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°4 à la convention n° 13/1196 relative à la gestion du parking du Rouet avec la commune de Carry-le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 124-856/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de Marseille à la Métropole pour les années 2020 à 2024

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18172/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropole (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de Marseille a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il en résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait-Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrant des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune de Marseille située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

Dans ce cadre, une première convention avait été approuvée par délibération n°TRA-002-4597/18/CM du 18 Octobre 2018 prévoyant le reversement du forfait post stationnement émanant de la ville de Marseille à la Métropole, pour les années 2018 et 2019.

Il convient désormais de prévoir une nouvelle convention pour les années 2020 à 2024 (5 ans). Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune de Marseille, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation d'une convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de Marseille gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2020 à 2024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 125-857/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de la Ciotat à la Métropole pour les années 2020 à 2024

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18173/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropole (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de Marseille a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il en résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait-Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrant des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune de la Ciotat située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

Dans ce cadre, une première convention avait été approuvée par délibération n° TRA 003-4598/18/CM du 18 Octobre 2018 prévoyant le reversement du forfait post stationnement émanant de la ville de la Ciotat à la Métropole, pour les années 2018 et 2019.

Il convient désormais de prévoir une nouvelle convention pour les années 2020 à 2024 (5ans).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation d'une convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de la Ciotat gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2020 à 2024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 126-858/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de Cassis à la Métropole pour les années 2020 à 2024

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18174/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales,

le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropole (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de Cassis a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il en résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait-Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrant des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune de Cassis située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

Dans ce cadre, une première convention avait été approuvée par délibération n° TRA 004-4599/18/CM du 18 octobre 2018 prévoyant le reversement du forfait post stationnement émanant de la ville de Cassis à la Métropole, pour les années 2018 et 2019.

Il convient désormais de prévoir une nouvelle convention pour les années 2020 à 2024 (5ans). Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune de Cassis, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation d'une convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de Cassis gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2020 à 2024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 127-859/19/CT

■ **CT1 - Affectation du produit des forfaits post-stationnement reversés par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon de Provence et Martigues, à la Métropole**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/18175/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de la réforme nationale de dépenalisation décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon de Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leur Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions qui seront approuvées par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018. Ces conventions arriveront à échéance le 31/12/2019. Dans ce cadre, la Métropole et les communes de Marseille, Cassis et La Ciotat, se sont rapprochées afin de reconduire ces conventions pour les 5 futures années. Les communes de Salon de Provence, Martigues, Aubagne et Aix-en-Provence, ont préféré prolonger les conventions actuelles pour une durée de 3 ans en considérant le report probable du transfert de la compétence voirie.

Conformément à la loi, le reversement du produit des forfaits post-stationnement perçu par la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu des exercices 2018 et 2019 en partie sera alloué notamment au financement des opérations du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;
- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'affectation du produit des forfaits post-stationnement reversés par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon de Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 130-860/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 5 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/18179/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de délégation de service public n°06/123 notifié le 22 août 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au délégataire (société Vinci Park devenue Indigo Infra France) la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux port jusqu'au 30 avril 2037.

Depuis quelques années, la Métropole s'est engagée dans une opération de grande envergure de requalification du centre-ville de la Ciotat qui

consiste notamment à changer le sens de circulation des voies et à piétonniser le centre-ville.

Compte tenu de la gêne liée à cette opération et de la volonté de la collectivité de revitaliser l'économie du centre-ville, il a été décidé d'introduire une demi-heure gratuite de stationnement supplémentaire pendant cinq ans.

Cette mesure entraînant une baisse des recettes prévisionnelles et du résultat du délégataire, une compensation est prévue afin de préserver l'équilibre économique du contrat. Cette compensation financière ne pourra excéder 90 000 euros TTC par an (valeur 2020).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n° 5 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 131-861/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parking Verdun et du parking du port de plaisance à la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/18180/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de délégation de service public n°2015/160 en date du 26 avril 2018, la Collectivité a confié au Délégataire l'exploitation du parking Verdun et du parking du port de plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat pour une durée de 10 ans à compter du 15 mai 2018.

Depuis quelques années, la Métropole s'est engagée dans une opération de grande envergure de requalification du centre-ville de la Ciotat qui consiste notamment à changer le sens de circulation des voies et à piétonniser le centre-ville.

Compte tenu des désordres liés à cette opération et de la volonté de la collectivité de revitaliser l'économie du centre-ville, il a été décidé d'introduire une demi-heure gratuite de stationnement supplémentaire pendant cinq ans.

Cette mesure entraînant une baisse des recettes prévisionnelles et du résultat du Délégataire, une compensation est prévue afin de préserver l'équilibre économique du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parking Verdun et du parking du port de plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 132-862/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2018 du Déléataire de Service Public pour le Parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DIFRA 19/17838/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence réalisation et gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, par délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait approuvé le choix de la Société Vinci Park France en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parc de stationnement souterrain située sous l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Le parc Vieux-Port-MUCEM est un ouvrage en superstructures de 700 places réparties sur quatre niveaux de sous-sol, 60 places aux niveaux -1 et -2 sont réservées à la Direction de la Propreté Urbaine du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La société délégataire a pris le nom de société INDIGO INFRA FRANCE, le 5 novembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1^{er} janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : elle devient l'autorité délégante dans le cadre du contrat de concession n° 09/149 relatif au parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean.

Conformément à l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin un rapport comportant notamment les données

comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.4) du contrat de Délégation de Service Public.

Le rapport annuel du délégataire au titre de 2018 a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Ce rapport annuel contient l'essentiel des informations exigées par le contrat de concession de service public et par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
La délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de Communauté, autorisant le Président de la Communauté urbaine à signer le contrat de concession de service public et ses annexes du parking Vieux-Port MUCEM ;

- Le contrat de concession n°09/149 du 29 octobre 2009 dont est le titulaire, à ce jour, la Société INDIGO INFRA France ;
- Le rapport d’activité afférent à l’année 2018, produit par la Société INDIGO, concessionnaire ;
- La synthèse et l’analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d’activité 2018 a été remis par le concessionnaire, la Société INDIGO INFRA FRANCE, dans les délais impartis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport concernant la présentation du rapport d’activité 2018 du Délégataire de Service Public pour le Parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille.

PROX 133-811/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réduction des enclaves unitaires boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno à Marseille 4^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17901/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le quartier de la Blancarde, dans le 4^{ème} arrondissement de Marseille, dispose d'un réseau d'assainissement séparatif permettant de collecter

les eaux usées pour les traiter à la station d'épuration et d'envoyer les eaux de pluie vers le Jarret.

Toutefois, il subsiste sur cette zone, des enclaves unitaires. C'est-à-dire la présence d'un réseau unique qui collecte à la fois les eaux usées et les eaux pluviales.

Lorsque le flux transitant par ce réseau est trop important, il se rejette directement dans le Jarret, contribuant à la pollution des plages par temps de pluie.

L'opération n°2020100400 relative à la réduction des enclaves unitaires boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno à Marseille 13004, objet de la présente délibération, consiste à raccorder les réseaux sanitaires situés en amont des enclaves unitaires du boulevard de la Blancarde et de la rue Saint Bruno sur le Collecteur Périphérique (sanitaire strict) afin de réduire les apports d'effluents sanitaires sur le réseau unitaire. Cela contribuera à une meilleure séparativité des réseaux et participera à l'amélioration des eaux littorales de la baie du Prado par temps de pluie.

Afin de réaliser les études et les travaux correspondants, il est proposé la création et l'affectation d'une autorisation de programme, au Budget Annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 500 000,00 € HT répartis sur les années 2020 à 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une autorisation de programme, d'un montant de 500 000,00 euros HT, sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, pour la réduction des enclaves unitaires boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno dans le 4^{ème} arrondissement de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une autorisation de programme, d'un montant de 500 000,00 euros HT, sur le Budget Annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence, destinée à la réduction des enclaves unitaires boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno dans le 4^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 134-812/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour l'extension du réseau d'assainissement dans le quartier Font Sainte - La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17903/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le quartier de Fonsainte à La Ciotat est classé en zone d'assainissement collectif mais, compte tenu de la configuration des voies et de l'implantation du réseau d'assainissement public existant, une douzaine de parcelles situées sur la frange littorale ne sont toujours pas raccordables. Pour éviter tous rejets vers le milieu marin et garantir la qualité des eaux de baignade, il est nécessaire de compléter le réseau existant dans ce secteur.

Le projet comprend la pose de canalisations et la mise en place de deux postes de refoulement.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 800 000,00 € HT répartis sur les années 2020 à 2022.

L'opération d'investissement n° 2020100700 « Extension du réseau d'assainissement dans le quartier Fonsainte à La Ciotat » pour un montant de 800 000€ HT inscrite au budget assainissement enregistrée dans l'autorisation de programme n° 201111AS du programme assainissement de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement, d'un montant de 800 000,00 euros HT, sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, pour l'extension du réseau d'assainissement dans le quartier Fonsainte à la Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération pour la création et l'affectation d'une opération d'investissement, d'un montant de 800 000,00€ HT, sur le Budget Annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence, destinée à l'extension du réseau d'assainissement dans le quartier Fonsainte à la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 135-787/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention cadre relative aux modalités de rétrocession d'un point d'eau incendie privé en vue de son intégration dans le service public de défense extérieure contre l'incendie sur le territoire métropolitain

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/18204/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) depuis le 1er janvier 2016.

Le transfert de cette compétence initialement détenue par les communes a été accompagné du transfert d'un grand nombre d'équipements notamment les Point d'Eaux Incendie (PEI) et leurs branchements.

Les Points d'Eau Incendie sont constitués d'ouvrages publics ou privés utilisables en

permanence par les services d'incendie et de secours.

Le parc d'équipements est amené à évoluer en fonction de l'urbanisation, de sa densification et de l'usage des sols dès lors qu'un nouveau bâtiment est construit.

La Métropole assure majoritairement la gestion du parc des PEI présents sur son territoire. Cependant, certains PEI appartiennent à des propriétaires privés. Afin d'optimiser leur gestion, de favoriser la mutualisation des équipements et d'améliorer le service public DECI, il convient de conclure une convention de rétrocession des PEI afin d'intégrer ces équipements dans le service public DECI.

Cependant, cette rétrocession ne peut être envisagée que si le PEI et son branchement sont implantés sur le domaine public, ce qui limite notablement le nombre de cas où cette procédure peut être appliquée. La rétrocession du point d'eau incendie, du branchement et, le cas échéant, du tréfonds supportant l'équipement rétrocedé, est accordée à titre gracieux. Après rétrocession, la Métropole assure la gestion de cet équipement au même titre que les autres PEI

- Propriété et statut des PEI :

Nature de l'équipement :

Un équipement DECI doit être considéré dans sa globalité avec :

- Le Point d'Eau Incendie (PEI) qui désigne de façon générique, un poteau incendie, une bouche incendie ou plus rarement, un ouvrage de stockage ou de puisage d'eau. Il s'agit de la partie visible de l'équipement pouvant être installée sur le domaine public ou privé ;
- Le branchement qui désigne la partie de réseau reliant le réseau d'eau (public ou privé) et le PEI. Il s'agit d'une partie non visible pouvant être installée sous le domaine public ou privé.

Propriété et statut d'un équipement :

La qualification de PEI privé ou de PEI public n'est pas systématiquement liée :

- à sa localisation : un PEI public peut être localisé sur un terrain privé ;
- à son propriétaire : des ouvrages privés peuvent être intégrés aux PEI publics sans perdre la qualification de leur propriété. Ils sont pris en charge par le service public de la DECI pour ce qui relève de l'utilisation de ce point d'eau à cette fin. Cette qualification modifie la charge des dépenses et les responsabilités afférentes et non l'usage.

Suivant sa fonction, le statut d'un PEI peut être :

Public (intégré au service public de DECI), lorsqu'il permet la desserte en eau d'extinction d'incendie de bâtiments (publics ou privés) accessibles directement depuis le domaine public ;

Privé, lorsqu'il permet la desserte en eau d'extinction d'incendie :

- de bâtiments privés, le PEI étant implanté au sein d'un périmètre privé ;
- de bâtiments ou d'ouvrages privés (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, bâtiment agricole) ;
- d'ouvrages particuliers (quais, tunnels).

Le parc d'équipements présents sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé d'environ 24.000 PEI.

Celui-ci est majoritairement géré par la Métropole dont le parc d'équipements est de l'ordre de 21.000 PEI de statut public.

En complément, les 3000 PEI sont gérés par des propriétaires privés avec un statut privé.

- Modification du mode de gestion des PEI privés :

Objectif d'une convention-cadre :

Afin d'améliorer localement la couverture du service public DECI, il peut être envisagé de modifier le mode de gestion d'un PEI privé.

Sous réserve de conditions administratives et techniques, il est envisageable qu'un PEI soit financé par une personne privée, puis rétrocedé dans le parc d'équipements métropolitains en vue de son intégration dans le service public DECI ;

Chaque modification du mode de gestion d'un PEI nécessite une délibération. Aussi, afin d'alléger les procédures administratives, raccourcir le délai d'instruction d'une demande et établir un cadre clair sur les différentes procédures, une convention-cadre a été envisagée.

Ledit projet de convention-cadre a pour finalité d'établir un cadre administratif permettant de simplifier les modifications de gestion de ces équipements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention cadre relative à la rétrocession de Points d'Eau Incendie privés en vue de l'intégration de ces équipements dans le service public DECI.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation d'une convention cadre relative aux modalités de rétrocession d'un point d'eau incendie privé en vue de son intégration dans le service public de défense extérieure contre l'incendie sur le territoire métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 136-843/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la participation financière pour le financement des études préparatoires à la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur**

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 19/18206/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La concertation relative au projet Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur s'est terminée en octobre dernier.

L'enjeu principal et immédiat pour la Métropole, porte sur la réalisation de la gare souterraine de Saint Charles, qui permet la désaturation du complexe ferroviaire de l'agglomération et le développement du TER. Une enquête publique est désormais en phase prochaine, pour une déclaration d'utilité publique en 2023 au plus tard. Le projet comprend par ailleurs la gare nouvelle de Nice Aéroport, des investissements de capacité sur le réseau classique à Marseille, dans le Var et dans les Alpes Maritimes. Les investissements dits en « Ligne Nouvelle » relèveront d'étapes ultérieures. Ils ne font pas partie de la déclaration d'utilité publique préparée à partir de maintenant.

La congestion ferroviaire, qui résulte du « cul-de-sac » historique de la gare Saint Charles, empêche aujourd'hui d'introduire les trains supplémentaires qui permettraient de développer la part trop faible du ferroviaire dans les déplacements à l'échelle métropolitaine et régionale. L'ampleur des problèmes structurels du réseau ferré, avec une gare Saint-Charles en cul de sac dans un centre urbain dense, conduit, comme ailleurs, à une solution dite en « diamétralisation ».

La solution identifiée et confirmée comme la plus pertinente depuis le débat public de 2005 est raccorder en souterrain les voies en amont de la gare Saint-Charles sur l'ex ligne PLM avec les voies de l'est, en direction d'Aubagne, Toulon et Nice.

La mission interministérielle de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille-Provence avait fait de la gare souterraine l'élément « fondateur » du développement ferroviaire de la Métropole et de la mise en place d'un véritable RER métropolitain.

Cet objectif de réalisation de la gare souterraine a été inscrit dans le projet de loi d'orientation sur les Mobilités et son exposé des motifs, en cours d'examen au Parlement. A la suite de la récente concertation, une décision ministérielle est attendue pour confirmer le lancement de la préparation de l'enquête publique.

La convention de partenariat sur le lancement des études préalables à l'enquête d'utilité publique du projet de LGV PACA, devenu depuis LNPCA a été signée en 2010 par tous les partenaires.

Un avenant 1 a été passé en décembre 2017 afin de mettre à jour le contenu des études et réévaluer le montant pour 16 millions.

Un avenant 2 a été adopté en 2018 afin notamment de tenir compte des propositions du Conseil d'Orientation des Infrastructures au gouvernement de janvier 2018, qui inscrivait la désaturation des nœuds de Marseille et Nice dans les priorités nationales et rééchelonnaient le projet LN PCA selon un séquençage en quatre phases. La future déclaration d'utilité publique ne comprendra que les deux premières phases, avec les nœuds de Nice et Marseille. Cela comprend la gare souterraine. L'avenant 2 a également actualisé ce nouveau périmètre et l'objet des études financées. Il n'a pas modifié les montants financiers engagés.

Un avenant 3 est soumis au Bureau de la Métropole afin de compléter les financements nécessaires pour la préparation et l'obtention de la déclaration d'utilité publique.

Il convient donc de revaloriser et d'affecter l'opération d'investissement relative au financement des études préparatoires à la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur pour un montant de un million d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère stratégique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et de la gare souterraine Saint-Charles pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'affectation de l'opération d'investissement relative à la participation financière pour le financement des études préparatoires à la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 137-844/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de partenariat sur le programme et financement des Etudes Préalables à l'Enquête d'Utilité Publique de la Ligne Nouvelle Provence-Côte-d'Azur

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/18207/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La concertation relative au projet Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur s'est terminée en octobre dernier.

L'enjeu principal et immédiat pour la Métropole, porte sur la réalisation de la gare souterraine de Saint Charles, qui permet la désaturation du complexe ferroviaire de l'agglomération et le développement du TER. Une enquête publique est désormais en phase prochaine, pour une déclaration d'utilité publique en 2023 au plus tard. Le projet comprend par ailleurs la gare nouvelle de Nice Aéroport, des investissements de capacité sur le réseau classique à Marseille, dans le Var et dans les Alpes Maritimes. Les investissements dits en « Ligne Nouvelle » relèveront d'étapes ultérieures. Ils ne font pas partie de la déclaration d'utilité publique préparée à partir de maintenant.

La congestion ferroviaire, qui résulte du « cul-de-sac » historique de la gare Saint Charles, empêche aujourd'hui d'introduire les trains supplémentaires qui permettraient de développer la part trop faible du ferroviaire dans les déplacements à l'échelle métropolitaine et régionale. L'ampleur des problèmes structurels du réseau ferré, avec une gare Saint-Charles en cul de sac dans un centre urbain dense, conduit, comme ailleurs, à une solution dite en « diamétralisation ».

La solution identifiée et confirmée comme la plus pertinente depuis le débat public de 2005 est raccorder en souterrain les voies en amont de la gare Saint-Charles sur l'ex ligne PLM avec les voies de l'est, en direction d'Aubagne, Toulon et Nice.

La mission interministérielle de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille Provence avait fait de la gare souterraine l'élément « fondateur » du développement ferroviaire de la Métropole et de la mise en place d'un véritable RER métropolitain. Cet objectif de réalisation de la gare souterraine a été inscrit dans le projet de loi d'orientation sur les Mobilités et son exposé des motifs, en cours d'examen au Parlement. A la suite de la récente concertation, une décision ministérielle est attendue pour confirmer le lancement de la préparation de l'enquête publique.

La convention de partenariat sur le lancement des études préalables à l'enquête d'utilité publique du projet de LGV PACA, devenu depuis LNPCA a été signée en 2010 par tous les partenaires.

Un avenant 1 a été passé en décembre 2017 afin de mettre à jour le contenu des études et réévaluer le montant pour 16 millions.

Un avenant 2 a été adopté en 2018 afin notamment de tenir compte des propositions du Conseil d'Orientation des Infrastructures au

gouvernement de janvier 2018, qui inscrivaient la désaturation des nœuds de Marseille et Nice dans les priorités nationales et rééchelonnaient le projet LN PCA selon un séquençement en quatre phases. La future déclaration d'utilité publique ne comprendra que les deux premières phases, avec les nœuds de Nice et Marseille. Cela comprend la gare souterraine. L'avenant 2 a également actualisé ce nouveau périmètre et l'objet des études financées. Il n'a pas modifié les montants financiers engagés.

L'avenant 3, objet du présent rapport a pour objectif de compléter les financements nécessaires pour la préparation et l'obtention de la déclaration d'utilité publique. Cet avenant porte sur un million d'euros.

Aussi, un rapport sur la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement relative au financement des études préparatoires à la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur est soumis à l'approbation du Conseil de métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère stratégique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et de la gare souterraine Saint-Charles pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation de l'avenant n°3 à la convention de partenariat sur le programme et financement des Etudes Préalables à l'Enquête d'Utilité Publique de la Ligne Nouvelle Provence Côte-d'Azur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 138-855/19/CT

■ **CT1 - Approbation des statuts et du pacte d'actionnariat pour la création d'une Société d'Intérêt Collectif ayant pour objet de favoriser le développement des véhicules en autopartage**

Information du Conseil de Territoire DAJA 19/18202/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence :

I. Contexte

Dans le cadre de l'agenda de la Mobilité métropolitaine voté le 15 décembre 2016, la Métropole a affirmé vouloir accompagner le développement de l'autopartage sur son territoire. En effet, la promotion des usages partagés de la voiture est désormais une priorité au regard des impacts environnementaux, sanitaires et fonctionnels de l'autosolisme. Il s'agit de réduire le nombre de véhicules sur les routes et sur les espaces publics de stationnement, mais également de mailler progressivement les principaux centres-villes et pôles d'échanges multimodaux du territoire.

Afin de mettre en œuvre ce projet, le Conseil Métropolitain a approuvé par délibération n°TRA 003-5727/19/CM du 28 mars 2019 le principe de la création et la prise de participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif ayant pour objet de favoriser le développement des véhicules électriques en autopartage.

Conformément à l'article 19 quinquies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, la Société a pour objet la fourniture de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale, constituée sous forme de société anonyme au sens du Code de commerce.

L'autopartage est, en effet, un facteur de transfert modal vers les transports collectifs et de diminution de la place de l'automobile dans les déplacements et dans la ville. Ce service contribue ainsi à la qualité du cadre de vie. En dissociant l'usage de la propriété de la voiture, ce service modifie aussi les comportements et contribue au lien social, ce que renforce encore le statut coopératif qui se révèle particulièrement adapté à cette activité et est un gage de stabilité du service et de capacité à coopérer avec les autres services de transport.

Le choix du statut de SCIC parmi les statuts commerciaux existants est également motivé par la possibilité d'associer tous les partenaires concernés favorisant une gestion multi partenariale.

En outre, ce statut de la SCIC favorise (i) la participation des salariés à la gestion du service et leur travail et leurs compétences, et (ii) la participation des usagers alors incités à adopter un comportement citoyen et solidaire favorable au bon fonctionnement et à la qualité du service. Le statut de SCIC permet enfin aux collectivités locales et aux autorités organisatrices de mobilité de participer au capital et à la gestion, donc de veiller à une bonne intégration du service dans leurs politiques de déplacements.

Pour le développement du service à l'échelle métropolitaine, le statut de la SCIC offre aussi des avantages. Société à capital variable, elle peut facilement s'ouvrir à de nouveaux partenaires des territoires concernés, ce qui est un atout aussi bien pour l'intégration du service dans les politiques locales de déplacement que pour le financement de ces nouvelles implantations.

II. Approbation des statuts et des principaux termes et conditions du pacte d'actionnariat

Les caractéristiques de la SCIC comme prévu dans les Statuts et les principaux termes et conditions du Pacte d'actionnaires sont les suivantes :

Dénomination pressentie :

Sous réserve du dépôt de ce nom auprès de l'INPI, la SCIC sera dénommée SCIC TOTEM PROVENCE.

Objet de la SCIC :

La Société a plus précisément pour objet d'offrir aux habitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence un meilleur accès aux transports, dans une logique d'amélioration des conditions d'accès à l'emploi, de lutte contre l'exclusion sociale et la précarité et la préservation de l'environnement.

A ce titre, la Société accomplit, sans se départir de l'intérêt collectif, des enjeux territoriaux ou culturels, sociaux, ou environnementaux qui en constituent la raison d'exister, la mission de location de véhicules électriques sans chauffeur, dit autopartage, déployés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'intérêt collectif de la Société se réalise notamment à travers les activités suivantes :

- ✓ La desserte des quartiers peu ou mal desservis en transports en commun (les derniers kilomètres) ;
- ✓ Une offre tarifaire TOTEM solidaire ;
- ✓ La création d'emplois direct de jockeys ;
- ✓ Un service accessible 24h/24.

Durée :

La durée de la Société est fixée à 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Montant du capital de la SCIC et apports de la Métropole :

Le capital souscrit total de la Société est de [1.413.100] euros, divisé en [14 131] parts sociales de [100 euros] chacune est répartie entre les associés, au prorata de leurs apports.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence détient [28,3] % du capital de la Société, soit 4000 parts sociales pour un apport en numéraire de 400 000 euros.

La Caisse des dépôts et des consignations détient [28,3] % du capital de la Société, soit 4000 parts sociales pour un apport en numéraire de 400 000 euros ;

La société TOTEM MOBI SAS détient [42,8%] du capital de la Société, soit 6050 parts sociales, pour un apport en nature de 605 000 euros.

TOTEM MOBI SAS s'engage à apporter un apport en nature constitué de 86 stations de recharge, de 22 véhicules Twizy en propre, équipés de leur boîtier Datamobile, de 153 Véhicules Twizy en leasing, équipés de leur boîtier Datamobile, du fonds de commerce Mobilité de TOTEM SAS en

tant qu'opérateur de location de véhicules et du fonds de commerce Publicité (clientèle) de TOTEM SAS en tant que régie publicitaire.

Les usagers du service de la Société détiennent [0,4%] du capital de la Société, pour un apport en numéraire de 5 400 euros, soit 54 parts sociales.

Les salariés détiennent [0,2%] du capital social de la Société, pour un apport en numéraire de 2700 euros, soit 27 parts sociales.

Gouvernance de la SCIC :

La gouvernance de la Société est organisée de la manière suivante :

- Une Assemblée générale des associés dont un représentant et un suppléant de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Un Conseil d'administration composé de 9 membres, désignés par l'Assemblée générale ordinaire, repartis par catégories d'associé, dont deux administrateurs pour la Métropole ;
- Un Président élu par le Conseil d'administration à la majorité qualifiée des 4/5 ;
- Un directeur général élu par le Conseil d'administration à la majorité qualifiée des 4/5 ;
- Cinq collèges d'associés qui viennent pondérer les droits de vote au sein de la société.

L'Assemblée générale de la SCIC est composée de collèges d'associés. Ce sont des collèges de vote qui ont pour fondement la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative. Ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en assemblée générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateurs. Ils permettent ainsi de garantir l'équilibre entre les groupes d'associés et la garantie de la gestion démocratique au sein de la Société.

Leur composition et droit de vote sont les suivants :

- Collège Collectivité publique, composé uniquement à ce stade de la Métropole Aix-Marseille-Provence, disposant de 20 % des droits de vote à l'Assemblée générale ;
- Collège Fondateur, composé uniquement à ce stade de TOTEM Mobi SAS, disposant de 40 % des droits de vote à l'Assemblée générale ;
- Collège Utilisateurs, composé d'associations et entreprises tierces, disposant de 10 % des droits de vote à l'Assemblée générale ;
- Collège Salariés, disposant de 10 % des droits de vote à l'Assemblée générale ;

- Collège Investisseurs, composé uniquement à ce stade de la Caisse des dépôts et des consignations, disposant de 20 % des droits de vote à l'Assemblée générale.

Il est précisé que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a vocation à assurer ni la Présidence de la Société ni la Direction générale de la SCIC.

Dans ce cadre, la Métropole en qualité d'associé, doit désigner un représentant et un suppléant au sein de l'assemblée générale de la Société.

Il est, par ailleurs, proposé d'autoriser la Présidente de la Métropole à désigner un remplaçant non élu pour parer à ces éventuels cas d'empêchement, d'absence ou de vacance.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration sera composé de 9 membres désignés par l'assemblée générale ordinaire, répartis par catégories d'associés, de la manière suivante :

- 1 administrateur désigné par la catégorie des salariés ;
- 1 administrateur désigné par la catégorie des usagers ;
- 3 administrateurs désignés par la catégorie des fondateurs ;
- 2 administrateurs désignés par la catégorie des collectivités publiques ;
- 2 administrateurs désignés par la catégorie des investisseurs

Droit d'opposition de la Métropole sur les décisions suivantes :

L'acquisition, la détention, la gestion de participations majoritaires ou minoritaires dans toutes sociétés industrielles, commerciales ou de services exerçant dans un domaine en relation avec la prestation de services de transports urbains et interurbains, ainsi que la participation à la gestion desdites sociétés. Ce droit d'opposition suffit à empêcher l'adoption de la délibération concernée. Dans cette hypothèse, elle doit justifier cette opposition et proposer une solution alternative au vote.

En prévision de la mise en place d'action de promotion et ou de publicité, concernant la publicité institutionnelle sur les véhicules mis à disposition des usagers du service presté par la Société, la la Métropole et la CDC disposeront d'un droit d'information renforcé sur les contrats de publicité et pourront, chacune pour ce qui la concerne, s'opposer à une campagne de publicité, dans le délai maximum de [15] jours. A défaut d'avoir notifié leur acceptation expresse dans ce délai, la Métropole ou la CDC est réputée avoir exercé son droit d'opposition.

Cessions d'actions :

La Métropole, la CDC et de TOTEM Mobi SAS s'engagent de façon irrévocable, à ne pas céder,

directement ou indirectement tout ou partie des actions qu'ils détiennent, ni encore consentir de sûreté au profit de tiers sur leurs actions pendant une période de trois ans à compter de la date de signature des Statuts.

En toute hypothèse, les cessions d'actions ne pourront remettre en cause la détention majoritaire d'actions par des opérateurs économiques. Tout transfert d'actions à un tiers non-actionnaire est soumis à l'agrément préalable du Conseil d'administration.

Engagement de non-concurrence de TOTEM MOBI SAS :

La Société TOTEM MOBI SAS prend un engagement de non-concurrence vis-à-vis de la Société sur le territoire de la Métropole pendant toute la durée du Pacte et une période de trois ans à compter du jour de la perte de la qualité d'actionnaire.

Objet de la délibération

La présente délibération vise

- à approuver les statuts et les principaux termes et conditions du Pacte d'actionnaires de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif « SCIC TOTEM Provence » ayant pour objet de favoriser le développement des véhicules électriques en autopartage ;
- à désigner un représentant et un suppléant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Assemblée Générale de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif ; Il est, par ailleurs, proposé d'autoriser la Présidente de la Métropole à désigner un remplaçant non élu pour parer à ces éventuels cas d'empêchement, d'absence ou de vacance.
- à présenter à la première élection des administrateurs deux candidats pour représenter la Métropole au sein du Conseil d'administration de la SCIC.
- à autoriser la Présidente de la Métropole à désigner un remplaçant non élu pour parer à des éventuels cas d'empêchement, d'absence ou de vacance des représentants de la Métropole au sein de la Société.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La compétence de la Métropole en matière de développement économique, d'aménagement urbain et de mobilité ;
- L'intérêt collectif et l'utilité sociale pour le territoire du déploiement d'un service d'autopartage, en complément de l'offre de transports publics ;
- Les études préalables menées par la Métropole et leurs conclusions tenant à l'opportunité de la constitution d'une société commerciale permettant le développement d'une offre compétitive ;
- Les échanges intervenus avec la société TOTEM Mobi ;
- Les échanges intervenus avec la Caisse des dépôts et des consignations ;
- L'ensemble des discussions ayant abouti au projet de Statuts et des principaux termes et conditions du Pacte d'actionnaires ;
- Les conditions d'intervention de la Métropole au moment de la constitution de la SCIC et dans sa gouvernance.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation des statuts et du pacte d'actionnariat pour la création d'une Société d'Intérêt Collectif ayant pour objet de favoriser le développement des véhicules en autopartage.

PROX 139-852/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Mobilitéés pour 2020 - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 19/18205/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, constituent un des grands enjeux de l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent au sein d'une même zone d'emploi pour réaliser un PDMIE (Plan de mobilité inter-entreprises), par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDMIE, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité, engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés dans le temps,

- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative, l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

Mobilidées a pour objectif l'amélioration de la mobilité des salariés sur l'ensemble de son périmètre.

Créée en 2011 par les associations de la zone d'activité couverte, Asl Les Paluds, Apage de Gémenos, et Asl Auchan, l'association Mobilidées comptait 7 entreprises adhérentes en 2012.

Elle en compte 25 en 2018 (soit environ 5000 salariés). Cette progression indique une forte attente des entreprises en faveur de l'amélioration de la mobilité des salariés.

L'association Mobilidées assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDMIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Elle a aussi pour objectif la mise en œuvre de ce plan, élaboré collectivement avec les associations de de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, de la Zone d'Activités l'Apage de Gémenos, de la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne, et dernièrement sur la zone du Pôle Alpha et la Zone Napollon, ce qui représente un des bassins d'activités parmi les plus importants du Territoire en termes d'emploi avec 2000 entreprises et près de 24000 salariés.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et d'anticiper sur les démarches individuelles des entreprises soumises à l'obligation d'un Plan de Déplacement d'Entreprise, l'association entend :

- Favoriser le changement de comportement sur son périmètre en agissant sur les modes de transport et de passer du tout voiture au co-voiturage, transports en commun et autres modes alternatifs,
- animer et continuer le déploiement de l'outil Mobil'Act déployé dans le cadre de l'appel à projets Solu-Mob,
- asseoir son action grâce à la mise en place d'une stratégie de communication (animation des réseaux sociaux, flyer, communication "porte à porte" auprès des entreprises, recherche de partenaires...),
- continuer la mise en place des fiches de diagnostic des situations à risques,
- consolider le déploiement des plans de mobilité et du PDMIE.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'association s'appuie sur un conseiller en mobilité salarié à temps complet, d'une part, et met en œuvre des moyens de promotion, communication et sensibilisation d'autre part, dont notamment :

- des animations thématiques, ainsi qu'une animation majeure durant la semaine européenne de la mobilité,
- des actions marketing ciblées auprès des différentes entreprises dans son périmètre pour la promotion des transports en coordination avec l'autorité organisatrice et Lepilote.com,
- des actions de promotion de l'autopartage et du co-voiturage,
- des actions de sensibilisation aux risques routiers du secteur et à la sécurité routière visant à favoriser les modes partagés,
- un conseil en mobilité au service des entreprises du secteur,
- des actions d'actualisation et suivi permanent du PDMIE.

Cette dernière a déposé une demande de subvention auprès de la Métropole à hauteur de 80 000 euros.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la mobilité et du développement des Plan de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, et afin de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDMIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association Mobilidées en lui attribuant une subvention globale de 40 000 euros au titre de l'année 2020 au titre du fonctionnement général de l'association.

Les modalités de versement de la subvention sont détaillées dans la convention annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Mobilisées pour l'année 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 140-828/19/CT

■ **CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement ASTEE et paiement de la cotisation 2020**

Information du Conseil de Territoire DAJA 19/18208/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau. Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées.
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants.
- Favoriser les échanges d'information entre les pays.
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a ainsi adhéré à cette association par délibération DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a renouvelé son adhésion au titre des années 2017, 2018 et 2019.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ASTEE, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2020 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant total de 3 460 euros TTC incluant le montant de l'abonnement à l'offre numérique multi-services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que l’Association Scientifique et Technique pour l’Eau et l’Environnement (ASTEE), reconnue d’utilité publique, a pour objet l’étude de toutes les questions qui relèvent de l’assainissement, de l’environnement et de la gestion des ressources en eau ;
- Que face à la complexité de la gestion des services de l’eau potable et d’assainissement et de l’évolution du droit sur l’eau, l’adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d’information en la matière en s’appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d’autres collectivités ;
- Que compte tenu de l’intérêt que présente l’adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l’année 2020 et d’approuver le montant de la cotisation correspondant.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif au renouvellement de l’adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l’association Scientifique et Technique pour l’Eau et l’Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2020.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-863/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d’investissement pour la restructuration de l’Anse du Pharo

**Avis du Conseil de Territoire
DGDE 19/17766/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L5218-7 du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l’objet d’un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L’Anse du Pharo, à l’embouchure du Vieux-Port de Marseille, est un lieu historique d’accueil d’activités liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de son ancienneté, celle-ci s’est organisée au fil de l’eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres de portée et de facilités d’accès.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, a validé des orientations de restructuration du site de l’Anse du Pharo dont la vocation est de devenir une zone

d'activités dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance.

Par délibération n° ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un contrat de concession de travaux d'une durée de 25 ans pour la restructuration et l'exploitation du site de l'Anse du Pharo, ainsi que le choix de la SPL SOLEAM comme concessionnaire. Ce contrat a été notifié à la SOLEAM le 16 mai 2018.

L'avenant n°1 au contrat de concession prolongeant la durée de la concession en la portant à 26 ans et modifiant la durée prévisionnelle de la phase étude a été dûment notifié le 25 septembre 2019.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 11 239 954 euros HT (selon le bilan de l'opération annexé au contrat de concession), dont 9.5 millions d'euros pour les aménagements terrestres et maritimes : infrastructures et superstructures (pontons, équipements).

La participation de la Métropole au financement de cette opération est de 4 millions d'euros HT, correspondant pour partie aux subventions à solliciter auprès de partenaires, et pour laquelle une sollicitation de subventions, notamment auprès de la région Sud PACA, et de l'agence de l'eau doit être autorisée. En effet, suite à un accord entre la SOLEAM et la Métropole il a été convenu que ce soit la Métropole, en tant que concédant, qui dépose le dossier de demande de subvention, par souci de simplification.

Pour la réalisation de ce projet et sa participation financière à cette opération, la Métropole Aix-Marseille Provence a donc créé une opération d'investissement n° 2017107400 pour un montant de 4 000 000 d'euros HT conformément à la délibération ECO 005-2727/17/CM du 19 octobre 2017.

Calendrier prévisionnel de l'opération :

-Lancement du concours de maîtrise d'œuvre : 3ème trim 2019

-Notification du groupement de concours : 4ème trim 2019

-Démarrage des travaux : fin 2019

-Réception des travaux : Mai 2023

La présente délibération vise à approuver le plan de financement prévisionnel et la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 3-Développement Economique) conformément à la délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017 et auprès de l'Agence de l'Eau et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 11 239 954 euros HT correspondant au coût d'investissement de l'opération selon le bilan de l'opération annexé au contrat de concession.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS EUROS HT
Financement concessionnaire		
SOLEAM au titre de concessionnaire	64,4 %	7 239 954
Autofinancement et Financement externe		
Conseil Régional PACA « Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET) »	9,6 %	1 080 000

Agence de l'Eau Rhône « Contrat de baies »	3,7 %	419 000
Métropole Aix-Marseille Provence	22,3%	2 501 000
SOUS TOTAL HT Autofinancement Financement externe	35,6%	4 000 000
TOTAL HT	100 %	11 239 954 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réhabilitation du site de l'Anse du Pharo ;
- L'intérêt de mobiliser un large partenariat financier autour de ce projet de

restructuration emblématique pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement pour l'opération de restructuration de l'Anse du Pharo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 002-864/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat pour l'animation et la gestion du Carburateur - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17886/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Profitant de l'effet de levier du dispositif ZFU et de l'opportunité du Programme Opérationnel Feder 2007-2013 Axe 4.1, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (désormais Conseil de Territoire Marseille Provence) a décidé de réaliser le Carburateur, Pôle de l'Entrepreneuriat en ZFU-TE afin de soutenir les porteurs de projet issus de ces territoires.

Le bâtiment, livré au 1er avril 2016, a pu voir le jour grâce au soutien financier d'un bon nombre d'acteurs institutionnels tels que la Métropole Aix-Marseille-Provence (maitre d'ouvrage) le FEDER, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille. Avant que d'autres acteurs s'ajoutent au projet pour soutenir l'Association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat dans les missions qui lui ont été confiées. C'est le cas

de la Caisse des Dépôts, qui, en 2015, a adhéré au projet en soutenant le Pôle de l'Entrepreneuriat de la Cabucelle, qui correspond parfaitement aux valeurs de la « La Fabrique à Entreprendre ».

Un partenariat autour du dispositif La Fabrique à Entreprendre a reposé sur une convention tri-annuelle pour la période 2016/2018 et signée par l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Caisse des Dépôts et le Carburateur afin d'assurer le développement de ce dernier. Une convention annuelle entre l'Association et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour 2019 puis une nouvelle pour 2020 ont acté la pérennisation de ce soutien.

L'animation et la gestion du Carburateur sont confiées à l'association « Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat » (PME). Cette association, créée spécifiquement en juillet 2015 et présidée par Monsieur Patrick Torre, est issue d'un groupement de 7 structures telles que Petra Patrimonia, la couveuse Interface, Planet Adam, Initiative Marseille Métropole, Cosens, BGE Acces conseil et Esia. L'équipe du Carburateur repose sur 4 Emplois Temps Plein : une directrice, une secrétaire-comptable, une chargée d'entreprise et une chargée de projet. Un pool d'experts (avocat, expert-comptable, marketing stratégie et communication) vient enrichir l'équipe du pôle. Pour accompagner les porteurs de projets du territoire, les réseaux d'appui à la création d'entreprises sont également présents par le biais de permanences ; de même que l'association d'entreprises de Marseille Nord (Cap Au Nord Entreprendre), les chambres consulaires (CMAR et CCIMP), des cadres dirigeants et chefs d'entreprises du territoire par le biais de mentorat (issus de la CMA CGM, la SNEF etc..), et autres réseaux contribuent à enrichir l'écosystème autour de ce lieu de par l'organisation de diverses manifestations.

Le site a pour finalité de proposer des locaux adaptés aux créateurs (petits locaux d'activité en majorité) à des conditions préférentielles (baux précaires, absence ou diminution des cautions et garanties exigées, services adaptés) et de mettre en place un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprises (lieu de permanences, de ressources, de conseil et d'innovation).

BILANS

Après deux années d'exercice, le bilan est très positif, le Carburateur a réalisé :

- 726 porteurs de projets accueillis
- 138 entreprises conseillées
- 56 entreprises résidentes, soit :
 - o 95% d'occupation de l'espace,
 - o 50 emplois créés (hors dirigeant-e-s)
 - o 4,5 M d'euros de chiffre d'affaires cumulé

- Des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat avec les collèges (4 classes) et les lycées (20 élèves) du territoire

Les objectifs 2020 sont :

- Capter les entrepreneurs non accompagnés → améliorer le taux d'accompagnement
- Articuler l'offre du réseau → optimiser et sécuriser les parcours
- Sécuriser la croissance des entreprises → créer richesse et emploi
- Installer une synergie avec le territoire et ses acteurs économiques → connecter
- Faire rayonner l'entrepreneuriat → valoriser
- Faire valoir le potentiel du territoire nord et agir sur son attractivité → défendre
- En 2020, la réflexion, amorcée en 2019, sur l'essaimage du modèle et l'évolution de la forme du Carburateur sera poursuivie.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour les projets de l'association PME, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

En 2019, l'association PME a bénéficié d'une subvention du Conseil de Territoire Marseille Provence à hauteur de 65 000 euros.

En 2020, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 65 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes du Territoire de Marseille Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat pour l'animation et la gestion du Carburateur - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.
Territoire (CT) :

VECO 003-865/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEAT 19/17904/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 17 septembre 2019, 344 personnes dont 263 pour un projet d'entreprise et 81 pour un projet d'emploi salarié. En comparaison, en 2018 à la même date l'ADIE avait financé 309 personnes.

Les résultats sont ainsi ventilés par Conseil de

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total au 17/09/2019
Nombre total de personnes financées	243	44	14	15	7	21	344
Pour un projet d'entreprise	184	35	10	11	5	18	263
Pour un projet d'emploi salarié	59	9	4	4	2	3	81

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 euros)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 euros) ;
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet de l'ADIE, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer à l'association ADIE une subvention de fonctionnement à hauteur de 68 000 euros au titre de l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal 2020. Cette subvention est décomposée comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 40 000 euros

- Territoire du Pays d'Aix : 10 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-866/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association d'entreprises Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17915/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

En cohérence avec l'agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence affirme sa volonté de faciliter le développement des entreprises et de leur permettre une relation simplifiée, fluide et efficace avec les services métropolitains pour améliorer leur cadre de travail et celui de leurs salariés, une stratégie de soutien métropolitain aux Associations de zones d'activité (dont Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée) est mise en place pour l'année 2020.

De plus elle s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...)

Dans ce cadre la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE

Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Dans les projets de l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le programme d'actions s'adresse également aux deux sexes.

I - Présentation de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée :

L'association de loi 1901, créée en 2009, les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée dit « LEHV » est un réseau d'entrepreneurs ayant pour objet de représenter et fédérer les entreprises des zones d'activité du Sud et de l'Est marseillais.

Premier relai d'information et de mise en relation sur ce vaste territoire économique, LEHV apporte des solutions concrètes aux problématiques des décideurs et chefs d'entreprise.

Nb : Le territoire Est constitue un périmètre d'intervention vaste et hétérogène. Il concentre plus de 4000 entreprises avec au moins un salarié soit 28% des emplois de la Ville de Marseille.

II - Chiffres Clés 2019 :

- 214 adhérents (+64% en 2019) directs représentant 300 entreprises
- 15 membres du CA
- 5 commissions composées de dirigeants d'entreprises
- 1 permanent

III - Missions :

L'association a pour but :

- d'accueillir, informer, coordonner et mettre en réseau ses entreprises adhérentes,
- de promouvoir l'image des zones d'activités et des entreprises occupantes,
- de représenter les intérêts des entreprises des ZA auprès des collectivités, administrations, services publics et autres interlocuteurs représentatifs de la vie économique,
- de contribuer à mener à bien des actions visant à améliorer le développement économique des entreprises et le cadre de vie des salariés (emploi, services aux salariés...)
- de réaliser ou faire réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-

dessus.

Ces objectifs se traduisent dans les faits par un ambitieux programme d'animation qui se concentre sur 4 axes principaux : la mobilité, l'emploi, le marketing territorial et la recherche de synergies interentreprises.

IV- Résultats 2019 :

Actions en faveur du réseau inter-entreprises :

Durant l'année 2019 une cinquantaine d'événement ont été organisés, ceux-ci ont pris différentes formes :

- Petits déjeuners
- After-work
- Déjeuner Instant Formation & Recrutement
- Bizness Snackin' (Co-construites avec l'association de zones d'activités Pôle Alpha d'Aubagne)

Actions en faveur de la mobilité :

Un Plan de Déplacement Inter-Entreprises PDIE est en cours de réalisation pour le territoire Est pour lequel la DGA Mobilité a accordé en 2018 une subvention de 20 000 euros (délibérée le 18/05/2018). Par ailleurs, l'association a obtenu le 2^e prix « Solu-mob » appel à projets lancé par la Métropole. Cette subvention de 94 750 euros va contribuer plus spécifiquement à :

- La création d'une plateforme de co-voiturage
- La mise en place de navettes desservant les entreprises du territoire
- La création d'événements incitant les salariés à ne pas utiliser leurs voitures ou encore la mise à disposition de modes de transports alternatifs à la voiture (comme le vélo)

A cet effet, un premier travail de diagnostic des flux et des besoins va permettre à LEHV de rassembler l'ensemble des entreprises sur deux zones d'intervention. A la Valentine, où d'importantes entreprises sont implantées (Arkema, Heineken, Leroy Merlin, Ikea, Panzani, Novotel & Ibis Hotel, Decathlon, Etablissement Français du Sang, Casino, Printemps...) et sur la Capelette où l'on peut noter la présence de la Société des Eaux de Marseille, Pole Emploi, Henry Blanc, Delta Assurance, LEHV est à l'initiative de la mise en œuvre de deux PDIE (Plan de Déplacement Inter-Entreprises).

Actions en faveur de l'emploi :

- Identification des activités économiques et des entreprises cibles,
- Formalisation d'une méthode d'enquête (besoins des entreprises, identification des problématiques, pistes d'amélioration)
- Création d'un club « DRH » partage des compétences et des dispositifs emplois (ex : emplois francs)
- Digitalisation de la CVthèque sur le site internet (favoriser l'embauche des demandeurs d'emploi)

- Participation aux forums emplois du territoire (Mairies de secteur, Maison de l'emploi)

V- Programme d'actions 2020 :

L'association LEHV a recruté un deuxième permanent, afin de renforcer l'animation et la promotion du réseau.

Le programme d'animations impulsé par la nouvelle équipe aura pour vertu de dynamiser le territoire en multipliant :

- Les rencontres entre les entreprises
- D'impliquer leurs adhérents
- D'attirer de nouvelles entreprises

Au total 50 événements sont programmés sur 2020 :

- 10 Déjeuners business mensuels pour développer les réseaux
- 2 Grands rendez-vous : L'Assemblée Générale annuelle et Les Vœux sont les deux événements incontournables des acteurs économiques
- 25 rencontres thématiques : groupes de travail par filière d'activité, « Commission Industrie », « Commission Commerce » « Commission Santé » et « Commission Capelette »
- 10 After-Work et Petit-Déj'
- 2 événements interzone « Job Boost » et « Business Buzz » facilitent la mise en relation des réseaux d'entreprises de l'Est Métropolitain (T2R)
- 1 événement VIP, le « Club Partenaires » un événement haut de gamme, réunissant les représentants des plus grandes entreprises du territoire
- 1 événement sportif : course pédestre la Nocturne « Lions Club Marseille Doyen »

Actions en faveur de l'emploi :

Afin de dynamiser l'emploi sur le territoire, l'association s'implique d'avantage dans la mise en relation entre l'offre et la demande à travers la digitalisation de la CVthèque.

Action en faveur de la mobilité :

Le plan de déplacement inter-entreprises de la Vallée de l'Huveaune sera déployé au-delà du territoire Est et donc sur tout le territoire de l'Huveaune.

Marketing territorial :

L'objectif pour 2020, finalisation du nouveau site internet (www.lehv.fr) et poursuite de l'édition d'une revue économique (biannuelle).

VI - Budget prévisionnel 2020 :

Le budget prévisionnel 2020 est de 230 000 euros contre 70 495 euros en 2019, soit une hausse de +329%. Cette augmentation significative s'explique par une diversification des recettes de nouveaux financeurs. Cette évolution permettra l'embauche d'un salarié.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention globale à hauteur de 40 000 euros à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée au titre de l'année 2020. Elle se décompose comme suit :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros afin de contribuer la mise en oeuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité,
- une subvention de fonctionnement de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'émettre un avis sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole concernant une subvention globale 40 000 euros à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée au titre de l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance, le soutien aux associations d'entreprises du territoire représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le périmètre du territoire Marseille-Provence, secteur de l'Huveaune-vallée, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-867/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association d'entreprises Apage

DPEATSV 19/17989/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et

ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

Présentation générale de l'association

Le Parc d'Activités de Gémenos de la Plaine de Jouques à Gémenos a été créé en 1989, simultanément à ceux d'Aubagne et de la Ciotat, à l'initiative du Ministère de l'Industrie. L'objectif était de faire face à un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer).

L'Association du Parc d'Activités de Gémenos « APAGE », régie par la loi de 1865, a été créée en même temps que le Parc d'Activités dont le périmètre est de 80 hectares. Les 112 propriétaires sont tous adhérents. L'association recense également des cotisants volontaires, représentés par les locataires et les entreprises de la commune de Gémenos se situant en dehors de son périmètre. Au total, l'association regroupe, en 2018, 151 adhérents (dont 39 cotisants volontaires), chiffre en constante hausse.

Aujourd'hui, le Parc d'Activités de Gémenos représente :

- quelques 275 entreprises de tailles et activités très diversifiées,
- soit plus de 4 000 emplois.

L'Association a pour rôle de :

- Défendre les intérêts des propriétaires,
- Mutualiser les actions vis-à-vis des nouvelles réglementations,
- Représenter les adhérents auprès des compétences territoriales,
- Communiquer, animer et promouvoir le Parc d'Activités,
- Assurer la bonne gestion du territoire du Parc d'Activités,
- Mettre en œuvre tout projet d'intérêt commun (exemple : mise en œuvre du tri sélectif des déchets).

Les actions menées par l'association

A travers un programme varié d'animation et de communication, l'association œuvre à faciliter le développement de leurs entreprises adhérentes sur les thèmes suivants :

- Le développement de leurs réseaux : les 7 associations de zones d'activité du bassin Est (Apag, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation de deux événements communs dont une journée d'échanges entre les entreprises du Bassin Est de la Métropole « Business Buzz ». En 2019, l'Apag pilote l'organisation. L'édition 2019 du Business Buzz « redimensionné » est programmée le 28/11/2019 au Château de la Roque Forcade. La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité être visible lors de cette journée de

rencontres à destination des TPE/PME et des grands donneurs d'ordre des Territoires Marseille Provence et Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Un budget de 3600 euros a été alloué.

- L'emploi
- Le second événement est une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost ».
- La mobilité (PDIE : Plan de déplacement Inter-Entreprises, site de covoiturage...)
- La gestion collective des déchets (collecte des archives, des palettes, des DEEE, sensibilisation au tri). L'arrêt de la collecte des déchets par la collectivité publique est planifié au 13/01/2020.
- La sécurité (Mis en place d'une commission de travail avec l'ASL des Paluds depuis 2017 sur le PPRI Plan de Prévention des Risques d'Inondation (investissement dans l'expertise d'un bureau d'études, réunions d'information organisées...)
- La signalétique (actualisation annuelle des 4 panneaux RIS du parc d'activité par l'association)
- La Fibre : contrat cadre signé par l'Apag avec SFR Business

Les liens avec le Conseil de Territoire Marseille Provence

Le Conseil de Territoire Marseille Provence au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient financièrement l'association d'entreprises l'Apag depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

En tant qu'acteur de proximité existant depuis la création du parc d'activité, le travail partenarial entre l'association de zones d'activité AZA et le Conseil de Territoire Marseille Provence se renforce chaque année. Ainsi l'association remonte au fil de l'eau au référent AZA de la collectivité publique les éventuels dysfonctionnements repérés en lien avec les compétences des DGA opérationnelles de l'EPCI ainsi que les besoins et demandes des entreprises ; ce qui permet une meilleure gestion au quotidien du parc d'activité et participe au développement des entreprises. Egalement, des RDV communs avec les entreprises du parc d'activité sont organisés entre l'association d'entreprises et la collectivité publique pour parfaire notre connaissance du tissu économique et donner de la visibilité aux entreprises sur les actions de la collectivité.

Depuis plusieurs années, l'APAGE s'est associée avec l'ASL des Paluds et l'ASL d'Auchan en créant une association ad hoc Mobilités pour faire avancer le sujet de la mobilité de façon mutualisée sur les communes voisines de Gémenos et d'Aubagne. L'Apag en tant que membre fondateur et administrateur finance l'association Mobilités à hauteur de 12 000 euros par an. La Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de sa compétence Mobilité

soutient le fonctionnement de l'association Mobilités à hauteur de 40 000 euros en 2020. De plus, l'association Mobilités a été lauréate de l'AAP Appel à projet Solu-mob lancée en 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer l'application « Mobil'act » sur les exercices 2019 et 2020 (50% de leurs actions pluriannuelles soutenus soit un montant total de 97 500 euros).

Aussi, le Conseil de Territoire et la Métropole mettent

en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Budget prévisionnel 2020 de l'association APAGE

DEPENSES		RECETTES	
Achats	3 000 €	Cotisations Adhérents + Partenaires	66 000 €
Autres services extérieurs	12 400 €	Subvention Département	6 000 €
Impôts et taxes	1 100 €	Subvention Métropole AMP CT1	15 000 €
Charges de personnel	52 700 €	Subvention Ville de Gémenos	15 000 €
Personnels bénévoles	44 000 €	Personnels bénévoles	44 000 €
TOTAL DEPENSES	146 000 €	TOTAL RECETTES	146 000 €

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 146 000 euros pour l'année 2020, en légèrement hausse par rapport à l'exercice précédent (139 000 euros). Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 36 000 euros, soit un quart du budget total. L'association s'autofinance à hauteur des 75% du budget dont plus de 45% par les cotisations des adhérents et les partenariats privés développés. L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 15 000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Apage de 10 000 euros pour l'exercice 2020, à l'instar de l'exercice précédent, sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 10 000 euros à l'association Apage au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document relatif à cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 006-868/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Roca Fortis Entreprises Développement**

DPEATSV 19/18019/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisi des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité publique a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire métropolitain et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

Présentation générale de l'association

La commune de Roquefort la Bédoule dispose sur son territoire de deux zones d'activités économiques.

- Les Fourniers, sur le site de l'ancienne cimenterie Romain Boyer, est un espace dédié aux activités artisanales d'une vingtaine d'entreprises et s'étend sur 5 ha développés et 5 ha en projet ;
- La zone d'activités économiques de la Plaine du Caire, créée en 1986 par la Commune et étendue en 2010 par le Conseil de Territoire

Marseille Provence s'étend sur 32 ha et accueille une centaine de TPE et PME.

L'ensemble représente environ un millier d'emplois.

Le Conseil de Territoire a réalisé en 2010 l'extension de la ZI Plaine du Caire sous forme d'un lotissement de 15 lots à destination de PME/PMI locales. La dynamique économique sur ce territoire non représenté par les associations d'entreprises voisines a fait émerger le besoin de fédérer les entreprises entre elles. Ainsi l'association d'entreprises Roca Fortis Entreprises Développement s'est créée en juillet 2016.

L'Association a pour rôle de :

- Défendre les intérêts des entreprises de Roquefort La Bédoule et des communes voisines,
- Mutualiser les actions vis-à-vis des nouvelles réglementations,
- Représenter les adhérents auprès des compétences territoriales,
- Communiquer, animer et promouvoir le Parc d'Entreprises,
- Assurer la bonne gestion du territoire du Parc d'Entreprises,
- Mettre en œuvre tout projet d'intérêt commun.

Chiffres clés :

- 18 administrateurs
- 52 adhérents (en hausse par rapport à 2019, soit
- 5 commissions
- 1 permanent à temps partiel recruté depuis fin 2018

Les actions menées par l'association

L'association récente étoffe progressivement son offre de services auprès des entreprises :

- Animation d'un site internet dédié,
- Communication et animation territoriale en vue d'accroître le nombre d'adhérents,
- Amélioration de la sécurité et de la signalétique de la ZA de la Plaine du Caire en lien avec les collectivités publiques,
- Partenariat récent mis en place avec les acteurs publics de l'emploi (Mission Locale, PLIE et Pôle Emploi),
- Mutualisation d'offres diverses : une gestion collective des déchets des entreprises commence à être mise en place avec la proposition de plusieurs collectes gratuites de déchets recyclables ; cette composante de l'action de l'association va être renforcée avec l'arrêt programmé de la collecte des déchets par la collectivité publique en janvier 2020. Egalement une action mutualisée menée sur le sujet des OLD, obligations de débroussaillage a été initiée.

L'association Roca Fortis travaille en partenariat avec les six autres associations d'entreprises du bassin Est sous la marque T2R (Apage, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) et ainsi participe à l'organisation des deux événements phare de leur regroupement à savoir Business Buzz en faveur du développement des réseaux des entreprises et Job Boost à destination des demandeurs d'emploi.

Les liens avec le Conseil de Territoire Marseille Provence

Le Conseil de Territoire Marseille Provence au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient financièrement l'association d'entreprises Roca Fortis depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

Un travail partenarial entre la récente association de zones d'activité « AZA » et la collectivité publique via le référent AZA est en co-construction. Ainsi l'association remonte au fil de l'eau les éventuels dysfonctionnements repérés sur la zone d'activité en lien avec les compétences des DGA opérationnelles

de l'EPCI. Un registre des « incidents relevés » est ainsi tenu par l'association et adressé simultanément au référent AZA de la Métropole et au DST de la Ville de Roquefort La Bedoule ; ce qui participe à une meilleure gestion au quotidien du parc d'activité. L'association oriente également les demandes de ses adhérents vers le référent AZA de la Métropole pour que la collectivité publique puisse accompagner les entreprises dans leur développement économique et en particulier dans leur recherche d'une nouvelle implantation.

Par ailleurs, la Métropole et ses conseils de territoire mettent en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Détail du budget prévisionnel 2020 de l'association Roca Fortis

DEPENSES		RECETTES	
Achats	1 900	Cotisations et partenariats privés	17 155
Services extérieurs	950	Subvention Département	5 000
Autres services extérieurs	7 820	Subvention Conseil de Territoire MP	8 000
Charges de personnel	23 850	Subvention Commune Roquefort La Bedoule	1 000
Impôts et taxes	235	Emplois aidés	3 600
Bénévolat	32 200	Bénévolat	32 200
TOTAL DEPENSES	66 955 €	TOTAL RECETTES	66 955 €

Le budget prévisionnel global de l'association est de 66 955 euros pour l'année 2020, en constante hausse (augmentation significative de plus de 35% par rapport à l'exercice précédent (49 005 euros en 2019) ; ce qui témoigne du dynamisme de la récente association d'entreprise. Le montant des cotisations des entreprises et des partenariats privés a presque doublé (17155 euros budgétisés sur 2020 au lieu de 9145 euros sur 2019). Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 17 600 euros, soit près 25% du budget. L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence à hauteur de 8 000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Roca Fortis à hauteur de 5 000 euros pour l'exercice 2020, sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du

Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 5 000 euros à l'association Roca Fortis Entreprises Développement au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document afférent à cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 007-870/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Cap Au Nord Entreprendre - Approbation d'une convention**

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 19/18023/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

En cohérence avec l'agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence affirme sa volonté de faciliter le développement des entreprises et de leur permettre une relation simplifiée, fluide et efficace avec les services métropolitains pour améliorer leur cadre de travail et celui de leurs salariés, une stratégie de soutien métropolitain aux Associations de zones d'activité (dont Cap Au Nord Entreprendre) est mise en place pour l'année 2020.

De plus elle s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...).

Par ailleurs la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour les projets de l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Dans ce cadre la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE.

Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

L'association Cap Au Nord Entreprendre (CANE), créée en 2009 et issue de la fusion entre les deux associations fondatrices « Arnavant » et EZF (Entreprendre en Zone Franche), est l'association d'entreprises de Marseille Nord. Elle fédère aujourd'hui 300 entreprises sur le territoire, qu'il s'agisse de TPE, de Start up, d'ETI, de PME ou de grands comptes comme Haribo ou Pernod Ricard. Elle a pour missions :

- le renforcement et le développement des réseaux d'entreprises existants sur le territoire économique Marseille Nord, soit les 13e, 14e, 15e et 16e arrondissements ;

- la promotion de l'activité économique dans les quartiers Nord de Marseille : actions et services auprès des entreprises (et acteurs du territoire) ; aider au développement, et à la mise en place de projets, favoriser la création d'emplois de faciliter la mise en lien entre entreprises, institutions et organisations ;
- l'influence et le Lobbying : être force de propositions auprès des grands décideurs économiques, et, pro-actif dans les besoins du territoire ;
- La création de groupe de travail sur des thématiques spécifiques : RSE, transport et mobilité des salariés, emploi et RH, culture et patrimoine du territoire ;
- Enfin, plus généralement réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus.

De manière parallèle aux nombreuses politiques axées sur le secteur des quartiers du nord de Marseille, l'association Cap Au Nord Entreprendre a initié des démarches dans le but de renforcer l'attractivité économique et l'accès à l'emploi de son territoire. Ainsi, l'association, dans le souhait de dynamiser le développement économique de Marseille Nord, a mis sur pied un Plan de Déplacements Inter-Entreprises, regroupant différentes actions innovantes, comme la création d'une plateforme de services de mobilité à fort impact social « *Nord We Go* ».

L'Association vise à travers son PDIE à faciliter les déplacements des salariés des entreprises du secteur géographique, notamment sur les premiers et derniers kilomètres, proposer des solutions alternatives à l'autosolisme, mettre en œuvre les partenariats nécessaires à l'accomplissement de ses objectifs, ainsi qu'un plan d'actions servant le développement et la promotion des mobilités durables parmi lesquelles :

- L'organisation d'offres de service : autopartage de véhicules électriques, covoiturage, notamment pour les salarié-e-s précaires, accompagnement au management de la mobilité ;
- L'entretien pour le compte des acteurs économiques liés à l'association des relations avec les autorités organisatrices des transports ;
- Le conseil en mobilité ;
- L'utilisation en entreprise de l'outil Le Pilote ;
- Le soutien d'un projet de Parking Relais.

Compte tenu de ces objectifs, il est proposé d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Cap Au Nord Entreprendre à hauteur de 50 000 euros pour l'exercice 2020, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 30 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « *Nord We Go* » pour la mise en œuvre d'un plan de

déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité ;

- une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association Cap Au Nord Entreprendre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 008-869/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Septentrion pour la plateforme Polaris - Approbation d'une convention

DEE 19/18027/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Le Contrat de Baie est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser l'ensemble du littoral métropolitain et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

SEPTENTRION est une association (loi 1901) dont les objectifs s'articulent autour de 3 axes de développement :

- Etudier pour comprendre,
- Partager pour sensibiliser,
- Transmettre pour former.

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figure l'action 14 « mise en place d'observatoires », et plus spécifiquement l'opération 14_05 portée par Septentrion Environnement « Mise en place et développement de la plateforme POLARIS » sur le périmètre initial du Contrat.

Cette association a pour but de contribuer à la connaissance et à la préservation du milieu marin en s'inscrivant dans un contexte de développement durable et s'appuyant notamment sur le patrimoine environnemental, écologique et culturel du littoral, en particulier le littoral méditerranéen.

L'association se définit comme une plateforme scientifique et pédagogique en milieu marin.

L'association Septentrion a pour projet de mettre en place et de développer une plateforme appelée « POLARIS » qui est une plateforme de test et de développement de méthodes d'observation destinées à acquérir de la connaissance sur le milieu marin pour le gestionnaire par un public de plongeurs-citoyens multi-niveaux de compétences.

Cette plateforme est un projet pilote de collaboration entre gestionnaires, scientifiques et citoyens en faveur de la connaissance et de la protection du milieu marin. Elle répond aux besoins des scientifiques et des gestionnaires d'élargir et de démultiplier l'acquisition de données de terrain sur un territoire géographique large en impliquant d'avantage les plongeurs-citoyens.

Par délibération POR 002-13/10/16 CT, le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention de 8 000 euros à l'association SEPTENTRION dans le cadre de son projet POLARIS, correspondant à 15% du montant du projet.

Les actions menées en 2016 ont permis d'initier des échanges et collaborations multi-acteurs, de recueillir des besoins locaux et de tester des premiers protocoles via l'école de plongée environnementale de SEPTENTRION, auprès des plongeurs loisirs. Les trois prochaines années seront donc consacrées au véritable développement de cette plateforme d'observation du milieu marin.

Pour l'année 2017, la Métropole a versé une subvention de 8 000 euros correspondant à environ 11% du projet.

Pour l'année 2019, la Métropole a versé une subvention de 11 000 euros correspondant à environ 11% du projet, qui comprend, pour la phase 2 :

- **La rédaction d'une note méthodologique dans sa première version,**
- **La poursuite du Comité de pilotage de POLARIS :** 1 réunion/an, Ateliers de travail : 2 à 3 réunions/commission,
- **La poursuite de la collecte des données et leur traitement :** 150 à 200 observations envisagées, construction d'une application mobile (2e version), traitement des données collectées,
- **La pérennisation financière de POLARIS,**
- **L'initialisation de la mise en place d'un observatoire du milieu marin :** Assoir POLARIS comme outil permettant de répondre à certains objectifs des stratégies de gestion, tester la transférabilité de la démarche en vue des actions 2020, s'appuyer sur des observatoires

existants pour bénéficier de retours d'expériences.

Le montant global de l'action 14_05 proposée par l'association SEPTENTRION, s'élève pour l'année 2020, à **115 000 euros TTC**.

Dans la mesure où le Comité de Baie a acté la définition d'une stratégie globale d'information et de sensibilisation à l'échelle du Contrat de Baie, il est proposé de ne retenir au financement 2020 de la Métropole, dans la proposition de SEPTENTRION que la partie technique du projet POLARIS, à savoir la poursuite et la pérennisation de la plateforme, ainsi que la poursuite du traitement des données collectées. La partie sensibilisation, formation, supports pédagogiques, sera abordée dans le cadre de la stratégie globale d'information sur publics cibles si celle-ci est conforme à la stratégie globale en cours de définition à l'échelle du Contrat de Baie.

- Il est ainsi proposé que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant de 10 000 euros TTC, soit 11.50 % du montant total de 115 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en

œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;

- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération 2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée ;
- La Fiche action 14 inscrite au Contrat de Baie ;
- La délibération POR 002-13/13/10/16 CT portant attribution d'une subvention à l'association SEPTENTRION pour la mise en place et le développement de la plateforme POLARIS et approbation d'une convention pour l'année 2016 ;
- La délibération POR 001-851/17/CT portant sur l'approbation de la convention de partenariat et le versement d'une subvention à l'association SEPTENTRION pour la poursuite du projet POLARIS en 2017 ;
- La délibération VECO 012-397/19/CT portant sur l'approbation de la convention de partenariat et le versement d'une subvention à l'association SEPTENTRION pour la poursuite du projet POLARIS en 2019 visant la mise en place et le développement de la plateforme.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la phase opérationnelle du Contrat de Baie agréé le 12 juin 2015 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention totale de 10 000 euros pour l'année 2020 à l'association SEPTENTRION.

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association SEPTENTRION.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence : Sous-politique G610- Nature 65748 – Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 009-871/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'Ecole Centrale Marseille pour la gestion du dispositif de surveillance des accès du Technopôle de Château-Gombert - Approbation d'une convention

DPEATSV 19/18029/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage du développement et de l'aménagement du Technopole de Château-Gombert, l'une des têtes de ponts de la recherche et de l'innovation sur le territoire métropolitain, 1er pôle français de recherche en mécanique-énergétique après Paris, qui rassemble 8 laboratoires de recherche, plus de 600 chercheurs, 2600 étudiants, 170 entreprises (Cybernétix, Traxens, CMR, ERAS...) 4 000 salariés et un écosystème complet de soutien à l'innovation (Incubateur, pépinières, pôles de compétitivité).

En 2016, les usagers du Technopôle de Château-Gombert ont dû faire face à une recrudescence d'incidents graves sur le périmètre du cœur de site, qui regroupe en particulier les écoles Centrale Marseille et Polytech Marseille, les résidences étudiantes et plusieurs laboratoires de recherche.

Afin de lutter contre la survenue de tels actes, un travail collectif réunissant les directeurs des différentes structures concernées, les services de la police municipale, nationale et la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône a permis de définir une série de mesures préventives.

Conformément à « l'Etude Sûreté » réalisée par la section Prévention situationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, un dispositif de surveillance des accès autorisés des différents organismes du Technopole a été mis en place sur le périmètre concerné aux heures de faible fréquentation.

Financé conjointement par Centrale Marseille, la Métropole Aix-Marseille Provence et Aix-Marseille Université, ce dispositif a été géré de septembre 2016 à décembre 2019 par Centrale Marseille, qui dispose déjà d'un PC sécurité.

Le budget prévisionnel pour 2020 de cette prestation de renfort opérée par Centrale Marseille est de 45 000 euros.

Le montant de la subvention demandée à la Métropole Aix-Marseille Provence est de 15 000 euros, soit 33% aux côtés de ses deux autres partenaires sur le site, l'Ecole Centrale Marseille et Aix-Marseille Université.

L'efficacité de ce dispositif, associé à la mobilisation de la police nationale et municipale dont la fréquence des rondes a été augmentée dans le secteur, a permis d'enrayer la spirale de violence qui semblait installée.

Comme l'avait anticipé l'étude « Sûreté », ce contrôle des différentes entrées d'établissements aux heures de faible fréquentation « participe à la dissuasion des actes de malveillance et envoie un signal fort à la fois aux usagers et aux individus malveillants ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'assurer la surveillance des accès autorisés des structures du Technopole de

Château-Gombert en-dehors des heures d'affluence ;

- L'enjeu du maintien de la sécurité sur le site en termes d'image et de réputation pour le Technopole, site d'excellence académique et entrepreneuriale, et pour le territoire ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention spécifique de 15 000 euros à l'Ecole Centrale Marseille au titre de l'année 2020 pour la gestion du dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopole.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Ecole Centrale Marseille ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer la dite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320- Chapitre 65- Article 657382 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 010-872/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association du Technopôle Marseille Provence pour 2020 - Approbation d'une convention DPEATSV 19/18031/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopole Marseille Provence, campus, pôle de recherche scientifique et zone d'activités dédiée à l'innovation technologique, est aujourd'hui au cœur d'une dynamique de requalification urbaine et économique portée conjointement par deux directions opérationnelles de la Métropole Aix-Marseille Provence, la Direction Générale Adjointe du

Développement Economique, Emploi & Attractivité et la Direction Générale Adjointe de l'Urbanisme et de la Stratégie Territoriale.

Chiffres clefs Technopole Marseille Provence

- 170 entreprises dont 50 start-up – 4000 salariés dont 660 chercheurs, 2000 étudiants
- Plusieurs leaders hi-tech de l'économie productive métropolitaine : Provepharm, TraXens, etc
- Deux grandes écoles d'ingénieurs : Ecole Centrale Marseille et Polytech'Marseille (AMU)
- 8 laboratoires de recherche publique et plateformes technologiques associées
- Un écosystème complet de soutien à la création et au développement des entreprises innovantes : Incubateur Impulse / Pépinière Marseille Innovation / Pôle de compétitivité Optitec
- Nouvelles implantations et salariés prévues à horizon 2022 : + 350 salariés minimum

Malgré le nombre déjà important et croissant de ses salariés à horizon 2021 (+ 350 nouveaux salariés minimum), le Technopole est resté jusqu'en 2019 dépourvu d'une association de zone d'activités structurée et dotée de moyens humains, comme sur l'ensemble des autres zones d'activités ou villages d'entreprises (Athélia à La Ciotat, Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée, etc).

Afin de fédérer cet écosystème technologique sur le territoire et mener à bien les projets indispensables au fonctionnement d'un site de cette envergure en lien avec la mobilité ou encore l'économie circulaire, les acteurs majeurs du Technopole ont déposé le 6 juin 2019 les statuts de l'Association du Technopole Marseille Provence et proposé un programme d'actions mis en place dès le 2^{ème} semestre 2019.

Organisée autour de ses membres fondateurs et historiques que sont Aix-Marseille Université, l'Ecole Centrale Marseille, la pépinière de start-up Marseille Innovation, les Clubs d'entreprises existants et les entreprises les plus innovantes du site ayant investi sur le Technopole depuis plusieurs années, l'association a défini une feuille de route ambitieuse pour 2020, construite de manière à mobiliser le plus d'entreprises possible autour de plusieurs actions prioritaires et déterminantes pour leur attractivité, et parvenir à consolider son modèle économique de manière autonome dans les prochaines années.

Les axes majeurs suivants, qui nécessiteront la réalisation d'études de faisabilité et de benchmark thématiques, ont été définis : la mobilité des salariés, la mise en place de solutions pour la réduction et la collecte des déchets, l'emploi et les solutions de recrutement pour PME, mais aussi la mise en place d'une stratégie marketing et de communication pour la communauté technopolitaine.

Le budget prévisionnel de la feuille de route 2020 de l'Association du Technopole Marseille Provence s'élève à 127 000 euros. Il est proposé de soutenir le développement de l'Association du Technopole Marseille Provence à hauteur de 55% soit un montant de 70 000 euros.

Voir annexe 1 – Budget prévisionnel

L'association de zone sur le Technopole est un outil précieux au service du bon fonctionnement du site dans un contexte de fort développement urbain et économique (nouvelles implantations, nouveaux salariés, etc). Les actions proposées par l'Association Technopole Marseille Provence Château-Gombert prennent par ailleurs tout leur sens par ailleurs dans le cadre des projets de requalification des espaces publics du cœur de Technopole programmés par la Métropole sous maîtrise d'ouvrage SOLEAM en 2021 qui ont notamment fixé la mobilité comme l'une de leurs priorités thématiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- L'intérêt de soutenir l'association du Technopole Marseille Provence et la réalisation de sa feuille de route 2020 dans le contexte de développement urbain et économique du Technopole Marseille Provence ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de 70 000 euros à l'Association du Technopole Marseille Provence Château-Gombert pour la réalisation des actions de l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association du Technopole Marseille Provence Château-Gombert ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer la dite convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320 - Chapitre 65 – Nature 65748 – fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 011-873/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association d'entreprises Athelia Entreprendre de la Zone d'activités de La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/18039/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisi des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises PDIE sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...).

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association Athelia Entreprendre, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le programme d'actions s'adresse également aux deux sexes.

Des réunions d'information et de sensibilisation sont proposées aux associations de zones d'activité.

Présentation générale de l'association

La zone d'activité Athelia de La Ciotat a été créée en 1987, simultanément à ceux d'Aubagne et de Gémenos, à l'initiative du Ministère de l'Industrie. L'objectif était de faire face à un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer). La zone d'activité s'étendant sur près de 110 hectares regroupe aujourd'hui 300 entreprises de toutes tailles, qui emploient plus de 4 000 salariés. La Métropole Aix-Marseille-Provence vient d'achever l'aménagement de l'ultime tranche Athelia V dont la commercialisation de 24ha de fonciers est en cours ; l'objectif étant d'accueillir 1500 emplois supplémentaires à terme.

Athelia Entreprendre est une association loi 1901 créée en 2002, qui a pour mission la promotion et l'animation de la zone d'activité Athelia. Acteur économique incontournable de La Ciotat et du bassin de l'Est métropolitain, l'association est un partenaire de référence en matière de développement

économique aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Chiffres clés :

- 190 adhérents (représentant plus de 60% ; en légère et constante hausse par rapport à 2019)
- 15 + 2 membres du CA
- 60 bénévoles
- 8 commissions composées de membres bénévoles : dirigeants, collaborateurs des entreprises adhérentes et acteurs économiques locaux.
- Une équipe permanente de 3 personnes

L'association d'entreprises dont la RSE est l'ADN a pour rôle de :

- Communiquer et promouvoir les valeurs d'entreprises et le développement personnel des salariés comme le moteur de la profitabilité et du développement des entreprises
- Développer la culture du développement durable au service de toutes les entreprises des zones Athelia et de leurs salariés, en faveur d'un cadre de vie attractif et d'un environnement professionnel convivial
- Fédérer toutes les forces économiques régionales et les mettre à disposition du développement des entreprises d'Athelia et du bien-être de ses salariés.
- Contribuer à l'attractivité de l'environnement et à l'amélioration continue du cadre de vie de tous les acteurs des zones Athelia.
- Faire des zones d'activité d'Athelia un modèle régional en terme environnemental.

Les actions menées par l'association

A travers un programme varié d'animation et de communication, l'association Athelia Entreprendre œuvre à faciliter le développement de leurs entreprises adhérentes sur les thèmes suivants :

- Favoriser le développement économique des entreprises :

En organisant des événements reconnus, l'association favorise les échanges entre les entreprises (Les Vœux d'Athelia - L'Assemblée Générale d'Athelia – Les « Mardis d'Athelia » ...). Les sept associations de zones d'activité « AZA » du bassin Est (Apage, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation deux événements communs dont une journée d'échanges entre les entreprises du Bassin Est de la Métropole « Business Buzz ».

- Dimension sociale : emploi et bien-être des salariés :

Le second évènement est une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost ». En 2019 aura lieu sur La Ciotat la 5^e édition de cet évènement créé à l'origine par l'association Athelia Entreprendre puis étendu aux 7 AZA. La journée consiste en conseils auprès de demandeurs d'emplois dispensés par des professionnels des Ressources Humaines en activité dans les entreprises du Territoire. Ainsi 80 bénévoles, se mettent à la disposition d'environ 500 demandeurs d'emplois au moyen d'ateliers (simulation d'entretien, coaching...).

L'association organise toute l'année des évènements festifs pour favoriser les échanges entre les salariés et les entreprises de la ZA. Un projet d'ouverture d'une crèche inter-entreprises porté par l'association a par exemple été mené.

- Dimension environnementale :

Des démarches engagées dès 2015 par l'association ont permis la double certification ISO 14 001 et 50 001 de la zone d'activité. En parallèle, de nombreuses collectes mutualisées de déchets sont proposées aux entreprises (palettes, D3E, consommables informatiques...). Athelia Entreprendre et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont candidaté conjointement en 2019 au label Parc +.

- Promotion des mobilités alternatives :

Depuis 2009 la commission Mobilité Durable a mis en place un certain nombre d'actions. Plusieurs enquêtes de mobilité, en 2009, 2013 et 2018, ainsi qu'une analyse du risque routier ont été réalisées. Des résultats ont été obtenus comme par exemple la coordination des horaires de bus et de TER. Une variété de supports de communication ont été créés, notamment en lien avec la mise en place d'un site de covoiturage créé en 2012 et modernisé en 2018.

Depuis 2018, le rapport PDMIE (Plan de Mobilité Inter-Entreprises) des entreprises de plus de 100 salariés partenaires de la commission Mobilité est réalisé par l'association du fait de l'obligation réglementaire qui les vise. Ce plan s'inscrit dans une démarche de développement durable et permet à ces

entreprises d'initier des actions de mobilité pour ses salariés.

Les liens avec la Métropole Aix-Marseille-Provence

Pour rappel, le Conseil de Territoire Marseille Provence soutient financièrement l'association de zones d'activité Athelia Entreprendre depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

En tant qu'acteur de proximité existant depuis plus de 17 ans, le travail partenarial avec la Métropole Aix-Marseille-Provence se renforce chaque année. Ainsi l'association de zones d'activité « AZA » remonte à la collectivité publique via le référent « AZA » au fil de l'eau les éventuels dysfonctionnements repérés sur la zone d'activité en lien avec les compétences des DGA opérationnelles de l'EPCI. Un registre des « incidents relevés » est ainsi tenu par l'association ; ce qui participe à une meilleure gestion au quotidien du parc d'activité. Egalement, l'association oriente également les demandes de ses adhérents vers le référent AZA de la Métropole pour que la collectivité publique puisse accompagner les entreprises dans leur développement économique et en particulier dans leur recherche d'une nouvelle implantation.

Concernant la Mobilité, le Conseil de Territoire de Marseille Provence soutient financièrement la mise en œuvre du Plan de mobilité Inter-entreprises d'Athelia Entreprendre. Le lien partenarial avec la Métropole est facilité par la présence d'un conseiller mobilité assurant au sein de la commission une veille sur la mobilité des entreprises de son périmètre en collaboration avec la DGA opérationnelle de l'EPCI. Ainsi, la commission Mobilité Durable de l'association a pour mission de faire émerger différents projets pour réduire et optimiser les déplacements générés par l'activité de la zone, mettant en place des alternatives durables, en conjonction d'objectifs avec l'agenda de la Mobilité de la Métropole.

Détail des principaux postes du budget prévisionnel 2019 de l'association Athelia Entreprendre

DEPENSES		RECETTES	
Achats	17 200	Cotisations et Partenariats privés	115 020
Services extérieurs	27 670	Ventes prestations services	3 740
Autres services extérieurs	90 230	Subvention Commune de La Ciotat	35 000
Charges de personnel	170 130	Subvention Département	15 000
Impôt et taxes	1 200	Subvention Métropole AMP / Développement économique	15 000
		Subvention Métropole / Mobilité	15 000
		Subvention Métropole / Emploi	20 000
		Appel à projet Ademe/Région projet ETI	86 225
Contributions volontaires	27 000	Contributions volontaires	27 000
TOTAL DEPENSES	332 335 €	TOTAL RECETTES	332 335 €

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 332 335 euros en 2020 (soit une augmentation de près de 40% par rapport au budget de 238 410 euros de 2019). Cette hausse significative s'explique en grande partie par la volonté de l'association de répondre à un appel à projet conjoint de l'Ademe et de la Région Sud en vue de travailler sur un projet ETI Ecologie Industrielle Territoriale dont l'objectif principal est de développer des études de réduction des déchets à la source. Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 186 225 euros, soit 56 % du budget total. Il est significatif de noter que l'autofinancement généré par les cotisations perçues et les partenariats privés conclus approche les 38%. L'association Athelia Entreprendre sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une subvention globale de 50 000 euros au titre de ses compétences Développement économique, Mobilité et Emploi pour l'année 2020.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Athelia Entreprendre à hauteur de 20 000 euros pour l'exercice 2020, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement de 10 000 euros au titre de sa compétence Développement économique sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Une subvention de fonctionnement de 10 000 euros au titre de sa compétence Mobilité, sur le budget annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Pour l'exercice 2020, il n'est pas prévu d'attribuer une subvention au titre de sa compétence Emploi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire Marseille Provence, zone d'Athélia à La Ciotat, en leur proposant des services adaptés ;
- l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'association Athélia Entreprendre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 012-874/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Abiho Calanques - Approbation d'une convention**

DEE 19/18041/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'EcoQuartier du Parc des Calanques émane de l'opération de Renouvellement Urbain des « Hauts de Mazargues » située dans le 9^e arrondissement de Marseille sur les 3 quartiers Soude, Jarre et Baou de Sormiou.

Début 2017 a été acté, le co-pilotage de la démarche «EcoQuartier» entre la Métropole-Territoire Marseille-Provence et le GIP «Marseille Rénovation Urbaine».

L'EcoQuartier du Parc des Calanques a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi le premier EcoQuartier du Territoire « Marseille Provence » à obtenir cette étape et le 2^{ème} EcoQuartier de la Métropole.

Afin de poursuivre et même développer les dynamiques générées par l'EcoQuartier, et en coordination avec les équipes de la Politique de la Ville, le Territoire Marseille-Provence souhaite soutenir des associations dont les actions sur le terrain, concourent aux engagements EcoQuartier.

L'association Abiho Calanques, dont le siège est en plein cœur du quartier de la Cayolle (Marseille 9^e) a pour objet social «Gérer et développer de manière pérenne un rucher en zone périurbaine du Parc National des Calanques dans une dynamique sociale environnementale et culturelle», œuvre depuis plusieurs années au sein de l'EcoQuartier.

Pour l'année 2020, Abiho porte l'action « *Les chemins des abeilles dans l'Ecoquartier du Parc des calanques et alentours* ».

Les objectifs de l'action sont :

- Sensibiliser le public au monde des abeilles et à la biodiversité,
- Faire connaître le milieu apicole avec le suivi du travail des apiculteurs au fil des saisons et susciter, à terme, des vocations,
- Créer des ruchers annexes dans d'autres quartiers afin de favoriser la mobilité et les rencontres,
- Favoriser le lien social via ces quartiers éloignés favorisant prise de conscience environnementale et citoyenneté.

L'association propose les actions suivantes pour 2020 :

- Actions de sensibilisation : projections de films et débats, ateliers pédagogiques,
- Randonnées dans le Parc National des Calanques avec visite des ruches, sensibilisation à la vie des abeilles, aux plantes mellifères et suivi du travail des apiculteurs au fil des saisons,
- Actions éphémères : récolte et organisation « Fête du miel et de l'environnement »,
- Chantiers pédagogiques intergénérationnels avec Addap 13 mais aussi avec tous les acteurs locaux et associations du territoire de l'EcoQuartier.

Le Chemin des Abeilles dans l'EcoQuartier du Parc des Calanques est un moyen de recréer du dialogue et du lien social entre les anciens et les nouveaux habitants.

Le budget **prévisionnel** de l'action s'élève à 28 000€ et le financement décomposé comme suit :

Politique de la Ville (Etat, CD 13)	14 000 €	50%
AMP - Territoire Marseille Provence (EcoQuartier)	4 000 €	14%
Fonds propres	10 000 €	36%
Total	28 000 €	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du

Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial métropolitain ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de Territoire et le Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ces actions contribuent à renforcer les dynamiques environnementales et sociales à l'œuvre dans le périmètre de l'EcoQuartier ;
- Que ces actions répondent pleinement à 4 engagements du label national EcoQuartier :
- Engagement n°7 : Mettre en œuvre les conditions du vivre-ensemble et de la solidarité ;
- Engagement n°10 : Valoriser le patrimoine (naturel et bâti), l'histoire et l'identité du site ;
- Engagement n°13 : Optimiser l'utilisation des ressources et développer les filières locales et les circuits courts ;
- Engagement n°20 : Préserver et valoriser la biodiversité, les sols et les milieux naturels.

Et ce, en vue de la candidature à l'étape 4 du label à l'horizon 2021.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, de Abiho Calanques pour l'année 2020.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 4 000 euros à Abiho Calanques pour l'année 2020.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2020 établie entre le Conseil de Territoire Marseille-Provence et l'association Abiho Calanques, ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence
Fonctionnement : 4 000 euros - sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71
Crédits de paiements 2020 : versement unique et en intégralité selon Règlement Général et Financier.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 013-875/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée**

DPEATSV 19/18043/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

Le programme d'intérêt national Euroméditerranée place Marseille au rang de première place économique d'Europe du Sud avec plus 37000 emplois privés et 6 500 emplois publics regroupés sur un territoire en pleine mutation.

La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée est une association loi 1901 qui a pour objectif l'animation et la promotion des entreprises attirées par le projet Euroméditerranée. Acteur économique incontournable de la ville de Marseille, l'association est un partenaire de référence dans le développement économique aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association est présidée par Sandra CHALINET et compte deux salariés permanents. L'association couvre aussi bien les entreprises implantées sur le secteur Euroméditerranée que celles intéressées par l'attractivité du projet. L'association totalise plus de 250 adhérents de l'aire métropolitaine.

Créée initialement pour fédérer les entreprises installées sur le secteur d'Euroméditerranée, l'association est aujourd'hui tournée vers le renouveau économique de la Cité Phocéenne et s'est donnée pour missions :

- d'associer ses adhérents aux grands projets de la Métropole : Euroméditerranée 1 et 2, Marseille 2013, ITER, etc ;
- de favoriser le business développement par le maillage au sein de l'association et avec le tissu associatif et économique environnant ;
- d'apporter des services de proximité : crèche d'entreprise, développement durable, transports
- d'œuvrer pour l'emploi et la formation.

En ce qui concerne le fonctionnement, l'association se compose en trois catégories de membre : les membres fondateurs avec la CCIMP et l'EPAEM, les membres actifs et les membres associés.

Bilan des actions 2019 :

1. Participer à l'ancrage d'Euroméditerranée vers le nord de son périmètre et les nouveaux acteurs économiques
 - ♦ Actions autour de l'extension le 5 février. Balade urbaine sur le futur éco-quartier, 9 personnes
 - ♦ Visite :
 - Cinéma Europacorp Joliette le 18 janvier, 19 personnes
 - Représentation et rencontre débat au Théâtre Joliette le 14 mai, 10 personnes
 - Exposition Dubuffet au Mucem, le 23 mai, 17 personnes
 - ♦ Med'innovant :
 - Lundi's spécial innovation sur les Lauréats Med'innovant 2019 à la Coque le 6 mai et le 2 septembre, 40 personnes
 - ♦ Club des ambassadeurs / concertation économique Mise en place de la 1ère réunion
 - ♦ PDJ VIP (Hugues Parant) le 26 septembre 30 personnes

- ♦ Actions avec la Métropole le 13 juin PDJ avec Alexandre Perdriel à la Métropole PDJ nouveaux adhérents 30 personnes
- ♦ PDJ thématique Euroméditerranée le 14 octobre (Manifesta 13) et le 19 novembre (Télétravail)

2. . Business développement et actions business

- ♦ Cool Business Dating le 14 mars à l'EMD et le 18 octobre Cool Business Dating au Royal Racer
- ♦ Lundi's 11 dates représentant 336 personnes
- ♦ Petits-déjeuners " nouveaux adhérents" le 23 mars et le 3 octobre chez Euroméditerranée
- ♦ Communication : Actions avec la CCIMP Positive Business Place au Cloître le 9 juillet, 187 personnes

3. . Emploi et accompagnement des TPE/PME et des publics en demande

- ♦ Euromed'tier le 24 septembre 12 ème édition Euromed'tier
- ♦ Action avec les collègues le 16 octobre Forum des Métiers collège Versailles
- ♦ PDJ Emploi le 5 mars PDJ autour du dispositif "un parrain, un emploi" le 11 octobre
- ♦ Lab' Emploi le 3 avril
- ♦ After work autour du dispositif "un parrain, un emploi" le 6 juin
- ♦ PDJ sur le dispositif des "Emplois Francs"

4. . Mobilité

- ♦ Euromob (Meet Up mobilité, Evènement Mobilité, Cartographie en ligne, Pack test mobilité alternative, Présentation entreprises, Comité de pilotage, Communication mobilité...) le 25 avril
- ♦ Formation Plan Mobilité Entreprise le 17 septembre
- ♦ Village de la Mobilité sur le vieux port Ateliers Mobilité dans les Entreprises le 16 septembre 1200 visiteurs

Programme Prévisionnel des actions 2020

Le programme d'action et manifestation comporte 5 grands domaines.

- Participation à l'ancrage de l'EPAEM sur l'extension : Euroméditerranée Extension, Visites culturelles, Evènement Extension, PDJ VIP, visites de chantier sur Euromed II, organisation d'un concours de l'innovation ;
- Actions Business : Cool Business Dating, Lundi's, petits déjeuners

- « nouveaux adhérents », visites culturelles ;
- Favoriser l'intégration des utilisateurs au projet urbain conduit par Euroméditerranée ! Club des ambassadeurs, Outils de communication, Médiane/Community Management ;
- Emploi/ accompagnement TPE/PME : l'organisation du Salon Euromed/Tier, l'organisation de petits déjeuners RH, action avec les collègues un engagement autour de l'insertion en partenariat avec le PLIE, mobilisation des entreprises pour les stages de 3^{ème}, petits déjeuner (Pôle emploi, APEC, Mission Locale) ;
- E.mobilité : Meet-up mobilité, village de la mobilité, événement mobilité, cartographie en ligne, pack test mobilité alternative, présentation entreprises, comité de pilotage, communication mobilité.

Par ailleurs, la Métropole et ses conseils de territoire mettent en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2020, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 euros à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée.

L'association a sollicité le Conseil de Territoire de Marseille Provence pour une subvention à hauteur de 10 000 euros et devra en conséquence équilibrer son budget prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- L'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emploi, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises situées sur son territoire ;
- L'intérêt de soutenir les acteurs qui accompagnent la création et le développement des entreprises localisées sur le territoire Marseille Provence en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 5 000 euros à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 014-876/19/CT

**■CT1- Attribution d'une subvention à l'association
EA Eco-Entreprises**

**Avis du Conseil de Territoire
MET_SISM 19/18058/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des Filières d'excellence comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'Agenda Economique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir les pôles de compétitivité mais aussi d'autres clusters rassemblant entreprises et centres de recherche autour d'une filière stratégique.

Présentation de l'association Éa Eco-Entreprises :

Association créée en 1996, Éa Eco-entreprises a pour mission d'accompagner les éco-entreprises régionales dans les différentes étapes de leur parcours de croissance en favorisant notamment l'émergence de solutions et de services innovants visant à comprendre, mesurer, prévenir, limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement.

Elle est composée d'un réseau d'acteurs qui rassemble entrepreneurs, scientifiques, chercheurs autour d'un objectif commun : accélérer la transition écologique et énergétique dans l'intérêt des générations futures en proposant une approche globale interdisciplinaire, propice au développement économique et à une vision systémique des problématiques de cette transition.

Le réseau constitue ainsi pour tout acteur public ou privé qui souhaite s'engager dans l'économie circulaire, un véritable centre de ressources des solutions concrètes et efficientes existantes.

Fort de ses 166 membres parmi lesquels l'on compte plus de 150 entreprises, Éa Eco-entreprises développe une approche multi-filières (eau, déchets, sites et sols pollués, énergies renouvelables, génie écologique,...) unique en région et positionne ainsi les éco-entreprises comme acteurs de l'économie circulaire.

Reconnue pour son expertise dans le domaine de l'eau, Éa Eco-entreprises porte la délégation régionale du pôle AQUAVALLEY depuis 2011, ce qui lui permet de mettre en œuvre différentes actions structurantes pour cette filière mais également pour les filières

connexes telles que l'énergie, la biodiversité, les sites et sols pollués, au bénéfice de l'activité économique de l'ensemble.

Seul cluster à rassembler différentes filières dédiées au développement durable, Éa Eco-entreprises mènera en 2020 des actions d'appui technique visant à valoriser les solutions opérationnelles de ses membres auprès des Donneurs d'ordre Publics et privés.

Ces actions se déclineront par les leviers de compétitivité suivants :

1 - Développer et animer le Réseau

L'association développe depuis de nombreuses années des outils d'animation de son éco-système visant à mettre en relation l'ensemble de ses parties prenantes (entreprises, centres de recherche et de formation, collectivités, associations, organismes de développement économique, etc...) dans une triple perspective de développement de l'innovation, des courants d'affaires et donc de l'emploi, et de partage d'expériences.

Elle anime le réseau en s'appuyant sur les partenariats créés par l'association avec les autres acteurs régionaux, nationaux ou internationaux : information et sensibilisation sur des domaines réglementaires ou stratégiques, détection de besoins pouvant faire émerger des projets de R&D collaborative, identification de compétences complémentaires au sein du réseau (journées techniques, newsletter, groupes de travail, formation, ...).

A cet effet, Éa Eco-entreprises :

- rencontre régulièrement *les adhérents pour évaluer leurs besoins spécifiques et propose un accompagnement ciblé ;*
- *intègre de nouveaux membres*
- *organise également « Éa Business Time » chez ses membres, deux fois par an*

2 – Assurer la délégation régionale du Pôle AQUAVALLEY

Les actions proposées sont les suivantes :

- Assurer le suivi de projets initiés dans le cadre de l'action eau & énergies et animer la commission métrologie
- Organiser un événement sur le biseau salé et ses impacts (en partenariat avec la Région Sud, l'agence de l'Eau et la Métropole Aix-Marseille-Provence)
- Intervenir en tant que partenaire de la CCIMP dans l'Hydro Business meeting et le congrès international d'UICN
- Organiser deux soirées Ea Rés'eau

3 - Valoriser et promouvoir les savoir-faire :

- Proposer une nouvelle version de son site internet, vitrine des éco-solutions en région Sud
- Participer au Salon Pollutec Lyon (18 membres intéressés) en partenariat avec les autres Pôles Ecotech régionaux
- Organiser avec la DREAL PACA, 2 événements de rencontres Donneurs d'Ordre / éco-PME : favoriser la mise en relation avec les DO privés et publics
- Co-organiser avec la CCIMP la rencontre business « solutions environnementales pour les DO publics et privés »
- Organiser à Aix-en-Provence un événement dédié au Photovoltaïque
- Organiser avec la DREAL PACA, la Région Sud et la Métropole Aix-Marseille-Provence, un groupe de travail et un événement axé sur des solutions fondées sur la nature.

4 - Orienter vers de nouveaux marchés

- Positionner les adhérents le plus efficacement possible vers de nouvelles opportunités
- Sujets retenus pour 2020 : les nano-matériaux (objet de travaux au sein du réseau depuis 2 ans)
- Affiner et mettre en œuvre l'offre NEC : suite à l'accélération réalisée par RISING Sud en 2019

5 - Accompagner les entreprises en termes de RH, trésorerie, investissement

- Faisabilité technique du projet, réalisation du pré-diagnostic RSE de l'entreprise
- Mise en relation avec les membres du réseau experts et avec des potentiels financeurs
- Aide à la décision stratégique, conseil à la rédaction des dossiers, aide au pitch

Ces dispositifs seront complétés en 2020 par l'organisation d'une matinée dédiée aux nouveaux outils mis en place par la Plateforme régionale des achats de l'État, et également par le relais auprès des entreprises membres des différents dispositifs relatifs au Fonds d'Investissement pour les Entreprises de la Région (FIER).

6 - Accompagner l'Innovation

Le dispositif encourage la culture de l'innovation au sens large et accompagne individuellement les entreprises : veille à la diffusion des appels à projets, à l'émergence des idées et la formalisation des projets, à la recherche de partenaires, de financements adaptés, de labellisation et de suivi des projets.

Éa Eco-entreprises étant la délégation régionale du Pôle de compétitivité de la filière Eau, les entreprises

bénéficient pour cette filière, de l'expertise du Comité de labellisation du Pôle pour les projets de recherche collaborative (dispositif PSPC ex FUI).

7 - Promouvoir les éco-PME à l'International

Éa Eco-entreprises anime la thématique à travers son Club International : outil permettant de rassembler les éco-entreprises déjà ou potentiellement exportatrices sur des sessions de formation, débriefing de missions et échanges d'expériences.

L'enjeu principal consiste à accroître la culture de l'international dans les PME pour développer des parts de marché et valider leur capacité à exporter leurs savoir-faire ou leurs produits, via :

- La collecte et la diffusion de l'information stratégique auprès des adhérents, l'échange des informations, l'accompagnement et l'animation à travers son club international.
- L'échange des informations lors des réunions du Club-International organisées sur des thématiques précises répondant aux besoins et attentes des membres

8 - Former et développer l'emploi

Les formations proposées visent à aider les chefs d'entreprise à anticiper sur leurs compétences et celles de leurs salariés via une offre de formations spécifiques.

Pour 2020 l'association prévoit :

- Un accompagnement des membres sur les problématiques RH : relais des offres d'emplois, dossiers CEDRE, dispositif ARDAN, partenariat avec la mission locale d'Aix-en-Provence
- Animation du club RH : proposer aux entreprises des ateliers sur des sujets répondant à leurs besoins (identifiés par les appels à manifestation d'intérêt)

Pour mener à bien ces actions, Éa Eco-entreprises sollicite une subvention de 20 000 euros auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire du Pays d'Aix (CT2), correspondant à 3,23 % du budget prévisionnel d'un montant de 618 743 euros.

La dépense se répartit de la façon suivante :

- 15 000 euros sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 5 000 euros sur le Budget Principal Métropolitain (CT1)

N° GU	Association	Budgets	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_212		CT1 Budget principal Métropolitain		5 000 €	5 000 €	
2020_213	Ea Eco-Entreprises	CT2 Territoire du Pays d'Aix	618 743 €	15 000 €	15 000 €	NON
TOTAL					20 000 €	

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité et autres clusters qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention à l'association EA Eco-Entreprises.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 015-877/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association de préfiguration de l'incubateur**

interuniversitaire de l'académie d'Aix-Marseille - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 19/18065/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'incubateur inter-universitaire de l'Académie d'Aix-Marseille, IMPULSE, a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999, par les universités l'académie d'Aix-Marseille et Avignon, rejointes par le CEA Cadarache, le CNRS, l'INSERM, l'IRD, l'INRA, l'École Centrale de Marseille, l'École des Mines de Saint Étienne et l'École d'arts et Métiers Paris Tech Campus d'Aix-en-Provence.

Il est soutenu financièrement par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, par les Fonds Européens et par les collectivités locales.

Sa mission consiste en la valorisation des résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes. Cette structure apporte un soutien aux projets innovants et cherche à favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire métropolitain.

Elle détecte et accompagne les projets de créations d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Elle sensibilise plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information, de la communication et du numérique, et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière sous forme d'avance remboursable de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

Depuis sa création, l'incubateur Impulse a contribué à :

- un investissement de 14 millions d'euros
- l'accompagnement et le financement de 193 projets donnant lieu à près de 159 entreprises innovantes créées
- la création de 1 500 emplois directs

Actuellement, son investissement est de l'ordre de 700 000 à 800 000 euros pour environ 10 à 12 nouveaux projets par an. Il est le premier incubateur à avoir été conventionné avec l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) et près de 53% des projets sont lauréats au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes I-LAB, en émergence ou en création.

Il accueille deux types de projets :

- les projets portés par des personnels de recherche
- les projets d'entrepreneurs qui utilisent une technologie mise au point par un laboratoire

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité ANFOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées
- une mise à disposition de ressources et moyens

Il est un outil essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en lien avec le dispositif Pépinières développé sur la Métropole, tant avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix.

En 2019, les dossiers prévus en accompagnement ont permis la création de 7 nouvelles entreprises sur les 11 nouveaux projets incubés, et près de 100 emplois directs créés ou préservés. L'objectif fixé de 10-11 projets a été dépassé et déjà 4 à 5 nouveaux projets sont prévus pour une incubation sur l'année 2020.

En complément des animations réservées aux « incubés », (1/2 journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés »), Impulse participe à un certain nombre d'actions et animations sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes, mais également dans des logiques de sensibilisation. A titre d'exemple :

- « Participation à la journée et au jury d'Innov'Actions »,
- « Accueil d'une délégation Japonaise d'une université de KYOTO »,
- « Participation à une journée de sensibilisation au sein de l'ENSAM à Aix-en-Provence »,
- « Participation à la Semaine AMU-Entreprise »,
- « Mise en place de la 12ème édition des Portes Ouvertes de l'incubateur Impulse »,

L'incubateur a également participé de manière transversale :

- aux activités du Pôle Entreprendre d'AMU et du pôle PEPITE PACA OUEST,
- aux différentes assemblées des pôles de compétitivité partenaires,
- aux comités de sélection du (DAP) aujourd'hui renommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA),
- activités de la CISAM, en tenant des permanences régulières sur ce site,
- aux activités du consortium French Tech Seed, en étant labélisé apporteur d'affaires pour la BPI,
- aux activités de nombreux concours en étant prescripteur de ces derniers,
- etc.

Il est par ailleurs prescripteur de nombreux concours visant les entreprises innovantes en région parmi lesquels : « PME innovantes du numérique PACA 2018 », Entreprendre en Provence », « i-Lab » du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, « Tremplins de la Provence », « Solution Climat », etc...

Pour l'année 2020 au-delà de l'intégration de nouveaux projets de création d'entreprises et leur accompagnement (10 à 12), l'incubateur programmera une série de nouvelles actions et poursuivra l'accompagnement des projets intégrés en 2018 et 2019 – environ 25 - (action cofinancée avec le soutien de l'Europe) :

Programmation 2020 :

1 – Sélection, accompagnement et financement d'une dizaine de projets de création d'entreprises : Au fil des années, l'accompagnement de l'incubateur a su s'affiner et se professionnaliser : sélection, détection et incubation des projets candidats sur une durée de 24 mois ; chaque porteur de projet est suivi et accompagné quotidiennement par un chargé d'affaires ;

2 – Sensibilisation et information auprès des universités et établissements de recherche :

Participation au cycle de formation des universités et écoles associées pour sensibiliser très tôt les étudiants et doctorants à la création d'entreprises ; comme en 2019 , présence sur de nombreux séminaires ou événements : CNRS, INRA, fête de la science, Forum de Polytech

3 – Sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet :

Réunions du Club des créateurs, demi-journées d'information thématiques, mise en place d'un cycle de formation spécialisé réservé aux porteurs de projets ; réunions ouvertes aux autres incubateurs de la région.

4 – Sensibilisation et information auprès d'un large public :

Mise en place d'une nouvelle grande journée autour des projets de l'incubateur, comme réalisé en 2019 ;

5 – Partenariats :

Poursuite de la stratégie de partenariats et collaborations avec les pôles de compétitivité, les pépinières et la S.A.T.T. Sud Est. Rapprochement avec l'Institut Paoli Calmettes en vue d'engager une action identique à celle menée avec l'INRA. Projet de convention de partenariat avec le CANCEROPOLE PACA.

Stratégie de l'Incubateur Impulse à court, moyen et long terme :

- Intégration de nouveaux membres associés tels que l'IPC, l'INRIA, etc.
- Poursuite des relations avec les différents partenaires et coordinations des actions avec la CISAM,
- Coordination avec la CCI Marseille Provence Métropole dans le cadre d'une convention,
- Rapprochement avec le CANCEROPOLE,
- Recherche de nouveaux partenaires financiers pour amplifier les actions,
- Maintien de la démarche « Qualité » en sa version 2015,

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'Académie-d'Aix-Marseille s'élèvera à 50 000 euros, représentant 10 % du budget prévisionnel 2020 de 500 000 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1).
- 20 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

N° GU	Association	Budgets	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_121	ASSOCIATION DE PRÉFIGURATION DE L'INCUBATEUR	CT1 Marseille Provence	500 000 €	50 000 €	30 000 €	oui
2020_122	INTER-UNIVERSITAIRE IMPULSE	CT2 Territoire du Pays d'Aix		30 000€	20 000 €	
TOTAL					50 000 €	

l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention à l'association de préfiguration de l'incubateur interuniversitaire de l'académie d'Aix-Marseille – Approbation d'une convention d'objectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 016-878/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière Biotech - Approbation d'une convention**

DPEATSV 19/18038/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le domaine technologique, aux côtés de l'aéronautique-mécanique, du maritime, de la logistique, des industries numériques et créatives, de l'environnement et l'énergie, la santé est une des filières d'excellence du territoire, dont le soutien est priorisé au sein de la stratégie de développement économique métropolitaine.

Les biotechnologies et plus particulièrement l'immunologie sont au cœur d'un marché en forte croissance, porté par des enjeux à la fois scientifiques et économiques.

Le potentiel de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est remarquable dans ce domaine, en particulier sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, qui a vu la naissance de nombreuses start-up ces dernières années (Innate Pharma – HalioDx – Oz

Biosciences – Biotech Germande, Bilhi Genetics, Click4Tag, Coral Biome...).

Afin d'offrir un environnement favorable à la filière santé, et plus spécifiquement le développement des biotechnologies, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence met en œuvre une offre d'immobilier d'entreprises adaptée aux jeunes entreprises de biotechnologie sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (les bâtiments Luminy Biotech I, II, III et bâtiment Beret Delage) ainsi qu'un dispositif d'appui à l'innovation à travers le soutien du pôle de compétitivité Eurobiomed pour les projets de R&D collaboratifs, le cluster à vocation mondiale Marseille Immunopôle pour la recherche publique et sa valorisation, l'incubateur interuniversitaire Impulse et l'Association Grand Luminy pour l'appui à la création d'entreprises et l'animation de l'écosystème du Technopole de Luminy.

L'Association Grand Luminy comporte 54 membres (33 membres associés et 21 membres adhérents) issus de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'entreprise. Elle est organisée en deux départements :

- Grand Luminy Communication assure des actions d'animation, de communication et de promotion sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy. Ces actions prennent la forme de publications (la Lettre de Grand Luminy, revue de presse, site internet, annuaire du site) ainsi que l'organisation et la participation à de nombreuses manifestations scientifiques.
- Grand Luminy Entrepreneuriat qui assure une mission de pépinière d'entreprises de biotechnologie.

La pépinière propose aux sociétés laboratoires, bureaux, plateformes mutualisées, services administratifs une large gamme de services spécialisés autour des activités de R&D, dispensés par du personnel dédié.

A ce dispositif permettant aux entreprises de concentrer leurs ressources sur le cœur de métier, vient s'ajouter un accompagnement stratégique dispensé par des chargés de mission spécialistes de ce secteur d'activité pour travailler sur les questions de modèles économiques, Business Plan, recherche de financements, marketing & communication, etc.

Les entreprises hébergées bénéficient également de l'accès au réseau de professionnels de Grand Luminy, et aux différentes opérations organisées tout au long de l'année (interventions d'experts, réunions d'information, formations mutualisées, etc.).

L'année 2018 a été marquée par le bilan de la deuxième édition du programme d'accélération de

croissance des start-up « Go4Biobusiness » co-piloté avec le Pôle Eurobiomed, par des actions de sensibilisation à la création d'entreprises et par une large campagne de communication pour mettre en lumière les biotechs du territoire ainsi que l'excellence académique que forme l'écosystème de Luminy.

La pépinière a connu un niveau d'activité important puisque la quasi-totalité des locaux disponibles a été loué. Du fait de l'occupation presque maximale des bâtiments, la charge de travail des plateformes mutualisées a encore augmenté. L'amélioration du bâtiment Beret Delage livré en 2017 s'est poursuivie permettant une utilisation optimale de l'espace.

AGL accueille aujourd'hui dans la pépinière seize entreprises de pointe pour un effectif total de 105 salariés.

Les bâtiments dédiés à l'accueil d'entreprises sont loués à 100 % et la pépinière ne peut plus accueillir pour un certain temps de nouvelles startups. Les entreprises présentes sont plus structurées et n'ont pas forcément les mêmes besoins d'accompagnement que les startups. Seule la construction de nouvelles surfaces dédiées aux entreprises de biotechnologie permettraient aux entreprises les plus anciennes de se développer dans des locaux plus grands, permettant alors à la pépinière de reprendre son cycle et d'accueillir de nouveaux projets.

Dans ce cadre, la pépinière en 2019 a mené une réflexion afin d'établir une nouvelle stratégie pour rester un outil de développement performant, pour redéfinir le positionnement et pour développer une offre de service dans le cadre de groupes de travail en interne. Cette réflexion a été complétée en parallèle par une ingénierie d'accompagnement porté par Rising Sud.

La montée en puissance et la diversification de l'offre de services aux entreprises (conseils, coaching, mise en réseau, prescripteur des différents dispositifs de financement) constitue un axe de développement prioritaire pour Grand Luminy. Dans les prochains mois Grand Luminy travaillera sur le contenu de son package d'accompagnement et sur les modalités de son déploiement.

L'association est par ailleurs très impliquée dans les réflexions et travaux de la Métropole sur le développement économique du Parc en relation avec le projet de MI Biopark (Luminy Biotech IV et futur programme immobilier de la SDIM avec un potentiel global de 20 000 m² SDP) et la participation à l'élaboration de la feuille de route santé métropolitaine

Le budget prévisionnel 2020 de l'Association Grand Luminy pour la gestion de la pépinière s'élève à 910 000 euros.

ASSOCIATION GRAND LUMINY
Budget prévisionnel 2020

Dépenses prévisionnelles 2020			
POSTES	Animation	Entrepreneuriat	Total
Actions			
COMMUNICATION	13 243	4 499	17 742
ANIMATION	8 526	12 757	21 283
PROMOTION	0	3 000	3 000
PLATEFORMES BIOTECH	0	63 535	63 535
<i>Sous-total actions</i>	<i>21 769</i>	<i>83 791</i>	<i>105 560</i>
Masse salariale			
	65 452	261 809	327 261
Frais généraux			
	26 028	451 152	477 179
TOTAL	113 249	796 751	910 000

Ressources prévisionnelles 2020			
Types de ressources	Animation	Entrepreneuriat	TOTAL
Subventions			
Ville de Marseille	40 000	0	40 000
Métropole AMP		90 000	90 000
CD 13		0	0
CR anim-entrepreneuriat	55 000	95 000	150 000
Ss. Total Subventions	95 000	185 000	280 000
Ressources pépinières et serv.extérieurs (HT)			
Redevances Pep.	0	545 000	545 000
Bât. Beret-Delaage	0	0	0
Prest. Pep	0	43 000	43 000
Prest. Extérieures	0	13 000	13 000
Autres prestations		0	0
Ss. Total ressources	0	601 000	601 000
Autres recettes			
Cotisations AGL	19 000		19 000
feego4bb			0
go4bbss traitance	0	10 000	10 000
autres recettes	0		0
Ss. Total autres rec.	19 000	10 000	29 000
Fonds propres AGL			
TOTAL	114 000	796 000	910 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la pépinière d'entreprises biotech de Grand Luminy et de conforter la dynamique entrepreneuriale créée sur le site.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de 90 000 euros à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière d'entreprises de biotechnologie au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association Grand Luminy ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer la dite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320- Chapitre 65- Article 65748 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 017-879/19/CT**■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Marseille Innovation - Approbation d'une convention****MET_SISM 19/18045/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Parmi les priorités fixées dans le cadre de son agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence place l'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance.

Conscient que le potentiel du secteur de l'innovation ne peut grandir que si des structures spécialisées accompagnent les jeunes entreprises technologiques dans leurs premières étapes de développement si cruciales pour la structuration, la commercialisation et la pérennité de leur activité.

Pionnier sur le territoire métropolitain, Marseille Innovation accompagne les startups de technologie des sciences pour l'ingénieur, du numérique et du multimédia depuis 21 ans avec comme objectifs :

- La constitution d'un réseau de « pépinières d'entreprises » favorisant l'émergence de projets et l'aide à la création au développement d'entreprises
- Le développement du tissu des entreprises locales
- L'élaboration et la mise en service d'un système d'information permettant la veille technologique, économique et stratégique
- La création de clubs d'affaires

Créer en 1996, Marseille Innovation est le plus important opérateur d'accompagnement à la création d'entreprises innovantes et technologiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Soutenue par la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis sa création, Marseille Innovation est à la fois hôtel d'entreprises, incubateur, pépinière d'entreprises et accélérateur. Elle a fondé son succès sur une organisation opérationnelle qui gomme les principaux freins à la croissance des entreprises innovantes sur le territoire métropolitain.

Pour transformer les projets en entreprises innovantes puis en scale-up, une trentaine de spécialistes, mentors, experts et une équipe de 14 personnes, accompagnent au quotidien les jeunes entreprises innovantes, soit à l'occasion de rendez-vous personnalisés, soit à l'occasion de sessions d'ateliers et d'animation. Marseille innovation dépolie également un programme d'ingénierie financière pour structurer l'amorçage et le développement des start-up et un programme d'open innovation pour connecter les grands groupes, ETI et PME régionales avec les start-up innovantes.

Pour mener à bien ces objectifs, Marseille Innovation opère sur quatre sites :

- L'Hôtel Technologique

L'hôtel technologique est le site référent des industries numériques. Adossé aux acteurs clé du Technopole de Château-Gombert, les start-up évoluent dans un écosystème riche et propice : grands groupes, ETI, laboratoires de recherche et écoles d'ingénieurs.

- L'Hôtel Technoptic

L'hôtel Technoptic est le site industriel référent avec de belles entreprises technologiques en forte croissance adossées aux laboratoires de recherche du territoire. S'y côtoient les jeunes pousses de l'industrie 4.0 et le digital.

- Pôle Média de la Belle de Mai

Au cœur du site du Pôle Média de la Belle de Mai, une trentaine de startup dans le domaine audiovisuel/multimédia et contenus numériques sont accompagnées chaque année.

- CIC Place de l'Innovation

Fruit du partenariat entre Marseille Innovation et le groupe CIC Lyonnaise de banque opéré depuis fin 2016, cette quatrième pépinière pour Marseille Innovation accueille depuis le mois de septembre 2018 ses premières entreprises innovantes et répond à un besoin fort de centralité. Ce site de 1500m² déployé sur 6 étages est le 4ème pour Marseille Innovation sur le plan local et le deuxième pour le CIC sur le plan national. 28 start ups ont été intégrées depuis fin 2018.

Cet ensemble représente près de **5 000 m²** dédiés entièrement aux services proposés par Marseille Innovation :

- Accompagnement au quotidien par des experts et des mentors
 - Aide opérationnelle, génération du chiffre d'affaires, structuration et stratégie, marketing, communication, expertise juridique et comptable, design, développement technique, ressources humaines...et des suivis réguliers opérés par les équipes
 - Offre immobilière adaptée et packagée « plug and play »
 - Des services communs pour faciliter la vie des entreprises au quotidien.
- Parcours de financement
- Une recherche de financement et une aide au montage de dossiers financiers pour trouver les financements adaptés aux besoins des entreprises. Du diagnostic, sourcing au montage des dossiers de demandes d'aides, ce parcours est ponctué de suivis individuels et d'ateliers collectifs pour faire décoller les projets
- Accès privilégié à l'écosystème entrepreneurial
 - En lien avec l'ensemble des partenaires et par l'organisation d'animations et d'ateliers thématiques

Cette dernière décennie, un total de plus de 800 jeunes entreprises innovantes ont été soutenues par Marseille Innovation ; elles ont généré près de 1 milliards d'euros de chiffre d'affaires et créé une moyenne de 300 nouveaux emplois chaque année. Depuis 2010, ces start-up ont ainsi levé un total de 33 millions d'euros avec quelques entreprises aujourd'hui significatives sur le territoire : Provepharm, Enovacom, Traxens, Alertgasoil, IPortego, Seres Technologies, 3dRudder, Avis Vérifiés....

La feuille de route 2020 s'appuie sur le développement de partenariats forts pour proposer de nouveaux produits et services à destination des jeunes entreprises innovantes :

- Développement à l'international (accords avec le TechnoPark de Casablanca, l'accélérateur La Piscine à Montréal et l'accélérateur Berytech au Liban)

- Renforcement de l'accélération commerciale avec WeSprint
- Augmentation des solutions d'infrastructures technologiques avec Start-up Garage de Facebook et AWS (Amazon Web Services)
- Montée en compétences sur le management de l'innovation avec Leyton France et la préparation aux levées de fonds avec Ey Ventury Avocats
- Création de nouveaux outils d'aide à la recherche de fonds avec Initiative Marseille Métropole (prêt d'honneur à 0% jusqu'à 30 000 euros)
- Intégration au sein du programme de l'accélérateur emploi du Département pour favoriser les rencontres entre demandeurs d'emploi et entreprises innovantes

Marseille Innovation s'appuiera sur des valeurs et des atouts qui font d'elle une structure « terreau » pour les jeunes pousses innovantes du territoire :

- Une méthode éprouvée : un processus pointu d'analyse et de sélection de projets innovants, un dispositif éprouvé dans l'accompagnement de projets et de start-up innovantes qui la positionne comme l'outil référent du territoire et des outils sans cesse renouvelés pour accompagner au quotidien. Marseille Innovation accompagne les entreprises sur un temps long : de 24 à 48 mois.
- Un capital relationnel : son réseau de partenaires locaux, nationaux et internationaux (partenaires économiques, institutionnels, financeurs, industriels, industriels du numérique, fédérations, clusters...) pour co-accompagner les entreprises innovantes sur l'ensemble des filières économiques du territoire.
- Un capital clients : les start-up accompagnées, les « anciens », les success stories et l'ensemble de sa communauté entrepreneuriale font de Marseille Innovation le plus important opérateur du territoire.
- Sa neutralité : Marseille Innovation accompagne les entreprises innovantes sans prise de participation
- Son impact territorial fort : des valeurs fédératrices qui, grâce au soutien indéfectible de ses partenaires financeurs, permettent

la création de valeurs, de richesses et d'emplois sur notre territoire.

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Marseille Innovation du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 386 000 euros, représentant 23 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1 668 700 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

386 000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation des compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence souhaite soutenir la création et le développement des start-up innovantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en leur

proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement personnalisé ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence considère que le soutien à Marseille Innovation en termes de développement économique, d'innovation et d'emplois est un enjeu majeur ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence considère que les actions de Marseille Innovation sont en cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 386 000 euros à l'Association Marseille Innovation au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions avec les structures retenues dans le cadre de l'appel à projets ainsi que tout document y afférent. Le modèle de convention est ainsi annexé au présent rapport.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2020 :
Sous Politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 018-880/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Sci Henri pour le compte de TechnicoFlor

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/18048/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le

respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200 000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

TECHNICOFLOR sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention sur le fondement du dispositif approuvé par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du 16 mai 2019, dont les modalités sont définies par le règlement d'attribution et par la présente convention.

En respect des dispositions réglementaires de ce dispositif, une assiette des investissements éligibles s'élevant à 4 142 028 euros a été définie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise TECHNICOFLOR pour ce projet immobilier par courrier en Septembre 2019 quand a pris forme le projet immobilier décrit ci-dessus.

En 1982, François-Patrick SABATER lance Technico Flor, une entreprise spécialisée dans la création et la fabrication de compositions aromatiques pour la parfumerie.

Par la suite, la filiale, IES Ingrédients a été créée pour diversifier leurs activités sur le marché des extraits végétaux et des matières premières aromatiques.

La société TechnicoFlor est établie à Allauch, où sont concentrés, le siège de la société et des moyens importants de création et de production.

TechnicoFlor bénéficie d'une expansion grandissante à l'international grâce à leurs implantations commerciales et industrielles à l'étranger (Chine,

USA, Indonésie). Le Groupe compte aussi des bureaux commerciaux dans les villes de Dubaï et Singapour.

En 2019, le chiffre d'affaire prévisionnel de Technico Flor est de 20 700 000 euros et son effectif est de 79 salariés.

Pour accompagner le développement, de cette entreprise, la SCI Henri a été constituée (par François Patrick SABATER qui en est le gérant), afin d'acquérir pour le compte de TechnicoFlor un foncier mesurant 8 680 m² situé au Parc d'activités des Fontvieille 13190 Allauch, en vue de construire un nouveau bâtiment de 4935 m².

Pour Technico Flor, la construction d'un nouveau site de 4935 m² est indispensable à la poursuite de son développement, puisque sa production est aujourd'hui saturée. En effet, avec cette nouvelle usine, de nouveaux marchés vont être captés, grâce à une augmentation des volumes des produits. Technico Flor envisage de recruter 20 salariés supplémentaires sur 5 ans.

Le calendrier place la construction du site en 2019 et la livraison du bâtiment en juin 2020.

L'investissement de l'opération immobilière portée par la SCI Henri s'élève à 1 256 064 euros pour le foncier 2 885 964 euros pour l'immobilier.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par des crédits bancaires et des fonds propres.

En respect des dispositions réglementaires de ce dispositif, une assiette des investissements éligibles s'élevant à 4 142 028 euros HT a été définie.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise TECHNICOFLOR à hauteur de 50 000 euros soit 1,2% de l'assiette éligible du coût de la construction de 4 142 028 euros. La subvention sera versée à la SCI Henri pour le compte de Technico Flor.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent ;
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités ;
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application ;

- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise ;
- Que l'entreprise TechnicoFlor a sollicité une aide ;
- Que la Métropole entend y répondre favorablement ;
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celle-ci.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 50 000 euros à la SCI Henri soit 1,2 % de l'assiette éligible - au bénéfice de la société TechnicoFlor au titre de l'acquisition du foncier et la construction de deux bâtiments industriels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 019-881/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la SCI Henri pour le compte de la société IES

Avis du Conseil de Territoire

DPEATSV 19/18142/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR),

ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

IES sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention sur le fondement du dispositif approuvé par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du 16 mai 2019, dont les modalités sont définies par le règlement d'attribution et par la présente convention.

En respect des dispositions réglementaires de ce dispositif, une assiette des investissements éligibles s'élevant à 2 870 099 euros HT euros a été définie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise IES pour ce projet immobilier par courrier en Septembre 2019 quand a pris forme le projet immobilier décrit ci-dessus.

En 1982, François-Patrick SABATER lance en premier Technico Flor, qui est une entreprise spécialisée dans la création et la fabrication de compositions aromatiques pour la parfumerie. Par la suite, la filiale, IES Ingrédients a été créée pour diversifier leurs activités sur le marché des extraits végétaux et des matières premières aromatiques.

La société IES est établie à Allauch, où sont concentrés, le siège de la société et des moyens importants de création et de production.

IES bénéficie d'une expansion grandissante à l'international grâce à leurs implantations commerciales et industrielles à l'étranger (Shanghai / Suzhou (Chine), Miami (USA), Jakarta (Indonésie)). Le Groupe compte aussi des bureaux commerciaux dans les villes de Dubaï et Singapour.

En 2019, IES a un chiffre d'affaire prévisionnel de 26 100 000 euros et emploie 16 salariés.

Pour accompagner le développement d'IES, la SCI Henri a été constituée (par François Patrick SABATER qui en est le gérant), afin d'acquérir un foncier mesurant 8680 m2 situé au Parc d'activités des Fontvieille 13190 Allauch, en vue de construire un

nouveau bâtiment.

Pour IES, la construction de leur nouveau bâtiment de 2760m² va leur permettre de regrouper les équipes et créer un laboratoire qui n'existe pas aujourd'hui. Leur ambition est de s'ouvrir à de nouveaux marchés qu'ils ne sont pas en mesure de servir aujourd'hui. IES souhaite recruter 15 salariés supplémentaires en 5 ans.

Le calendrier place la construction du site en 2019 et la livraison du bâtiment en septembre 2020.

L'investissement de l'opération immobilière portée par la SCI Henri s'élève à 1 333 225 euros pour le foncier et 1 614 035 euros pour l'immobilier.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par des crédits bancaires et des fonds propres.

En respect des dispositions réglementaires de ce dispositif, une assiette des investissements éligibles s'élevant à 2 870 099 euros HT a été définie.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise IES à hauteur de 50 000 euros soit 1,7% de l'assiette éligible du coût de la construction de 2 870 099 euros. La subvention sera versée à la SCI Henri pour le compte d'IES.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent ;
- Que l'entreprise IES a sollicité une aide pour la construction d'un nouveau bâtiment.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par la Sci Henri pour le compte d'IES et l'approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 020-882/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 19/18070/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Présentation des missions de l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT (PAD)

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, Pays d'Aix Développement (PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation des entreprises et de promotion économique du territoire.

Une action globale au service du développement économique du territoire

L'action de PAD est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises et de facilitation de leur implantation (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui s'est traduite par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an.
- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le territoire.
- Une mission de promotion du territoire et de prospection d'entreprises, afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les Énergies de la Victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Énergies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels....
- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal qui est devenu, suite à la délibération n° ECO 002-4587/18/CM en date du 18 octobre 2018, Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)

Ce dispositif d'amorçage est destiné à financer les premiers besoins (études de marché, études techniques, prototypages...) d'un projet technologique ou innovant sous forme d'un prêt d'honneur plafonné à 40 000 euros à taux zéro. Ces projets ont vocation à intégrer ultérieurement les pépinières et hôtels d'entreprise du territoire ou l'un des espaces économiques éligibles.

Historiquement, ce dispositif concernait uniquement les communes du bassin minier ; depuis 2012, suite à un premier abondement par la collectivité, ce dispositif est étendu à l'ensemble des communes du Pays d'Aix.

Depuis sa création, le dispositif d'amorçage comptabilise 2 845 566 euros de subventions ayant abondé le dispositif, 123 projets propulsés, 94 entreprises créées, près de 551 emplois créés et pérennisés.

L'élargissement de ce dispositif à l'échelle de la Métropole depuis 2018 mobilise des moyens humains et financiers accrus qui justifient la participation financière complémentaire du Territoire de Marseille-Provence.

Le pré-bilan 2019 arrêté au 31 août 2019 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 368 dossiers suivis

- 123 implantations représentant 2 050 emplois, dont :

- 50 nouvelles entreprises implantées, soit 413 emplois créés ou transférés sur le territoire du Pays d'Aix
- 73 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le territoire, soit 1965 emplois créés et maintenus.
- 30 dossiers ont été suivis en amont par PAD et 93 dossiers ont été suivis après la prise de décision d'implantation

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 57 % dans le secteur des services,

- 15 % dans celui de l'industrie,
- 23 % dans le commerce,
- 3 % dans le juridique
- 2 % dans le transport et la logistique,

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 août 2019 : 51 527 m² placés.

Ces chiffres correspondent aux 123 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 août 2019.

La commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix), de La Bertoire II (Lambesc), du Parc d'activités Morandat (Gardanne), des Vergeras (St Estève Janson, de la Burlière (Trets), du Carreau de la Mine (Meyreuil) et La Roque d'Anthéron II, mais aussi les opérations initiées sur Vitrolles qui devraient permettre de maintenir un bon niveau de transactions dans les prochaines années. »

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total de 498 000 euros à l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT, soit :

- pour le Territoire du Pays d'Aix (CT2) 474 000 euros
- pour le Territoire Marseille Provence (CT1) 24 000 euros

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_189	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1 Budget Principal Métropolitain	589 631 €	24 000 €	24 000 €	oui
2020_190		CT2 Pays d'Aix		474 000 €	474 000 €	
TOTAL					498 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du

Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement – Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 021-883/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement pour l'abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorce AMPA - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 19/18112/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM en date du 18 octobre 2018, de créer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorce

(AMPA). Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

La délibération précitée a également acté le rôle de l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

Dans la mesure où ce dispositif s'appuie, d'une part, sur des fonds de reconversion de l'ancien bassin minier et, d'autre part, sur des conventions de revitalisation gérées par la DIRECCTE, une convention cadre a été signée entre l'État, l'association PAD et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Les acteurs institutionnels participent, aux côtés d'un certain nombre d'experts, au comité de sélection et au comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

Conformément à ladite convention cadre, la Métropole abondera le fonds moyennant une subvention annuelle versée, à l'échelle de chaque territoire, à l'association qui s'est vu confier le rôle d'opérateur du dispositif. Le soutien de l'État se traduit par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés. Enfin, le dispositif AMPA est également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

A la date du 31 août 2019, le dispositif d'amorçage présente le bilan suivant, en prenant en compte les dossiers réalisés depuis 2003 à l'échelle du territoire du Pays d'Aix :

- 123 dossiers retenus propulsés (dont 6 entre le 01/01/19 et le 31/08/19)
- 551 emplois créés et pérennisés, 94 entreprises créées
- 256 dossiers examinés en comités de sélection (dont 17 entre le 01/01/19 et le 31/08/19)
- 12 échecs
- 1 276 769 euros remboursés par les porteurs de projet (dont 71 488 euros début 2019)
- 3 876 795 euros engagés (dont 258 800 euros début 2019)

En 2020, l'association prévoit d'examiner environ 80 dossiers pour déterminer l'éligibilité (41 dossiers reçus au 31 août 2019 ; 17 projets présentés en comité de sélection, 6 dossiers financés et 2 dossiers déjà retenus prévus au comité d'engagement en novembre 2019).

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2020, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 68 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 27 600 euros pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence
- 13 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 202 600 euros représentant 53% du coût prévisionnel global de 380 200 euros (cf. tableau ci-dessous).

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_193	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1 Budget Principal Métropolitain	380 200 €	68 000 €	68 000 €	OUI
2020_194		CT2 Territoire du Pays d'Aix		100 000 €	100 000 €	
2020_195		CT4 Pays d'Aubagne et de l'étoile		20 800 €	20 800 €	
2020_196		CT5 Istres-Ouest-Provence		27 600 €	27 600 €	
2020_197		CT6 Pays de Martigues		13 800 €	13 800 €	
TOTAL					202 600 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans la convention d'objectif, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire ;
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaitent attribuer une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2020 d'un montant de 498 000 euros (474 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 euros pour le Territoire Marseille Provence). Cette subvention fera l'objet d'une délibération spécifique des Conseils de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine ;
- Que conformément aux statuts de l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes ;
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds ;
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement – Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 022-884/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 19/18127/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La French Tech est un label lancé par le gouvernement en 2014, avec pour ambition est de structurer l'écosystème numérique des territoires, de faire éclore des « Tech Champions », de promouvoir le savoir-faire français à l'international et d'attirer des investisseurs étrangers.

Le changement de gouvernance de l'association Aix Marseille Métropole French Tech dont la gouvernance a changé en 2018 a donné un nouvel élan à l'écosystème numérique sur le territoire, avec un collectif d'entrepreneurs expérimentés qui cumulent à eux seuls la création de 40 entreprises, la levée de 467 millions d'euros et la création de 2 370 emplois sur les 10 dernières années.

En avril 2019, l'association Aix Marseille French Tech obtient le label « Capitale French Tech », validant ainsi la trajectoire stratégique et les moyens mis en œuvre par la nouvelle gouvernance.

Les ambitions de l'association pour 2020, en lien direct avec le territoire, visent à consolider et amplifier les actions annoncées et amorcées en 2019.

Grâce à l'appui d'une équipe opérationnelle à temps plein, la feuille de route 2020 s'articule autour de 5 axes stratégiques :

1 Mobiliser l'écosystème vers l'hyper croissance

- Sourcer les pépites

Il s'agit, avec l'appui des structures d'accompagnement, d'identifier une fois par trimestre un petit groupe de start-ups comme futur « Tech Champion » : des start-ups à haut potentiel pour lesquelles la French Tech Aix Marseille et le collectif mettront en commun leur réseau et des services négociés pour les aider et les accompagner dans leur chemin vers l'hyper croissance.

- Développer des opportunités business pour les start up
- Le Pacte PME

La French Tech Aix Marseille s'associe à la démarche Pacte PME initiée par Aix Marseille Métropole Provence et la CCIMP pour faire bénéficier les start up du territoire de tous les événements qui seront labélisés Pacte PME.

- Connecting Days

La French Tech Aix Marseille organisera des rencontres entre grands groupes et start up. Les premiers présenteront un besoin ou une opportunité dont pourraient bénéficier les start up du territoire, et ces dernières présenteront leurs solutions.

- Les clubs Tech Champions

Il existe d'ores et déjà des start up à gros potentiel identifiées sur le territoire (Pass French Tech) ; convaincues du rôle de premier de cordée qu'elles peuvent endosser auprès des plus jeunes entreprises, il est essentiel de les faire se rencontrer afin qu'elles puissent exercer un rôle de mentor et d'ambassadeur de l'écosystème Tech du territoire en France et à l'international.

2 Soutenir le financement vers les start up du territoire

- Rencontres avec les investisseurs

Une étape du France Digitale Tour sera accueillie à Marseille en 2020.

- Les AfterWork Start up Invest

Des afterworks décontractés pour parler financement et networker seront organisés à intervalles réguliers. L'objectif est d'accueillir les start up à différentes formes de financements.

3 Connecter le territoire à l'international

- Connecter notre écosystème avec des écosystèmes étrangers

A travers la participation à plusieurs délégations aux Etats-Unis et au Canada (CES Las Vegas, Austin, Montréal, Toronto...), l'association construit des ponts avec des écosystèmes étrangers pour faciliter la conquête de nouveaux marchés et l'implantation à l'étranger pour les entreprises innovantes.

- Promotion du French Tech Visa pour attirer les talents internationaux

- Appuyer le territoire comme porte d'entrée des start up africaines vers le reste du monde

L'association sera partenaire de l'événement « Emerging Valley » pour renforcer les liens existants entre notre territoire et l'Afrique et en faire un véritable sas d'innovation entre nos deux continents.

4 Multiplier les talents

- Sourcer des talents partout : renouvellement du French Tech tremplin

Programme de la mission French Tech déployé dans toutes les capitales French Tech qui vise à détecter des porteurs de projets issus de milieux traditionnellement peu connectés du monde de la tech afin de les accompagner vers l'entrepreneuriat (public issu des quartiers prioritaires de la ville, réfugiés, étudiants boursiers, bénéficiaires des minimas sociaux...).

- Rapprocher les jeunes de la tech, des start up et de l'entrepreneuriat

A travers plusieurs partenariats (IAE, Pépité, Rectorat Aix Marseille...), l'association œuvre au rapprochement des étudiants / jeunes et des start up pour faciliter le recrutement et la création d'entreprise.

- Promouvoir la tech auprès des jeunes et des femmes

Les femmes de la tech et les femmes entrepreneures seront mises à l'honneur les valoriser et mettre en lumière leur activité pour que d'autres s'identifient et suivent le même parcours. Les interviews « AMT Women » seront reconduits en 2020.

5 Promouvoir la tech inclusive et durable pour renforcer les singularités du territoire

- Evènement « Le Grand Bain »

Pour afficher la position de l'association comme hub de la tech inclusive et durable, une seconde édition du « Grand Bain » est programmée en 2020. L'objectif est de donner au sommet une dimension nationale en assurant la présence d'intervenants de renom.

- Promotion des industries culturelles et créatives
- Conferences et think tank « Content for the Future »

Suite des cercles de conférences Content for the Future qui réunissent les univers de la tech et la culture au travers d'une rencontre entre un ou une artiste de renom et une personnalité de la tech. L'objectif est de renforcer l'attractivité et la position du territoire sur la thématique.

- Partenariat avec le Mucem

Poursuite du partenariat pour en faire un living lab pour les start up et rapprocher le monde de la culture traditionnelle et celui des industries créatives. Les start up se verront offrir la possibilité de présenter leur innovation lors du club des dirigeants du Mucem, à l'occasion des portes ouvertes des expositions ou encore au sein même des expositions.

L'ensemble de ses actions contribue à **fédérer** (cohésion des actions publiques et privées en faveur des start-up), **semmer** (mise en place de dispositifs visant à faciliter l'éclosion de start-up), **accélérer** (aider au développement des entreprises innovantes à fort potentiel), **internationaliser** (accompagnement pour la conquête des marchés étrangers) et **fixer** (développement des entreprises sur le territoire pour développer l'emploi local) les start-up.

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Aix-Marseille-Métropole French Tech du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, il est proposé l'attribution d'une subvention de 140 000 euros, représentant 29,37 % du budget prévisionnel 2020 dont le montant s'élève à 476 580 euros (hors contributions volontaires).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 70 000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 70 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a la volonté de conforter les 6 filières d'excellence prioritaires du territoire dont celle des industries numériques et créatives ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a pour intérêt de soutenir la dynamique French Tech qui rayonne aujourd'hui sur tout le territoire métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a pour objectifs stratégiques de favoriser un écosystème d'innovation et d'expérimentation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de la délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 023-885/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 2 à la convention de financement de Thecamp

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 19/18193/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositifs de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Thecamp est un campus d'ambition internationale, d'innovation et de prospective dédié à la ville de demain. Il vise à réunir des talents du monde entier, étudiants, entrepreneurs, dirigeants et managers, experts et mentors, pour créer un écosystème fertile en rencontres, un lieu d'intelligence connecté d'échanges et de confrontation des idées, un espace tout entier voué à la création et à l'innovation, à l'instar des campus américains qui l'ont inspiré. Thecamp veut stimuler l'esprit entrepreneurial, promouvoir la culture de l'expérimentation, du design et de la transdisciplinarité, et accompagner les « créateurs du changement » qui inventeront les solutions pour rendre les métropoles plus durables, plus équitables, plus résilientes et plus humaines.

Visant à la fois l'éducation, l'accompagnement des projets entrepreneuriaux, la réflexion sur les enjeux de la ville du futur, Thecamp est un catalyseur qui a pour vocation de faire émerger les innovateurs et les leaders transformateurs du monde de demain.

L'ambition de Thecamp est de devenir le premier campus européen dédié à la « ville intelligente ». Compte-tenu de l'intérêt général de ce projet, unique en Europe, pour le développement économique du grand territoire et de son positionnement comme territoire d'excellence et d'innovation dans le domaine de la « ville intelligente », les acteurs publics et notamment les collectivités, se sont engagés à le soutenir financièrement sous forme d'avances remboursables.

Ainsi, le Conseil Régional, le 20 février 2015, s'est prononcé en faveur d'un soutien financier sous forme d'avances remboursables à hauteur de 3M€ par an sur une durée de trois ans avec la possibilité d'octroyer deux millions supplémentaires sur les 2 années suivantes. Le 19 février 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé d'apporter son soutien financier à hauteur de 5M€ sous forme d'avances remboursables.

Le 12 mars 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a validé son soutien financier sous forme d'avances remboursables à hauteur de 5M€ libérable sur cinq ans.

Thecamp a été inauguré le 28 septembre 2017.

Le 21 mars 2019, un premier comité de pilotage a été tenu afin de présenter le bilan 2018 et les perspectives 2019. L'année 2018 a permis d'évaluer les différents dispositifs et outils mis en place en adéquation avec le programme initial. Elle est considérée comme « année 1 », dédiée à l'expérimentation de toutes les idées fondatrices de Thecamp. Elle a permis de tester d'une part la partie fonctionnement du campus, c'est-à-dire l'offre de

restauration et d'hôtellerie, et d'autre part d'évaluer la partie programmation, c'est-à-dire les différents projets et formats menés par l'équipe et par l'écosystème mobilisé, ainsi que l'accueil d'événements et de séminaires.

Le 19 juin 2019, un deuxième comité de pilotage a été organisé avec les partenaires fondateurs publics afin de discuter des nouveaux éléments budgétaires de Thecamp et de présenter la demande de rééchelonnement du remboursement de prêt. En effet, malgré un premier bilan faisant état d'un rapport d'activité particulièrement riche, plusieurs contraintes organisationnelles et contextuelles imposent de revoir le projet et son business plan. Les activités rémunératrices sont déjà en place mais Thecamp reste pour l'instant malgré tout déficitaire. Une rationalisation interne est déjà en cours à la fois sur le contenu, les aspects financiers et les process, avec des évolutions importantes déjà effectives. Des mesures ont été prises afin de simplifier et optimiser l'offre de services, de restructurer les coûts de fonctionnement et renforcer la Direction Générale.

Cependant, à ce jour, la situation financière de Thecamp ne lui permet pas d'envisager le remboursement des avances remboursables attribuées par les collectivités dans les délais initialement prévus. Le respect de l'échéancier prévu dans la convention signée en 2015 risquerait de mettre en péril la structure et hypothéquerait toute chance de réalisation du projet porté par The Camp et que les collectivités s'étaient engagées à soutenir.

Afin de consolider sa situation et de préserver sa capacité à réaliser son projet fondateur, tout en honorant le remboursement des avances consenties, l'équipe dirigeante de Thecamp a procédé à un ajustement de son business plan. Ce dernier, établi pour une période de 6 ans (2020 – 2025) inclut le remboursement des avances à partir de 2023.

Par ailleurs, une organisation de suivi et de comptes rendus réguliers a été mise en place entre les différents partenaires publics et Thecamp, afin de garantir la plus grande transparence sur la situation financière d'une part, l'activité et les projets de Thecamp d'autre part. Le dispositif (dont le détail figure dans l'avenant à la convention) permettra d'alerter sur d'éventuels écarts entre l'activité réelle et celle prévue.

Enfin en ce qui concerne le financement des pertes, sur la période 2018-2019, celui-ci a été assuré par la levée de fonds initiale et par un effort demandé aux banques sur le dernier trimestre 2019. Pour la période 2020-2023, Thecamp travaille sur une nouvelle levée de fonds qui fait notamment appel aux banques actuellement partenaires de Thecamp. Dans cet objectif de recapitalisation, le soutien des institutions est un élément essentiel.

La nouvelle feuille de route 2020-2023 vise à rendre son autonomie financière à Thecamp à l'horizon 2023. Elle se décompose comme suit :

– Rationalisation de l'offre en se focalisant sur le cœur d'activité « contenu »

- Pôle « Séminaires et formation » destiné au public et au privé

Construction de séminaires et de formations inter ou intra organisation sur les thèmes de l'accompagnement vers les grands changements du monde, notamment à travers des méthodologies créatives et d'intelligence collective, d'accompagnement à la conduite de projet ou encore de formation au leadership à l'esprit d'entreprendre. En d'autres termes, cela correspond à la mise à disposition des infrastructures, des méthodologies et des experts de Thecamp à des organisations qui souhaitent opérer leur transformation digitale et, ou environnementale.

- Le pôle « Startup et innovation »

Mise en place d'un processus et mise à disposition de ressources permettant aux organisations de dépasser les freins à l'innovation (intégration d'une nouvelle unité innovante, agilité, tailles des structures impactent la capacité à innover...), afin de déployer l'expérimentation en projet viable et ainsi refermer le cercle vertueux « sensibilisation > formation > prototypage > expérimentations > mise en œuvre ».

– Ré-affirmation de l'ancrage local et de l'attractivité du campus pour le territoire

- Rendre accessible le campus au tissu économique local

Création d'une offre ACCESS destinée spécifiquement aux PME et ETI, leur permettant de bénéficier des infrastructures, du réseau et de l'offre de formation suivant un système d'abonnement, et ouvrir l'accès au fablab de Thecamp afin de pousser les activités de prototypage/modélisation précoce auprès de ce type de public, peu habitué à cette méthode d'innovation.

- Renforcement des liens avec les acteurs culturels locaux

Mise en place d'un nouvel agenda événementiel ayant pour objectif principal de faire vivre ce site et de le rendre accessible au grand public à travers des événements réguliers (concerts, représentations, cours artistiques, conférences...), renforcement des partenariats actuels (CIAM, FIAL, Château Lacoste...) et élargissement des partenariats avec d'autres acteurs du territoire en vue de faire de Thecamp un lieu culturel de référence.

– Baisse des charges qui pèsent sur l'activité principale

Le plan d'action va permettre de baisser drastiquement le niveau des charges fixes et variabiliser les charges liées à la génération de chiffre d'affaires afin de maîtriser la marge de 2020 à 2023. Les grandes lignes directrices de cet objectif sont :

- réduire le niveau de charges (cf annexe 2 tableau des économies réalisées et prévues)
- découper et filialiser chacune des activités pour une meilleure comptabilité analytique et un compte de résultat clair par filière
- externaliser les activités non stratégiques (hôtellerie, restauration...) auprès de prestataires et ainsi transformer ces postes de dépenses en sources de revenu pour Thecamp
- se concentrer sur le cœur d'activités à savoir la formation et l'accompagnement pour renforcer l'expertise et le positionnement du campus au niveau national et européen.

Thecamp sollicite aujourd'hui de l'ensemble des institutions publiques partenaires fondateurs un décalage de la franchise de remboursement de 3 ans selon les mêmes modalités que celles stipulées dans la convention initiale, avec des premiers remboursements à partir de 2023. Une renégociation du prêt est également en cours auprès des établissements financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1511 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A268 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative au soutien du dossier « The Camp » ;

- La délibération n°14-1450 du Conseil Régional relative au soutien de principe du projet « Thecamp » ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 février 2015 relative au soutien du dossier « Thecamp » ;
- La délibération n°2015_A014 du Conseil communautaire de la CPA du 12 mars 2015 approuvant l'octroi d'une avance remboursable à la société d'exploitation de « Thecamp » et donnant délégation au Bureau de la Communauté pour l'approbation de cette convention de partenariat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la situation financière actuelle de Thecamp ne lui permet pas d'envisager le remboursement de l'avance selon l'échéancier prévu dans la convention initiale dans des conditions garantissant la pérennité de son activité ;
- Que la nouvelle proposition de business plan soumise par l'équipe dirigeante est cohérente, au regard des nouveaux positionnements et choix stratégiques de Thecamp ;
- Que ces nouveaux choix stratégiques sont justifiés et vertueux au regard des premiers bilans émanant de l'évaluation de sa première année de lancement et qu'ils imposent un décalage de l'échéancier de remboursement afin de permettre leur bonne mise en place.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Conseil de la Métropole relatif à l'approbation d'un avenant portant sur le rééchelonnement de la franchise de remboursement avec Thecamp.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 024-886/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention au Pôle Solutions Communicantes Sécurisées SCS - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 19/18050/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Labellisé par l'État en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en Région Sud les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, a obtenu le renouvellement de son label dans le cadre de la phase 4.0 des Pôles de compétitivité, initiée par le gouvernement.

Plan d'actions 2020

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial en s'appuyant sur ses 4 domaines stratégiques (la microélectronique, la sécurité numérique, les données massives et l'intelligence artificielle, l'internet des objets) correspondant à son positionnement dans le cadre de la phase 4.0 des pôles de compétitivité. Le pôle se fixe pour 2020 les priorités ci-dessous :

- Générer des avancées technologiques dans 4 domaines stratégiques (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data et IA) ;
- Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés cibles ;
- Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région Sud ;
- Renforcer ses actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnants sur
- Être un cluster international de référence, visible et reconnu ;
- Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème ;

- Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Le programme 2020 du pôle SCS s'articule donc en support de ces éléments stratégiques sur les axes ci-dessous :

1. Le développement de la feuille de route de la phase 4.0 ;
2. le soutien à l'innovation sur les domaines stratégiques ;
3. L'animation du réseau et de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI ;
4. Le développement à l'international, en particulier une montée en puissance à l'Europe ;
5. L'emploi et la formation.

Le Pôle SCS s'engage à mettre en œuvre un plan d'action déclinant ces 5 axes et détaille en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 80 000 euros, représentant 7,69 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 040 335 euros et se décompose comme suit (cf. tableau ci-dessous) :

- 30 000 euros pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 50 000 euros pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_049	Pôle SCS	CT1 Budget Principal Métropolitain	1 040 335 €	30 000 €	30 000 €	oui
2020_050		CT2 EST du Pays d'Aix		50 000 €	50 000 €	
TOTAL					80 000 €	

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes

soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention au Pôle SCS. Approbation d'une convention d'objectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 025-887/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention au Pôle de compétitivité Optitec et approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 19/18122/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, Pôle Optitec réunit près de 220 membres et est composé d'industriels, d'établissements de recherche et d'organismes de formation, qui comptabilisent près de 75 000 emplois. Le pôle Optitec couvre les deux grandes régions du sud de la France : Région Sud et Occitanie et s'attache à mener sur l'ensemble de son territoire une action de proximité avec ses adhérents et partenaires, à travers un programme d'animation et une action de terrain. Le pôle est implanté sur le technopôle de Château Gombert à Marseille et possède également une antenne dans la pépinière de Meyreuil.

Il est composé d'une équipe de 15 salariés, combinant une expertise de très haut niveau sur les technologies de la photonique et imagerie et des compétences fortes en matière de business développement.

Pour cela, le Pôle a identifié des défis majeurs qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de

compétitivité pour laquelle Optitec a obtenu le renouvellement de sa labellisation en janvier 2019 :

- Identifier de nouveaux marchés,
- Produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- Accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- Développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- Développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plates-formes technologiques),
- Financer la R&D et le développement,
- Intégration en 2020 d'un nouveau domaine à fort potentiel : agriculture de précision.

Le Pôle Optitec structure son action autour de quatre domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie, ...
- Ville et mobilité intelligentes : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteur, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Il couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

En 2020, les missions et rôle des instances de gouvernance s'inscriront dans la continuité de l'année précédente avec une nouvelle approche stratégique de développement de son réseau.

Le plan d'action s'articulera autour de 3 axes prioritaires :

- Impulsion, accompagnement, labellisation et valorisation de projets R&D
- Animation de plateformes mutualisées
- Accompagnement à la croissance des entreprises

Le Pôle OPTITEC s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Optitec a l'ambition de développer davantage son réseau pour atteindre une taille critique plus importante, alignée sur celle des clusters des grandes régions photoniques européennes. Au-delà de

l'extension du territoire d'intervention, il s'agit aussi d'élargir le périmètre technologique du Pôle.

En effet, les nouveaux défis passent par l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes, le traitement et l'analyse des données massives tirées des images produites ou encore la réalité virtuelle et augmentée. Optitec doit ainsi intégrer dans son périmètre technologique une dimension digitale plus marquée. D'ores et déjà, une trentaine d'entreprises adhérentes du Pôle sont identifiées comme offreurs ou intégrateurs de solutions d'IA.

Comme en 2019, Optitec s'attachera à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents.

Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée *Light2Share*, dédiée à la mise en relation entre offreurs et utilisateurs de biens ou de services devrait devenir une structure « annexe » d'Optitec, dénommée Programme d'Accélération de l'Investissement Photonique (PAIP). Elle vise à accélérer le processus de développement de produits innovants. Les offres présentées sur la plate-forme correspondent à des matériels représentant le plus souvent des investissements importants et non utilisés à 100% de leurs capacités au sein des entreprises qui les détiennent.

Enfin, Optitec est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

Les actions du Pôle en 2020 se déclineront autour des différents axes ci-dessous :

* Diffuser l'innovation technologique auprès des adhérents :

- analyse stratégique du potentiel d'innovation ; rencontres favorisant l'émergence de nouvelles collaborations ;
- déploiement d'une activité de veille technologique régulière et ciblée auprès du réseau via des logiciels dédiés en lien avec les

nouveaux défis technologiques (systèmes embarqués, capteurs connectés, apprentissage intelligent, réalité augmentée...)
- organiser des journées thématiques autour d'application de technologies innovantes spécifiques des marchés (Afterwork)

* Approfondir et animer des liens entre les entreprises et les acteurs scientifiques : renforcer les dynamiques d'échange au sein de la gouvernance par l'organisation de groupes de travail impliquant les instances représentatives (comité stratégique, conseil d'administration, bureau)

* Faire émerger de nouveaux produits, procédés et services : déploiement de nouvelles technologies grâce aux « Lignes Pilotes Open Innovation ».

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 60 000 euros, représentant 5,51 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 089 185 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45 000 euros seront pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 15 000 euros seront pris en charge sur l'état spécial du territoire (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2020	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_244	Pôle OPTITEC	CT1 Budget Principal Métropolitain	2 371 239 €	1 089 185 €	65 000 €	45 000 €	oui
2020_245		CT2 Pays d'Aix			25 000 €	15 000 €	
TOTAL						60 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention Pôle de compétitivité OPTITEC – Approbation d'une convention.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 026-888/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention au Pôle Safe - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 19/18123/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda du développement économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle SAFE

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE est dédié aux technologies et solutions de Sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le Pôle SAFE anime un réseau de 450 adhérents dont 70 basés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 47 PME ou TPE, 3 grands groupes, 17 Académiques et 3 établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS 13, ENSOSP, Sécurité Civile).

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Sur le territoire métropolitain, plusieurs projets de développement local sont ciblés :

- Le développement du pôle aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- Le développement et l'implantation de la filière dirigeable sur le territoire de la Métropole ;
- Le développement d'actions liées aux problématiques environnementales sur le territoire d'Aix-en-Provence ;
- L'instruction, en partenariat avec le Grand Port Maritime et les industriels de l'association PIICTO, de projets de plateformes pour la démonstration de solutions de sécurité pour sites critiques.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre deux domaines d'activité stratégique :

- Les solutions et systèmes pour la sécurité et la protection de l'environnement ;
- L'aéronautique et le spatial.

Le rôle du pôle est de :

- développer des solutions renforçant la sécurité du citoyen contre tout risque d'agression : risque industriel, risque naturel et malveillance ;
- développer les solutions de transport et de travail aérien réduisant l'empreinte carbone et écoresponsables sur tous leurs cycles de vie.

Le Pôle SAFE s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 74 500 euros, représentant 3,66 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 2.034.580 euros

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45 000 euros pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 25 000 euros pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 4 500 euros pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_241	Pôle SAFE	CT1 Budget Principal Métropolitain	2 034 580 €	45 000 €	45 000 €	OUI
2020_242		CT2 Territoire du Pays d'Aix		25 000 €	25 000 €	
2020_243		CT5 Territoire Istres- ouest-Provence		4 500 €	4 500 €	
TOTAL					74 500 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention à l'association Pôle SAFE - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 027-889/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Eurobiomed - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 19/18126/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle Eurobiomed

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed (issu du Pôle Orphème créé dès 2006) est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle des Régions Sud et l'Occitanie :

- animation du réseau et expertise,
- support aux projets de R&D,
- soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds.

Depuis 10 ans, Eurobiomed a développé ses activités aussi bien dans la région Sud PACA qu'en région

Languedoc - Roussillon. CANCER BIO SANTÉ était quant à lui présent en Midi-Pyrénées. Une stratégie de fusion a été engagée entre les deux entités à l'occasion de la création de la nouvelle région Occitanie où les deux Pôles de compétitivités fléchés santé déployaient leurs actions sur un seul et même territoire.

Cette fusion s'est concrétisée lors de la candidature pour l'appel à projet de la phase IV des pôles et a reçu un avis favorable de l'État et des collectivités territoriales. Les deux pôles ont donc fusionné en septembre 2019 pour devenir l'un des plus grands réseaux d'acteurs de la santé en Europe.

Déjà reconnu sur le plan international, le cluster souhaite désormais transformer son organisation pour définitivement ancrer son rayonnement à l'échelle internationale et ainsi amplifier son impact dans la croissance des entreprises des régions Sud PACA et Occitanie.

D'ici à 2022, Eurobiomed s'est ainsi fixé pour objectifs :

- de développer significativement son réseau pour atteindre 500 membres et devenir le premier pôle Européen dédié à l'accompagnement des PME de la HealthTech (croissance de 30% par rapport au nombre actuel de membres) ;
- de générer un flux de projets très dense soit 90 projets reçus par an dont 20% financés sur les principaux guichets (croissance de 20 % par rapport aux résultats actuels) ;
- d'organiser des événements d'envergure internationale pour renforcer l'attractivité de son territoire ;
- de poursuivre son implantation très décentralisée au cœur des territoires et des métropoles.

Le Pôle Eurobiomed s'engage à mettre en œuvre un plan d'action déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Le Pôle contribue également à la mise en œuvre de la feuille de route santé en pilotant même certaines actions.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Eurobiomed, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 63 000 euros, représentant 4,50 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 398 522 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 58 000 euros pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 5 000 euros pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_201	Pôle EUROBIOMED	Budget Principal Métropolitain CT1	1 398 522 €	70 000 €	58 000 €	oui
2020_202		Territoire du Pays d'Aix CT2		5 000 €	5 000 €	
TOTAL					63 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique ;
- L'implication d'Eurobiomed dans le déploiement de la feuille de route de la filière santé pour le développement d'une Health tech métropolitaine.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle de compétitivité EUROBIOMED et à l'approbation de la convention d'objectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 028-890/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre - PLIE MP CENTRE - Attribution d'une subvention

DPEATSV 19/18030/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE) a été délibéré, par le Territoire, le 26 Juin 2018 pour une durée de cinq ans dans l'objectif d'accompagner vers l'emploi des personnes qui sont

en difficulté sociale et professionnelle du bassin de vie Centre du territoire de Marseille Provence.

Aussi, le Conseil de Territoire et la Métropole mettent en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

La convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 N° VECO 006-154/19/CT du 26 Mars 2019 formalise les engagements du Conseil de Territoire Marseille Provence et du Département pour la mise en œuvre d'un plan d'actions porté par l'association d'animation du PLIE MP CENTRE, Emergence(s) Compétences Projets, définissant des objectifs de suivi (Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, résidents Quartiers Politique de la Ville, nombre d'accompagnement à l'emploi...) et d'accès à un emploi ou à une formation qualifiante.

Pour l'année 2020, il est prévu que le montant de la contribution financière consentie par le Conseil de Territoire sera notifié à l'association gestionnaire du PLIE MP CENTRE par voie d'avenant, après examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.

A la lecture des éléments transmis par l'association gestionnaire du PLIE MP CENTRE, le Conseil de Territoire Marseille Provence versera en 2020 la somme de 1 445 000 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal, comme suit :

- 1 065 000 euros correspondant à la mise en œuvre du PLIE MP CENTRE et au pilotage des objectifs d'accompagnement à l'emploi des résidents en Quartier de la Politique de la Ville (QPV), de l'animation des clauses sociales du bassin Centre, des sorties positives ainsi que la relation Entreprises,
- 38 000 euros représentant la participation financière du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, correspondant à l'accompagnement à l'emploi de 1320 bénéficiaires du revenu de solidarité active (BRSA) soit 60% des 2200 personnes à accompagner en 2020.

Aussi, la convention 2019-2020 susmentionnée doit connaître une adaptation de son calendrier de versement des soldes 2019 et 2020 afin de le corréliser avec l'atteinte des objectifs d'accompagnement à l'emploi et améliorer la trésorerie du PLIE MP CENTRE en :

- Augmentant le pourcentage de l'acompte de la subvention 2020 (de 70% à 80%),

- Assouplissant les conditions de versement des soldes 2019 et 2020...

Ces changements nécessaires, qui permettront la continuité de l'action du PLIE MP CENTRE, appellent à la rédaction de l'avenant à la convention portant sur :

- L'article 2 : Montant et conditions de paiement,
- L'article 4 : Obligations comptables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 Octobre 2018, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations

retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;

- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération VECO 003-328/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 ;
- La délibération VECO 006-154/19/CT du 26 Mars 2019, Attribution d'une subvention à l'association Emergence(s) Compétences Projets pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre pour l'année 2019 - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les modifications favorables au fonctionnement du PLIE MP CENTRE doivent être notifiées par voie d'avenant ;
- La fixation du montant de la subvention 2020 précisant les participations du Conseil de Territoire et du Conseil Départemental ;
- L'adaptation des versements des soldes des subventions 2019 et 2020 à l'atteinte des objectifs décrits dans le protocole PLIE 2018-2022 ;
- L'opportunité de sécuriser et conforter la trésorerie de l'association gestionnaire du PLIE MP CENTRE (augmenter le pourcentage des acomptes, assouplissement de la condition de versement des soldes 2019 et 2020) en modifiant les articles 2 et 4 de la convention susmentionnée.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE)

Article 2 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 445 000 euros à l'association Emergence(s) Compétences Projets au titre de l'exercice 2020.

Article 3 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents relatifs à sa mise en œuvre.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence Sous Politique E120 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 65 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 029-891/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est - PLIE MP EST - Attribution d'une subvention**

DPEATSV 19/18032/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST) a été délibéré, par le Territoire, le 26 Juin 2018 pour une durée de cinq ans dans l'objectif d'accompagner vers l'emploi des personnes qui sont en difficulté sociale et professionnelle du bassin de vie Est du territoire de Marseille Provence.

Aussi, le Conseil de Territoire et la Métropole mettent en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

La convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 N° VECO 004-152/19/CT du 26 Mars 2019 formalise les engagements du Conseil de Territoire Marseille Provence et du Département pour la mise en œuvre d'un plan d'actions porté par l'association d'animation du PLIE MP EST, Ciotat Emploi Initiatives, définissant des objectifs de suivi (Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, résident Quartiers de Veille Active, nombre d'accompagnement à l'emploi...) et d'accès à un emploi ou à une formation qualifiante.

Pour l'année 2020, il est prévu que le montant de la contribution financière consentie par le Conseil de Territoire sera notifié à l'association gestionnaire du PLIE MP EST par voie de l'avenant 2, après examen

du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante, sous réserve de l'adoption du budget principal :

A la lecture du budget prévisionnel de l'association gestionnaire de l'association gestionnaire du PLIE MP EST, le Conseil de Territoire Marseille Provence versera en 2020 la somme de 340 000 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal, comme suit :

- 130 000 euros correspondant à la mise en œuvre du PLIE MP EST et au pilotage des objectifs s'agissant de l'accompagnement à l'emploi des résidents en Quartier de Veille Active (QVA), de l'animation des clauses sociales du bassin Est, des sorties positives ainsi que la relation Entreprises,
- 210 000 euros représentant la participation financière du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, correspondant à l'accompagnement à l'emploi de 270 bénéficiaires du revenu de solidarité active (BRSA) soit 60% des 450 personnes à accompagner en 2020.

Aussi, la convention 2019-2020 susmentionnée doit connaître une adaptation de son calendrier de versement des soldes 2019 et 2020 afin de le corréliser avec l'atteinte des objectifs d'accompagnement à l'emploi et améliorer la trésorerie du PLIE MP EST en :

- Augmentant le pourcentage de l'acompte de la subvention 2020 (de 70% à 80%),
- Assouplissant les conditions de versement des soldes 2019 et 2020...

Ces changements nécessaires, qui permettront la continuité de l'action du PLIE MP EST, appellent à la rédaction de l'avenant 2 à la convention portant sur :

- L'article 2 : Montant et conditions de paiement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 Octobre 2018, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération VECO 004-329/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre PLIE MP Est – Approbation d'un protocole - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 ;
- La délibération VECO 004-152/19/CT du 26 Mars 2019, Attribution d'une subvention à l'association - Ciotat Emploi Initiatives - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est pour l'année 2019 - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 ;
- L'approbation, en Octobre 2020, de l'avenant à la convention 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les modifications favorables au fonctionnement du PLIE MP EST doivent être notifiées par voie de l'avenant 2 ;
- La fixation du montant de la subvention 2020 précisant les participations du Conseil de Territoire et du Conseil Départemental ;
- L'adaptation des versements des soldes des subventions 2019 et 2020 à l'atteinte des objectifs décrits dans le protocole PLIE 2018-2022 ;
- L'opportunité de sécuriser et conforter la trésorerie de l'association gestionnaire du PLIE MP EST (augmenter le pourcentage des acomptes, assouplissement de la condition de versement des soldes 2019 et 2020) en approuvant l'article 2 de la convention susmentionnée.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 2 ci-annexé à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP EST)

Article 2 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 340 000 euros à l'association Ciotat Emploi Initiatives au titre de l'exercice 2020.

Article 3 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents relatifs à sa mise en œuvre.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence Sous Politique E120 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 65 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 030-892/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest - PLIE MP OUEST - Attribution d'une subvention**

DPEATSV 19/18033/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST) a été délibéré, par le Territoire, le 26 Juin 2018 pour une durée de cinq ans dans l'objectif d'accompagner vers l'emploi des personnes qui sont en difficulté sociale et professionnelle du bassin de vie Ouest du territoire de Marseille Provence.

Aussi, le Conseil de Territoire et la Métropole mettent en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

La convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 N°VECO 005-153/19/CT du 26 Mars 2019 formalise les engagements du Conseil de Territoire Marseille Provence et du Département pour la mise en œuvre d'un plan d'actions porté par l'association d'animation du PLIE MP OUEST, Association du PLIE MPM OUEST, définissant des objectifs de suivi (Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, résident Quartiers Politique de la Ville, nombre d'accompagnement à l'emploi...) et d'accès à un emploi ou à une formation qualifiante.

Pour l'année 2020, il est prévu que le montant de la contribution financière consentie par le Conseil de Territoire sera notifié à l'association gestionnaire du PLIE MP OUEST par voie d'avenant, après examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante, sous réserve de l'adoption du budget principal.

A la lecture des éléments transmis par l'association gestionnaire du PLIE MP OUEST, le Conseil de Territoire Marseille Provence versera en 2020 la somme de 295 000 euros sous réserve de l'adoption du budget principal :

- 135 000 euros correspondant à la mise en œuvre du PLIE MP OUEST et au pilotage des objectifs s'agissant de l'accompagnement à l'emploi des résidents en Quartier de la Politique de la Ville (QPV), de l'animation des clauses sociales du bassin Ouest, des sorties positives ainsi que la relation Entreprises,
- 160 000 euros représentant la participation financière du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, correspondant à l'accompagnement à l'emploi de 324 bénéficiaires du revenu de solidarité active (BRSA) soit 60% des 540 personnes à accompagner en 2020.

Aussi, la convention 2019-2020 susmentionnée doit connaître une adaptation de son calendrier de versement des soldes 2019 et 2020 afin de le corréliser avec l'atteinte des objectifs d'accompagnement à l'emploi et améliorer la trésorerie du PLIE MP OUEST en :

- Augmentant le pourcentage de l'acompte de la subvention 2020 (de 70% à 80%),
- Assouplissant les conditions de versement des soldes 2019 et 2020...

Ces changements nécessaires, qui permettront la continuité de l'action du PLIE MP OUEST, appellent à la rédaction de l'avenant à la convention portant sur :

- L'article 2 : Montant et conditions de paiement.
- L'article 4 : Obligations comptables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme

de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;

- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 Octobre 2018, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération VECO 005-330/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP Ouest) - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 ;
- La délibération VECO 005-153/19/CT du 26 Mars 2019, Attribution d'une subvention à l'association PLIE MPM OUEST pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest pour l'année 2019 - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les modifications favorables au fonctionnement du PLIE MP OUEST doivent être notifiées par voie d'avenant ;
- La fixation du montant de la subvention 2020 précisant les participations du Conseil de Territoire et du Conseil Départemental ;
- L'adaptation des versements des soldes des subventions 2019 et 2020 à l'atteinte des objectifs décrits dans le protocole PLIE 2018-2022 ;
- L'opportunité de sécuriser et conforter la trésorerie de l'association gestionnaire du PLIE MP OUEST (augmenter le pourcentage des acomptes, assouplissement de la condition de versement des soldes 2019 et 2020) en modifiant les articles 2 et 4 de la convention susmentionnée.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

Article 2 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 295 000 euros à l'Association du PLIE MPM OUEST au titre de l'exercice 2020.

Article 3:

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents relatifs à sa mise en œuvre.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence Sous Politique E120 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 65 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 031-893/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant à la convention de développement économique et social pour La Mède avec le Groupe TOTAL

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/18062/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le contexte

Le groupe TOTAL, 1er acteur européen de l'industrie du raffinage, a décidé de faire évoluer le schéma industriel et organisationnel de son établissement Plateforme de La Mède (société TOTAL Raffinage France), qui est confronté à une perte durable de compétitivité.

Ce projet d'avenir pour la plateforme de La Mède comporte sept axes majeurs : le développement d'une bio-raffinerie, une augmentation de la fabrication d'essence aviation, le maintien de certaines unités de raffinage, le déploiement d'une plateforme logistique, la construction d'une unité de production d'Adblue (additif qui permet de diminuer les émissions de dioxyde d'azote des poids lourds), la construction d'une ferme solaire photovoltaïque ainsi que la création d'un centre de formation.

Les actions et les partenaires de la Convention

Par cette convention, TOTAL manifeste sa volonté de participer au développement économique du territoire. Dans cette perspective, les signataires sont convenus

de développer une stratégie permettant de maintenir une activité de TOTAL sur la plate-forme de La Mède, de soutenir la vocation industrielle du territoire, et de contribuer, de manière générale aux actions de développement économique du territoire de l'Etang de Berre – Fos-sur-Mer.

Cette convention comprend donc des actions liées à l'attractivité et aux projets industriels, mais aussi des actions de soutien au développement économique du territoire selon 9 axes :

- Article 1 : Les Initiatives en faveur de l'Emploi
- Article 2 : Appui à la Structuration de Plateformes Industrielles (PIICTO...)
- Article 3 : L'Aménagement des Terrains de la Plateforme de TOTAL La Mède
- Article 4 : Soutien à l'Implantation de Projets Industriels sur le bassin de l'Etang de Berre – Fos-sur-Mer
- Article 5 : Subventions à la Réalisation de Projets d'Entreprises sur le bassin d'emploi de l'Etang de Berre – Fos-sur-Mer
- Article 6 : Le Soutien aux Entreprises de Sous-Traitance
- Article 7 : L'Antenne Total Développement Régional sur le site de La Mède
- Article 8 : Le Soutien à la Recherche et à l'Innovation
- Article 9 : Les actions permanentes de Total Développement Régional (TDR)

Les avenants à la convention pour l'année 2020

La convention volontaire de développement économique et social pour La Mède N° ECO 002-584/16/CM du 30 juin 2016 formalise les engagements l'Etat, la Région Sud, la Métropole Aix-Marseille Provence et TOTAL pour la mise en œuvre d'un plan d'actions.

Les éléments de bilan présentés en Comité Technique en octobre 2019 et Comité de Suivi en novembre 2019, illustrent les résultats atteints et l'impact des activités pour l'emploi et l'accompagnement d'entreprises. Le bilan des 3 années fait également apparaître un solde budgétaire positif de 1,1 million d'euros, pour lequel il est proposé une allocation sur trois axes d'intervention.

Aussi, la convention 2016-2019 susmentionnée doit connaître une adaptation de sa durée et ainsi être prorogée de 12 mois, soit jusqu'au 5 décembre 2020, afin de permettre la finalisation de la mise en œuvre des actions décrites aux :

- article 3 « Aménagement des terrains de La Mède » ;
- article 5 « Subventions aux projets d'entreprises » ;

- article 4 « Soutien à l'implantation de projets industriels » à l'exclusion des actions de prospection qui ne sont pas renouvelées hors programme d'influence ;
- article D « Cadre de la convention » concernant la durée de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 002-584/16/CM du 30 juin 2016, relative à l'approbation d'une Convention Volontaire de Développement Economique et Social - CVDES - de la Mède par le groupe TOTAL.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence axée sur le projet du Groupe TOTAL qui représente un enjeu majeur pour la

Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi ;

- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle au pourtour de l'Etang de Berre ;
- L'allocation budgétaire de TOTAL disponible pour la finalisation ainsi que la conduite des actions mentionnées aux articles 3, 4 (à l'exclusion des actions de prospection) et 5.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif l'avenant de prorogation de la convention volontaire de développement économique et social au titre à l'année 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 032-894/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Immobilier d'entreprises - Etudes maîtrise d'ouvrage

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17970/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Immobilier d'entreprises – Etudes maîtrise

d'ouvrage » » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'immobilier d'entreprise du Territoire Marseille Provence présente des cycles de vie et d'utilisation qui sont très différents d'un bâtiment à l'autre.

Aussi il est proposé de lancer un diagnostic généralisé sur l'ensemble des sites pour permettre de définir l'état du patrimoine, son potentiel, les nécessités de mise aux normes et les besoins des exploitants.

Sur la base de ces études, les services de la direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments pourront établir un plan pluriannuel d'investissement qui sera soumis au vote dans un prochain budget.

Afin de permettre le financement de ces études, l'opération d'investissement n°2020102500, « Immobilier d'entreprises – Etudes maîtrise d'ouvrage », d'un montant de 100 000 euros HT, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 201031BP du programme 01, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Immobilier d'entreprises – Etudes maîtrise d'ouvrage ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Immobilier d'entreprises – Etudes maîtrise d'ouvrage » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Immobilier d'entreprises – Etudes maîtrise d'ouvrage ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 033-895/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société TRAXENS

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18164/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par convention d'en date du 26 mars 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a autorisé la société TRAXENS, SAS par action simplifiées au capital de 300 000 Euros, dont le siège social est 45 rue Frédéric Joliot Curie, Technopole de

Château Gombert, 13882 Marseille cedex 13, immatriculée au RCS de Marseille sous le n°750 626 871, représentée par Monsieur FALLAH Michel en sa qualité de Président, à occuper temporairement des locaux (bureaux) dans l'hôtel Technoptic, Technopôle de Château Gombert – 2 rue Marc Donadille, 13013 Marseille.

La convention a été conclue pour une durée de 23 mois, ayant commencé à courir :

- Le 01/03/2015 pour les lots 213, 214, 215 et 206
- Le 01/05/2015 pour les lots 205 et 216
- Le 01/09/2015 pour les lots 2018 et 2019.

En 2015, TRAXENS a sollicité auprès de la Métropole l'autorisation de faire poser deux containers consommant de l'électricité sur le bâtiment de l'hôtel Technoptic.

En application des dispositions de l'article 5-3 du bail signé le 2 avril 2015 entre la Métropole et TRAXENS, aucun aménagement immobilier ne peut être réalisé sans l'accord préalable et écrit de la Métropole.

Après de nombreux échanges, la Métropole a donné son accord de principe à TRAXENS pour la pose de ces deux containers sous réserve de la réalisation de plusieurs conditions cumulatives :

- La signature d'une autorisation d'occupation précaire ;
- L'installation d'un sous-compteur électrique sur les containers ;
- La refacturation des consommations électriques.

Si la société TRAXENS a bien fait poser un sous-compteur électrique sur l'un de ces containers, aucune autorisation d'occupation précaire n'a jamais été établie.

Elle a cependant procédé à la pose desdits containers sur le bâtiment de l'hôtel Technoptic en 2015.

La Métropole admet avoir toléré l'installation du premier container et que les différents échanges avec ses services ont pu faire naître un bail tacite sur la période de septembre 2015 à mai 2016.

Les installations et le raccordement irréguliers ont pu être constatés par les services techniques de la Métropole en 2019. Par constat d'huissier en date 3 juillet 2019, à la requête de la Métropole, a été constatée la présence d'un seul container qui n'était plus branché sur le système électrique du site. Un relevé du sous-compteur alors installé a pu être effectué par les services techniques de la Métropole en avril et mai 2019 afin d'estimer la sur-consommation imputable à la société TRAXENS.

En cet état, les parties soucieuses de trouver une solution équitable, se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend.

Les principales conditions du présent protocole sont les suivantes :

La société TRAXENS renonce à tout recours à l'encontre de la Métropole et s'engage à payer les sommes dues portant sur les factures de consommation électrique à hauteur de 23 559,06 euros.

En contrepartie, la Métropole reconnaît l'existence d'une autorisation tacite, renonce également à tout recours à l'encontre de la société TRAXENS, consent à estimer la consommation des containers à hauteur de 23 559,06 euros et s'estime intégralement indemnisée de tous les préjudices subis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- Les procès-verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole

portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération VECO 001-490/18/CT du 11 décembre 2018 portant approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole 2018 – 2032 ;
- La délibération URB 004-61009/19/BM du 20 juin 2019 approuvant l'avenant n° 2 du mandat d'étude avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billar-Bricard ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole et la société TRAXENS.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre une politique foncière partenariale et volontariste à même de traduire une dynamique de développement durable ;
- Les relevés réalisés par le responsable division Energie de la Direction Maitrise d'œuvre et Ingénierie des Bâtiments de la Métropole et les incertitudes associées à l'estimation des sommes dues par TRAXENS ;
- Les défaillances de TRAXENS liées au non-paiement de sa dette suite à l'implantation de containers ;
- Les défaillances de la Métropole liées à l'absence de régularisation de l'implantation des containers ;
- Que le projet de protocole d'accord transactionnel permet à la Métropole Aix-Marseille, en faisant acter par chacune des parties des concessions proportionnelles à la nature des défaillances observées, de prévenir tout risque de contentieux ultérieur et de générer des recettes de fonctionnement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le protocole d'accord transactionnel entre la Métropole et la société TRAXENS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 034-896/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Marseille Innovation

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 19/18163/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 55218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par acte en date du 25 octobre 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné à bail à l'association Marseille Innovation des locaux à usage de bureaux et d'atelier dans la pépinière de l'hôtel Technoptic du Technopôle de Château Gombert située 2 rue Marc Donadille, 13013 Marseille.

Le bail a été conclu pour une durée de 9 ans renouvelable par tacite reconduction, ayant commencé à courir le 25 octobre 2011. Un avenant 1 signé le 15 mars 2012 et un avenant 2 signé le 1^{er} août 2016 sont par la suite venus préciser le montant du loyer annuel.

En 2015, la société TRAXENS s'est également installée à l'hôtel Technoptic.

Elle a fait poser, sans autorisation préalable signée, des containers sur le bâtiment de l'hôtel Technoptic. Ces containers ont consommé de l'électricité que la société TRAXENS n'a cependant jamais réglé.

Cette situation a perduré jusqu'à juillet 2019 (date de la constatation par huissier de justice du retrait et du non-raccordement des containers de la société TRAXENS).

La totalité des consommations électriques sur cette période a été facturée à l'association Marseille Innovation.

Fin 2018, la Métropole a procédé à des appels de régularisation de charges sur les années 2015 et 2016. L'ensemble des arriérés de paiement de l'association Marseille Innovation s'élevaient alors à 88 873,96 euros.

Marseille Innovation a alors porté à la connaissance de la Métropole le cas des containers installés sans

droit ni titre par la société TRAXENS et branchés sur le compteur électrique du bâtiment.

MARSEILLE INNOVATION a refusé de payer les 57 142,02 euros correspondant à la régularisation de charges sur Technoptic pour les années 2015-2016.

Par ailleurs, Marseille Innovation a assumé des charges, sur la période 2015 à 2019, qui auraient dues être payées par TRAXENS.

Pour l'ensemble de la période, ces sommes ont été estimées par les deux parties à 11 116,07 euros.

En conséquence, les parties sont convenues de conclure un protocole transactionnel.

Les principales conditions du protocole sont les suivantes :

L'association Marseille Innovation renonce à tout recours à l'encontre de la Métropole et s'engage à payer les sommes restant dues au titre des charges sur la période 2015-2016 soit la somme de 46 025,95 euros.

En contrepartie, la Métropole concède un avoir de 11 116,07 euros correspondant aux sommes réglées pour la société TRAXENS à tort. Elle renonce par ailleurs à tout recours à l'encontre de Marseille Innovation pour le défaut de paiement des charges sur la période concernée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- Les procès-verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération VECO 001-490/18/CT du 11 décembre 2018 portant approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole 2018 – 2032 ;
- La délibération URB 004-61009/19/BM du 20 juin 2019 approuvant l'avenant n° 2 du mandat d'étude avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billar-Bricard ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole et l'association Marseille Innovation.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les relevés réalisés par le responsable division Energie de la Direction Maitrise d'œuvre et Ingénierie des Bâtiments de la Métropole et les incertitudes associées à l'estimation des sommes dues par TRAXENS ;
- Les défaillances de MARSEILLE INNOVATION liées au non-paiement de sa dette suite à l'implantation de containers ;
- Les défaillances de la Métropole liées à l'absence de régularisation de l'implantation des containers ;

- Que le projet de protocole d'accord transactionnel permet à la Métropole Aix-Marseille, en faisant acter par chacune des parties des concessions proportionnelles à la nature des défaillances observées, de prévenir tout risque de contentieux ultérieur et de générer des recettes de fonctionnement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le protocole d'accord transactionnel entre la Métropole et l'association Marseille Innovation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 035-897/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Grand Luminy

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/18165/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Il est préalablement exposé ce qui suit

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 Boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, représentée par sa Présidente en exercice ou son représentant, dûment habilitée aux présentes a donné à bail à l'Association Grand Luminy (AGL), association à but non lucratif, des locaux dont elle est propriétaire, situés Zone Luminy Biotech Entreprises – Case 922 – 163 avenue de Luminy – 13288 Marseille Cedex 09.

Les baux conclus sont les suivants :

- Bail numéro 05122008 du 5 décembre 2008 et les avenants 1 (en date du 20 novembre 2009) et 2 (en date du 16 juillet 2014), autorisant l'occupation à titre onéreux des lots 100, 110, 121 à 128, au sein du bâtiment A ainsi que le lot 200 du bâtiment B, représentant une superficie d'environ 1700 m². Le loyer annuel hors-taxa et hors charges s'élève à 86 340,00 euros.

- Bail numéro 1607014 du 16 juillet 2014 autorisant l'occupation à titre onéreux des lots 202 et 203 au sein du bâtiment B, représentant une superficie d'environ 450 m². Le loyer annuel hors-taxa et hors charges s'élève à 31 165,00 euros.
- Bail en date 20 janvier 2016 autorisant l'occupation à titre onéreux du lot 3, constitué d'un ensemble de bureaux et laboratoires de type modulaires et démontables en R+1 et partie du R+2, pour une superficie d'environ 1500m². Le loyer annuel hors-taxa et hors charges s'élève à 28 068,00 euros.

La Métropole et AGL ont toutes deux failli à certaines de leurs obligations contractuelles résultant des divers baux signés et des obligations légales d'ordre publique.

En effet, l'examen de la situation comptable d'AGL établit une dette de 463 763,13 euros arrêtée au 30/09/2018, composée de loyers et de charges relatives aux exercices 2015, 2016 et 2017.

Ce solde négatif est lié d'une part à des impayés de loyer et à l'augmentation subite et conséquente des charges locatives imputables à AGL.

D'autre part, la Métropole, quant à elle, n'a pas respecté diverses obligations qu'elle aurait dû supporter en qualité de bailleur.

Ces obligations sont les suivantes :

- Absence de transmission de l'état récapitulatif annuel prévu à l'article L 145-40-2 du Code de commerce, comprenant la liquidation et la régularisation des comptes de charges ;
- Non-respect des délais prévus par l'article R 145-36 du Code de commerce pour transmettre cet état récapitulatif ;
- Défaut d'information des nouvelles charges à supporter par AGL tel que le prévoit pourtant l'article L 145-40-2 du Code de commerce. Ainsi, l'état récapitulatif des travaux réalisés au cours de chaque période triennale n'a pas été communiqué par la Métropole. Ce défaut a eu pour effet de rendre impossible toute actualisation des charges depuis 2008 engendrant consécutivement une hausse brutale des charges ;
- Non règlement des troubles de jouissance d'occupation. Parmi les troubles de jouissance qu'AGL a pu signaler, la capacité insuffisante de la climatisation a eu un impact réel sur la jouissance paisible dans les locaux car elle a mis en péril les expériences conduites par

certaines laboratoires de la pépinière d'entreprises.

En outre, des fuites d'eau existaient dans les locaux, le système de chauffage était inefficace en hiver, et de nombreux autres dysfonctionnements étaient récurrents (ouvrants qui ne ferment plus, défauts d'intervention ou de réparation par les équipes désignées par le bailleur, etc).

Conformément aux dispositions légales en vigueur et en particulier en application de l'article 1719 du Code civil qui est d'ordre public, le bailleur est obligé de délivrer au preneur la chose louée et de l'entretenir en l'état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée.

Il est également contraint par ce même article à faire jouir paisiblement le preneur de la chose louée et ce pendant toute la durée du bail.

Cela signifie que les travaux rendus nécessaires par la vétusté mais également les gros travaux (article 606 du Code civil) sont à la charge du bailleur.

Après échanges entre AGL et la Métropole, le préjudice financier pour AGL résultant des défaillances de la Métropole a été évalué à 121 500.61 euros TTC.

En conséquence, il est proposé de conclure un protocole transactionnel dans les conditions énoncées ci-dessous.

Accord transactionnel – renonciation à recours

AGL renonce à tout recours à l'encontre de la Métropole pour ses défauts d'exécution de ses obligations de bailleur, qu'il soit amiable ou contentieux.

En contrepartie, la Métropole convient de fixer le montant des sommes dues par AGL à la Métropole au titre des loyers et provisions sur charges, comptes arrêtés au 30/09/2018 et au titre des redevances de charges des exercices 2015, 2016 et 2017 à hauteur de la somme de 342 262.52 € TTC (trois cent quarante-deux mille deux cent soixante-deux euros et cinquante-deux centimes Toutes Taxes Comprises).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- Les procès-verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération VECO 001-490/18/CT du 11 décembre 2018 portant approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole 2018 – 2032 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole et l'association Grand Luminy.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Les défaillances d'AGL liées à l'absence de paiement de la totalité de sa dette ;
- Les défaillances de la Métropole liées à un défaut de communication avec AGL et à l'absence de règlement de certains troubles de jouissance ;
- Que chacune des deux parties n'a pas respecté la totalité de ses obligations contractuelles et légales ;
- Que le projet de protocole transactionnel ci-joint permet à la Métropole, en faisant acter par chacune des parties des concessions proportionnelles à la nature des défaillances observées, de prévenir tout risque de contentieux ultérieur et de générer des recettes de fonctionnement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le protocole d'accord transactionnel entre la Métropole et l'association Grand Luminy.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 036-898/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à la commune de Septèmes-les-Vallons pour la construction de la centrale photovoltaïque de la cuisine centrale de l'EcoQuartier - Approbation d'une convention**

DEE 19/18035/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Marseille Provence Métropole à travers son Plan Climat-Energie Territorial (PCET) adopté le 26 octobre 2012, s'est fixée les objectifs ambitieux de :

- diminuer les émissions de Gaz à Effet de Serre : moins 11 % d'ici à 2020,
- réduire les consommations d'énergies : moins 12 % d'ici à 2020,
- produire de l'énergie renouvelable : 8 % d'énergies renouvelables à 2020.

Le Territoire de Marseille-Provence, et la Métropole Aix-Marseille-Provence dans son ensemble, possèdent un cadre naturel exceptionnel. Sa biodiversité d'une grande richesse, son littoral remarquable ainsi que son climat méditerranéen révèlent une agréable qualité de vie de ses habitants ainsi que l'attractivité de son territoire. Cependant, cet

environnement riche ne doit pas être considéré comme acquis et nécessite d'être protégé.

Le développement des énergies renouvelables constitue une réponse à ce défi. C'est pourquoi la Métropole et ses Territoires soutiennent les initiatives valorisant les centrales photovoltaïques.

La commune de Septèmes-les-Vallons, quant à elle, s'est engagée dans l'élaboration d'un agenda 21 communal en décembre 2014.

Un agenda 21 communal, comme un PCET, poursuit les objectifs de diminution des consommations d'énergies et de préservation de l'environnement.

Ce document vient concrétiser et entériner les démarches environnementales que la commune mène depuis plusieurs années et sert de fil conducteur pour les actions à venir.

C'est donc dans le cadre de sa stratégie environnementale et énergétique que la Commune de Septèmes-les-Vallons sollicite aujourd'hui le Conseil de territoire Marseille-Provence.

Elle a soumis une demande de subvention à son projet pour approbation des élus du Conseil de Territoire.

Il s'agit d'une subvention pour soutenir la construction d'une centrale photovoltaïque pour une nouvelle cuisine centrale. Cette nouvelle infrastructure permettra une production adaptée aux besoins des bénéficiaires mais également aux souhaits des professionnels tout en offrant une cuisine de qualité aux enfants dans le respect de la saisonnalité des produits et si possible bio.

La cuisine centrale actuelle produit 1 100 repas/jour et celle qui va sortir de terre, en septembre 2020, devrait produire 1 600 repas/jour. Ce besoin s'explique par une forte croissance des élèves inscrits dans les groupes scolaires de la Commune.

L'équipe municipale a fait le choix de conserver une restauration collective assurée en régie par des agents municipaux et dans une cuisine centrale communale. Chaque jour, environ 1100 repas sont produits par des personnels municipaux qualifiés et formés HACCP puis sont livrés en liaison chaude dans les offices de maintien en température des différents groupes scolaires et restaurants seniors de la Commune.

En outre, la commune porte une attention toute particulière sur son patrimoine communal. C'est pourquoi, la ville a choisi de réaliser sa future cuisine centrale en BDM. Celle-ci devrait être opérationnelle en septembre 2020. Des panneaux photovoltaïques seront installés sur la toiture (potentiel identifié de 1600 m² soit 150 kWc) en complément des parois isothermes. C'est également la première fois que le système BOOSTHERM sera utilisé dans un des bâtiments communaux. En effet, la commune a conscience que les groupes frigorifiques produisent

une grande quantité de chaleur, que cette dernière est perdue, rejetée dans l'air ambiant. Ce système consiste à récupérer l'énergie sur les groupes froids pour alimenter l'eau chaude sanitaire (à une température minimum de 55°C) du bâtiment et donc à réduire l'emprunte carbone de ce dernier.

Ce sont les cinq groupes scolaires et les maisons seniors de la Commune qui bénéficieront de cette infrastructure. La future cuisine centrale sera construite dans la zone artisanale du Pré de l'Aube - en plein cœur du futur EcoQuartier de la commune de Septèmes-les-Vallons.

Les travaux pour la centrale photovoltaïque sont prévus pour le 1^{er} trimestre 2020, avec une mise en service de la cuisine centrale pour septembre 2020. La subvention de la Métropole permettra l'achat des panneaux photovoltaïques.

Sur le volet financier :

Les travaux de la cuisine centrale s'élèvent à 150 597,12 euros

Il est demandé une subvention de 5000 euros au Conseil de Territoire Marseille Provence, le reste étant pris en charge par la Commune de Septèmes-les-Vallons.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de Territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération ENV001-6815/19/CM du 26/09/2019 approuvant le projet du Plan Climat Air Energie Métropolitain ;
- La convention jointe en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La compatibilité des actions subventionnées avec les objectifs opérationnels et réglementaires du Plan Climat-Energie Territorial du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'engagement du Plan Climat-Energie Territorial de Marseille Provence en faveur des énergies renouvelables, de la construction durable, de la diminution des consommations d'énergies et des émissions de gaz à effet de Serre.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de 5 000 euros à la Commune de Septèmes-les-Vallons pour la construction d'une centrale photovoltaïque pour la cuisine centrale au sein de l'EcoQuartier, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée conclue avec la commune de Septèmes-les-Vallons.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'état spécial de Territoire de Marseille Provence, dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial

Sous-politique G 610 – Nature : 67548 – Fonction : 71
CP 2020 : 5 000 euros

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 037-899/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Centre d'Information sur le Bruit pour 2020

DEE 19/18018/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire Marseille-Provence, compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores sur son périmètre, a la charge de l'évaluation et de la gestion du bruit dans l'environnement à savoir, la cartographie du bruit et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), réglementairement exigibles.

Sur le Territoire Marseille Provence, la cartographie actualisée du bruit a été approuvée par le Conseil du 26 juin 2018.

Par suite, le Plan de Prévention associé, préalablement validé par les acteurs du Territoire et soumis à consultation publique réglementaire de 2 mois (1er janvier 2019 - 28 février 2019), a été approuvé en Conseil de Territoire du 24 septembre 2019.

Conformément aux actions inscrites dans son PPBE, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a la volonté de compléter la réalisation obligatoire des documents suscités et de la valoriser au sein d'une démarche cohérente de bonnes pratiques en faveur de la qualité de l'environnement sonore par l'organisation d'événements de sensibilisation et de communication dans les communes de son territoire.

Pour faciliter la mise en œuvre d'actions en faveur d'une meilleure qualité de l'environnement sonore sur son territoire, Marseille-Provence s'est vu proposer l'expertise et l'accompagnement du Centre d'Information sur le Bruit (CidB).

Association reconnue d'utilité publique vouée à la promotion de la qualité de l'environnement sonore, le CidB a pour principales missions d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore. Le CidB est l'interlocuteur privilégié du grand public et de nombreux organismes publics ou privés intervenant

dans le domaine de la gestion de l'environnement sonore. De par ses missions et son statut d'entité d'utilité publique, le CidB propose depuis plus de trente ans, un soutien aux collectivités qui veulent sensibiliser leur population au bruit et à ses effets, à travers des expositions, des réunions-débats ou par de la sensibilisation auprès du jeune public.

Dans le cadre de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club déciBel Ville pour l'exercice 2020, le CidB, qui anime le Club, propose d'assurer des campagnes de sensibilisation auprès de la population, et plus particulièrement le jeune public.

Cette action permettra au CidB d'étendre un peu plus ses missions d'information et de sensibilisation sur le territoire national, de déployer ses outils de sensibilisation destinés à divers publics sur la thématique du bruit et, le cas échéant, de les adapter voire de les améliorer.

La démarche initiée en 2019 dans la commune de Gignac-la-Nerthe, se poursuivra en 2020 dans une des autres communes du Territoire, en vue d'un déploiement, dans les années à venir, à l'ensemble du périmètre de Marseille Provence.

La sensibilisation proposée comporte différents volets, chacun adapté à un public-cible :

- Une action de sensibilisation à destination des personnels de crèche et des parents : le CidB mettra à disposition du Conseil de Territoire l'exposition « Grandir avec les sons » (6 panneaux autoportants) sur le bruit et ses effets sur la santé dès la petite enfance, assurera la formation des personnels et la sensibilisation des parents intéressés lors d'un café-débat.

- Une action de sensibilisation à destination du jeune public (écoliers) en milieu scolaire visant à les sensibiliser aux dangers du bruit sur la santé et adapter leurs comportements, et à s'assurer de la bonne intégration par les écoliers de l'information transmise (ex : seconde intervention par le CidB).

- Une action de sensibilisation à destination du grand public (ex : les parents des écoliers sensibilisés, la population dans le cadre d'un projet exemplaire d'Ecoquartier...)

Les lieux de sensibilisation seront choisis par la commune en fonction de l'objectif et des publics visés.

Pour l'organisation de l'événement dans chacun des lieux choisis, la commune et/ou les établissements publics concernés mettront à disposition du CidB le lieu choisi ainsi que la logistique adaptée à l'événement et au nombre de personnes attendues : tables, chaises, vidéo-projecteur, pupitre ou équivalent pour les animateurs.

Les réflexions initiées pour la mise en place de cette action aboutiront à l'organisation de l'évènement durant l'année 2020 en fonction des disponibilités des différents acteurs concernés (enseignants, personnels de crèche, etc.).

A partir des réflexions initiées préalablement, la mise en œuvre de cette action de sensibilisation tiendra compte du retour d'expérience associé en vue d'un éventuel déploiement à d'autres communes du Territoire Marseille Provence.

Pour cette action de sensibilisation il est proposé de verser à l'association CidB une subvention d'un montant de 7 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Environnement, Livre V, articles R512, R571, R572 ;
- La Loi du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale ;
- La loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, qui ratifie l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002,

instituant les obligations en matière de planification de la lutte contre les nuisances sonores ;

- Le Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement ;
- La délibération du 24 septembre 2019 portant approbation du Plan de Prévention du bruit dans l'Environnement pour le Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/2016 du Conseil Métropolitain du 30/06/2016, relative aux modalités de décision d'ordres de subventions des associations par les Conseils de Territoire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en place une action de sensibilisation sur le Bruit dans les communes du Conseil de Territoire Marseille Provence pour renforcer la mise en œuvre du Plan de Prévention du bruit dans l'Environnement du Territoire Marseille Provence et poursuivre les actions de sensibilisation initiées sur le Territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Centre d'Information sur le Bruit (CidB) d'un montant de 7 000 euros pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2020 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et l'association CidB, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la dite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'Etat Spécial du Territoire (EST) 2020 du Territoire Marseille Provence : Section de Fonctionnement - Sous-Politique G310 — Nature 65748— Fonction 78.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 038-900/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association Initiatives et Education de la Jeunesse à l'Environnement AIEJE pour la campagne Inf'Eau Mer**

DEE 19/17977/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise.

Le Contrat de Baie est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 130 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Dans ce cadre, l'Association Initiatives et Education de la Jeunesse à l'Environnement (AIEJE) en collaboration avec l'association le Naturoscope, et le CPIE, a proposé une opération intitulée « Campagne Inf'Eau Mer » à destination des usagers des plages et du grand public. Cette action a été retenue dans le Contrat de Baie. Elle est retranscrite dans la Fiche Action 17_02 (ci-jointe) dans le périmètre initial (hors extension).

L'AIEJE est une association à but non lucratif (loi 1901), qui a pour objectif de préserver l'environnement marin par le biais de la sensibilisation et de l'éducation de tous les publics : campagnes de sensibilisation, accompagnement des pouvoirs publics, partenariats avec les collectivités, sur l'ensemble du littoral du Contrat de Baie.

Le Territoire Marseille Provence envisage de signer une convention de partenariat pour l'année 2020, avec l'AIEJE posant le cadre général de la collaboration.

Le montant global de cette action « Campagne Inf'Eau Mer » (fiche action 17_02) s'élève, pour l'année 2020, à 49 587 euros TTC.

Cette opération du Contrat de Baie, visant la sensibilisation des usagers des plages, déployée sous forme de stand itinérant (5m * 5m) animé par deux intervenants dûment formés, disposant d'outils pédagogiques, de questionnaires distribués sur la plage et remplis sur le stand par les usagers, il est proposé que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant total de 3 000 euros TTC, soit environ 6% du montant total.

En 2016 et 2017, ladite subvention a été attribuée à Naturoscope dans ce même cadre « Inf'Eau Mer » respectivement par délibération POR 001-13/10/16/CT et POR 002-852/17/CT.

En 2018 et 2019, une subvention a été attribuée à Naturoscope pour un montant de 6 000 euros.

En 2020, il est proposé de conclure une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille Provence au profit de l'association AIEJE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée ;
- La délibération n°002-542/16/CM du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi des subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La Fiche opération 17_02 inscrite au Contrat de Baie ;
- La délibération POR 001-13/10/16/CT portant CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association Initiatives et Education de la Jeunesse à l'Environnement AIEJE pour la campagne Inf'Eau Mer. La délibération POR 002-852/17/CT portant CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association Initiatives et Education de la Jeunesse à l'Environnement AIEJE pour la campagne Inf'Eau Mer. La délibération VECO 011-396/19/CT portant Contrat de Baie (action n°17_02) : Attribution d'une subvention à l'Association Initiatives et Education de la Jeunesse à l'Environnement (AIEJE) pour la campagne Inf'Eau Mer et approbation d'une convention pour l'année 2020.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la phase opérationnelle du Contrat de Baie agréé le 12 juin 2015 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention totale de 3000 euros TTC pour l'année 2020 à l'association AIEJE.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association AIEJE.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020 du Territoire Marseille Provence – Sous-politique G610- Nature 65748 – Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 039-901/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Mer Terre - Approbation d'une convention**

DEE 19/18012/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser l'ensemble du littoral métropolitain et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Mer Terre est une association (loi 1901) qui met en œuvre tous les moyens nécessaires pour contribuer à la réduction des déchets en milieux aquatiques, avec une vision globale et transversale. Elle a pour objet principal de contribuer à la réduction de la pollution par les macros déchets, déchets solides et visibles à l'œil nu en milieux aquatiques, dans le périmètre initial du Contrat de Baie (hors extension).

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figurent les actions 13-07 et 13-11 relatives respectivement à la mise en place d'un programme de surveillance des macro déchets, sur tout le territoire du Contrat de Baie, ainsi qu'un programme de prévention et de gestion des macros déchets sur les Aygalades. Cette association contribue à la réduction des macros déchets en :

- Développant des outils de caractérisation des déchets et d'aide à la décision,
- Accompagnant les pouvoirs publics et les entreprises dans la construction et la mise en

- œuvre de programmes de réduction, curatifs et préventifs, de la pollution des eaux par les déchets solides,
- Identifiant, coordonnant et valorisant le réseau social qui organise les nettoyages bénévoles,
- Réalisant des outils et proposant des programmes de sensibilisation pour les décideurs, le grand public et les enfants,
- Centralisant les informations juridiques, scientifiques et politiques relatives à cette pollution,
- Participant à des groupes de travail et de réflexion afin d'influer les décideurs à l'échelle nationale, européenne et internationale.

Les objectifs des actions portées par l'association MER TERRE dans le cadre du Contrat de Baie sont :

- La réduction des déchets « sauvages » en bordure littorale et en mer, et la préservation de la biodiversité, mais également sur les berges et dans le lit du ruisseau des Aygalades, et de fait, réduire les déchets transportés par le ruisseau ;
- La conscientisation et l'éducation des citoyens sur les problèmes des déchets abandonnés sur terre et qui aboutissent en mer ;
- La poursuite des efforts pour le nettoyage des espaces qui en ont besoin ;
- L'accompagnement et la sensibilisation des entreprises riveraines dans la prévention de la gestion des déchets dans le ruisseau des Aygalades ;
- L'amélioration de la réputation de la baie de Marseille ;
- La création d'un lien social autour de l'appartenance à un territoire (dispositif Adopt' 1 Spot)
- l'approche globale et unifiée de la problématique des déchets pour trouver des solutions en remontant aux origines et aux sources des déchets marins ;
- l'identification des types de déchets, les secteurs d'activité impliqués et les voies de transfert afin d'aider à la mise en œuvre d'actions de réduction préventives et curatives.

Le montant global de l'action 13_11 sur les Aygalades, s'élève pour l'année 2020, à 29 192 euros TTC, et pour l'action 13_07, pour l'année 2020, à 112 171 euros TTC. Le montant total de ces deux opérations pour l'année 2020 s'élève ainsi à 141 363 euros TTC.

Dans la mesure où le Comité de Baie a acté la définition d'une stratégie globale d'information et de sensibilisation à l'échelle du Contrat de Baie, il est proposé de ne retenir au financement 2020 de la Métropole, dans la proposition de MER TERRE que la

partie technique du projet, à savoir la poursuite des efforts pour le nettoyage des espaces, l'approche globale de la problématique des déchets et l'identification des types de déchets et les secteurs d'activité impliqués.

La partie sensibilisation des publics sera abordée dans le cadre de la stratégie globale d'information sur publics cibles si celle-ci est conforme à la stratégie globale en cours de définition à l'échelle du Contrat de Baie.

Il est ainsi proposé que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant de 8 000 euros TTC, soit environ 6% du montant total de ces opérations, pour 2020 et conclut une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille Provence au profit de l'association MER TERRE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie ;

- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée ;
- Les fiches action 13-07 et 13-11 inscrites au Contrat de Baie.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la phase opérationnelle du Contrat de Baie agréé le 12 juin 2015 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention totale de 8 000 euros TTC pour l'année 2020 à l'association MER TERRE, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association MER TERRE.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans l'état prévisionnel annexé au Budget Principal 2020 de la Métropole : Sous-politique G610- Nature 65748 – Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 040-902/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Naturoscope - Approbation d'une convention

DEE 19/18101/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'EcoQuartier du Parc des Calanques émane de l'opération de Renouveau Urbain des «Hauts de Mazargues» située dans le 9e arrondissement de Marseille sur les 3 quartiers Soude, Jarre et Baou de Sormiou.

Début 2017 a été acté, le co-pilotage de la démarche «EcoQuartier» entre la Métropole Territoire Marseille-Provence et le GIP «Marseille Rénovation Urbaine».

L'EcoQuartier du Parc des Calanques a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi le premier EcoQuartier du Territoire «Marseille-Provence» à obtenir cette étape et le 2^{ème} EcoQuartier de la Métropole.

Afin de poursuivre et même développer les dynamiques générées par l'EcoQuartier, et en coordination avec les équipes de la Politique de la Ville, le Territoire Marseille-Provence souhaite soutenir des associations dont les actions sur le terrain, concourent aux engagements EcoQuartier.

Le Naturoscope porte depuis de nombreuses années des projets en faveur de l'information et la sensibilisation du public, la protection de l'environnement et de la qualité de la vie et l'éducation au public à l'Environnement.

La transition écologique représente, pour ces structures d'éducation populaire, une opportunité majeure pour fédérer et mobiliser le public autour de leurs missions d'amélioration de la société.

En outre, la proximité du Parc National des Calanques offre un véritable laboratoire d'expérimentation pour un développement durable local. Si de nombreux marseillais se ressource et s'immergent dans cette nature depuis bien longtemps, il existe une réelle inégalité de connaissance et d'accès à ces espaces naturels périurbains. De nombreux marseillais, parfois issus de quartiers prioritaires, n'ont que rarement l'occasion de profiter de cette nature pourtant de proximité.

De par leur expérience auprès de ces publics, l'association a pu recenser un réel besoin d'accompagnement des centres sociaux et associations de quartier de la zone tampon dans une démarche d'appropriation, de (re)connaissance et d'actions en faveur de leur territoire.

L'action du Naturoscope appelée «Education Populaire et Transition Ecologique» permettra à 12 structures éducatives d'intégrer la transition écologique au cœur de leurs pratiques et de leur fonctionnement.

Il s'agit plus concrètement :

- D'accompagner des structures du secteur social dans l'intégration de la transition écologique dans leurs pratiques,
- De former les équipes éducatives des secteurs « enfants, jeunesse, familles » à des approches pédagogiques par et pour la nature et à un développement durable.

La Métropole a contribué à l'installation du projet à hauteur de 2 000 euros en 2019. Un bilan détaillé sera remis à la Métropole d'ici mars 2020.

En 2020, l'association organisera un évènement («journée de retransmission») permettant aux structures locales de présenter leur projet pour lequel elles ont été accompagnées.

L'évènement aura lieu au mois de mars 2020, à l'occasion du « printemps des Calanques ».

Cette manifestation présentera des stands ouverts à tous, co-animés par les structures et leur public et

permettra de valoriser les travaux entrepris tout au long de l'année et de mutualiser les démarches d'accompagnement de la transition écologique. Des compétences locales (Pompiers, agents du Parc National des Calanques...) pourront participer en expert à cette journée.

Cette manifestation s'adressera au grand public, groupes et associations du territoire.

Le budget prévisionnel de l'action 2020 s'élève à 16 569 euros et le financement décomposé comme suit :

Politique de la Ville (Etat, CD 13)	7 000€	42 %
Bailleurs sociaux	4 569 €	28 %
Parc National des Calanques	3 000 €	18 %
AMP - Territoire Marseille Provence (EcoQuartier)	2 000 €	12 %
Total	16 569 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant

approbation du Plan Climat Energie Territorial métropolitain ;

- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de Territoire et le Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ces actions contribuent à renforcer les dynamiques environnementales et sociales à l'œuvre dans le périmètre de l'EcoQuartier ;
- Que ces actions répondent pleinement aux engagements n°7 (Mettre en œuvre les conditions du vivre-ensemble et de la solidarité) et 20 (Préserver et valoriser la biodiversité, les sols et les milieux naturels) du label national EcoQuartier en vue de la candidature à l'étape 4 à l'horizon 2021.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, du Naturoscope pour l'année 2020.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 2 000 euros à l'association Naturoscope pour l'année 2020.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2020 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et Naturoscope, ci-annexée.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

Fonctionnement : 2 000 euros - sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71

Crédits de paiements 2020 : versement unique et en intégralité selon Règlement Général et Financier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 041-903/19/CT

■ CT1 - Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2020 - Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/18021/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille-Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres-Ouest-Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Ces ports font l'objet de 2 budgets annexes l'un dédié aux ports issus du Territoire Aix-Marseille-Provence, l'autre concernant les ports transférés des communes.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière après consultation des Conseils Portuaires. Ces tarifs sont exprimés en euros hors taxes.

Ces redevances sont essentielles au budget annexe des ports du territoire Marseille-Provence.

Pour 2020, il est proposé de reconduire les tarifs identiques à ceux de l'exercice 2019.

L'ensemble de ces redevances a été présenté pour avis aux Conseils Portuaires en décembre 2019,.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- CGP3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Qu'il convient d'adopter les redevances d'occupation du domaine public portuaire du Territoire Marseille Provence relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2020 ;
- Les avis émis par les Conseillers portuaires.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation des redevances afférentes aux occupations du domaine public portuaire et aux prestations annexes applicables au sein des ports métropolitains du territoire Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 042-904/19/CT

■ CT1 - Approbation du principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique Métropole Aix-Marseille-Provence pour les éditions de 2021 à 2025

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/18154/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis 2003, la Métropole Aix-Marseille-Provence accueille au sein du Territoire Marseille-Provence, sur le domaine public du port de plaisance de La Ciotat, le Salon Nautique «Les Nauticales». Dans le cadre de sa politique favorisant un plus grand dynamisme des activités nautiques traduite au sein de son Livre Bleu, ainsi que le développement de services d'excellence pour ses citoyens, la Métropole a souhaité pérenniser la tenue de son salon nautique. Fort de ses 200 exposants, d'un site exceptionnel de 30 000 mètres carrés en plein centre-ville de La Ciotat, le prestige et l'affluence de ce salon classent ce dernier à la quatrième place des salons nautiques de France. Depuis 2010, l'organisation du salon nautique est assurée dans le cadre d'une délégation de service public, sous le contrôle de la collectivité. Le renouvellement en 2015 de la DSP a vu retenir le groupement GRAND PAVOIS /SAFIM en qualité de délégataire pour assurer les éditions 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020. Le contrat d'affermage prend fin le 12 novembre 2020.

Compte tenu du bilan qualitatif positif des dernières éditions, et de l'intérêt à poursuivre la valorisation de cet événement qui promeut une image forte du pôle plaisance de la Métropole Aix-Marseille-Provence et génère des retombées économiques, il apparaît opportun que la collectivité poursuive son implication

dans l'organisation et le contrôle de cette manifestation.

C'est pourquoi, par délibération n° MER 004-5520/19/CM du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public, sous la forme d'un affermage, en vue de l'organisation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les éditions 2021 à 2025 et a approuvé les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire.

Cette procédure, dite formalisée, a fait l'objet d'une consultation dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ainsi que les articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

La consultation a fait l'objet d'une publication sur les supports suivants :

- BOAMP du 07/03/2019
- JOUE du 07/03/2019
- Le Marin du 14/03/2019

La procédure était de type "restreint" de sorte que l'avis d'appel public à concurrence avait pour but de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre. Les candidats étant invités à remettre leur seule candidature dans un premier temps, par voie dématérialisée uniquement. Puis, si elles étaient admises par la Commission, à remettre leur offre dans un second temps.

La date limite de remise des candidatures a été fixée au 17 avril 2019 à 16h30.

A cette date, 2 plis ont été remis.

Il a résulté de l'analyse des candidatures que les 2 candidats présentent des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes qui les rendent aptes à présenter des offres compétitives, pour assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers pour la gestion et l'exploitation du salon nautique «Les Nauticales».

C'est pourquoi, la Commission de Délégation de Service Public en date du 23 mai 2019 a admis les 2 candidats à poursuivre la procédure et à remettre une offre.

A la date limite de remise des offres, le 18 septembre 2019 à 16h30, aucun pli n'a été remis sur la plateforme de dématérialisation.

La Commission de Délégation de Service Public en date du 03 octobre 2019 a donc constaté l'absence d'offre et le caractère infructueux consécutif de la procédure.

Dès lors, il est proposé au Conseil de relancer une procédure de Délégation de Service Public, dans le respect des dispositions des articles L3000-1 et suivants du Code de la Commande Publique et L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

La consultation sera conduite sur la base d'un projet de contrat dont certaines dispositions relatives à l'organisation des événements annexes seront explicitées.

L'organisation de cet événement doit permettre de :

- promouvoir au plan national et à l'international le premier pôle national de plaisance que constituent les 29 ports de plaisance gérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence et favoriser la promotion de la politique métropolitaine dans ce domaine ;
- promouvoir l'ensemble des activités économiques, industrielles, commerciales et tertiaires liées au nautisme, à la plaisance et aux loisirs marins, contribuer au développement économique dans le domaine des activités de la plaisance et en particulier à l'animation du port de La Ciotat ;
- favoriser la sensibilisation aux politiques publiques, les rencontres et la concertation entre tous les acteurs du monde de la plaisance et de la mer.

La réalisation de ces objectifs implique de professionnaliser la gestion et d'en assurer le contrôle.

Il convient, en particulier, que toutes les exigences en termes de qualité de gestion et d'exploitation puissent être satisfaites en recourant aux meilleurs professionnels dans les missions qui participeront à son attractivité : négociations commerciales, marketing, accueil, promotion événementielle, prestations techniques associées. Pour atteindre les objectifs de développement ci-dessus indiqués et le niveau de service attendu, il convient de décider du mode de gestion le plus approprié.

Conformément à l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport joint en annexe analyse les différents modes de gestion possibles et présente les raisons pour lesquelles il est proposé au Conseil de la Métropole de recourir à la délégation de service public sous la forme d'un affermage, à savoir notamment :

- la nécessité de recourir à un professionnel disposant d'une compétence et d'un savoir-faire propres à cette activité essentiellement commerciale, la Métropole ne disposant pas de moyens adaptés ;

- la prise en charge du risque d'exploitation par le délégataire ;
- la motivation du délégataire pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement par les recettes de l'exploitation et qu'il supporte les risques de sa gestion, à l'inverse du titulaire d'un marché public qui ne supporte aucun risque et qui n'est pas incité à une gestion performante.

Le contrat serait conclu pour une durée de cinq ans, permettant l'organisation du Salon «Les Nauticales» pour les éditions 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025.

A l'occasion de chacune de ces éditions, la Métropole mettra à la disposition du délégataire, les espaces nécessaires du bassin des Capucins à La Ciotat, soit 28 000 m² de terre-plein d'exposition et 17 300 m² de plan d'eau.

Les principales missions assurées par le délégataire sont les suivantes :

- concevoir l'organisation et l'aménagement du salon dans le respect des objectifs fixés par la collectivité délégante ;
- prendre à sa charge l'aménagement de l'espace Métropole AMP sous la direction de l'autorité délégante ;
- gérer les installations et équipements nécessaires à l'accueil des exposants ;
- assurer la commercialisation des espaces à terre et à flot du salon notamment lors du Salon Nautique de Paris ;
- coordonner l'intervention des associations, clubs, professionnels, sportifs ou scientifiques pour l'organisation de l'animation du Salon ;
- assurer la communication (plan média, identité visuelle) et le service de presse du Salon. De façon spécifique, le délégataire devra intégrer dans sa proposition un plan de communication intégrant la préparation du ou des événements métropolitains destiné à la promotion du salon, ainsi que l'action du délégataire au sein du salon nautique ;
- prendre en charge l'ensemble des dépenses et notamment celles occasionnées par la libération du plan d'eau ;
- encaisser les recettes auprès des usagers
- organiser la mise en place du salon, en installant les équipements, accessoires et commodités nécessaires et en coordonnant l'installation des exposants et autres participants ;
- exploiter le salon durant les journées d'ouverture ;
- déployer des moyens humains en vue d'assurer une coordination locale du salon tout au long de l'année ;
- impulser ou proposer au délégant une «labellisation Les Nauticales» des

événements nautiques, lagunaires, littoraux et/ou portuaires existants ou à venir sur le territoire de la Métropole.

Ces missions seront assurées dans le respect des objectifs fixés par la collectivité délégante.

Compte tenu des contraintes de fonctionnement imposées au délégataire la collectivité se réserve la faculté de contribuer aux dépenses du service dans le cadre des dispositions de l'article 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les caractéristiques détaillées des prestations seront précisées dans le dossier de consultation des entreprises.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les dispositions des articles L3100-1 et suivants du Code de la Commande Publique ainsi que L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au vu du rapport de présentation, joint en annexe, il est proposé au Conseil de Territoire d'émettre un avis favorable au principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage, d'une durée de cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé, au titre de la délibération n° MER 004-5520/19/CM du 28 février 2019, une procédure formalisée en vue de l'attribution d'une délégation de service public portant sur l'organisation du salon nautique de la Métropole pour les éditions 2021 à 2025 ;
- Qu'en l'absence d'offre remise dans le cadre de ladite procédure, il convient d'acter de son caractère infructueux et de lancer une nouvelle procédure ;
- Qu'au vu du rapport de présentation joint en annexe, la délégation de service public, sous forme d'un contrat d'affermage d'une durée de 5 ans, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales est le mode de gestion le mieux adapté pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du principe d'une délégation de service public sans publicité ni mise en concurrence préalable en vue de l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique Métropole Aix-Marseille-Provence pour les éditions de 2021 à 2025.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 043-905/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 1 - consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon**

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/18161/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au CNTL. Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1er septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire, et dans l'objectif de permettre au délégataire de commencer la réalisation des aménagements nécessaires à la bonne prise en charge des épreuves de voile pour les Jeux Olympiques 2024, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant pour une modification des conditions du contrat.

Ces modifications interviennent dans le cadre de l'article 41 du contrat de DSP qui prévoit le réexamen des conditions financières dans les cas où, des aménagements aux conditions d'organisation, de gestion et d'animation des plans d'eau et terre-pleins du périmètre, au programme d'investissements ou au plan stratégique seraient arrêtés (notamment déplacements de bateaux, acquisition de matériel, sécurité des plans d'eau, utilisation de terre-pleins, etc.) pour la période de préparation des Jeux Olympiques 2024 et la tenue des épreuves.

Ainsi, il est prévu de réaliser une extension du périmètre géré par le délégataire jusqu'à la zone de stationnement mitoyenne de l'actuel périmètre et comportant une zone de mise à l'eau. Ladite zone ne faisant pas l'objet à ce jour d'un entretien suffisant, génère des troubles quant à l'accès à la mer et à la bonne gestion du port. Le projet a ici pour objet de restaurer l'espace et d'y adjoindre une gestion afin de favoriser l'arrivée et la mise à l'eau de plaisanciers. Ce même espace, du fait de sa restauration, constituera un point d'accès à la mer au cœur de la préparation des épreuves olympiques et dont l'espace serait à même d'accueillir plusieurs équipes, c'est

pourquoi la gestion de celui-ci apparaît aujourd'hui centrale.

Le projet intègre 185k€ d'investissements et 238k€ de fonctionnement sur la durée de la délégation de service public. Les estimations de produits issus de l'exploitation de l'espace génèrent quant à eux 436k€. Le résultat net de l'exploitation est estimé à 0k€ (la marge dégagée entre les recettes et le coût de fonctionnement devant amortir l'investissement réalisé), et doit être relativisé du risque lié à l'aléa pesant sur le taux d'occupation réel du parking et de sa mise à l'eau.

Cet avenant engendre une augmentation du montant initial du contrat de délégation de service public de +2,13 %, soit un montant de 436 000 euros.

Conformément à l'article R3135-8 du Code de la Commande Publique, la modification étant inférieure à 10 % ne peut être qualifiée de substantielle. Le présent avenant peut être régulièrement approuvé.

La Commission de Délégation de Service Public a été saisie pour information, conformément aux dispositions de l'article L 1411-6 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine Approbation de l'avenant n°2 de la Délégation

de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 1 - consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine sur l'Approbation de l'avenant n°2 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 1 - consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine sur l'Approbation de l'avenant n°2 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 1 - consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 044-906/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Théâtre du Centaure Approbation d'une convention

DEE 19/18044/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'EcoQuartier du Parc des Calanques émane de l'opération de Renouvellement Urbain des « Hauts de Mazargues » située dans le 9e arrondissement de Marseille sur les 3 quartiers Soude, Jarre et Baou de Sormiou.

Début 2017 a été acté, le co-pilotage de la démarche « EcoQuartier » entre la Métropole-Territoire Marseille-Provence et le GIP «Marseille Rénovation Urbaine» (MRU), dont l'équipe sera intégrée à la Métropole à compter du 1er janvier 2020.

L'EcoQuartier du Parc des Calanques a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi

le premier EcoQuartier du Territoire Marseille Provence à obtenir cette étape et le 2^{ème} EcoQuartier de la Métropole.

Afin de poursuivre et même développer les dynamiques générées par l'EcoQuartier, et en coordination avec les équipes de la Politique de la Ville, le Territoire Marseille-Provence souhaite soutenir des associations dont les actions sur le terrain, concourent aux engagements EcoQuartier.

Le théâtre du Centaure, compagnie de renommée internationale, s'est installé dans l'EcoQuartier en 2017.

Depuis son arrivée et en complément de ses œuvres artistiques, il porte un véritable projet de territoire basé sur la connexion à la nature et le « vivre ensemble » participant ainsi aux engagements n°7 « Mettre en œuvre les conditions du vivre ensemble et de la solidarité » et n°20 « Préserver et valoriser, la biodiversité, les sols et les milieux naturels » du label national.

Pour l'année 2020, le projet du théâtre pour le périmètre de l'EcoQuartier se nomme « Un Verger d'Utopies : phase II ».

« Un Verger d'Utopies » est le concept global du travail du Centaure dans l'EcoQuartier.

C'est un projet qui comprend :

- Un jardin pédagogique en permaculture, support d'animations et de formations (350 espèces vivaces),
- Des attelages (calèches de tri, calèches de transports de personnes, Bibliocalèches).

La Métropole a contribué à l'installation du projet, à la mise en place du décor du projet à hauteur de 4 000 euros en 2019. Un bilan détaillé sera remis à la Métropole d'ici mars 2020.

Il s'agit désormais de passer à la phase 2 : d'inscrire le projet dans le temps.

Le projet présenté propose 3 chapitres :

- Poursuite des attelages,

13 journées de travail au total à destination des enfants et écoles de l'EcoQuartier en partenariat avec des acteurs locaux,

- Poursuite des animations/formations en permaculture,

35 journées de travail au total à destination des adultes, enfants et écoles de l'EcoQuartier en partenariat avec des acteurs locaux,

- Poursuite de l'action spécifique à l'attention des « jeunes complices du Centaure »

30 RDV annuels, un chantier éducatif et 1 stage prévus.

Le budget **prévisionnel** des actions du Centaure s'élève à 61 000 euros et le financement décomposé comme suit :

Politique de la Ville (Etat, CD 13)	21 000 €	34 %
Ville de Marseille (action culturelle)	15 000 €	24 %
Etat (FNADT)	6 500 €	11 %
Organismes sociaux	6 000 €	10 %
Bailleurs sociaux	5 000 €	8 %
AMPTerritoire Marseille-Provence (EcoQuartier)	4 000 €	6 %
ASP (emplois aidés)	1 000 €	2%
Fonds propres	2 500 €	5%
Total	61 000 €	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de Territoire et le Conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ces actions favorisent le vivre ensemble entre les habitants des Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville et les populations environnantes ;
- Que ces actions maintiennent ou renforcent les dynamiques engagées dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain ;
- Que ces actions répondent pleinement aux engagements n°7 et 20 du label national EcoQuartier.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, du Théâtre de Centaure pour l'année 2020.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 4 000 euros au Théâtre de Centaure pour l'année 2020.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2020 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et le Théâtre du Centaure, ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence
Fonctionnement : 4 000 euros - sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71
Crédits de paiements 2020 : versement unique et en intégralité selon Règlement Général et Financier : 4 000 euros.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 045-907/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Orane pour le Festival Marsatrac - Approbation d'une convention

DCOM 19/18153/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Festival Marsatrac, né à Marseille en 1999, est porté par l'association ORANE. Il s'agit d'un festival de musiques actuelles et de cultures urbaines. Chaque année, ce festival est porteur de nombreux partenariats : étudiants, culturels, médias, associatifs, professionnels et institutionnels.

Le festival Marsatrac propose depuis 20 ans sur le territoire métropolitain un événement de qualité, à la notoriété installée, conjugué d'une programmation saluée par la critique pour son originalité. Pour l'ensemble de ces atouts, le festival Marsatrac jouit d'une véritable singularité sur la carte des festivals nationaux et européens.

Marsatrac favorise l'émergence de talents locaux et régionaux en faisant le choix, depuis quelques années, de placer la création au cœur de ses préoccupations et en affirmant une réelle volonté d'impulser de nouveaux projets artistiques.

Pour ce faire, Marsatrac accompagne le développement de jeunes artistes, crée le cadre de promotion de leurs œuvres et d'épanouissement de leurs carrières, permet la création de répertoires inédits et leur offre la formidable expérience des scènes et du public du festival.

Ce festival est largement couvert par les médias locaux, régionaux et surtout nationaux, donnant une visibilité importante au territoire.

L'association est soutenue par la Ville de Marseille, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et le ministère de la Culture.

Les objectifs portés par le projet sont :

- Renforcer le rayonnement de Marsatrac pour ancrer durablement sur le territoire marseillais un festival de musiques actuelles innovant qui dynamise son image de marque et participe à son attractivité,
- Conserver et développer une dimension de développement durable,
- Soutenir la création artistique locale (20 % des artistes sont issus du territoire),

- Poursuivre le partenariat avec les instances ressources nationales telles que le CNV (Centre national des variétés).

Le festival 2020 aura lieu les 26, 27 et 28 juin 2020 au Parc Chanot et sur la plage du petit Roucas. La programmation est internationale et éclectique.

L'association s'engage sur un respect des riverains par la mise en place d'une implantation technique qui amoindrit les nuisances sonores et limite la soirée à 2 heures du matin.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets d'envergure nationale conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas en 2020 et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du

territoire notamment en matière de communication.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante à l'association Orane pour le Festival Marsatac au titre de l'exercice 2020 : 100 000 euros (cent mille euros).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire sous réserve de l'approbation du budget 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 046-908/19/CT

■ CT1 - Mise à disposition de deux locaux à l'association Festival International de Jazz de Marseille des Cinq Continents - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/18177/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de soutenir des manifestations culturelles et artistiques métropolitaines à partir des principes posée dans ladite délibération.

Dans ce cadre, par délibération n° CSGE 001-5695/19/BM en date du 28 mars 2019 la Métropole a approuvé l'attribution d'une subvention à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents à hauteur de 150 000 euros pour la réalisation d'une série d'événements jazz sur le territoire métropolitain.

Ainsi, la Métropole a conclu avec l'association une convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019.

L'association a sollicité la Métropole afin que celle-ci lui mette à disposition, à titre gratuit, deux locaux sis au 122 et 124 La Canebière, 13001 Marseille.

En conséquence, il appartient au Bureau de la Métropole de se prononcer sur la mise à disposition, à titre gratuit, de deux locaux à cette association, ce qui constitue une subvention en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 001-5695/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant attribution d'une subvention à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents pour l'organisation d'une tournée métropolitaine du Festival "Marseille Jazz des cinq continents" - Approbation d'une convention ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de mise à disposition de deux locaux à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la convention de mise à disposition de deux locaux à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.